



HAL
open science

**De nouvelles ruralités en Amérique centrale ?
Dynamiques de mobilité, ressources et organisations
familiales**

Delphine Prunier

► **To cite this version:**

Delphine Prunier. De nouvelles ruralités en Amérique centrale ? Dynamiques de mobilité, ressources et organisations familiales. Géographie. Université Paris-Diderot - Paris VII, 2013. Français. NNT : . tel-00952934

HAL Id: tel-00952934

<https://theses.hal.science/tel-00952934>

Submitted on 28 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITE PARIS.DIDEROT (Paris 7)

Ecole doctorale « Economies, Espaces, Sociétés, Civilisations :

Pensée politique, critique et pratiques sociales » - ED 382

Sociétés En Développement : Etudes Transdisciplinaires – SEDET- EA 4534

Centre d'Etudes Mexicaines et Centraméricaines - CEMCA-UMIFRE N°16 (MAE/CNRS)

DE NOUVELLES RURALITÉS EN AMÉRIQUE CENTRALE ?

**DYNAMIQUES DE MOBILITÉ, RESSOURCES ET
ORGANISATIONS FAMILIALES**

Delphine PRUNIER

Thèse de Doctorat en Géographie
dirigée par Laurent Faret

soutenue le 11 mars 2013

Membres du jury :

Geneviève CORTES	Professeure, Université Montpellier 3	<i>Rapporteuse</i>
Laurent FARET	Professeur, Université Paris Diderot	<i>Directeur de thèse</i>
Sara LARA FLORES	Professeure, Universidad Autónoma de México	
Alain MUSSET	Directeur d'Études, École des Hautes Études en Sciences Sociales	<i>Rapporteur</i>
Bernard TALLET	Professeur, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne	

Sauf mention contraire, toutes les photographies sont de l'auteur.

Les citations indiquant un astérisque ont été traduites par l'auteur.

Au fil du texte, le « nous » est utilisé pour se référer à la progression des étapes de la réflexion ou à la prise de décision quant à l'orientation méthodologique, tandis que le « je » est privilégié pour évoquer l'expérience du terrain et la prise de position plus individuelle de l'auteur.

REMERCIEMENTS

À l'heure de poser les points de suspension qui marquent la fin de cette étape de la recherche, il me tient à cœur de remercier les personnes qui ont accompagné ce parcours, de près comme de loin, dans la durée comme dans l'intensité des rencontres plus éphémères.

Je remercie d'abord Laurent Faret qui a impulsé, donné le temps et largement alimenté mon travail de recherche. Son soutien et sa sérénité m'ont été précieux à toutes les étapes, du travail de terrain jusqu'à la rédaction, de l'expérience scientifique jusqu'à celle de l'enseignement.

Une bonne partie de la construction et du mûrissement de cette thèse a été menée au sein du Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines. Je veux dire un grand merci aux directrices de cette indispensable structure, Odile Hoffmann et Delphine Mercier, qui m'ont accueillie en tant que boursière puis en tant que chercheuse associée, à l'ensemble du personnel administratif ainsi qu'aux chercheurs sédentaires ou de passage avec qui l'échange a toujours été riche et stimulant.

J'ai eu la chance, tout au long de ces quatre dernières années de thèse, de pouvoir participer à des programmes de recherche qui ont contribué à la consolidation et à un certain élan dans l'avancée de mon propre parcours. Le programme ANR TRANSITER, porté par Laurent Faret, a, le premier, constitué une plate-forme scientifique pour le développement de mon projet et pour la réalisation de toutes les étapes du travail de terrain. Je remercie en particulier Aurélia Michel qui m'a initiée avec le même éclat aux sphères académiques comme aux *velas* de Juchitán. C'est par la suite au sein de l'ANR FABRICAMIG.SA que les échanges se sont montrés extrêmement fructueux et que les projets continuent de s'enrichir aujourd'hui. Merci à l'ensemble de l'équipe pour le dynamisme partagé et particulièrement à Delphine Mercier pour son soutien, ses encouragements et sa tutelle si précieuse.

Si la démarche d'observation, d'exploration et d'analyse est souvent menée en solitaire, de

REMERCIEMENTS

nombreuses personnes ont su l'alimenter et la faire rebondir. Je tiens à remercier Sara Lara Flores, Hubert Carton de Grammont, Emilia Velázquez, Rafael Palma, Patricia Arias, Geneviève Cortes, Aurélia Michel et Gustavo López Castro pour avoir critiqué, corrigé et inspiré mon travail. Un grand merci à Pascal Sébille pour m'avoir dévoilé les secrets de l'analyse statistique, pour avoir été si disponible, clair et accessible.

Des échanges nombreux et intenses avec mes collègues, compagnons de routes et amis m'ont permis d'approfondir et de persévérer. Je veux en particulier remercier Tania Rodríguez et Camille Le Masne ainsi que mes camarades du CEMCA, Virginie Brun, Sabrina Melenotte, Céline Jacquin et tout spécialement Tanguy Samzun qui a suivi ce travail à long terme, de la tête aux pieds. Tous ont alimenté à leur manière des discussions essentielles, rassurantes et vivifiantes.

L'expérience d'une autre ruralité a toujours été liée aux rencontres, secousses et fidélités du terrain. Merci à Gustavo Ernesto Martínez Cárdenas, à Quxabel Cárdenas et à ses filles qui ont été, depuis mes premiers pas sur le sol nicaraguayen, mes repères à Managua, sources d'une compréhension plus fine, plus réaliste et plus déstabilisante de la situation nationale. Merci à Gladis Centeno et à sa famille qui m'ont permis de m'installer, aller et venir avec une grande confiance et liberté. Merci à Luz Amparo, à Milagros Arteaga et à sa maman à Palacagüina pour m'avoir hébergée et accueillie autour de la table comme de la télévision. Merci à Gerardo Reyes à Posoltega pour m'avoir ouvert les portes de sa maison et de tant d'autres, mais aussi pour m'avoir permis de parcourir à moto les alentours du volcan Cacitas tout au long de mon séjour. Merci enfin à Sofía Zacarías María et Isaías Antonio Rosas à San Juan Guichicovi pour l'hospitalité et la poésie.

Je veux enfin remercier les personnes les plus proches qui m'ont soutenue et fournie l'ancrage dont les migrants ont besoin. Merci à Camille et Odile Hérault pour leur stabilité, leur cuisine et pour la lecture attentive. Merci à Perrine Pelletier pour tenir le cap, donner du souffle et ne pas s'arrêter. Un grand merci à mes parents qui m'aident à partir et à revenir, qui savent être patients et confiants et qui, malgré ce qu'ils peuvent en dire, ont tout compris.

Mille merci à Álvaro qui aime les montagnes de l'Isthme, les routes du Poitou et les rues de Mexico. À sa bonne humeur et à sa résistance, aux photos du passé et aux images à venir.

REMERCIEMENTS

*À Régina et Eugène Givelin,
À Thérèse et Henri Prunier,*

Paysans français.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	9
PARTIE I. RURALITÉ ET MIGRATION EN AMÉRIQUE CENTRALE.....	23
CHAPITRE 1. Une perspective transversale : considérer la mobilité comme une composante de la ruralité.....	25
1. Activités, sociétés et espaces ruraux.....	27
2. De « nouvelles » ruralités.....	30
3. La distension de l'économie rurale et familiale	36
Conclusion : Paysans, ruraux, travailleurs, migrants, circulants. De qui parle-t-on ?....	42
CHAPITRE 2. Les espaces d'étude : configurations des espaces productifs ruraux	45
1. Dynamiques rurales nationales. Histoire des territoires ruraux et de leur rapport à l'État.....	47
2. Peuplement, productions et mobilités : l'organisation territoriale des environnements régionaux.....	74
3. Structures agraires, exploitants et force de travail.....	87
Conclusion	111
PARTIE II. PARCOURS MIGRATOIRES.....	117
CHAPITRE 3. Élargissement du marché du travail et trajectoires de mobilité.....	121
1. Héritages, construction et appropriation des espaces du marché du travail centre et nord-américains.....	125
2. Trajectoires et pratiques de mobilité : itinéraires de travailleurs migrants.....	174
Conclusion.....	186
CHAPITRE 4. Les rythmes et temporalités migratoires. Être absent et faire présence dans le milieu rural.....	189
1. Rythmes et temporalités des mobilités dans les espaces d'étude.....	192

SOMMAIRE

2. Être absent et faire présence en milieu rural.....	203
3. Systèmes de mobilité familiaux: gestions de l'absence et étirements des économies familiales dispersées.....	224
Conclusion.....	240
PARTIE III. VIVRE LA RURALITÉ PAR LA GESTION FAMILIALE DES RESSOURCES.....	245
CHAPITRE 5. Valeur et fonction de la ressource foncière: production, travail et patrimoine	249
1. Insécurité foncière, condition de journalier et reproduction de la précarité.....	253
2. La terre : lieu de dur labeur, moyen de production et de subsistance.....	263
3. Réussite du pari migratoire et rapport à la terre.....	276
Conclusion	284
CHAPITRE 6. Les systèmes de ressources ruraux : activités multi-localisées, transferts et socles productifs	287
1. Investissements et projections dans le milieu rural.....	292
2. Les socles de l'économie familiale et les ressources migratoires.....	319
Conclusion.....	348
CHAPITRE 7. Les contours mouvants de l'organisation familiale.....	351
1. Le cycle de vie des familles : une enquête qui porte le filtre de la migration.....	356
2. Déterminer le périmètre des sphères économiques. Une tentative de compréhension des enjeux de l'organisation familiale élargie.....	372
3. Des configurations familiales aux dimensions fluctuantes : espaces sociaux et productifs des ruralités distendues.....	388
Conclusion.....	399
CONCLUSION GENERALE.....	403
ANNEXES, BIBLIOGRAPHIE ET TABLES	413

SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Doña Gladis a les épaules solides. Parce qu'elle a longtemps porté les seaux d'eau et parce qu'elle continue de briquer avec force les pantalons de ses fils remplis de gazole. Parce qu'elle a longtemps porté Don Julio les soirs où l'alcool accompagne le dénuement et parce qu'elle a décidé de ne plus le faire. Gladis a les épaules d'une mère de famille qui, au Nicaragua, depuis le bord de la route panaméricaine, s'évertue à associer, à résoudre, à joindre.

La terre de Julio ne retient personne. Aucun des enfants n'envisage de se dédier à l'activité agricole.

Joel est parti aux États-Unis en 2006 avec des compagnons de la communauté, trois ans après la naissance de son fils qui, avec sa mère, sont restés vivre chez Gladis. Celle-ci a beaucoup insisté pour que la femme de Joel parte le rejoindre aux États-Unis, « parce qu'on sait bien qu'il ne faut pas que les hommes restent seuls là bas » ; elle se charge du petit depuis maintenant trois ans.

Yesenia, la plus âgée des deux sœurs se sentait à l'étroit ici, elle avait un travail mais aspirait à d'autres horizons. À d'autres genres d'hommes aussi. En 2008, elle a réussi à obtenir un visa pour s'envoler légalement aux États-Unis en se mariant avec un homme ayant obtenu le statut de résident dans les années 1980. Il s'agissait d'un contrat, au prix équivalent à celui d'un passeur mais Yesenia voulait voyager en sécurité. Gladis a su négocier, s'assurer de la fiabilité de l'alternative et sourire sur les photos de mariage qui devaient alimenter le dossier de demande de visa.

Kenia, la plus jeune et « la plus maligne » selon Gladis est diplômée d'une école d'informatique et de logistique. Elle travaille régulièrement au Costa Rica dans une manufacture mais s'y sent seule et dégradée. Elle a trouvé un emploi de professeure à l'université d'Estelí, dans la ville proche du village de ses parents au Nicaragua en 2010, puis a finalement décidé de traverser à nouveau la frontière pour un salaire mensuel

INTRODUCTION GÉNÉRALE

multiplié par quatre.

Nelson, le plus âgé de tous, vit avec sa femme dans une pièce adjacente à la maison de Gladis. Il est propriétaire d'un atelier de mécanique à Estelí et y fait travailler Jorge et Bismarck, les deux plus jeunes, encore étudiants. Nelson assure en grande partie la réception et la gestion de l'argent envoyé par son frère et sa sœur. Une petite maison a déjà été construite à Estelí pour permettre aux plus jeunes d'étudier et de s'écarter du giron paternel, tandis que la petite entreprise se développe également au rythme des envois et des idées nouvelles qui surgissent des deux côtés du sous-continent.

J'accompagne régulièrement Gladis lorsqu'elle s'affaire aux fourneaux. Parfois elle essuie vite ses mains sur sa jupe et décroche son téléphone portable. Sa fille depuis Miami, son fils ou sa belle-fille depuis Chicago, parlent brièvement de leurs horaires de travail ou du froid qui les congèle. Gladis rassure : le petit grandit et va maintenant à l'école privée. Elle s'assure aussi de ne rien laisser s'échapper et cherche à demeurer au cœur des projections comme des décisions.

Alors que j'ai été reçue dans cette maison à quatre reprises entre 2007 et 2010, Gladis et ses enfants m'ont permis de cerner la dimension conflictuelle et enchevêtrée de ces rapports familiaux -constitutive de n'importe quelle famille, dans la campagne nicaraguayenne ou ailleurs- mais m'ont surtout fait comprendre comment le départ des uns et l'immobilité des autres venaient fabriquer des liens et articuler des lieux.

C'est aussi dans cette maison que j'ai appris à me placer, à ne pas comprendre, à attendre, à laisser parler les contradictions. J'ai alors voulu donner la parole à ceux qui expérimentent la migration sans partir ou bien en revenant, ceux que l'on entend peu, qui vivent le temps et l'espace de la campagne en se projetant au travers de l'ailleurs.

La ruralité et l'impact des dynamiques de mobilité: questionnements et enjeux de la recherche

Le monde rural centraméricain connaît des transformations majeures tant du point de vue de l'organisation des territoires que du point de vue de la gestion des économies familiales. La participation de nouveaux acteurs économiques, le retrait de l'État et les conditions

INTRODUCTION GÉNÉRALE

inégales d'intégration aux dynamiques de la globalisation influent en effet sur les mutations des espaces ruraux et sur les réponses fournies par les populations rurales pour se maintenir et adapter leurs cadres de vie comme de production.

Ce sont d'abord les activités et les ressources associées au milieu rural qui se sont radicalement transformées avec la moindre importance attribuée à l'activité agricole et à la terre comme sources pour la subsistance alimentaire, la captation de revenus et la gestion d'un capital à partager en famille.

D'une part, les autres secteurs d'activité organisent de plus en plus les territoires ruraux en établissant entre les lieux un ensemble de flux, d'interconnexions et de réseaux qui hiérarchisent l'espace. Comme la littérature scientifique l'a déjà largement montré¹, l'expérience de la ruralité est inégale, que ce soit dans l'articulation des campagnes aux villes à différents niveaux d'échelle ou dans le rapport au territoire, aux axes de communication, aux ressources, emplois et services. Les espaces ruraux que nous observons s'organisent donc autour de divers degrés de diversification des secteurs d'activité de la part des populations actives : les fonctions rurales qu'elles mobilisent sont différentes selon la position, la fonction productive et la capacité d'intégration des espaces occupés.

D'autre part, l'importance accrue des revenus tirés des secteurs industriels, tertiaires ou plus généralement de la vente de la force de travail à l'extérieur de l'exploitation domestique accompagne une réorganisation profonde de l'économie familiale paysanne. Un des premiers questionnements qui guide notre recherche est celui de la gestion de l'économie familiale rurale dans un contexte de diversification croissante des activités et des sources de revenus. Comment le travail, les ressources et les besoins de chacun des membres de la famille s'articulent-ils ? La famille constitue-t-elle une plate-forme, une structure en fonction de laquelle les individus agissent et réagissent ? Si oui, de quelle manière s'organisent et se régulent, dans le temps comme dans la distance, les relations socio-productives entre les membres dispersés et entre les lieux appropriés ?

C'est autour de ces questionnements que nous tentons dans ce travail de mieux

1 M. Pépin Lehalleur, « Entre ruralidad y urbanidad, la fuerza del lugar », in *Carton de Grammont H. et Tejera Gaona H.: La sociedad rural mexicana frente al nuevo milenio*, vol. 2: La nueva relación campo-ciudad y la pobreza rural (México: Plaza y Valdés, 1996), 333; J.L. Chaléard et A. Dubresson, *Villes et campagnes dans les pays du Sud* (Paris: Karthala, 1999); H. Guetat-Bernard, « Nouvelles articulations villes/campagnes: pluri-appartenance et mobilité spatiale et professionnelle des ruraux (du delta du Nil) », *Espace géographique* 27, n° 3 (1998): 253-265.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

comprendre les mécanismes qui forgent ces *rationalités familiales*. Si les angles d'analyse portant sur les facteurs socio-culturels ont été mobilisés dans de nombreux travaux pour expliquer les mutations des familles rurales, le prisme productif est ici privilégié pour saisir au mieux les environnements matériels et patrimoniaux qui régissent les économies familiales rurales. J'ai en effet pris le parti de mettre en valeur le caractère fonctionnel de l'espace et des ressources familiales en postulant qu'elles ouvrent la possibilité, dans les campagnes centraméricaines comme dans les campagnes du reste du monde, d'être mobile, connecté aux villes ou à l'international tout en continuant de maintenir une présence, une participation ou en tous cas une expérience de la ruralité. Cette mise en miroir centraméricaine vise alors à penser le sens du rural, l'appartenance paysanne et l'aptitude (malléable, durable mais inégale) du tissu familial à s'étirer sans rompre.

Avec l'évolution des systèmes d'activités caractéristique de la transformation du monde rural dans les pays du Sud², ce sont aussi les conditions de participation des sociétés rurales aux dynamiques de mobilité qui viennent mettre en question le sens et l'expérience de la ruralité. Si les mobilités paysannes constituent une ressource et une stratégie anciennes de résistance et de maintien pour des structures de production vulnérables, comme plusieurs travaux l'ont mis en lumière dès les années 1980³, on observe aujourd'hui une importante transformation des conditions de mobilité et de circulation, impliquant un autre rapport à la distance et aux temporalités du déplacement. Il s'agit ici de comprendre comment le mode de vie et de production rural relève à la fois d'un certain degré d'intégration aux dynamiques spatiales et économiques globales et d'un niveau de marginalisation ou de vulnérabilité par rapport à ces polarisations, ces rapports de force et ces échanges.

Alors que l'espace académique, médiatique et même artistique est entièrement occupé au Mexique par l'étude du rapport migratoire entretenu avec le voisin du Nord -surtout depuis

2 J.M. Gastellu et J.Y. Marchal, *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle* (Paris: Orstom, 1997); A. Vannep, « Agriculture, paysannerie et ruralité en Amérique latine », in *Lesourd M. et Dumortier B.: Crises et mutations des agricultures et des espaces ruraux* CAPES & agrégation d'histoire et géographie: Questions de géographie (Paris: Editions du Temps, 1997); K. Appendini et G. Torres-Mazuera, *¿Ruralidad sin agricultura?: perspectivas multidisciplinarias de una realidad fragmentada* (México DF: Colegio de México, 2008).

3 K. D. Roberts, « Agrarian structure and labor mobility in rural Mexico », *Population and Development Review* 8, n° 2 (1982): 299-322; L. Arizpe, *La migración por relevos y la reproducción social del campesinado* (México DF: Colegio del Mexico, Centro de Estudios Sociológicos, 1980); I. S. Szasz Pianta, *Migración temporal en Malinalco: la agricultura de subsistencia en tiempos de crisis* (México DF: El Colegio de México, 1993).

INTRODUCTION GÉNÉRALE

les régions de grande tradition migratoire vers les États-Unis (centre-ouest du pays)-, nous plaçons ici le regard sur l'ensemble des mouvements et des circulations qui régissent en partie les espaces ruraux centraméricains et qui n'obéissent pas à cette logique unidirectionnelle. Au contraire, et de manière intimement associée à ce qui a pu être observé et discuté dans la région andine ou encore ouest-africaine⁴, les dynamiques de mobilité centraméricaines sont multiples, enchâssées et multi-directionnelles : elles associent des franchissements de distance, des types de parcours et des temporalités très diverses et nous permettent ainsi de penser le rapport au monde rural par la complexité du rapport à l'ailleurs, à l'extérieur, à l'étirement des corps sociaux et productifs.

Nous plaçons alors au cœur de ce travail l'hypothèse selon laquelle l'intégration de la mobilité dans les configurations productives et les systèmes d'activité familiaux est un élément majeur qui organise la ruralité. Quelles sont donc les ressources spatiales, productives et sociales qui permettent d'articuler les liens et les lieux lorsque la migration régit en partie l'économie familiale ? Quelles sont les capacités d'ancrage et les façons d'habiter le milieu rural dans les contextes de dispersion des membres actifs ? De ceux qui sont absents, de ceux qui circulent et de ceux qui sont immobiles, qui joue sur cet ancrage et influe sur le rapport au territoire rural ?

C'est l'étude des systèmes de mobilité centraméricains eux-mêmes qui nous permet d'alimenter la réflexion sur la mutation des économies familiales et des espaces ruraux. En mettant en lumière la diversité et la complexité des parcours migratoires, nous cherchons à cerner le plus précisément possible les modalités d'articulation entre les dynamiques de mobilité et le fonctionnement à moyen et long terme du tissu économique local et familial. C'est donc en portant une attention particulière aux temps de l'absence, de la séparation et de la circulation qu'une meilleure compréhension de la gestion des parcours migratoires peut s'engager. Elle permet de saisir les enjeux du maintien et de la transformation des logiques rurales, dans leurs dimensions productives surtout. Quelles sont les conditions de franchissement de la distance et d'expérience des temporalités migratoires dans le contexte

4 G. Cortes, *Partir pour rester : survie et mutations de sociétés paysannes andines, Bolivie* (Paris: Éd. de l'IRD, 2000); M. Vaillant, « Formas espaciales y laborales de la movilidad campesina de Hatun Cañar: de la microverticalidad agro-ecológica o los archipiélagos de actividades », in *Godard H.R. et Sandoval G.: Migración transnacional de los Andes a Europa y Estados Unidos* (Lima: Actes et Mémoires n°17, IFEA, PIEB, IRD, 2008), 250; F. Gubert, « Migration et gestion collective des risques. L'exemple de la région de Kayes (Mali) » (sous la direction de J.P. Azam, Clermont Ferrand, 2000); S. Amīn, *Modern migrations in western Africa* (Oxford: Published for the International African Institute by Oxford University Press, 1974).

centraméricain ? En quoi les facilités ou au contraire les freins à la circulation sont-ils des éléments majeurs à partir desquels s'organisent en partie les économies familiales rurales ?

La grande région centraméricaine comme espace d'observation privilégié

Dans la grande région centraméricaine telle que nous l'envisageons tout au long de ce travail, c'est à dire depuis le sud du Panama jusqu'au nord l'Isthme de Tehuantepec au Mexique, des configurations spatiales, productives et démographiques propres apparaissent, liées à des processus historiques comme à des dynamiques de transformation plus contemporaines.

Malgré les particularités nationales et historiques concernant la constitution des paysanneries ou encore leur rapport à l'État, les dynamiques socio-productives et l'organisation des territoires ruraux centraméricains renvoient à un modèle relativement homogène à l'échelle de cette région, notamment en ce qui concerne la place de l'activité agricole de subsistance, la pratique constante de la pluriactivité ou encore le rapport aux centres urbains proches.

La distinction socio-économique joue sur les processus de transformation des ruralités, sur les processus de gestion des ressources, sur le rapport au territoire et au tissu familial. Pour nous, la catégorie des paysanneries et des ruralités centraméricaines va donc primer sur les distinctions d'ordre national pour expliquer les dynamiques socio-productives et territoriales de la région. Les modèles de reproduction sociale que nous avons choisi de traiter correspondent en effet à une région qui se distingue en tant que telle du point de vue des caractéristiques démographiques, productives et culturelles : les notions de « Mésoamérique »⁵ ou même de « Mexique profond »⁶ ont d'ailleurs déjà contribué en partie à qualifier les sociétés et les territoires correspondant à des formes structurelles de reproduction, à une certaine morphologie des groupes sociaux, à une « grammaire et

5 D. Robichaux, « ¿Dónde está el hogar? Retos metodológicos para el estudio del grupo doméstico en la mesoamérica contemporánea », in *Robichaux D.: Familia y parentesco en México y Mesoamérica: unas miradas antropológicas* (México: Universidad Iberoamericana, 2005), 295-329; P. Kirchhoff, « Mesoamérica: sus límites geográficos, composición étnica y caracteres culturales », *Suplemento de la revista Tlatoani, ENAH* n° 3 (1960): en ligne; E. Wolf, « Closed corporate peasant communities in Mesoamerica and Central Java », *Southwestern Journal of Anthropology* 13 (1957): 1-18.

6 G. Bonfil Batalla, *México profundo: una civilización negada* (México DF: Grijalbo, 1987).

INTRODUCTION GÉNÉRALE

syntaxe » spécifique qui permettent d'expliquer les processus familiaux et économiques des populations aux « pratiques culturelles bien ancrées, malgré la *castillanisation*, la modernisation et une supposée sécularisation »⁷.

Il s'agit de considérer les modes de reproduction des sociétés rurales de cette grande région centraméricaine comme des mécanismes forgés par un système familial, lui même organisé autour de « solutions socialement héritées »⁸ vis à vis de la résidence, de l'activité économique ou encore de la transmission⁹. Les systèmes d'activités paysans peuvent donc être mis en regard dans les différentes zones d'étude tout en considérant la diversité et la spécificité socio-culturelle, les évolutions historiques et les cadres spatio-productifs locaux qui caractérisent chacun des espaces en jeu pour l'analyse.

L'environnement régional centraméricain¹⁰ fait donc particulièrement sens dans le cadre des questionnements qui nous occupent sur la transformation des ruralités et l'impact des dynamiques de mobilité se jouant selon différentes échelles et temporalités. En tant que région située en position périphérique par rapport à la puissance nord-américaine et ayant expérimenté, dans le même temps, depuis deux siècles, un rôle d'espace clé dans la mise en œuvre de stratégies tant géopolitiques qu'économiques¹¹, l'Amérique centrale constitue un terrain d'étude privilégié pour alimenter la compréhension de phénomènes socio-productifs liés aux conditions d'intégration des espaces mais aussi des personnes et des sociétés (participant ainsi des sphères politique, citoyenne, économique, professionnelle et sociale).

Les problématiques du fractionnement et de la production de marginalités spatiales doivent en effet être envisagées depuis une perspective historique comme depuis la perspective des facteurs structurants de la globalisation et de la division internationale du

7 Robichaux, « ¿Dónde está el hogar? Retos metodológicos para el estudio del grupo doméstico en la mesoamérica contemporánea », 300.

8 R. D'Andrade, *The development of cognitive anthropology* (Cambridge: Cambridge University Press, 1995).

9 D. Robichaux, « Principios patrilineales en un sistema bilateral de parentesco: residencia, herencia y el sistema familiar mesoamericano », in *Robichaux D.: Familia y parentesco en México y Mesoamérica: unas miradas antropológicas* (México: Universidad Iberoamericana, 2005), 166-272.

10A. Musset, *L'Amérique centrale et les Antilles: une approche géographique* (Paris: Armand Colin, 1998).

11N. Demyk, « Café et pouvoir en Amérique centrale », *Etudes rurales* n° 180 (2007): 139-153; E. Gitli, « El proyecto de Estados Unidos en Centroamérica », in *Gitli E.: Centroamérica: los desafíos, los intereses, las realidades* (México: Universidad Autónoma Metropolitana-Azcapotzalco, Gernika, 1989), 288; N. Rodríguez, « Istmo de Tehuantepec: De lo regional a la globalización (o apuntes para pensar un quehacer) » (INI/PNUD, 2a versión 2003), www.nacionmulticultural.unam.mx; E. Velázquez H. et L. Machuca Gallegos, *El Istmo mexicano: una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales* (México DF: CIESAS, 2009).

travail. Poser la question de la constitution des systèmes de mobilité régionaux et de l'impact de ceux-ci sur les rapports spatiaux, temporels et productifs au milieu rural d'origine permet ainsi de contribuer à l'approfondissement des connaissances sur les modalités d'intégration des espaces à la marge qui semblent se jouer à la fois sur la localisation des structures de production et sur le déplacement de la main d'œuvre salariée.

Un dispositif d'enquête riche permettant la mise en regard

C'est avant tout au travers de l'approche du terrain que la démarche de recherche s'est progressivement construite et que la réflexion au travers de la question des transformations socio-productives en cours dans les campagnes centraméricaines s'est dessinée. À la suite d'un premier travail de Master réalisé dans une communauté du nord du Nicaragua¹², l'intérêt de creuser la problématique du rapport entre les dynamiques de mobilité et les mutations des territoires ruraux s'est accompagné d'une volonté d'élargir le périmètre de l'espace d'étude en envisageant une région centraméricaine ample. La nécessité de mobiliser une approche par le local s'est très rapidement fait sentir, les problématiques qui nous occupent depuis lors n'étant perceptibles qu'à l'échelle de la famille et des articulations productives à l'œuvre au niveau de l'exploitation, du système d'activité et de la localité d'origine.

Trois terrains d'étude sont au centre de l'analyse. Deux municipes nicaraguayens ont été déterminés pour entamer ce projet doctoral, puis la mise en valeur d'un troisième terrain d'étude situé dans la région du sud-Mexique nous est apparue comme pertinente pour pouvoir démarrer une mise en regard entre différentes situations locales relevant néanmoins toutes de configurations spatiales, productives et démographiques propres à la région centraméricaine¹³. Développer la réflexion et tester les hypothèses sur plusieurs lieux, à la fois singuliers et propices à être *confrontés*, nous a semblé stimulant parce que cela favorise une analyse fine et détachée des particularités locales, mais aussi parce que cela appelle à la mise en place d'un exercice méthodologique fertile de comparaison.

12D. Prunier, « Migrations internationales au Nicaragua. Les impacts socio-économiques au sein d'une communauté paysanne » (sous la direction de L. Faret, Université Paris Diderot, 2007).

13 La présentation et la justification du choix des terrains sera proposée dans le second chapitre.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Si le premier défi a été de saisir le plus finement possible dans chacune des zones d'étude les caractéristiques historiques et culturelles, agraires et productives, sociales et politiques, et ce tant au niveau national que local, le second défi qui s'est imposé a été celui de l'établissement d'une grille de lecture adaptée pour que la diversité des terrains d'étude permette d'alimenter et d'enrichir notre analyse – sans toutefois que nos trois terrains d'étude ne permettent à eux seuls, nous en sommes conscients, de prétendre à la formulation de réponses valables pour l'ensemble de la région centraméricaine.

Estimant qu'une comparaison frontale et systématique resterait peu fertile, nous avons préféré tenter une analyse du rapport à la ruralité dans les contextes de mobilité qui s'appuie sur la mise en lumière de processus et de mécanismes socio-productifs détectés dans différents contextes locaux de la région. Dans ce travail, l'objectif n'a pas été de mettre à l'épreuve une série d'hypothèses théoriques ni de démontrer des processus de causalité en testant méthodiquement la présence ou l'absence de certains facteurs dans chacun des cas d'étude. Nous avons plutôt opté pour une démarche inductive en favorisant la mise en lumière de configurations spatiales, familiales et migratoires particulières à chacun des espaces observés, nous permettant ainsi de comparer des processus sociaux et productifs plus que des territoires. Les singularités propres à chacun de ces espaces ont donc servi à mettre en relief les facteurs de transformation du tissu rural ainsi que les enjeux de la mobilisation des ressources et des territoires.

Au fil du texte, l'objectif n'a pas été de faire apparaître de manière automatique ou équilibrée les exemples, les témoignages ou les résultats de l'enquête correspondant aux trois lieux d'étude. Il a en revanche été central de valoriser et distinguer les mécanismes de gestion des ressources rurales, migratoires et familiales ancrés dans chacun des territoires et qui font apparaître les liens forts entre la territorialité rurale et la dispersion spatiale dans et hors de la région centraméricaine.

Une confrontation plus méthodique des cas mexicain et nicaraguayens a en revanche été fructueuse et stimulante d'un point de vue méthodologique. Elle nous a permis de tester, mettre à l'épreuve et questionner les différentes techniques d'enquête utilisées. La complémentarité des outils de la recherche est un point majeur qui a guidé et organisé la mise en œuvre de cette thèse. À partir de la fin de l'année 2008, c'est dans le cadre du

INTRODUCTION GÉNÉRALE

programme ANR TRANSITER¹⁴ que nous avons mené à bien la levée d'une enquête portant sur les organisations productives et les dynamiques de mobilité dans six municipes centraméricains¹⁵. Trois d'entre eux constituent les espaces de référence pour ce travail : San Juan Guichicovi dans l'Isthme de Tehuantepec au Mexique, Palacagüina et Posoltega au Nicaragua. Il s'agit d'une enquête *par foyer*, réalisée uniquement dans les foyers *concernés par la migration*¹⁶. Au total, pour les trois municipes que recouvrent ce travail, l'échantillon est de 788 foyers, 3386 individus, dont 1396 avec parcours migratoire¹⁷.

Parallèlement, nous avons développé une démarche plus qualitative, plus longue, plus lente et plus solitaire, à base d'entretiens approfondis et d'observations prolongées sur le terrain. Ce travail s'est étoffé grâce à la répétition des séjours, aux retours réguliers, aux temps de pause et à la possibilité de mettre progressivement en regard les différentes régions d'étude.

Installée pour des périodes allant de trois à cinq semaines environ dans chacun des municipes, j'ai été hébergée dans des familles aux profils différents, plus ou moins proches des autorités locales (agraires, politiques, religieuses ou communautaires) et organisées autour de plusieurs générations, activités économiques et degrés d'intégration au tissu socio-productif. Elles m'ont toutes permis de mieux saisir les configurations sociales et culturelles, l'actualité politique locale, les dynamiques de travail, de production, de migration et d'accumulation, le positionnement de certaines personnalités ou groupes, ou encore les logiques spatiales dépassant l'échelle du municipe. Dans ces familles, les informations recueillies de manière formelle tout au long de mes journées d'entretiens ont bien souvent été corroborées, contredites ou poussées à d'autres degrés d'analyse. Le

14 Programme ANR TRANSITER : *Dynamiques transnationales et recompositions territoriales : une approche comparative en Amérique centrale et en Asie du Sud-Est*.

SEDET (Université Paris Diderot), CASE-LASEMA (CNRS/EHESS), dirigé par L.Faret, 2008-2012.

15 De décembre 2008 à janvier 2009, ces enquêtes ont été réalisées au Nicaragua (Palacagüina et Posoltega) par Laurent Faret et moi-même. En juillet 2009, elles ont été menées dans l'Isthme de Tehuantepec sud (San Juan Guichicovi et Santo Domingo Zanatepec) par Aurélia Michel et moi-même. Au Nicaragua comme au Mexique, nous avons formé une équipe d'enquêteurs locaux (bilingues espagnol-mixte dans le cas de San Juan Guichicovi) afin d'assurer un échantillon représentatif dans chacun des municipes. Nous les remercions pour le travail et l'énergie fournis.

Enfin, en juillet 2010, nos collègues du CIESAS Jalapa Emilia Velázquez, Hipólito Rodríguez, André Quesnel, Gilberto Cházaro, Rafael Palma et une équipe d'étudiants de l'Universidad Intercultural (UV) ont réalisé cette même enquête dans deux municipes de la Sierra Santa Marta, dans la partie nord de l'Isthme de Tehuantepec (Mecayapan et San Fernando).

16 Au fil du texte, les encadrés méthodologiques viennent apporter les précisions nécessaires au sujet de la composition et de la portée du questionnaire d'enquête comme des étapes du travail de traitement des données statistiques ayant permis de mettre en lumière une partie des résultats de la recherche.

Voir en annexe 1 les questionnaires par foyer et par individu.

17 Voir en annexe 2 la présentation plus détaillée de l'échantillon.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

quotidien, l'attente, le partage de l'intimité et de la sociabilité ont constitué les sources les plus riches pour une compréhension lente, répétée et repensée du mode de vie rural.

Avec l'ensemble des acteurs ruraux mobilisés, les entretiens se sont déroulés selon des rythmes saccadés et des connexions stimulantes, obéissant à des temporalités plus distendues et à des interactions plus hasardeuses que pour l'étape quantitative de la recherche. La constitution de ce corpus d'entretiens s'est effectuée par effet de boule de neige, grâce aux contacts, relations professionnelles, amicales ou familiales de plusieurs informateurs clés ou de mes hôtes dans chacun des villages¹⁸. Au total, plus de 60 entretiens ont été réalisés avec les familles de migrants, les migrants de retour, les responsables communautaires, associatifs, politiques ou religieux. À Palacagüina en particulier, il m'a été possible de réaliser 25 entretiens dans des foyers qui avaient participé à l'enquête TRANSITER un an auparavant. Cette mise en perspective entre les deux types de données recueillies ont stimulé à la fois la réflexion sur la pertinence, la portée et la complémentarité des méthodologies quantitatives et qualitatives, mais aussi sur les contours de la famille, nous poussant souvent à dépasser le périmètre du foyer considéré dans l'enquête pour mieux saisir la place, la malléabilité et les articulations des liens familiaux amples.

En assumant cette approche par l'espace d'origine, les familles de migrants et *ceux qui restent* dans le milieu rural, j'ai volontairement voulu alimenter la discussion en privilégiant un point de vue permettant de parler de migration sans avoir emprunté la route des migrants eux-mêmes. Il est néanmoins nécessaire de souligner le biais que cette perspective implique puisqu'elle donne mécaniquement plus de poids aux structures familiales constituées, aux tissus bénéficiant d'une certaine consistance sociale et/ou économique, aux histoires de vie et aux systèmes intergénérationnels construits autour d'un certain degré de relations. Ce sont ces relations, plus ou moins stables et solides, qui sont en tout état de cause captées par notre recherche et qui font l'objet de notre démarche tandis que celle-ci sera assurément moins en mesure de mettre en lumière les processus de rupture et les parcours relevant de dynamiques plus individuelles.

18 Ceci a parfois entraîné certain biais dans le profil des personnes captées, notamment du point de vue de la sensibilité politique ou de la communauté religieuse (réseaux catholiques à San Juan Guichicovi et évangélistes à Posoltega par exemple).

Organisation de la thèse

Avec comme principal objectif la compréhension des dynamiques socio-productives qui organisent les familles et les espaces ruraux centraméricains et leur rapport aux systèmes et circulations migratoires, nous proposons un travail structuré en trois parties.

La première partie pose les jalons de cette recherche dans un effort de définition et de description des conditions de la ruralité et du rapport aux dynamiques de mobilité dans la région.

Dès le premier chapitre, nous exposons l'orientation et les perspectives de ce travail en étayant la mise en œuvre d'une réflexion basée sur le caractère transversal des problématiques rurales et migratoires. Il s'agit donc dans un premier temps de montrer à quel point le phénomène à la fois constant et renouvelé de la mobilité est un élément central qui permet d'éclairer la compréhension des mutations sociales, productives et territoriales dans les campagnes centraméricaines.

Questionner ces thématiques nous mène à approfondir la réflexion en mobilisant différents niveaux d'échelle et en cernant ainsi les lieux qui nous permettent d'analyser sur le terrain l'articulation entre les dynamiques de mobilité et les transformations du milieu rural. Nous poursuivons donc dans le deuxième chapitre avec une approche multiscalaire des environnements nationaux, régionaux et locaux pour nos trois zones d'étude, qui nous permet de cerner les conditions historiques, spatiales et économiques qui structurent les territoires ruraux nous occupant pour ce travail. La formation et la transformation des paysanneries et plus généralement des sociétés rurales est d'abord envisagée depuis la perspective du rapport à l'État dans chacun des deux pays. Nous resserrons ensuite l'angle d'analyse sur l'organisation territoriale des espaces régionaux, et décrivons finalement les configurations locales des trois municipes d'étude en nous centrant particulièrement sur les structures foncières et productives qui activent les principaux rapports de force socio-spatiaux.

La deuxième partie de la thèse se consacre à la mise en lumière de la complexité et de l'articulation des parcours de mobilité structurant le système migratoire centraméricain.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le troisième chapitre expose les conditions d'intégration des migrants centraméricains aux marchés du travail régionaux et internationaux en portant une attention particulière à la construction des trajectoires de mobilité, aux pratiques de circulation ainsi qu'aux conditions qui les accompagnent ou au contraire les restreignent. Cette étape de la recherche vise essentiellement à cerner dans quelles mesures l'expérience des espaces migratoires et des pratiques de mobilité est constitutive de la ruralité.

Nous précisons et renforçons cette réflexion dans le quatrième chapitre en pointant plus particulièrement le rapport au temps dans la mise en œuvre des différentes dynamiques de mobilité. Nous pouvons ainsi saisir l'importance des rythmes migratoires et des (im)possibilités d'aller et venir dans la construction de la relation avec le milieu rural par le jeu de la présence et de l'absence, de la séparation et de l'implication.

Au cœur de notre questionnement sur la place de la mobilité dans la transformation des ruralités centraméricaines, la troisième partie de la thèse place les ressources rurales au centre de l'analyse.

Dans le chapitre cinq, c'est d'abord autour de la valeur et de la fonction de la ressource foncière que nous interrogeons le rapport au milieu rural. Si l'activité agricole ne constitue plus le fondement de l'économie familiale, on s'interroge pour savoir si la terre continue de représenter une plate-forme, un moyen de production, un capital ou un patrimoine qui influe sur l'ancrage au lieu d'origine. Nous insistons dans ce chapitre sur l'interrelation entre l'accès à la terre et l'accès à la mobilité.

L'expérience de la ruralité et les dynamiques d'ancrage sont organisées en grande mesure par l'administration des ressources multi-sectorielles et multi-localisées. On cherche alors dans le sixième chapitre à mettre en lumière le caractère déterminant des ressources rurales locales sur lesquelles peuvent compter les membres de la famille pour valoriser les ressources migratoires et administrer les conditions de diversification comme de dispersion.

Enfin, dans le septième et dernier chapitre, nous nous penchons sur l'organisation familiale et sur les différents contours qui la construisent et la font évoluer dans les contextes de mobilité. La ruralité distendue et l'étirement des relations socio-productives sont en effet en grande mesure gérés, négociés, atténués ou organisés depuis le lieu d'origine et *en fonction* (ci ce n'est *par*) la famille dont le périmètre se révèle largement mouvant.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

PARTIE I. RURALITÉ ET MIGRATION EN AMÉRIQUE CENTRALE

Les modalités d'organisation du monde rural et de l'économie familiale sont traditionnellement associées à des pratiques de mobilité et de diversification des activités qui impliquent une certaine gestion de la dispersion¹⁹. Dans le contexte centraméricain contemporain, cette dispersion est constitutive de la ruralité ; elle est liée à la complémentarité des ressources captées localement et à un « savoir-circuler »²⁰ qui permet d'articuler distances et temporalités distinctes tout en maintenant une présence productive et sociale spatialement ancrée. Pour comprendre ces configurations spatio-productives, plusieurs questionnements vont conduire notre réflexion dans cette première partie : En quoi les dynamiques de mobilité sont-elles des réponses aux situations de vulnérabilité et comment accompagnent-elles les mutations du monde rural ? Comment peut-on envisager une analyse des transformations rurales au prisme des logiques de déplacement, de diversification et d'absence ? Dans les trois zones d'étude au cœur de ce travail, quelles sont les formes de la ruralité ? Quelles sont les trajectoires et les dynamiques spatiales, agraires, productives et sociales qui établissent localement l'articulation entre ruralité et mobilité ?

Nous exposons ainsi cette perspective transversale et précisons la manière dont nous envisageons les territorialités rurales, au travers de la dispersion et de la distension des économies familiales (chapitre 1). Ce sont les différentes échelles -mobilisées en terme d'angle d'analyse mais aussi d'outil méthodologique- que nous tentons de décliner afin de présenter les dynamiques historiques, agraires, productives et socio-économiques qui

19R.M. Prothero et M. Chapman, *Circulation in Third World countries* (London, Boston: Routledge & K. Paul, 1985); E. Ma Mung, « La dispersion comme ressource », *Cultures et conflits* n° 33-34 (1999): 89-103; J.L. Chaléard, « Les grandes mutations des territoires ruraux dans les pays du Sud: problèmes et enjeux », in *Rakoto Ramiarantsoa H. et al: Ruralités Nord-Sud: inégalités conflits, innovations* (Paris: L'Harmattan, 2008), 19-30; G. Cortes, « La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes », *Autrepart* n° 57-58 (2011): 95-110.

20C. Arab, *Les Aït Ayad: la circulation migratoire des marocains entre la France, l'Espagne et l'Italie* (Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2009); M.A. Hily, « L'usage de la notion de "circulation migratoire" », in *Cortes G. et Faret L.: Les circulations transnationales: lire les turbulences migratoires contemporaines* (Paris: A. Colin, 2009), 23-28.

PARTIE I. RURALITÉ ET MIGRATION EN AMÉRIQUE CENTRALE

touchent les différents espaces d'étude centraméricains qui nous concernent ici (chapitre 2). Ce second chapitre vise ainsi à poser les jalons de l'approche comparative en mettant en lumière les singularités de chaque espace ainsi que l'ensemble des dynamiques spatio-économiques associées aux processus de transformation des ruralités.

CHAPITRE 1. Une perspective transversale : considérer la mobilité comme une composante de la ruralité

Pour comprendre la recomposition des dynamiques rurales dans les espaces d'expulsion migratoire, nous plaçons au cœur de la réflexion l'hypothèse selon laquelle la mobilité est au cœur des transformations du monde rural et qu'elle constitue même une forme de la ruralité contemporaine. L'objectif est donc de saisir comment le phénomène migratoire contribue à transformer et à recomposer le monde rural centraméricain.

Si les travaux de recherche concentrent généralement leur attention sur l'une ou l'autre des dynamiques (d'une part sur les flux migratoires, les conditions de séjour et de travail, les impacts de la migration, les cultures transnationales, les transferts monétaires de la migration, etc., ou bien, d'autre part, sur le concept de ruralité, le rapport à la terre, les activités agricoles, le rapport des campagnes aux centres urbains, etc.), nous cherchons au contraire à articuler les deux versants du phénomène en considérant que les dynamiques de mobilité qui s'intensifient dans les sociétés rurales doivent prendre une place centrale pour l'explication des ruralités en mutation.

Il s'agit donc dans ce travail de rendre compte du rapport entre mobilité et organisation territoriale, sociale et familiale en milieu rural, au travers notamment de l'organisation de la production, de la gestion de la dispersion des membres actifs et des mécanismes de transmission de diverses natures. Dans ce sens, ce premier chapitre vise à dessiner les contours théoriques de notre réflexion et à mettre en lumière l'héritage et l'évolution récente des travaux qui permettent de mieux penser la ruralité en attribuant aux phénomènes complexes de la diversification et de la mobilité une place centrale. Comment peut-on définir le milieu rural en Amérique centrale ? De quelle manière les processus de diversification des secteurs et des espaces d'activité sont-ils constitutifs des configurations socio-productives et des territorialités rurales ? Quelle est la place des dynamiques de mobilité dans l'évolution de la valeur et de la fonction du milieu rural ?

CHAPITRE 1. Une perspective transversale : considérer la mobilité comme une composante de la ruralité

Dans une première partie, nous commencerons par caractériser les espaces ruraux pour cerner par la suite, dans une deuxième partie, les configurations économiques, productives et territoriales qui constituent les « nouvelles ruralités » en Amérique centrale. Dans un dernier temps, nous expliquerons en quoi la *distension* de l'économie familiale est intimement associée à cette articulation entre la ruralité et la mobilité.

1. Activités, sociétés et espaces ruraux

Le rural, « qui relève de la campagne »²¹, reste souvent défini par défaut, comme ce qui « s'oppose à la ville »²². La distinction entre le milieu urbain et le milieu rural est basée sur l'hypothèse selon laquelle les milieux urbains sont dotés d'un certain niveau d'équipement et de conditions de vie dont ne bénéficient pas les zones rurales.

Pour différentes raisons, dans les pays industrialisés comme dans les pays des Suds, les distinctions socio-économiques et la nature des critères retenus pour déterminer les niveaux de vie rendront cette distinction largement insuffisante mais on pourra surtout retenir que le milieu rural se caractérise par une densité de population plus faible qu'en milieu urbain, par le caractère « naturel » des paysages (bien que toujours transformés par l'Homme) et par la prédominance du secteur agricole, en termes de surfaces occupées ce n'est en termes d'emplois.

En ce qui concerne l'évaluation quantitative, les seuils fixés par les pays pour qualifier une localité de « rurale » sont propres et on notera qu'ils sont distincts dans les deux pays qui occupent cette étude (moins de 2500 habitants au Mexique et moins de 1000 habitants au Nicaragua).

Si la part de la population rurale au niveau national a diminué tout au long de la deuxième moitié du 20e siècle dans tous les pays centraméricains, le nombre de personnes vivant dans les campagnes a, lui, continué de croître : les chiffres du tableau 1 invitent à poursuivre les études portant sur ce secteur de la population centraméricaine et à continuer de s'intéresser aux problématiques liées aux reconfigurations sociales, économiques et territoriales du milieu rural.

21R. Brunet, R. Ferras, et H. Théry, *Les mots de la géographie: dictionnaire critique* (Paris: RECLUS-La Documentation française, 1993).

22P. George et F. Verger, *Dictionnaire de la géographie* (Paris: Presses Universitaires de France - PUF, 2009).

Tableau 1. Population rurale totale et part de la population rurale en 1980, 1995 et 2010 en Amérique centrale

	1980		1995		2010	
	En milliers	En % de la population totale	En milliers	En % de la population totale	En milliers	En % de la population totale
Mexique	68 872	33,7	91 650	26,6	110 645	22,2
Guatemala	7 016	62,6	10 007	56,9	14 377	50,5
El Salvador	4 663	55,9	5 728	46	6 194	38,7
Honduras	3 634	65,1	5 588	57,7	7 616	51,2
Nicaragua	3 250	50,1	4 659	46,5	5 822	42,7
Costa Rica	2 349	56,9	3 479	44,2	4 640	35,7
Panama	1 951	49,6	2 673	40	3 508	25,2

Note : ces données sont produites à partir de la comptabilisation des populations « vivant effectivement dans les zones classées comme étant rurales (selon les critères utilisés par chaque pays) »

Source : ONU, 2011²³

Par ailleurs, si l'acceptation commune a longtemps associé le monde rural à l'activité agricole, à la ressource foncière et au mode de vie paysan, les transformations fondamentales des rapports entre campagnes, marchés du travail, activités de service, consommation et transports font que la diversification des activités productives est au centre de la réalité rurale contemporaine des pays des Suds. Si, dans la région centraméricaine qui nous intéresse ici, il est important de souligner que la part des foyers ruraux liés à la terre et à la production vivrière reste importante (tableau 2), nous percevons comme centrales les dynamiques de pluriactivité exercées par les travailleurs ruraux ainsi que les logiques de diversification des activités et des espaces de production qui se jouent au sein des foyers.

Sur des distances et des durées plus ou moins longues donc, la mobilité spatiale fait partie des stratégies familiales de diversification et de division du travail entre les générations qui permettent de faire face à l'insécurité de l'emploi, du crédit et de la production ainsi qu'aux problèmes d'accès à la santé et à l'éducation.

²³ONU, « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture-2010-2011 » (Rome, 2011).

Tableau 2. Indicateurs de la population rurale, agricole et de la population active dans l'agriculture en 2004

	Population rurale* (% du total)	Population agricole** (% du total)	Population active dans l'agriculture (% de la population active)
Mexique	24	21	19
Guatemala	53	47	44
El Salvador	40	30	26
Honduras	54	31	28
Nicaragua	42	18	17
Costa Rica	39	19	18
Panama	43	21	18

* Selon les estimations nationales

** « Ensemble des personnes qui vivent de l'agriculture, de la chasse, de la pêche ou de la foresterie. Cette estimation comprend toutes les personnes exerçant une activité agricole ainsi que les inactifs à leur charge. »

Source : ONU, 2005²⁴

²⁴ONU, « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture-2005 » (Rome, 2005).

2. De « nouvelles » ruralités

Depuis les années 1980-1990, le passage d'une économie tournée vers l'intérieur (politiques d'industrialisation par substitution aux importations -particulièrement appliquées au Mexique) à une économie orientée vers les marchés extérieurs a entraîné une restructuration profonde des sociétés et économies rurales. Si le développement rural était auparavant davantage impulsé directement par l'État, il semble aujourd'hui être tout à fait dépendant des incitations se faisant en provenance des marchés globaux.

Dans le même temps, la libéralisation des marchés, les programmes de décentralisation, de désengagement de l'État et de privatisation des institutions publiques (commerce intérieur, banques, etc...) ont mené à une dégradation manifeste des niveaux de productivité et des termes de l'échange pour les petits producteurs ruraux. Il faut aussi considérer la rapide croissance de la population active et l'articuler avec les crises et restructurations des activités et des espaces ruraux ainsi qu'avec la faible capacité d'absorption des marchés du travail urbains locaux, deux phénomènes produisant un déficit d'emploi de la main d'œuvre peu qualifiée dans les campagnes.

Parallèlement à ces secteurs marginalisés en termes d'appareil productif et d'intégration commerciale, d'autres espaces, régionaux ou internationaux, constituent des zones d'attraction de la main d'œuvre rurale potentiellement mobile, spécialement dans les secteurs de l'agriculture capitalisée, des services aux personnes, du tourisme ou de la construction.

L'ensemble de ces dynamiques liées à une globalisation à *marche forcée* donne ainsi lieu à des transformations ou processus relevant des « nouvelles ruralités » (pour une révision complète des différents usages et interprétations autour de ce concept, voir C. Kay²⁵). Les études sociologiques, économiques ou anthropologiques associées aux perspectives de nouvelles ruralités se sont surtout développées en Amérique latine même si elles sont en partie inspirées de travaux réalisés en Europe durant les dernières décennies du 20^e siècle

25C. Kay, « Estudios rurales en América Latina en el periodo de globalización neoliberal: ¿una nueva ruralidad? », *Revista mexicana de sociología*. 71, n° 4 (2009): 607-645.

sur les phénomènes de pluriactivité, de salariat paysan, ou de multifonctionnalité des acteurs et des territoires ruraux²⁶.

Ces travaux se centrent aujourd'hui surtout sur les différentes dynamiques de transformations rurales et insistent sur la diversification des activités et revenus pour la subsistance des familles rurales afin de mieux cerner - notamment dans la définition des politiques publiques - à quel point les habitants du monde rural sont intégrés aux activités urbaines, au secteur tertiaire et même aux marchés du travail internationaux. La compréhension des dynamiques rurales ne peut pas prendre en compte exclusivement les activités agricoles mais doit bien se faire à partir d'une perspective complète qui inclue les diverses activités productives et relations sociales qui se tissent aux niveaux local, régional, national et international.

Le concept de nouvelle ruralité est donc largement développé dans ses aspects théoriques et méthodologiques²⁷ pour permettre une meilleure évaluation des transformations rurales qui se jouent autour des forces de la globalisation et dans le cadre des rapports intenses et complexes qu'entretiennent les espaces ruraux avec les activités et pôles urbains²⁸.

Si on passe en revue ouvrages et rencontres scientifiques, la question migratoire est très souvent abordée comme l'un des éléments faisant partie des domaines du global, de l'extérieur et du non-agricole, affectant ainsi de manière relativement nouvelle et intense les territoires et les sociétés rurales. Pourtant, on remarque aussi que ces questions de mobilités ou de migrations ne constituent que très rarement le cœur des travaux sur la

26B. Kayser, *Paysans et ruraux : la nécessité de l'alliance* (Toulouse: Institut de géographie Daniel Faucher, 1990); J. Bonnamour, *Agricultures et campagnes dans le monde* (Paris: SEDES, 1996); A. Berger et al., *Héritages et trajectoires rurales en Europe* (Paris: Harmattan, 2009); M. Guibert, Y. Jean, et D. Andrieu, *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde* (Paris: A. Colin, 2011).

27Appendini et Torres-Mazuera, *¿Ruralidad sin agricultura?: perspectivas multidisciplinarias de una realidad fragmentada*; D. Barkin, « Hacia una comprensión de la nueva ruralidad », in *Hernández Moreno M. del C. et Maya Ambia C.: Nueva ruralidad, viejos problemas, tomo 2 de Massieu Trigo Y, Chauvet Sánchez M., García Zamora R.: Los actores sociales frente al desarrollo rural*, 5 vol. (México: AMER / Editorial Praxis, 2005); Kay, « Estudios rurales en América Latina en el periodo de globalización neoliberal: ¿una nueva ruralidad? »; E. Pérez C., M.A. Farah Q., et H. Carton de Grammont, *La nueva ruralidad en América Latina: avances teóricos y evidencias empíricas* (Bogotá: Pontificia Universidad Javeriana, CLASCO, 2008); H. Carton de Grammont, « La nueva ruralidad en América Latina », *Revista Mexicana de Sociología* 66, n° Número especial (2004): 279-300; N. Giarracca, *Una nueva ruralidad en América Latina?* (Buenos Aires: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, 2001); E. Pérez C., « Hacia una nueva visión de lo rural », in *Giarracca N.: Una nueva ruralidad en América Latina?* (Buenos Aires: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, 2001), 17-29.

28Chaléard et Dubresson, *Villes et campagnes dans les pays du Sud*.

redéfinition des ruralités.

Dans l'objectif de compléter ces études et de les alimenter au travers d'un regard renouvelé sur l'articulation entre mobilités et ruralité, nous choisissons donc de nous concentrer particulièrement sur les mutations du monde rural qui relèvent de l'orientation accrue de la force de travail rurale et familiale vers des espaces de production situés en dehors des lieux traditionnels de résidence, c'est à dire vers les marchés du travail localisés au sein ou en dehors des frontières nationales et qui impliquent différentes formes de mobilité de la main d'œuvre.

Dans cette reformulation des interactions entre le monde rural et les pôles d'attraction du marché du travail, différents espaces et différentes échelles sont en jeu. Que ce soit dans le cadre d'une intégration accrue aux secteurs tertiaires, industriels ou agricoles salariés au niveau local ou bien dans le cadre de mobilités à plus longue distance (impliquant ou non le passage de frontières internationales, mais en tous cas une distance et une absence significative par rapport à la famille et à la participation socio-productive), on cherche à comprendre comment se mettent en place et comment s'adaptent les stratégies de reproduction des familles rurales impliquées dans des processus de diversification des espaces et des secteurs d'activité. Ainsi, ce sont les « familles rurales post-agricoles »²⁹ qui forment ici le centre de nos efforts de compréhension d'un monde rural complexe au sein duquel l'approche des paysanneries doit être repensée.

Pour décrire l'organisation productive des familles rurales, la diversification des activités, l'augmentation du salariat et des mobilités dans le fonctionnement productif d'une économie dont l'activité agricole vivrière n'est plus le cœur, les notions de « système de production élargi et souple »³⁰ ou encore d'« économie familiale globale »³¹ ont par exemple permis de mieux traduire la complexité des situations économiques en termes de production domestique, de participation aux différents secteurs d'activité et d'intégration à de multiples marchés du travail.

Mais on observe que, la plupart du temps, la mobilité est considérée comme un facteur à

29 Symposium coordonné par H. Carton de Grammont et P. Arias dans le cadre du congrès LASA organisé en 2009 à Rio de Janeiro, Brésil

30 J.Y. Marchal et A. Quesnel, « Dans les vallées du Burkina Faso, l'installation de la mobilité », in *Gastellu J.M. et Marchal J.Y.: La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle* (Paris: Orstom, 1997), 595-614.

31 M. Lesourd, « L'archipel rural africain en mouvement », in *Gastellu J.M. et Marchal J.Y.: La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle* (Paris: Orstom, 1997), 363-380.

part, comme une dynamique sociale et une alternative économique qui se réalisent et s'expliquent séparément. Notre objectif est donc de mettre en relief les mécanismes au travers desquels les mobilités s'intègrent en fait profondément aux économies familiales dans leurs logiques de diversification et de distribution, en fonctionnant autour de *systèmes d'activités* (comprenant espaces et secteurs d'activités multiples) ou de *systèmes de ressources*³² qui comprennent tout à la fois activités domestiques, emplois salariés dans différents secteurs du monde rural ou des centres urbains attractifs, patrimoines ruraux et ressources de la migration captées à différentes échelles.

Si les sociétés et les territoires ruraux centraméricains s'articulaient auparavant d'avantage aux échelles régionales ou nationales par l'intermédiaire des centres urbains, des échanges commerciaux ou des emplois du secteur industriel activés par les politiques de l'État (c'est de nouveau davantage le cas au Mexique), on peut aujourd'hui constater que les campagnes fonctionnent et se transforment autour d'une forte connectivité avec les logiques globales. L'insertion des acteurs ruraux à ces dynamiques de concentration des capitaux implique ainsi la mobilité de cette main d'œuvre qui viendra trouver, dans des espaces plus ou moins lointains et pour des durées d'activité plus ou moins prolongées, les sources de revenus qui seront au centre de l'économie familiale ancrée en milieu rural. J.M. Gastellu nous encourage ainsi à orienter notre éclairage sur le monde rural vers une prise en compte plus intégrale des espaces investis, des ressources mobilisées et valorisées :

« L'emboîtement successif de plusieurs systèmes, du plus étroit au plus englobant, suffit-il à épuiser les faits observés lors des enquêtes de terrain, ou n'est-il pas préférable de songer à combiner systèmes et réseaux ? Ainsi, un système de production ou, plutôt, un « système d'activités » gagnerait à être replacé au sein d'un réseau composé de plusieurs pôles, dont l'un dans le village d'origine, d'autres en ville, d'autres encore dans des zones de colonisation, dans le pays même ou à l'étranger. Les raisons des décisions des agriculteurs ne sont pas à chercher uniquement dans la production agricole, uniquement dans le milieu rural, mais dans un univers qui englobe les villes et les autres pays. »³³

L'ensemble des dynamiques de restructuration du secteur rural menées au travers de

³² Cette notion fera l'objet d'un développement détaillé dans le chapitre 6.

³³Gastellu et Marchal, *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle*, 708.

politiques plus ou moins volontaristes au cours des 50 dernières années vont dans le sens d'une consolidation des unités de production les plus efficaces, d'une capitalisation des ressources foncières et productives et d'un effort de « plus d'un demi-siècle de tentatives pour faire sortir les paysanneries de leur milieu* »³⁴. Il semble toutefois que celles-ci se situent en fait dans une démarche permanente, flexible et organisée de transferts de ressources permettant la survie et le maintien dans les espaces d'origine. Ces efforts se construisent tout d'abord à partir de l'intégration d'une partie de la force de travail familiale aux marchés du travail urbains régionaux, jusqu'à ce que l'élargissement des distances parcourues entre le lieu d'origine et les lieux de résidence temporaire ou prolongée -à l'intérieur des frontières nationales ou bien à l'international- impose une nouvelle façon de penser et d'administrer la vie familiale et l'appartenance rurale.

Si les dynamiques de mobilité ont déjà été fréquemment mises en lumière pour décrire et expliquer les mutations des mondes ruraux centraméricains, il nous importe plus ici de comprendre comment ces éclatements familiaux, intimes et fonctionnels s'organisent pour permettre la continuité d'une présence sociale et productive à la campagne, que d'abonder dans le sens d'un milieu rural éteint, freiné ou gangrené par le départ des plus actifs en quête de vie moderne. Ainsi, pour D. Barkin, les initiatives individuelles et collectives de mobilité vont bien au delà des logiques de *pull and push* et de calcul des coûts et bénéfices socio-économiques que peuvent représenter les différents espaces de mobilité :

« Malgré les avantages apparents de la société urbano-industrielle et malgré l'attrait apparent de l'emploi aux États-Unis, un nombre important de mexicains formés et informés choisissent délibérément d'aider leur famille et leur communauté à rester où ils sont, à renforcer les structures communales et sociales en même temps que les processus productifs, pour que les générations futures aient un lieu dans lequel elles puissent rester où auquel elles puissent revenir* »³⁵.

Dans les campagnes, la rupture qui apparaît dans le rapport de force entre acteurs du monde agricole mais aussi face aux politiques de développement, aux pressions

34D. Barkin, « Las nuevas ruralidades. Forjando alternativas viables frente a la globalización », in Barragán López E., *Gente de campo: patrimonios y dinámicas rurales en México*, vol. 2 (Zamora: Colegio de Michoacán, 2005), 554.

35Ibid., 558.

néolibérales économiques et institutionnelles mène à des changements radicaux, plus déstructurants que restructurants selon T. Linck³⁶. En effet, dans le cadre de politiques qui entretiennent aux échelles nationales une agriculture à deux temps (agroexportation *versus* cultures vivrières), les rapports entre agriculture, terre et territoire rural semblent « en miettes » et « l'espace agricole [...] fragmenté et largement déterritorialisé »³⁷. Les logiques de commerce et d'action publique font donc pression et transforment les espaces agricoles ainsi distingués :

- 1) une agriculture d'entreprise utilisatrice de techniques performantes, répondant aux sollicitations et aux contraintes des marchés, constituant la cible privilégiée des politiques agricoles nationales et supra-nationales, attirant à la fois capitaux et force de travail migrante ; elle forme des espaces de production de type enclave.
- 2) une masse des petits exploitants non-compétitifs pour lesquels les seuls soutiens sont ceux de la lutte contre la pauvreté et qui engendreraient peu de dynamiques sociales et productives autonomes ; le divorce agriculture - supports territoriaux est alors accentué.

Si nous nous attachons à considérer la ruralité et son expression territoriale au travers de l'activité agricole mais aussi -et de manière accrue- au travers de l'ensemble des autres fonctions productives et sociales qu'elle porte, on pourra poser les questions centrales d'une manière renouvelée: Si l'agriculture est en déclin, quelles sont donc les bases territoriales et sociales des ruraux ? Si la place de la ressource foncière, de la production vivrière et du travail domestique devient moindre, au travers de quelles pratiques et de quels liens territoriaux les membres des familles rurales et plus particulièrement les individus étroitement connectés à l'extérieur (migrants comme non-migrants) restent-ils ancrés à leur espace d'origine ?

³⁶T. Linck, « La ruralité en miettes? Globalisation et fragmentation des territoires et sociétés rurales du Mexique », in *Gastellu J.M. et Marchal J.Y.: La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle* (Paris: Orstom, 1997), 278.

³⁷*ibid.*, 280.

3. La distension de l'économie rurale et familiale

La mobilité spatiale, considérée comme un degré de diversification des activités engendrant un changement temporaire ou prolongé de l'espace de vie, fait partie des moyens qui permettent aux familles de se maintenir ou de se transformer en faisant évoluer l'organisation productive familiale de manière à exercer sur elle ce qu'on pourra imaginer comme un étirement ou une *distension* d'un corps flexible, rendu ainsi différent dans sa morphologie mais conservant son entité propre. En associant directement les phénomènes de mobilité à la compréhension intégrale des ruralités centraméricaines, on peut donc saisir plus aisément comment elles s'intègrent ou bien font rupture avec les cycles de reproduction, d'organisation de la production et de la transmission dans les familles rurales.

Entendue comme l'augmentation en volume ou en surface que subit un corps soumis à une très forte tension, ou, plus simplement, comme un tiraillement ou un écartèlement, la distension -appliquée aux économies rurales- caractérise les mutations sociales et productives mises en avant dans les conceptions de la nouvelle ruralité et est ainsi directement liée aux dynamiques de mobilité qui nous intéressent ici. Se détachant de plus en plus de la production vivrière domestique et donc de la ressource agraire localisée dans les espaces de résidence ruraux, l'économie familiale rurale tend, sous la pression de diverses forces que nous allons détailler ici, à se diversifier, ou, d'un point de vue plus métaphorique, à s'étirer. Cet étirement des systèmes d'activité s'effectue à la fois par une répartition des activités entre différents secteurs et par une distribution spatiale accrue des individus économiquement actifs.

La fragilisation ou l'abandon de l'agriculture vivrière qui marque aujourd'hui les campagnes centraméricaines tient tout d'abord à une perte de viabilité de ces structures de production paysannes qui, face à la concurrence internationale, aux exploitations capitalisées et à la perte du soutien de l'État, diminuent l'utilisation d'intrants, voient leur

productivité stagner et sont plus vouées à l'autoconsommation qu'à la commercialisation³⁸. L'hyperspécialisation de certaines régions agricoles et la mise en place de filières qui détiennent le monopole des circuits de commercialisation font perdre leurs débouchés traditionnels aux exploitations familiales parce qu'elles ne sont plus en mesure de s'intégrer et de se maintenir sur les marchés régionaux dans le cadre de leurs productions en faibles quantités (œufs, viande, légumes, etc..). Pour T. Linck,

« la fragmentation est perceptible à l'échelle des terroirs et à celle des exploitations. Il en a résulté un rétrécissement des bases de reproduction du paysannat qui explique en partie le recul de la production de maïs depuis la fin des années 60. A l'échelle des unités de production, cette dynamique est par nature fragilisante et propre à encourager le développement d'activités non agricoles »³⁹.

Ainsi, de nombreuses familles paysannes voient les revenus tirés de la production agricole devenir largement minoritaires pour l'économie familiale par rapport aux revenus provenant des activités tertiaires -dans le domaine des services, des transports, du commerce, etc...- des activités industrielles ou des salaires journaliers agricoles. La population rurale non agricole acquiert une importance majeure et se développe dans le cadre d'« unités familiales plurifonctionnelles* »⁴⁰ pour lesquelles la pluriactivité et la répartition des secteurs et espaces de production entre les membres est un mécanisme central.

C'est donc d'abord la part croissante des actifs non agricoles dans le milieu rural centraméricain qui doit être soulignée, mais c'est également à l'échelle des familles paysannes ou des exploitations agricoles familiales plus technicisées que l'importance du secteur non agricole est à prendre en compte : la part des revenus fournis par les membres qui intègrent d'autres secteurs d'activités que celui de la production vivrière -impliquant durées et distances de mobilité variables- est en effet souvent majoritaire dans les

38K. Appendini et G. Torres Mazuera, « Perspectivas multidisciplinares de una realidad fragmentada », in *Appendini K. et Torres Mazuera G.: ¿Ruralidad sin agricultura?: perspectivas multidisciplinares de una realidad fragmentada*, Colegio de México (México, 2008), 255; H. Clemens et R. Rubén, *Nueva ruralidad y política agraria: una alternativa neoinstitucional para Centroamérica* (Amsterdam: Centro de Estudios para el Desarrollo Rural, Vrije Universiteit, 2001).

39Linck, « La ruralité en miettes? Globalisation et fragmentation des territoires et sociétés rurales du Mexique », 281.

40Carton de Grammont, « La nueva ruralidad en América Latina », 281.

économies familiales concernées par le travail agricole⁴¹.

En 2001, la revue *World Development* présentait une étude⁴² sur l'emploi et les revenus ruraux non agricoles en Amérique latine -déclinée plus spécifiquement dans 11 pays- dans laquelle la part des revenus ruraux non agricoles (RNFI pour *Rural Non Farm Incomes*) est estimée à 40% des revenus ruraux pour le sous-continent. On retiendra également de cette étude que les revenus tirés des activités non agricoles en milieu rural dépassent largement les revenus tirés de l'auto-entreprise, des salaires de journaliers agricoles ou des revenus de la migration.

L'enquête aux foyers pour l'évaluation du niveau de vie effectuée en 2009 par l'Institut National d'Information sur le Développement (INIDE) au Nicaragua nous permet de cerner l'importance des différents types de revenus pour les familles considérées ici selon leur degré de pauvreté (tableau 3).

Tableau 3. Part des différentes sources de revenus selon la situation de pauvreté au Nicaragua en 2009

Source de revenu	Hors situation de pauvreté*	En situation de pauvreté**	En situation de pauvreté extrême***
SALAIRE			
Agricole	2,9	16,7	27,7
Non agricole	38,7	27	15,7
ACTIVITÉ À SON COMPTE			
Agricole	7,9	19,8	25
Non agricole	24,5	16,5	11,5
TRANSFERTS (INCLUANT REMISES)	12,2	10,1	10
AUTRES REVENUS	13,8	9,9	10,2
TOTAL	100	100	100

* Plus de 568 \$ par personne et par an

** Moins de 568,65 \$ par personne et par an

*** Moins de 334,79 \$ par personne et par an

41L. Corral et T. Reardon, « Rural nonfarm incomes in Nicaragua », *World development* 29, n° 3 (2001): 427-442; C. Köbrich et M. Dirven, *Características del empleo rural no agrícola en América Latina con énfasis en los servicios* (Santiago de Chile: CEPAL-Unidad de Desarrollo Agrícola, 2007); M. Dirven, « El empleo rural no agrícola y la disminución de la pobreza rural ¿Qué sabemos en América Latina en 2010? » (RIMISP - Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural, 2011).

42T. Reardon, J. Berdegú, et G. Escobar, « Rural nonfarm employment and incomes in Latin America. Overview and policy implications. », *World development* 29, n° 3 (2001): 395-409.

Le départ en migration se fait dans une situation de manque d'offres d'emplois dans les secteurs secondaire ou tertiaire autour du lieu de résidence mais, plus encore, la migration temporaire régionale, nationale ou internationale est mobilisée pour accéder au différentiel de salaires et faire face à la détérioration des revenus familiaux⁴⁴. Elle est alors à l'origine de ces revenus non agricoles qui occupent une place centrale dans l'économie familiale rurale, paysanne ou non. Pour les familles rurales, et plus spécifiquement pour les jeunes générations, l'accès à l'emploi salarié est primordial et implique une sortie du milieu rural d'origine selon des temporalités plus ou moins longues. K. Appendini et G. Torres Mazuera affirment ainsi la primauté de la question de l'emploi par rapport à celle de l'accès à la terre dans les familles rurales contemporaines :

« Il ne s'agit plus de la société rurale paysanne dépendante de l'accès à la terre, ni de l'agriculture comme axe de l'organisation de la reproduction de l'unité domestique. La problématique du travail, plus que celle de la terre, est aujourd'hui le thème central de la reproduction du mode de vie rural [...]»⁴⁵.

La dichotomie qui opposerait frontalement espaces ruraux –dans lesquels les individus et les activités sont exclusivement orientés vers le domaine agricole- et espaces urbains -pour lesquels les centres de gravité seraient ceux de l'industriel et du tertiaire- ne peut bien évidemment pas être valide dans le contexte actuel de globalisation, de diversification et de complexification des sociétés comme des dynamiques territoriales.

L'économie familiale rurale, qu'elle fonctionne ou non autour d'une production agricole domestique, est donc traditionnellement liée aux secteurs d'activité urbains, soit dans le cadre de mobilités vers les villes régionales, soit parce que le milieu rural tend à s'urbaniser profondément, tant par son économie que par son mode de consommation ou sa fonction de résidence. Ainsi, l'organisation économique et sociale rurale intègre la sphère urbaine de l'emploi mais aussi d'un ensemble de mécanismes adoptés et adaptés⁴⁶, notamment au

43 Instituto Nacional de Información de Desarrollo, *Encuesta de hogares sobre medición del nivel de vida 2009 (EMNV 2009)* (Managua: INIDE, mai 2011).

44 G. López Castro, *La casa dividida. Un estudio sobre la migración a Estados Unidos en un pueblo michoacano* (Zamora: Colegio de Michoacán : Asociación Mexicana de Población, 1986).

45 Appendini et Torres Mazuera, « Perspectivas multidisciplinares de una realidad fragmentada », 17.

46 Pépin Lehalleur, « Entre ruralidad y urbanidad, la fuerza del lugar ».

travers des agents de l'économie familiale rurale -commerçants, étudiants, élites, migrants- qui se placent en intermédiaires, en agents de transferts. Dans cette combinaison traditionnelle entre urbanité et ruralité, les campagnes et les paysanneries se transforment, font rupture avec la logique d'autoconsommation et activent des logiques socio-productives pour lesquelles le salariat prime sur le foncier.

Par ailleurs, la distension des économies familiales se réalise aussi au travers du rapport des sociétés rurales à l'économie domestique et au travail agricole, rapport qui se transforme de manière radicale dans les contextes de mobilités des paysans journaliers. Les logiques de globalisation néolibérale affectant directement les zones rurales, les pressions compétitives et les relations de production capitalistes se sont intensifiées sur le marché du travail comme sur l'utilisation de la ressource foncière. C'est ainsi que la mécanisation des exploitations agro-industrielles s'est largement accrue, marginalisant toujours plus les petites productions dans cette compétition inégale sur les marchés et utilisant également la force de travail des *paysans ouvriers* qui deviennent ainsi journaliers agricoles à la place ou en plus de leur production domestique. Les conditions d'embauche des ces travailleurs ruraux ou paysans prolétaires se dégradent, et ce pour deux raisons majeures, éléments essentiels pour notre compréhension des dynamiques d'emplois et d'organisation socio-productive familiale.

D'une part, les exploitants agricoles de type capitaliste ont substitué les emplois de main d'œuvre fixe par des contrats temporaires et flexibles. D'autre part, les espaces offrant travail et revenus dans le domaine de l'agro-exportation se concentrent dans des régions spécifiques en fonction de la disponibilité en techniques, ressources agraires et de la situation géo-économique par rapport à l'ensemble de la chaîne de production, ce qui engendre l'activation de flux migratoires d'une main d'œuvre importée sur les lieux de production en fonction des calendriers et besoins spécifiques liés à la production⁴⁷.

47S.M. Lara Flores, « Características de las migraciones rurales hacia regiones hortícolas en el noroeste de México », in *Hernández Moreno M. del C. et Maya Ambia C.: Nueva ruralidad, viejos problemas, tomo 2 de Massieu Trigo Y, Chauvet Sánchez M., García Zamora R.: Los actores sociales frente al desarrollo rural*, 5 vol. (México: AMER / Editorial Praxis, 2005); S.M. Lara Flores, « Espace et territorialité dans les migrations rurales: un exemple mexicain », *Migrations Société*, « Agriculture et migration en Amérique latine » 20, n° 115 (2008): 107-123; H. Carton de Grammont et S.M. Lara Flores, *Encuesta a hogares de jornaleros migrantes en regiones hortícolas de México Sinaloa, Sonora, Baja California Sur y Jalisco* (México DF: Instituto de Investigaciones Sociales, Universidad Nacional Autónoma de México, 2005).

Que la distension des économies rurales se produise dans le sens d'une salarisation du travail agricole, d'une diversification des activités et des revenus ou bien d'une urbanisation des modes de vie et des emplois, c'est donc surtout l'allongement des distances et des durées de migration qui bouleverse les modes d'organisation familiale et productive en milieu rural.

Conclusion : Paysans, ruraux, travailleurs, migrants, circulants. De qui parle-t-on ?

Afin de bien capter la complexité du rapport des familles rurales au foncier et donc l'imbrication des usages de la terre pour la résidence, l'exploitation agricole ou la capitalisation, il nous faut dépasser le cadre clos qui restreint la compréhension de la ruralité aux dimensions agricoles vivrières portées par les petits producteurs -reconnus ainsi comme *paysans*⁴⁸. Pour cela, nous préférons faire écho à la proposition de H. Carton de Grammont qui suggère de remplacer l'idée d'organisation économique paysanne de Tchayanov⁴⁹ par celle d'un système de pluriactivité qui organise le foyer rural⁵⁰. Qu'elles soient plurifonctionnelles et non agricoles, ou bien qu'elles combinent activités primaires domestiques et salariat dans différents secteurs d'activités, les familles rurales répondent à une même logique de reproduction et de rapport au territoire d'origine. A partir de cette perspective qui questionne les théories sur les paysanneries, nous cherchons à approfondir la thématique des dynamiques de mobilité pour contribuer à une perception fine et pluri-dimensionnelle des façons de vivre et de produire dans les campagnes centraméricaines.

En 1967, dans « La fin des paysans »⁵¹, H. Mendras annonce la disparition d'une catégorie d'acteurs ruraux en France et l'émergence d'un nouveau groupe, les « agriculteurs » qui s'individualisent et transforment les conditions de production (intrants, mécanisation, crédit, circuits commerciaux, etc.) comme de vie, se détachant ainsi si de ce qu'il étudiera plus tard : les « sociétés paysannes »⁵².

La catégorie des paysanneries tient en fait surtout à l'inclusion dans un système plus large, complexe et englobant. Les paysanneries existent donc par essence au travers de l'extérieur et donc du reflet, du répondant, de l'écho avec ces sociétés et territoires avec lesquels elles expérimentent à la fois l'intégration et la marginalisation. Elles se constituent autour des

48L. Krantz, « El campesino como concepto analítico », *Nueva Antropología. Revista de Ciencias Sociales* n° 6 (1977): 87-98.

49A. V. Tchayanov, *L'organisation de l'économie paysanne* (Paris: Librairie du Regard, 1990).

50Carton de Grammont, « La nueva ruralidad en América Latina », 296.

51H. Mendras, *La fin des paysans: changement et innovations dans les sociétés rurales françaises* (Paris: A. Colin, 1970).

52H. Mendras, *Les Sociétés paysannes: éléments pour une théorie de la paysannerie* (Paris: Gallimard, 1995).

relations politiques, culturelles, productives tissées avec les villes, les pôles de concentration urbaine et/ou économique, détenteurs du pouvoir politico-économique et dominants dans les rapports de force⁵³.

Si la sociologie et l'économie rurales européennes ont d'abord étudié particulièrement l'économie paysanne et l'exploitation familiale, le regard s'est progressivement déplacé vers le rapport à l'urbanité, la mobilité et la pluriactivité, dévoilant alors un nouvel ordre rural, de nouvelles configurations sociales et productives et surtout la diversité et la complexité des panoramas⁵⁴. La question des patrimoines, des représentations, des ressources liées à la production et à la solidarité sont ainsi envisagées au travers de leur application sur le territoire ; l'ancrage territorial prime alors sur le statut de producteur agricole dans la définition de la ruralité.

Dans ce travail, l'objectif posé est donc de considérer la distension des économies rurales au delà de la production vivrière, dans son orientation accrue vers les secteurs et les espaces qui relèvent des structures de production capitalisées, dans leurs dimensions urbaines, nationales ou internationales. En se penchant sur les relations des familles rurales à l'espace d'origine dans le cadre de cet élargissement des contours de l'organisation productive, il s'agit de fixer une conception renouvelée des paysanneries centraméricaines qui ne se dédient plus que rarement de manière exclusive à l'exploitation domestique sur les bases de la seule ressource foncière, mais qui continuent d'associer leur organisation sociale et productive à la terre en tant que moyen de production, patrimoine, bien pour la transmission, capital et/ou garantie. Nous assumons par ailleurs une posture scientifique qui pourra être qualifiée ici de matérialiste et qui est avant toute chose étayée par des considérations productives et fonctionnelles. Dans ce sens, le rapport à la terre, au territoire, à l'espace rural et à l'espace extérieur n'est pas envisagé dans ce travail au prisme des significations symboliques ou « culturelles », mais bien au travers des ressources multi-situées qui font système, aussi vulnérables soient-elles. Nous rejoignons dans ce sens H. Carton de Grammont en ne positionnant pas au cœur de la réflexion

53E. Wolf, *Peasants* (Pearson: Prentice-Hall, 1966); Mendras, *Les Sociétés paysannes: éléments pour une théorie de la paysannerie*; M. Kearney, *Reconceptualizing the peasantry: anthropology in global perspective*, *Critical essays in anthropology* (Boulder: Westview Press, 1996).

54P. Alphandéry et J.P. Billaud, « La sociologie rurale en questions » (études rurales n.183, 2009).

l'existence d'un rapport traditionnel ou culturel des paysans à la terre:

« le processus de modernisation de l'agriculture n'a pas mené à la disparition des unités de production des paysans pauvres, non pas à cause de leur enracinement culturel à la terre, mais plutôt à cause de l'inexistence d'alternatives de travail salarié et de politiques publiques qui puissent leur assurer la possibilité d'abandonner l'activité* »⁵⁵.

Il s'agit donc de caractériser les espaces ruraux et les transformations socio-productives portées par les familles depuis le point de vue des territoires de l'ancrage. Considérant la diversification et la *désagravation* des économies rurales, mais aussi le fait qu'il soit « impossible de raisonner l'avenir des exploitations familiales sans prendre en compte les opportunités de rémunération que leurs membres peuvent avoir hors des frontières »⁵⁶, nous nous intéressons ici à la nécessité ou plutôt à la capacité des populations rurales à se maintenir, en termes tant productifs que sociaux ou territoriaux, tout en assurant à divers degrés des stratégies d'étirement de l'économie familiale dans le temps et dans l'espace. Nous choisissons d'explorer ces capacités depuis la perspective du retour, de la circulation, des perspectives de départ, de l'immobilité et du lien dans la distance ; nous nous positionnons aux côtés de ceux qui sont *ici*, dans les lieux d'origine.

⁵⁵Carton de Grammont, « La nueva ruralidad en América Latina », 284.

⁵⁶M. Merlet et C. Jamart, « Situation et devenir des agricultures familiales en Amérique latine » (AGTER, 2007), 24.

CHAPITRE 2. Les espaces d'étude : configurations des espaces productifs ruraux

Le processus migratoire implique diverses dimensions et diverses échelles de la vie rurale. Dans ce travail, la perspective multiscalaire s'est imposée à la fois comme une méthode de recherche et comme une hypothèse selon laquelle les ruralités fonctionnent sur des territoires imbriqués et interdépendants. En tant que regard et en tant qu'objet donc, l'articulation des échelles est centrale pour pouvoir cerner les contours territoriaux, sociaux et productifs des espaces d'étude.

Au Nicaragua comme au Mexique, les espaces productifs locaux qui sont au cœur de l'étude sont ainsi forgés par la combinaison des constructions spatiales et historiques relevant de plusieurs niveaux d'échelle et donc de divers degrés de rapports de force économiques et productifs. Ce chapitre vise à souligner les éléments essentiels permettant de comprendre les conditions de constitution et de transformation des paysanneries et plus généralement du monde rural centraméricain. Nous cherchons ici particulièrement à présenter les tendances structurelles et conjoncturelles qui déterminent l'insertion mais aussi la marginalisation de ces sociétés rurales dans un espace économique globalisé et polarisateur.

Deux questionnements majeurs viennent organiser cette section de la thèse : Comment l'histoire du rapport de l'État aux sociétés et espaces ruraux a-t-elle contribué à la configuration socio-productive des campagnes dans le cadre national ? Quelles sont les dynamiques démographiques, économiques et agraires qui composent et structurent aujourd'hui les trois zones d'étude, à grande échelle ?

Trois parties nous permettent de mener à bien l'objectif de ce chapitre. Dans un premier temps, nous présentons les conflits, systèmes politico-économiques et rapports de force plus ou moins institutionnalisés qui ont forgé depuis plus d'un siècle les ruralités nationales dans chacun des deux pays. Dans un second temps, c'est à l'échelle régionale que nous décrivons les caractéristiques démographiques, productives et migratoires des trois

zones d'étude, en portant une attention particulière aux différents types d'acteurs en cause et aux dynamiques territoriales articulant le rural à l'urbain et aux espaces transnationaux. Enfin, nous exposons de manière précise les conditions et les enjeux de l'organisation productive et agraire dans les municipes de San Juan Guichicovi, Palacagüina et Posoltega afin de cerner les similitudes et les singularités qui nous permettent de confronter ces trois espaces centraméricains, à la fois territoires de la ruralité et lieux de départ des populations migrantes.

1. Dynamiques rurales nationales. Histoire des territoires ruraux et de leur rapport à l'État

Si l'ensemble de la région centraméricaine -telle qu'elle est considérée pour traiter notre thématique et abordée par l'approche de terrain- *fait région*, c'est parce qu'elle se caractérise du point de vue spatial et productif par des expressions de la ruralité communes et partagées. La gestion familiale de la production, de la transmission et du quotidien, le rapport aux villes moyennes, la généralisation du salariat, l'urbanisation des activités ou encore les modes d'intégration aux différentes strates du marché du travail sont à la fois produits et expérimentés par les individus et les groupes qui investissent et transforment les espaces ruraux de l'isthme centraméricain.

Mais l'observation de dynamiques territoriales similaires (infrastructures, niveaux d'accès aux ressources, rôle de l'urbain et reconfigurations du rural) nous mène, dans le même temps, à distinguer les espaces, à pointer les divergences et à déterminer les facteurs qui, sur le temps court ou le temps long, organisent les espaces.

Ces espaces ruraux sont organisés à partir de processus lents ou ponctuels, locaux, nationaux ou supranationaux, planifiés ou spontanés qui modulent les transformations des territoires. Nous nous intéressons ici aux particularités nationales qui, au Mexique comme au Nicaragua, ont modelé le rapport des espaces ruraux aux dynamiques de mobilité à partir des Indépendances. Dans chacun des deux pays, une brève mise en perspective des deux derniers siècles -considérés comme les plus marquants pour l'organisation sociale et territoriale des espaces centraméricains- sera donc orientée vers la problématique agraire et les dynamiques de peuplement, deux grandes questions largement articulées qui nous permettent de poser les bases historiques et structurelles de la conformation des ruralités centraméricaines.

Le rapport à l'État sera plus spécialement éclairé afin de commencer à cerner les modalités et l'intensité de l'intervention des structures étatiques sur la fonction des espaces ruraux et sur les processus démographiques qui y sont liés.

La partie portant sur le Mexique est centrée sur la dualité des structures et des systèmes de production (secteur de l'ejido vs agro-industrie d'exportation), tandis que la partie sur le Nicaragua est constituée d'une perspective plus chronologique permettant de visualiser les évolutions des politiques agricoles, des résultats économiques et des dynamiques territoriales à l'échelle nationale.

1.1. Au Mexique. Dualité des structures de production

1.1.1. L'ejido. Propriété sociale de la terre et marchandisation du foncier

Au Mexique, la constitution de 1917 a prévu, dans son 27^e article, la répartition des terres à tout groupe de paysan en faisant la demande, processus qui s'est mis en place au travers de différentes étapes jusqu'en 1992, sur plus de la moitié du territoire national, soit environ 100 millions d'hectares. Aujourd'hui au Mexique, il existe plus de 31 500 structures foncières de type propriété sociale (ejido ou communautés) et 5 653 637 familles en sont les bénéficiaires⁵⁷.

L'ejido est constitué d'un groupe de paysans bénéficiaires de terres attribuées dans le cadre de ce processus par l'État. La structure de l'ejido se compose d'une assemblée réunissant au moins chaque mois tous les titulaires -les ejidatarios-, d'un commissariat ejidal et d'un conseil de surveillance.

L'ejido détient trois grandes fonctions jusqu'en 1992, date à laquelle ces attributions évolueront de manière plus ou moins marquée selon les cas. Tout d'abord, les terres cédées demeurent propriété de la nation et l'institution ejidale est chargée de veiller au respect des règles à appliquer sur sa concession. Les titulaires d'une parcelle ejidale doivent en effet cultiver leur terre eux mêmes, ne peuvent ni la laisser en friche, ni la louer, ni la vendre, ni l'hypothéquer, et enfin peuvent choisir un seul et unique héritier pour éviter la

⁵⁷INEGI, « Censo Agropecuario 2007 », 2007.

fragmentation foncière.

La première des fonctions de l'ejido est celle de la régulation foncière exercée au travers des organes de contrôle de l'institution que sont l'assemblée, le commissariat et le conseil de surveillance. Bien avant la réforme de 1992, l'ejido a évolué dans sa structure, dans ses normes et ses mécanismes opératoires pour s'adapter aux nouveaux besoins et pour réguler les transformations économiques et démographiques qu'il devait intégrer. Ces pratiques alternatives pour la transmission des droits agraires -comme par exemple la division de la parcelle parentale et sa répartition entre chacun des enfants- se faisaient donc hors du cadre légal mais n'étaient pas pour autant illégitimes au niveau local : le marché foncier informel était géré et accordé par les membres, et la structure de l'ejido restait donc viable parce que flexible.

En deuxième lieu, l'ejido détient une fonction de gestion et de prise en charge des services publics pour la communauté : il canalise l'attribution de programmes productifs ou d'assistance contre la pauvreté provenant de l'État, et assume des fonctions d'aménagement de l'espace rural en se positionnant en intermédiaire avec les instances supérieures pour l'accès aux réseaux sanitaires ou de communication de l'ensemble des habitants de la communauté. La gestion territoriale par l'accès aux services se joue donc sur le secteur agricole de l'ejido, mais aussi, et plus largement, sur l'ensemble de l'organisation de la vie rurale (éducation, vieillesse, santé, logement, etc.).

Enfin, l'ejido joue un rôle de représentation politique, de médiation entre le gouvernement et la communauté paysanne. Au travers de divers organismes politiques, institutionnels ou syndicaux, et de mécanismes plus ou moins démocratiques et conflictuels, le secteur social de l'ejido est dans les campagnes mexicaines un intermédiaire privilégié pour l'État dans la planification et la gestion du développement rural⁵⁸.

Au cours du 20^e siècle, et avec l'intensification de la croissance démographique, l'interventionnisme de l'État a continué d'opérer pour l'extension des dotations en terres afin de permettre aux nouvelles générations de bénéficier de parcelles cultivables. En 1960, la population rurale représentait la moitié de la population nationale, un tiers dans les années 1980, et moins d'un quart aujourd'hui. Environ la moitié des emplois étaient

580. Hoffmann, « L'ejido, laboratoire des pratiques sociales et fondement de la ruralité contemporaine au Mexique », in *Gastellu J.M. et Marchal J.Y.: La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX^e siècle* (Paris: Orstom, 1997), 401-416.

exercés dans le secteur primaire dans les années 1960, chiffre qui a chuté à 25% en 2000⁵⁹, puis à 13,3% en 2009⁶⁰.

Petit à petit, une situation d'inégalités en termes de superficies cultivable entre producteurs s'est installée et s'est accentuée au travers des logiques de rapports de pouvoir et du degré d'insertion dans les réseaux socio-politiques : certaines personnalités locales telles que les commissaires de l'ejido, les caciques ou bien encore des personnes proches de l'administration agraire parviennent à cumuler attributs, relations, privilèges et capitaux, concentrant ainsi les plus grandes extensions de terres. Dans le même temps, la situation de fragmentation des parcelles et de manque d'accès à la terre pour les jeunes générations s'est aggravée avec le vieillissement de la population rurale (induisant l'allongement de la durée de vie active des producteurs) et l'évolution démographique au sein des familles paysannes. La cohabitation de plusieurs générations dans les exploitations paysannes est en effet un élément majeur pour la compréhension des transformations structurelles qui se sont réalisées au sein des économies familiales rurales : ce phénomène a à la fois déterminé l'évolution des structures agraires ejidales (dans leur gestion communautaire et familiale, sociale et productive) et mené à de nouvelles dynamiques de division du travail entre les générations qui ont ainsi dû modifier leurs modes de répartition des secteurs et des espaces de production, mais aussi leur modes de transmission des ressources, des patrimoines et des solidarités. Les carences en termes de sécurité sociale pour la vieillesse, l'insécurité de l'emploi, la santé, l'accès au logement ou l'éducation ont donc dû se résoudre par l'intermédiaire de nouveaux canaux et systèmes d'activités, autour du patrimoine foncier mais aussi d'autres ressources telles que l'emploi saisonnier et/ou urbain, la diversification des activités et donc la mise en place de stratégies impliquant des conditions de mobilité variables (dans la distance et dans la durée, dans les conditions de retour et de transferts).

Si dans les années 1920 et 1930 les terres réparties constituaient surtout une base productive et sociale pour les travailleurs ruraux, leur permettant d'investir des terres pour y habiter et y cultiver les produits d'autoconsommation, l'objectif s'est modifié à partir du milieu du 20e siècle. En effet, l'augmentation de la demande de consommation venant des

59A. Warman, « La reforma agraria mexicana: una visión de largo plazo », *Land reform/Réforme agraire/Reforma agraria* n° 2 (2003): 84-94.

60Données de la Banque mondiale (<http://donnees.banquemondiale.org>)

villes et la volonté de l'État de contrôler ces marchés émergents ont donné à la propriété sociale un rôle majeur dans cet objectif d'approvisionnement national⁶¹. L'interventionnisme de l'État fut donc très puissant pour contrôler les réseaux de financement, distribution et commercialisation de la production originaire du secteur réformé.

Les étapes de la réforme rurale au Mexique (voir A. Escobar Latapí⁶² pour davantage de précisions) sont marquées par une forte dépendance des paysans envers les structures étatiques concernant l'accès aux innovations techniques et au crédit, l'organisation de la production, d'un certain contrôle politique et de la création de marchés de l'emploi locaux ou régionaux. Dans la fin des années 1980, ce système s'est affaibli et l'ouverture du marché national s'est accélérée: les entreprises para-étatiques ont été éliminées, le capital transnational a pris une place centrale dans l'économie mexicaine, le retrait de l'État a mené à la fin des subventions sur le prix des semences et des intrants agricoles et à la fin du système de prix garantis pour les principales productions. Les espaces ruraux mexicains ont toutefois continué à effectuer leurs mutations dans le prisme d'un État très présent sur le plan des politiques nationales agricoles et rurales⁶³.

Parallèlement à la mise en place des accords de libre échange de l'ALENA, en 1992, la réforme de l'article 27 de la Constitution marque une rupture dans le type de relations entretenues traditionnellement entre les campagnes mexicaines et l'État. Avec le PROCEDA (*Programa de Certificación de Derechos Ejidales y Titulación de Solares* : Programme de Certification des Droits Ejidaux et de Titularisation des Parcelles), l'État abandonne ses fonctions de planification et de gestion de la production en milieu rural ainsi que ses facultés à répartir les terres. Les ejidos, et non plus la Nation, deviennent propriétaires juridiques des terres et peuvent donc en user comme ils le souhaitent, notamment pour la marchandisation de la ressource foncière et donc la libéralisation du marché foncier.

Ces choix économiques et politiques proviennent d'une administration nationale -et

61Warman, « La reforma agraria mexicana: una visión de largo plazo ».

62A. Escobar Latapí, « Pobreza y migración internacional en el México rural: un enfoque antropológico », in *Escobar Latapí A.: Pobreza y migración internacional* (México: CIESAS, 2008).

63E. Bouquet et J.P. Colin, « L'Etat, l'ejido et les droits fonciers: ruptures et continuités du cadre institutionnel formel au Mexique », in *Colin J-P, Le Meur P.Y. et Léonard E.: Les politiques d'enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales* (Paris: Karthala, 2009), 299-332.

supranationale- qui a considéré que les 4 millions de petites exploitations agricoles ne pouvaient être viables en termes de productivité et de commercialisation dans un marché compétitif et globalisé⁶⁴. Avec l'échec des politiques de développement rural de la deuxième moitié du 20e siècle, une certaine dualité s'est installée dans les structures de production au Mexique et le gouvernement a donc poursuivi la logique de distinction entre les exploitations considérées comme entreprises commerciales -capables de s'intégrer aux forces de la mondialisation en utilisant des techniques de pointe et une force de travail salariée- et les petites exploitations de type paysannes qui seraient, elles, l'objet d'attention sociale et la cible de programmes contre la pauvreté.

Les paysanneries ainsi perçues comme des « facteurs résiduels d'une économie globale, compétitive, de haute technologie, dans laquelle les petits producteurs ruraux n'ont plus leur place, étant qualifiés d'inefficaces et non compétitifs* »⁶⁵ restent dans le giron de l'État qui continue à intervenir et à être un acteur central du territoire et de la vie rurale, non plus parce qu'il les considère comme un domaine productif et structurant pour l'économie, mais parce qu'il cherche à garder la main sur l'espace et la société rurale, notamment au travers de l'attribution de services et d'aides fédérales.

La réforme constitutionnelle ayant présidé à la mise en œuvre du PROCEDE apporte dans certains cas des modifications profondes dans la gestion de l'accès à la terre et des transactions foncières, même si, en libéralisant et en autorisant les échanges marchands, la nouvelle législation rend simplement légale une situation qui existait de fait.

Dans ce travail, nous n'analyserons pas en détail ces bouleversements mais observerons plus en avant et plus précisément la manière dont ils sont appliqués et pratiqués dans l'espace d'étude de l'Isthme de Tehuantepec. Nous portons toutefois intérêt à ces réformes parce qu'elles permettent de mettre en relief les fonctions déterminantes de l'ejido en milieu rural, même lorsque celui-ci ne contrôle plus réellement l'accès à la terre. La terre reste en effet déterminante au delà de sa fonction de support de production⁶⁶ et il nous faut comprendre quelles sont les mutations et permanences des fonctions de l'ejido dans

64Warman, « La reforma agraria mexicana: una visión de largo plazo ».

65Appendini et Torres Mazuera, « Perspectivas multidisciplinarias de una realidad fragmentada », 13-14.

66Hoffmann, « L'ejido, laboratoire des pratiques sociales et fondement de la ruralité contemporaine au Mexique »; E. Léonard, « L'économie très politique d'un programme de titularisation foncière. Trajectoires locales d'endogénéisation du changement légal en milieu rural mexicain », in Colin J-P, Le Meur P.Y. et Léonard E.: *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales*. Paris : Editions Karthala, pp. . (Paris: Karthala, 2009), 365-403.

l'espace et la société rurale.

La création d'un nouveau programme de soutien direct aux producteurs, PROCAMPO (*Programa de Apoyos Directos al Campo* : Programme d'Appuis Directs à la Campagne), s'est inscrite dans cette dynamique globale de reconfiguration du rapport de l'État au monde rural et au système ejidal. Il s'agit d'un programme de subventions directes distribuées aux producteurs en fonction de la superficie qu'ils cultivent. Ce programme s'adresse à tous types de producteurs, notamment aux exploitants les plus modestes et ceux souffrant de désavantages structurels pour l'accès aux marchés, producteurs qui sont donc souvent plutôt dans une logique d'autoconsommation. En théorie, il suffit de prouver que l'on cultive une parcelle pour être éligible au PROCAMPO mais dans les faits, l'accès à la subvention est presque systématiquement conditionné par la possession d'un titre foncier. L'intérêt de posséder un titre sur une parcelle ejidale ne réside donc pas simplement dans le fait de pouvoir la valoriser en tant que moyen de production mais également, et dans certains cas, surtout, de pouvoir faire valoir ce titre pour l'obtention de l'aide fédérale.

O. Hoffmann décrit ainsi l'exemple des communautés du Veracruz où

« les droits fonciers ejidaux étaient échangés ou valorisés monétairement sans que leur soit associée une parcelle de terre. On a acheté le titre d'appartenance à l'ejido sans acquérir de parcelle, seulement pour être membre de la collectivité »⁶⁷.

Comme on pourra le détailler plus spécifiquement à partir de notre étude de cas mexicaine, l'appartenance à la communauté de l'ejido et la possession d'un titre foncier sont déterminants pour le positionnement socio-économique des familles paysannes, et plus généralement rurales. En 2002, la *Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos de los Hogares* (citée par A. Escobar Latapí⁶⁸) a mis en lumière un phénomène de concentration des patrimoines fonciers et des aides étatiques dans les familles les mieux placées au sein de l'organisation productive et économique rurale : la majorité de ces subventions était en fait attribuée au plus haut décile de revenus, c'est à dire aux foyers concentrant les terres, exploitation agricole relativement productive et capitalisée et/ou activités non agricoles stables.

⁶⁷Hoffmann, « L'ejido, laboratoire des pratiques sociales et fondement de la ruralité contemporaine au Mexique », 413.

⁶⁸Escobar Latapí, « Pobreza y migración internacional en el México rural: un enfoque antropológico ».

De leur côté, les programmes dédiés aux familles aux faibles revenus et touchant particulièrement le monde rural sont ceux de *Oportunidades* (aide financière pour l'alimentation, la santé et l'éducation) et *60 y Más* (aide financière pour les personnes âgées de plus de 60 ans). Par les conditions qu'ils imposent, on comprend que l'intervention de l'État auprès des familles rurales se focalise aujourd'hui plus sur la santé, la scolarité et le maintien quotidien des populations dans les campagnes que sur les activités agricoles vivrières ou le secteur tertiaire à faible productivité qui y sont développés. Pour A. Escobar Latapi, « les zones rurales sont à la marge de toute action significative qui puisse améliorer l'emploi, la productivité et les salaires »⁶⁹.

L'appartenance et la participation à la sphère économique, sociale, politique et/ou culturelle de l'ejido permettent donc de bénéficier d'un moyen de production -la terre- mais aussi de droits, de réseaux et de services qui, ensemble, constituent un « capital spatial »⁷⁰. La valeur monétaire, symbolique et relationnelle de ce territoire ejidal est donc forte puisqu'il permet aux petits producteurs -qu'ils soient ou non ejidatarios- mais aussi à tous les habitants d'être inclus dans un ensemble de mécanismes de sociabilité et de survie. Avec la réforme constitutionnelle, et déjà avant elle, la perte totale de contrôle sur la régulation de l'accès à la terre par l'institution ejidale est acceptée et reconnue mais l'ejido se transforme en réalité plus qu'il ne se désintègre : il est en effet avant tout un instrument favorisant l'accès à la ressource foncière (par les canaux officiels et officieux), aux financements, à l'information, à la participation politique locale (par rapport aux autres acteurs et aux propriétaires privés notamment) et nationale.

1.1.2. Orientation et polarisation de l'agro-industrie d'exportation

À partir des années 1960, un ensemble de politiques agricoles a été mené, cherchant moins à promouvoir le modèle paysan que l'agriculture de type capitaliste, autour de la dynamique portée par la Révolution Verte : propriété privée, techniques d'irrigation,

⁶⁹Ibid., 48.

⁷⁰Hoffmann, « L'ejido, laboratoire des pratiques sociales et fondement de la ruralité contemporaine au Mexique »; J. Lévy, *L'espace légitime: sur la dimension géographique de la fonction politique* (Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994).

utilisation d'engrais et d'intrants chimiques, introduction de semences hybrides à meilleurs rendements et accès aux crédits constituent alors les éléments de modernisation et d'intensification de l'agriculture mexicaine. Les taux de croissance agricole très élevés que connaît le Mexique dans les années 1940 et 1950 commencent sérieusement à diminuer dans le courant de la décennie suivante jusqu'au point de se trouver en dessous du taux de croissance démographique à partir de 1965⁷¹. A partir du début des années 1970 donc, le Mexique devient un grand pays importateur de céréales et, bien que la production nationale continue d'augmenter légèrement, l'importation de grands volumes de sorgho, soja, riz, blé et tout spécialement de maïs devient nécessaire pour satisfaire la demande grandissante d'une société en pleine croissance démographique.

Dans ce contexte et parallèlement à un processus de mise en dépendance de l'économie nationale par rapport aux importations de produits agricoles destinés à la consommation nationale, le Mexique -comme d'autres pays émergents d'Amérique latine- a développé un profil de pays spécialisé dans l'approvisionnement en viande bon marché pour le marché nord-américain. Le complexe agro-industriel s'est particulièrement orienté vers le secteur de l'élevage, de la production de viande et de lait et donc également vers l'expansion des cultures fourragères telles que les pâturages (pour l'élevage bovin extensif), le sorgho, le soja, l'orge ou l'avoine, impliquant d'importants phénomènes de déforestation, notamment dans les régions du tropique humide (Veracruz, Chiapas, Tabasco, Campeche, etc.). Au travers de ces politiques de réorientation du secteur primaire, les modèles traditionnels de production agricole ainsi que les espaces ruraux de l'ensemble du territoire national ont été transformés en profondeur. Ainsi, de la même façon que pour le secteur bovin, les améliorations techniques agricoles dans les structures de production d'économie capitaliste s'articulent avec l'intégration aux filières agro-industrielles qui gèrent toute la chaîne de production, depuis la gestion des cultures jusqu'à la distribution vers les espaces de consommation.

La grande agriculture productive est donc d'abord impulsée pour les cultures anciennement introduites dans ces espaces (coton, café, canne à sucre) puis l'orientation du secteur primaire se fait prioritairement en direction du marché interne et surtout du marché d'exportation nord-américain pour les cultures dites *non traditionnelles*, c'est à dire

71]. Chonchol, *Sistemas agrarios en América Latina: de la etapa prehispánica a la modernización conservadora* (Santiago de Chile: Fondo de Cultura Económica, 1994), 367.

pour le marché horticole (légumes, fruits, fleurs). Dans ce domaine, et faisant référence aux *maquilas* industrielles de la frontière nord ou des zones franches, les « *agro-maquilas* »⁷² basent leur fonctionnement sur l'apport de capitaux, technologies et accès au marché par les firmes étrangères tandis que le Mexique, pays d'accueil de ces structures de production, fournit la terre et la force de travail. Les grandes exploitations de tomates, piments, citrons, oranges, melons, pastèques, salades, ail ou fraises surgissent donc dans le paysage rural du nord du pays et la surface dédiée à ce type de culture augmente nettement à partir du milieu des années 1980, particulièrement dans les États du Sinaloa, Sonora, Basse Californie Nord, Basse Californie Sud, mais aussi dans le Jalisco, Coahuila, Chihuahua ou Tamaulipas. Cette expansion des superficies cultivées et du secteur horticole est due à trois causes majeures : 1) la demande soutenue du marché de consommation étasunien depuis la fin des années 1970 qui coïncide avec la baisse de la demande interne au Mexique due à la crise économique et aux politiques d'ajustement structurels prenant effets au début de la décennie 1980, 2) les avantages comparatifs dont bénéficie le Mexique en terme de bas coûts des salaires par rapport aux zones de production similaires situées dans le sud-ouest des États-Unis et 3) la compétitivité du Mexique qui réussit à égaler les structures de production équivalentes du Nord en termes de technicisation et de rentabilité de la production.

La dualité des structures de production agricoles au Mexique est frappante⁷³. Les petites unités de production familiales héritées de la réforme agraire, utilisant la main d'œuvre familiale pour travailler manuellement et selon le régime pluvial de petites superficies de terres souffrent d'un manque grandissant de moyens de production et des conséquences multiples du retrait de l'État. Elles font face, en termes de production, de marché mais aussi de force de travail, aux exploitations d'agriculture commerciale qui bénéficient de moyens techniques, intrants chimiques, capitaux financiers ainsi que d'une intégration aux filières et aux marchés nord-américains. La rentabilité économique de ces structures de production capitalistes dépend de l'embauche temporaire d'une main d'œuvre composée de travailleurs journaliers qui viennent compléter dans le nord du pays les revenus

⁷²Ibid., 374.

⁷³B. Rubio, *El sector agropecuario mexicano frente al nuevo milenio* (México DF: Universidad Nacional Autónoma de México, 2004).

insuffisants d'une économie familiale paysanne ne leur permettant pas de se maintenir dans leur lieu d'origine tout au long de l'année. En effet, si les différentiels de productivité peuvent se mesurer de 1 à 2000 entre un petit producteur mexicain et un grands céréalier nord-américain, les écarts de rendement peuvent également être considérables à l'échelle nationale, dans un contexte de marché concurrentiel non protégé qui creuse les inégalités socio-productives au sein même du pays⁷⁴. La main d'œuvre paysanne des régions les plus marginalisées constitue ainsi une « armée de réserve » pour ces grandes entreprises qui activent des dynamiques de mobilité rural-rural relativement nouvelles au Mexique⁷⁵.

1.2. Au Nicaragua. Histoire politique, place économique et vulnérabilité du secteur paysan

Les républiques bananières du début du 20e siècle en Amérique Centrale fonctionnent sous la domination économique et politique de la puissance étasunienne, au travers notamment de la United Fruits Compagny qui organise la production, la commercialisation, l'exploitation de la main d'œuvre et donc les dynamiques de peuplement autour de l'exploitation de café, cacao, coton, arachide, agrumes, banane ou canne à sucre. Ces économies de plantation demandent beaucoup de main d'œuvre pour la récolte, la transformation ou le transport ; l'organisation sociale de la production, qui ne se fait plus sur le système d'esclavage, se construit donc autour de la force de travail des petites paysanneries métisses ou indiennes⁷⁶.

Les populations indiennes sont déjà associées à l'économie tropicale de plantation par le biais des migrations saisonnières et le problème de la terre au Nicaragua est de cette

74V. Brun, « La petite agriculture mexicaine face à l'ouverture des marchés agricole », in *Exbalin A.: Enseigner le Mexique en un clic, catalogue de dossiers thématiques sur le Mexique ancien et contemporain*. (Mexico: CEMCA, à paraître).

75Lara Flores, « Características de las migraciones rurales hacia regiones hortícolas en el noroeste de México »; Lara Flores, « Espace et territorialité dans les migrations rurales: un exemple mexicain »; Carton de Grammont et Lara Flores, *Encuesta a hogares de jornaleros migrantes en regiones hortícolas de México Sinaloa, Sonora, Baja California Sur y Jalisco*.

76Vanneph, « Agriculture, paysannerie et ruralité en Amérique latine »; Chonchol, *Sistemas agrarios en América Latina: de la etapa prehispánica a la modernización conservadora*.

manière lié aux phénomènes d'avancée des frontières agricoles, aux besoins de force de travail des grandes exploitations d'exportation et à la prise en compte politique des systèmes de production de type paysan: il est profondément associé aux dynamiques de peuplement tant au sein du territoire national qu'au delà de ses frontières.

Pour cette révision des politiques agraires, des rapports de force socio-productifs et des mobilités des population au Nicaragua -largement inspirée des travaux de l'IRAM⁷⁷-, nous passons les étapes précolombiennes et coloniales pour faire démarrer la perspective historique au moment de l'Indépendance. Pour toutes ces étapes, nous n'abordons pas en détail les spécificités de la partie atlantique du territoire.

1.2.1. Oligarchies et paysanneries

Depuis la fin de la colonie et pendant tout le 19e siècle, l'expansion territoriale des paysanneries s'effectue au travers de la colonisation spontanée de petits producteurs métisses, entraînant une avancée de la frontière agricole. Les grandes familles qui ont appuyé les mouvements d'indépendances et qui vivent de l'exploitation de grandes haciendas voient en ce phénomène un facteur de perturbation de l'ordre social établi et surtout un problème à venir: celui de la moindre disponibilité de main d'œuvre journalière. Déjà en 1826, avec la ratification par le Nicaragua de la Constitution des Provinces Unies d'Amérique centrale, la conception moderne et absolue de la propriété privée est affirmée comme un droit fondamental pour tous les groupes sociaux, promouvant ainsi l'amélioration des techniques et de la productivité agricole et menant dans le même temps à faire disparaître la spécificité de l'organisation agraire communautaire des populations indiennes. Quand, en 1838, le Nicaragua se sépare de la Fédération et devient une République indépendante, la volonté de privatiser l'ensemble des terres ejidales ou communales est confirmée dans la nouvelle Constitution.

Ces manœuvres politiques et juridiques ont pour objectif d'assurer aux groupes dominants, qu'ils soient conservateurs ou libéraux, le contrôle des deux facteurs de production

⁷⁷IRAM, « Estudios sobre la tenencia de la tierra » (IRAM - Institut de Recherches et d'applications des Méthodes de Développement, 2000).

principaux : la terre et la force de travail paysanne. Ces puissants acteurs économiques et politiques « avaient besoin d'augmenter la terre qu'ils contrôlaient, non seulement pour développer de nouvelles plantations, mais aussi pour bloquer le développement de la petite production qui leur faisait directement concurrence en termes de main d'œuvre. La privatisation des terres des communautés indigènes avait comme premier objectif la création d'une « armée » d'ouvriers agricoles, permanents ou temporaires*»⁷⁸.

Cette logique de division et de titularisation des parcelles a un effet certain sur les systèmes de production traditionnels qui fonctionnent sur la base des techniques de culture sur brûlis et de rotation des cultures permettant de laisser reposer les parcelles après les avoir exploitées pendant un ou deux cycles. Ces systèmes de production ne peuvent continuer à s'exercer dans la mesure où la privatisation des parcelles oblige les petits producteurs à se cantonner aux superficies délimitées par les titres de propriété privée.

Pendant la deuxième moitié du 19^e siècle, ce sont donc les tensions autour du contrôle de la force de travail paysanne et de la terre qui régissent les relations politiques et économiques entre conservateurs et libéraux. L'intégration croissante dans le marché international, particulièrement dans le secteur du café, transforme profondément les dynamiques productives et les rapports de force dans ce pays⁷⁹ qui se place alors dans le giron des intérêts nord-américains. Avec l'expansion de la culture du café, les transformations structurelles sont majeures « sur le marché de la terre, sur les relations de travail, sur l'organisation du commerce et des finances »⁸⁰.

Dans ce contexte de pression pour l'exploitation des terres aptes à la culture du café, les petits paysans installés depuis plusieurs générations dans la région intérieure du pays ne peuvent pas faire valoir leurs droits de possession à cause des difficultés d'accès à des titres de propriété en règle et aux démarches juridiques nécessaires. Le rapport de force inégal face aux groupes dominants, déterminés à exploiter ces régions agricoles pour un marché du café juteux, les expulse donc de ces espaces et entraîne des mouvements de populations

⁷⁸Ibid., 26.

⁷⁹ De la même manière, J.Chonchol (1994, pp.174-176) montre comment les structures productives, foncières et sociales ont été largement modelées par la culture du café au Costa Rica à partir de la deuxième moitié du 19^e siècle. La concentration de la propriété et les méthodes mises en place par les grandes familles issues de l'oligarchie nationale pour remédier au manque de force de travail (mobilisation forcée, Règlement des journaliers, etc...) sont communes avec la situation nicaraguayenne.

⁸⁰Chonchol, *Sistemas agrarios en América Latina: de la etapa prehispánica a la modernización conservadora*, 177.

paysannes dépossédées de moyens de production, toujours plus vers l'intérieur⁸¹.

Dans la région des Segovias -où se situe un de nos municipes d'étude- une société paysanne a justement réussi à s'établir de façon stable au cours du 19e siècle, provoquant ainsi de vives tensions face à une oligarchie puissante. Le mouvement armé dirigé par le célèbre Augusto Sandino vise donc les grandes familles ou entrepreneurs agricoles qui spolient les terres des paysans, ainsi que la présence impérialiste étasunienne, liée dans une large mesure aux exploitations agricoles orientées vers les marchés d'exportation. Porté et protégé par les forces de l'armée sandiniste, le secteur des petites paysanneries qui constitue la base sociale du mouvement sera frappé par le retour de l'hégémonie des forces économiques dominantes nicaraguayennes et transnationales après l'assassinat de Sandino en 1934, quand celles ci réussiront à imposer leur structures productives et commerciales ainsi que leur contrôle sur le foncier.

De 1935 à 1979, la dynastie Somoza règne sur le pays en centralisant le pouvoir économique, politique et militaire, profitant de l'inconditionnel soutien étasunien (dans le cadre de la lutte anti-communiste) et accumulant d'immenses richesses personnelles autour de l'exploitation du coton, du café et de l'élevage. Dans le domaine agraire, cette période est marquée par une économie nationale qui lie des relations de dépendance très fortes avec le secteur agro-exportateur. Les cultures de canne à sucre, tabac, mais surtout café et coton dominant la gestion productive et foncière contrôlée par l'entourage de la famille au pouvoir, par les groupes oligarchiques traditionnels et par les structures capitalistes du marché mondial. Grâce aux conditions favorables assurées par les politiques socio-économiques des Somoza qui se placent en intermédiaires entre le marché nord-américain et les grands producteurs nicaraguayens, le modèle agro-exportateur profite, durant cette période, de prix favorables sur le marché international, de l'amélioration des ports et infrastructures de transport, de garanties aux capitaux étrangers, de très bas salaires et de l'aide de l'État en termes de crédits de production tournés vers les acteurs capitalistes.

81Demyk, « Café et pouvoir en Amérique centrale ».

Ces logiques entraînent très rapidement la dépossession des moyens de production des couches paysannes et la formation d'un secteur d'ouvriers agricoles mobilisés de façon temporaire sur les plantations. Dans le même temps, un front de colonisation paysanne s'ouvre de nouveau vers l'est au travers de la loi de Réforme agraire et de la création de l'Institut Agraire (IAN) au début des années 1960. L'expropriation des terres privées ou communautaires qu'elle impose se fera en réalité surtout au profit des grands exploitants de coton qui faisaient face à une forte pression foncière dans la région occidentale.

L'État organise donc la migration des paysans sans terre vers l'intérieur du pays: de petites parcelles sont concédées autour des grandes propriétés afin de fixer les populations et de s'assurer de leur stabilité au service de l'économie de plantation. Ces familles de petits ou moyens producteurs de la frontière agricole connaîtront un développement notable grâce à une certaine intervention de l'État qui placera ces structures en position centrale pour l'approvisionnement des marchés internes et des villes en croissance démographique.

L'avancée de la frontière agricole n'a cependant pas compensé l'extrême concentration des ressources foncières et la réforme, loin de procéder à une distribution plus égalitaire des ressources, n'a fait que poursuivre la logique de polarisation socio-économique autour des propriétaires terriens traditionnels nicaraguayens et des nouveaux membres de l'empire Somoza -deux groupes alimentant par ailleurs de fortes tensions politiques lors de cette période.

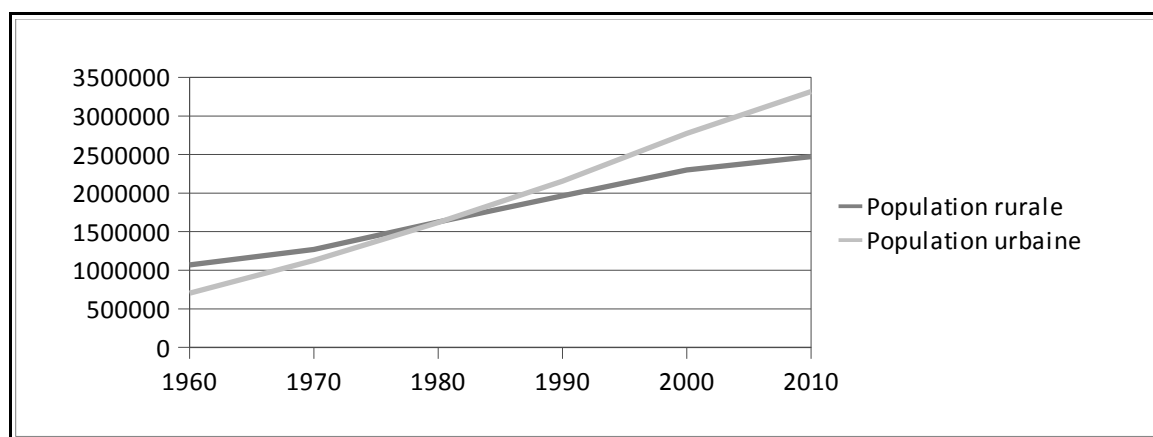
La croissance dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage tient au haut degré de valeur ajoutée des productions comme le café, le coton, les bananes, le sucre ou la viande bovine, mais surtout à l'expansion des superficies cultivées ou mises en pâture. Entre 1951 et 1979, les premières sont passées de 430 à 700 mille hectares tandis que les deuxièmes sont passées de 675 mille à 2,8 millions d'hectares⁸².

⁸²Chonchol, *Sistemas agrarios en América Latina: de la etapa prehispánica a la modernización conservadora*, 318.

1.2.2. Apogée, essoufflement et éviction du sandinisme, quelle place pour les acteurs ruraux ?

Au moment de la victoire sandiniste en 1979, les transformations sociales et productives expérimentées dans le pays ont largement été accompagnées d'importants flux de population des campagnes vers les villes. Si dans les années 1950 et 1960, la majorité de populations rurales est nette, la tendance s'inverse à partir du début des années 1980 (graphique 1).

Graphique 1. Croissance de la population rurale et urbaine depuis 1960 au Nicaragua



Source : Données de la Banque Mondiale⁸³
Réalisation : D.Prunier

Parallèlement, le secteur agricole est primordial pour l'économie nationale, non seulement en terme de produit intérieur mais aussi en termes d'apport de devises par les exportations de produits agro-industriels. Les populations paysannes sont largement exclues de l'accès au foncier et le niveau de concentration des ressources entre les mains d'un groupe restreint est au plus haut : les petits producteurs minifundistes, représentent plus de la moitié du total des propriétaires et possèdent moins de 5% des terres cultivables tandis que les 575 plus grandes exploitations en concentrent plus de 37%⁸⁴. Par ailleurs, qu'elles soient sans terre ou qu'elles possèdent un petit lopin, les familles paysannes constituent la

83 <http://donnees.banquemondiale.org>

84 IRAM, « Estudios sobre la tenencia de la tierra », 37.

force de travail temporaire dans les exploitations agro-exportatrices de la frange pacifique ou des zones vierges colonisées avec l'avancée du front agricole. On est donc dès la fin des années 1970 en présence d'une force de travail agricole qui se compose de paysans qui ne bénéficient pas d'un accès direct à la terre, qui sont dépossédés des moyens de production pour l'activité agricole domestique et qui constituent un groupe de paysans salariés ou semi-salariés.

Le nouveau gouvernement post-révolutionnaire est un gouvernement d'union nationale réunissant divers franges de la société -allant des mouvements marxistes jusqu'à la bourgeoisie agraire, tous opposés à la dictature des Somoza. La construction d'une économie mixte doit donc comporter à la fois les secteurs de l'entrepreneuriat privé, de l'État, des coopératives et des paysanneries. Le gouvernement sandiniste cherche surtout à garantir la sécurité alimentaire nationale et l'industrialisation du secteur agricole au travers de l'utilisation intensive de machines, techniques et intrants. L'État prend donc en charge la modernisation de l'activité agricole nationale en créant des entreprise étatiques (APP pour *Area Propriedad del Pueblo* : Zone Propriété du Peuple) et des coopératives de production -à partir notamment de l'aide extérieure, en plein contexte de Guerre Froide- mais aussi en continuant de soutenir et de renforcer le secteur latifundiste des bourgeoisies agraires traditionnelles.

En effet, lors de la première phase de la réforme agraire (1979-1980), si les confiscations des terres contrôlées par le clan Somoza représentent environ 20% des terres agricoles du pays, la bourgeoisie agraire antisomociste s'est également vue retirer une partie de ses terres (8%, avec indemnisation) mais a, dans le même temps, continué à en contrôler 25% tout en bénéficiant de stimulations de la part de l'État en termes de crédits ou d'avantages commerciaux. Les fermes d'État (environ 12% des terres agricoles du pays) sont ainsi créées sur la base de ces confiscations, puis, durant la seconde phase de la réforme agraire (1981-1984), les coopératives de production (13% des terres agricoles du pays) constituent le secteur prioritaire du gouvernement qui soutient leur activité par un apport de crédit, d'intrants, d'aide technique ou de formation⁸⁵.

Les Coopératives Agricoles Sandinistes (CAS), au fonctionnement totalement collectivisé,

⁸⁵Levard, « Nicaragua: los cambios técnicos bloqueados por las relaciones de fuerza política », in *Linck T.: Agriculturas y campesinados de América Latina: mutaciones y recomposiciones* (México: Fondo de Cultura Económica, ORSTOM, GRAL, 1994), 69.

sont surtout situées dans la frange Pacifique où les anciens travailleurs journaliers ou temporaires sont intégrés aux nouvelles structures de production toujours orientées vers l'agroexportation. Les Coopératives de Crédits et de Services (CCS), elles, sont constituées de paysans travaillant individuellement mais se réunissant pour l'obtention de crédits à la production. Ces structures sont plus présentes à l'intérieur du pays et se dédient à la production de céréales pour le marché intérieur (maïs, haricot, riz)⁸⁶.

Si on estime que la réforme agraire a bénéficié à environ un tiers des familles rurales nicaraguayennes⁸⁷, la situation des secteurs paysans s'est pourtant aussi largement dégradée : très vulnérables sur le marché des productions agricoles, ils souffrent aussi de la situation de sous-emploi structurel et de baisse des salaires de journaliers agricoles, trois facteurs entraînant ensemble l'explosion du phénomène d'émigration des campagnes vers les villes.

En réalité, les petites exploitations privées des paysans pauvres ou les systèmes de production traditionnels tels que la location, le fermage ou le métayage ne sont pas renforcés ; au contraire, la création de structures collectives (à partir de la nationalisation des grandes entreprises d'exportation) et le soutien au secteur de la bourgeoisie agraire traditionnelle vont dans le sens d'une nécessité de conservation des infrastructures, logiques de production et de commercialisation pour maintenir la rentabilité et l'efficacité des réseaux sur ces productions d'exportation, centrales pour l'économie nationale⁸⁸. La réforme agraire s'intensifie et se concentre autour des cultures d'agro-exportation mais aussi autour des activités de transformation agro-industrielles qui y sont liées (*beneficios* de café, *ingenios* de canne à sucre, égreneuses de coton, abattoirs, etc..).

Dans la gestion foncière et agro-industrielle du gouvernement sandiniste, le modèle agro-exportateur ne cesse d'être promu : cette agriculture à grande échelle puissamment capitalisée doit être conservée mais la concentration des excédents économiques doit

86Chonchol, *Sistemas agrarios en América Latina: de la etapa prehispánica a la modernización conservadora*, 326.

Ibid.

87E. Baumeister, « Las reformas agrarias en Centroamérica: un balance de sus resultados al finalizar los años 90 », in *Clemens H. et Ruben R.: Nueva ruralidad y política agraria: una alternativa neoinstitucional para Centroamérica* (Caracas: Centro de Estudios para el Desarrollo Rural, Vrije Universiteit te Amsterdam, 2001), 67.

88Levard, « Nicaragua: los cambios técnicos bloqueados por las relaciones de fuerza política », 69 et 71.

s'effectuer dans le cadre de l'État afin de générer, d'accélérer et de diriger des transformations structurelles. Dans les années 1980, le secteur réformé contrôle ainsi une part conséquente de la production agricole pour l'exportation⁸⁹.

« Des 77 entreprises de réforme agraire existantes en 1982, 22 se dédient à la production industrielle [...], 35 s'orientent vers l'agriculture d'exportation ou la production de riz et de sorgho pour le marché interne, et 20 sont des entreprises de services. Leur participation à la production nationale va de 5 à 50%, selon la branche d'activité. Dans le cas du riz, 59% de la production nationale provient du secteur étatique, dans le cas du tabac 50%, dans le cas de la canne à sucre 41%* »⁹⁰.

Toutefois, ces politiques cherchant à favoriser une redistribution plus égalitaire ne satisfont que trop peu les attentes de la base paysanne qui a formé le cœur de la mobilisation ayant permis la victoire du Front : elles ne prennent pas en compte les aspirations des petits paysans qui demandent souvent à accéder à la propriété privée sur leur parcelle. Les facteurs de diminution des niveaux de productivité agricole pendant cette période sont souvent directement associés à cette problématique des rationalités économiques paysannes: les paysans ne se sentant pas propriétaires de leur parcelle auraient ainsi tendance à adopter des comportements productifs plus passifs -ceux d'ouvriers agricoles- et à ne pas s'investir dans leur activité comme des entrepreneurs cherchant à maximiser leurs rendements. L'économie sandiniste planifiée et centralisée a ainsi en quelques sortes manqué l'intégration et l'impulsion technique des couches paysannes dont le potentiel productif a parfois été étouffé par les cadres coopératifs.

Le décalage entre les demandes des groupes qui s'étaient mobilisés et avaient fait pression aux côtés du mouvement sandiniste (d'une part, les paysans pour l'augmentation des salaires agricoles et l'accès à la terre ; d'autre part, les familles oligarchiques traditionnelles contre l'emprise foncière et productive sans partage des Somoza) et les modalités de la réforme agraire entreprise après la victoire du Front est souvent souligné. C'est dans ce contexte de tension et de risques de consolidation de l'opposition que le FSLN a créé en 1981 la *Unión Nacional de Agricultores y Ganaderos* (UNAG), institution encore très

⁸⁹Baumeister, « Las reformas agrarias en Centroamérica: un balance de sus resultados al finalizar los años 90 », 67.

⁹⁰Chonchol, *Sistemas agrarios en América Latina: de la etapa prehispánica a la modernización conservadora*, 323-324.

puissante aujourd'hui, ayant alors pour objectif l'association entre les petits et moyens producteurs et la bourgeoisie prosandiniste⁹¹.

En tout état de cause, les types de propriétés agraires, d'organisation de la production et de participation des travailleurs ont ainsi été modelé loin des attentes des deux couches socio-économiques sur lesquelles le mouvement sandiniste s'appuyait pourtant : les classes populaires rurales et urbaines, et le secteur de la bourgeoisie détentrice des moyens de production et de la ressource foncière. L'initiative d'État a primé sur la logique d'entrepreneuriat et les décisions politiques et économiques ont été prises par des technocrates, dirigeants politiques ou gradés militaires qui ont construit autour de l'idéologie collectiviste un mode de production basé sur de grandes unités, sur une logique d'entreprise à grande échelle et sur un contrôle et une redistribution bureaucratiques.

Tout au long des années 1980, le contexte guerre civile entre le groupe révolutionnaire d'orientation marxiste constitué autour du bloc sandiniste et le camp opposé appuyé depuis l'intérieur par la bourgeoisie, l'Église, les anciens fidèles du somocisme, les classes populaires déçues, et, depuis l'extérieur -au travers de la résistance armée des Contras- par les États-Unis, a par ailleurs empêché le projet politique et social des sandinistes d'être mené à bien. L'énorme augmentation du budget militaire a réorienté les réformes, qu'elles soient sociales, politiques ou agraires. La troisième phase de la réforme (1985-1987) s'est alors jouée sur l'« alliance stratégique ouvrière-paysanne » au cours de laquelle le gouvernement a flexibilisé ses positions en distribuant les terres de façon individuelle aux petits producteurs qui préféraient faire fonctionner leur économie familiale sur la base de la propriété privée de la terre et de la gestion domestique de l'activité productive et qui, surtout, constituaient la « base politique de la révolution » et le « facteur-clé dans le conflit politico-militaire *»^{92 93}.

91M. Merlet, « Reformas agrarias, mercados de tierra y organizaciones campesinas en Nicaragua y Honduras: fracasos y retos », in Léonard et al.: *Políticas y regulaciones agrarias: Dinámicas de poder y juegos de actores en torno a la tenencia de la Tierra* (México: Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, 2003), 199.

92Jan P. De Groot, « Transformación agraria en Nicaragua en los años ochenta y perspectiva actual », in Linck T.: *Agriculturas y campesinados de América Latina: mutaciones y recomposiciones* (México: Fondo de Cultura Económica, ORSTOM, GRAL, 1994), 331.

93A. Musset, *Hombres nuevos en otro mundo: Nicaragua en 1980 en los diarios de la Cruzada Nacional de Alfabetización* (Managua: IHNCA-UCA, 2005).

La quatrième étape coïncide avec les négociations de paix de la fin des années 1980. La réforme agraire évolue comme un instrument politique de démobilisation et de réinsertion sociale des anciens combattants des armées régulières (FSLN) et irrégulières (Contras). Il est à ce moment question de solidifier et cimenter les bases sociales paysannes en les éloignant des forces insurgées ; pour étouffer l'opposition anticommuniste armée ou même les mouvements appelant à une transition vers le socialisme, les distributions de terres individualisées seront donc activées par le gouvernement. Ces « concessions politiques » aux secteurs insurgés qui bénéficiaient de fortes bases rurales ont renforcé « l'association entre processus de réforme agraire, demandes paysannes et dynamique politique nationale* »⁹⁴.

Si les premières phases des politiques sandinistes ont donné la priorité aux structures productives étatiques et aux affectations de terres vers les coopératives, les dernières années de la décennie 1980 ont vu la tendance totalement s'inverser avec l'effort de distribution des terres aux producteurs individuels (tableau 4). D'après M. Merlet, les exploitations de moins de 200 manzanas⁹⁵ occupaient 47% de la SAU en 1978, 54% en 1990 et presque 70% en 1993 : « au travers de réformes successives et contradictoires, le Nicaragua serait devenu un des pays d'Amérique latine avec la structure foncière des moins déséquilibrée* »⁹⁶.

Tableau 4. Répartition (en %) de l'attribution des terres dans la première moitié des années 1980 au Nicaragua

	1981-82	1984	1985
Secteur réformé	70	57	5
Secteur privé des petits et moyens producteurs	30	43	95

Source : J.Chonchol, 1994⁹⁷
Réalisation : D.Prunier

⁹⁴Baumeister, « Las reformas agrarias en Centroamérica: un balance de sus resultados al finalizar los años 90 », 75.

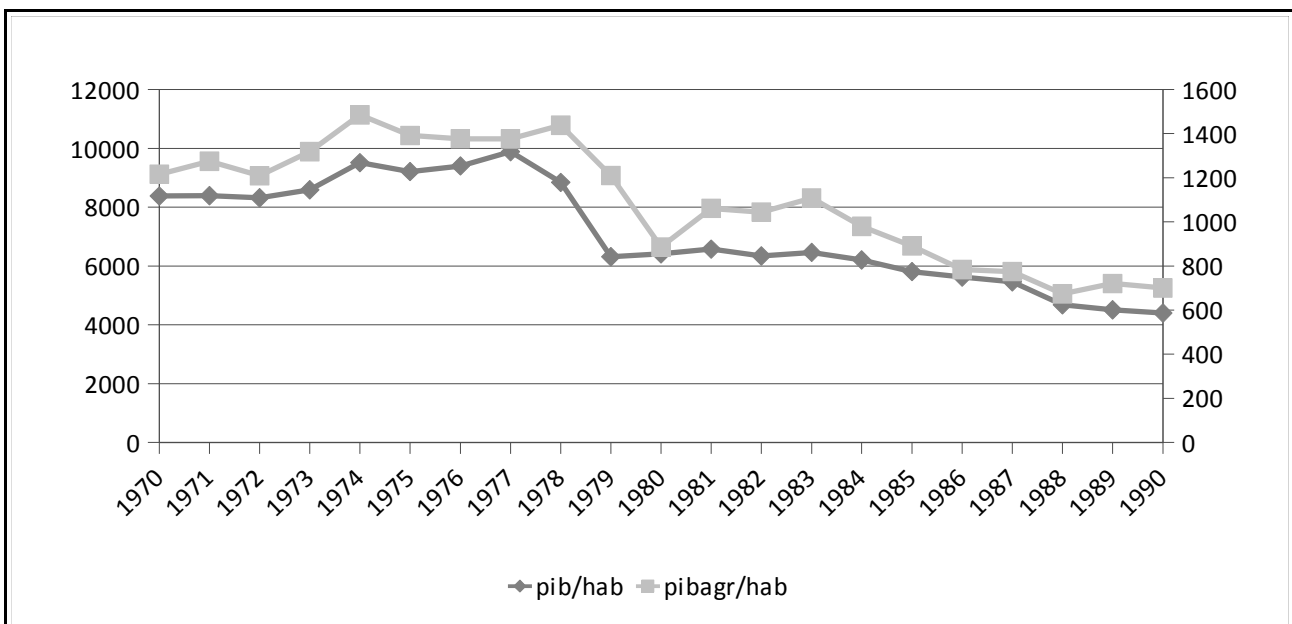
⁹⁵ La manzana est l'unité de mesure des superficies utilisée au Nicaragua, elle équivaut à environ 0,70 hectares

⁹⁶Merlet, « Reformas agrarias, mercados de tierra y organizaciones campesinas en Nicaragua y Honduras: fracasos y retos », 203.

⁹⁷Chonchol, *Sistemas agrarios en América Latina: de la etapa prehispánica a la modernización conservadora*, 326.

Finalement, les chiffres de la dégradation de la situation économique entre les années 1970 et 1980 montrent bien comment les transformations radicales des structures de production nationales ainsi que le climat de tension armée dans de nombreux espaces nationaux ont fortement déstabilisé l'économie nicaraguayenne pendant cette décennie des années 1980⁹⁸. Entre 1978 et 1988, le PIB agricole a chuté de plus de 26,8% et si on y ajoute l'augmentation de la population pendant cette même période (+30%), on peut évaluer à 43,7% la baisse moyenne annuelle du produit agricole brut par habitant. Le PIB par habitant est, lui, passé de 9882 à 5462 córdobas dans cette même période (graphique 2) tandis que la valeur des exportations a diminué de plus de 63% (graphique 3).

Graphique 2. Le Produit Intérieur Brut et le Produit Intérieur Brut Agricole nicaraguayens (en millions de cordobas constants) reportés au nombre d'habitants sont en chute dans les années 1980

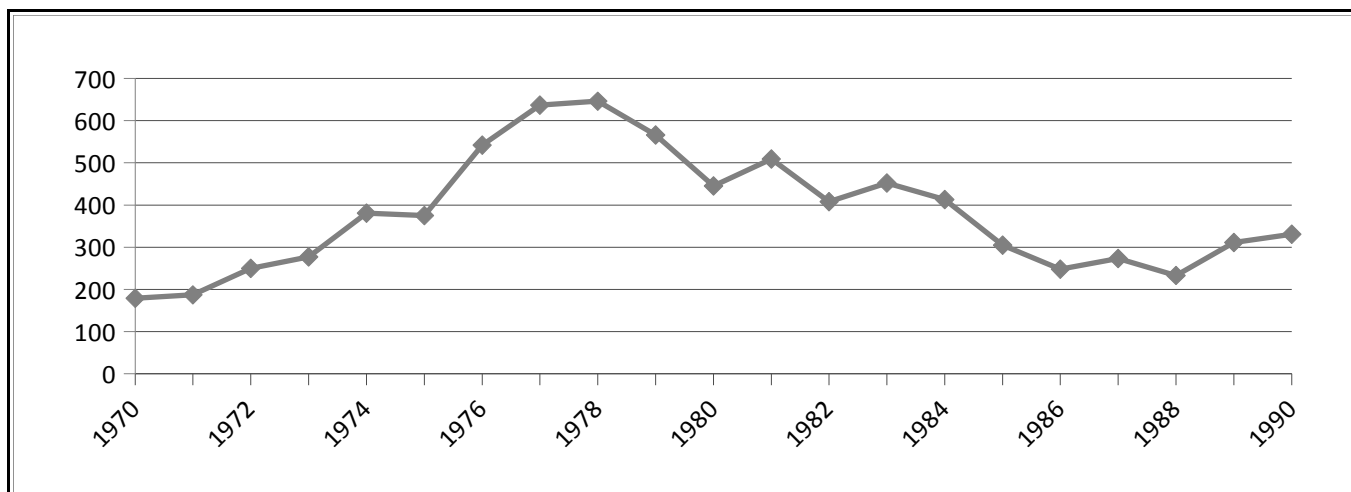


Source : Données de la Banque Centrale du Nicaragua et de la Banque Mondiale⁹⁹
Réalisation : D.Prunier

98E. Baumeister, « Tendencia de la agricultura centroamericana en los años ochenta », in *Gitli E.: Centroamérica: los desafíos, los intereses, las realidades* (México: Universidad Autónoma Metropolitana-Azcapotzalco, Gernika, 1989), 288.

99 <http://www.bcn.gob.ni> et <http://donnees.banquemondiale.org>

Graphique 3. Valeur des exportations de 1970 à 1990 (en millions de dollars US) au Nicaragua



Source : Données de la Banque Centrale du Nicaragua¹⁰⁰
Réalisation : D.Prunier

Entre la défaite du FSLN aux élections présidentielles et la prise de pouvoir de Violeta Barrios de Chamorro (UNO, *Unión Nacional de Oposición*), de nouvelles lois sont rapidement mises en place afin de titulariser formellement une grande majorité des terres qui avaient été attribuées avec des titres provisoires mais qui ne bénéficiaient pas de titres définitifs permettant la reconnaissance officielle sur les registres publics agraires. L'instabilité due aux différents juridiques, au manque de clarté dans l'acquisition des parcelles, aux réclamations et rapports de force inégaux entre structures paysannes et capitalistes s'est pourtant poursuivie pendant les années suivantes et on soulignera qu'elle perdure aujourd'hui encore.

Le nouveau gouvernement de Doña Chamorro fait face dès le début de son mandat à une crise économique très profonde. Pour répondre aux exigences économiques imposées dans le cadre des politiques d'ajustements structurels et pour ainsi obtenir des financements extérieurs (Banque Mondiale, FMI), il cherche à faire augmenter rapidement les exportations autour du secteur de la production de coton et des structures de production des oligarchies traditionnelles.

La pacification de la situation politique qui mène à une réorganisation sociale et territoriale

¹⁰⁰ <http://www.bcn.gob.ni>

s'exprime notamment par quatre phénomènes (qu'on peut considérer en chaîne):

- la réouverture de la frontière agricole qui entraînera d'intenses dynamiques migratoires vers l'intérieur du pays;
- l'effort d'individualisation et de titularisation de la propriété rurale de la part de l'État ;
- la vente massive des parcelles attribuées lors de la réforme agraire;
- la régularisation des terres et l'indemnisation des expropriations ayant eu lieu durant la réforme agraire des années 1980 ainsi qu'une intense dynamique de privatisation du secteur rural, c'est à dire des terres et infrastructures agricoles et agro-industrielles qui avaient été nationalisées par le gouvernement sandiniste. En 1993 par exemple, 70% des coopératives collectives avaient effectuées la parcellisation des terres (Matus et al., 1993, cité dans E. Baumeister¹⁰¹). La réforme agraire disparaît alors complètement de l'agenda gouvernemental et les politiques néolibérales sont amplement développées, depuis cette période jusqu'à nos jours.

D'après les travaux de A. Ruiz García et Y. Marin Lopez¹⁰², à partir du début des années 1990, la production agricole s'est redynamisée (le PIB agricole a ainsi augmenté de 4,6% de 1990 à 2000) après une demi-décennie de récession. La signature des accords de paix a permis à de nombreuses familles rurales de revenir sur leurs terres et de les remettre en valeur. Cependant, il s'agit alors surtout d'un processus de récupération des pertes engendrées durant les années de guerre civile et d'une croissance développée selon un modèle extensif.

Au début des années 1990, le retour de la paix a donc permis la réactivation de l'activité agricole dans les secteurs qui furent le théâtre du conflit armé. La croissance de la production agricole est alors en partie due à une augmentation des surfaces semées pour la consommation interne (céréales de base) et de plusieurs cultures traditionnelles d'exportation, ainsi qu'à une réactivation de la production laitière.

Si la production d'agro-exportation retrouve une relative stabilité à partir de cette période, le secteur des paysanneries reste, lui, très affecté au niveau des structures agraires et des mécanismes de marché. Les politiques d'ajustement structurel entraînent la rupture entre

101Baumeister, « Las reformas agrarias en Centroamérica: un balance de sus resultados al finalizar los años 90 », 76.

102A. Ruiz García et Y. Marin López, *Revisando el agro nicaragüense* (Managua: Magfor, Nitlapan, FAO, INEC, 2005), 9-16.

les petits producteurs et l'État qui ne garantit plus ni le crédit, ni les prix, ni les soutiens techniques ou l'approvisionnement en intrants. L'instabilité de la production vivrière ou commerciale s'ajoute donc à des rapports de force désavantageux entre le milieu rural et les marchés urbains : pour les familles paysannes nicaraguayennes, la production s'oriente de moins en moins vers le marché et de plus en plus vers l'autoconsommation.

Par ailleurs, avec la libéralisation du marché foncier et la régularisation d'une partie des titres, les ventes de terres agricoles ont énormément augmenté. L'alternative de la vente ou de la location des parcelles constitue alors pour certaines familles paysannes une option privilégiée lorsque les moyens de production ne permettent pas de soutenir une production domestique viable. L'apport de revenus fixes à partir de cette contractualisation autour de la ressource foncière a pu être considéré comme un « pêché originel » dérivé des politiques collectivistes ayant entretenu une « mentalité de journalier »¹⁰³ pour ces catégories de paysans plus enclins à régir un contrat (sur la base de l'offre de leur force de travail ou de la possession d'une parcelle) qu'à gérer une exploitation dans une logique entrepreneuriale. Dans les régions d'étude qui nous occupent, le phénomène de la vente a surtout été prégnant dans la zone nord frontalière avec le Honduras, tandis que les locations ou les accords avec des entreprises apportant le capital et les moyens de production sont autant visibles dans les deux terrains d'étude, particulièrement en présence d'exploitations destinées à l'exportation (tabac à Palacagüina, cacahuète à Posoltega, comme nous pourrons le voir en détail plus en avant).

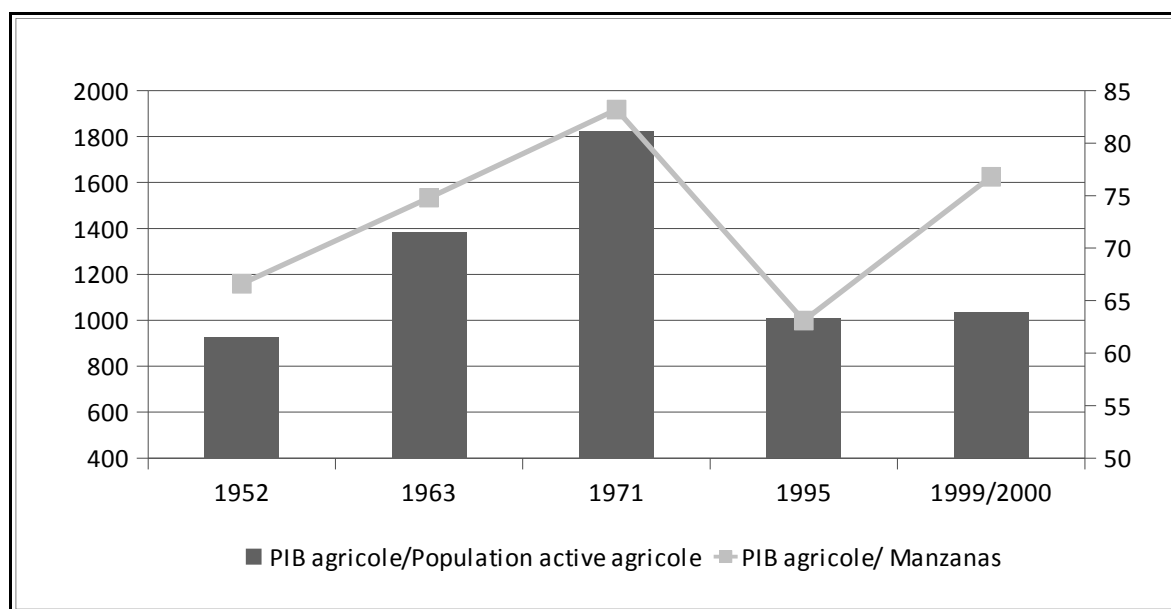
1.2.3. Panorama économique et productif actuel : résistance, vulnérabilité et place des paysanneries nicaraguayennes

Le PIB agricole de 2000 équivalait à 92% du PIB agricole de 1978. Dans le même temps, la population nicaraguayenne totale a doublé et la population active dans le secteur primaire a augmenté de 50%, aggravant sévèrement le problème de pauvreté rurale. Parallèlement, la dégradation des ressources naturelles et les indices de pauvreté dans les campagnes se trouvent en évolution croissante.

¹⁰³Baumeister, « Las reformas agrarias en Centroamérica: un balance de sus resultados al finalizar los años 90 », 80.

Le pays n'est pas parvenu à une véritable amélioration technologique dans le secteur agricole et les niveaux de productivité restent faibles. La croissance de la production agricole s'explique en partie, pour ces trois dernières décennies, par l'augmentation des surfaces cultivées qui a elle-même entraîné une diminution des rendements par unité de superficie. La superficie agricole totale a ainsi quasiment doublé et on note une chute du rendement par manzana et par travailleur (graphique 4) ainsi qu'une faible évolution des techniques de production. L'ensemble de ces éléments confirment l'évolution de type extensif du mode de production agricole au Nicaragua, la productivité de la force de travail étant une des plus faibles d'Amérique centrale. La faible productivité agricole par unité de superficie s'explique, en partie, par l'utilisation extensive des sols, basée sur le système de « *roza y quema* » (culture sur brûlis) qui reste la méthode la plus rationnelle pour les petits producteurs ne pouvant supporter les coûts élevés des intrants et étant victimes de la fluctuation des prix de leurs productions. Les formes de mise en valeur et les systèmes de production ont donc conservé le modèle traditionnel de culture sur brûlis associée à un faible apport d'intrants et à l'utilisation de semences à faible productivité.

Graphique 4. Le modèle extensif de production agricole au Nicaragua



Source : A.Ruiz García et Y.Marin López, 2005¹⁰⁴
Réalisation : D.Prunier

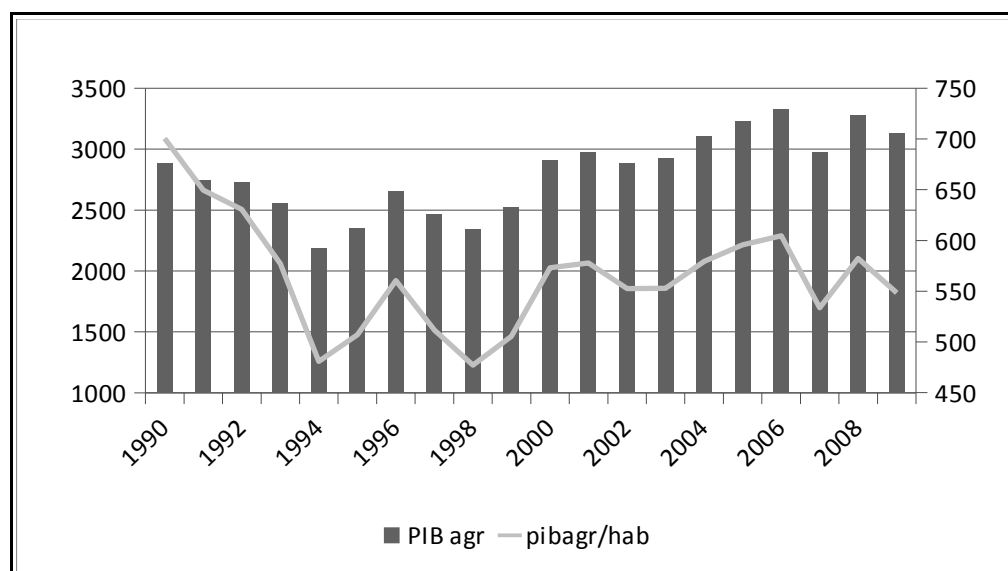
104Ruiz García et Marin López, *Revisando el agro nicaragüense*.

Le PIB agricole par hectare nicaraguayen a toujours occupé la dernière place parmi les pays centraméricains, bien qu'en 1999 par exemple, le Nicaragua détenait le plus de superficie en *fincas* (exploitations) de la région. En termes de productivité de la main d'œuvre, le Nicaragua arrive également en dernière position à l'échelle régionale.

Malgré les lourds problèmes structurels du secteur agricole nicaraguayen, il garde une place centrale dans l'économie nationale : environ 20% du PIB et 30% de la population active¹⁰⁵. La création d'une logique productive extensive basée sur la poussée de la frontière agricole et la valorisation de nouvelles terres a entraîné la réalisation d'investissements dans les régions intérieures du pays pour l'amélioration du réseau de communication et de commercialisation. Ceci a largement participé à la réactivation de l'activité agricole et à l'intensification dans le secteur de l'élevage (notamment laitier).

Toutefois, le modèle de développement agricole reste basé sur les stratégies extensives d'exploitation des ressources et les logiques de production demeurent fragiles (graphique 5), la dynamique de croissance qu'expérimente aujourd'hui le secteur agraire nicaraguayen étant fortement dépendante des fluctuations des prix sur le marché global.

Graphique 5. Évolution du Produit Intérieur Brut Agricole (en millions de córdobas constants) et rapport à l'augmentation de la population nicaraguayenne



Source : Données de la Banque Centrale du Nicaragua et de la Banque mondiale¹⁰⁶
Réalisation : D.Prunier

105 <http://donnees.banquemondiale.org>

106 <http://www.bcn.gob.ni> et <http://donnees.banquemondiale.org>

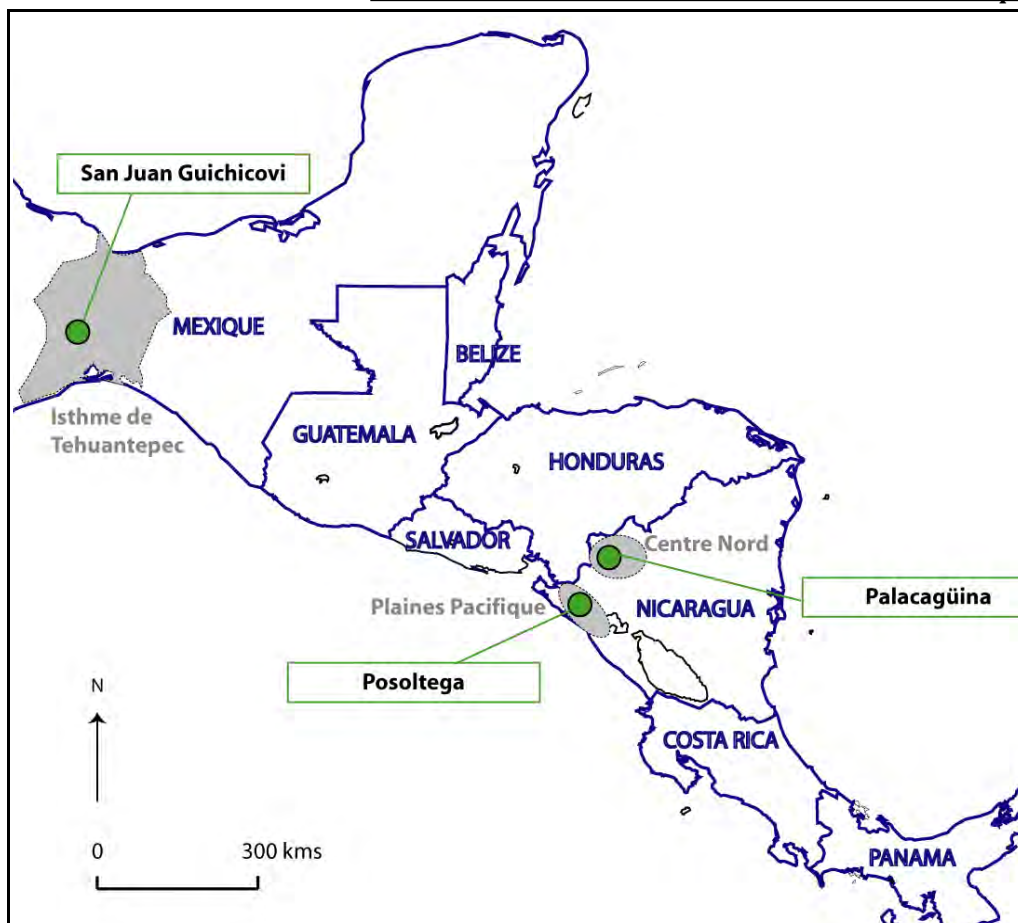
2. Peuplement, productions et mobilités : l'organisation territoriale des environnements régionaux

Dans les contextes nationaux précédemment décrits, on a pu saisir l'importance de l'inégalité des structures de production ainsi que la centralité des rapports de force économiques et politiques qui régissent la formation et l'évolution des secteurs paysans dans chacun des deux pays. Mais on retrouve également cette logique de pouvoirs, de polarisation et de mise en tension des rapports spatiaux et productifs en observant les dynamiques spécifiques qui se jouent à l'échelle des cadres régionaux.

Parce que l'organisation économique et territoriale produit des expressions spécifiques de la ruralité à l'échelle de la région, mais aussi parce que la démarche de recherche multiscalaire était largement associée à une approche ample et progressive par le terrain, nous progressons à présent vers une présentation plus circonscrite des modalités de maintien, d'évolution et d'expression de la ruralité dans les cadres régionaux.

De 2007 à 2010, chacune des périodes de travail de terrain a permis de situer les localités dans leur environnement territorial proche, de sonder les espaces urbains et les infrastructures connectés aux campagnes, afin de mieux saisir les enjeux des dynamiques spatiales pour les populations rurales engagées dans des parcours de mobilité.

Carte 1. Localisation des trois cas d'étude en Amérique centrale



Réalisation : D.Prunier

2.1. L'Isthme de Tehuantepec

Les séjours successifs sur le terrain dans la région de l'Isthme de Tehuantepec ont permis de cerner comment les modes de vie et de production ruraux sont modelés par le rapport aux centres régionaux industriels et urbains, aux axes de connectivité et aux points de passage d'une zone transocéanique, et donc aux logiques régionales isthmiques dans leur ensemble.

La construction du chemin de fer et les répétitifs projets nord-américains d'axe transisthmique ont d'abord donné à la région son importance géopolitique mais ce sont aussi les politiques nationales d'industrialisation et de réforme agraire qui ont été

structurantes dans la création de territoires économiques¹⁰⁷. Dans l'Isthme, l'intervention de l'État mexicain s'exprime donc tout particulièrement, entre 1930 et 1980, autour de l'industrie pétrolière implantée dans les complexes industrialo-portuaire des deux côtes et autour de la logique nationale agraire qui s'est engagée dans les espaces régis par les structures socio-productives paysannes de l'ejido. La constitution des communautés rurales y est ainsi intimement liée aux constructions historiques de l'espace socio-productif rural et au processus de réforme agraire¹⁰⁸.

Depuis les années 1990, le retrait de l'État dans les domaines agricoles et industriels tend à bouleverser les structures spatiales et les logiques économiques familiales auparavant basées à la fois sur l'ancrage des communautés agraires et sur la polarisation des marchés du travail salarié dans les centres industriels et urbains. Les conséquences locales sont importantes, notamment en termes de politiques sociales étatiques (syndicats secteurs pétroliers et agricoles, subventions, aides familiales), d'orientation des mobilités et de gestion des stratégies familiales et collectives.

Pour mieux comprendre les héritages mais aussi les mutations des logiques territoriales et productives développées par les familles rurales dans l'Isthme, il faut donc commencer par dessiner les contours et cerner les fonctions des différents types d'espaces que nous avons pu rencontrer. Les phases de terrain destinées au *sondage* de la zone et à la compréhension régionale des dynamiques rurales orientent dans un premier temps notre analyse vers la (re)construction des ruralités autour de la diversification des ressources et de la valorisation des espaces productifs à diverses échelles. En fonction des types et des structures de production ainsi que de la place de chaque espace dans les processus de mobilités régionales et extra-régionales, on pourra distinguer trois zones et décliner, à partir des premières observations et entretiens menés, les différentes modalités

107E. Léonard et E. Velázquez H., *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales* (México DF: CIESAS, IRD, 2000); CIESAS et SEDESOL, « Desarrollo regional sustentable del Istmo de Tehuantepec. Informe final », 2007; Velázquez H. et Machuca Gallegos, *El Istmo mexicano: una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales*.

108A. Michel, « Le modèle communautaire dans l'Etat-nation capitaliste. Etude des communautés de l'isthme de Tehuantepec (Mexique) au vingtième siècle » (sous la direction de J. Piel, Université Paris Diderot, 2004); A. Michel, « Los territorios de la reforma agraria. Construcción y deconstrucción de una ciudadanía rural en las comunidades del istmo oaxaqueño (1930-1984) », in Velásquez E., Schapira M.F., Léonard E.: *El istmo Mexicano, una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales*. (México DF: CIESAS, 2009).

d'articulation entre les multiples versants de l'économie familiale rurale.

2.1.1. Les villes régionales

Anciens pôles de l'économie transisthmique, nœuds urbains du commerce régional ou centres de l'industrie pétrolière, les villes moyennes de l'Isthme sont les points d'articulation, les bases et les tremplins des stratégies collectives et familiales. C'est dans ces espaces que se sédimentent les ressources et les opportunités d'emploi salarié pour les populations rurales régionales qui commenceront donc à organiser leurs mobilités autour des territoires *produits* par l'industrie et par l'État.

Les complexes pétroliers de Salina Cruz, Coatzacoalcos et Minatitlan ont connu un développement économique et démographique très rapide dans les années 1970 grâce aux investissements de l'État dans le secteur pétrolier (PEMEX) et à l'afflux de main d'œuvre alors impulsé. Ces arrivées de population se sont déroulées suivant plusieurs vagues durant toute la seconde moitié du 20^e siècle ; provenant pour la plupart de la région de l'Isthme même, elles ont notamment été canalisées et dynamisées par les organisations syndicales et par leur *leaders*. L'accès à l'emploi dans les usines de PEMEX est en effet régi par un système de contrôle et de clientélisme qui permet de donner son poste en héritage à un de ses enfants.

La chaîne de l'emploi et de transfert entre les générations sur laquelle pouvait se baser une grande partie des organisations familiales pluriactives en milieu rural est ainsi largement menacée par la précarisation de l'emploi (multiplication des contrats temporaires) et le moindre dynamisme de l'activité dans le secteur pétrolier. Elle est aussi fortement déséquilibrée face à un nouveau panorama régional dans lequel le marché du travail des petits centres urbains régionaux n'est plus en mesure d'absorber les contingents de jeunes générations d'actifs nés dans les années 1970 qui ne trouvent ni dans l'exploitation agricole domestique, ni dans le tissu économique rural local l'espace productif nécessaire à leur reproduction familiale.

Dans ces pôles urbains régionaux, les secteurs d'activité principaux sont ceux de l'industrie pétrolière, de la construction, des infrastructures de transport ou bien des services. Avec la

dépression de l'activité économique, la migration interne et internationale s'est développée depuis la fin des années 1990. D'après nos entretiens dans les zones périphériques de Minatitlan notamment, la zone de Cancún, de Guadalajara ou de la frontière nord constituent les principales destinations mais c'est aussi vers les États-Unis que les enfants d'employés du secteur pétrolier -ayant souvent eu accès à l'éducation secondaire et supérieure- peuvent se diriger, la ressource familiale stable du poste à PEMEX constituant un capital majeur pour entreprendre le projet d'émigration d'un des membres de la famille.

Les villes intermédiaires de Matías Romero ou Ixtepec se sont surtout développées au moment de l'apogée du trafic transisthmique via la ligne ferroviaire Salina Cruz-Coatzacoalcos, au début du 20^e siècle. Malgré la chute brutale de l'activité ferroviaire dans les années 1920, ces villes restent des centres urbains majeurs qui polarisent un ensemble de flux autour des marchés locaux de marchandises, de produits alimentaires et autour des emplois urbains.

Enfin, les villes commerciales de Acayucan, Tehuantepec, Ixtepec et surtout Juchitán constituent les nœuds commerciaux qui dominent la région. Leurs marchés drainent une grande partie de la production et de la redistribution à l'échelle régionale. La ville de Juchitán, et dans une moindre mesure celles d'Ixtepec et de Tehuantepec (fonctionnant toutes trois en réseau et en concurrence), s'articulent depuis plus d'un siècle autour de l'économie des services et du contrôle commercial des zones d'agriculture voisines, tandis que Acayucan, au nord de l'Isthme, fonde son économie sur les activités d'élevage environnantes.

2.1.2. Les zones d'agriculture commerciale

Les secteurs de l'agriculture commerciale dirigée vers le marché national ou vers l'exportation se répartissent entre céréaliculture, cultures de fruits (ananas, mangues, citrons, pastèques) et élevage bovin. Elles se développent dans le cadre de structures de production de taille moyenne et jouissent de niveaux de technification et de productivité bien moindre que dans les régions du nord ouest du pays mais bénéficient cependant

d'investissements privés¹⁰⁹ et d'une certaine prise sur les marchés.

Une première zone d'agriculture commerciale est située au sud de l'Isthme, dans les municipes de Chahuites, San Pedro Tapanatepec, Santo Domingo Zanatepec, Reforma de Pineda et San Francisco Ixhuatan. La céréaliculture, l'élevage ou des cultures telles que la pastèque, la courgette ou le melon sont fréquentes à moyenne échelle mais ce sont surtout la mangue et le sorgho qui dominent dans l'organisation des espaces agricoles locaux.

La deuxième zone particulièrement marquée par l'agriculture commerciale est celle de la région d'Acayucán¹¹⁰. Il s'agit d'une zone de colonisation agraire dans laquelle se sont installés des producteurs *colonos* organisés en syndicats d'éleveurs et provenant d'autres régions mexicaines (notamment du Michoacan). Dans ces espaces, la valeur élevée des parcelles -majoritairement possédées en propriété privée- est directement liée à l'exploitation bovine et on a pu observer que les installations des jeunes générations dans la ville de Mexico et les départs en migration vers le nord du pays ou les États Unis sont étroitement associés à la gestion de ce capital foncier et productif qui constitue, pour certaines familles, un patrimoine mobilisé tant pour les départs que pour les retours (transferts financiers et retour de migrants qui poursuivent une activité dans le lieu d'origine). Les recompositions territoriales tiennent dans ces espaces à la fois aux dynamiques de peuplement vers les villes ou vers l'étranger, et aux processus d'intégration économique régionale et transnationale¹¹¹.

2.1.3. Les zones d'agriculture de subsistance ou de commerce très local

Réparties sur le flanc ouest des lagunes, autour de l'axe transisthmique dans la partie de l'État de Oaxaca ou dans la Sierra Santa Marta du Veracruz, ces poches d'agriculture

109V. Brun, « Secteur privé et céréaliculture familiale dans le Mexique du libre-échange », *Économie rurale* n° 1 (2008): 90-107; Rodríguez, « Istmo de Tehuantepec: De lo regional a la globalización (o apuntes para pensar un quehacer) ».

110Léonard et Velázquez H., *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*; M. T. Rodríguez et B. Tallet, *Historias de hombres y tierras: una lectura sobre la conformación territorial del Municipio de Playa Vicente, Veracruz* (México DF: CIESAS, 2009).

111B. Tallet et R. Palma, « ¿Hacia un nuevo ordenamiento del espacio rural en el Sotavento veracruzano? », in *Estrada Igúniz M. et Labazée P.: Globalización y localidad: espacios, actores, movilidades e identidades* (México DF: CIESAS, 2007), 369-394.

familiale sont des espaces économiquement isolés dans lesquelles les familles paysannes construisent leur économie autour de l'agriculture vivrière et de la pluriactivité en milieu rural ou dans les petits centres urbains. Matías Romero, Juchitán, Tehuantepec ou San Andres Tuxtla constituent par exemple des pôles pour l'approvisionnement alimentaire, la vente de la production domestique et l'emploi salarié. Dans ces zones paysannes, la ruralité continue de s'exprimer et de fonctionner largement autour de l'activité agricole et de la ressource foncière, même si la diversification des activités et les mobilités (centres urbains régionaux et autres destinations nationales) sont des phénomènes qui marquent de plus en plus ces espaces abandonnés par les politiques agraires, productives et sociales de l'État.

Dans le cadre du programme TRANSITER, les travaux d'Emilia Velázquez¹¹² dans la Sierra Santa Marta ont permis de montrer comment le milieu rural était reconfiguré par les dynamiques de mobilités orientées à la fois vers le secteur industriel de la frontière nord et vers le secteur de l'agriculture d'exportation dans l'État du Sinaloa.

2.2. Le Centre Nord du Nicaragua

La zone centre-nord au Nicaragua constitue notre deuxième terrain d'étude. Le municiple de Palacagüina que nous avons plus longuement parcouru se trouve à la croisée de différentes régions agricoles: le territoire rural de cette zone est donc traversé par diverses dynamiques économiques, foncières et productives que nous décrivons sur la base de 4 types d'espaces (la distinction des régions agricoles est en bonne partie tirée des travaux de A. Ruiz García et Y. Marin Lopez^{113 114}).

112E. Velázquez H., « Migración indígena desde una región del Istmo veracruzano: movilidades y reconfiguración de territorios », *Inédit* (2012).

113Ruiz García et Marin López, *Revisando el agro nicaragüense*.

114 Dans cet ouvrage, la typologie de Maldivier et Marchetti permet d'identifier différents types de producteurs, mais aussi de se pencher sur la question des systèmes de production. En effet, « chaque producteur est le résultat d'une combinaison unique d'éléments socio-historiques, agro-climatiques, et d'une certaine dotation en ressources (capital humain, main d'œuvre et terres) ». Chaque type de producteur a « sa trajectoire de capitalisation pour laquelle il affronte ses propres « goulots » [limites] et requiert des politiques distinctes pour prospérer.* ». Voir annexe 3.

2.2.1. La zone paysanne

Dans la région sèche du nord du pays, la zone paysanne du nord, comprenant les municipes situés entre la frange bordant l'axe routier panaméricain et la frontière avec le Honduras, se caractérise par un climat sec et semi-aride, par une population paysanne et des systèmes de production assez intensifs.

Les cultures annuelles (16% des terres) et les pâtures prédominent dans cette zone, tandis que les cultures permanentes sont très rarement exploitées. Les principales productions sont le maïs, le haricot, le sorgho et le café. Au niveau national, cette zone produit 8% du haricot rouge, 6% du maïs, 46% du sorgho et 12% du sésame.

Les structures foncières de moins de 50 manzanas représentent 46% des superficies et 92% des exploitations, et 53% des familles sont de type paysans-salariés (*semicampesinos*), usant de 10% des terres, ce qui confirme le caractère paysan de cette zone.

2.2.2. La zone caféière paysanne

Au sein d'une région tropicale semi-humide et humide ayant eu la fonction de front pionnier durant les décennies 1940, 50 et 60, la région de la vieille frontière agricole est surtout occupée par des paysans bénéficiant d'un bon accès à la terre et relativement bien intégrés aux marchés, bien que la mauvaise qualité des voies de communication et le manque d'infrastructures de développement soient souvent un facteur limitant pour la distribution et la commercialisation. À l'est du municipe de Palacagüina, en direction des montagnes intérieures, la zone caféière paysanne (municipes de San Juan Rio Coco, Quilali, San Sebastian de Yali...) est donc le résultat d'une colonisation paysanne de la frontière agricole effectuée dans les années 1950-1960. Elle couvre un territoire d'altitude moyenne (plus de 500 m.) au climat subtropical humide (plus de 1400 mm de pluies en hiver).

Cette zone participe à 25% de la production nationale de café. Les cultures pérennes couvrent 16% de la superficie et les systèmes de production, bien que relativement diversifiés, sont majoritairement portés par le café, production qui a permis

l'intensification de la productivité paysanne. Les terres de pâturage occupent, elles, plus de 30% de la superficie en exploitation et les cultures annuelles (maïs et haricot) 15%.

Le système de propriété et d'usage de la terre de cette région est assez équitable : les exploitations de taille moyenne –entre 10 et 100 manzanas- sont majoritaires, elles représentent 40% des propriétés et concentrent 62% des terres. Les petites exploitations – inférieures à 10 manzanas- représentent 58% des propriétés et 13% des terres. La forte concentration des terres par les petites et moyennes exploitations montre que les structures de production sont avant tout paysannes dans cette zone. Les paysans-salariés (*semicampesinos*) -souvent en tant que journaliers agricoles- sont majoritaires (71%) et occupent 42% des terres. Les petits entrepreneurs (*finqueros*) et les grands entrepreneurs agricoles représentent 7% des producteurs mais possèdent 32% des terres. Ce sont les exploitants qui se dédient à la culture du café sur de moyennes ou grandes superficies et qui embauchent de façon temporaire une quantité importante de travailleurs agricoles journaliers.

2.2.3. Production de café et élevage

Associant production de café et élevage, la région de Matagalpa, Jinotega, San Rafael del Norte, La Concordia, San Sebastian de Yali vient rejoindre le municiple de Palacagüina par le sud.

Les cultures pérennes telles que le café occupent 16% des terres, tandis que 37% des superficies en exploitation servent aux pâturages bovins.

Le système de tenure de la terre est très inégal : 1% des exploitations (plus de 400 manzanas) détiennent plus de terres que les 80% de petites exploitations (moins de 20 manzanas). Presque la moitié des exploitations ne travaillent qu'une superficie inférieure à 5 manzanas mais n'occupent cependant à elles-toutes que 5% des terres. La structure sociale se présente ainsi de la même manière : 71% des exploitations font partie du secteur des paysans-salariés (*semicampesinos*) et ne font usage que d'un quart de la superficie en exploitation. Parallèlement, les petits entrepreneurs (*finqueros*) et les grands entrepreneurs agricoles cultivent la moitié des terres en ne représentant que 6% des exploitations.

La crise du café a fortement touché cette zone du pays hautement dépendante de cette

culture. La subsistance des classes paysannes les plus vulnérables se base fondamentalement sur le travail salarié et sur la migration vers les villes moyennes proches ou vers le Costa Rica.

2.2.4. Les centres urbains

Enfin, les centres urbains de Somoto (37 500 hab.)¹¹⁵ -capitale du département de Madriz auquel appartient le municpe de Palacagüina- et d'Ocotol (41 000 hab.) -capitale du département voisin de Nueva Segovia- constituent deux espaces d'attraction pour les populations rurales de la région qui peuvent y résoudre au quotidien des questions administratives ou qui peuvent s'approvisionner, commercer, étudier ou travailler dans les secteurs des services, de la santé, du commerce, etc.. Ces emplois souvent stables représentent pour les familles une source de revenu importante et donc un socle sur lequel l'économie familiale peut compter. La ville d'Estelí (122 300 hab.), capitale du département du même nom, est elle aussi un pôle d'attraction majeur, notamment pour le marché du travail dans le secteur du tabac.

2.3. Les plaines Pacifique du Nicaragua

Alors que la région Pacifique avait fait l'objet d'une forte intensification productive depuis les années 1970 avec la culture du coton (intensification approfondie dans les années 1980 grâce aux fortes aides de l'État sandiniste), la crise et les faibles rendements agricoles ont renforcé la tendance à l'extensification de l'agriculture dans les années 1990, avec une accentuation de la sur-exploitation des ressources naturelles. A cette époque, la région Pacifique perd donc de son dynamisme et une grande partie des terres occupées par le coton ou le sésame sont sous-exploitées, laissant la place à des systèmes plus extensifs, tels que l'élevage ou le sorgho.

¹¹⁵ Les données concernant le nombre d'habitants par unité urbaine correspondent aux projections pour 2011, effectuées en 2007 par l'INIDE (Institut National d'Information sur le Développement)

La région des plaines du Pacifique se caractérise aujourd'hui surtout par la cohabitation, sur un même espace, de deux grands types de structures agraires, comme nous avons pu l'observer nettement dans le municipe de Posoltega. La dualité des systèmes agricoles en Amérique centrale est illustrée par la constitution productive et foncière de ces territoires ruraux qui associent paysanneries et grandes productions d'exportation.

La classification des régions agraires de A. Ruiz García et Y. Marin Lopez¹¹⁶ nous permet à nouveau de cerner les grands types d'espaces, d'usage des terres et de répartition foncière entre groupes socio-productifs dans cette région des plaines Pacifique.

2.3.1. La zone de plaines et de vallées irriguées

Elle s'étend à l'intérieur de la frange Pacifique, autour des municipes de Tonalá, León, Chinandega et El Viejo. Antérieurement occupée en grande partie par la production de coton, il y domine aujourd'hui les plantations de canne à sucre, riz, cacahuète, soja, et l'élevage. Des poches paysannes coexistent avec ces grandes productions.

Le phénomène de concentration des terres est ici très fort : les exploitations de moins de 100 manzanas représentent 95% du total et moins d'un tiers des terres cultivées. Parallèlement, les 3% d'exploitations possédant plus de 200 manzanas occupent 62,6% de la ressource foncière. Le principal secteur social est celui des paysans-salariés (*semicampesinos*) (60%) qui complètent leur activité de production vivrière par la vente de leur force de travail dans les grandes exploitations agro-exportatrices. Les 5% de grands entrepreneurs agricoles exploitent 63% des terres.

Cette zone est d'une grande importance au niveau de l'économie nationale puisqu'elle participe à un très fort pourcentage des exportations de produits agricoles tels que le riz, le sorgho, le soja, la cacahuète, le sésame ou la canne à sucre.

La concentration des terres par quelques grands entrepreneurs ainsi que l'extensivité des formes de production a permis pendant les périodes d'apogée de l'exploitation du coton de générer suffisamment d'emplois pour satisfaire l'offre de main d'œuvre régionale, voire nationale, et cette zone a donc constitué un espace de forte immigration interne. Mais le

116 Ruiz García et Marin López, *Revisando el agro nicaragüense*.

déclin du secteur cotonnier et la moindre productivité des cultures alternatives qui lui ont succédé ont provoqué un sous-emploi de la main d'œuvre. Aujourd'hui, les cultures en place -riz, sésame, sorgho, cacahuète- sont moins demandeuses en force de travail parce que les différentes étapes de production sont largement mécanisées et on observe que la forme extensive de la production agricole dans la zone mène à une sous-exploitation des terres.

Bien que les populations locales soient recrutées sur la base de contrats saisonniers pour la récolte de la canne à sucre notamment, les membres des familles paysannes -particulièrement les jeunes hommes- doivent compléter leurs revenus en migrant de façon temporaire sur d'autres espaces du marché du travail agricole d'exportation, le plus souvent vers le Costa Rica.

2.3.2. La zone paysanne du Pacifique

Dans les espaces les plus articulés aux centres urbains, les territoires ruraux peuvent être qualifiés de « minifundios peri-urbains » à cause de la forte densité de population et de l'important phénomène de fractionnement de la terre qui caractérise cette zone paysanne du Pacifique.

Dans les municipes de Chinandega, Chichigalpa, El Viejo, Posoltega, Telica ou Quezalguaque, les cultures annuelles de céréales de base dominant (29%), suivies des zones de pâturage naturel et de cultures permanentes ou semi-permanentes (19% chacune).

L'organisation foncière reflète une faible concentration des terres : les exploitations de moins de 50 manzanas représentent plus de 96% du total et presque la moitié des terres. Toutefois, les 1% d'exploitations de plus de 200 manzanas exploitent 30% des superficies cultivables. Le différentiel social est moins marqué que dans la zone précédemment présentée : 94% des producteurs sont paysans (salariés, en production intensive ou extensive) et ils accumulent 42% des terres, tandis que les petits entrepreneurs (*finqueros*) et les grands entrepreneurs agricoles représentent seulement 5% des exploitations, sur environ la moitié des surfaces cultivables.

La zone apporte au pays 49% des superficies cultivées en cacahuètes, 29% pour le sésame, 39% pour les fruits, 33% pour les bananes, 26% pour le riz et 30% pour la canne à sucre.

La forte densité de population et les faibles capacités d'intensification -dues au manque d'investissements et d'appui technique- font pression sur les populations comme sur les ressources, et accentuent ainsi le phénomène migratoire. La paupérisation des populations et la surexploitation des ressources naturelles sont les nettes conséquences de cette pression démographique sur les ressources foncières.

2.3.3. Les centres urbains

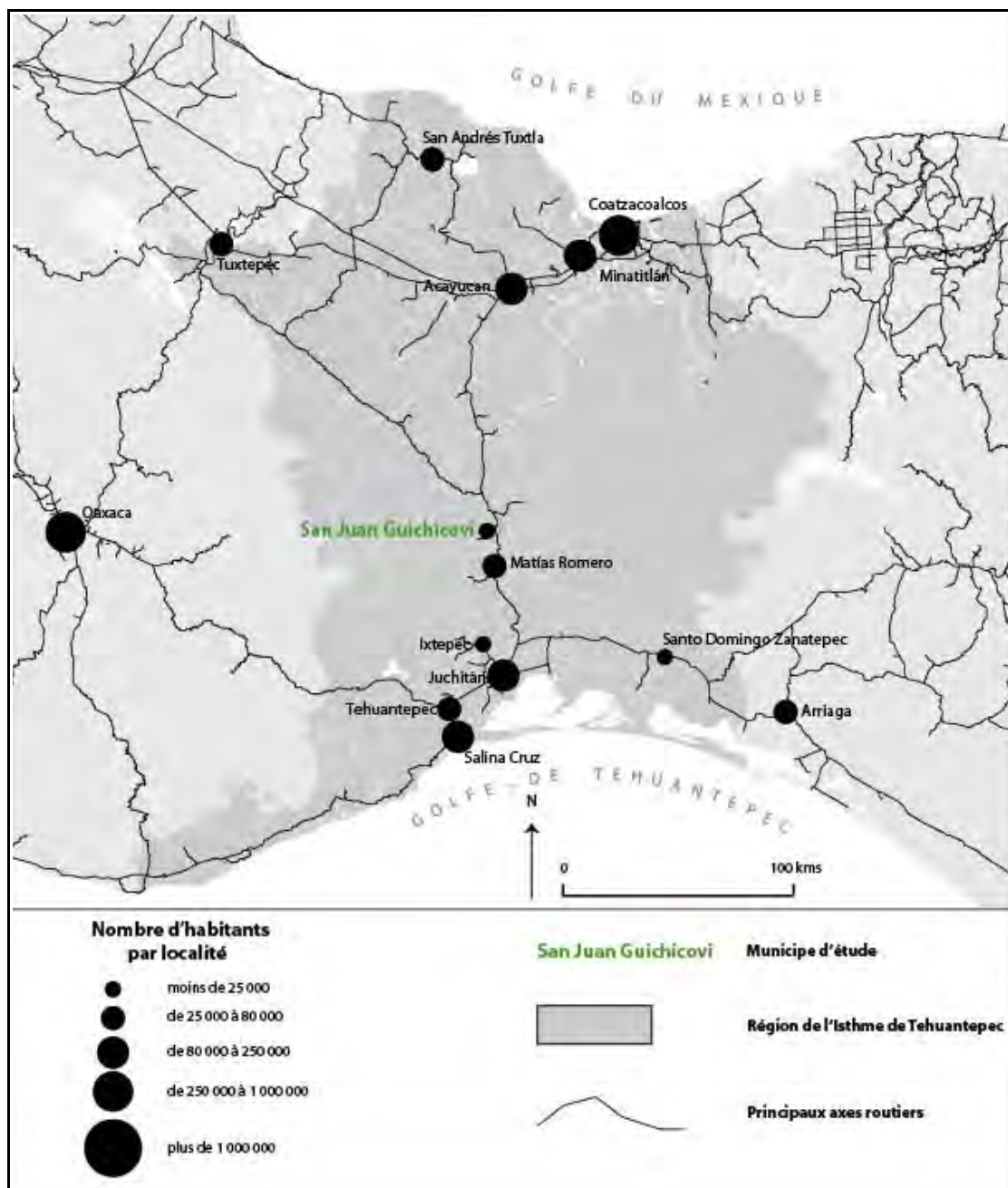
Les centres urbains de Chinandega (133 000 hab.) et León (193 000 hab.)¹¹⁷ -capitales des deux départements du même nom- représentent pour les familles rurales de la région deux grands pôles en termes de marché du travail, de services de santé et d'éducation, de commerce, d'industrie et de gestion administrative. Ces deux villes ont longtemps été le moteur de la région la plus dynamique et riche du pays, notamment dans les domaines agricoles, industriels et universitaires, et continuent aujourd'hui de représenter des centres d'attraction majeurs orientant les flux et circulations depuis les campagnes environnantes.

¹¹⁷ Les données concernant le nombre d'habitants par unité urbaine correspondent aux projections pour 2011, effectuées en 2007 par l'INIDE (Institut National d'Information sur le Développement)

3. Structures agraires, exploitants et force de travail

3.1. San Juan Guichicovi : au cœur et à la marge de l'ejido

Carte 2. Environnement régional de San Juan Guichicovi



Source : Censo de población y vivienda 2010, INEGI ; Fond de carte : R. Palma
Réalisation : D. Prunier

Le municpe de San Juan Guichicovi est un des plus grands de l'État de Oaxaca, avec plus de 88000 hectares de superficie, dont environ 50000 parcellisés. Il compte, d'après le recensement de 2010, 28 142 habitants.

A San Juan Guichicovi, la population est majoritairement mixe même si un petit nombre de communautés, mieux connectées à la route panaméricaine et aux villes régionales sont zapotèques (c'est le cas de l'ejido de Estación Mogoñe dont il sera question plus en avant)¹¹⁸.

L'agriculture de subsistance peu capitalisée est majoritaire, même s'il existe une production commerciale de café, d'ananas, d'orange et une part d'élevage extensif. Le municpe compte au total 31 ejidos d'après le Registre Agraire National (RAN). Nous avons parcouru une partie d'entre eux et nos connaissances des structures agraires et des systèmes de production agricoles ont pu être davantage approfondies dans 6 des ejidos du municpe : San Juan Guichicovi (le plus grand, en superficie et en nombre d'ejidatarios), Estación Mogoñe, El Ocotal, El Chocolate, Encinal Colorado y El Zacatal.

Tableau 5. Situation de six ejidos du municpe de San Juan Guichicovi

Ejido	Superficie	Bénéficiaires		Application du PROCEDE achevée
		Selon le Registre Agraire National	Selon les commissaires ejidaux rencontrés	
San Juan Guichicovi	16 576 hect	627 ejidatarios	351 ejidatarios et 800 posesionarios	
Estación Mogoñe	4 749 hect	254 ejidatarios	-	X
El Ocotal	2 929 hect	104 ejidatarios	152 ejidatarios et 236 posesionarios	X
El Chocolate	3 581 hect	294 ejidatarios	-	
Encinal Colorado	3 317 hect	262 ejidatarios	-	
El Zacatal	3 157 hect	136 ejidatarios	136 ejidatarios et 220 posesionarios	

118H. Escalona Lüttig, « Las relaciones interétnicas entre Mixes y Zapotecos 1900-1970. El caso de San Juan Guichicovi y Matias Romero (Las relaciones interétnicas y algunos impactos de la modernidad durante el siglo XX en San Juan Guichicovi, Oaxaca) » (sous la direction de F. Navarrete Linares, UNAM, 2004).

On peut distinguer dans l'ejido trois types d'acteurs qui jouissent de droits fonciers différents et donc d'une plus ou moins grande intégration à la structure collective.

- Les ejidataires sont les titulaires de l'ejido. Ils peuvent voter et être élus au sein de l'assemblée ejidale, reçoivent les bénéfices de l'ejido -s'agissant notamment des programmes fédéraux d'aide à la production ou de subventions tels que PROCAMPO¹¹⁹-, et détiennent des droits agraires pour l'exploitation d'une partie des terres de l'ejido, droits qu'ils peuvent transmettre en héritage.

- Les *posesionarios* sont reconnus par l'assemblée qui leur attribue un droit d'usufruit sur une portion des ressources foncières de l'ejido, que ce soit dans la partie dite d'*usage comun* ou bien sur des terres individualisées et parcellisées. Ils sont souvent ceux à qui les ejidataires ont donné (notamment aux enfants) ou vendu des portions de leurs parcelles alors que ces pratiques étaient interdites, et demeurent ainsi, dans le cas où leur situation n'a pas été régularisée, sans statut officiel vis à vis de l'administration foncière, et donc par extension sans aucun droit.

Ils peuvent participer à l'assemblée mais ne bénéficient pas du droit de vote. En fonction des accords internes à l'ejido, ils bénéficient ou non de droits agraires officiels qui leur permettent, le cas échéant, d'effectuer des transactions foncières ou d'accéder à certains programmes. Ils exercent donc un pouvoir *de fait* sur la ressource foncière qui leur octroie un statut plus ou moins central dans les mécanismes d'intégration à l'institution ejidale selon les décisions prises au sein de l'assemblée, et sont dans bien des cas plus nombreux que les titulaires au sein des ejidos du municipe.

- Les *avecindados* sont les habitants qui n'ont aucun droit de propriété sur les terres agricoles mais qui sont en revanche propriétaires de leur *solar*, c'est à dire du terrain sur lequel ils construisent leur maison. A San Juan Guichicovi, le terme d'*arendatario* -celui qui loue- est le plus communément utilisé pour ces membres de l'ejido qui ont le droit de prendre des terres en location depuis 1992. Les *arendatarios* ne sont en aucun point reconnus par l'assemblée ejidale. Pour accéder à la terre, l'*arendatario* institue un accord avec un titulaire de l'*ejido* qui lui permet d'exploiter une partie de la superficie mise à sa disposition en tant qu'ejidataire. Ce contrat peut se faire sous différentes conditions, par la location, par l'exploitation en métayage ou bien par un simple accord autorisant

¹¹⁹*Programa de Apoyos Directos al Campo*, destiné aux agriculteurs qui travaillent sur une parcelle, sous condition de présentation d'un titre agraire et en fonction de la superficie exploitée de terres de culture en parcelles individuelles.

l'utilisation d'une parcelle en échange de travaux manuels ou d'activités journalières aux bénéfices du paysan titulaire ou de la communauté (installation de clôtures, main d'œuvre pour les récoltes, l'amélioration des chemins, etc.).

Dans les différents ejidos du municipe, l'application du programme fédéral de régularisation de la propriété sociale (PROCEDE¹²⁰) n'a pas toujours été menée à son terme, notamment en raison des difficultés à résoudre les conflits agraires avec les ejidos voisins. Par exemple, la détermination des limites séparant les ejidos de San Juan Guichicovi et El Zacatal n'ayant toujours pas été résolue, ces deux ejidos n'ont pas procédé à la titularisation des parcelles individuelles et continuent de fonctionner sous le régime classique de l'ejido, même si une majorité de votes favorables à l'assemblée a déjà permis l'incorporation au programme. Dans la pratique, une grande partie des parcelles sont clôturées et donc appropriées individuellement même si l'usage de la terre dans la structure de propriété sociale continue de reposer en partie sur l'*usage comun*, sur la culture sur brûlis et sur le principe de rotation des cultures pour la gestion des ressources foncières et forestières communes.

En revanche, lorsque l'application du PROCEDE est portée jusqu'à la première phase¹²¹ de délimitation des parcelles et d'inscription au cadastre, comme c'est le cas à El Ocotal ou à Estación Mogoña, on délimite la superficie et les limites générales de l'ejido en distinguant quatre types d'usage : les parcelles individuelles, la partie en usage commun, la partie des terres destinées aux habitations et constructions en zone résidentielle et, enfin, la partie pour usages spécifiques (parcelle pour l'école, unités industrielles, lieux associatifs, etc.). Pour les ejidataires, les parcelles sont mesurées, délimitées, réparties individuellement et correspondent à un titre agraire permettant la vente ou la transaction. Le cadre institutionnel de l'ejido demeure valide et opérationnel pour la réglementation et la répartition des terrains voués à la construction des maisons dans la partie urbanisée du municipe, pour la fonction de préservation des espaces non cultivés, mais aussi au niveau du rapport politique entre l'assemblée ejidale et les organes politiques fédéraux.

120 Programa de Certificación de Derechos Ejidales y Titulación de Solares (PROCEDE). Parmi les réformes mises en place en 1994 et modifiant le principe constitutionnel de réforme agraire, ce programme fédéral est un outil de politique publique visant à accélérer l'accès à la propriété privée des bénéficiaires de la réforme agraire par la délivrance de titres de propriété foncière individuels et définitifs.

121 La deuxième phase (appelée *dominio pleno*) est la privatisation complète de l'*ejido* au sens juridique du terme. Elle n'a été acceptée que sur 20% des *ejidos*, soit 4% des surfaces *ejidales* du pays, correspondant aux zones touristiques et péri-urbaines.

Pour Ascención Hernandez Aquilar, responsable de la *procuraduría agraria* dans la zone de Matías Romero (incluant le municpe de San Juan Guichicovi) avec qui nous nous sommes entretenus en novembre 2009, la réforme permet d' « élever l'ejido au niveau de propriété privée » tout en le consolidant grâce à la mise en place d'outils légaux permettant la sécurité foncière et la formalisation du patrimoine : loin de représenter une liquidation de l'ejido, il s'agit selon lui d'un « bénéfice total » pour les paysans titulaires qui peuvent ainsi bénéficier de leur terre comme s'ils étaient propriétaires¹²², s'assurer d'un capital qu'ils pourront vendre, louer ou transmettre en héritage, ou encore faire valoir pour bénéficier d'un prêt ou des aides fédérales.

Dans certains cas, les *posesionarios* peuvent continuer à bénéficier de la reconnaissance de l'assemblée grâce au maintien de la validité de l'attestation de *possession* certifiant devant l'assemblée l'ancienneté et la régularité de l'exploitation qu'ils ont fait sur les terres ejidales. C'est donc finalement la question de la situation des paysans précaires de l'ejido qui est posée par la mise en place du PROCEDE sous ses différentes formes. Selon le degré de reconnaissance formelle dont ils pourront bénéficier dans le jeu de rapport de forces qui les lie aux titulaires de l'assemblée ejidale, les *posesionarios* peuvent dans certains cas acquérir la titularisation des droits agraires et obtenir un titre individuel de propriété sur une parcelle au moment de la réforme du PROCEDE. Dans d'autres cas, il semble que la réforme puisse s'effectuer tout en conservant une partie des terres en usage commun qui pourront alors continuer à être exploitées par les *posesionarios* : ils sont alors lésés en termes d'accès au titre agraire, le statut des terres en usage commun étant défini comme non aliénable (impossible donc de louer ou vendre la terre). Les *arendatarios* sont quant à eux définitivement exclus de ce processus de titularisation (sauf sur leur *solar* en zone résidentielle pour lequel ils ont en général obtenu leur titre de propriété) mais les pratiques de fermage, de métayage ou de prêt sur les terres agricoles perdurent néanmoins après l'application du PROCEDE.

L'application du PROCEDE permet donc aux seuls titulaires de l'ejido de bénéficier d'un

122 Avec la réforme de 1992, les ejidatarios deviennent légalement propriétaires de leurs terres mais il s'agit en fait d'un type de propriété particulier, les transactions définitives (ventes) nécessitant l'accord préalable de l'assemblée.

titre agraire et de vendre des parcelles aux limites clairement déterminées par le cadastre, de la même manière que pour la propriété privée.

Un des effets majeurs observés et très fréquemment évoqué est celui de l'accélération des ventes de parcelles et par conséquent du phénomène de concentration de la ressource foncière entre les mains de quelques propriétaires. « C'est ce que voulaient les gens... pour vendre, pas pour travailler » regrette par exemple Eusebio M., secrétaire ejidal de El Ocotál, qui s'est toujours opposé à la titularisation des parcelles.

On précisera d'un côté que, même si la vente ou la location de la terre constituaient une pratique commune -bien que dissimulée ou tolérée de manière informelle face à l'assemblée ejidale-, les transactions foncières sont effectivement reconnues par le RAN et davantage encadrées quand la réforme du PROCEDÉ a été appliquée, dans la mesure où la définition des limites spatiales est précisément enregistrée au cadastre et les documents de titularisation enregistrés individuellement. D'autre part, il faut insister sur le maintien, voire sur l'augmentation de la valeur de l'ejido qui garde dans le milieu rural mexicain une place centrale en termes d'intégration, d'opportunités et de « capital spatial »¹²³. La vente ou la location du droit d'usage de la terre pour une durée déterminée d'une part (sans officialiser la transaction auprès de l'assemblée ejidale) tout en conservant d'autre part le titre agraire permettent en effet de conserver le statut d'ejidataire, de participer à l'assemblée, de transmettre le titre en héritage et de continuer à bénéficier des programmes fédéraux tels que PROCAMPO, même lorsque le titulaire officiel ne réalise plus -ou seulement en partie- d'activité de production agricole. L'application du programme PROCEDÉ ne semble pas avoir bouleversé ces pratiques qui restent communes et réaffirment l'importance du statut de titulaire de l'ejido dans la constitution du patrimoine et dans les stratégies d'intégration sociale, politique et productive en milieu rural¹²⁴.

Par ailleurs, le municipio comprend également des propriétés privées appartenant à trois types d'exploitants : 1) à de petits propriétaires *colons* venus du Michoacán et installés dans le nord du municipio au moment des politiques d'attribution et de mise en valeur des terres du nord de l'Isthme dans les années 1940-1960, 2) à des familles paysannes ayant

123Hoffmann, « L'ejido, laboratoire des pratiques sociales et fondement de la ruralité contemporaine au Mexique »; Lévy, *L'espace légitime: sur la dimension géographique de la fonction politique*.

124S. Zendejas, « Emigración a los Estados Unidos y el futuro del ejido: redefinición de compromisos para el ejido en un poblado michoacano », in Randall L.: *Reformando la Reforma agraria mexicana* (México: UAM Xochimilco, 1999), 433.

pu, au travers de l'achat de parcelles ejidales ou en propriété, constituer des exploitations de taille moyenne (agrumes, ananas, élevage extensif), 3) aux familles puissantes des villes moyennes de l'Isthme se consacrant à l'élevage extensif et propriétaires de grandes extensions de terres au bord de la route trans-isthmique.

Photo 1. Parcelle de maïs, San Juan Guichicovi, juillet 2009



Au travers de la réforme de la propriété sociale mais aussi de l'ensemble des pratiques de transaction foncière et de vente de la force de travail pour les paysans non titulaires, exclu ou à la marge en termes d'accès à la terre, ce sont en fait les questions de l'orientation productive et de l'accès aux moyens de production qui se posent pour les familles paysannes. Les objectifs du PROCEDA paraissent en effet se baser sur la distinction productive entre propriété privée (agriculture commerciale et entrepreneuriale, investissements en technologies et irrigation), développée sur des unités de production de taille considérée comme viable, et propriété sociale de la terre, avec un régime ejidal ou communal associé à l'économie paysanne de subsistance. Les incitations gouvernementales, les dynamiques de privatisation et de libéralisation de la production et des échanges tendent donc à encourager l'alliance des capitaux (foncier, main d'œuvre et moyens de production) pour une meilleure compétitivité du secteur agricole dans un

contexte d'intégration régionale.

Dans les faits, au delà des pratiques de location de la terre ou de production en métayage au sein de l'ejido comme des exploitations en propriété privée -concernant les familles paysannes les plus précaires cherchant à s'assurer une production vivrière lorsqu'elles ne bénéficient pas de l'accès au foncier- on a également pu observer des phénomènes de vente de parcelles ejidales de la part de titulaires dont les moyens de production deviennent insuffisants pour maintenir l'exploitation de façon autonome. Avec la vente de la parcelle à un autre ejidataire ou à un propriétaire privé, l'ancien titulaire devient dans certains cas paysan prolétaire en vendant sa force de travail sur la même parcelle, notamment dans le cadre d'une substitution de la production vivrière par l'exploitation bovine. Comme nous pourrions le préciser par la suite, des changements significatifs se font jour quant à la valeur du foncier associée à l'expansion de l'élevage, changements qui sont particulièrement visibles dans les contextes de mobilité et d'investissements activés par les transferts financiers de migrants.

C'est donc finalement la capacité de reproduction des petites agricultures paysannes et la fonction régulatrice de l'institution agraire qui sont en cause¹²⁵. Qu'elles soient détentrices de terres en propriété privée, qu'elles soient au centre ou bien à la marge de l'ejido, les familles rurales cherchent à acquérir, à valoriser ou à transmettre un statut qui leur permet de se positionner et d'engager des mécanismes de captation et d'accumulation des ressources. La capacité d'intégration des structures socio-productives -la famille comme l'ejido- doit donc être interrogée dans son ensemble pour nous amener à mieux comprendre comment se déclinent ces enjeux dans les contextes de mobilité. Les trajectoires et les potentiels migratoires seront ainsi à distinguer selon que l'on soit titulaire de l'ejido, propriétaire, fils/fille de titulaire, ou bien en situation de précarité quant à l'accès au patrimoine et au statut foncier.

D'après l'enquête TRANSITER, parmi les 97 familles déclarant travailler la terre (43,3% du total des familles), 21,6% ont des terres en propriété, 58,7% en ejido, 8,2% en métayage et 14,4% en prêt¹²⁶. Précisons que la modalité de réponse *terres en ejido* a pu être donnée par

125Léonard et Velázquez H., *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*.

126 Le total correspond à plus de 100, certaines familles ayant déclaré des terres sur différents régimes de propriété.

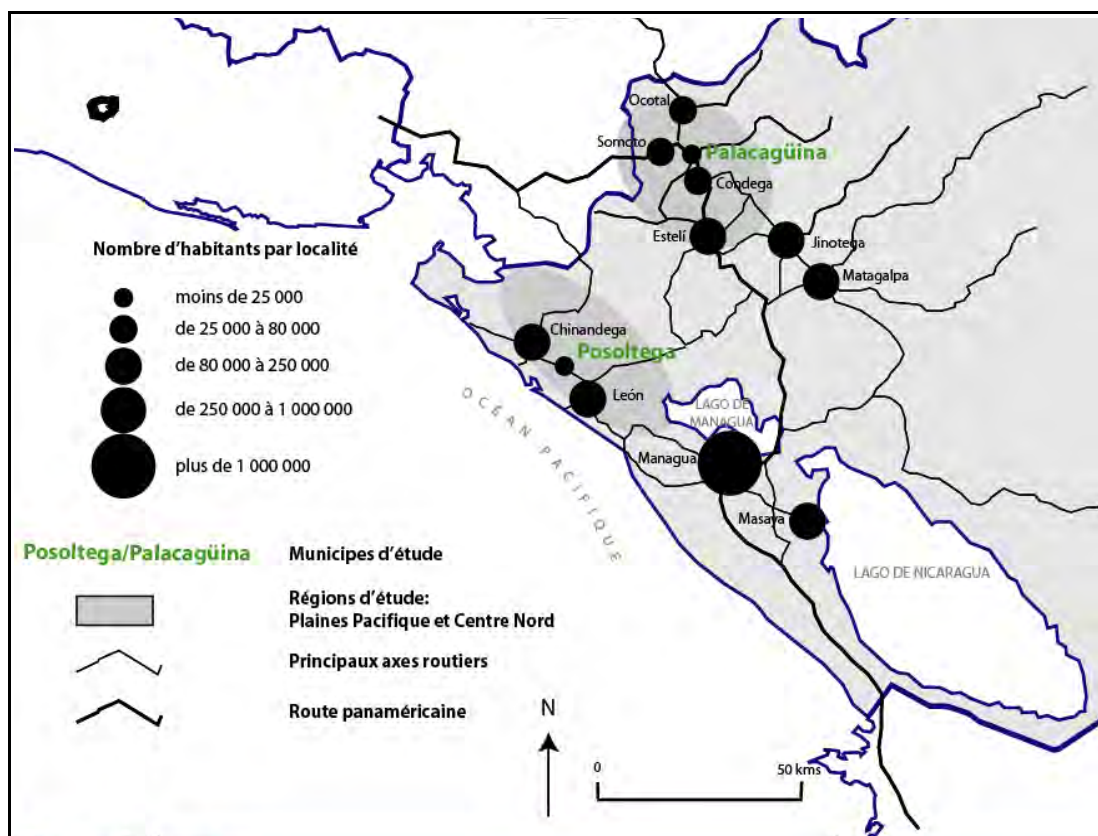
le chef de famille sans qu'un membre de la famille ne détienne de droit agraire -qu'il soit officialisé par l'assemblée ejidale ou bien qu'il corresponde à un titre sur une parcelle individuelle et parcellisée- mais simplement parce que les terres travaillées font partie de l'ejido et sont exploitées au travers d'un contrat de possession, métayage, de prêt ou de location avec un ejidataire. On peut néanmoins se fier à ce panorama qui nous indique qu'une large majorité des familles paysannes captées par l'enquête ont un accès direct et stable à la terre tandis que presque un quart développent une production de subsistance sans bénéficier de titre foncier, en s'intégrant à la marge de l'ejido ou de la propriété privée. L'enquête n'ayant pu s'étendre à l'ensemble de la population -c'est à dire aux familles sans expérience de mobilité- il est difficile d'affirmer au travers de ces données chiffrées l'existence d'une corrélation entre départ en migration et détention d'un capital foncier mais on peut néanmoins établir que le degré d'intégration à l'ejido influe sur les parcours migratoires : âges de la production, de l'accumulation et de la migration s'ajustent entre les générations et au niveau des cycles de vie individuels. Comme nous le verrons, ils aiguillent les rythmes et les orientations des trajectoires de mobilité et influent sur les transformations sociales et productives du territoire rural.

Photos (série) 2. San Juan Guichicovi : Église ; Broderie sur huipil ; Récolte du maïs.
Juillet et novembre 2009.



3.2. Les municipes nicaraguayens : louer sa terre, vendre sa force de travail

Carte 3. Environnements régionaux de Palacagüina et Posoltega



Source : Estimations de l'INIDE (Institut National d'Information et de Développement)¹²⁷, juin 2012 ;
Fond de carte : C. Le Masne
Réalisation : D.Prunier

3.2.1. Palacagüina : coffee and cigarettes

Situé au nord du pays, le municipe de Palacagüina (15 700 hectares) fait partie de l'ancienne frontière agricole, ouvrant la voie vers les montagnes intérieures. Dans la première moitié du 20e siècle, une grande partie des terres étaient mises en valeur et cultivées par des paysans de manière spontanée, sur la base des techniques de culture sur brûlis. Les terres étaient donc occupées pour la mise en culture ou pour l'installation des

¹²⁷ Voir www.inide.gob.ni

maisons d'habitation sans que des titres de propriétés ne soient fournis. À partir des années 1940, il était possible de faire la demande d'officialisation et de titularisation des parcelles agricoles mais une grande partie des terres restait en dehors du cadre de la propriété privée, appelées terres d'ejido par notre interlocuteur, Edwiges M., âgé de plus de 80 ans et responsable de la communauté de Riito Arriba depuis 1972. Durant la même décennie, la route panaméricaine a été construite aux abords de Palacagüina, permettant ainsi une meilleure accessibilité de la zone vers les villes nationales (Managua, la capitale, et Estelí notamment) ainsi que vers les pays voisins au Nord. À la fin des années 1970, l'augmentation de la population et la densification de l'occupation agricole étaient déjà très avancées, installant petit à petit une situation de pression foncière au niveau des petites exploitations paysannes qui faisaient face dans le même temps à la domination des grandes familles liées au régime somoziste concentrant de grandes extensions de terres.

Après la révolution sandiniste et avec les politiques de confiscation des terres, plusieurs coopératives ont vu le jour dans la région de Palacagüina au courant des années 1980, regroupant de petits producteurs et bénéficiant de financements et d'appui technique de la part du gouvernement pour le bétail, les intrants, le matériel agricole et la commercialisation. Dilapidées petit à petit après l'arrivée du gouvernement de Doña Violeta dans les années 1990, les dernières coopératives ont implosé au début des années 2000 avec la division, la répartition et la titularisation des parcelles.

Pour Edwiges, l'échec des coopératives est en partie dû à l'accès restreint aux moyens de production et à la diminution des aides gouvernementales mais aussi à une absence de tradition, de savoir faire ou d'initiative paysanne : les paysans ayant intégré les coopératives dans les années 1980 étaient souvent des ouvriers agricoles qui selon lui n'étaient pas habitués à la dynamique entrepreneuriale mais davantage aux mécanismes de salariat en échange de la vente de la force de travail. Il estime que leur « amour pour la terre » n'était pas suffisant pour garantir un fonctionnement productif viable et qu'« ils n'avaient pas assez de conscience politique pour travailler en restant unis ».

Le municipe comptait 12 825 habitant au moment du dernier recensement de 2005 -environ 15 000 selon les estimations de 2012 effectuées par l'INIDE-, dont plus de 35% de moins de 15 ans. Les actifs sont occupés dans leur grande majorité dans le secteur primaire

(plus de 45%), tandis que 18% travaillent dans le secondaire et 36% dans le secteur des services¹²⁸.

Aujourd'hui dans la région, la petite propriété privée paysanne domine, avec une exploitation intensive de parcelles de petite taille (moins de 10 manzanas) pour la production vivrière (essentiellement maïs et haricots). On note cependant la présence d'exploitations concentrant des superficies plus importantes avec des paysans extensifs ou de petits entrepreneurs se dédiant essentiellement à l'élevage ou aux cultures d'exportation, ainsi que quelques grandes familles de propriétaires nationaux ou étrangers qui détiennent de grandes extensions de terres (de 500 à 2000 manzanas) et qui sont souvent intégrées aux filières agro-industrielles transnationales.

Récemment, c'est la « prise de terres » qui est venue ajouter de nouveaux acteurs à la situation foncière locale : il s'agit de la redistribution de grandes extensions de terres appartenant à plusieurs familles de caciques locaux ayant engagé des prêts défectueux, et pour lesquelles l'État a négocié la reprise avec les banques afin de les attribuer aux personnes ayant participé au conflit armé des années 1980 (du côté du Front sandiniste comme des Contras), dans le cadre des accords d'union nationale.

Les dommages de l'ouragan Mitch ont rendu incultivables de nombreux terrains et les hivers irréguliers ou les sécheresses sont désignés comme responsables de la perte des récoltes ou des sécheresses par les petits paysans affectés en grande mesure par le manque de moyens de production.

La production domestique de subsistance est donc soumise aux aléas du climat et des fluctuations des marchés ; elle demeure présente et centrale en terme d'organisation de la force de travail et du calendrier d'activité pour un grand nombre de familles paysannes qui doivent néanmoins, en complément ou en substitution, élargir leurs sources de revenus en mobilisant prioritairement les opportunités du milieu rural local.

La production de café organise en partie le territoire à Palacaguina, qualifié de « port de montagne » de par sa situation privilégiée entre la route panaméricaine et la zone caféière des montagnes intérieures. Ce sont d'une part les secteurs de l'acheminement, de la transformation et de la commercialisation du café qui représentent des opportunités d'emplois et de création d'activité pour les actifs ruraux de Palacaguina. Ils cherchent

¹²⁸ Soulignons toutefois que ces chiffres relevés pour le recensement ne font apparaître qu'une activité principale et/ou déclarée. La pluriactivité est donc mal captée.

souvent à investir dans les camions permettant le transport de la production, travaillent occasionnellement à l'amélioration des routes lorsqu'un financement est décroché pour encourager le désenclavement de la région caféière, ou bien sont embauchés de façon permanente ou temporaire dans les entrepôts de stockage et de première transformation du café -les *beneficios*- situés dans le municpe de Palacagüina ou dans les municpes proches. D'autre part, les mobilités temporaires vers les zones de production s'organisent de mi-octobre à fin janvier pour les travailleurs journaliers -souvent de jeunes hommes mais aussi parfois des familles entières- qui perçoivent ainsi un salaire sur une portion du calendrier agricole.

La production de tabac est elle aussi structurante des dynamiques de travail et de production dans le municpe. Certains actifs ruraux travaillent dans les entrepôts ou les ateliers de transformation à Condega, Estelí ou Palacagüina mais le nombre d'emplois disponibles reste relativement restreint. La perception de revenus dans le secteur se base en effet essentiellement sur les transactions foncières et sur l'emploi journalier lié à la culture du tabac. L'exploitation est menée par des investisseurs nationaux mais aussi par des Cubains de Miami qui, au travers de relais installés dans la région d'Estelí, développent la production de tabac sur des terres de la petite propriété privée paysanne. Les pratiques de location sont largement majoritaires pour cette production qui implique un dommage rapide sur la qualité et le rendement des sols ainsi que de sérieux problèmes de contamination des eaux.

Dans la communauté de Río Arriba, Saturnino J. a passé un contrat avec des entrepreneurs d'Estelí qui lui louent une partie de ses parcelles du mois de décembre jusqu'au mois de mars, puis lui labourent en avril avant qu'il ne sème son maïs de premier cycle au moment des premières pluies. Ses *patrons* apportent l'ensemble des moyens de production, plants, intrants, matériel pour l'irrigation, expertise agronomique et machines. Ils embauchent une main d'œuvre journalière payée environ 60 córdobas au moment de l'entretien. Saturnino, pour sa part, perçoit deux sources de revenus en choisissant cette alternative : la location de ses terres lui apporte 3200 córdobas par manzana et son salaire journalier de gérant (supervision de la production et de l'équipe de travailleurs) s'élève à 100 córdobas.

Cette année, il a pu louer 15 manzanas au lieu de 35 l'année précédente, les investisseurs cubains ayant considéré les rendements trop faibles et la production de mauvaise qualité.

Entretien réalisé le 8 janvier 2010,
Communauté de Río Arriba, municpe de Palacagüina, Nicaragua

Par ailleurs, l'élevage constitue une activité structurante des dynamiques foncières, au travers des transactions et de l'augmentation des prix de la terre qu'il implique. Les prairies semées sont très rares dans la région et le bétail est plus souvent laissé dans les parcelles en jachères ou après récolte. Un des éleveurs que nous avons rencontré loue ainsi la terre d'un migrant parti aux États Unis ou encore d'anciens militaires ayant bénéficié de parcelles sans pour autant les exploiter directement. Le prix du foncier varie évidemment en fonction des conditions d'accessibilité, de la qualité des sols et de la disponibilité en eau mais une forte augmentation a été signalée, correspondant à une certaine spéculation sur les terres adaptées à l'élevage mais aussi au café, généralement localisée dans des zones reculées et montagneuses.

D'après Luis R., responsable de l'aménagement à la mairie de Palacagüina et petit exploitant se consacrant à l'élevage, les principaux acheteurs peuvent récemment se distinguer en quatre catégories :

- Deux grandes familles de propriétaires locaux concentrent de grandes superficies de terres et se consacrent pour l'essentiel à l'élevage extensif.
- Les producteurs de taille moyenne, comme notre interlocuteur ou bien encore Andrés A. -le maire ayant exercé lors du dernier mandat- développent des exploitations bovines de taille moyenne et investissent dans l'achat de terres des coopératives démantelées ou de petits paysans qui abandonnent en totalité ou en partie leur capital foncier. Ces producteurs ne se consacrent généralement pas entièrement à l'activité agro-pastorale mais la développent plutôt comme une activité secondaire qui vient compléter un emploi stable, dans le domaine administratif ou public le plus souvent.
- L'achat de terres se ferait également de la part d'acteurs intégrés à des réseaux de narcotrafic d'origine mexicaine. Même si la présence d'activité et de capitaux mafieux mexicains ou centraméricains est incontestable dans la région, nous n'avons pas pu accéder à des sources directes et précises d'information sur le sujet, l'opacité du phénomène restant trop importante.
- Enfin, « ceux de l'extérieur », les migrants de retour ou leurs familles effectuant le relais informatif et productif constituent la dernière catégorie d'investisseurs qui contribuent à faire augmenter les prix du foncier dans la région, l'importance des transferts financiers en provenance des États-Unis étant ici majeure.

Photos (série) 3. Palacagüina : Séchage du café ; Place centrale ; Travailleurs journaliers dans un champs de tabac. Janvier 2009 et Janvier 2010.



3.2.2. Posoltega : caña brava

A Posoltega également, les coopératives de producteurs se sont récemment divisées et les parcelles ont été titularisées. Seules deux coopératives demeurent en fonction à notre connaissance.

Le municipe est dans son ensemble bien connecté aux villes moyennes et à la capitale, se trouvant dans l'axe routier Chinandega-León anciennement urbanisé et mis en valeur pour les cultures d'exportation (notamment pour le coton dès la deuxième moitié du 19^e siècle). Sur une superficie d'une peu moins de 15 000 hectares, Posoltega comptait 16 771 habitants lors du recensement de 2005 -presque 19 000 d'après les estimations de 2012 de l'INIDE-, dont 38% de moins de 15 ans.

Plus de 53% de la population active travaille dans le secteur primaire, essentiellement dans les productions d'exportation, plus d'un quart dans le secteur secondaire et presque un tiers dans le secteur des services.

Posoltega a été le municipe le plus gravement touché par l'ouragan Mitch en novembre 1998 après le glissement de terrain du volcan Casitas ayant provoqué plus de 4000 morts. Les conséquences environnementales et productives sont encore très importantes aujourd'hui puisque une grande partie des familles paysannes vivant alors dans les communautés ravagées ne peuvent plus produire sur leurs parcelles, devenues infertiles et impraticables.

Après la catastrophe naturelle, la question de l'accès au foncier est devenue centrale avec la mise en place de politiques ou d'aides humanitaires visant à relocaliser les communautés et reloger les familles. De nouvelles communautés ont donc été construites dans des secteurs proches de la route et de la partie urbanisée du municipe, avec de petites maisons toutes semblables alignées sur des terrains adjacents (photo 4). Seules certaines d'entre elles ont réussi, par des négociations avec les organismes chargés de la dotation ou les autorités locales, à obtenir des terrains plus grands permettant la mise en culture d'une parcelle individuelle pour chacune des familles paysannes ainsi relogées.

Photo 4. Maisons fournies par le programme de relogement de la Croix Rouge Espagnole aux sinistrés de l'ouragan Mitch, communauté de La Virgen, Posoltega



Photo : L. Faret, janvier 2009.

Dans l'ensemble, les petits producteurs agricoles du municipe pratiquent une activité de subsistance très fragile qui souffre essentiellement de la sécheresse, des mauvais rendements des sols et du manque de moyens de production.

Les structures foncières sont surtout régies par l'agriculture d'exportation et par quelques grosses entreprises engageant de lourds investissements, un haut niveau de technicisation (machines agricoles, intrants chimiques et irrigation) et l'embauche de travailleurs temporaires.

La canne à sucre, la cacahuète et le sésame sont les trois principales productions commerciales du municipe. Les grandes entreprises exploitantes possèdent des terres en propriété, qu'elles ont souvent achetées aux coopératives démantelées, mais recourent aussi à différents types de transactions et de contrats leur permettant de produire de grandes quantités sans acquérir de parcelles dont les rendements diminueront très rapidement avec la pratique de la monoculture et l'utilisation intensive d'intrants chimiques. En règle générale, ce sont des producteurs bénéficiant de superficies moyennes à grandes et de moyens de production adaptés qui louent les parcelles des petits propriétaires en assurant l'ensemble des dépenses pour l'approvisionnement en semences,

plants et intrants, l'entretien des cultures et le déroulement de la coupe ou des récoltes. Des contrats entre ces moyens producteurs et les grandes entreprises leur assurent la vente de la récolte.

Les petits paysans propriétaires tirent donc un revenu d'environ 1200 córdobas par manzana et par cycle pour la location de leur parcelle. Certains d'entre eux parviennent par ailleurs à obtenir des revenus salariés en travaillant à la coupe de la canne à sucre de manière temporaire (à partir du mois de décembre et jusqu'au mois de juin, sauf quand un départ en migration vers le Costa Rica leur permet de capter un salaire plus élevé, notamment à partir des mois de mars-avril, sur d'autres types de productions). L'embauche des journaliers s'effectue au travers d'un examen médical consistant à vérifier le taux de créatinine¹²⁹ qui, s'il est trop élevé, ne permettra pas la signature du contrat, l'entreprise se dédouanant ainsi de la prise en charge médicale des travailleurs qui doivent renouveler leur contrat à chaque période de coupe. Dans la pratique, le système *de cabra* (littéralement *de chèvre*) se met en place par un accord entre deux travailleurs : « un en bonne condition, l'autre malade mais bon travailleur » comme le résume Gerardo R., responsable de la défense civil auprès de la mairie.

Les productions de cacahuète et de sésame n'offrent quand à elles que très peu d'emploi journalier, étant fortement mécanisées, et seul un petit nombre d'actifs -surtout des femmes- pourront être embauchés dans les usines (nos interlocuteurs estiment à 120 le nombre de salariés « permanents » -en réalité il s'agit de contrats de 11 mois renouvelables- et à 240 le nombre de travailleurs pendant la saison haute pour la production de cacahuètes). Après le passage des machines pour la récolte, des femmes et des enfants collectent à la main les restes de la production de manière informelle pour les revendre à des commerçants ou bien directement à l'usine.

129 Taux élevés dus à l'absorption des intrants chimiques utilisés dans les cultures de canne à sucre et pouvant provoquer de très graves maladies respiratoires.

**Photos (série) 5. Posoltega : Le volcan Casitas ; Récoltants informels de la cacahuète ;
Travailleurs journaliers de la canne à sucre. Janvier 2009.**



Au Nicaragua, les structures agraires et productives sont caractérisées à la fois par l'instabilité et la concentration de la propriété de la terre¹³⁰. A Palacagüina comme à Posoltega, les dynamiques foncières sont donc structurées par la coexistence de diverses catégories de producteurs disposant de moyens de production très inégaux et mettant en œuvre des interactions économiques et productives qui organisent le marché de la terre comme de la force de travail.

Tableau 6. Activité agricole et statut foncier des familles paysannes au Nicaragua¹³¹

	Palacagüina	Posoltega
Nombre de familles recensées	275	289
Nombre de familles déclarant une activité agricole	117 (42,5%)	103 (35,6%)
Disposent de la terre en propriété privée (en %)	64,8	58,2
Disposent de la terre en location (en %)	10,2	17,4
Disposent de la terre en métayage ou en prêt (en %)	11	3

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Dans nos trois espaces d'étude centraméricains, les familles paysannes les plus défavorisées en terme d'accès à la terre et aux outils de production mais aussi en terme de captation de revenus salariés se trouvent donc dans des situations de grande précarité et organisent l'économie familiale autour de la dispersion de la main d'œuvre et de différentes modalités de valorisation du patrimoine foncier. Elles semblent privilégier de plus en plus la recherche de ressources financières sûres et directes par rapport à la production agricole domestique, trop instable et insuffisante pour assurer les besoins de la vie quotidienne en milieu rural.

130 Merlet, « Reformas agrarias, mercados de tierra y organizaciones campesinas en Nicaragua y Honduras: fracasos y retos »; Ruiz García et Marin López, *Revisando el agro nicaragüense*; De Groot, « Transformación agraria en Nicaragua en los años ochenta y perspectiva actual ».

131 Ici, le total des pourcentages est inférieur à 100. Une partie (presque un quart) des familles déclarant travailler la terre pour la question filtre n'ont en effet pas semé lors du dernier cycle et n'ont donc pas répondu à la question suivante sur le régime de propriété des parcelles alors utilisées, ou bien n'ont pas souhaité répondre.

CHAPITRE 2. Les espaces d'étude : configurations des espaces productifs ruraux

Ces mécanismes de transaction foncière, de mobilisation du patrimoine et d'intégration au marché de l'emploi rural s'articulent aux dynamiques de mobilité qui permettent d'étirer les contours de l'économie familiale et qui transforment le rapport à l'espace socio-productif d'origine.

Tableau 7. Synthèse des configurations agraires, productives et territoriales dans les trois municipes d'étude

	Structures agraires	Modes de propriété de la terre et travail agricole	Productions agricoles	Polarisation des centres urbains et des axes de transport	Emplois non agricoles locaux
San Juan Guichicovi	<ul style="list-style-type: none"> - <i>ejidos</i> (à différentes étapes du PROCEDE), jusqu'à 20 hectares par titulaire - propriétés privées (achat de parcelles <i>ejidales</i> après processus de titularisation ou terres « colonisées »), extensions de taille variable, allant de la petite parcelle pour production vivrière à la grande exploitation pour l'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> - titulaires de l'<i>ejido</i> ou de parcelles en propriété - <i>posesionarios</i> de l'<i>ejido</i> - <i>arrendatarios</i> ou locataires d'une parcelle sur l'<i>ejido</i> ou la propriété privée - paysans en métayage, « <i>a media</i> » 	<ul style="list-style-type: none"> - productions vivrières : maïs, haricot rouge, légumes - productions permanentes ou semi-permanentes pour le marché local ou régional: café, ananas, citron - élevage : pour consommation familiale et/ou vente de lait et viande 	<ul style="list-style-type: none"> - villes industrielles et portuaires de Coatzacoalcos, Minatitlan, Salina Cruz - villes intermédiaires ou commerciales de Matias Romero, Jutchitan, Ixtepec, Tehuantepec - axe routier transisthmique et axe ferroviaire 	<ul style="list-style-type: none"> - artisanat : essentiellement couture et broderie dans les familles mixtes - transports entre communautés, village et axe routier - construction, routes - petits commerces - éducation, santé
	Structures agraires	Modes de propriété de la terre et travail agricole	Productions agricoles	Polarisation des centres urbains et des axes de transport	Emplois non agricoles locaux
Palacagüina	<ul style="list-style-type: none"> - propriétés privées, extensions de taille variable, allant de la petite parcelle pour production vivrière à la grande exploitation pour l'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> - titulaires de parcelles en propriété - locataires d'une parcelle - paysans en métayage, « <i>a media</i> » - travailleurs agricoles journaliers (café, tabac) 	<ul style="list-style-type: none"> - productions vivrières : maïs, haricot rouge, légumes - productions pour fourrages : sorgo, millón - productions permanentes ou semi-permanentes pour le marché local ou régional : café, banane 	<ul style="list-style-type: none"> - ville d'Estelí, centre administratif et commercial, université et marché du travail - petites villes de Somoto (capitale du département de Madriz) et Ocotal - route panaméricaine 	<ul style="list-style-type: none"> - construction, routes - petits commerces - éducation, santé - usines de tabac, beneficio de café

CHAPITRE 2. Les espaces d'étude : configurations des espaces productifs ruraux

	Structures agraires	Modes de propriété de la terre et travail agricole	Productions agricoles	Polarisation des centres urbains et des axes de transport	Emplois non agricoles locaux
Posoltega	<ul style="list-style-type: none"> - propriétés privées, extensions de taille variable, allant de la petite parcelle pour production vivrière à la grande exploitation pour l'élevage ou les cultures d'exportation 	<ul style="list-style-type: none"> - titulaires de parcelles en propriété - locataires d'une parcelle - paysans en métayage, « <i>a media</i> » - travailleurs agricoles journaliers (canne à sucre) 	<ul style="list-style-type: none"> - productions vivrières : maïs, haricot rouge, légumes, riz - productions d'exportation : cacahuète et canne à sucre 	<ul style="list-style-type: none"> - ville de León, centre administratif et commercial, université et marché du travail - petites villes de Chinandega (capitale du département de Chinandega) et Chichigalpa - route Chinandega-León 	<ul style="list-style-type: none"> - construction, routes - petits commerces - éducation, santé - usine de cacahuète

Conclusion

La réforme agraire a concerné 28% des terres et 35% des familles au Nicaragua¹³² tandis qu'elle a touché 42% des terres et 50% des familles au Mexique^{133 134}. Si le Mexique a associé la mise en place de sa Réforme agraire à la construction d'un commerce extérieur basé sur les minerais et le pétrole, le Nicaragua a en revanche orienté l'ensemble de ses politiques post-révolutionnaires vers une économie d'exportation basée sur les activités agricoles et sur une position permanente d'arrière-cour commerciale et géopolitique nord-américaine¹³⁵.

Au Mexique, l'État a marqué les dynamiques territoriales (réforme agraire, politiques pétrolières, corridors de développement), et les politiques nationales agraire ou pétrolières ont toujours créé de la mobilité tout en fixant les populations. Dans les petits pays d'Amérique Centrale et en particulier au Nicaragua, la marque de l'État sur les dynamiques de peuplement, sur l'économie et les migrations est moindre et il faut souligner la fragilité ou la non capacité à fixer des structures économiques comme politiques.

On a pu voir comment, dans les deux régions, les politiques anciennes et renouvelées de réformes agraires, la hiérarchisation productive et économique entre les diverses catégories d'exploitants ainsi que l'importance d'une urbanisation englobante constituaient trois facteurs clés de l'organisation des territoires ruraux. Dans les deux pays, les percées transnationales qui affectent les espaces et les tissus productifs depuis la deuxième moitié du 20e siècle sont administrées et contrôlées de façon distincte, menant dans tous les cas à

132 Données de 1997

133 Données de 1970

134 Baumeister, « Las reformas agrarias en Centroamérica: un balance de sus resultados al finalizar los años 90 ».

135 D. Sánchez-Ancochea, « La globalización en países pequeños en desarrollo: Nicaragua en perspectiva comparada », *Revista mexicana de sociología*, 69, n° 2 (2007): 199-242; Gitli, « El proyecto de Estados Unidos en Centroamérica »; A. Guerra-Borges, « Mercado común y desarrollo industrial en Centroamérica », in *Gitli E.: Centroamérica: los desafíos, los intereses, las realidades* (México: Universidad Autónoma Metropolitana-Azcapotzalco, Gernika, 1989), 288; J. Delhom et A. Musset, *En el ojo del huracán*, Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL); Instituto de Historia de Nicaragua y Centroamérica (IHNCA); Université de Bretagne-Sud (UBS), Volume 69 de Travaux & Mémoires de l'IHEAL (Paris, Managua, Lorient: Centre culturel et de coopération pour l'Amérique centrale, 2000).

des dynamiques de mobilité de la force de travail sur différents niveaux d'échelle.

Dans ce chapitre, on a pu entrevoir le rôle clé des supports productifs locaux qui, dans les domaines de l'accès aux moyens de production, à l'emploi ou aux infrastructures urbaines et de communication, sont des facteurs déterminants des dynamiques de mobilité entreprises par les familles rurales. Celles-ci doivent en effet être en capacité de mobiliser un certain nombre de capitaux de départ qui orienteront les parcours, les temporalités mais aussi les conditions de la circularité migratoire. La situation d'intégration ou au contraire de marginalisation au sein du tissu rural nous semble ainsi centrale et ce sont ainsi en premier lieu les conditions d'accès à la ruralité qui déterminent -ou en tous cas aiguillent- les conditions d'accès à la mobilité.

Si le manque d'accès au foncier entraîne souvent un manque d'accès à la mobilité, on observe à l'inverse que les familles détentrices d'un capital foncier stable (au sein de l'ejido ou en propriété privée) sont davantage en mesure d'envoyer un ou plusieurs membres en migration, en s'appropriant un espace de mobilité plus ample et en valorisant ainsi un potentiel plus large de ressources migratoires¹³⁶. C'est d'abord en terme de distance parcourue et de capacité à assumer le coût du voyage, d'un visa ou d'un passeur que, parmi les familles se consacrant à l'activité agricole, celles qui bénéficient d'un titre foncier semblent le mieux pouvoir investir dans un départ en migration.

Dans l'Isthme, la stabilité foncière et l'intégration à la structure politique et productive de l'ejido sont ainsi des facteurs positifs pour la mise en place d'une stratégie de diversification et de mobilisation de ressources captées à l'extérieur, vers les villes, les pôles d'emploi nationaux ou même vers l'étranger.

Pour Marco Antonio E. de l'ejido El Ocotil à San Juan Guichicovi, les propriétaires et les ejidataires sont les seuls en mesure d'envoyer leurs enfants faire des études puis d'appuyer un projet migratoire en mettant en commun le patrimoine foncier : synonyme de la présence politique locale, de capital productif établi et parfois de garantie pour l'hypothèque, ce patrimoine familial est un élément central dans la stratégie familiale de

136A. Del Rey et A. Quesnel, « Migración interna y migración internacional en las estrategias familiares de reproducción. El caso de las poblaciones rurales del sur del estado de Veracruz, México », *Papers de demografia* n° 259 (2005): 1-19; A. Quesnel et A. Del Rey, « Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural (Etat du Veracruz, Mexique) », *Cahiers des Amériques latines* n° 45 (2004): 75-91.

partage des gains et des risques dans les divers espaces investis. Par ailleurs, l'organisation de la production agricole, du système d'activité et du système migratoire familial tient à une certaine répartition des ressources et à la division du travail entre les générations. Les jeunes adultes membres de familles titulaires de l'ejido, évoluant donc au cœur de l'institution, peuvent compter sur un patrimoine et sur sa mise en commun pour la mise en œuvre des projets individuels et familiaux, mais ils doivent aussi patienter avant de pouvoir y accéder en tant que moyen de production intégré à leur propre foyer. Durant cette étape, leur contribution à l'effort productif et patrimonial familial se joue ainsi sur la capacité à multiplier les ressources. Selon Marco Antonio et depuis le point de vue du groupe des ejidataires titulaires,

« la majorité des fils d'ejidataires terminent leurs études et partent... Si ils restent ici, il n'y aura pas assez pour tout le monde ! ».

Tandis que les fils diversifient le type d'activités en milieu rural mais aussi s'en éloignent pour s'intégrer aux marchés de l'emploi des espaces de mobilité nationaux et internationaux, la génération des titulaires ne part pas et, tout en développant la pluri-activité nécessaire à la subsistance du foyer, elle assure la mise en valeur directe ou indirecte de la terre :

« Pas un seul ejidataire ne va partir aux États-Unis, ce sont les petits jeunes qui partent. Les pères restent et les pères travaillent... (rires) ! »¹³⁷.

En dehors du cadre institutionnel spécifique de l'ejido mexicain, c'est dans le cadre de la petite propriété privée paysanne que la possession d'un titre foncier est également décisive dans l'orientation des itinéraires migratoires depuis le Nicaragua. L'enquête permet ainsi de cerner à quel point l'investissement dans un départ en migration vers les États-Unis est dépendant de la possession d'un titre agraire pour les familles qui travaillent la terre. Si plus de deux tiers des migrants se trouvant absents au moment de l'enquête et appartenant à une famille paysanne peuvent compter sur un titre foncier stable, le même rapport atteint plus de 90% pour les migrants se trouvant aux États-Unis (tableau 8).

137 Entretien réalisé en mai 2010, Communauté de El Ocotal, San Juan Guichicovi.

Tableau 8. Situation foncière des migrants absents selon le lieu de destination, Nicaragua

	Toutes destinations	Aux États-Unis
Nombre de migrants absents	572	142
Sont membres d'une famille qui travaille la terre (en %)	37,5	40,1
Sont membres d'une famille qui bénéficie d'une parcelle en propriété (en % du total qui travaille la terre)	67,4	91,2

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Après avoir saisi la complexité des parcours de mobilité dans la partie suivante, nous verrons par la suite de quelle manière le rapport à la distance et au temps influe sur la gestion des ressources spatiales, qu'elles soient localement ancrées ou constituées dans la dispersion des membres actifs.

PARTIE II. PARCOURS MIGRATOIRES

Au Mexique, les cinq à six dernières années ont été marquées par le renouvellement de la discussion sur le rôle des migrants en tant qu'agents du développement, sur la question du retour, du redéploiement des flux de mobilité vers les espaces attractifs nationaux et sur leur articulation aux nouvelles modalités des dynamiques migratoires internationales. Le pays a en effet connu, après une vingtaine d'années (1970-90) marquées par une importante croissance démographique des villes internes et de la zone frontalière, une orientation constante et unidirectionnelle des flux migratoires vers le marché du travail nord-américain. Alors que l'histoire de la migration mexicaine s'était construite sur des pratiques de circulations relativement fluides et de transferts économiques denses, l'évolution des modalités de l'intégration régionale a engendré une rupture dans cette tradition de circularité avec le renforcement des frontières et le durcissement des politiques migratoires, entraînant des phénomènes de retour mais aussi de diminution du montant global des remises¹³⁸.

Dans ce pays dont l'économie comme l'imaginaire semblent fondés par la migration et où la profusion de travaux, écrits, débats politiques et réflexions transnationales accompagne cette architecture nationale, la force de la polarisation nous semble occulter une partie des processus socio-spatiaux en cours dans les campagnes de la région. C'est en grande mesure à partir de cette position que notre recherche s'oriente vers la prise en compte d'une région centraméricaine incluant le sud du Mexique et constituant une entité cohérente du point de vue de l'organisation des territoires en marge et de la mise en œuvre de dynamiques de mobilité diverses et complexes.

Alors que la particularité des migrations mexicaines par rapport aux centraméricaines a

138]. Durand, « Ensayo teórico sobre la emigración de retorno: el principio del rendimiento decreciente », *Cuadernos geográficos de la Universidad de Granada* n° 35 (2004): 103-116; D.S. Massey, K. A. Pren, et J. Durand, « Nuevos escenarios de la migración México-Estados Unidos: Las consecuencias de la guerra antiinmigrante », *Papeles de población* 15, n° 61 (2009): 101-128.

PARTIE II. PARCOURS MIGRATOIRES

par exemple été mise en lumière dans les travaux de D. Massey et M. Sana¹³⁹ (à propos de la constitution des réseaux, de l'intégration au marché de l'emploi ou à la sélectivité quant au niveau de formation notamment), nous cherchons pour notre part à mettre en évidence l'existence d'un système de mobilités distinct, propre aux zones rurales de l'isthme centraméricain, dans son appréhension la plus large.

Au moment où la réorientation ou du moins la transformation des modalités de circulation s'amorcent dans les régions d'expulsion migratoire les plus étudiées, l'intérêt de reformuler la problématique de l'articulation entre la mutation des ruralités et le processus de mobilité nous semble particulièrement prononcé dans le cadre de configurations spatiales et temporelles qui ont jusqu'à présent été peu visibles.

Dans nos deux zones d'étude, c'est donc la combinaison de multiples processus et types de parcours migratoires qui est frappante et qui nous invite à engager une réflexion comparative au prisme de la disposition des espaces et de l'agencement du temps, administrés par les organisations familiales réticulaires.

Mobilisée à différents niveaux d'échelle et expérimentée selon différentes conditions de discontinuité temporelle, la migration constitue ainsi un moteur de construction sociale des territoires mais aussi de recomposition des logiques de division internationales du travail¹⁴⁰. En Amérique centrale, elle prend forme et fait sens pour les économies familiales rurales au travers d'une association entre divers degrés de franchissement de la distance, d'obstacles administratifs nationaux et de seuils de séparation par rapport au tissu socio-économique d'origine. Nous sommes donc face à cette complexité pour la définition d'un système migratoire fabriqué par l'hétérogénéité de la nature des déplacements, par une forte variabilité des différentiels économiques entre les lieux de l'espace migratoire et surtout par un ensemble de migrations circulaires¹⁴¹ et temporaires qui s'articulent aux

139D. S. Massey et M. Sana, « Patterns of US migration from Mexico, the Caribbean, and Central America », *Migraciones Internacionales* 2, n° 1 (2003): 5-39.

140H. Mazurek, « Componentes de la migración, impactos territoriales y políticas: un análisis crítico », in *Godard H.R.: Sandoval G., Migración transnacional de los Andes a Europa y Estados Unidos* (Lima: Actes et Mémoires n°17, IFEA, PIEB, IRD, 2008), 250.

141W. Zelinsky, « The hypothesis of the mobility transition », *Geographical review* n° 61 (1971): 219-249; J. C. Mitchell, « Towards a situational sociology of wage-labour circulation », in *Prothero R.M. et Chapman M.: Circulation in Third World Countries*, Routledge (London, 1985), 30-53; L. Faret, « Movilidades migratorias contemporáneas y recomposiciones territoriales: perspectivas multi-escala a partir del caso México-Estados Unidos », in *Lara Flores S.M.: Migraciones de trabajo y movilidad territorial* (México: Estados Unidos Mexicanos, LXI Legislatura, Cámara de Diputados : Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología : Miguel Ángel Porrúa, 2010), 373.

PARTIE II. PARCOURS MIGRATOIRES

migrations jouant de la longue distance et de la longue durée. Comment se caractérise le système migratoire centraméricain ? Quelles sont les conditions et les pratiques de mobilités qui influent sur le rapport des populations rurales, mobiles et immobiles, à l'espace d'origine ?

Les deux chapitres suivants répondent donc à la nécessité de dessiner les contours d'un système de mobilité caractérisé par la diversité de l'orientation des flux et la multiplicité des types de parcours migratoires -au sens des trajectoires (chapitre 3) comme des temporalités (chapitre 4).

À partir de la mise en perspective de nos deux cas d'étude, on pourra mieux saisir les conditions de l'intégration régionale de ces territoires en marge et entamer une meilleure compréhension des enjeux de la négociation des ressources rurales dans le cadre des familles organisées par l'étirement des espaces et du temps.

PARTIE II. PARCOURS MIGRATOIRES

CHAPITRE 3. Élargissement du marché du travail et trajectoires de mobilité

En abordant la complexité des dynamiques migratoires centraméricaines, on entre au cœur de la problématique de l'intégration régionale et de l'internationalisation du marché de l'emploi mais aussi de l'élargissement continu des sources de revenus pour les économies familiales rurales, héritières d'une certaine « culture de la mobilité »¹⁴².

Ainsi, se pose la question du « paradigme de la sédentarité » qui ne laisserait voir dans les flux migratoires, selon B.Fliche¹⁴³, qu'une conséquence des déséquilibres macroéconomiques ou démographiques en considérant les populations rurales comme *ancrées* ou *attachées* à leur territoire d'origine -et par extension à la terre, en tant que ressource productive et patrimoine. Dans notre travail, l'équation consistant à envisager les départs en migration comme le résultat d'une expulsion liée aux contextes de crises économique, démographique ou agraire fait bien partie des bases nous permettant de comprendre les conditions et les effets de la migration sur les espaces d'origine. Nous cherchons dans le même temps à consolider un modèle plus dynamique qui insiste sur la mobilité comme processus au cœur des fonctionnements sociaux et productifs dans le monde rural. Engagés dans les logiques de survie et d'intégration aux dynamiques de polarisation du marché du travail dans des conditions de marginalisation et de vulnérabilité (les migrations économiques restant dans bien des cas des migrations *forcées*), les migrants élaborent dans le même temps des stratégies individuelles et familiales à partir des opportunités et des alternatives qui s'offrent à eux, selon leur profil, leurs bases socio-économiques et leur potentiel de mobilité. Ils sont «acteurs de la migration en ce qu'ils mettent en œuvre leurs projets, choisissent leurs itinéraires [et font valoir] une tradition de la mobilité, issue des différentes circulations antérieures à l'émigration »¹⁴⁴.

142L. Faret, *Les territoires de la mobilité: migration et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis* (Paris: CNRS, 2003).

143B. Fliche, « Le nomade, le saisonnier et le migrant. Une culture de la mobilité en anatolie centrale? », *Etudes rurales* n° 177 (janvier 2006): 109-120.

144Ibid., 110.

La culture de la mobilité semble en effet être largement mobilisée par les populations centraméricaines s'intégrant au marché du travail saisonnier mais aussi à tous les autres secteurs d'activités basés sur la précarisation de la force de travail, à l'échelle régionale ou nationale. Étendant ces logiques de diversification des activités et des espaces de production, les populations rurales centraméricaines s'insèrent aussi aux secteurs de l'activité économique mondialisée, localisés dans différents espaces régionaux et internationaux, impliquant distances et durées d'absence de plus en plus longues.

C'est donc dans un contexte de mondialisation du travail et d'internationalisation des marchés de l'emploi que les transformations des relations de travail et de production se mesurent de la façon la plus claire au travers de l'attraction de la force de travail migrante¹⁴⁵. La flexibilisation des marchés et des entreprises s'accompagne ainsi d'une forte pression pour la précarisation des conditions d'embauche, la compétitivité entre les travailleurs et l'articulation mondialisée entre les espaces de concentration du capital et les espaces fournisseurs de main d'œuvre.

Le couple migratoire Mexique/États-Unis a permis depuis les années 1980-1990 d'étudier les dynamiques socio-spatiales et l'intensification de l'intégration économique régionale nord-américaine au prisme de l'évolution des logiques migratoires, de la circulation des populations et des multiples capitaux associés¹⁴⁶. Le travail que nous prétendons mener s'inspire bien sûr de cette tradition de « prise en compte des logiques de mobilité (migration, circulation et flux induits) dans l'analyse dynamique des objets spatiaux »¹⁴⁷, tout en cherchant à s'extraire de ce contexte migratoire unipolarisé et exclusif.

En effet, les champs migratoires qui nous occupent ici se distinguent par leur pluralité et leur complexité et par la position périphérique de ces espaces productifs par rapport à l'économie nord-américaine. À la différence des travaux portant sur les reconfigurations

145G. Simon, *La planète migratoire dans la mondialisation* (Paris: A. Colin, 2008), 133.

146R. Delgado Wise et H. Márquez Covarrubias, « El sistema migratorio México-Estados Unidos: dilemas de la integración regional, el desarrollo y la migración », *Migración y Desarrollo* n° 7 (2006): 38-65; R. Delgado Wise et J. Cypher, « The Strategic role of Labor in Mexico's Subordinated Integration into the us Production System Under nafta » (Documento de trabajo 12/11/2005, Doctorado en Estudios del Desarrollo-uaz., 2005); L. Faret, « Mexique-Etats-Unis: processus migratoire et intégration régionale », *Problèmes d'Amérique latine* 40 (2001): 93-118; Faret, *Les territoires de la mobilité: migration et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis*; Massey et Sana, « Patterns of US migration from Mexico, the Caribbean, and Central America »; D. S Massey et al., *Return to Aztlan: The Social Process of International Migration from Western Mexico* (Berkeley: University of California Press, 1990).

147Faret, « Mexique-Etats-Unis: processus migratoire et intégration régionale », 94.

territoriales, économiques et sociales des espaces de longue tradition migratoire vers les États-Unis, bénéficiant de réseaux consolidés et ayant mis en place des pratiques de circulation transnationale, notamment dans le Centre-Ouest du Mexique, les logiques de mobilité qui nous intéressent ici sont multipolarisées sur différents niveaux d'échelles ; elles impliquent des temporalités diverses et renvoient à des processus socio-productifs très variés.

Néanmoins, l'organisation des territoires et les diverses formes d'intégration territoriale en Amérique centrale n'en sont pas moins interdépendantes des dynamiques de mobilité, des pratiques de circulation, des routes migratoires et des formes de canalisation des flux de personnes, de biens, d'argent ou d'informations qui se jouent au travers de ces champs migratoires complexes. L'intégration économique nord-américaine est donc articulée à des logiques transnationales étendues aux espaces en marge du sous-continent centraméricain. Les familles engagées dans la dynamique migratoire font partie des acteurs clés de ce processus.

Comment les dynamiques d'attraction des marchés du travail régionaux et internationaux structurent-elles les stratégies migratoires individuelles et familiales de sociétés rurales centraméricaines ? Comment s'articulent et se conjuguent les différentes étapes des parcours migratoires du point de vue des espaces de départ ?

Pour le cas nicaraguayen comme pour le cas mexicain, il s'agit dans un premier temps de présenter les systèmes de mobilité en dessinant les différents espaces migratoires appropriés par les migrants en fonction de leur localisation géographique, des degrés d'accessibilité, des possibilités de circulation, des niches d'emploi et des profils socio-économiques correspondant. La logique de structuration de ces espaces migratoires tient à la fois à la constitution de marchés du travail entraînant des effets de polarisation de la main d'œuvre dans des niches d'emplois spécifiques, mais aussi à des dynamiques historiques, sociales et démographiques qui viennent elles aussi organiser les territoires ainsi intégrés.

Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous procédons à l'analyse des parcours individuels et familiaux qui structurent et activent l'ensemble des espaces pratiqués, d'origine, d'arrivée, de transit ou de tremplins, fonctionnant en continuum et à différentes échelles. Divers scénarios de déplacements sur ces espaces migratoires sont donc présentés à partir

CHAPITRE 3. Élargissement du marché du travail et trajectoires de mobilité

des itinéraires de travailleurs migrants, de leurs trajectoires et pratiques migratoires : au delà des logiques relevant de la rationalité économique, le rapport à la mobilité est considéré au prisme des rapports familiaux, de la recherche ou de la consolidation des ressources, des projections individuelles et collectives.

1. Héritages, construction et appropriation des espaces du marché du travail centre et nord-américains

1.1. Principaux espaces d'attraction

Les trajectoires et les projets migratoires étant dans une large mesure orientés par les conditions et les opportunités d'accès à l'emploi sur différents niveaux d'échelle, les marchés du travail construisent et structurent nettement les espaces migratoires.

La mise en place d'une typologie permet de distinguer ces différents périmètres en fonction de la proximité ou au contraire de l'éloignement par rapport au municipe d'origine, en termes de distances mais aussi d'accessibilité (coûts du transport, nécessité de visa, passage de frontière, existence de réseaux ou d'un passé migratoire collectif, etc.). L'expérimentation par les migrants du marché du travail national, régional ou international nous mène à une classification des espaces migratoires qui correspond avant tout à des pratiques, des perceptions, des possibilités et des restrictions vécues et expérimentées par les migrants qui distinguent ainsi eux mêmes les différents espaces migratoires sur lesquels ils transitent ou bien au contraire qui ne leur sont pas accessibles. Par la prise en compte des ces espaces migratoires complexes et complémentaires, il s'agit de favoriser la déconstruction des logiques de distance et de cerner les divers facteurs d'évolution dynamique des trajectoires de mobilité.

ENCADRÉ MÉTHODOLOGIQUE N.1

- Les espaces de mobilité depuis la perspective des espaces de départ -

L'enquête TRANSITER nous permet de cerner les dynamiques migratoires à l'œuvre dans chacune des trois régions d'étude. Elle nous fournit des informations précises sur la distribution spatiale des migrants, leurs stratégies d'insertion sur le marché du travail et les temporalités des trajectoires individuelles comme familiales.

La saisie des informations, sur le terrain puis sur la base de données, s'est effectuée avec le plus de rigueur et de précision possible afin d'être en mesure de retracer avec un maximum de détails les orientations et les rythmes des trajectoires migratoires des membres des familles ainsi enquêtés.

Il était par exemple demandé aux chefs de famille de fournir -dans la mesure du possible, selon les connaissances ou souvenirs dont il ou elle disposait- le ou les lieux exacts dans lesquels les personnes migrantes travaillaient ou avaient travaillé. En se basant sur une méthode de codification permettant la saisie en fonction du pays, de l'État ou du département et, le cas échéant, du municipe de résidence, l'analyse précise des destinations migratoires pourra donc être menée dans le cadre de travaux parallèles associés au programme ANR TRANSITER, à partir de ces informations qui permettent de localiser, dans une perspective biographique ou linéaire, les différents espaces de vie et d'emploi des migrants tout au long de leur parcours migratoire ou bien les dynamiques à l'œuvre du point de vue des espaces de réception.

Mais pour nous, c'est avant tout le panorama de la distribution spatiale des mouvements migratoires qui doit être obtenu par le traitement de ces données, afin de cerner l'orientation et l'organisation des mobilités depuis la perspective des espaces d'origine. Nous choisissons donc de ne pas mobiliser de manière détaillée les informations concernant la localisation précise des lieux de destination (département, ville, etc...) mais plutôt de déterminer une typologie des espaces de mobilité principaux. Au Mexique, la classification -et la recodification associée- des lieux d'émigration a donc permis une lecture plus effective des dynamiques migratoires en passant de 21

possibilités de modalités à seulement 6, tandis qu'au Nicaragua, nous avons constitué 7 principaux espaces migratoires à partir des 50 différentes modalités de réponses présentes dans les questionnaires. Ils sont présentés depuis la destination principale jusqu'à la destination dont l'attraction est plus marginale.

1.1.1. Pour les migrants originaires de San Juan Guichicovi

- La ville de Mexico et l'État de Mexico (**Mexico DF**) forment à eux deux ***un marché du travail métropolitain traditionnel aux réseaux structurés***. Les mobilités effectuées depuis San Juan Guichicovi vers la capitale mexicaine sont anciennes et très communes dans ces familles rurales (plus de la moitié des migrants absents au moment de l'enquête). Relié à l'Isthme en quelques 12 heures de bus, l'espace du marché du travail de Mexico DF est accessible, tant en termes de possibilités de circulation avec le lieu d'origine qu'en terme d'accès à l'emploi, largement facilité par la présence d'un membre de la famille plus âgé et déjà installé (souvent un frère ou une sœur chargé(e) d'accueillir le nouvel arrivant)¹⁴⁸.

- La **région Centre-Sud**, comprenant les États du Chiapas, Guerrero, Quintana Roo et Oaxaca (Isthme de Tehuantepec exclu), constitue un ***marché du travail de proximité au sein de la grande région du sud du pays***. Celui ci repose essentiellement sur le réseau des villes moyennes et capitales d'États qui attirent différents types de main d'œuvre ainsi que des étudiants. Cet archipel urbain forme ainsi le tissu économique et social régional qui s'étend et s'articule autour de l'espace rural d'origine. Il recevait, au moment de l'enquête, presque 20% des migrants absents.

Tout comme dans la région précédemment décrite, les pratiques de circulation, bien que mal captées par l'enquête, sont assez fréquentes et aisées.

148 Du point de vue méthodologique, il est important de faire remarquer que les personnes enquêtées, souvent sans expérience migratoire, ne font que très rarement la distinction entre l'État de Mexico et le District Fédéral au moment de répondre à la question du lieu de résidence du migrant et cette confusion est ainsi reprise au moment de la saisie. La catégorie Mexico DF comprend donc l'ensemble de l'agglomération urbaine, aux logiques d'emploi, d'intégration et de circulation homogènes.

- La **région Nord-Ouest du Mexique** se présente, elle, comme un ***marché du travail national lointain au différentiel salarial fort***. Des migrants de San Juan Guichicovi (12% des migrants absents au moment de l'enquête) vivent et travaillent ainsi en Basse Californie Nord et Sud, Coahuila, Colima, Chihuahua, Nayarit, Sinaloa et Sonora, États dans lesquels la variation de salaire par rapport à la région de l'Isthme et du Sud Mexique en général est considérable. Ces destinations n'impliquant pas de passage de frontière internationale, le voyage et la circulation se font librement mais il convient de souligner ici que la durée et le coût du trajet restreignent largement les pratiques de circulation et que ces espaces lointains constituent de véritables *ailleurs*, espaces inconnus, éloignés, fantasmés et très peu articulés au territoire rural d'origine. La migration vers le nord du pays étant relativement récente, les réseaux de mobilité sont peu développés et le sentiment de distance et de *sortie* du milieu rural est prononcé, tant pour les migrants eux-mêmes que pour les membres de leur famille restés dans l'Isthme.

- Les **États-Unis**, lieu de destination récemment investis par les migrants de San Juan Guichicovi constituent le ***marché du travail international*** qui se distingue des autres espaces de destination par la distance qu'il impose par rapport au lieu d'origine, du point de vue du statut migratoire souvent clandestin comme du coût (financier et humain) du voyage. Seule une faible part (un peu plus de 5%) des migrants absents captés par l'enquête sont concernés par cet espace du marché du travail mais cette nouvelle tendance à la migration internationale pour notre région d'étude a récemment pris de l'ampleur et vient enrichir notre compréhension des mutations du monde rural qui sont à l'œuvre dans des contextes de mobilité.

- La **région de l'Isthme** de Tehuantepec constitue pour le municipe un ***marché du travail local*** au sein duquel les mobilités sont traditionnelles et ancrées, faisant partie intégrante du fonctionnement des économies familiales rurales. Les mobilités s'effectuent essentiellement vers les villes moyennes, pôles industriels et portuaires de Coatzacoalcos, Minatitlan, Salina Cruz et centres intermédiaires ou commerciaux de Matias Romero, Juchitán, Ixtepec, Tehuantepec¹⁴⁹.

149 Selon notre méthodologie d'enquête, « ceux qui restent » et en particulier les chefs de famille ou autres membres de la famille qui répondaient au questionnaire déterminaient eux même le contour du foyer (qui est membre ? qui ne l'est pas ?) ainsi que les limites du « chez soi », la question ouverte « Qui est parti ?

- La dernière catégorie **Mexique-sans précision** regroupe les quelques cas pour lesquels la ville ou l'État n'a pas été précisée.

ENCADRÉ MÉTHODOLOGIQUE N.2

-Deux modes d'échantillonnage, entre distribution des migrants et répétitivité des voyages-

Pour évaluer l'importance relative des différents espaces d'attraction, deux modes d'échantillonnage sont utilisés et mobilisés en fonction de leur pertinence et de leur potentiel explicatif, selon les contextes migratoires en cause.

- Le premier permet de décrire la répartition des migrants sur les différents espaces du marché du travail en prenant en compte l'échantillon des personnes déclarées « en migration », c'est à dire absentes au moment de l'enquête. Il s'agit donc de visualiser une sorte de « photographie » de la situation migratoire et de la distribution des migrants au moment T de la levée de l'enquête TRANSITER¹⁵⁰. C'est le mode d'échantillonnage utilisé pour les cartes indiquant la distribution des migrants absents au moment de l'enquête.

- Le deuxième mode d'échantillonnage permet lui de montrer la répartition des destinations pour l'ensemble des voyages recensés par l'enquête. Il présente l'avantage d'augmenter considérablement l'importance de l'échantillon et donc d'éviter l'effet de « photographie » figée qui laisse déterminer l'échantillon selon la période du calendrier migratoire à laquelle l'enquête a été menée, phénomène particulièrement problématique pour les mobilités saisonnières.

Cette méthode statistique a donc consisté à passer les voyages -et non plus les

Qui est « dehors » (*a fuera*)? », leur permettant de définir selon leur propres critères à partir d'où et de combien de temps un membre était considéré comme migrant.

Pour San Juan Guichicovi, la mobilité interne à l'Isthme est relativement peu marquée, contrairement à d'autres localités de l'Isthme pour lesquelles l'héritage de mobilité vers les centres urbains, commerciaux et pétroliers des côtes nord et sud est ancien et prépondérant dans les logiques de reproduction familiale.

150 Août 2009 pour San Juan Guichicovi et Janvier 2009 pour Palacagüina et Posoltega

individus- en *observations* et à travailler sur les *variables* permettant de définir les lieux de migration et les types d'emplois occupés. Pour San Juan Guichicovi, nous avons pu effectuer l'analyse sur les 3 derniers voyages tandis que pour les municipes nicaraguayens, l'étude a pu se porter sur les 6 derniers voyages (migration actuelle comprise pour les individus absents).

C'est particulièrement pour les cas nicaraguayens que cette démarche est nécessaire car elle nous permet d'opérer à la description des espaces du marché du travail sur l'ensemble des événements migratoires, considérant ainsi de façon plus juste et au sein d'un échantillon plus large l'importance des migrations temporaires et des parcours migratoires et professionnels basés sur la multiplication des allers-retours, la diversification des lieux de destination et des marchés du travail ainsi successivement intégrés par les individus particulièrement mobiles.

Pour San Juan Guichicovi, la distribution des migrants absents au moment de l'enquête et l'importance relative des principaux espaces d'attraction se présentent comme suit. On voit que les pourcentages varient peu et qu'aucun des espaces du marché du travail ainsi défini ne se caractérise par une intense répétitivité des voyages¹⁵¹.

151 Nous avons pu percevoir lors de la levée de l'enquête que les pratiques réelles de circulation entre la capitale et le village n'étaient pas toujours précisément déclarées, ces aller-retour n'étant pas aussi « marquants », pour la famille comme pour le migrant, que dans les situations où le franchissement d'une frontière internationale s'impose. Les dates de voyage données par les chefs de familles semblent ainsi souvent indiquer seulement le moment du premier voyage vers une destination nouvelle et les pratiques de circulation (nombre de voyages vers un même espace, périodes de retour pour les fêtes, les visites ou pour participer à des activités productives familiales) nous semblent donc sous-évaluées par rapport à ce que nous avons pu percevoir par la suite, au travers des entretiens qualitatifs.

Tableau 9. Distribution des migrants absents au moment de l'enquête, San Juan Guichicovi

	Fréquence	Pourcentage
Mexico DF	144	58,54
Mexique Centre-Sud	45	18,30
Mexique Nord-Ouest	30	12,21
États-Unis	13	5,29
Mexique Isthme	9	3,65
Mexique sans précision	5	2,03
TOTAL	246	100

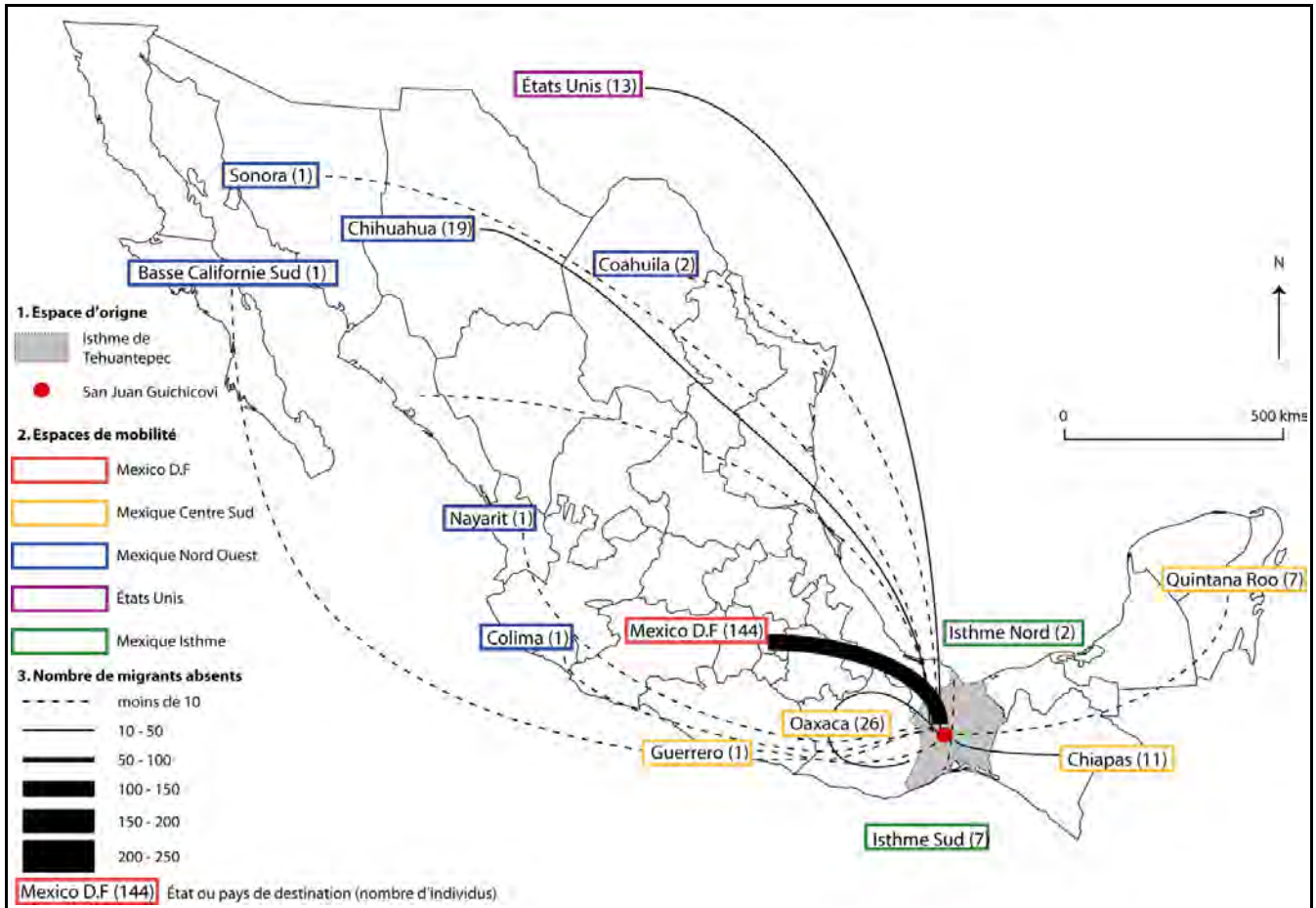
Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Tableau 10. Principaux espaces d'attraction depuis San Juan Guichicovi, total des voyages

	Fréquence	Pourcentage
Mexico DF	240	56,07
Mexique Centre-Sud	90	21,03
Mexique Nord-Ouest	46	10,75
États-Unis	15	3,5
Mexique Isthme	32	7,48
Mexique sans précision	5	1,17
TOTAL	428	100

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Carte 4. Distribution des migrants originaires de San Juan Guichicovi au moment de l'enquête.



Source : Enquête TRANSITER, 2009.
Réalisation : D.Prunier

1.1.2. Pour les migrants originaire de Palacagüina et Posoltega

- Le **Costa Rica** est le premier espace d'attraction de la force de travail nicaraguayenne, avec presque 45% des migrants absents au moment de l'enquête pour Palacagüina et 73% pour Posoltega. Ce pays voisin du Nicaragua constitue un ***marché du travail proche et traditionnel avec des restrictions au passage de la frontière et une forte maturité du réseau migratoire***. Il se caractérise par la combinaison de deux situations migratoires : installations durables et mobilités temporaires de la force de travail nicaraguayenne s'articulent et font émerger des phénomènes transnationaux singuliers entre ces deux pays. En effet, en termes de temporalités des séjours, de transferts économiques et d'implication du processus migratoire sur les territoires d'origine, nous verrons par la suite que ce « couple migratoire » a une importance centrale dans les évolutions des processus productifs et familiaux du monde rural nicaraguayen.

Cet espace du marché du travail répond par ailleurs à une logique singulière de répétitivité des voyages pour les migrants nicaraguayens et notre enquête capte ainsi très nettement cette tendance à la mobilité temporaire avec des parts plus élevées lorsqu'on considère le total des voyages plutôt que les individus absents : presque 57% des voyages recensés pour Palacagüina et plus de 81% pour Posoltega se sont effectués vers le Costa Rica.

Ces dernières années, les conditions de traversée de la frontière et de séjour se sont vues compliquées par des politiques migratoires de plus en plus restrictives. Le coût du visa, du transport et de la perte de salaire qu'impliquent les jours de non activité nécessaires pour mener à bien les démarches à l'ambassade costaricienne de Managua poussent une grande partie des migrants à demeurer de l'autre côté de la frontière dans une situation migratoire irrégulière. A ce contexte de précarité et de peur permanente des contrôles s'ajoute également une sensation croissante de xénophobie subie de manière de plus en plus pesante par les travailleurs nicaraguayens s'intégrant au marché du travail et à la société costaricienne.

- L' **Amérique du Nord** -États-Unis et, dans une moindre mesure, Canada- représente, tant au niveau national qu'au niveau de nos deux municipes d'étude, le principal ***marché du***

travail international lointain pour les migrants nicaraguayens. Avec 38,6% des migrants absents au moment de l'enquête pour Palacagüina et 15,5% pour Posoltega, il constitue une alternative à la migration régionale mais également un coût humain et financier considérable : les migrants devaient déboursier environ 7000 dollars en 2009-2010 pour espérer arriver aux États Unis avec l'aide d'un *coyote* (un passeur), somme impliquant une dette qui sera remboursée durant les premières années de travail en migration. La dangerosité du voyage est elle aussi prise en compte par les migrants et leurs familles qui évaluent plus ou moins précisément les risques du transit migratoire au Mexique et de la traversée de la frontière étasunienne en situation irrégulière.

- Les **pays du C4 -Honduras, Salvador et Guatemala-** forment avec le Nicaragua un espace régional de libre circulation. Il s'agit donc pour les migrants nicaraguayens disposant de peu de ressources économiques pour entreprendre un processus de passage de frontière plus restrictif d'un **marché du travail de proximité et ouvert**, en ce sens que les travailleurs peuvent passer d'un pays à l'autre et y travailler sans effectuer de démarche administrative longue et coûteuse.

Il s'agit typiquement d'une extension du marché du travail régional au delà des frontières qui permet aux habitants des milieux ruraux nicaraguayens d'étendre les possibilités d'emplois, souvent temporaires, dans une logique de complémentarité avec les activités productives rurales du lieu d'origine, sans que le différentiel de salaire ne soit très marqué. Moins de 10% des migrants (8,4% pour Palacagüina et 6% pour Posoltega) se trouvaient sur ce marché du travail au moment de l'enquête mais il est important de souligner que plus d'un quart des voyages recensés (deuxième mode d'échantillonnage – voir encadré méthodologique n.2) pour le municipe de Palacagüina se sont effectués sur cet espace du marché du travail de proximité, affirmant le caractère temporaire et répétitif de ces mobilités.

- Quatre autres catégories se distinguent dans la délimitation des espaces du marché du travail des migrants nicaraguayens, représentant une minorité de migrants. Il s'agit du **Mexique**, de l'**Espagne**, des **autres pays** d'Amérique latine ou d'Europe et de la catégorie **sans réponse**, correspondant aux cas où le pays de destination du migrant n'a pas été indiqué.

On voit à présent au travers des quatre tableaux suivants que l'Amérique du Nord est bien plus représentée en termes de migrants absents que de nombre absolu de voyages captés par l'enquête. Au contraire, les espaces d'attraction centraméricains (Costa Rica et C4) sont, eux, toujours davantage représentés avec le deuxième mode d'échantillonnage, indiquant une intense répétitivité des voyages ainsi qu'une expérience migratoire régionale plus ancienne, comme nous pouvons le préciser par la suite. Contrairement aux États-Unis, les pays voisins du Nicaragua sont en effet des espaces de destination traditionnels pour une population migrante dont les pratiques de mobilité sont temporaires, circulaires et ont débuté dans les années 1980-90, ce qui explique leur plus forte représentation dans les deuxièmes tableaux.

Tableau 11. Distribution des migrants absents au moment de l'enquête, Palacagüina

	Fréquence	Pourcentage
Costa Rica	107	44,95
Amérique du Nord	92	38,65
Amérique Centrale C4	20	8,4
Mexique	1	0,42
Espagne	9	3,78
Autres	3	1,26
Sans réponse	6	2,52
TOTAL	238	100

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Tableau 12. Principaux espaces d'attraction depuis Palacagüina, total des voyages

	Fréquence	Pourcentage
Costa Rica	710	56,89
Amérique du Nord	168	13,46
Amérique Centrale C4	324	25,96
Mexique	6	0,48
Espagne	11	0,88
Autres	17	1,36
Sans réponse	12	0,96
TOTAL	1248	100

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Tableau 13. Distribution des migrants absents au moment de l'enquête, Posoltega

	Fréquence	Pourcentage
Costa Rica	244	73,07
Amérique du Nord	52	15,58
Amérique Centrale C4	20	6
Mexique	3	0,9
Espagne	9	2,7
Autres	1	0,3
Sans réponse	5	1,5
TOTAL	334	100

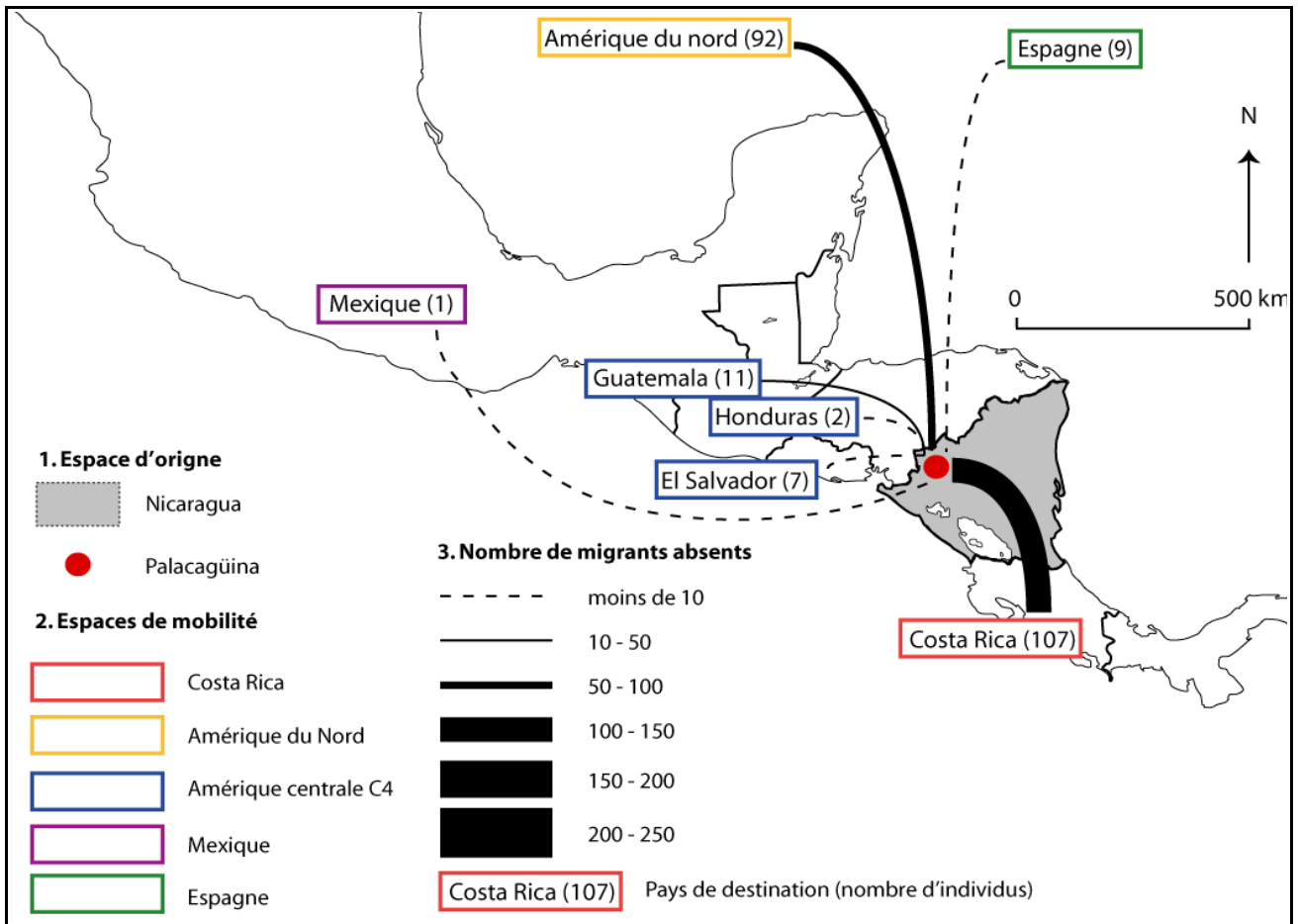
Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Tableau 14. Principaux espaces d'attraction depuis Posoltega, total des voyages

	Fréquence	Pourcentage
Costa Rica	1237	81,6
Amérique du Nord	129	8,51
Amérique Centrale C4	118	7,78
Mexique	6	0,4
Espagne	9	0,59
Autres	7	0,46
Sans réponse	10	0,66
TOTAL	1516	100

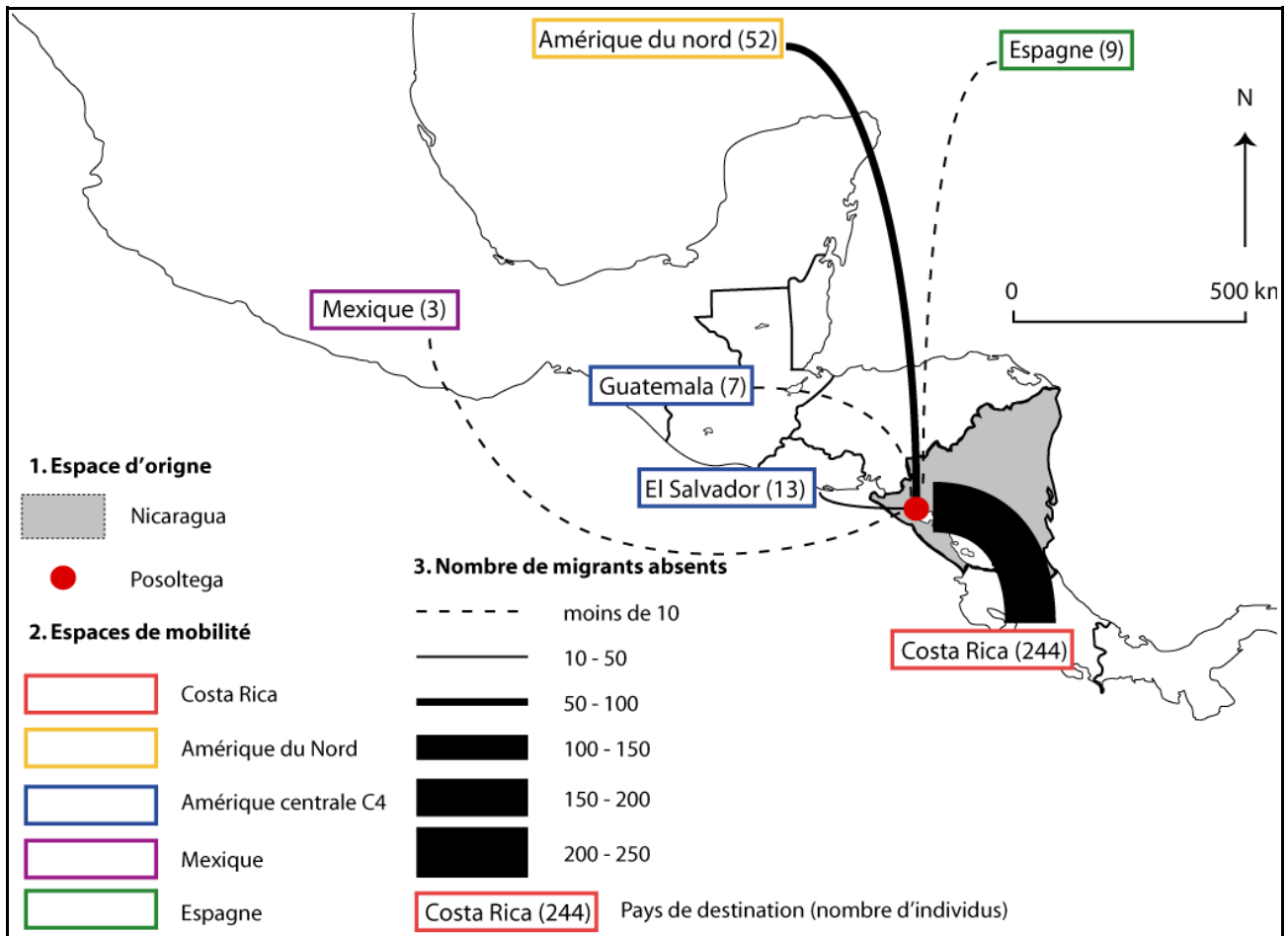
Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Carte 5. Distribution des migrants originaires de Palacagüina au moment de l'enquête.



Source : Enquête TRANSITER, 2009.
Réalisation : D.Prunier

Carte 6. Distribution des migrants originaires de Posoltega au moment de l'enquête.



Source : Enquête TRANSITER, 2009.
Réalisation : D.Prunier

1.1.3. Enjeux et difficultés de la comparaison

Le dispositif méthodologique de l'enquête nous oblige à une série de considérations pour l'interprétation des résultats dans une démarche comparative et pour l'analyse des systèmes migratoires à différents niveaux d'échelle.

Premièrement, au niveau des pratiques de mobilité qui s'exercent dans un périmètre que l'on pourrait qualifier de local ou de proximité, il est important d'éclaircir les points de similitude et les particularités de nos deux cas d'étude.

Pour le municpe de San Juan Guichicovi, la catégorie « Isthme » pose la question de la délimitation du milieu rural d'origine, et plus amplement, de la région d'origine. En effet, les chefs de famille répondant aux questions des enquêteurs sont les seules personnes en position de déterminer quels membres, migrants ou non migrants, font partie du foyer. Par extension, ils signalent également quels membres du foyer ont une expérience migratoire actuelle ou passée en considérant eux-mêmes les situations de « départ », de « sortie » du lieu d'origine. Cette notion, évidemment relative, est moins liée à la distance parcourue ou à la fréquence des retours (quotidiens, hebdomadaires, mensuels) qu'à la perception de l'ailleurs. Dans le village indien *mixe* de San Juan Guichicovi, on a pu remarquer qu'un membre de la famille parti travailler dans l'une des villes régionales de l'Isthme était souvent considéré, sinon comme *migrant*, au moins comme *parti, ailleurs*, « *a fuera* », puisqu'il n'était plus intégré de manière régulière aux activités et aux temporalités marquées de l'espace familial. Cette perception ou détermination est néanmoins variable d'une famille à l'autre au sein du municpe et deux personnes travaillant dans la même localité ou à la même distance de San Juan Guichicovi pourront être considérées par leur familles respectives comme *parties* ou non.

En revanche, pour les municpes nicaraguayens, il convient de bien préciser que de telles mobilités correspondant au niveau local, régional, ou même national -ayant regard à une superficie territoriale bien plus réduite- n'ont pas été captées par l'enquête TRANSITER. Les mêmes techniques d'enquête ayant été appliquées, la détermination par les chefs de famille des membres *partis* a toujours fait correspondre migration et passage de frontière,

contrairement au cas mexicain. Ainsi donc, diverses pratiques de mobilité intra-nationales n'ont pas été considérées par l'enquête mais sont bien prises en compte par le travail qualitatif permettant de cerner les différents degrés de diversification des espaces de travail et de vie ainsi que de dispersion des membres de la famille.

Pour Palacagüina comme pour Posoltega, les mobilités vers les villes moyennes ou vers la capitale Managua sont très fréquentes : ce sont respectivement les villes d'Estelí et de León (centres administratifs et commerciaux, concentrant universités et marché du travail) qui attirent la force de travail rurale, puis les plus petites villes de Somoto et Ocotal pour Palacagüina, et Chinandega et Chichigalpa pour Posoltega qui créent un tissu urbain très articulé aux campagnes. Par ailleurs, le municpe de Palacagüina fournit, à des périodes régulières du calendrier agricole, la force de travail pour la récolte du café dans les montagnes de l'intérieur, dans les régions de San Juan Rio Coco, Quilali et Wiwili. Ces déplacements concernent une grande partie des familles paysannes du municpe et nous aurons l'occasion par la suite de revenir sur ces logiques paysannes de mobilité saisonnière.

Deuxièmement, c'est en termes d'éloignement et d'absence que des distinctions se posent. En effet, la migration se caractérise de façon plus ou moins prononcée par la mise en place d'une distance, en termes de temps et d'espace, entre le migrant et son espace d'origine, sa famille et ses éventuels projets de retour.

Selon les conditions de passage de frontière et/ou de disponibilité des moyens économiques permettant la circulation, les États-Unis ou l'Espagne, mais aussi les espaces tels que le nord du Mexique dans le cas de San Juan Guichicovi ou du Costa Rica dans le cas des municpes nicaraguayens forment autour des familles rurales impliquées dans la migration différents périmètres à l'intérieur desquels les échanges et les déplacements se font dans des conditions très diverses. Ils nous obligent ainsi à définir le questionnement autour de la notion de *mise à distance* et à remettre en cause les terminologies classiques qui différencient de manière trop figée les mécanismes de mobilités internes et les dynamiques *transnationales* de migrations au delà des frontières.

Les champs migratoires -considérés comme « espace[s] parcouru[s] et structuré[s] par des flux stables et réguliers de migrations et par l'ensemble des flux (matériels, idéels) induits

par la circulation des hommes »¹⁵²- se constituent donc de manière fort complexe dans nos cas d'étude en associant ces deux types de dynamiques migratoires et en combinant des conditions de voyage, de séjour, de circulation et de retour très diversifiées pour une même région d'origine mais aussi au sein d'une même famille.

Tout en soulignant l'articulation de ces différents contextes de *mise à distance*, on retiendra aussi que c'est essentiellement dans le cas du passage de frontière internationale -entraînant des séjours en situation irrégulière- que la distance et les diverses formes de frein à la circulation impliquent un phénomène d'absence prolongée. Phénomène qu'il nous semble primordial de saisir pour comprendre les incidences de cette migration internationale à durée indéterminée sur le tissu familial et productif rural.

1.2. Ancienneté et nouveauté de la migration

1.2.1. Tendances générales

Nos trois municipes d'étude, au sud du Mexique et au Nicaragua, sont représentatifs du contexte migratoire de la région centraméricaine telle que nous l'envisageons dans ce travail. En effet, dans l'ensemble de cette zone, les dynamiques de mobilité présentent des caractéristiques qui se distinguent largement de celles observables dans les régions centre et nord du Mexique pour lesquelles les migrations sont plus anciennes, structurées par des réseaux transnationaux d'une maturité plus marquée et enfin polarisées presque uniquement par le marché du travail étasunien.

Nous considérons donc que les pays centraméricains et le sud du Mexique *font région* autour du critère des formes de la ruralité -comme nous l'avons vu dans une première partie- mais aussi autour du critère migratoire. En effet, cette région se caractérise par deux éléments majeurs du point de vue des dynamiques de mobilité :

- d'une part, par la multipolarité des flux migratoires vers des espaces impliquant

¹⁵²Simon, *La planète migratoire dans la mondialisation*, 15.

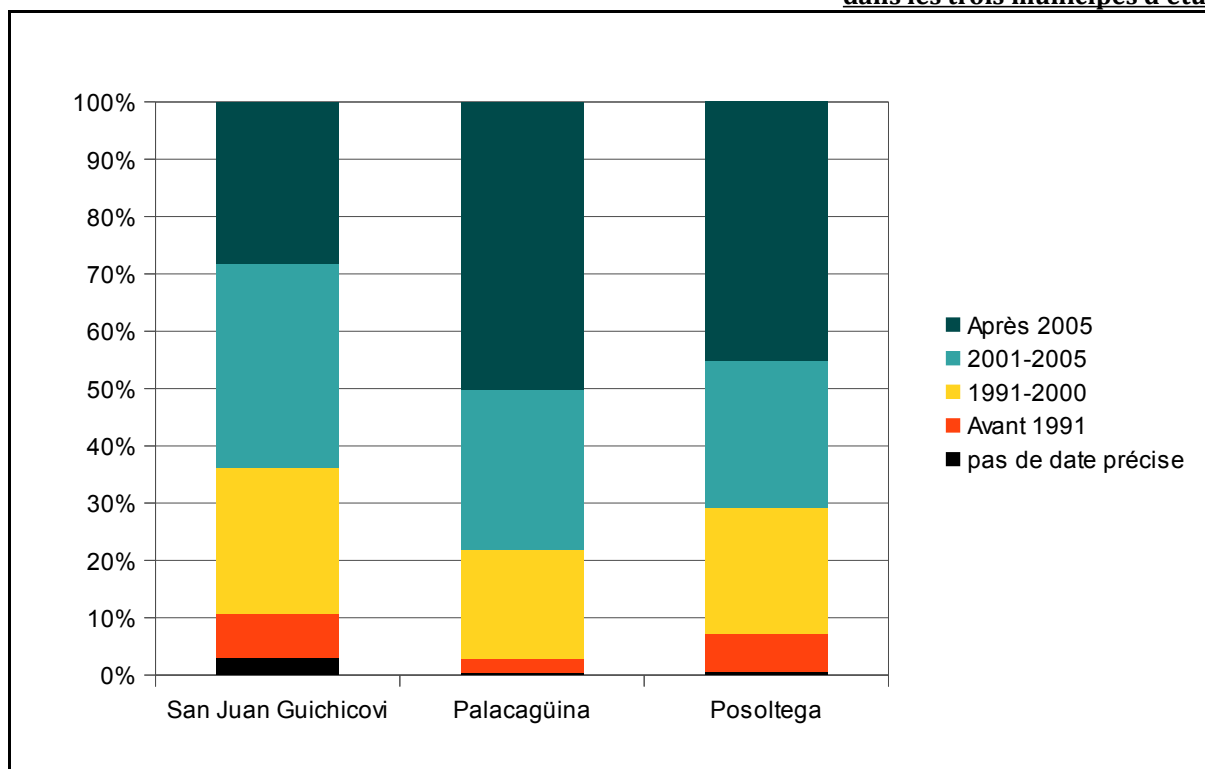
pour les migrants plus ou moins de distance au lieu d'origine, de durée d'absence, de restriction au voyage et à la circulation (passage ou non de frontière internationale), de différentiels de salaires, etc.

- d'autre part, par le caractère récent des migrations internationales de longue distance et de longue durée, vers l'Amérique du Nord et dans une moindre mesure vers l'Espagne. Si les mobilités nationales ou régionales permettant des pratiques fréquentes et aisées d'allers-retours entre les espaces de destination et d'origine sont traditionnelles et ancrées dans les modes de fonctionnement socio-productifs des familles rurales centraméricaines, la migration vers *le Nord*, beaucoup plus restrictive en termes de circulation et de statut légal, a démarré à partir de 2000 et n'a cessé d'augmenter depuis lors.

Dans le graphique 6, on peut voir que, toutes destinations confondues et pour chacun des trois municipes, pour la grande majorité des individus recensés ayant une expérience migratoire passée ou en cours, l'année du premier voyage s'est effectuée après 2000, avec une part très significative après 2005 nous indiquant l'accélération récente des départs. Les cas nicaraguayens sont les plus nets sur ce point, avec 50% et 45% des migrants de Palacagüina et Posoltega ayant débuté leur parcours migratoire après 2005.

Il est néanmoins important de préciser qu'un biais méthodologique semble sous-représenter légèrement la part des premiers voyages effectués avant l'année 2000. En effet, si les entretiens qualitatifs ainsi que les sources bibliographiques permettent de pointer l'héritage des mobilités régionales ainsi que les flux migratoires enclenchés dans les années 1980 et 1990, cette réalité n'est que trop peu captée par notre enquête puisque la plupart des familles concernées par ces migrations plus anciennes se sont installées dans les pays ou régions d'accueil et n'apparaissent donc pas dans l'enquête TRANSITER menée depuis le point de vue de « ceux qui restent ». De nouveau, cette remarque s'applique particulièrement au Nicaragua, pays depuis lequel les flux vers le Costa Rica et les États-Unis ont débuté dès la deuxième moitié du 20^e siècle et se sont plus solidement structurés pendant et après la période de guerre civile des années 1980.

Graphique 6. Année de la première migration pour l'ensemble des migrants, dans les trois municipes d'étude



Données correspondantes en chiffres absolus

	pas de date précise	avant 1991	1991-2000	2001-2005	après 2005	Total
San Juan Guichicovi	11	28	93	130	103	365
Palacagüina	2	12	94	138	247	493
Posoltega	3	36	118	138	243	538

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

1.2.2. Évolution de l'attraction des différents espaces de destination pour chacun des municipes

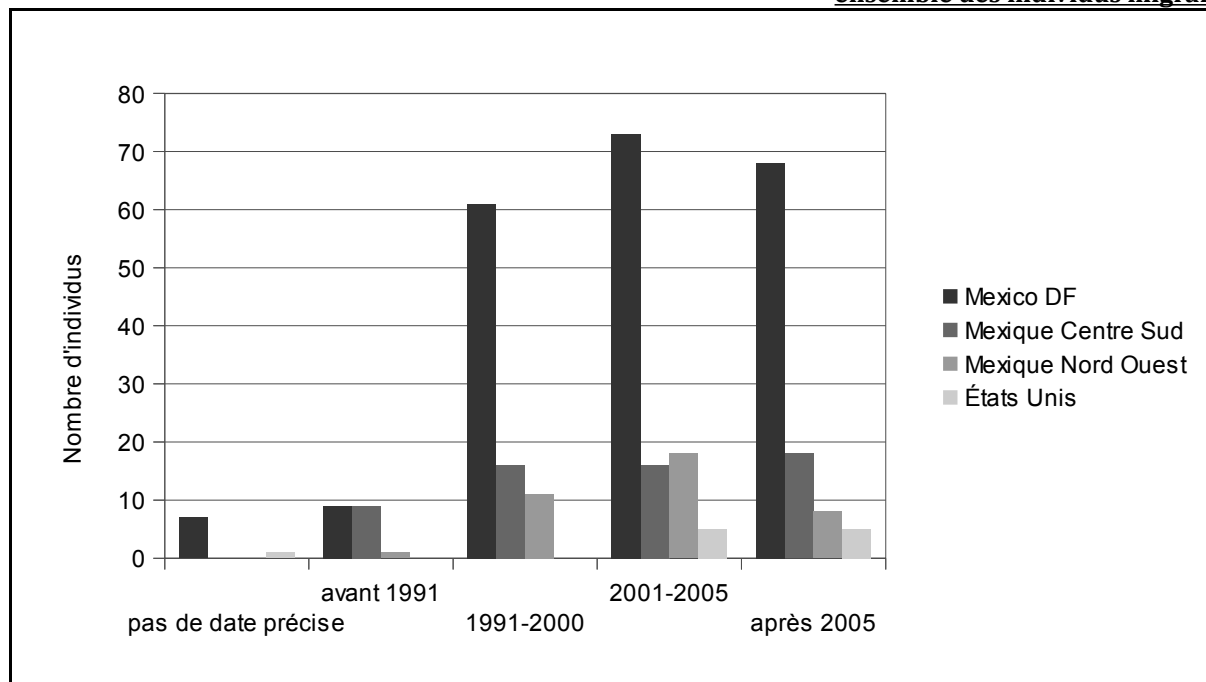
Depuis le municipe de San Juan Guichicovi, les départs vers la capitale mexicaine ont débuté dans les années 1980 mais ont connu une explosion remarquable à partir des années 1990, période de crise dans les campagnes mexicaines ayant poussé un grand nombre de ruraux à chercher à élargir leurs sources de revenus au delà de la région traditionnelle de mobilité, en investissant le marché du travail de la principale agglomération urbaine. On voit ici que le nombre de premiers départs est resté à peu près stable jusqu'à aujourd'hui, la ville de Mexico restant très largement la destination majoritaire pour les migrants de San Juan Guichicovi.

C'est aussi depuis les années 1980 que les pratiques de mobilité vers les moyennes et grandes villes de la grande région du sud du pays se sont ancrées au fonctionnement rural des populations *mixes*, sans que ce phénomène ne connaisse de progression spectaculaire.

La migration vers la région plus lointaine du Nord Ouest a, elle, commencé dans les années 1990. Elle est alors surtout liée à la demande croissante de main d'œuvre du secteur industriel des *maquiladoras* et progressera surtout au début des années 2000 avec le nouveau phénomène de recrutement dans les corps armées des villes de la frontière, comme nous le verrons plus en détail dans la partie suivante.

Enfin, la migration de longue distance et de longue durée vers les États-Unis est tout a fait récente et encore très minoritaire : la moitié des 11 personnes ayant effectué leur premier voyage aux États-Unis l'ont fait entre 2001 et 2005, l'autre moitié après 2005. Précisons qu'une partie des migrants vers les États-Unis avaient une expérience migratoire précédente à l'intérieur des frontières nationales mais que le passage de la frontière s'est néanmoins fait, pour eux aussi, au cours de la dernière décennie.

Graphique 7. Année du premier voyage selon le lieu de destination, San Juan Guichicovi, ensemble des individus migrants



Données correspondantes en chiffres absolus

	pas de date précise	avant 1991	1991-2000	2001-2005	après 2005	Total
Mexico DF	7	9	61	73	68	218
Mexique Centre Sud	0	9	16	16	18	69
Mexique Nord Ouest	0	1	11	18	8	38
États-Unis	1	0	0	5	5	11

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Dans les municipes nicaraguayens, on remarque surtout que les premiers voyages vers le Costa Rica et les États Unis ont débuté dans les années 1980 -pour les populations réfugiées lors du conflit armé- mais ont réellement pris une importance significative dans les années 1990, les départs vers le Costa Rica devenant très largement majoritaires. Ces derniers ont progressé régulièrement pour Palacagüina et ont connu un boom plus marqué après 2005 pour Posoltega.

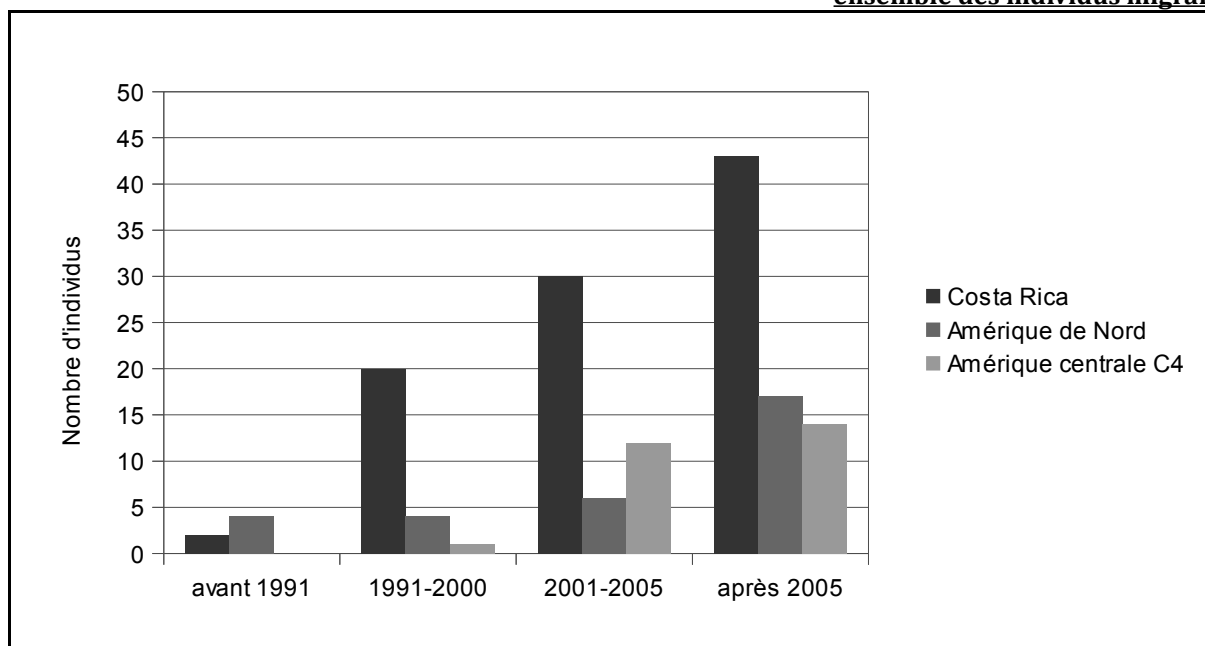
Les premiers voyages vers les États-Unis, eux, ont surtout augmenté dans le municipe de Palacagüina, et ce à partir de l'année 2000.

Enfin, dans ce même municipe, on soulignera l'importance croissante des premiers voyages effectués au sein de la zone de libre circulation du C4, confirmant une nouvelle tendance à l'élargissement des espaces du marché du travail au delà des frontières nationales, dans cette région qui constitue une alternative aux migrations plus restrictives vers le Costa Rica.

Surtout, il convient à cette étape de différencier les panoramas migratoires de ces deux municipes, en confirmant les données vues plus haut concernant la distribution des migrants absents au moment de l'enquête. On observe en effet que l'orientation des flux est bien plus diversifiée à Palacagüina qu'à Posoltega : dans le premier cas, la migration vers le Costa Rica reste fortement majoritaire mais les premiers départs vers les États-Unis ou la région C4 proche voient leur représentation augmenter sur les cinq-dix dernières années alors qu'à Posoltega, le premier séjour est traditionnellement et nettement orienté vers le marché du travail du pays voisin.

Notons pour finir que l'Espagne constitue très récemment une nouvelle destination dans les deux municipes. Elle n'a pas été représentée graphiquement pour des raisons de lisibilité mais soulignons que, dans environ la moitié des cas, les personnes présentes en Espagne au moment de l'enquête avaient effectué un premier voyage dans un autre pays auparavant -généralement le Costa Rica-, et que pour l'ensemble d'entre elles, ce départ vers l'Europe s'est fait après 2005.

Graphique 8. Année du premier voyage selon le lieu de destination, Palacagüina, ensemble des individus migrants

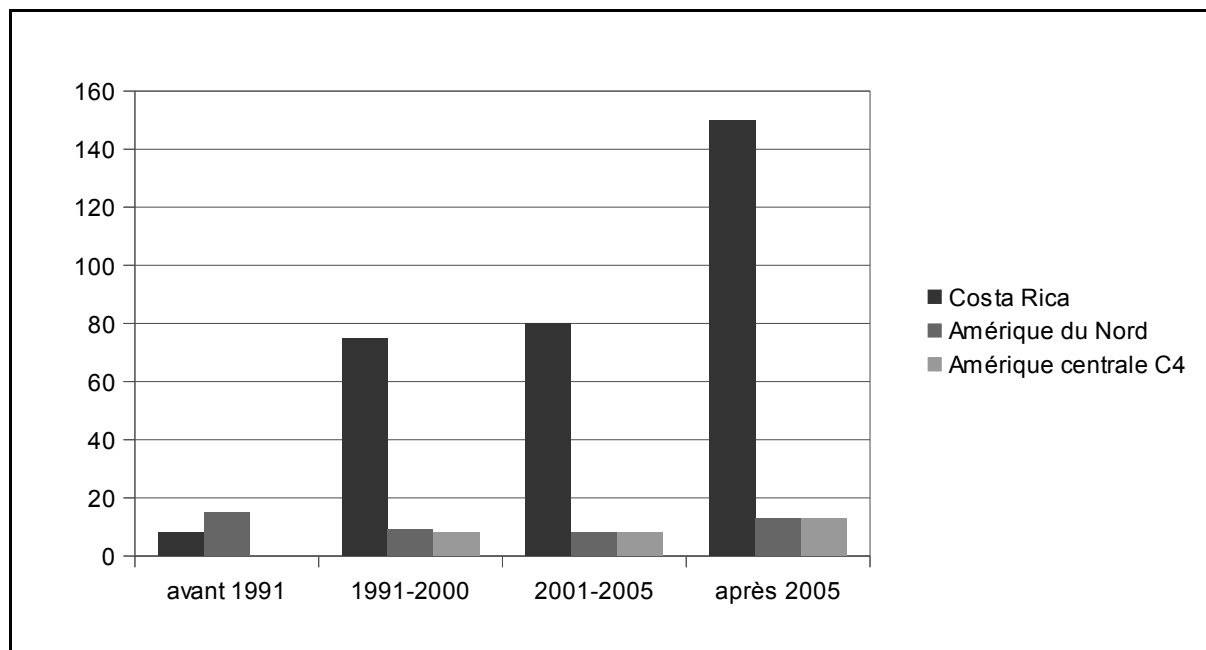


Données correspondantes en chiffres absolus

	avant 1991	1991-2000	2001-2005	après 2005	Total
Costa Rica	2	20	30	43	95
Amérique du Nord	4	4	6	17	31
Amérique centrale C4	0	1	12	14	27

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Graphique 9. Année du premier voyage selon le lieu de destination, Posoltega, ensemble des individus migrants



Données correspondantes en chiffres absolus

	avant 1991	1991-2000	2001-2005	après 2005	Total
Costa Rica	8	75	80	150	313
Amérique du Nord	15	9	8	13	45
Amérique centrale C4	0	8	8	13	29

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

1.3. Niches d'emplois et réseaux

A partir des sous-ensembles que nous avons établis comme régions cohérentes ayant chacune une dynamique propre en tant qu'espace de mobilité pour les migrants originaires des trois zones d'étude, nous pouvons à présent observer la répartition de ces travailleurs migrants dans différents secteurs d'emplois. Pour cela, nous nous appuyons sur les données chiffrées de l'enquête TRANSITER¹⁵³ mais aussi sur l'ensemble des informations collectées lors du travail de terrain, nous permettant de mieux qualifier et expliquer les dynamiques d'insertion dans les diverses niches du marché du travail régional, national et international.

1.3.1. Pour les migrants originaires de San Juan Guichicovi

Mexico DF- Plus de la moitié des migrants absents au moments de l'enquête se trouvaient dans la zone métropolitaine de la capitale fédérale mexicaine (Districto Fédéral et État de México). Parmi eux, plus d'un tiers s'occupe dans le **secteur de la vente ou des services** ; il s'agit, d'après les chefs de famille enquêtés, d'emplois souvent informels : vente de disques pirates ou de marchandises en gros, emplois dans de petits ou moyens commerces urbains, dans des activités de services délivrés dans la rue (stationnements, lavage de voitures, etc.) ou bien dans les marchés. Ces emplois peuvent être précaires ou au contraire relativement stables, ils témoignent dans tous les cas d'une intégration de ces migrants ruraux à la logique de flexibilité et d'essor du secteur tertiaire dans la mégapole mexicaine.

D'autre part, presque 15% des migrants de ce groupe étaient engagés dans l'armée. Si on y ajoute les 8% de migrants travaillant dans le secteur de la police à la même période, ont atteint presque un quart de migrants occupés dans le **secteur des corps armés** dans la région de Mexico.

Par ailleurs, on souligne la présence relativement forte (13,9%) de migrantes « **femmes au foyer** » dans cette région. Elle nous indique l'existence dans cet espace du marché du travail d'un certain modèle migratoire impliquant la mobilité du couple, d'une partie ou de la

153 Voir le détail des données chiffrées en annexe 4.

totalité du foyer et donc un phénomène d'installation de moyenne ou longue durée, ce qui est beaucoup moins le cas, nous le verrons, pour d'autres régions de destination ou d'autres niches d'emplois.

Les logiques de réseaux pour l'installation et surtout pour l'intégration dans l'emploi à Mexico sont essentielles. Elles se jouent entre générations et/ou fratries, se basent sur les héritages des dynamiques de mobilité anciennes et sur la mobilisation de ressources économiques réticulaires débouchant souvent sur une installation durable.

La création « d'amorces de chaînes migratoires » ainsi que la « constitution de ressources réticulaires » (exposées par B. Fliche dans le cas des mobilités depuis les campagnes turques vers la capitale Ankara¹⁵⁴) est nettement visible dans le contexte de mobilité des familles rurales de San Juan Guichicovi engageant une migration vers la ville de Mexico : ces pratiques de déplacement et de circulation anciennes produisent des réseaux et on observe, au travers des enquêtes, nombre de cas pour lesquels un ou un grand(e) frère/sœur installé(e) à Mexico dans les années 1990 a consolidé une sorte de plate forme permettant l'arrivée successive de plusieurs membres plus jeunes de la fratrie.

Mexique Centre-Sud- Dans cette sous région regroupant environ 1/5 des migrants de San Juan Guichicovi (au moment de l'enquête comme sur l'ensemble des voyages), on retiendra surtout que la majorité d'entre eux sont **policiers ou militaires**. Ils sont pour l'essentiel recrutés dans l'État du Chiapas.

Mexique Nord-Ouest- Le même phénomène est tout à fait frappant pour la sous-région du Nord-Ouest du pays, dans laquelle presque 1/3 des migrants absents sont déclarés comme **militaires**. Récemment, cette région s'est en effet fortement militarisée dans le contexte de la lutte contre les réseaux de narcotraficants de la part du gouvernement de Felipe Calderón et la politique de recrutement semble donc s'être étendue vers les régions rurales du sud du pays. Tout en assumant une connaissance restreinte de ces pratiques et conditions de recrutement ainsi que des cadres professionnels au sein desquels ces hommes s'intègrent aux forces armées nationales, nous pouvons néanmoins, à partir des entretiens faits en particulier auprès des épouses de ces militaires engagés *al Norte*,

¹⁵⁴Fliche, « Le nomade, le saisonnier et le migrant. Une culture de la mobilité en anatolie centrale? », 115-116.

préciser qu'ils ont souvent effectué une partie de leur carrière dans l'Isthme de Tehuantepec, dans le sud du pays ou bien dans la région de Mexico avant de poursuivre leur itinéraire professionnel dans ces régions à risque, particulièrement atteintes par la violence depuis l'année 2007. Ils sont surtout présents dans l'État de Chihuahua -principalement dans la zone frontalière- et la notion de risque, de peur ou de sacrifice est fréquemment soulevée par leurs épouses qui expliquent que la période de travail dans cette région devrait être de courte durée, que le salaire y est plus élevé et que l'ensemble de la famille bénéficie de ce statut et d'une certaine stabilité, notamment au niveau de la sécurité sociale et de la retraite précoce.

Une autre part importante (8 sur 30) des migrants travaillant dans la région du Nord-Ouest au moment de l'enquête est occupée dans le **secteur industriel**. Ces ouvriers intègrent ainsi, au travers d'une mobilité intra-nationale, le marché du travail de la *maquiladora*, en répondant à son importante demande de main d'œuvre.

On remarque que l'importance relative des emplois occupés dans le secteur militaire ou dans le secteur industriel s'inverse si on compare les chiffres correspondant au migrants absents au moment de l'enquête et les chiffres correspondant au total des voyages, la part des migrants militaires étant plus importante pour le premier indicateur que pour le deuxième¹⁵⁵. On sait que cette niche s'est particulièrement développée ces dernières années et qu'elle concerne ainsi une grande partie des travailleurs engageant une mobilité vers le Nord, tandis que cette destination était auparavant d'avantage associée à l'insertion sur le marché du travail de la *maquiladora*.

De la même manière que pour les mobilités effectuées vers la ville de Mexico et impliquant des distances importantes depuis l'Isthme (éloignement, temps et coût de voyage), on remarque que plusieurs **femmes au foyer** sont déclarées par les chefs de famille. Elles accompagnent souvent leurs maris ou leurs fils lorsque le temps de séjour est prolongé et que l'installation se fait relativement durable, mais précisons néanmoins que la situation de violence semble avoir eu un effet sur ces pratiques de migration du couple ou d'une partie du foyer : dans plusieurs familles et depuis les 3 ou 4 dernières années, le départ des hommes seuls ou bien le retour des épouses au village a été signalé, témoignant de la perception de ces risques dans la région frontalière.

155 Voir le détail des chiffres en annexe 4.

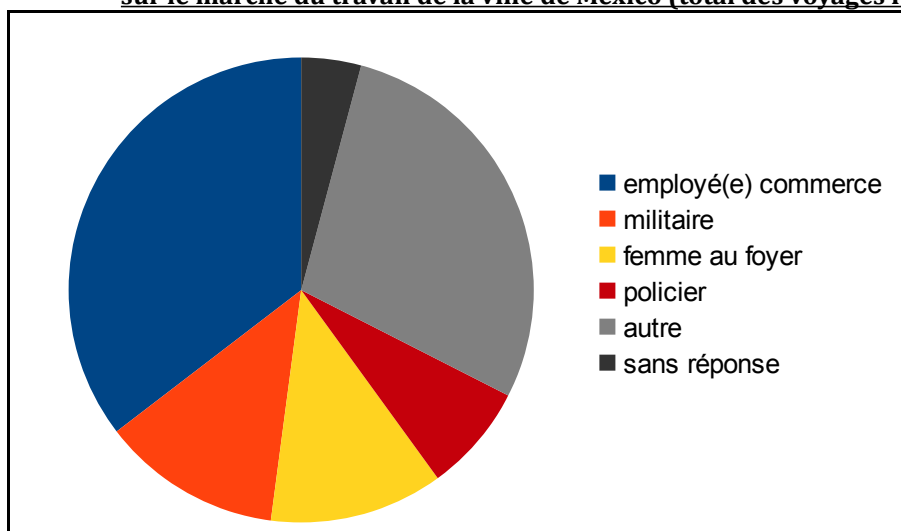
États-Unis- L'échantillon est assez réduit pour les migrants installés aux États-Unis. En effet, la migration internationale est rare à San Juan Guichicovi et elle n'a débuté qu'après 2000. Les réseaux de la migration sont donc encore très peu structurés et les familles évoquent surtout un manque de moyens financiers les freinant dans leur éventuel désir de passer la frontière.

La répartition dans les différents secteurs d'emplois est ainsi disparate et peu significative d'une tendance générale mais on soulignera toutefois la part importante de cas pour lesquels les chefs de famille n'ont pas su -ou pas voulu- répondre à la question de l'emploi occupé par le ou la migrant(e). La perception de l'ailleurs, du lointain et de l'inconnu est en effet prégnante et dans la plupart des entretiens, le lieux exact (État ou ville) dans lequel le membre de la famille absent se trouve aux États-Unis n'a pas pu être indiqué non plus.

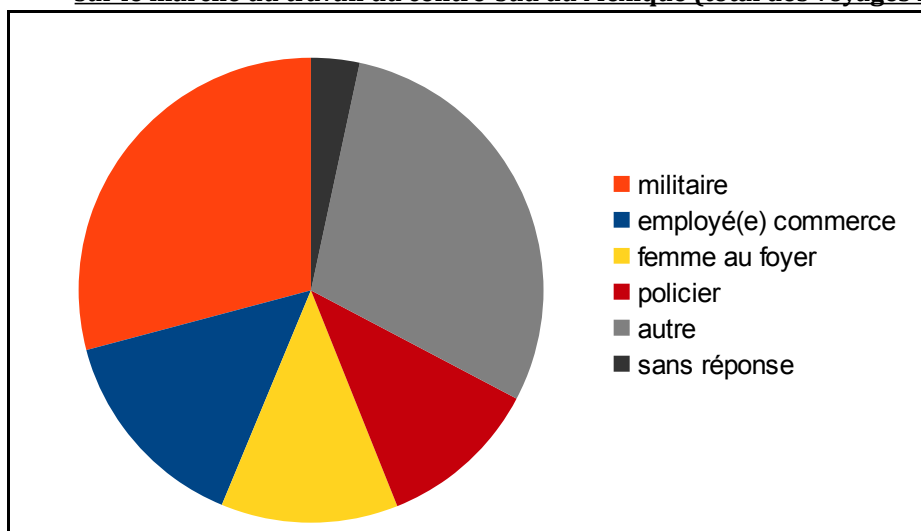
Mexique Isthme- Peu de personnes ont été déclarées comme migrantes à l'intérieur de la région de l'Isthme de Tehuantepec comme nous avons pu le voir précédemment au sujet de la méthodologie de l'enquête. On signalera néanmoins que, parmi les 32 voyages déclarés et effectués dans la région de l'Isthme, la mobilité s'effectue le plus souvent dans le cadre d'un contrat de militaire, ou bien d'activités de commerce à l'échelle régionale.

Dans l'objectif de mobiliser des échantillons représentatifs, les graphiques présentés ci dessous ne concernent que les trois destinations principales et sont réalisés à partir des données concernant le total des voyages recensés.

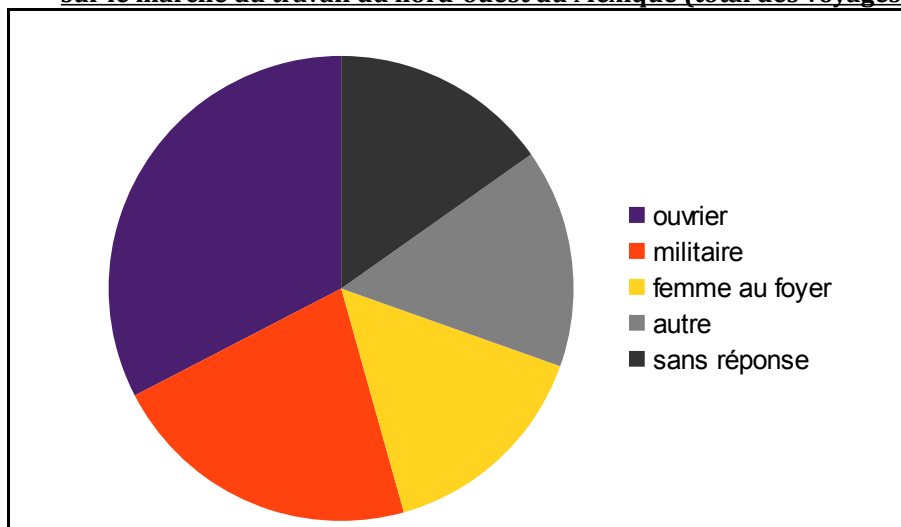
Graphique 10. Insertion des migrants originaires de San Juan Guichicovi sur le marché du travail de la ville de Mexico (total des voyages recensés = 240)



Graphique 11. Insertion des migrants originaires de San Juan Guichicovi sur le marché du travail du centre-sud du Mexique (total des voyages recensés = 90)



Graphique 12. Insertion des migrants originaires de San Juan Guichicovi sur le marché du travail du nord-ouest du Mexique (total des voyages recensés = 46)



1.3.2. Pour les migrants originaires de Palacagüina et Posoltega

Dans les deux municipes nicaraguayens, la dynamique migratoire est représentative de la situation nationale et l'extension du périmètre du marché du travail est ample.

Les pratiques anciennes de mobilité s'exercent au sein de la région centraméricaine et le Costa Rica est le principal pays d'accueil des travailleurs nicaraguayens. Ainsi, au moment de l'enquête et sur l'ensemble des migrants déclarés absents dans les deux municipes réunis, 61,3% se trouvaient au Costa Rica.

En seconde position, l'Amérique du Nord¹⁵⁶ regroupe 25,1% des migrants sur le même échantillon et représente ainsi un marché du travail lointain, attractif et dont les conditions d'accès et d'insertion répondent à des logiques spécifiques plus restrictives comme nous avons pu le détailler auparavant.

Le reste des migrants se répartissent entre les autres pays d'Amérique centrale, le Mexique, l'Espagne et d'autres destinations plus marginales.

Costa Rica- Les migrants des deux municipes étudiés s'intègrent dans le marché du travail costaricien à la fois au travers de logiques d'installation de moyenne ou longue durée et au travers de mécanismes de mobilités temporaires. Les migrants installés ou ayant le statut de résident au Costa Rica étant moins captés par notre enquête -parce qu'il s'agit souvent dans leur cas d'une installation de l'ensemble de la famille depuis plusieurs années et que ces foyers sont donc mécaniquement sous-représentés dans notre enquête effectuée auprès de *ceux qui restent* dans le village d'origine-, notre analyse met davantage en avant les dynamiques migratoires caractérisées par une certaine réversibilité¹⁵⁷, c'est à dire par l'élargissement du marché du travail au delà des frontières nationales, impliquant des mobilités temporaires et des retours plus ou moins fréquents et réguliers.

Les deux niches d'emplois particulièrement concernées par cette logique de saisonnalité du

156 Nous parlerons généralement des États-Unis plus que de l'Amérique du Nord, le Canada étant une destination très minoritaire dans nos régions d'étude.

157H. Domenach et M. Picquet, « Typologies et réversibilité migratoire », in *L'Incidence des migrations internationales sur les pays en développement* (présenté à Migrations et développement, Paris: OCDE, 1989), 459.

calendrier migratoire sont celles du secteur de la **construction** et de l'**agriculture d'exportation**.

La première concentre plus d'un tiers des événements migratoires recensés par l'enquête pour les deux municipes. La plus grande part des hommes migrant vers le Costa Rica trouvent en effet un emploi dans le secteur de la construction. Ils sont maçons, charpentiers ou plombiers et sont essentiellement employés sur les grands chantiers qui permettent d'ériger les complexes touristiques fleurissant sur l'ensemble du territoire costaricien. Avec l'essor du tourisme écologique mais surtout du tourisme de luxe, ce marché fonctionne essentiellement au Costa Rica sur l'embauche d'une main d'œuvre flexible et bon marché nicaraguayenne pour la construction de résidences et hôtels, de piscines ou de terrains de golf à destination des visiteurs européens et nord-américains.

D'autre part, l'agriculture d'exportation représente respectivement 10% et 30%¹⁵⁸ des emplois occupés sur l'ensemble des voyages recensés pour Palacagüina et Posoltega. Le travail de E. Baumeister, E. Fernandez et G. Acuña¹⁵⁹ montre précisément le fonctionnement de ce secteur d'activité basé sur la participation d'une main d'œuvre migrante flexible et temporaire permettant l'adaptation des conditions d'embauche, de travail et de rétribution salariée aux nécessités du marché du travail agricole costaricien. Les auteurs indiquent par exemple qu'en 2007, le niveau de demande du marché du travail agricole en travailleurs saisonniers au maximum de la production était estimé par le pôle technique des migrations de travail du Ministère du travail et de la sécurité sociale à 130 000 travailleurs, dont 67 200 journaliers étrangers (majoritairement nicaraguayens et panaméens).

Pour les migrants nicaraguayens, le calendrier agricole permet aux hommes majoritairement issus de familles paysannes de faire coïncider le salariat agricole au Costa Rica et l'agriculture vivrière ou salariée dans le village d'origine. Ainsi, ces migrants développent une stratégie de complémentarité des calendriers et des temporalités de l'activité qui leur permet de maintenir la production de subsistance (de mai à septembre environ) et de compléter les revenus par le salariat, en étendant la logique de pluriactivité à un marché du travail dont le périmètre s'étend du milieu rural d'origine jusqu'aux espaces

158 Ces pourcentages sont inférieurs si on considère seulement les migrants absents au moment de l'enquête puisque la période de l'année à laquelle l'enquête a été menée correspond à un moment où les migrants saisonniers sont de retour au village pour les fêtes. Beaucoup nous ont ainsi indiqué leur projet de partir au Costa Rica dans les jours ou les semaines suivants notre passage.

La prise en compte des chiffres tirés du deuxième mode d'échantillonnage permet de pondérer ce biais.
159E. Baumeister, E. Fernández, et G. Acuña, *Estudio sobre las migraciones regionales de los nicaragüenses* (Guatemala: Editorial de Ciencias Sociales, 2008).

de production des cultures d'exportation dans lesquelles s'est spécialisé le Costa Rica : ananas, café, canne à sucre, oranges, etc...

Le marché du travail de l'agriculture intensive d'exportation implique donc une main d'œuvre journalière migrante dont la flexibilité et le faible coût sont les atouts majeurs pour les régions à vocation productive agroexportatrice.

C'est ainsi que, dans le cas de l'intégration des régions du Nord Mexique aux logiques d'intégration économique par le jeu des avantages comparatifs, S. Lara Flores évoque le glissement du statut d'ouvriers agricoles au statut de travailleurs flexibles¹⁶⁰ pour ces paysans prolétarisés dans les contextes de mobilité. La flexibilité des nouveaux modèles de production et des relations de production sur des marchés du travail « segmentés par genre et par ethnie*»¹⁶¹ dans le cadre des flux de migrants journaliers des régions indiennes du Sud Mexique vers les exploitations agroexportatrices et capitalisées (forts niveaux de productivité, de techniques de production et de capitalisation transnationale) de tomates, piments ou oranges du Nord Ouest peut ainsi être mise en comparaison avec la situation du marché du travail saisonnier costaricien : la souplesse et la précarisation de la force de travail rurale nicaraguayenne sont en effet de la même manière des facteurs centraux de l'expansion de ce secteur basé sur la flexibilité de l'organisation des processus de production vers l'international mais aussi sur l'adaptation de la force de travail aux besoins requis par ces processus.

Le troisième secteur d'activité dans lequel est embauchée une partie significative des migrants de nos deux municipes est celui du **service domestique**, avec 17,8% des événements migratoires pour Palacagüina et 10,8% pour Posoltega. Il s'agit d'une niche professionnelle majeure pour les femmes migrantes qui semblent être en capacité de dégager une épargne et d'effectuer des transferts d'argent à leurs familles relativement importants, puisque -contrairement aux conditions de travail et de vie quotidiennes de leurs époux, frères ou fils- elles sont souvent nourries et hébergées par leur employeur et

160S.M. Lara Flores, « Mercado de trabajo rural y organización laboral en el campo mexicano », in *Carton de Grammont H.: Neoliberalismo y organización social en el campo mexicano*, UNAM, Plaza y Valdés (México, 2002), 69-113; Carton de Grammont et Lara Flores, *Encuesta a hogares de jornaleros migrantes en regiones hortícolas de México Sinaloa, Sonora, Baja California Sur y Jalisco*; Lara Flores, « Características de las migraciones rurales hacia regiones hortícolas en el noroeste de México ».

161S.M. Lara Flores, *Nuevas experiencias productivas y nuevas formas de organización flexible del trabajo en la agricultura mexicana* (México DF: Juan Pablos Editor, Procuraduría agraria, 1998), 21.

déclarent ainsi dépenser très peu sur place dans l'objectif d'accumuler rapidement les sommes dont elles ont besoin pour la concrétisation d'un projet ou pour satisfaire les besoins quotidiens de leurs familles.

Cette offre spécifique d'emplois domestiques au Costa Rica s'est particulièrement développée avec l'intégration progressive des femmes costariciennes sur le marché du travail national, entraînant un besoin de société nouveau et l'ouverture d'un marché de travail bien déterminé à ce type de main d'œuvre que constituent les femmes nicaraguayennes évoluant au sein de réseaux d'immigration anciens au Costa Rica, bénéficiant de cet héritage et se caractérisant par un coût du travail peu élevé.

Enfin, deux autres secteurs sont caractéristiques du marché du travail costaricien, dans des proportions mineures.

Il s'agit d'une part des emplois de **sécurité privée ou surveillance de locaux** (banques, bureaux, discothèques, résidences privées, chantiers, etc.) qui occupent par exemple presque 10% des migrants absents au moment de l'enquête à Palacagüina.

D'autre part, 5,6% des migrants absents au moment de l'enquête à Posoltega avaient trouvé un travail dans **la restauration ou l'hôtellerie**, principalement dans les zones touristiques costariciennes.

Le tableau 15 permet d'illustrer les logiques de recrutement de main d'œuvre étrangère au Costa Rica, correspondant à une forte sélectivité de cette force de travail selon le secteur d'activité.

Tableau 15. Distribution par principaux secteurs d'activité des migrants nicaraguayens au Costa Rica et pourcentages correspondant pour les travailleurs costariciens, par sexe, en 2000

Secteur d'activité	Nicaraguayens	Costariciens
	hommes	
Journalier agricole	28,8	14,5
Maçon/charpentier	8,7	3,7
	femmes	
Employée domestique	48,4	14,9
Vente de boissons et de nourriture	10,3	5,7

Source : Baumeister et al., 2008¹⁶²

162 Baumeister, Fernández, et Acuña, *Estudio sobre las migraciones regionales de los nicaragüenses*, 83.

Amérique du Nord- Les États-Unis sont la deuxième destination privilégiée des migrants nicaraguayens. Les stratégies migratoires, les temporalités et les logiques d'insertion sont distinctes à celles entreprises dans l'espace du marché du travail de la région centraméricaine, les freins à la circulation étant bien plus forts et les logiques de réseaux et de proximité moins solidifiés.

D'après les résultats de l'enquête TRANSITER, 20,8% des événements migratoires recensés à Palacagüina et 36,8% à Posoltega correspondent à des séjours pendant lesquels le chef de famille ou le migrant lui-même déclare que l'emploi principal occupé pendant la période définie correspond au secteur de la **construction**.

Avec des pourcentages variant de 5 à 15%, les emplois majoritairement occupés par les migrants sont ensuite ceux de **mécanicien, chauffeur, employé(e) de commerce, domestique**, ou encore **ouvrier en industrie**.

Amérique centrale C4- Les mobilités souvent de courte durée effectuées au Honduras, au Salvador ou au Guatemala sont favorisées par la possibilité de libre circulation pour la main d'œuvre nicaraguayenne et par la proximité de ce marché du travail régional. Il est ainsi par exemple plus accessible, plus rapide et moins coûteux pour un habitant de Palacagüina de se rendre dans un municipe du sud du Honduras (région de la capitale Tegucigalpa) par la route panaméricaine que d'aller à Managua.

Les allers-retours pratiqués dans cette région transfrontalière ainsi que vers les destinations salvadoriennes ou guatémaltèques plus lointaines sont donc communs et fréquents (26% des événements migratoires pour Palacagüina contre moins de 8% pour Posoltega), représentant simplement une appropriation d'un marché du travail à l'échelle de la région. Les migrants expliquent ainsi qu'ils ne vont pas y trouver de salaires plus élevés qu'au Nicaragua mais simplement des offres d'emploi plus abondantes dans des secteurs d'activités divers.

Nous pourrions notamment retenir, à partir des résultats de l'enquête, mais aussi des retours de terrain, que les travailleurs ruraux nicaraguayens participent aux activités de **construction et travaux publics** (infrastructures routières surtout) et aux **activités journalières agricoles** (entretien de pâturages et surveillance de bétail) au Salvador et au

Honduras, tandis qu'ils trouvent d'avantage d'emplois dans le secteur des **petits commerces** (en tant que salariés ou que petits entrepreneurs) au Guatemala.

Mexique- Les migrations vers le Mexique sont très exceptionnelles depuis nos municipes nicaraguayens. Il s'agit de personnes ayant bénéficié de contacts pour y trouver un emploi -notamment au travers d'une expérience migratoire au Guatemala- ou bien s'étant finalement installées dans ce pays de transit alors que leur projet initial était de passer la frontière étasunienne. Nous considérons cet espace du marché du travail mexicain en le dissociant de celui constitué par les 4 pays centraméricains dans lesquels la circulation des citoyens est libre, et en soulignant le fait que les centraméricains sont en situation de clandestinité une fois la frontière guatémaltèque passée, ce qui implique une grande vulnérabilité face aux violences croissantes et des conditions d'accès au marché du travail bien plus difficiles.

Espagne- L'espace du marché du travail s'est récemment étendu jusqu'au continent européen et c'est seulement à partir des années 2000 que les stratégies de mobilité ont commencé à s'orienter vers l'Espagne. Considérant une certaine proximité culturelle et linguistique, mais surtout le besoin croissant de ce pays en force de travail dans le domaine des **services domestiques et de soin** (ménages, garde d'enfants et accompagnement au personnes âgées pour l'essentiel), ce sont donc d'abord les femmes qui, depuis les milieux ruraux qui nous occupent ici, ont fait en sorte d'élargir l'éventail des alternatives en terme de pays de destination.

Ces décisions individuelles ou familiales résultent surtout de l'appréciation des diverses situations migratoires au Costa Rica et aux États-Unis. Dans le premier cas, le faible potentiel d'épargne (rapport entre les salaires et le coût de la vie) et la xénophobie montante sont souvent signalés comme causes de moindre attraction pour le pays voisin comme espace d'émigration, tandis que dans le cas des États-Unis, c'est surtout la dangerosité du voyage et la difficulté à trouver un emploi dans le contexte de la crise économique qui sont évoquées¹⁶³.

163 Quelques mois après les derniers séjours sur le terrain au Nicaragua, on peut supposer que la crise européenne et particulièrement la situation de chômage croissant en Espagne a pu modifier les stratégies

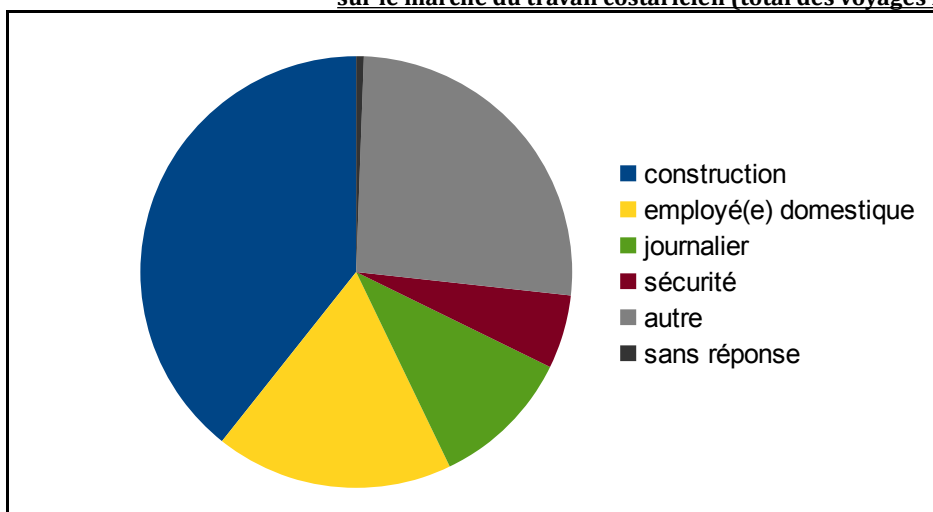
Notons par ailleurs que, dans le cas de Palacagüina, l'existence d'accords de jumelage avec des villes espagnoles semble avoir favorisé les séjours d'espagnols dans le municipe, des relations d'amitié à distance, voire même de mariages binationaux. Ces liens ont ainsi permis dans plusieurs cas l'établissement de contrats de travail réels ou factices pour faciliter les démarches de visa, et bien que le réseau migratoire en Espagne ne soit encore ni mature ni solidifié, on perçoit ici un nouvel espace du marché du travail attractif et tout à fait féminisé.

Celui ci, s'il venait à se développer, poserait la question d'une transformation des logiques familiales et productives de genre ainsi que d'une remise en cause des mécanismes de dépendance traditionnels entre les hommes migrants au Costa Rica ou aux États-Unis et les membres de la famille qui demeurent au village. Mais ce marché du travail impliquant à la fois longues distances, longues durées d'absence et potentiel de transfert très élevé correspond aussi largement au schéma familial pour lequel les mères célibataires confient leurs enfants à leur mère ou leur sœur en préférant l'opportunité européenne aux bénéfices limités d'un marché du travail régional costaricien.

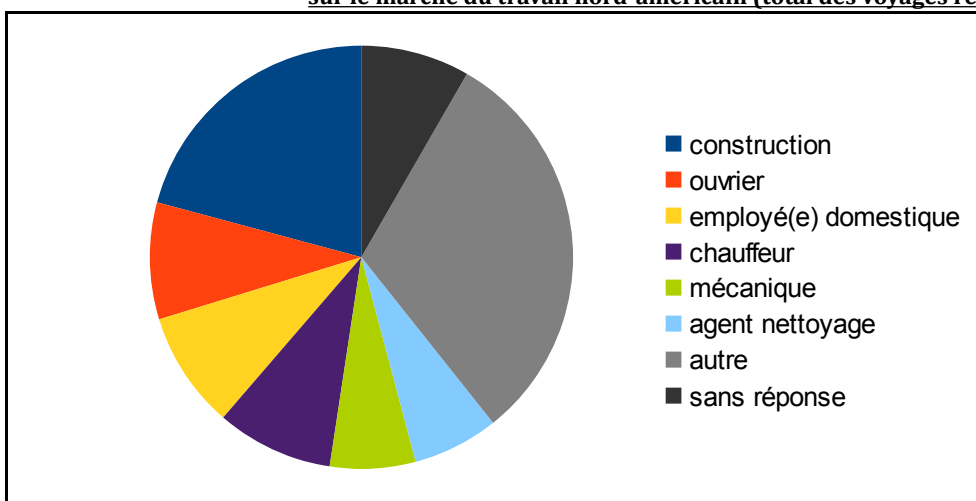
De la même manière que pour San Juan Guichicovi, les graphiques suivant concernent les trois destinations principales et sont réalisés à partir des données concernant le total des voyages recensés.

d'orientation des trajectoires migratoires vers l'Europe.

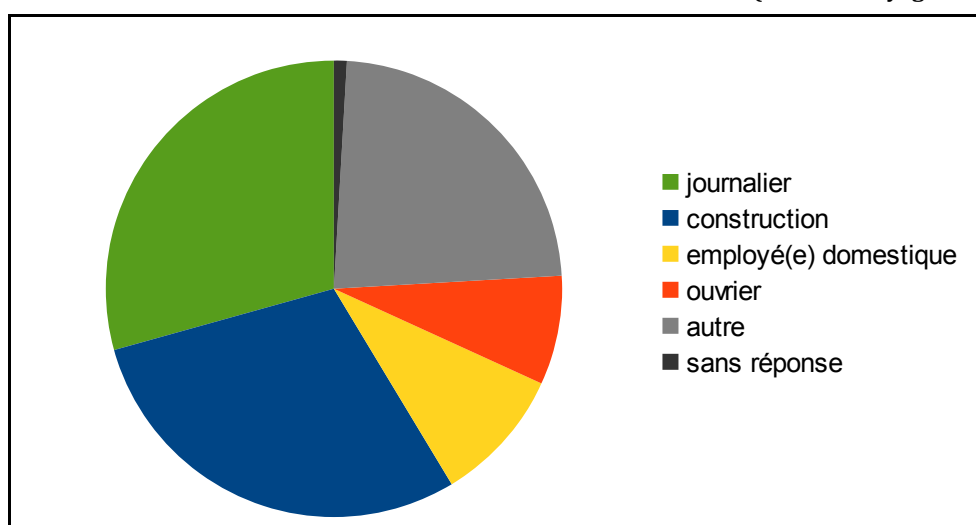
Graphique 13. Insertion des migrants originaires de Palacagüina sur le marché du travail costaricien (total des voyages recensés= 707)



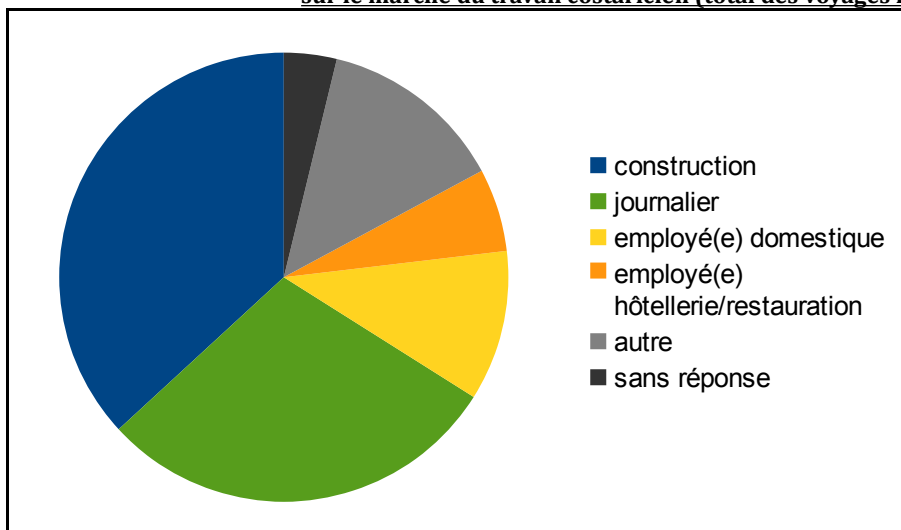
Graphique 14. Insertion des migrants originaires de Palacagüina sur le marché du travail nord-américain (total des voyages recensés= 168)



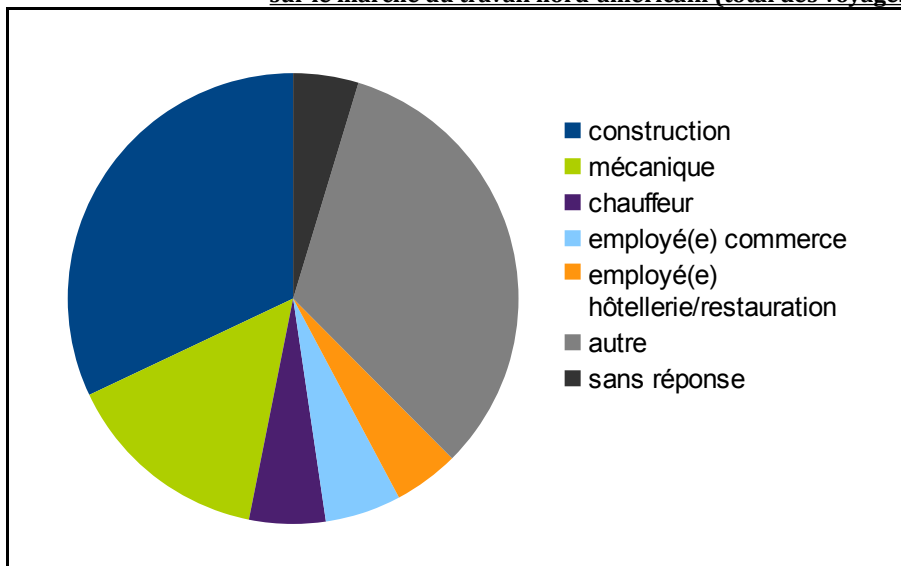
Graphique 15. Insertion des migrants originaires de Palacagüina sur le marché du travail centraméricain (total des voyages recensés= 324)



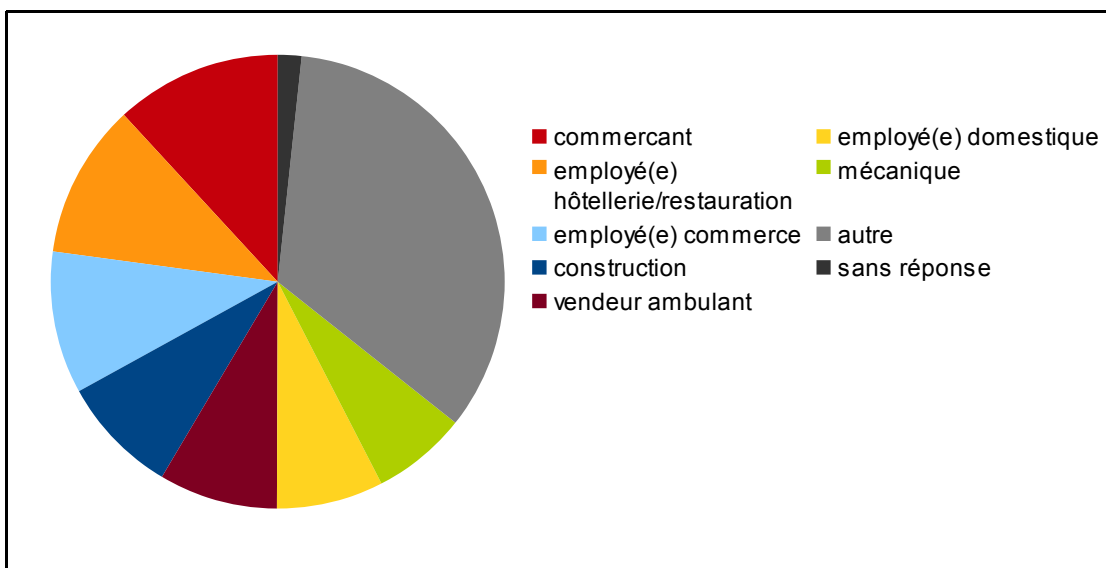
Graphique 16. Insertion des migrants originaires de Posoltega sur le marché du travail costaricien (total des voyages recensés = 1237)



Graphique 17. Insertion des migrants originaires de Posoltega sur le marché du travail nord-américain (total des voyages recensés= 128)



Graphique 18. Insertion des migrants originaires de Posoltega sur le marché du travail centraméricain (total des voyages recensés = 118)



1.4. Profils des migrants : structures d'âge, sexe et niveau d'éducation des migrants sur les différents marchés du travail

1.4.1. La place des migrants dans le cycle de vie familial : âge, sexe et statut civil

Dans les trois municipes étudiés, la part des hommes est majoritaire parmi les migrants. Comme on a pu le voir en complément dans la partie précédente, la proportion d'hommes et de femmes dans les flux migratoires relève de logiques spécifiques d'insertion aux différents marchés du travail selon les niches d'emplois nationales, régionales et internationales qui attirent la main d'œuvre rurale de nos zones de départ.

Afin de préciser davantage la répartition genrée de cette force de travail migrante, nous allons ici dans un premier temps observer les tendances et les distinctions selon les espaces de destination puis selon les périodes de départ.

A San Juan Guichicovi, on observe que, si environ deux tiers des migrants absents au moment de l'enquête sont des hommes, cette majorité est beaucoup plus nette dans les deux espaces du marché du travail nationaux pour lesquels le secteur des forces armées est important : la grande région du Centre Sud et la région frontalière du Nord Ouest mexicain ont toutes les deux trois quarts d'hommes parmi les migrants. Soulignons également que, parmi les 13 individus recensés comme travaillant aux États-Unis au moment de l'enquête, tous sont des hommes.

Ces données nous indiquent que, dans le cas de ce municipe mexicain, les logiques de répartition des fonctions productives et reproductives privilégient l'intégration des hommes à la sphère publique et au domaine des emplois exercés à l'extérieur -ce que l'on peut observer tant au niveau local qu'au niveau des logiques de migration- tandis que les femmes participent plus rarement au marché de l'emploi salarié. La migration, qu'elle soit nationale ou internationale, ne semble pas remettre en cause ces mécanismes, mais plutôt les renforcer au travers des dynamiques d'attraction de la main d'œuvre sur des secteurs d'activité bien spécifiques (les cas de la police et de l'armée étant les plus flagrants). Rappelons de surcroît qu'une partie non négligeable de la population migrante féminine

n'exerce pas d'emploi rémunéré mais poursuit son activité de femme au foyer dans le cadre d'une stratégie familiale d'accompagnement des époux ou des fils travaillant en migration.

En observant la répartition genrée de l'ensemble des individus avec expérience migratoire passée ou en cours selon l'année du premier voyage, on peut par ailleurs apprécier des dynamiques distinctes selon les périodes auxquelles la population a du quitter temporairement ou durablement son milieu rural d'origine. On voit ainsi que, en considérant l'ensemble des espaces de destination, si la proportion d'hommes était largement majoritaire pour les départs effectués dans les années 1970 et 1980, l'écart s'est clairement resserré à partir des années 1990 et jusqu'au milieu de la décennie 2000, avec une proportion de femmes de 35%. En revanche, après 2005, on observe que les migrations masculines redeviennent très majoritaires avec près de 72% des premiers départs, renvoyant à la fois à l'augmentation des opportunités d'emplois destinés aux hommes dans le secteur des corps armés et au contexte de violence qui semble faire diminuer le nombre de femmes qui se joignent aux membres de la famille travaillant à l'extérieur, notamment dans la région du Nord Ouest.

Tableau 16. Répartition par sexe selon l'année du premier voyage, ensemble des individus avec expérience migratoire, San Juan Guichicovi

	pas de date précise	Avant 1991	1991-2000	2001-2005	Après 2005	Total
hommes	90,91	82,14	64,51	64,61	71,84	
femmes	9,09	17,85	35,48	35,38	28,15	
Total (en nombre absolu)	11	28	93	130	103	365

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

On voit aussi dans les deux tableaux suivants que cette tendance à la forte masculinisation des premiers départs vers la région du DF et la région du Nord Ouest s'est nettement accentuée après 2005 alors qu'elle était beaucoup moins marquée au début de la décennie, laissant envisager à cette période une migration impliquant une partie ou la totalité du foyer. Ceci vient confirmer l'hypothèse d'une logique migratoire étroitement liée au contexte de violence et d'insécurité qui semble favoriser la mise en place de stratégies

familiales structurées autour de l'étirement des économies familiales rurales vers le salariat masculin en dehors de la région de l'Isthme de Tehuantepec.

Tableau 17. Répartition par sexe selon l'année du premier voyage, ensemble des individus avec expérience migratoire vers Mexico DF, San Juan Guichicovi

	pas de date précise	Avant 1991	1991-2000	2001-2005	Après 2005	Total
hommes	85,71	88,22	59,01	61,64	73,52	
femmes	14,29	11,11	40,98	38,35	26,47	
Total (en nombre absolu)	7	9	61	73	68	218

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Tableau 18. Répartition par sexe selon l'année du premier voyage, ensemble des individus avec expérience migratoire vers le Nord Ouest du Mexique, San Juan Guichicovi

	pas de date précise	Avant 1991	1991-2000	2001-2005	Après 2005	Total
hommes	0	100	81,81	55,55	87,5	
femmes	0	0	18,18	44,44	12,5	
Total (en nombre absolu)	0	1	11	18	8	38

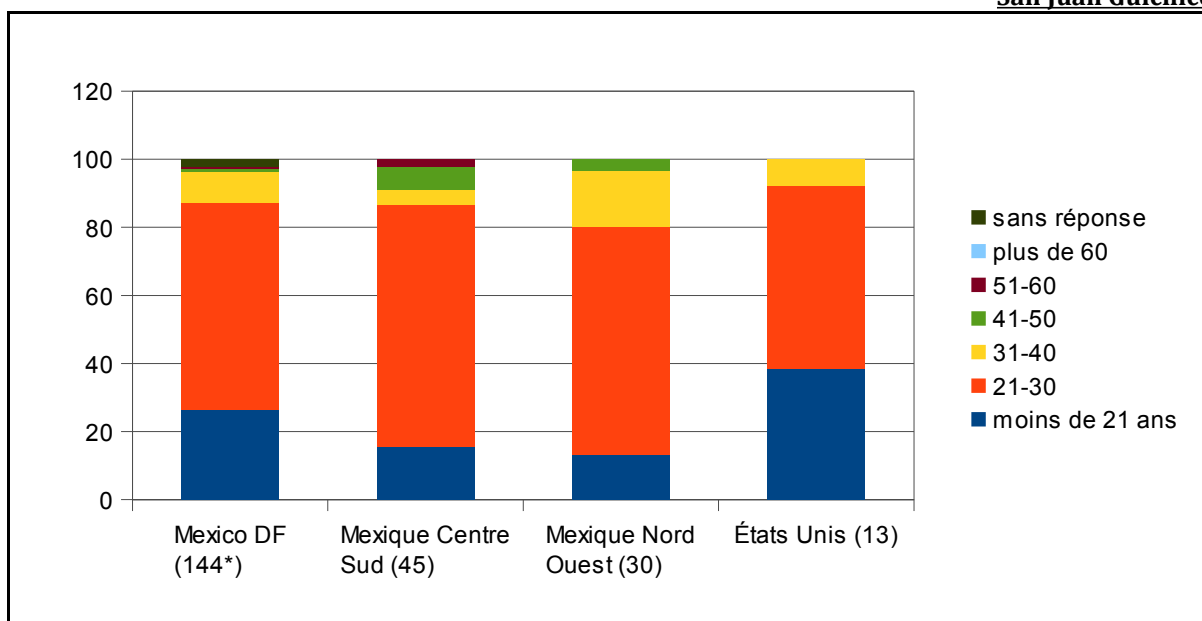
Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Pour compléter ces informations, on précisera que la migration nationale, et tout particulièrement internationale, concerne les individus jeunes à San Juan Guichicovi. En effet, très peu de migrants absents au moment de l'enquête dépassent les 40 ans tandis que plus de 80% d'entre eux ont moins de 30 ans. Au regard du sexe, de l'âge mais aussi du statut civil, on distingue ainsi deux principaux profils de migrants :

- d'une part le ou la migrant(e) célibataire qui débute très jeune son parcours professionnel en sortant du milieu d'origine, *expulsé(e)* par la pression agraire et le manque d'opportunité d'emplois ruraux. Ces migrants sont déclarés dans l'enquête par leurs parents et constituent donc au sein de ces foyers la génération des fils ou filles adultes et actifs qui participent à l'économie familiale par des envois d'argent ou au travers de projets de retour, d'installation ou d'investissements dans le futur.

- d'autre part, le migrant -généralement un homme- jeune marié et père de famille engageant sa première migration dans l'objectif de répondre aux responsabilités familiales quotidiennes pour son épouse et ses enfants installés au village. Pour ces hommes que l'on retrouve le plus souvent dans les secteurs d'activité de l'armée, de la police, du petit commerce ou de l'industrie manufacturière, le manque d'accès à la terre et/ou à l'emploi est la principale cause de départ puisqu'il freine les dynamiques de développement et de subsistance d'un nouveau foyer. L'élargissement du marché du travail va donc dans le sens d'une recherche de salaire qui permet la reproduction quotidienne mais aussi l'installation matérielle et symbolique du foyer : l'utilisation des revenus de la migration est essentiellement dédiée à l'achat des matériaux de construction et des équipements ménagers pour la maison. Ces migrants sont déclarés dans l'enquête par leurs épouses, dans le cas où l'installation d'un foyer à part est déjà engagée, ou bien par leurs parents ou beaux-parents, dans le cas où le jeune couple n'a pas encore eu la possibilité de se détacher de la génération antérieure, représentant alors à la fois un coût et une source de revenus pour cette famille élargie.

Graphique 19. Répartition par classe d'âge (en %) des migrants absents au moment de l'enquête, selon l'espace du marché du travail, San Juan Guichicovi



* les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total d'individus absents par destination.

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Dans les cas nicaraguayens, la proportion d'hommes parmi les migrants absents est de deux tiers à trois quart, selon les espaces de destination mais aussi selon le municiple de départ. On voit ainsi que, notamment pour les deux destinations sur lesquelles notre échantillon est conséquent (Costa Rica et Amérique du Nord), la migration masculine est proportionnellement plus forte depuis le municiple de Posoltega que depuis Palacagüina. Cette observation va de paire avec la répartition des migrants par destination et par secteur d'emploi : à Posoltega, les migrants occupés dans la construction ou l'agriculture journalière sont proportionnellement plus nombreux qu'à Palacagüina tandis qu'on observe l'effet inverse pour le secteur du service domestique.

Tableau 19. Pourcentage d'hommes parmi les migrants absents au moment de l'enquête et selon le lieu de destination, Palacagüina et Posoltega

		Pourcentage d'hommes	Nombre d'individus concernés dans l'échantillon (total des hommes et des femmes)
Vers le Costa Rica	Palacagüina	65,4	107
	Posoltega	75	244
Vers l'Amérique du Nord	Palacagüina	69,5	92
	Posoltega	76	52
Vers l'Amérique centrale - C4	Palacagüina	75	20
	Posoltega	65	20

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

En considérant l'année du premier voyage pour l'ensemble des individus avec expérience migratoire passée ou en cours, on peut également dessiner les tendances d'une répartition genrée de la migration selon les périodes et les espaces de destination.

Pour l'ensemble des destinations, on retient surtout, comme pour le cas de San Juan Guichicovi, une augmentation de la part des femmes entre 2001 et 2005, part qui repart à la baisse et revient au niveau d'un tiers environ pour la dernière période (tableau 20). Pour le Costa Rica et l'Amérique du Nord, la tendance est à peu près similaire même si on peut

souligner le cas de Palacagüina pour lequel les femmes ont représenté 50% des premiers départs vers l'Amérique du Nord dans la période 2001-2005.

Tableau 20. Pourcentage d'hommes selon l'année du premier voyage et selon le lieu de destination, ensemble des individus avec expérience migratoire, Palacagüina et Posoltega

		Avant 1991	1991-2000	2001-2005	Après 2005	Nombre d'individus concernés dans l'échantillon, total des hommes et des femmes
Toutes destinations	Palacagüina	58,33	72,34	66,66	71,25	491*
	Posoltega	77,77	73,72	66,66	72,01	535
Vers le Costa Rica	Palacagüina	50	65	66,66	76,74	95
	Posoltega	62,5	73,33	66,25	71,33	313
Vers l'Amérique du Nord	Palacagüina	75	75	50	64,7	31
	Posoltega	16,67	55,55	75	76,92	45

* valeur manquante: 8

(Pour la région du C4, on est en présence de seulement 27 cas pour Palacagüina et 29 pour Posoltega (tous des hommes), dont 1 et 8 avant 2000, respectivement)

Source : Enquête TRANSITER, 2009

Ceci nous amène à avancer deux hypothèses pouvant expliquer de façon complémentaire ce phénomène mis ainsi en lumière :

- à partir des années 2000, la situation de crise économique et productive dans le monde rural nicaraguayen a poussé les familles à adopter des stratégies migratoires impliquant davantage la population féminine, les épouses, mères de familles ou filles devant chercher à l'extérieur de la région d'origine des alternatives d'emploi permettant de compléter les revenus et d'assurer les besoins de subsistance de la famille. Dernièrement, même si les femmes ont continué à débiter leurs parcours migratoires, la part des hommes a de nouveau augmenté, les secteurs d'activité demandant une main d'œuvre plus particulièrement masculine -agriculture d'exportation, construction, etc.- ayant peut être été plus dynamiques et plus polarisant pour la force de travail migrante.
- par ailleurs et de manière parallèle, il semble que les situations de vulnérabilité, de

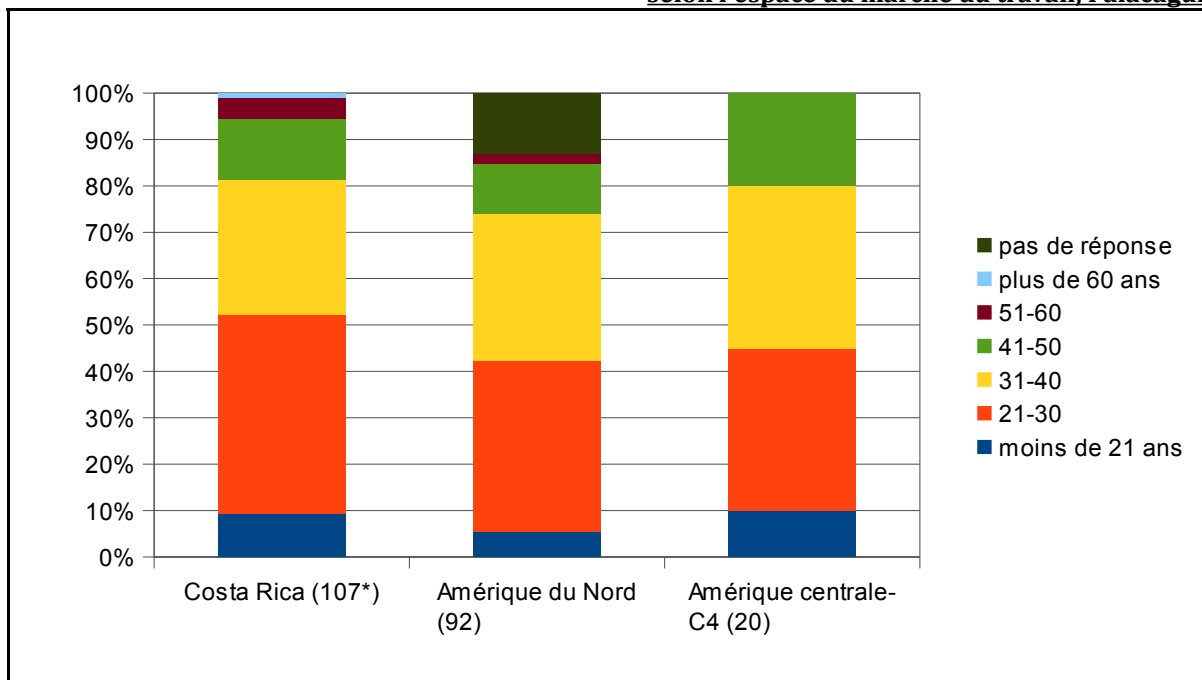
risque et de violence expérimentées pendant les séjours à l'étranger mais surtout au moment du transit vers les espaces de destination freinent l'immigration des femmes ou du moins réorientent leurs parcours migratoire. En effet, de nombreux témoignages expriment ce sentiment de peur, tout particulièrement pour les femmes devant traverser le Mexique dans la clandestinité, s'exposant aux extorsions, viols et violences de la part des autorités migratoires et policières tout comme des passeurs ou des groupes armés. Bien que l'augmentation permanente des flux montre bien que le besoin de migrer dépasse largement la perception et l'anticipation du risque, l'aggravation des dangers pendant le voyage reste néanmoins un des éléments à partir desquels les familles et les individus prennent des décisions en matière d'itinéraire migratoire. Les familles des femmes vivant en Espagne au moment de l'enquête nous ont ainsi souvent affirmé que l'alternative d'une migration vers l'Europe prend de la force face à une migration vers le Costa Rica de moins en moins rentable et à un voyage vers les États-Unis toujours plus dangereux.

Enfin, l'analyse des données relevant de l'âge des migrants présente une répartition relativement similaire au sein des deux municipes. Elle montre que 80% des migrants présents au Costa Rica au moment de l'enquête avaient moins de 40 ans et la moitié moins de 30 ans.

On voit par ailleurs que la migration vers les États-Unis implique très peu de très jeunes migrants tandis qu'une population plus âgée est davantage représentée que vers les autres destinations, notamment à Posoltega avec plus de 35% des migrants absents ayant plus de 40 ans et, on peut le supposer, étant installés depuis plusieurs années.

Les mobilités effectuées au sein de la région C4 sont elles majoritairement le fait de jeunes actifs âgés de 20 à 40 ans.

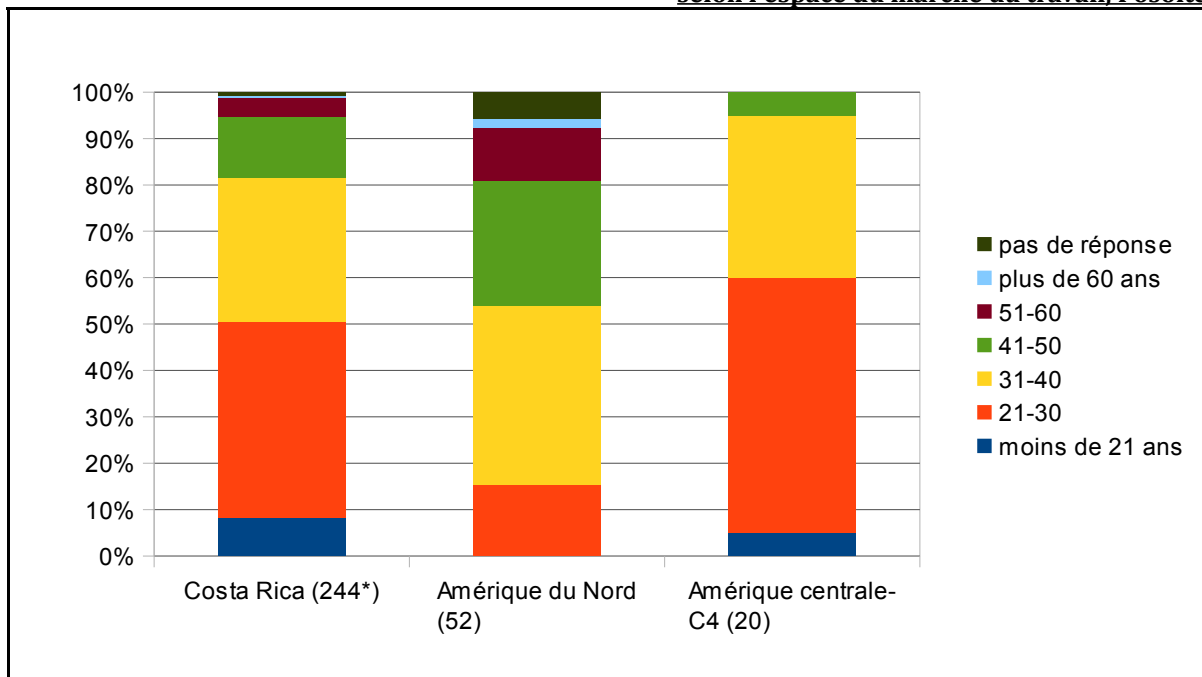
Graphique 20. Répartition par classe d'âge (en %) des migrants absents au moment de l'enquête, selon l'espace du marché du travail, Palacagüina



* les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total d'individus absents par destination.

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Graphique 21. Répartition par classe d'âge (en %) des migrants absents au moment de l'enquête, selon l'espace du marché du travail, Posoltega



* les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total d'individus absents par destination.

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

1.4.2. Qualification et scolarité des migrants.

Les données portant sur la sélectivité migratoire liée au niveau d'étude nous fournissent des éléments supplémentaires pour décrire la population migrante dans nos municipes d'étude.

L'enquête nous permet ainsi d'observer quels ont été les niveaux de scolarité maximums obtenus par les migrants absents, selon les espaces du marché du travail occupés au moment de l'enquête.

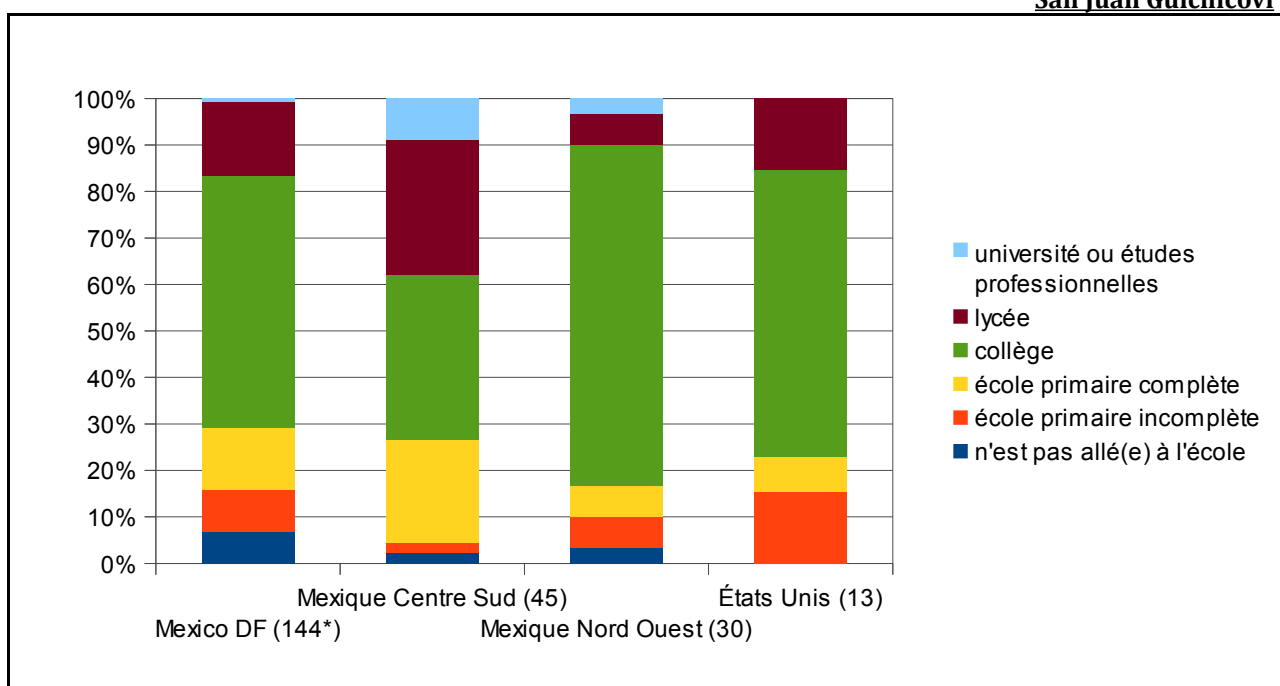
En précisant au préalable qu'il existe une différence dans l'organisation des cycles scolaires entre le Mexique et le Nicaragua, et que les catégories « collège » (*secundaria*) et « lycée » (*prepa*) au Mexique correspondent plus ou moins à la catégorie « niveau secondaire » (*secundaria*, de 12 à 17 ans environ) au Nicaragua, nous pouvons dégager quelques remarques.

Les migrants ne détenant qu'un niveau inférieur ou équivalent à la primaire sont minoritaires à San Juan Guichicovi (entre 16 et 29% selon l'espace de destination) tandis que leur part est bien plus importante dans les municipes nicaraguayens (de 18 à 59%).

Notons dans les trois cas que ce sont les destinations les plus lointaines, impliquant une plus forte capacité d'adaptation à l'*ailleurs*, au conditions de vie et de travail extérieures et nouvelles qui rassemblent proportionnellement le moins de migrants peu et très peu qualifiés. C'est le cas des États-Unis pour le Nicaragua et des États-Unis comme du Nord Ouest du Mexique pour San Juan Guichicovi, cette dernière région d'émigration ayant d'ailleurs souvent été soulignée par les chefs de famille comme une destination réservée aux jeunes ayant un bon niveau de castillan à l'écrit comme à l'oral ainsi qu'un niveau d'études primaires achevé, éléments nécessaires pour s'intégrer au secteurs d'emploi de l'industrie et des corps armés.

Par ailleurs, on voit que le pourcentage des migrants absents ayant un niveau d'étude universitaire ou professionnel est supérieur au Nicaragua, avec par exemple près de 18% pour les migrants de Palacagüina travaillant en Amérique du Nord.

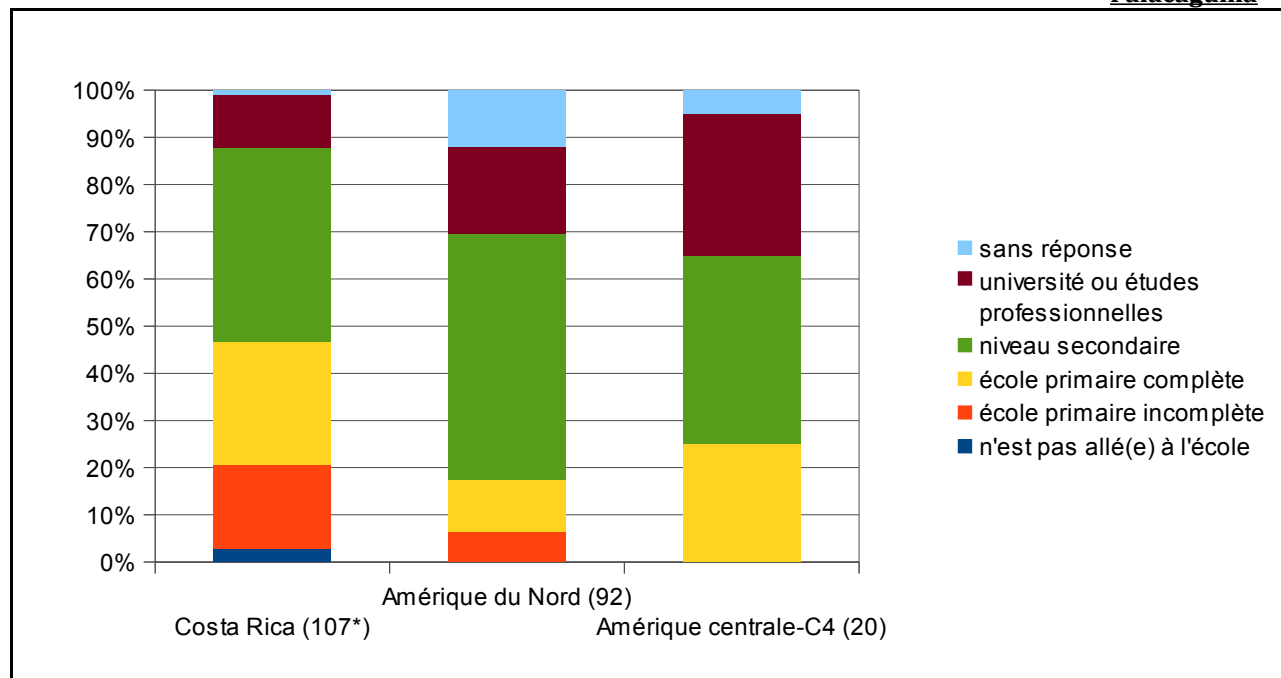
Graphique 22. Niveau de scolarité selon le lieu de destination pour les migrants absents, San Juan Guichicovi



* les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total d'individus absents par destination.

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

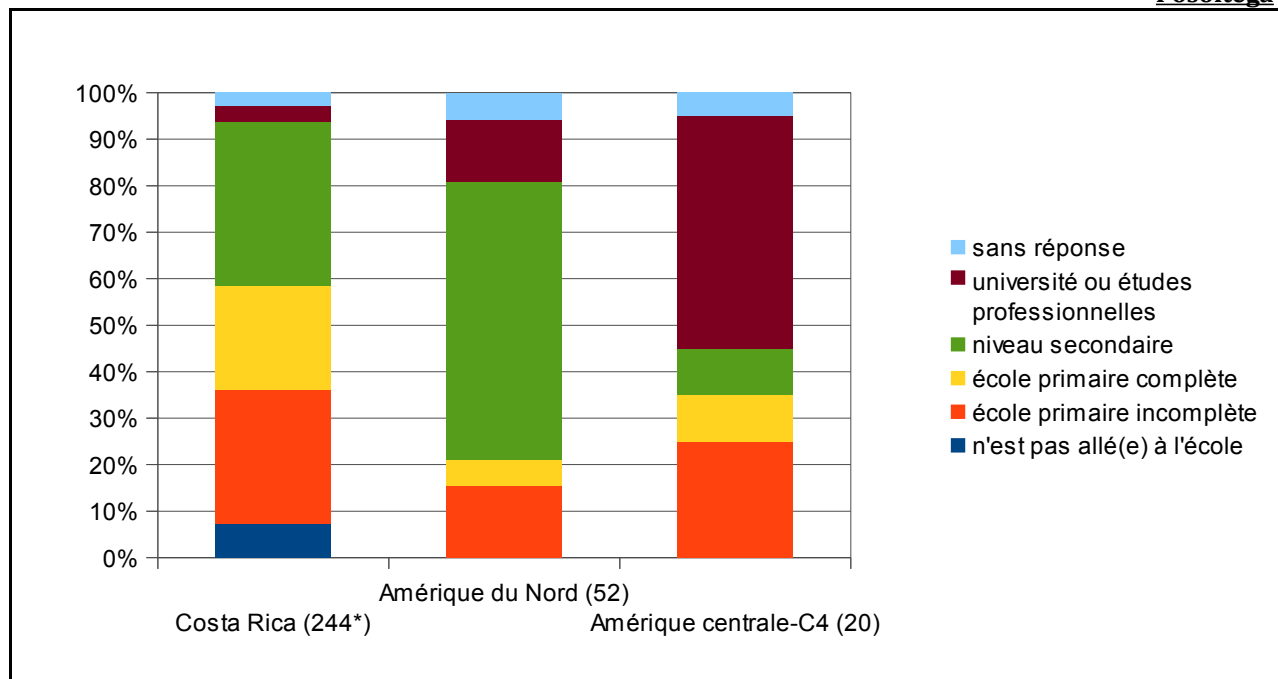
Graphique 23. Niveau de scolarité selon le lieu de destination pour les migrants absents, Palacagüina



* les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total d'individus absents par destination.

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Graphique 24. Niveau de scolarité selon le lieu de destination pour les migrants absents, Posoltega



* les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total d'individus absents par destination.

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

2. Trajectoires et pratiques de mobilité : itinéraires de travailleurs migrants

Les mobilités de travail forment tout à la fois des stratégies et des environnements socio-économiques pour les populations rurales, elles s'associent « à la capacité, au potentiel ou à l'obligation d'une entité sociale donnée (individu, foyer, famille nucléaire, famille élargie, groupe, etc.) à se déplacer dans un espace de travail, avec des déplacements réversibles et/ou irréversibles entre différentes activités, salariés ou non*»¹⁶⁴.

Un des objectifs de cette recherche est de déterminer dans quelle mesure ces mobilités de travail permettent de se maintenir, de s'adapter et de faire évoluer les conditions de vie, de travail et de production.

Nous allons ici tenter de suivre différentes stratégies d'intégration aux espaces migratoires et de comprendre les pratiques qui permettent aux migrants de jouer des opportunités et alternatives pour être mobiles au sein de et entre ces différents espaces. Pour cela, nous faisons émerger de l'analyse quatre formes d'insertion et de déplacement sur les marchés de l'emploi en portant une attention particulière aux ressources permettant ces mouvements et aux modalités de circulation et d'adaptation dans les différents espaces et secteurs d'activité investis par ces travailleurs migrants ruraux.

L'inventaire n'est pas exhaustif mais, au travers des observations de terrain et d'exemples précis d'itinéraires de travailleurs migrants, nous cherchons surtout à mettre en lumière leur capacité à mobiliser les espaces, les emplois et les réseaux de différentes manières, plus ou moins diffuses, échelonnées, concentrées ou bien dispersées.

¹⁶⁴Vaillant, « Formas espaciales y laborales de la movilidad campesina de Hatun Cañar: de la microverticalidad agro-ecológica o los archipiélagos de actividades », 109.

2.1. Itinéraires de succession de mobilités

L'organisation d'un champ migratoire et des pratiques de circulation qui lui sont associées peut se faire au niveau de la région, à une échelle relativement grande et impliquant des mobilités en héritage, renouvelées et de plus en plus intégrées au fonctionnement des territoires ruraux dont elles sont l'origine. Au sein de ces régions proches et accessibles, la participation des populations paysannes ou plus généralement rurales aux marchés du travail saisonniers mais aussi urbains implique diverses formes de mobilités et de déplacements qui nous conduisent à toujours reformuler la question du rapport entre ruralité et sédentarité. Que ce soit à partir des pratiques anciennes de travail journalier dans les économies de plantation, des pratiques de commerce, ou encore de migrations forcées enclenchées dans des contextes de violence (avec par exemple la guerre civile dans les années 1980 au Nicaragua et les déplacements massifs vers le Costa Rica), les mobilités héritées se reconfigurent et participent à la création d'un système migratoire impliquant des distances courtes, des circulations assez fluides des personnes comme des marchandises, des retours fréquents dans les lieux d'origine et enfin des niches du marché du travail activant ces déplacements de main d'œuvre.

Le déplacement des migrants d'un espace de production à un autre prend ainsi parfois la forme d'un mouvement permanent ou d'une mise en mobilité fonctionnelle qui se poursuit tout au long de la vie active de certaines populations rurales dont la stratégie de reproduction économique et sociale passe par le passage incessant d'un espace du marché du travail à un autre, avec des retours, des répétitions, des élargissements ou bien des resserrements du périmètre ainsi approprié.

La recherche de revenus complémentaires et de limitation des vulnérabilités se joue ainsi entre le lieu d'origine où l'activité productive se poursuit et les marchés du travail extérieurs mais qui restent proches et permettent d'étirer -tant d'un point de vue spatial que d'un point de vue des secteurs d'activité- les possibilités de perception d'un salaire. Il s'agit le plus souvent d'une logique de survie qui mobilise les espaces urbains et les espaces du tourisme ou de la production agricole intensive dans un périmètre de relative proximité

en termes de distance et d'accessibilité.

On distinguera pour ce type d'itinéraire deux formes distinctes, selon la *morphologie* des trajectoires ainsi dessinées.

2.1.1. Les successions de mobilités diffuses et dispersées

On peut distinguer, d'une part, les déplacements très dispersés, qui semblent peu anticipés et qui mobilisent donc, selon les opportunités ou les crises, différents marchés du travail. Ceux-ci ne sont pas forcément articulés entre eux et le migrant revient le plus souvent vers son lieu d'origine avant d'entamer une nouvelle étape de mobilité dont il ne prévoit généralement ni la durée ni l'issue. Dans ces cas là, la ressource ou le capital migratoire sont peu solides et la circulation semble s'improviser au rythme des événements personnels ou familiaux, des urgences et de la recherche d'emplois temporaires glanés sur différents espaces.

C'est le cas du parcours de Fabio T., responsable communautaire à Santa Maria dans le municpe de Posoltega, au Nicaragua.

Fabio T. a une quarantaine d'années et vit à Santa Maria, communauté du municpe de Posoltega avec son épouse et ses trois enfants.

Il est un ancien militaire. Membre des groupes armés antisomocistes à l'âge de 14 ans, il est ensuite passé du côté des forces de la Contra au milieu des années 1980.

Il estime que la principale cause de départs dans la communauté est la difficulté d'accéder à la terre depuis la catastrophe naturelle de l'ouragan Mitch.

Il part pour la première fois en 2002, vers le Costa Rica, où il trouve facilement un emploi sur un chantier de construction d'hôtel. Ce chantier dure un an et demi et aurait fonctionné uniquement sur la base d'une force de travail nicaraguayenne (5700 travailleurs selon Fabio).

Les permis de travail costariciens étant de seulement 30 jours, les ouvriers sont censés revenir au Nicaragua chaque mois pour solliciter à nouveau un permis et repasser la frontière, mais dans la pratique cette exigence administrative ne peut être respectée parce que les jours de congés non payés qu'elle implique ainsi que le prix du billet d'autobus aller-retour et du visa à l'ambassade costaricienne de Managua représentent des coûts que les travailleurs migrants ne peuvent que rarement assumer.

Ainsi, Fabio déclare être resté en situation irrégulière sur le territoire costaricien

pendant des périodes de 2 à 6 mois pour chacun de ses séjours au Costa Rica.

En 2003-2004, il part travailler 6 mois au Salvador, sur un chantier de construction à San Miguel. La disponibilité de la force de travail salvadorienne dans les secteurs les moins bien qualifiés et rémunérés semblant insuffisante (notamment en conséquence du départ de ces catégories socio-professionnelle vers le marché du travail étasunien), on observe un phénomène de migration *de relève*, c'est à dire d'appel de la main d'œuvre étrangère et moins coûteuse qui vient combler les besoins manquant en force de travail sur des secteurs d'activité bien déterminés. Pour Fabio,

« c'est bien connu que le nica est plus fort pour le travail... mieux qu'un cheval pour le travail [...], le nica est réputé ! [...] Vous savez bien que c'est normal qu'un étranger migrant on le mette à travailler, à laver les sols, il doit laver les sols... à laver les toilettes, il lave les toilettes... il fait tout et n'importe quoi... »

Fabio tente ensuite sa chance au Guatemala mais cette expérience est de courte durée et il revient rapidement au village avant de repartir finalement vers le marché du travail costaricien, déplorant les problèmes d'insécurité qui font selon lui du Salvador et du Guatemala deux destinations plus faciles d'accès mais pour lesquelles les conditions de séjour et de travail sont trop difficiles.

Au moment où nous le rencontrons, Fabio a retrouvé sa famille à Posoltega depuis déjà un an. Il estime la situation du marché du travail au Costa Rica de plus en plus difficile, parce que les emplois manquent mais aussi parce que la législation migratoire s'est durcie, impliquant des frais de permis de séjour et de travail trop élevés (60\$ pour obtenir un certificat de naissance et le casier judiciaire, 30\$ pour le visa, 40\$ pour le billet d'autobus). Il dit vivre depuis son retour sur les économies obtenues lors de son dernier séjour mais cette somme se réduit comme peau de chagrin : il doit payer les dettes que la famille a accumulés auprès du magasin d'alimentation et rembourser le prêt qu'il a fait auprès de la banque pour son dernier voyage au Costa Rica.

Aller aux États Unis ?

« Non ! Comment ? Quand ? C'est trop loin ! ...plus facile d'arriver en Hollande qu'aux États-Unis !... »

Entretien réalisé le 30 juillet 2010,
Communauté de Santa Maria, municpe de Posoltega, Nicaragua

2.1.2. Les successions de mobilités régulières et répétées

D'autre part, on observe des déplacements réguliers pour lesquels le migrant se fixe et se construit un itinéraire répété de mobilité. Les ressources et les réseaux migratoires lui permettent de s'assurer une certaine stabilité dans sa pratique de l'espace migratoire lorsqu'il peut s'appuyer sur des contacts établis au cours des voyages précédents, sur une forme de contrat informel (avec un ou plusieurs employeur(s)) lui permettant de revenir

vers le même emploi qu'au dernier voyage ou de jongler entre divers emplois antérieurement expérimentés.

C'est le cas des migrants de San Juan Guichicovi par exemple qui circulent entre diverses régions en fonction des contrats proposés par la police ou par l'armée. Ils peuvent ainsi glisser d'un espace de migration à un autre en fonction des offres et connaissent généralement quelles vont être les conditions de travail et la durée de séjour. Si certains migrants ne jouent que sur un lieu de migration et effectuent régulièrement des aller-retours avec leur village d'origine entre deux contrats, d'autres peuvent se déplacer entre le Chiapas, le District Fédéral et l'État de Chihuahua par exemple.

C'est aussi ce qu'on peut observer dans le cas des circulations régulières entre le Nicaragua et le Costa Rica, lorsque les lieux et les emplois offerts sur place sont connus par les migrants, alors en capacité de développer des stratégies de diversification des sources de revenus qui complètent les activités de production locales. L'élargissement du périmètre du marché du travail autour du milieu rural d'origine semble alors se construire de façon relativement stable et anticipée, même si ces parcours se caractérisent toujours par une grande flexibilité et précarité dans l'accès à l'emploi et dans l'obtention de documents migratoires.

L'histoire de Wilbert et Marelys G., jeune couple de Palacagüina illustre bien ce type d'itinéraire, avec des mobilités régulières et répétées qui font partie intégrante du fonctionnement de l'économie familiale.

**Photo 6. Wilbert G. et sa femme, Musuli, Palacagüina.
Décembre 2009**



Wilbert G. vit dans la communauté de Musuli, Palacagüina, avec son épouse et son fils. Leur foyer fait partie de ceux qui ont été visités en janvier 2009 pour l'enquête TRANSITER et nous avons pu approfondir la compréhension de l'itinéraire migratoire de Wilbert et du fonctionnement économique de son foyer en réalisant un entretien plus long et détaillé auprès du couple un an plus tard, questionnaire en main.

Depuis l'époque où il était encore célibataire, Wilbert fait partie des nicaraguayens qui s'insèrent régulièrement sur les différents marchés du travail costariciens, en fonction de différentes opportunités et d'une perpétuelle tentative de conjuguer au mieux activité économique locale et travail salarié en migration.

Il travaille ainsi avec son père sur une parcelle de 2,5 manzanas (achetée à son grand père avec l'argent gagné lors de ses premiers voyages). Son activité agricole vivrière (maïs et haricots) est complétée par les revenus de l'élevage (3 têtes). Son épouse est institutrice dans la communauté depuis 11 ans et déclare un revenu mensuel de 3000 córdobas.

Lui et sa femme disent vouloir maintenir l'activité agricole comme un moyen de satisfaire les besoins alimentaires du foyer même si les revenus de la migration prennent une place de plus en plus importante dans l'économie familiale, notamment pour les besoins de consommation courante, éducation et construction progressive de la maison.

Ainsi donc, Wilbert part pour la première fois en 1999 à Puerto Viejo, au Costa Rica pour la récolte de goyaves. Il passe la frontière avec un visa touristique et reste au Costa Rica pendant 4 mois, c'est à dire jusqu'à la fin de la saison correspondant à une très forte demande de main d'œuvre pour cette production. Les deux années suivantes, il part travailler selon la même logique de calendrier, pour la récolte de melons à Liberia, puis du café à Pérez Zeledón. Puis de 2002 à 2008, il fait des allers-retours tous les 7 mois, entre des chantiers de construction ou des champs de melons¹⁶⁵ à Liberia, et Palacagüina où il poursuit divers activités lui permettant de compléter les ressources de l'agriculture vivrière domestique.

Pendant les 5 mois de présence au village, Wilbert travaille donc sur les ouvrages routiers ou bien part temporairement dans la région montagneuse voisine de San Juan Rio Coco qui attire traditionnellement un grand nombre de travailleurs journaliers originaires de Palacagüina pour la récolte du café d'octobre à février environ.

Depuis l'année précédant le moment de l'entretien, Wilbert peut circuler plus facilement grâce à l'obtention du statut de résident au Costa Rica qu'il a obtenu dans le cadre d'un accord d'amnistie destiné aux victimes de l'ouragan Mitch. En 2009, il continue donc de cumuler deux contrats -agriculture journalière et construction- au Costa Rica en pouvant rentrer au village tous les mois, ses conditions de mobilité s'étant ainsi largement améliorées.

Entretien réalisé le 31 décembre 2009 après une enquête réalisée en janvier 2009, Communauté de Musuli, municipe de Palacagüina, Nicaragua

165 Pour indication, Wilbet G. dit gagner 250 córdobas par jour en tant qu'ouvrier agricole et 300 en tant que maçon (en 2009-2010).

2.2. Itinéraires du pari vers le lointain

Dans une dynamique tout à fait distincte, tant du point de vue des possibilités de circulation que du point de vue des logiques socio-économiques de reproduction, une partie des migrants originaires des régions d'étude centraméricaines adopte des stratégies de migration qui s'associent à des espaces du marché du travail plus lointains et plus fermés en ceci qu'ils se caractérisent par la restriction des conditions de séjours et d'accès au territoire au delà des frontières.

Ces stratégies relèvent souvent d'une sorte de « pari » que le migrant et sa famille choisissent de mener dans l'objectif d'améliorer les conditions quotidiennes de vie, de réaliser un projet ou un investissement¹⁶⁶. On peut parler de « pari » dans le sens d'une décision et d'une démarche généralement incertaine, voire risquée.

La volonté d'intégrer les marchés du travail lointains et internationaux est en effet liée à l'existence de différentiels de revenus très forts, différentiels qui restent l'argument principal de départ pour ces migrants cherchant à diversifier leurs espaces et leurs sources de revenus, mais aussi et surtout à gagner le plus rapidement possible une somme d'argent qui leur permettra d'améliorer leurs conditions de vie et/ou de production dans leur localité d'origine.

Bien entendu, cette démarche comporte également plus de risques parce qu'elle est davantage sujette à échouer. La somme engagée pour le voyage -7000 à 8000\$ depuis le Nicaragua, 2000 à 3000\$ depuis l'Isthme- est une dette contractée par le migrant et sa famille qui, avant de pouvoir espérer épargner ou investir, doivent s'assurer d'au moins une ou deux années de salaires en migration pour honorer cet emprunt.

L'ensemble des risques qui accompagnent l'itinéraire migratoire vers l'international lointain font donc partie des éléments pris en compte par les migrants et leurs familles au moment de la mise en place et du déroulement de la migration. Les risques vitaux lors de la

166 Il convient aussi toutefois de souligner que de tels départs, notamment vers les États-Unis, sont parfois le fait d'une initiative individuelle déconnectée d'un quelconque accord familial commun et relevant d'avantage d'une volonté d'éloignement ou de rupture avec l'environnement social, culturel ou intime du migrant que d'une idée de continuité avec le milieu d'origine. Nous développons cet aspect dans le chapitre suivant consacré aux questions d'absence et de rapport, dans la distance et la durée, au lieux de départ.

traversée du Mexique et/ou de la frontière, les risques de contrôle d'identité et d'expulsion du territoire ainsi que les risques de perte d'emploi sont autant de scénarios possibles pouvant mener à l' *échec* de l'expérience, voire de l'investissement migratoire.

L'expérience migratoire lointaine et internationale se joue à une étape du cycle de vie pendant laquelle la nécessité de sortir de l'espace d'origine se fait particulièrement pressante. Les jeunes célibataires cherchent à compenser le manque d'emplois ou de ressources -notamment agricoles- en misant sur une étape de constitution d'un capital à l'étranger, ou plus simplement en fuyant un horizon trop fermé. À l'inverse, les adultes mariés, pères ou mères de famille, sont eux davantage dans une logique de recherche de moyens de subsistance et d'amélioration des conditions de logement et d'éducation pour leur foyer.

On peut dissocier de nouveau deux types d'itinéraires, cette fois-ci en fonction des trajectoires qui précèdent ou entourent le voyage en question.

2.2.1. Le lointain comme première expérience migratoire

Certains voyages représentent pour les migrants une opportunité unique, un investissement et une démarche qui n'ont pas d'antériorité.

C'est le cas de l'itinéraire migratoire de José Luis M., rencontré dans la communauté de Estación Mogoñe, dans le municipio de San Juan Guichicovi, un mois après son retour des États-Unis.

José Luis M. a une quarantaine d'années et vit dans la communauté zapotèque de Estación Mogoñe, à l'entrée du municipio de San Juan Guichicovi, avec son épouse et ses trois enfants.

Cette communauté se distingue du reste du municipio par l'appartenance ethnique de sa population (le reste du municipio étant très majoritairement *mixte*), par son accessibilité et sa connectivité avec l'extérieur facilitées par le passage du chemin de fer jusque dans les années 1970-80 et aujourd'hui par la proximité de la route transisthmique permettant notamment le commerce avec les villes moyennes régionales.

Estación Mogoñe se distingue également par la présence de migrants dont les parcours

sont assez différents de ceux des populations *mixes* : on a pu détecter des logiques d'orientation des flux migratoires et d'intégration à certaines niches du marché du travail spécifiques, comme par exemple la mobilité temporaire vers les exploitations d'agro-exportations dans le Sinaloa ou encore la plus forte proportion de migrants engageant un départ vers les États-Unis.

José Luis gagnait dans la communauté de Estación Mogoñe environ 500 pesos par semaine en gardant le bétail d'une dame âgée. Il n'a jamais souhaité cultiver la terre, estimant qu'« on y dépense beaucoup et [qu'] on y gagne peu ». Il choisit donc d'entreprendre pour la première fois son voyage vers le Nord en 2006, encouragé par la présence sur place de plusieurs amis ou voisins de la communauté et par la mauvaise situation économique locale qui ne lui permettait pas de subvenir aux besoins de sa famille (alimentation, construction de la maison mais aussi frais pour ces trois enfants âgés de 12 à 16 ans, qui, dit-il, « réclament de plus en plus »).

Il voyage donc en bus jusqu'à Ciudad Juarez et tente neuf fois le passage de la frontière avec l'aide de passeurs (à qui il paie 1800 dollars) avant de réussir enfin à la franchir sans que les agents de la Migration ne l'arrêtent et ne l'expulsent à quelques kilomètres du côté mexicain de la frontière. En avril, il arrive donc à la ville frontière de Las Cruces depuis laquelle il voyage en bus jusqu'à Jackson, dans le Tennessee, où sont installés ses compagnons de San Juan Guichicovi. « Quand je suis arrivé là bas, je n'ai plus souffert » dit-il, « le travail m'attendait ». Il trouve ainsi divers emplois avec l'appui de ses amis dans une quincaillerie ou comme peintre dans le bâtiment, gagnant de 7 à 9 dollars de l'heure. Il multiplie ainsi les petits contrats précaires jusqu'en mars 2010, lorsqu'il est licencié et ne parvient pas à se faire embaucher de nouveau, expliquant cette situation par le contexte de crise aux États-Unis.

Après un mois de chômage, il décide de revenir au village où il achète avec son épargne 4 têtes de bétail et un cheval, pouvant bénéficier des 10 hectares de terre d'un ami de la communauté pour lequel il travaille par ailleurs. Le deuxième investissement majeur qu'il pourra engager pour son foyer se centre sur l'amélioration progressive de sa maison, les travaux de consolidation du sol étaient ainsi en cours de réalisation au moment de notre entretien.

Entretien réalisé le 18 mai 2010,
Communauté de Estación Mogoñe, municipe de San Juan Guichicovi, Mexique

Photo 7. Ancienne gare de Estación Mogoñe, San Juan Guichicovi. Novembre 2009.



2.2.2. Le lointain comme étape culminant un parcours migratoire

D'autre part, une importante partie des migrants décrivent des trajectoires de mobilités avec des étapes antérieures à l'expérience lointaine et de longue durée. Avant de prendre la décision de passer à l'espace du marché du travail extra-régional et d'avoir réussi à concentrer les conditions permettant un tel voyage, de nombreux migrants se sont en effet déplacés sur un ou plusieurs autres marchés du travail. Passant de circulations régionales ou transfrontalières à des migrations lointaines et internationales, ces individus semblent utiliser ces étapes comme des tremplins permettant l'accumulation d'une certaine expérience, l'intégration à des réseaux et la maturation d'un itinéraire dont l'objectif reste orienté vers le Nord¹⁶⁷.

Ainsi, « la migration par *échelon* suppose que le migrant se déplace d'un espace périphérique vers un espace central en passant par différents échelons qui impliquent l'acquisition de nouveaux comportements »¹⁶⁸ : depuis les exploitations agro-exportatrices

167W. A. Cornelius, D. Fitzgerald, et P. Lewin Fischer, *Caminantes del Mayab: los nuevos migrantes de Yucatán a los Estados Unidos* (México DF: Instituto de Cultura de Yucatán, Instituto Nacional de Antropología e Historia, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, 2008).

168M.K. Dorai et al., « Bilan des travaux sur la circulation migratoire » (Rapport à la direction de la population et des migrations, Ministère de la Solidarité et de l'Emploi, MIGRINTER, 1998), 83.

impliquant des circulations saisonnières transfrontalières ou depuis les centres urbains régionaux ou nationaux offrant divers types d'emplois précaires, jusqu'aux nœuds de l'économie capitalistes globalisée de l'hémisphère Nord, les migrants apprennent donc à se déplacer et à jouer des différents canaux et appels d'air qui agitent le marché de l'emploi international.

Les parcours de Juan Francisco et Davis Cruz, deux frères rencontrés peu après leur retour des États-Unis à Palacagüina, et celui de Carlos N., rencontré à San Juan Guichicovi, nous permettent de mieux saisir ces logiques de mobilité et de mobilisation des espaces en tant que ressources qui permettent de se déplacer entre et au sein des systèmes migratoires.

Davis C. et son frère Juan Francisco ont tous deux une quarantaine d'années, respectivement 4 et 3 enfants, avec qui ils ne partagent pas le foyer, étant séparés de leurs femmes.

Nous les avons rencontrés en janvier 2010, alors qu'ils revenaient des États-Unis quelques mois auparavant.

Leur séjour débute en février 2005 et pendant ces quatre ans et demi, les deux frères circulent sur le marché du travail étasunien, passant par différentes régions et exerçant divers emplois, d'abord dans un parcours commun puis chacun suivant sa propre trajectoire.

Après avoir traversé le Mexique dans les conditions difficiles qu'implique le statut de clandestin, ils terminent leur parcours à San Bernardino, Californie, accueillis par un cousin originaire d'Estelí et résidant aux États-Unis depuis la fin des années 1980. Pendant la première année, ils changent fréquemment d'emploi (vente de voitures, usine de plastiques...) et subissent très peu de période de chômage. Ils trouvent ensuite un travail à Los Angeles et installent des systèmes de sécurité pour 700 à 800\$ par semaine, soit le double de leur salaire précédent. Ne pouvant plus vivre chez leur cousin, ils doivent toutefois augmenter leurs dépenses en louant une chambre dans une famille mexicaine pour 500\$ par mois.

Ils perdent plus tard tous deux leur travail. Davis reste à Los Angeles et trouve un nouvel emploi tandis que Juan Francisco décide de se diriger vers Houma, en Louisiane, où une connaissance de Palacagüina lui a trouvé un emploi dans le secteur de la construction navale. Il y reste jusqu'à la fin du séjour et gagne environ 600\$ par semaine.

En 2007 et en 2008, Juan Francisco fait venir deux de ses fils qui, au moment de notre entretien, se trouvaient toujours en Louisiane.

En septembre 2009, les deux frères décident ensemble de mettre fin à leur expérience migratoire, se sentant « prisonniers » et « humiliés » par leur statut de travailleur

précaire et clandestin.

Avant d'entreprendre cette migration de longue durée, Davis avait intégré le marché du travail costaricien pendant cinq ans. Il y a travaillé en tant qu'ouvrier dans une usine sucrière puis en tant qu'agent de sécurité, et réalisait des visites occasionnelles à sa famille à Palacagüina. En 2002, c'est à dire au milieu de cette période de cinq ans au Costa Rica, il avait déjà fait une tentative de migration vers les États-Unis avec deux compagnons de Palacagüina et San Juan Rio Coco. Arrêtés à Villahermosa, Tabasco, au Mexique, ils avaient été expulsés vers le Guatemala puis étaient rentrés au Nicaragua à leurs frais.

Entretien réalisé le 4 janvier 2010,
Centre urbain du municpe de Palacagüina, Nicaragua

Carlos N. a une quarantaine d'années, il vit à Encinal Colorado, communauté de San Juan Guichicovi, avec sa femme et deux de ses trois enfants.

Au moment de l'entretien en novembre 2009, il était de retour des États-Unis depuis un an et ne déclarait aucune activité économique.

Le parcours migratoire de Carlos N. débute au milieu des années 1980, lorsqu'il s'installe avec sa femme à Mexico pour commencer sa carrière de policier.

Après 20 ans de service, en 2004, sa famille repart s'installer à San Juan Guichicovi tandis qu'il entreprend une nouvelle étape migratoire vers les États-Unis, en passant par le Sinaloa, puis l'Arizona pour finalement s'installer en Californie. Il travaille successivement dans les secteurs de la jardinerie, de l'agriculture d'exportation puis dans une cartonnerie pour des salaires horaires allant de 7,25 à 10,30\$, et partage pendant tout son séjour un appartement avec des collègues migrants.

En 2008, c'est au moment où la crise frappe l'économie nord-américaine que Carlos, comme la plupart de ses collègues mexicains et centraméricains, est licencié et revient au village.

A présent, Carlos n'envisage pas de nouvelle expérience migratoire à l'intérieur des frontières nationales. Lorsque nous évoquons l'alternative d'un emploi temporaire au Sinaloa ou à Campeche, comme c'est le cas de quelques uns des migrants de San Juan Guichicovi, il rejette catégoriquement cette idée: « *C'est mal payé, ça ne vaut pas le coût, entre vivre ici ou là bas...* ».

Avant la fin de son contrat en Californie, Carlos a fait venir son fils aîné, âgé de 18 ans. Au moment de notre entretien, il avait toujours un emploi dans l'industrie mais avait le projet de revenir, se sentant « trop seul » aux États-Unis.

Entretien réalisé le 3 novembre 2009,
Communauté de Encinal Colorado, municpe de San Juan Guichicovi, Mexique

Conclusion

La complémentarité des espaces de production est aujourd'hui largement articulée aux structures économiques capitalistes globales ou transnationales implantées au sein même des régions dites périphériques et à l'intérieur desquelles se jouent une grande part des mobilités de populations actives, qualifiées de « Sud-Sud ».

Mais la particularité du système migratoire centraméricain réside aussi justement dans l'association étroite et constamment renouvelée entre ces circulations effectuées dans des espaces de mobilité de proximité et l'appropriation simultanée de lieux de migration bien plus éloignés depuis les années 2000, impliquant un élargissement des espaces du marché du travail et un bouleversement du rapport au milieu d'origine.

Dans la région centraméricaine, « l'articulation dynamique des espaces et des champs migratoires »¹⁶⁹ construit donc un système migratoire fortement dépendant des pulsations économiques et géopolitiques activées depuis différents niveaux d'échelle.

Les études de cas centraméricaines posent ainsi la question de la délimitation des aires ou des zones de migration qui font ou non rupture dans l'organisation productive familiale. En s'interrogeant sur les *degrés* de distance par rapport à l'espace d'origine et sur les conditions d'insertion sur les marchés du travail, nous voulons mettre en question ce que ces déplacements, ces départs et ces circulations entraînent pour l'organisation de la reproduction familiale et pour l'évolution des territoires de départ.

Au delà de la répartition spatiale des migrants sur une période donnée, ce sont surtout les implications sociales et productives de l'intégration à différents espaces du marché du travail qui nous intéressent¹⁷⁰ : la mise en regard des situations de migration internationale

¹⁶⁹Simon, *La planète migratoire dans la mondialisation*, 21.

¹⁷⁰Szasz Pianta, *Migración temporal en Malinalco: la agricultura de subsistencia en tiempos de crisis*; López Castro, *La casa dividida. Un estudio sobre la migración a Estados Unidos en un pueblo michoacano*; A. Hinojosa Gordanova, « Transnacionalismo y multipolaridad en los flujos migratorios de Bolivia. Familia, comunidad y nación en dinámicas globales », in Godard H.R., Sandoval G.: *Migración transnacional de los Andes a Europa y Estados Unidos* (Lima: Actes et Mémoires n°17, IFEA, PIEB, IRD, 2008), 250; Vaillant, « Formas espaciales y laborales de la movilidad campesina de Hatun Cañar: de la microverticalidad agroecológica o los archipiélagos de actividades »; Cortes, *Partir pour rester : survie et mutations de sociétés paysannes andines, Bolivie*.

avec les pratiques plus anciennes et ancrées de mobilité au sein des espaces nationaux ou régionaux nous permettent de qualifier et de sous-peser les effets de distance et de temps, d'activation des réseaux ainsi que des différentiels économiques et culturels sur les processus de transformation du tissu rural.

On a vu que les trajectoires et les pratiques de mobilité associées peuvent être fort diverses et impliquer ainsi tout un éventail de configurations spatiales et productives pour les migrants et leurs familles qui cherchent avant tout à tirer profit de la dissymétrie.

Dans cette recherche permanente d'adaptation, d'alternatives et de capacité à (faire) circuler, c'est l'articulation à l'organisation familiale et à l'ancrage dans le lieu d'origine qui est en jeu : le départ, le mouvement, le déplacement se lient au maintien et à une forme d'immobilité depuis la perspective des espaces d'origine. C'est donc bien la gestion de la séparation, de l'absence et des temporalités saccadées ou indéfinies qui rythment les liens et articulent les lieux. La distance et le temps fondent les rapports aux espaces et aux ressources dispersées, en provoquant continuités et discontinuités des relations économiques, des logiques de transmission, de partage et de solidarités.

CHAPITRE 4. Les rythmes et temporalités migratoires. Être absent et faire présence dans le milieu rural

Le temps organise l'espace.

*« [Il faut] considérer les temporalités comme des éléments fondateurs de la mobilité spatiale ; flux, temps, rythmes, séquences expriment au mieux les continuités et discontinuités constitutives des processus de transformation sociale ; ce sont eux qui peuvent le mieux instaurer du sens et du lien entre les entités spatiales dissociées, juxtaposées, contiguës, [...], l'ordre des interactions étant plus celui des moments que celui des emplacements [...]. *»¹⁷¹*

Le projet migratoire interroge l'espace-temps et ouvre une réflexion large sur la spatialisation du temps. La thématique des temporalités fait l'objet d'un intérêt renouvelé pour les sciences sociales¹⁷² bien que la prise en compte plurielle du temps ne soit encore que peu approfondie du point de vue des spatialités, des circulations migratoires, de la mise à distance ou du vécu de l'absence.

Dans les contextes de mobilité, de déplacement et de diversification des espaces appropriés tels qu'il ont été décrits dans le chapitre précédent, il est nécessaire de penser le temps dans une logique non-linéaire pour l'aborder au travers de la dimension spatiale et pour considérer en profondeur la question de la durée d'absence des individus qui s'éloignent de leur milieu d'origine¹⁷³. Les notions de réversibilité, de circulation, de prolongation du temps de la migration, de mobilités temporaires, indéfinies ou définitives sont donc centrales pour la définition des systèmes de mobilités qui permettent de conjuguer distance et durée.

171A. Tarrus, « Leer, describir, interpretar. Las circulaciones migratorias: conveniencia de la noción de territorio circulatorio. Los nuevos hábitos de la identidad », *Relaciones* 21, n° 83 (2000): 47.

172C. Dubar et C. Rolle, « Les temporalités dans les sciences sociales: introduction », *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines* n° 8 (2008): en ligne.

173G. Cortes, « Une ruralidad de la ausencia. Dinámicas migratorias internacionales en los valles interandinos de Bolivia en un contexto de crisis », in *Hinojosa Gordonava A.: Migraciones transnacionales: visiones de Norte y Sudamérica* (La Paz: Centro de Estudios Fronterizos, 2004), 167-196; Vaillant, « Formas espaciales y laborales de la movilidad campesina de Hatun Cañar: de la microverticalidad agro-ecológica o los archipiélagos de actividades »; López Castro, *La casa dividida. Un estudio sobre la migración a Estados Unidos en un pueblo michoacano*; Domenach et Picquet, « Typologies et réversibilité migratoire ».

Du point de vue du temps long des trajectoires plurigénérationnelles « qui installe[nt] et perpetue[nt] le champ migratoire »¹⁷⁴, il faut saisir les enjeux et les effets de l'évolution des modèles d'organisation politique et économique sur des systèmes migratoires construits historiquement, dans la longue durée. Les conditions d'ouverture, de fermeture ou de glissement des marchés du travail attractifs jouent largement sur les logiques de mouvement expérimentées au fil des générations, sur les rythmes et les pulsations migratoires qui structurent les pratiques changeantes des territoires¹⁷⁵.

Depuis les 10 à 15 dernières années, les régions mexicaines du Centre-Ouest, de tradition migratoire ancienne vers les États-Unis, ont par exemple connu un changement significatif du modèle de circulation migratoire. De nombreux travaux montrent ainsi les implications économiques et les changements dans le rapport entretenu par les migrants et leurs familles entre les espaces du marché du travail en Amérique du Nord et leur espace d'origine lorsque la possibilité d'aller et venir a été réduite par la fermeture progressive de la frontière¹⁷⁶.

Dans nos régions d'étude, au sud du Mexique et au Nicaragua, les migrations internationales en direction des États-Unis ont surtout débuté à partir des années 2000 et sont donc caractérisées depuis lors par cette restriction à la possibilité de circuler. La question du rapport au lieu d'origine, des temporalités de séjour et des pratiques de circulation se pose donc surtout en termes de différenciation des espaces de mobilité appropriés et de modalités temporelles correspondant à chacun de ces espaces. Qu'elle soient associées à des espaces lointains et fermés ou à des espaces de proximité pour lesquels les pratiques de va-et-vient sont plus aisées, les mobilités centraméricaines ne peuvent être comprises si on les considère comme un changement de résidence, une trajectoire unipolarisée ou comme un abandon du lieu d'origine. Au contraire, notre cas d'étude permet de mettre en lumière la complexité des formes migratoires, des parcours individuels et familiaux, des pratiques de circulation et de transferts multidirectionnels.

174Cortes, « La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes », 96.

175G. Cortes et L. Faret, *Les circulations transnationales: lire les turbulences migratoires contemporaines* (Paris: A. Colin, 2009).

176A. Canales, « Periodicidad, estacionalidad, duración y retorno. Los distintos tiempos en la migración México-Estados Unidos », *Papeles de población* 22 (1999): 11-41; Durand, « Ensayo teórico sobre la emigración de retorno: el principio del rendimiento decreciente »; Massey, Pren, et Durand, « Nuevos escenarios de la migración México-Estados Unidos: Las consecuencias de la guerra antiinmigrante ».

En observant la répétition, l'enchaînement ou la multiplication des mobilités mais aussi les effets de proximité ou d'éloignement, il s'agit de saisir la manière dont la construction sociale et spatiale du temps constitue un élément majeur du processus migratoire. Les temporalités de déplacement et les formes spatio-temporelles du mouvement que nous avons pu observer nous poussent donc à ne pas limiter la problématique aux phénomènes de départ, d'installation ou d'intégration mais au contraire à cerner toute la dimension persistante, réversible, cyclique et instable des parcours de mobilité expérimentés à l'échelle individuelle et familiale.

L'ouvrage de H. Rosa, en proposant une « critique sociale du temps » et des phénomènes d'accélération, nous invite à mieux considérer la place « de la synchronisation, de la vitesse, de la durée et de la séquence des événements »¹⁷⁷, en soulignant toujours plus le caractère dynamique des objets et des transformations de la sphère sociale. Le temps, catégorie clé pour l'analyse des enjeux sociaux et culturels, doit donc être mobilisé comme un outil permettant de saisir pleinement le rapport à l'espace en situation de mobilité.

Ce chapitre vise donc à décrire et à expliquer les rythmes de déplacement, les (im)possibilités de circulation, les processus de réversibilité et de diversification des trajectoires de mobilité qui organisent l'économie familiale dispersée. Comment la gestion du temps, de la présence et de l'absence intervient-elle dans la mise en œuvre des stratégies familiales de survie, de transmission ou d'accumulation ? En quoi les conditions de l'éloignement et de la séparation déterminent-elles les modalités de participation, d'engagement et de structuration d'un espace socio-économique dans le lieu d'origine ?

Nous restituerons dans un premier temps les configurations actuelles des rythmes de mobilité dans les régions de l'Isthme de Tehuantepec et du Nord-Ouest du Nicaragua pour interroger ensuite les facteurs déterminants et les conditions de construction temporelle des parcours de mobilité. Nous montrerons ainsi dans une deuxième partie comment l'éloignement et l'absence, à court ou à long terme, peuvent influencer sur l'expérience de la ruralité, les processus d'ancrage ou de détachement, les possibilités et les significations socio-productives du retour. Pour finir, nous présenterons une typologie des dispositifs spatio-temporels de la dispersion de la force de travail en déclinant divers scénarios de

177H. Rosa, *Accélération: Une critique sociale du temps* (Paris: Editions La Découverte, 2010), 22.

systèmes de mobilité qui structurent et font évoluer l'économie familiale.

1. Rythmes et temporalités des mobilités dans les espaces d'étude

Il s'agit dans un premier temps de mieux comprendre quelles sont les temporalités de mobilité pratiquées selon les dynamiques du marché de l'emploi et selon les logiques de proximité ou d'éloignement de la part des individus qui partent vendre leur force de travail à l'échelle régionale, nationale et internationale. Les données présentées ici nous indiquent donc, pour les trois municipes d'étude, les temps de séjours en fonction des espaces de mobilité occupés, pour chacun des voyages recensés par l'enquête. Elles nous permettent également de comparer :

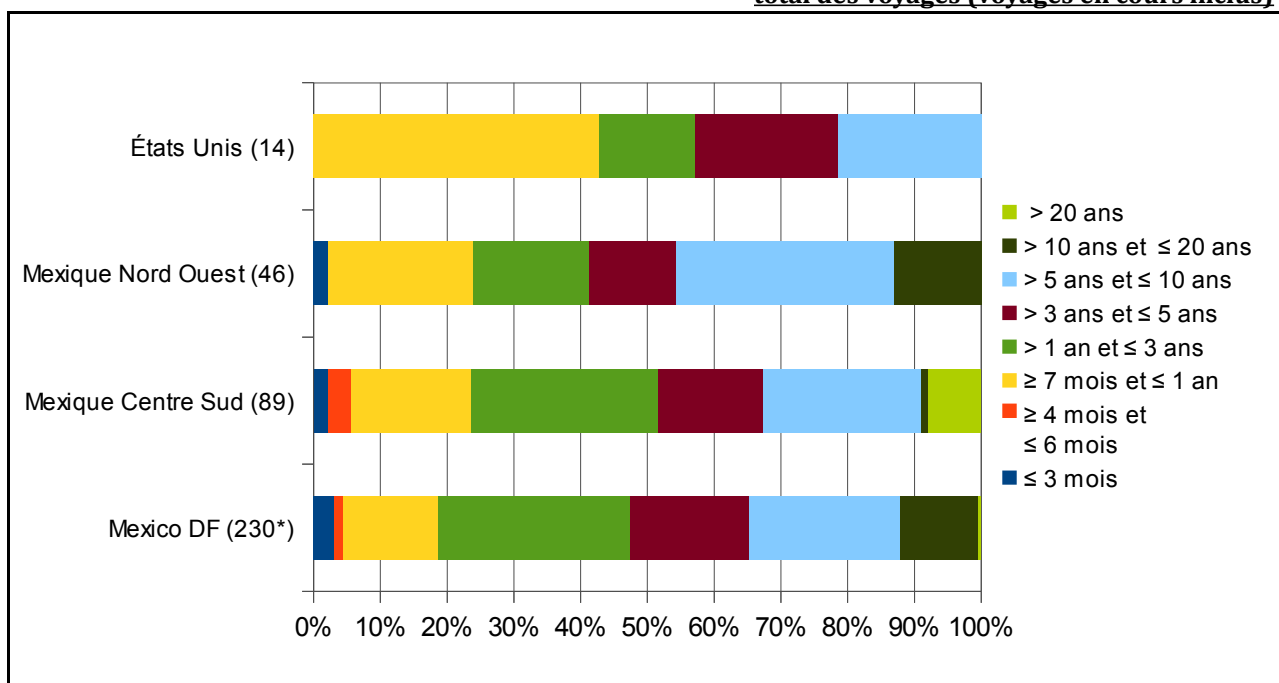
- d'une part, les différents rythmes de mobilité caractéristiques de chacun des espaces de mobilité à partir d'un même municipe de départ,
- d'autre part, les dynamiques à l'œuvre dans les trois espaces d'étude, en termes de réversibilité, de prolongement ou au contraire de brièveté des séjours. Nous verrons ainsi que les rythmes de la migration présentent des caractéristiques distinctes, impliquant différents rapports à l'absence, et donc à la ruralité.

À San Juan Guichicovi, les voyages de courte durée sont minoritaires. On remarque par exemple que la part des séjours de moins d'un an ne dépasse pas les 25% de l'ensemble des séjours effectués au sein des frontières nationales. Et si on observe que cette même part est de plus de 42% pour les voyages vers les États-Unis, il faut parallèlement rappeler que ces données incluent les voyages pour lesquels les individus se trouvent toujours en migration au moment de l'enquête : ce pourcentage reflète donc davantage le caractère récent des premiers départs vers les États-Unis qu'une pratique de circulation et de séjours de courte durée vers le marché du travail nord-américain.

Pour la région de Mexico DF tout comme pour la région du Nord Ouest du Mexique, plus de la moitié des voyages sont d'une durée supérieure à 3 ans, indiquant un modèle de

migration longue et bien souvent d'installation durable dans ces espaces. Il s'agit en fait de migrants pour lesquels l'élargissement du périmètre du marché de l'emploi implique la participation stable et continue à des secteurs d'activités spécifiques -industrie, police, armée ou commerce- et donc la constitution de longues étapes de la vie active à l'extérieur de l'espace rural d'origine.

Graphique 25. Temps de séjour selon les espaces du marché du travail pour les migrants de San Juan Guichicovi, total des voyages (voyages en cours inclus)



Valeurs manquantes (sans réponse précise sur le temps de séjour ou sur les dates de départ et de retour) : 16
 * Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total de voyages recensés pour chacun des espaces de destination.

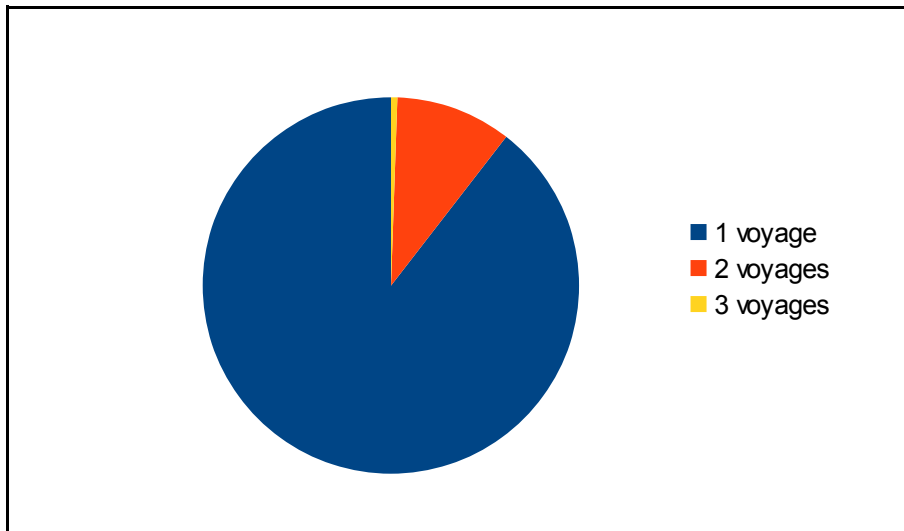
Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Par ailleurs, les deux graphiques suivants sont complémentaires et nous indiquent de nouveaux éléments liés aux temporalités de migration, cette fois-ci au niveau des parcours individuels. Ces données signalent ainsi que presque 90% des individus avec expérience migratoire n'ont effectué qu'un seul voyage et, par ailleurs, que la durée d'activité migratoire -c'est à dire l'addition des mois ou années passé(e)s à l'extérieur- est, pour plus de 60% des individus migrants, supérieure à 3 ans.

Si la répartition des catégories de durée sont similaires entre le graphique 25 et le

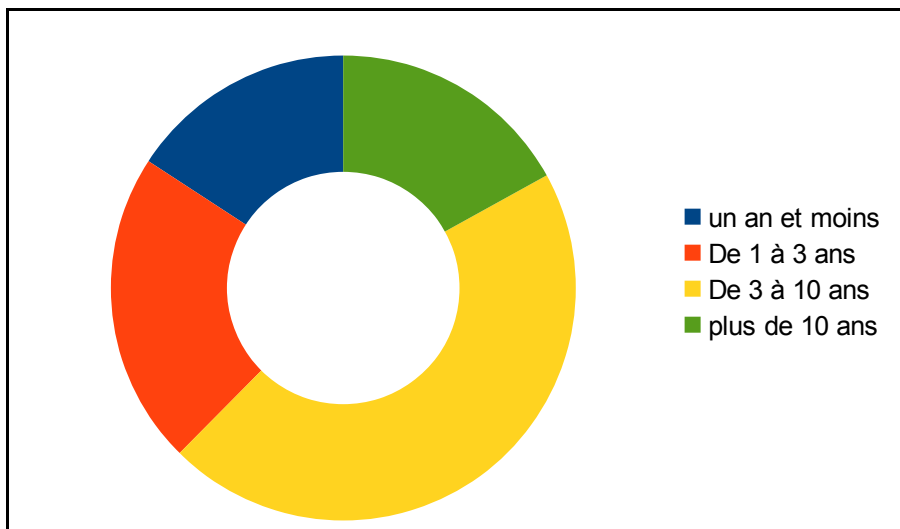
graphique 27, c'est justement parce que la grande majorité des migrants n'a déclaré qu'un voyage et que la durée de ce voyage correspond donc automatiquement à la durée totale de la période d'activité migratoire pour l'ensemble de sa vie.

Graphique 26. Nombre de voyages effectués pour l'ensemble des individus avec expérience migratoire, San Juan Guichicovi



Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Graphique 27. Temps total passé en migration pour tous les individus avec expérience migratoire, San Juan Guichicovi



Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Une fois ces premiers indicateurs présentés, il est nécessaire à cette étape de préciser et de nuancer leur portée. En effet, comme nous l'avons déjà évoqué, le travail de terrain approfondi et les multiples entretiens menés à San Juan Guichicovi après la levée de l'enquête TRANSITER nous ont permis de détecter de manière plus fine un certain nombre de pratiques migratoires et productives dans les familles rurales. C'est notamment en termes de circulation et de pratiques d'allers-retours entre les espaces de salariat et l'espace familial d'origine que le degré d'exactitude de l'enquête quantitative présente certaines limites, particulièrement pour la région de l'Isthme de Tehuantepec.

Au moment de répondre à la question portant sur les temps de départ en migration pour le ou les membre(s) du foyer concerné(s), les chefs de famille ont le plus souvent indiqué la date du premier départ vers une destination nouvelle mais n'ont presque jamais signalé les dates des retours temporaires, pour obligation familiale ou professionnelle, fêtes locales ou simplement visites à la famille. Alors qu'un membre du foyer travaillant par exemple depuis 15 ans dans le secteur de la vente informelle à Mexico D.F. a très probablement effectué de nombreux voyages vers San Juan Guichicovi de façon plus ou moins régulière et selon des écarts de temps plus ou moins rapprochés -selon ses possibilités financières, ses rapports économiques et affectifs au reste de la famille, ses responsabilités professionnelles et familiales au D.F., etc...- l'enquête ne retiendra trop souvent de l'itinéraire de ce migrant qu'une seule date de voyage (1994) et aucune indication temporelle sur ses pratiques de circulation.

L'effet frontière est ici remarquable et cette expérience dans le domaine des techniques d'enquête nous conduit pour le moins à mettre en lumière une certaine perception du départ et des retours, bien plus clairement marquée lorsque le passage de frontières internationales s'impose comme une difficulté à accéder au marché de l'emploi international mais aussi à revenir ou circuler, et donc à entreprendre de nouveau un départ. Toutefois, on fait dans le même temps l'hypothèse d'une moindre importance donnée aux retours temporaires ou prolongés de certains migrants par les chefs de famille, moindre importance qui correspondrait à un faible degré de nécessité ou d'*utilité* du migrant dans le cadre des mécanismes productifs en place dans le lieu d'origine. Si les retours ne sont pas déclarés, c'est probablement parce que, comme on l'a vu au travers des données sur les temps de séjour, la durée d'activité en migration et donc d'absence est relativement longue

et la fonction productive du migrant s'en trouve ainsi réduite dans le lieu d'origine. Comme nous pourrons le démontrer par la suite, on peut penser au contraire que cette fonction productive est active et centrale en situation de migration, au travers de la participation à l'économie familiale par les transferts monétaires et de la consolidation du foyer ou de l'appareil productif par l'obtention de ressources salariées provenant de l'étirement des marchés du travail.

Dans les municipes nicaraguayens, la configuration des temporalités migratoires est distincte et on note de fortes variations entre les trois principales destinations en termes de logiques d'installation durable ou au contraire de circulation intense.

Comme nous avons déjà pu le souligner à partir de la compréhension des besoins spécifiques de main d'œuvre de la part des secteurs d'activité qui structurent ces dynamiques d'attrait de la force de travail migrante, nous pouvons à présent confirmer les tendances de ces rythmes migratoires au travers des données portant plus précisément sur les temps de séjour.

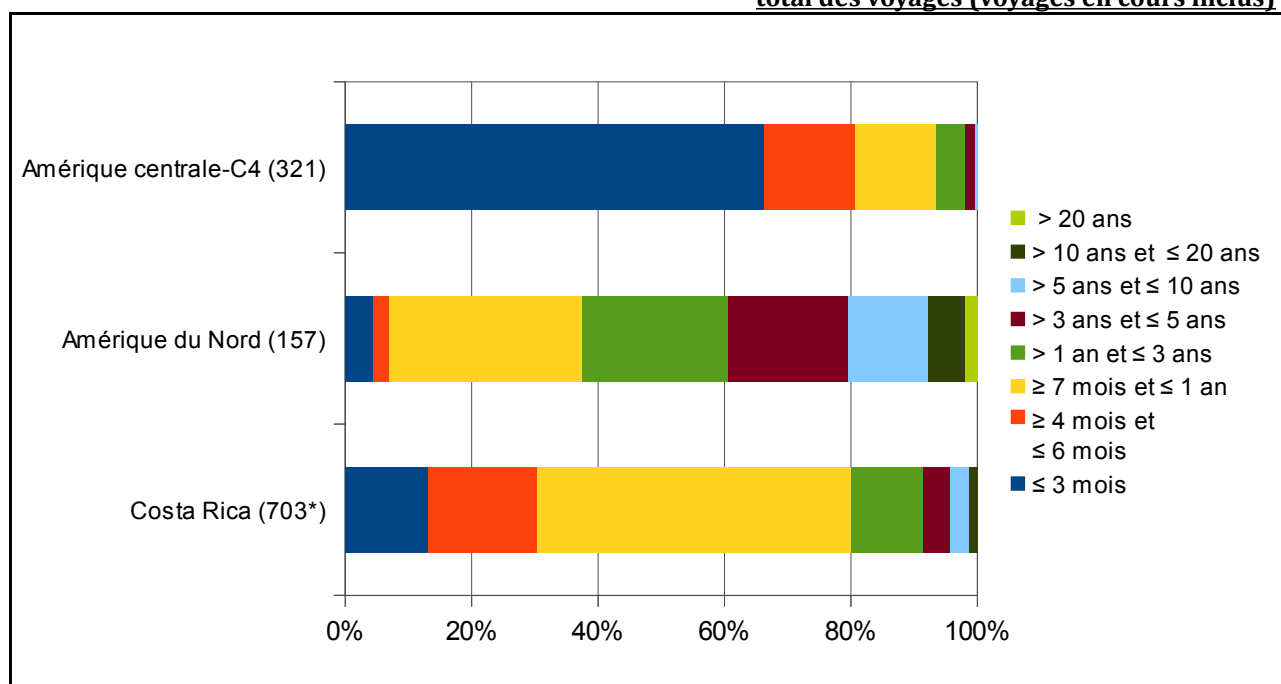
On observe dans un premier temps que les séjours effectués au Costa Rica -première destination pour les migrants nicaraguayens- sont dans plus de 80% des cas de moins d'un an, avec, notamment dans le cas de Posoltega, plus de la moitié des 1229 voyages recensés par l'enquête correspondant à des séjours de moins de 6 mois. À l'inverse, seuls entre 5 et 10 % des séjours signalés sont d'une durée supérieure à 3 années, ce qui nous renvoie de nouveau aux conditions de levée de l'enquête qui ne nous permettent pas de capter l'ensemble des migrants nicaraguayens installés à long terme au Costa Rica (en particulier lorsque cette migration définitive s'est réalisée avec l'ensemble des membres proches de la famille, ne laissant dans le village d'origine aucune personne en mesure de considérer ces migrants comme faisant partie du foyer). Mais en tout état de cause, la nature temporaire ou saisonnière des mobilités exercées vers le pays voisin est centrale dans les mécanismes d'élargissement de la sphère du marché du travail et de fonctionnement socio-productif familial et rural.

Les voyages aux États-Unis sont, eux, très majoritairement de longue durée, les conditions

de transit, de passage des frontières et de séjour en situation irrégulière ne permettant pas les pratiques de circulation ou de présence dans le milieu d'origine entrecoupée de périodes de migration, comme c'est davantage le cas pour les migrations à l'échelle régionale. Ainsi, dans les deux municipes, la moitié ou plus des voyages aux États-Unis sont de plus d'un an, entre 30 et 40% de plus de 3 ans et entre 5 et 15% de plus de 10 ans.

Enfin, c'est en direction des espaces du marché du travail de plus forte proximité que les voyages sont les plus courts, les séjours vers les pays du C4 se réalisant pour plus de 80 à 90% sur une durée de moins d'un an. On remarque notamment que pour le municipe de Palacagüina, les séjours de moins de 3 mois représentent une part de 65% d'un total de 325 séjours recensés.

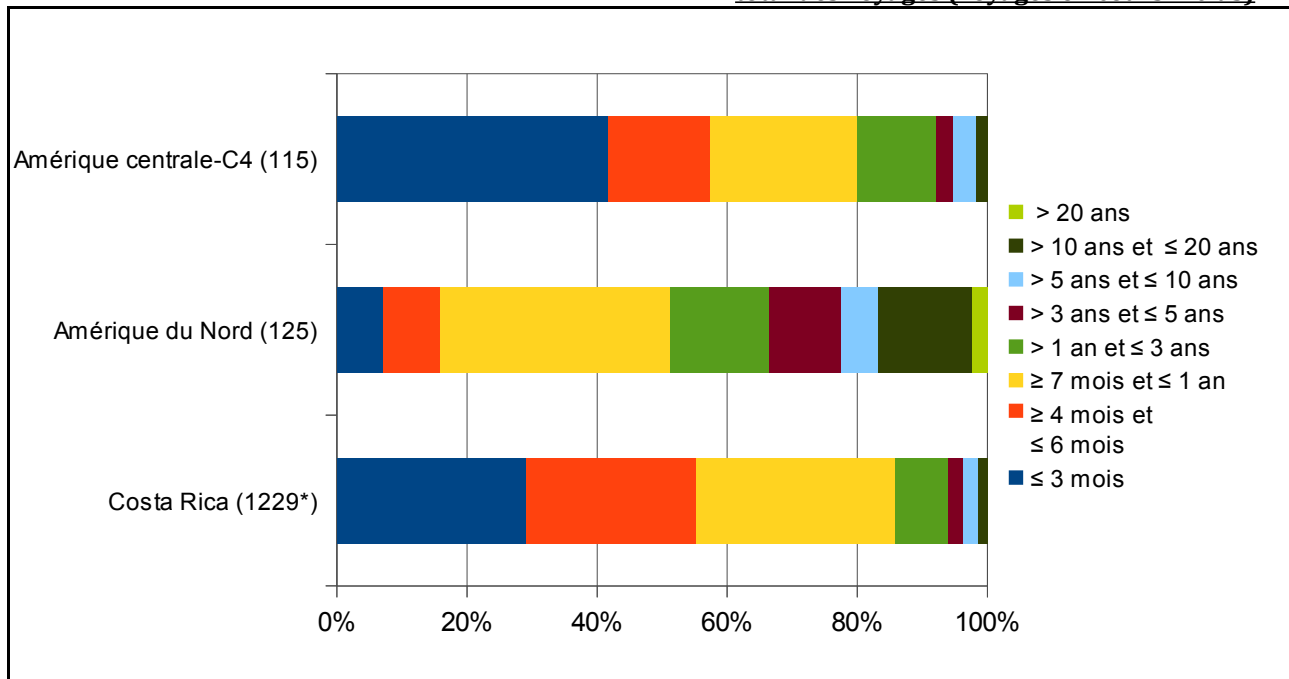
Graphique 28. Temps de séjour selon les espaces du marché du travail pour les migrants de Palacagüina, total des voyages (voyages en cours inclus)



Valeurs manquantes (sans réponse précise sur le temps de séjour ou sur les dates de départ et de retour) : 26
 * Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total de voyages recensés pour chacun des espaces de destination.

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Graphique 29. Temps de séjour selon les espaces du marché du travail pour les migrants de Posoltega, total des voyages (voyages en cours inclus)



Valeurs manquantes (sans réponse précise sur le temps de séjour ou sur les dates de départ et de retour) : 20
 * Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total de voyages recensés pour chacun des espaces de destination.

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

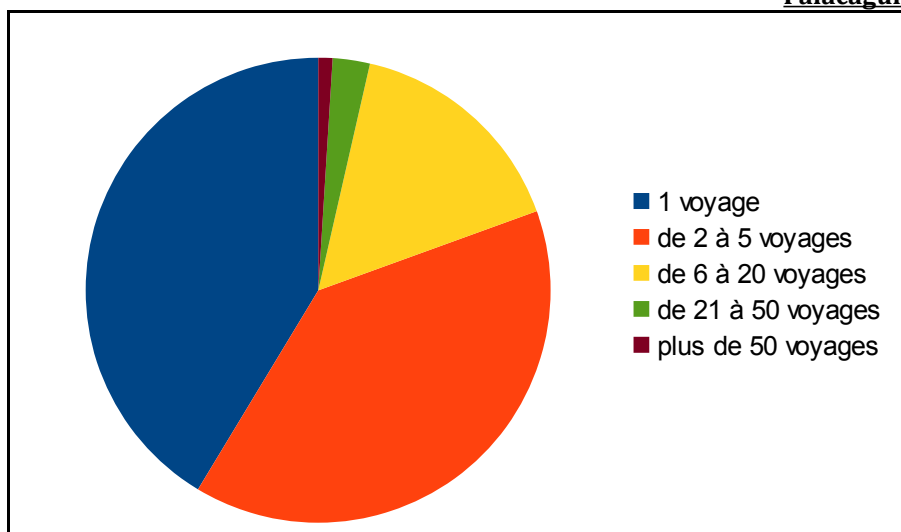
Les données sur la fréquence des voyages (graphique 30) nous indiquent à leur tour que l'intensité des pratiques de circulation depuis les zones de départ nicaraguayennes est forte. Contrairement aux indicateurs récoltés dans l'Isthme de Tehuantepec pour lesquelles l'absence de frontière internationale rend moins *remarquable* chacun des voyages entrepris, les chefs de famille ont pu au travers de leurs réponses fournir des informations relativement précises concernant les différentes étapes des itinéraires de chacun des migrants du foyer¹⁷⁸.

178 Le travail de reconstitution de l'itinéraire de chacun des migrants est central et délicat au moment de la levée de l'enquête. Les enquêteurs chargés de faire passer les questionnaires et de les remplir avec les chefs de famille ont donc réalisé une tâche tout à fait importante permettant d'assurer la qualité et la précision des données récoltées : il fallait mobiliser les souvenirs et repères temporels des chefs de famille mais aussi des autres membres de la famille souvent présents dans la maison pour redessiner ensemble le parcours parfois très complexe des membres migrants. Rappelons en effet que certains migrants ont des pratiques de mobilité, de circulation et de déplacement sur divers marchés du travail si complexes qu'elles peuvent correspondre à 2 ou 3 voyages par an et/ou une durée d'activité migratoire de plus de 30 années. Lorsque j'ai moi-même réalisé cet exercice de reconstitution des itinéraires de migration sur questionnaire comme au travers d'entretiens plus approfondis, j'ai pu mesurer l'importance des jeunes générations, et notamment des jeunes filles qui, à partir de dates significatives comme la naissance des enfants, savent déterminer les années et même les mois de départ et de retour des frères, sœurs, pères ou maris

On observe donc sur le graphique suivant la répartition de tous les individus avec expérience migratoire selon le nombre de voyages qu'ils ont effectués au cours de leur vie active de migrants. Si environ un tiers d'entre eux n'ont effectué qu'un seul voyage, presque 20%, au contraire, ont déjà voyagé plus de 5 fois, en revenant vers leur village d'origine entre chaque voyage.

Par ailleurs et comme nous l'avons vu précédemment, rappelons que le phénomène migratoire s'est intensifié et accéléré très récemment, entraînant une vague de premiers départs depuis la deuxième moitié de la décennie 2000. Parmi les individus pour lesquels sont recensés 1 seul ou deux voyage(s), on peut donc supposer que les nouveaux migrants, souvent jeunes adultes entrant dans la vie active, sont particulièrement représentés.

Graphique 30. Nombre de voyages effectués pour l'ensemble des individus avec expérience migratoire, Palacagüina et Posoltega



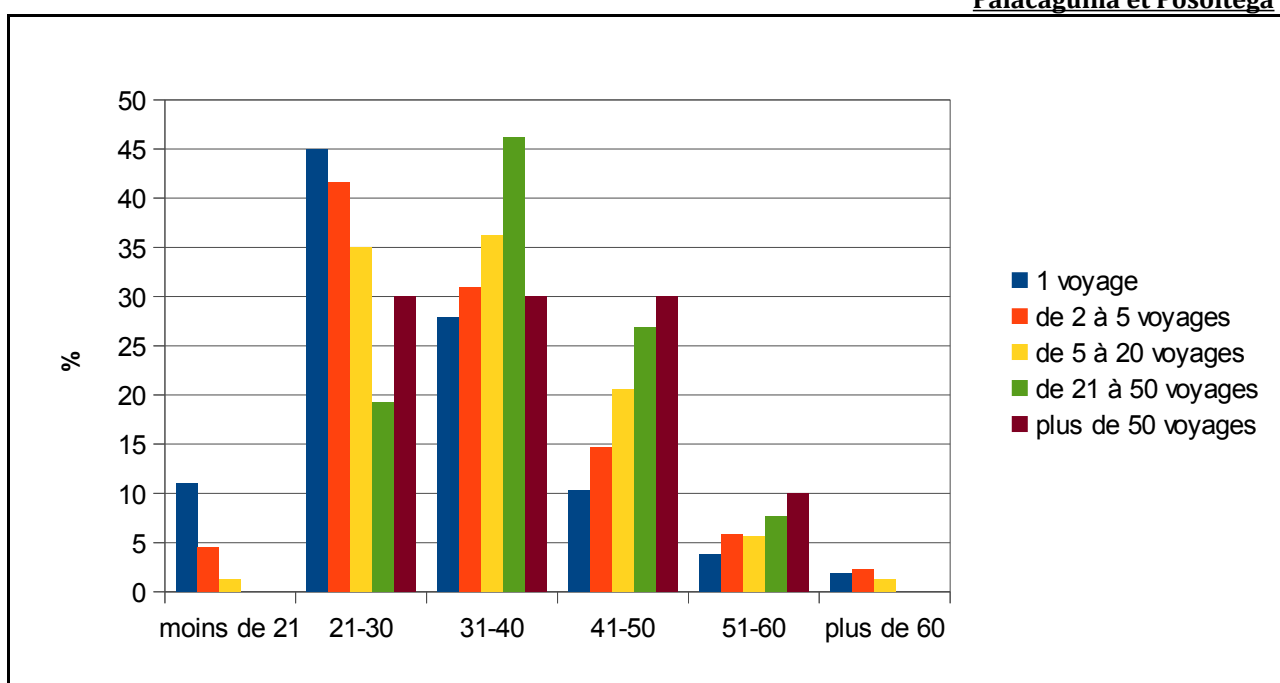
Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Ceci nous permet de poursuivre cette étape de la description des dynamiques et temporalités migratoires pour les municipes nicaraguayens en ajoutant quelques précisions sur la structure par classe d'âge. On voit au travers du graphique 31 que l'intensité des pratiques de circulation peut être mise en regard avec la durée de l'activité migratoire, la probabilité d'avoir un grand nombre d'expériences migratoires augmentant

migrant(e)s.

logiquement avec l'âge. Ainsi, 45% des individus n'ayant qu'une expérience de migration ont entre 21 et 30 ans tandis que ce pourcentage ne s'élève qu'à 16% pour les individus de plus de 41 ans. Parallèlement, pour le cas des individus accumulant de nombreuses expériences migratoires, on retiendra surtout qu'environ deux tiers des migrants ayant effectué plus de 6 voyages ont entre 21 et 40 ans – cette période du cycle de vie correspondant au pic d'intensité de la période d'activité migratoire, et donc par conséquent de plus fortes possibilités et/ou nécessité de circulation.

Graphique 31. Distribution des individus avec expérience migratoire, par tranche d'âge en fonction du nombre de voyages effectués, Palacagüina et Posoltega



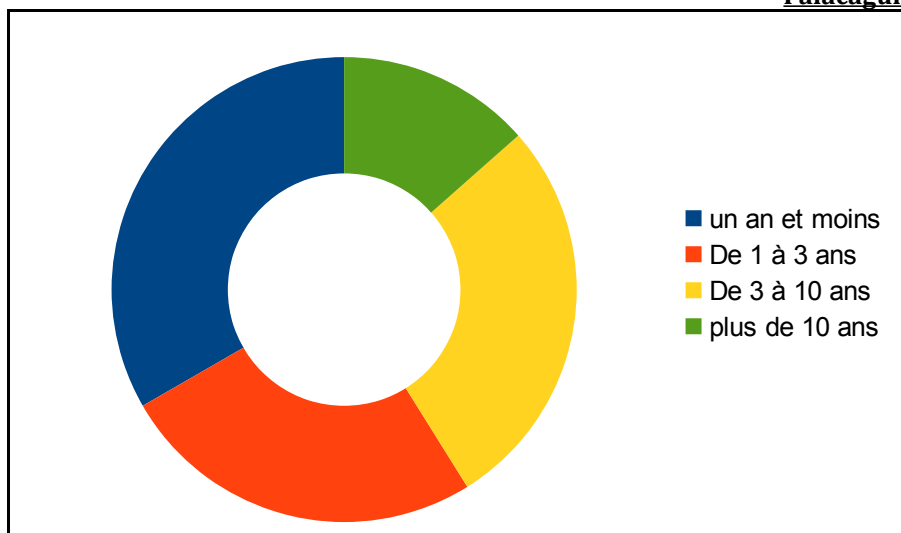
Exemple de lecture : sur 100 individus n'ayant qu'une expérience migratoire, 45 ont entre 21 et 30 ans ; sur 100 individus ayant cumulé plus de 50 voyages, 40% ont plus de 41 ans.

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Enfin, c'est l'intensité de la migration qui nous permet de compléter le premier panorama quantitatif et statistique illustrant les dynamiques de départ, de circulation et finalement d'absence pour les individus entreprenant un itinéraire migratoire. On représente donc ici (graphique 32) la répartition des individus avec expérience migratoire selon qu'ils aient

passé plus ou moins de temps à l'étranger et on note dans un premier temps que, en comparaison du même indicateur pour le municpe de San Juan Guichicovi, la part des personnes migrantes originaires du Nicaragua ayant passé moins de 3 ans en migration est bien plus importante, représentant presque 60 %, contre 37% pour le municpe mexicain.

Graphique 32. Temps total passé en migration pour tous les individus avec expérience migratoire, Palacagüina et Posoltega



Source : Enquête TRANSITER, 2009.

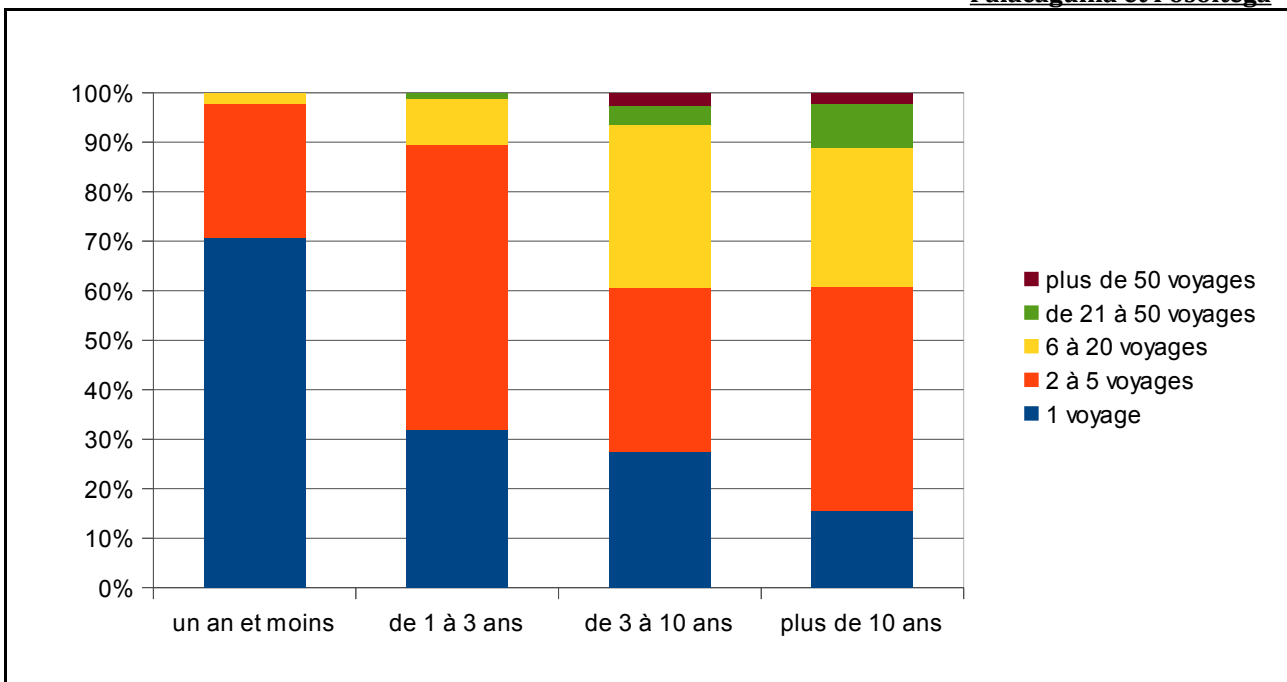
Mais pour mieux analyser cette tendance, il nous faut croiser cette variable avec celle du nombre de voyages accumulés par chaque individus (graphique 33)¹⁷⁹. On perçoit alors la correspondance entre ces deux indicateurs, l'éventualité d'avoir accumulé une durée d'activité migratoire longue étant plus forte lorsque le nombre de voyages est élevé. Pour le tiers des migrants de nos deux municpes nicaraguayens pour lequel la durée totale d'absence n'a pas excédé un an, on voit ainsi que 70% d'entre eux n'ont déclaré qu'une expérience migratoire. Celle ci a donc été courte, soit parce qu'il s'agit d'une migration temporaire isolée, soit parce que la migration a *échoué* (retour pour perte d'emploi, obligation personnelle, expulsion du territoire, etc.), soit enfin parce qu'il s'agit d'un voyage entrepris peu de temps avant la levée de l'enquête. Par ailleurs, on note que 40% des personnes accumulant plus de 3 années au total d'activité migratoire ont effectué 6 voyages ou plus, et que, au contraire, la part de ceux qui ne déclarent qu'un seul voyage dans le

¹⁷⁹ Ce qui n'a pas été fait dans le cas de San Juan Guichicovi, la captation du nombre d'allers-retours et donc des pratiques de circulation n'étant pas suffisamment significative.

même échantillon (plus de 3 ans à l'étranger) n'est que de 23%.

On peut donc en conclure que la tendance à mobiliser les opportunités et les ressources migratoires au travers d'une importance fréquence des déplacements prime sur les stratégies et les possibilités de séjours longs et durables à l'étranger.

Graphique 33. Répartition du nombre de voyages en fonction du temps total de migration, pour l'ensemble des individus avec expérience migratoires, Palacagüina et Posoltega



Source : Enquête TRANSITER, 2009.

2. Être absent et faire présence en milieu rural

L'absence ou le départ d'une partie de la population sont souvent considérés comme un phénomène allant contre la ruralité, dans des milieux où la migration devient structurelle et structurante. Souvent perçus au prisme du vide des campagnes, de l'exil rural, de la fuite ou de la déprise agricole, ces migrations seraient ainsi vues comme les responsables majeures d'une forme de perte de territorialité pour des individus qui ne pourraient alors jouir d'emprise territoriale dans aucun des lieux dans lesquels ils évoluent, qu'ils soient d'origine, de transit ou de destination. La « ruralité de l'absence » telle qu'elle est décrite par G. Cortes¹⁸⁰ semble néanmoins continuer de peser sur les sociétés et sur les territoires au travers de liens symboliques, festifs, intimes ou virtuels mais aussi sur la base des transferts matériels ou financiers qui ne cessent de s'intensifier entre les différents points du champ migratoire. Mais ce sont également les pratiques de circulation et les retours plus ou moins fréquents des migrants eux-mêmes qui marquent et activent les évolutions sociales et productives des espaces pratiqués par les migrants et leurs familles.

Dans l'objectif de dépasser les perspectives qui ne laissent entrevoir des migrations d'origine rurale que les processus de séparation, d'isolement et d'abandon d'un milieu économique déprimé, nous cherchons à montrer comment la stratégie migratoire constitue au contraire un mécanisme complexe et variable par lequel le monde rural continue de se transformer et de représenter un espace de référence.

Afin d'insister sur le caractère souvent imprévu, improvisé ou discontinu des dynamiques de mobilité, nous préférons les termes de *trajectoire* ou *itinéraire* migratoire à celui de *projet* migratoire et abordons l'absence comme élément constitutif de ces parcours de migrants en tentant d'évaluer la part de stratégie et d'intentionnalité mais aussi d'accidents et d'opportunités dans leur construction. L'expérience migratoire est donc sensible aux pulsations de l'économie mais aussi des cadres sociaux, familiaux ou intimes. Les mobilités sont mises à l'épreuve des événements, de ce qui relève de l'inattendu, de la rupture et des

180Cortes, « Une ruralidad de la ausencia. Dinámicas migratorias internacionales en los valles interandinos de Bolivia en un contexto de crisis ».

bifurcations¹⁸¹.

La complexité des expériences migratoires exposées ici montrent bien la nécessité d'aborder ce rapport du temps à l'espace qui ne se montre ni continu ni linéaire.

2.1. Paysans prolétaires : circulation, pluriactivité et logique précaire de reproduction. Les temps d'une ruralité distendue

Dans une grande partie des cas observés, le départ en migration, loin de constituer une mise à distance de longue durée ou définitive, relève plutôt d'une étape temporaire, provisoire, et parfois renouvelée qui ne correspond pas à une rupture. Pour G. Cortes,

« Une dialectique de l'absence/présence naît, en réalité, d'une migration "fonctionnelle", c'est à dire structurante des ruralités. Les migrants s'absentent mais ne sont pas absents et, au travers des liens maintenus, des retours ponctuels et, surtout, des stratégies d'investissements dans le lieu d'origine, l'absence assure la permanence de la ruralité. Celle-ci se nourrit de la migration.* »¹⁸²

Comme nous avons pu le voir dans le chapitre précédent, la mobilisation de différents marchés du travail régionaux et les déplacements liés à la recherche permanente de sources de revenus complémentaires correspondent à des itinéraires qu'on qualifie de *saccadés*. Les logiques de progression, de mouvements et de succession de mobilités se vivent non seulement en termes de diversification des secteurs et des espaces de production mais aussi de présences et d'absences irrégulières et répétées.

À la précarité économique et professionnelle vient donc s'ajouter pour les migrants l'instabilité temporelle de la vie rurale. Les itinéraires migratoires de circulation tels que nous avons pu les décrire dans le cas des allers-retours pratiqués entre le Nicaragua et les pays du C4 ou le Costa Rica ou encore entre l'Isthme et les marchés du travail intra-nationaux par exemple se présentent ainsi du point de vue temporel comme des flux

181C. Bidart, « Crises, décisions et temporalités: autour des bifurcations biographiques », *Cahiers internationaux de sociologie* 1, n° 120 (2006): 29-57.

182Cortes, « Une ruralidad de la ausencia. Dinámicas migratorias internacionales en los valles interandinos de Bolivia en un contexto de crisis », 169.

« réversibles » se traduisant « par une succession d'absences et pour l'individu par un passage répétitif de l'état *présent* à l'état *absent* »¹⁸³.

Cette notion de réversibilité¹⁸⁴ s'associe directement à la relation entretenue par le migrant avec son lieu d'origine dans le milieu rural tel que nous l'envisageons tout au long de cette recherche, c'est à dire comme le lieu de vie, de production et de reproduction de *ceux qui restent* mais aussi des migrants qui continuent d'entretenir avec lui un rapport à l'intensité variable selon la nature des rythmes et des temporalités qu'ils mettent en place dans le cadre de leurs parcours de mobilité. La « résidence base » est donc un espace de référence, « un lieu à partir duquel sont effectués des déplacements de durée variable et selon une périodicité aléatoire »¹⁸⁵.

La réversibilité de la migration s'associe également aux dynamiques conjoncturelles du marché de l'emploi, à l'ouverture de nouvelles opportunités ou au contraire aux restrictions auxquelles doivent faire face les migrants cherchant à élargir leur espace de captation de revenus salariés. Ainsi, on voit clairement dans nos espaces d'étude que les logiques de pluriactivité s'étendent au delà du milieu rural d'origine selon des rythmes de mobilité constitués d'une série d'étapes migratoires faites de périodes d'activité dans l'espace local et de périodes d'absence plus ou moins prolongées.

La temporalité des itinéraires de mobilité peut ainsi être régie par deux grands types de facteurs qui viendront organiser et conditionner les dynamiques de va-et-vient plus ou moins intenses, concentrées ou diluées. Bien entendu, ces deux types de facteurs peuvent intervenir et influencer ensemble et simultanément sur la prise de décision et les pratiques de circulation du migrant.

2.1.1. Les moments de l'activité dans le milieu rural d'origine : régularités et incertitudes

Premièrement, c'est la disponibilité ou l'indisponibilité d'emplois dans le milieu rural

183Domenach et Picquet, « Typologies et réversibilité migratoire », 47.

184Vaillant, « Formas espaciales y laborales de la movilidad campesina de Hatun Cañar: de la microverticalidad agro-ecológica o los archipiélagos de actividades »; Domenach et Picquet, « Typologies et réversibilité migratoire ».

185Domenach et Picquet, « Typologies et réversibilité migratoire », 46.

d'origine qui va rythmer et structurer les itinéraires de mobilité. En premier lieu, l'activité agricole vivrière, quand elle existe dans le foyer, constitue un élément majeur qui s'impose dans l'organisation productive de l'occupation de la force de travail familiale et qui vient donc agencer autour d'elle les autres activités productives extérieures à l'exploitation agricole familiale, notamment pour les hommes. En second lieu, ces activités productives extérieures peuvent justement être réalisées au sein même du milieu rural d'origine (avec des emplois temporaires ou plus durables dans les secteurs de la construction, des travaux de voirie, de l'industrie agro-alimentaire ou bien de l'agriculture d'exportation), mais aussi au delà des frontières régionales ou nationales, les mécanismes de pluriactivité pouvant à différents moments s'étendre, s'étirer, s'élargir en investissant des espaces plus ou moins lointains.

On voit par exemple que les séjours de courte durée viennent souvent compléter une activité agricole locale à partir de mécanisme de complémentarité des calendriers. En prenant l'exemple du municipe de Palacagüina, on comprend comment la production agricole vivrière exercée au sein de l'exploitation familiale s'organise autour de pics d'activité (préparation des terrains, semis, récolte) qui demandent une certaine disponibilité de la force de travail familiale. C'est particulièrement au mois de mai qu'on a pu observer qu'une partie significative des individus mobiles investissant régulièrement et de façon temporaire les marchés du travail régionaux -pour le cas nicaraguayen- ou nationaux -pour le cas mexicain- est de retour dans le lieu d'origine dans l'objectif d'assurer les activités agricoles de subsistance. Au mois de mai ou de juin en effet (selon le moment de l'arrivée de la saison des pluies), la première phase de semis débute et l'entretien de la parcelle dure jusqu'à la récolte de août-septembre pour ce cycle principal, dit de *primera*. Par la suite, un second (dit *postrera* au Nicaragua ou *chahuitera* dans l'Isthme) voir un troisième cycle¹⁸⁶ pourront être entrepris dans les exploitations bénéficiant de terres situées près des cours d'eau et donc adaptées aux mises en culture *d'humidité*.

Par ailleurs, les cultures locales d'exportation sont elles aussi régulatrices des temporalités de la production rurale mais aussi des temporalités des mouvements migratoires saisonniers. Même si des productions de citriques ont été répertoriées dans la région de l'Isthme de Tehuantepec, elles sont de moindre importance en terme d'emploi journalier

¹⁸⁶ Deuxième cycle semé en août-septembre et récolté en novembre-décembre, troisième cycle semé en novembre-décembre et récolté en mars-avril.

pour les habitants du municpe. À l'inverse, dans les deux municpes nicaraguayens, l'embauche de main d'œuvre journalière sur les exploitations de moyenne ou de grande taille vient davantage organiser les temps de l'économie familiale, de la captation précaire de revenus salariés et des itinéraires individuels des travailleurs. À Posoltega, ce sont surtout les productions de canne à sucre -coupe de décembre à juin- ou de banane qui fournissent des emplois saisonniers masculins, tandis qu'une partie des habitants de Palacagüina (aussi bien des hommes que des femmes ou des enfants) se voient effectuer une mobilité interne de courte distance vers les montagnes intérieures, dans les régions de San Juan Rio Coco, Wiwili ou Quilali, pour la récolte du café, de mi-octobre à fin janvier, ou encore travaillent dans les champs de tabac du municpe de novembre à avril.

Divers moments -souvent courts- de l'année participent ainsi à la rythmique des dynamiques de mobilité des travailleurs ruraux, les hommes étant généralement ceux qui organisent le plus leurs départs ou leurs retours en fonction de ces pics de l'activité agricole. Celle ci peut correspondre aux besoins de production vivrière pour la consommation quotidienne ou bien à une opportunité locale d'obtention d'un salaire journalier.

Pour les personnes qui sont moins contraintes aux cycles de l'agriculture de subsistance - parce qu'elles n'ont pas la responsabilité de la gestion des terres familiales au sein du foyer, ou bien plus simplement parce qu'elles appartiennent à une famille qui ne travaille pas la terre - l'emploi journalier agricole local fait parfois partie des possibilités de capter un revenu salarié temporaire, mais c'est surtout le manque d'emploi salarié non agricole qui pousse les actifs à enclencher un parcours de mobilité, selon des rythmes épisodiques, intermittents ou réguliers. On pourra par exemple évoquer le cas des jeunes adultes qui doivent quitter le municpe de San Juan Guichicovi dont le marché de l'emploi n'est pas en mesure d'absorber la main d'œuvre locale et qui intègrent donc les corps armés dans la grande région du Sud Mexique, au District Fédéral, ou encore dans la zone frontalière. D'autre part, les emplois d'agents de surveillance, de maçons ou encore d'employé(e) domestique au Costa Rica sont de la même manière occupés par des hommes et des femmes provenant des municpes ruraux nicaraguayens dans lesquels les opportunités d'emplois sont bien trop minces et entraînent donc un besoin sans cesse renouvelé de se

déplacer pour diversifier et compléter les ressources du monde rural.

Dans chacun de ces cas, la nécessité de sortir du lieu d'origine pour satisfaire les besoins quotidiens correspond avant tout à une logique précaire de reproduction qui s'étire dans diverses directions et selon des conditions d'embauche et de rémunération très variables. Les temporalités de séjour et les rythmes des allers-retours sont, quant à eux, très largement déterminés par la structure et la logique productive des grands marchés du travail qui structurent ainsi l'espace migratoire régional.

2.1.2. Étapes du cycle de vie et consolidation des ressources

Les rythmes de mobilités décrits ci dessus sont donc régulés par des mécanismes d'agencement des calendriers d'activité correspondant à la fois au monde rural -agricole ou non- et aux attractions du marché de l'emploi de relative proximité.

Mais la cohérence de ces rythmes par rapport aux cycles de vie et aux étapes qui constituent la trajectoire personnelle des migrants est elle aussi à mettre en lumière. Pour ces mobilités circulaires liées à des emplois temporaires et à une présence entrecoupée mais régulière dans le milieu rural d'origine, la fréquence -nombre de voyages effectués sur un temps donné- et l'intensité -temps total passé à l'extérieur- des dynamiques de circulation correspondent à des logiques précaires de reproduction et à l'étirement des mécanismes de pluriactivité, c'est à dire aux temps d'une ruralité distendue.

Cette distension représente une étape de durée variable dans la vie des individus qui pourront plus ou moins facilement capter les ressources rurales et migratoires leur permettant de se fixer -à court, moyen ou long terme- ou de s'assurer d'une certaine stabilité dans le lieu d'origine. On peut donc caractériser ce type de relation à la ruralité comme une logique d'étirement temporaire et réversible de l'activité productive qui correspond à un moyen d'assurer une reproduction familiale précaire mais aussi et souvent à une étape de consolidation des ressources dans le cadre du foyer. Entre risques et opportunités, entre instabilité et tentative de diversification ou même d'accumulation des ressources, l'étape de circulation migratoire représente dans certains cas un *sas* ou un moment intermédiaire qui permet de faire évoluer la situation économique et productive de la famille, ou bien parfois simplement de patienter. Les histoires de Eugenio et d'Adolfo

illustrent par exemple ce processus de consolidation, ce passage d'un statut de paysan prolétaire à un statut de pluriactif propriétaire.

Eugenio I., fils du commissaire ejidal de Encinal Colorado, a une quarantaine d'années au moment de notre entretien, il est marié et a deux enfants. Son itinéraire de mobilité spatiale et professionnelle ainsi que son expérience du milieu rural sont étroitement liés à un fonctionnement social et productif géré au sein de la famille élargie¹⁸⁷.

Peu de temps après son mariage et la naissance de ses deux enfants, Eugenio entreprend son itinéraire de mobilité dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie quotidienne de son foyer, la production agricole de subsistance qu'il tient sur les terres de son père n'étant pas suffisante.

Il part donc pour la première fois en 2006 en direction de la ville de Mexico à la recherche de revenus salariés complémentaires. Sur la base de contrats informels et précaires, il occupe simultanément ou successivement des emplois de maçon et de surveillant dans un parking public au cours des 4 séjours qu'il effectue durant ces trois années. Ainsi, en partant à 4 reprises et pour des périodes allant de 5 à 7 mois, il doit jouer sur un étirement temporaire et réversible de l'espace du marché du travail lui permettant d'assurer les besoins de son foyer resté entièrement basé au village.

Les périodes de retour ou de visite correspondent toujours avec des moments clés du calendrier agricole et les besoins de l'activité vivrière rythment donc ses pratiques de circulation.

Au moment de l'entretien, Eugenio dit avoir clos cette étape de mobilité circulaire, son retour à San Juan Guichicovi correspondant en effet avec deux éléments qui lui permettent de pouvoir miser sur une installation plus durable sans que la nécessité de compléter les revenus au travers d'une nouvelle migration ne se fasse trop pressante.

En 2009, le père d'Eugenio a procédé à la division et à la répartition de la parcelle familiale entre ses fils, mettant ainsi à disposition de chacun des foyers composant la famille élargie une ressource foncière stable. Parallèlement, Eugenio a obtenu un emploi de policier municipal lui fournissant un revenu mensuel de 3000 pesos.

Pour Eugenio, la possibilité de capter un salaire urbain pendant cette période de mobilité a représenté une bonne opportunité pour pouvoir consolider matériellement l'installation de son foyer (construction de la maison, équipements ménagers, besoins alimentaires et fournitures scolaires des enfants) tandis que le retour au lieu d'origine constitue un renouvellement de sa stratégie d'ancrage au milieu rural au travers de la pluriactivité.

Entretien réalisé le 4 novembre 2009,
Communauté de Encinal Colorado, municipio de San Juan Guichicovi, Mexique

187 Nous approfondirons par la suite la compréhension des mécanismes de réciprocité, de disponibilité et de mutualisation des ressources qui structurent et organisent le parcours de Eugenio et l'organisation économique de sa famille (chapitre 6, page 310), mais il nous faut tout d'abord décrire son rapport au milieu rural en termes de temps, de cycles et de succession d'étapes.

Adolfo G. vit dans la communauté du Tololar 1, dans le municipe de Posoltega, avec son épouse, ses trois jeunes enfants et un de ses cousins.

N'étant pas propriétaire d'une parcelle, Adolfo cumulait les petits emplois, souvent en tant qu'ouvrier agricole journalier. La situation économique s'étant aggravée depuis l'ouragan Mitch de 1998, notamment au niveau des activités agricoles à cause de la grave détérioration des sols, il décide de partir au Guatemala en 2003, parce que là bas, «même si [il] gagnai[t] peu, [il] avai[t] du travail tous les jours». C'est un ami qui connaît déjà le pays qui l'aide à trouver un emploi dans la capitale où il se maintient pendant un an et demi, enchaînant les emplois précaires de lavage de voitures ou de grands bâtiments. Poursuivant sa dynamique de déplacement à l'intérieur du marché du travail constitué par l'espace de libre circulation du C4, il change de lieu de travail tout en gardant la même stratégie flexible de recherche de revenus salariés extérieurs. C'est donc par l'intermédiaire d'un autre ami qu'il trouve un emploi de chauffeur de taxi à Santa Tecla, en périphérie de la capitale du Salvador, où il exerce par la suite un autre emploi dans une fabrique de ciment. Après ce bref séjour de seulement 4 mois, il revient à Posoltega mais son capital ne lui ayant jusqu'à présent permis que de financer les besoins alimentaires de sa famille, il ne parvient pas à se fixer autour d'une activité productive stable et poursuit sur son lieu d'origine ses activités de salarié journalier en gardant du bétail ou en vendant du bois.

En 2006, il investit de nouveau le marché du travail régional mais choisit cette fois-ci le Costa Rica en espérant obtenir des revenus plus élevés que ceux qui lui étaient proposés dans les deux pays de destination précédents. Il travaille donc pendant 6 mois dans le département du Guanacaste sur un chantier de construction d'un complexe touristique avant de rentrer à Posoltega, peu avant les élections présidentielles.

La fin de ce cycle de mobilité régionale correspond donc pour Adolfo à un moment clé de la vie politique nationale pour lequel il dit avoir tenu à appuyer sur place le parti sandiniste. Elle constitue aussi une étape significative dans son processus d'installation et de consolidation des ressources puisque cette même année, il obtient un poste aux services du cadastre de la mairie de Posoltega, lui assurant un revenu mensuel qu'il déclare entre 2500 et 5000 córdobas ainsi qu'un service de sécurité sociale.

A ceci s'ajoute la formalisation de l'héritage des terres familiales, et l'assurance fournie par la mise à disposition de ce capital permettra par la suite à Adolfo de consolider une activité agricole à partir d'une collaboration productive au sein de la fratrie.

Alors qu'il avait traversé une période précaire d'élargissement progressif et versatile de son espace du marché du travail durant laquelle aucune ressource lui permettant de s'ancrer n'était à sa disposition, Adolfo a bénéficié d'un renversement de situation caractéristique des dynamiques rurales tant soumises aux distensions qu'aux pulsations et aux accélérations.

Entretien réalisé le 27 juillet 2010,
Communauté de Tololar 1, municipe de Posoltega, Nicaragua

2.2. S'éloigner du milieu rural : étapes du cycle de vie et objectifs de départ. Partir pour sortir ou pour s'ancrer ?

D'autres temporalités doivent être gérées, prévues ou sans cesse réévaluées par les migrants et leur famille lorsque les conditions d'accessibilité et de franchissement de la distance ne permettent pas de pratiques de circulation fréquentes ou de retour au lieu d'origine au cours d'une étape de l'expérience migratoire. Les départs vers l'Amérique du Nord et vers l'Europe sont les principaux espaces concernés par cette « migration indéfinie »¹⁸⁸ pour laquelle le séjour est long et la date du retour inconnue. Cet éloignement durable du milieu rural d'origine associé au passage de frontières fermées et restrictives en terme de circulation renvoie donc à une « réversibilité de longue durée » où, dans certains cas, les « mouvements de population [...] participent d'un système de sauvegarde socio-familiale »¹⁸⁹ en faisant fonctionner l'économie familiale entre emplois en migration d'un ou plusieurs membres et maintien de l'activité et de la base sociale, patrimoniale et productive dans le lieu d'origine par la partie sédentaire ou *circulante* de la famille.

Dans d'autres cas, l'éloignement et la séparation prolongées correspondent davantage à une marche vers la déprise et le détachement, au niveau familial et productif, des migrants pour lesquels l'intensité de la relation avec le milieu rural d'origine chute brutalement ou diminue progressivement.

C'est donc essentiellement selon l'étape du cycle de vie, la fonction productive et les responsabilités familiales de l'individu engageant une démarche de migration mais aussi selon le statut migratoire dont il dispose au début ou en cours de parcours migratoire que différents scénarios peuvent se décliner. Les absences longues et la séparation physique impliquent des transformations de projets de vie, une modification des rapports productifs, matériels mais aussi intimes, une nouvelle organisation de l'espace de référence¹⁹⁰ et de la structure fonctionnelle familiale.

Les conditions de la mobilité et par extension de l'immobilité contrainte dans l'espace de

188López Castro, *La casa dividida. Un estudio sobre la migración a Estados Unidos en un pueblo michoacano*.

189Domenach et Picquet, « Typologies et réversibilité migratoire », 45.

190Vaillant, « Formas espaciales y laborales de la movilidad campesina de Hatun Cañar: de la microverticalidad agro-ecológica o los archipiélagos de actividades ».

destination sont donc des facteurs qui influent sur les processus de prolongation, d'étirement ou de rupture des relations socio-productives localisées dans le milieu rural d'origine.

2.2.1. Étapes du cycle de vie

Cycles de vie et responsabilités familiales

Une partie des migrants qui engagent une migration vers le lointain se trouvent dans une situation de responsabilité économique vis à vis d'un foyer propre constitué dans le lieu d'origine. Il s'agit des hommes et des femmes marié(e)s et/ou père ou mère de famille dont les logiques économiques de production et de reproduction peuvent être gérées pour partie au sein du groupe familial élargi mais qui ont établi de façon plus ou moins indépendante un foyer *à part*, la maison et le toit commun en étant l'indicateur le plus significatif.

Ainsi, 4 des 13 hommes originaires de San Juan Guichicovi se trouvant aux États-Unis sont mariés et cette part est plus importante encore pour les municipes nicaraguayens : 30% des hommes et presque la moitié des femmes présent(e)s aux États-Unis au moment de l'enquête ont déclaré un statut civil de marié(e) ou mère célibataire à Palacagüina et Posoltega. De la même manière, parmi les 18 migrants en Espagne, plus de la moitié sont en situation de responsabilité économique vis à vis d'un foyer et d'enfants en bas âge (part équivalente pour les hommes et les femmes).

On a donc pu constater que l'initiative d'un départ vers ces destinations a pour élément déclencheur, dans bon nombre de cas, l'émergence de nouveaux besoins ou l'augmentation de la pression liée à la volonté de consolider les ressources matérielles et quotidiennes, le capital productif et/ou le patrimoine du foyer.

Nous distinguons ici deux types de contextes pour lesquels l'absence prolongée se joue sur une durée indéfinie mais continue de se baser sur un objectif de retour vers la famille, et donc sur un mécanisme de réversibilité de la migration.

Le premier contexte est celui des couples qui, au début ou au cours de la constitution du foyer, intègrent l'alternative du départ en migration parce que l'accès à l'emploi au niveau local ne leur permet pas d'obtenir des conditions de vie et d'installation satisfaisantes.

Il peut ainsi s'agir, comme dans un des cas évoqués précédemment¹⁹¹, d'un départ qui vient marquer le fonctionnement du foyer après plusieurs années de sédentarité dans la communauté. Le moment choisi par le père de famille pour enclencher son expérience migratoire tient bien entendu à la présence et à l'*invitation* d'amis originaires du village et déjà installés aux États-Unis, mais également à la détermination d'un temps clé pour l'évolution du fonctionnement économique du foyer et la reformulation des nécessités : la présence d'enfants âgés de 10 à 15 ans environ semble en effet activer de nouveaux besoins pour la scolarité mais aussi pour les conditions de vie commune et d'intimité à l'intérieur de la maison (espaces séparés, chambre(s) à part de l'espace commun), la maison constituant généralement le premier objet d'investissement à partir des transferts monétaires provenant des États-Unis. L'absence prolongée du père -ou plus rarement des deux parents- est donc vécue et projetée comme une étape nécessaire, un éloignement obligatoire qui permettra l'acquisition d'un niveau de vie supérieur.

Il peut aussi s'agir d'un départ en migration effectué par un jeune homme récemment marié et souvent jeune père de famille qui ne dispose d'aucun capital, patrimoine ou ressource salariale locale pour pouvoir assurer sa nouvelle fonction de chef de famille. On a en effet pu observer qu'une partie des voyages orientés vers le Nord correspondait à cette urgence, à ce projet de constitution du foyer matérialisé par la construction de la maison, la jeune épouse et les enfants vivant durant l'absence du migrant dans la maison des parents ou beaux parents.

La deuxième situation impliquant une absence longue et un éloignement du milieu familial d'origine est celle vécue par les mères célibataires ayant parfois procédé à l'élargissement des sources de revenus en exerçant des mobilités temporaires dans des espaces migratoires de proximité mais pour qui l'alternative de la recherche d'emploi sur des espaces plus lointains s'impose afin de satisfaire les besoins quotidiens, alimentaires et scolaires de leurs enfants.

191 Itinéraire de pari vers le lointain de José Luis M., chapitre 3, page 182.

Un exemple de ce type de trajectoire est illustré dans un de nos questionnaires. Il présente ainsi le cas d'une jeune femme ayant quitté le village à l'âge de 26 ans en laissant ses quatre enfants à la charge de ses parents et de ses sœurs depuis le mois de janvier 2006. Elle travaillait depuis lors à Barcelone et envoyait plus de 120 euros par mois.

Questionnaire n.254 – janvier 2009.
Communauté de Ducuali, municpe de Posoltega, Nicaragua.

Dans ces cas de compromis, de responsabilité et d'engagement familial, la séparation de longue durée est un processus dont l'objectif est tourné dès le départ vers le retour à la vie active, rurale et familiale dans le milieu d'origine. Si l'expulsion du territoire n'a pas mis un terme de façon précipitée au projet migratoire de ces travailleurs irréguliers aux États-Unis ou en Europe, le retour s'effectue souvent quand la réussite socio-économique et les objectifs matériels ou productifs fixés au départ sont estimés atteints. Tout au long de la durée de l'absence, des mécanismes de transfert, d'investissement ou de soutiens financiers viennent donc concrétiser la réinsertion future du migrant¹⁹². La migration s'apparente bien souvent à une « fausse absence et [à une] lutte silencieuse*»¹⁹³ où la ruralité est vécue par et au travers des autres membres non migrants qui maintiennent par leur présence l'existence et la territorialité rurale.

Cycles de vie, autonomie et initiation

La migration est aussi une démarche individuelle, un processus qui peut aller de pair avec un éloignement fonctionnel, productif et intime. La trajectoire migratoire pose ainsi la question de l'intentionnalité de l'individu, de l'acquisition d'une expérience et d'un savoir-faire migratoires, de la capacité et des ressources disponibles pour accomplir l'autonomie, pour se détacher ou au contraire s'ancrer dans le milieu rural. Cette dimension de l'intentionnalité est aussi, au delà des nécessités économiques et des attractions des marchés du travail, liée à l'imaginaire migratoire, au rêve et au désir d'émancipation des individus les plus jeunes.

192López Castro, *La casa dividida. Un estudio sobre la migración a Estados Unidos en un pueblo michoacano*.

193Cortés, « Une ruralidad de la ausencia. Dinámicas migratorias internacionales en los valles interandinos de Bolivia en un contexto de crisis », 193.

Nombreux sont les jeunes migrants pour qui le départ n'est pas associé à une obligation familiale, à une responsabilité productive ou collective, mais d'avantage synonyme d'initiation, d'entrée dans un espace de découverte ou de liberté.

Ces jeunes migrants d'une vingtaine d'années sont des hommes dans la plupart des cas. Ils n'ont pas le poids d'une charge économique ou familiale dans le lieu d'origine -n'ayant sous leur responsabilité ni enfants, ni parents dépendants (âgés de 40 à 60 ans et donc économiquement actifs)- et semblent souvent s'intégrer difficilement à l'organisation fonctionnelle de l'économie familiale. L'indisponibilité de ressources foncières pour l'activité agricole ou pour la construction de la maison, mais aussi et plus généralement l'absence d'opportunités économiques, d'emplois salariés ou d'alternatives pour la constitution d'un projet productif dans le milieu rural nous ont paru constituer un environnement socio-économique déprimé au sein duquel les jeunes générations parviennent difficilement à tisser du lien familial et productif, remettant ainsi en question leur fonction et leur rôle dans la division familiale du travail. L'alternative de la migration représente alors à la fois la possibilité de combler ce vide en recouvrant une fonction productive par l'élargissement du champ des possibles en matière d'accès à l'emploi, et une forme d'échappatoire permettant de sortir du milieu rural. En effet, si le lieu d'origine constitue dans certains cas un espace d'appartenance dans lequel on souhaitera s'installer, se maintenir ou revenir, il peut également représenter un espace répulsif duquel on cherche à partir pour explorer d'autres marchés du travail, découvrir un environnement urbain ou étranger, *tenter sa chance* dans un espace forgé par les discours et l'imagination migratoire.

Dans la littérature, l'idée du personnage migrant « aventurier » a souvent été explorée pour mesurer la dimension individuelle, voire individualiste, transgressive ou épique de l'expérience migratoire, mais aussi pour insister sur le caractère complexe des parcours ou des projets qui, loin d'être linéaires, permettent le développement de logiques migratoires hybrides par la reconversion, l'informel, la complémentarité des secteurs d'activité et la force des réseaux tissés tout au long des routes et des champs migratoires¹⁹⁴. Cette

194S. Bredeloup, « L'aventurier, une figure de la migration africaine », *Cahiers internationaux de sociologie* n° 2 (2008): 281-306; A. Pian, « Aventuriers et commerçants sénégalais à Casablanca: des parcours entrecroisés », *Autrepart* n° 4 (2005): 167-182; M. Peraldi, « Aventuriers du nouveau capitalisme marchand. Essai d'anthropologie de l'éthique mercantile », in *Adelkhah F. et Bayart J.F.: Voyages du développement. Emigration, commerce, exil* (Paris: Karthala, 2007), 368.

« aventure migratoire », lorsqu'elle est envisagée comme une trajectoire individuelle ne s'articulant avec le lieu d'origine ni au travers de la responsabilité d'entretenir une partie des membres de la famille, ni au travers d'un projet de construction ou de consolidation d'un appareil productif, permettrait donc finalement au migrant de « brûler les ponts derrière lui » (Georg Simmel, *La philosophie de l'aventure: essais*, 2002, cité dans M. Breviglieri¹⁹⁵) en se détachant de façon progressive ou brutale de son environnement rural d'origine.

Différentes situations de séjours prolongés pour lesquels les pratiques de retours sont rares ou bien se font de moins en moins fréquentes nous emmènent à déconstruire les logiques de distance et à relativiser le poids des freins administratifs, financiers et temporels à la circulation (possibilités de traverser la ou les frontière(s), coût du voyage, temps de voyage qui viendraient entrecouper les périodes d'emploi) : en effet, la démarche individuelle, l'émergence de projets, la prise de décision ou l'apparition de bifurcations dans la trajectoire migratoire au niveau professionnel ou personnel tiennent une importance majeure dans l'orientation et l'évolution des parcours et donc de l'intensité de la relation entretenue avec les territoires de l'*ici* et du *là bas*. Le statut des lieux d'origine et de destination peut ainsi évoluer au fil du temps devenant tour à tour espace du *chez soi* ou de l'*ailleurs*.

Il ne s'agit pas de processus d'éloignement ou de détachement du milieu rural qui soient propres aux migrations de longue distance, la prolongation de la durée de séjour et donc du temps d'absence s'observant de la même façon pour des migrants nicaraguayens partis travailler au Costa Rica par exemple. Même si la circulation est relativement aisée entre ces deux espaces, l'étirement de la durée d'absence peut être associée à une volonté plus ou moins clairement affirmée de sortir de l'environnement rural pour intégrer les espaces globalisés du marché du travail, de la consommation et de l'urbain considérés comme des tremplins ou des lieux d'installation définitive. Il peut parallèlement être appréhendé comme une mise à distance relevant de l'autonomie ou du détachement, d'une impossibilité ou d'une absence de volonté de s'ancrer au territoire d'origine dans un futur plus ou moins lointain.

195M. Breviglieri, « De la cohésion de vie du migrant: déplacement migratoire et orientation existentielle », *Revue européenne des migrations internationales* 26, n° 2 (2010): 57-76.

Bien entendu cette démarche ne relève que rarement d'une stratégie anticipée ou clairement formulée dès le départ, mais plus souvent d'une trajectoire qui se construit et se reformule au cours du temps, en particulier pour ces migrants jeunes qui cherchent à modeler un parcours de réussite, d'émancipation ou même de bravoure loin de l'espace familial et culturel qui leur apparaît fermé et adverse.

2.2.2. Statut migratoire

Les temporalités de la migration présentent des caractéristiques bien distinctes lorsque des conditions familiales et légales stables accompagnent l'expérience migratoire. Pour tous les espaces migratoires, qu'ils impliquent ou non de longues distances, l'acquisition de documents migratoires -avant le départ ou bien au cours du séjour- permet le passage légal des frontières, facilite les allers-retours et favorise une pratique plus fluide et intense du champ migratoire. Les pratiques de circulation, même si elles ne se font pas de manière très fréquente, s'effectuent dans des conditions tout à fait différentes de celles des migrants en situation irrégulière. D'une part, la mobilité entre les différents espaces appropriés ne représente pas un risque de rupture du parcours migratoire puisque le retour dans le lieu de travail à l'étranger est assuré. D'autre part, l'immobilité n'est pas imposée, le migrant peut circuler, choisir de s'installer, de transiter, de séjourner dans un des lieux d'origine ou de migration sans être restreint par les barrières légales. Ainsi, la question de la détention d'un titre légal conditionne largement l'exercice de la circulation migratoire. Pour G. Simon, « Ceux qui bénéficient d'un statut stable, d'un titre de séjour à longue portée [...], vont et viennent en toute liberté, et se construisent, dans leur "libre" pratique de l'espace, un territoire conforme à leurs besoins, comme à leurs aspirations à la grande différence de ceux qui en sont dépourvus [...]. De toute évidence, les uns et les autres ne développent pas les mêmes territorialités »¹⁹⁶.

L'expérience migratoire de Richard C., rencontré à Palacagüina, illustre cette possibilité légale de circuler et nous mènera par la suite à considérer les liens familiaux et productifs tissés avec le territoire d'origine lorsque le statut migratoire facilite une certaine stabilité

¹⁹⁶Simon, *La planète migratoire dans la mondialisation*.

du parcours migratoire et la constitution d'un appareil productif géré au rythme des moments d'absence et de retour, mais aussi sur la base de transferts et de relations socio-productives inter et intra-générationnelles.

Richard C. a 35 ans et vit aux États-Unis. Nous l'avons rencontré à Palacagüina en janvier 2010 alors qu'il effectuait une visite à sa famille.

Après des études d'électricien puis de vétérinaire à Managua, il dit n'avoir jamais trouvé de travail stable au Nicaragua. Au début des années 2000, il rencontre une jeune nord-américaine venue travailler à Palacagüina pour l'ONG *Cuerpo de Paz* et entreprend le voyage vers le pays de sa nouvelle petite amie en juin 2004 avec un visa « fiancé » qui permet de se marier 90 jours après l'entrée sur le territoire étasunien.

Ils s'installent ensemble à Los Angeles où elle a un poste d'enseignante et Richard trouve facilement un emploi d'électricien dans une entreprise d'alarmes de sécurité grâce à ses contacts originaires de Palacagüina déjà installés dans la région. Il exerce ce travail en espagnol, se forme, apprend l'anglais, parvient à gravir les échelons et à obtenir un meilleur salaire (il parle de 8,50 dollars de l'heure comme salaire minimum mais ne souhaite pas déclarer ses revenus actuels en tant que responsable).

Quelques années plus tard, le coût de la vie étant trop élevé à Los Angeles, ils décident de déménager pour s'installer à Fort Myers en Floride, où ils peuvent tous deux poursuivre le même emploi.

Entre juin 2004 et janvier 2010, Richard est revenu à Palacagüina à quatre reprises, sous statut migratoire et sa situation économique lui permettant de financer le voyage, d'obtenir des périodes de congé et de réintégrer le territoire étasunien au retour. Comme nous le verrons plus en détail par la suite, Richard entretient avec son père et son frère des relations productives interdépendantes impliquant transferts financiers, patrimoine foncier, investissements agricoles et non agricoles dans l'espace rural du municipe d'origine.

Il déclare vouloir travailler encore plusieurs années aux États-Unis mais revenir vivre à Palacagüina pour une « vie plus stable ».

Son père était présent lors de l'entretien.

Entretien réalisé le 9 janvier 2010,
Centre urbain du municipe de Palacagüina, Nicaragua.

2.3. Le retour : facteurs déterminants, conditions et significations

Pour mieux saisir l'importance et l'impact des rythmes et des pulsations migratoires, il est nécessaire de se pencher sur la question du retour en déclinant ses différentes formes, les conditions dans lesquelles il s'opère mais aussi et surtout la fonction et le sens de ce moment du parcours migratoire.

Tout en considérant la part importante de retours subis, passifs ou involontaires effectués dans des circonstances d'expulsion du territoire ou de perte d'emploi dans le lieu de migration, nous tentons ici de comprendre les logiques concertées ou intentionnelles qui permettent de manier et d'organiser les temps de l'absence et les temps du retour de la part des migrants eux-mêmes mais aussi des membres de la famille *immobiles* engagés dans le processus de mobilité.

Dans le cas des migrations temporaires et des mobilités circulaires qui impliquent des rythmes assez intenses de circulation et une participation entrecoupée mais régulière à l'appareil productif familial dans le lieu d'origine, le retour est un élément constitutif du mécanisme de subsistance et de maintien dans le milieu rural. Dans cette logique de pluriactivité qui s'étend des campagnes d'origine jusqu'aux espaces de la migration, le retour et donc la présence dans le milieu rural tiennent une importance égale à celle de l'accès à l'emploi par la migration au sein de l'économie et du fonctionnement socio-productif familial. Autrement dit, dans ces cas de mobilité de courte durée et de diversification spatiale et sectorielle de l'activité, le retour est moins une mise à terme de l'expérience migratoire (ou d'une de ses étapes) qu'un moment de la vie active pleinement intégré à la logique de mobilité et d'appropriation des espaces de la production vivrière comme de l'emploi salarié à différentes échelles.

En revanche, les migrations pour lesquelles s'opère un étirement de la distance et du temps passé à l'extérieur engageant, elles, d'autres considérations économiques, fonctionnelles, professionnelles et familiales en terme de retour au lieu d'origine. La volonté de revenir dans le lieu d'origine -ne serait-ce qu'à la fin de la vie active- est généralement exprimée

par les migrants, au moment du départ mais aussi tout au long des périodes d'absence. Que le moteur du départ en migration soit un désir de rupture ou au contraire de continuité des relations sociales et productives, les observations de terrain dans les lieux d'origine nous poussent à porter une attention particulière au discours et à la façon dont les perspectives de migration et de retour se tissent entre l'individu migrant et sa famille *qui reste*.

C'est en effet particulièrement du point de vue du groupe familial et des membres restés au village que notre recherche se place, en essayant de cerner le poids des projets collectifs, des initiatives individuelles, des bifurcations planifiées ou subies, des attentes et des engagements, mais aussi des non-dits, des mensonges et des silences qui accompagnent l'absence et la séparation de longue durée.

Si la famille opère à des mutations au travers du départ d'une partie de ses membres et de l'entretien de relations plus ou moins denses avec l'espace d'origine, l'initiative de départ de la part d'un individu peut également déboucher sur une baisse progressive ou brutale de l'intensité des liens entretenus dans la distance et dans le temps. Notamment pour les jeunes migrants sans responsabilité familiale ou productive, le moment du cycle de vie correspondant à cette recherche d'autonomie et d'émancipation peut dans certains cas mener à l'étirement du temps de l'absence, à la diminution progressive des relations avec la famille -par téléphone notamment- et parfois à l'irréversibilité de la migration.

Mais il faut aussi insister sur les situations dans lesquelles le migrant a entrepris sa trajectoire migratoire dans des conditions de compromis économique avec son foyer ou sa famille, mais qui débouchent tout de même sur une dislocation progressive des liens économiques, fonctionnels et intimes. Les situations de dépendance extrême par rapport aux revenus de la migration au sein d'un foyer se font alors criantes, par exemple dans le cas des femmes élevant les enfants en bas âge sans percevoir de revenus propres dans le milieu rural, et faisant donc fonctionner l'économie familiale uniquement au rythme de la réception de transferts d'argent de la part de l'époux migrant (par l'envoi ou au moment des retours). Le perpétuel report du moment du retour vient dans certains cas signifier une rupture lente ou franche vis à vis de l'engagement économique et de la responsabilité parentale en s'accompagnant de la diminution voire de l'arrêt total de l'envoi de remises.

C'est particulièrement dans les municipes nicaraguayens que ces situations d'*abandon* ont le plus été notées. Les épouses elles-mêmes nous ont parfois décrit l'état de crise dans lequel

les a mené la trajectoire migratoire indéfinie et irréversible de leur mari ainsi que la distension des relations entretenues dans la distance et dans le temps. Dans d'autres cas, ce sont les rumeurs et les murmures faisant cheminer le secret de polichinelle qui finissent par nous laisser entendre que le migrant ne reviendra pas, qu'il a constitué une autre famille au Costa Rica ou aux États-Unis et que l'éventuel envoi d'argent correspond plus à une poursuite de l'aide pour la subsistance qu'à un réel engagement porté par le projet de retour vers le foyer.

Le scénario du cheminement lent et discontinu vers une déconnexion du milieu rural d'origine n'est donc pas toujours le fait de migrants jeunes partis dans une perspective d'indépendance, de fuite ou d'abandon, mais aussi de migrants amenés au fil de leur parcours à redéfinir les « termes d'appréhension de la question des échanges »¹⁹⁷.

La gestion individuelle et collective de l'éventuel retour pose la question de la place de ce moment dans les parcours de mobilité et de sa signification par rapport à l'intégralité des mécanismes d'interdépendance impliquant un espace productif multilocalisé. Tout au long du parcours migratoire et selon les temporalités qui viendront le structurer, la fonction du migrant, sa responsabilité et son statut se redéfinissent. Dans le même temps, c'est au travers de l'équation entre absence et retour que se joue la question de l'abandon : si le don, l'échange et le transfert sont les outils de la subsistance collective qui viennent motiver le départ en migration ainsi que la prolongation ou le renouvellement des séjours, quelle fonction et quelle signification donner au retour ?

Notre travail d'observation et de perception des mécanismes d'interdépendance et de transfert au sein des champs migratoires nous mène donc à interroger le sens du retour en se demandant qui approuve la séparation, la provoque, l'entretien, la fait valoir, décide de la prolonger ou au contraire de l'interrompre ? En s'inspirant des écrits de M. Mauss sur le don et le contre-don¹⁹⁸, M. Breviglieri¹⁹⁹ propose une mise en parallèle des démarches individuelles et familiales impliquant un « donner, recevoir, rendre » à celles qui impliquent un « partir, rester, revenir » dans le contexte migratoire.

197Breviglieri, « De la cohésion de vie du migrant: déplacement migratoire et orientation existentielle », 70.

198M. Mauss, « Essai sur le don: Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *L'année sociologique* Seconde série (1924 1923).

199Breviglieri, « De la cohésion de vie du migrant: déplacement migratoire et orientation existentielle ».

Si l'absence, surtout lorsqu'elle se prolonge à l'initiative du migrant, peut signifier un détachement ou un abandon progressif du territoire rural et de la famille parfois économiquement dépendante des envois d'argent, le retour peut aussi représenter un abandon du statut de migrant qui faisait subsister les membres de la famille sédentaires et qui permettait parfois la constitution de projets productifs de plus ou moins grande portée. Loin d'être contradictoires, ces considérations questionnent à la fois les conditions et les implications de « l'orientation existentielle »²⁰⁰ du migrant, mais aussi le rôle central de ceux qui sont immobiles, qui se maintiennent dans la ruralité et qui eux aussi, assurent une certaine gestion de la séparation, de l'absence, de la mise à distance.

Entre la famille et la personne engagée dans une trajectoire migratoire, la définition du moment approprié pour un retour semble en effet se fixer selon divers processus de discussions, de négociations et d'évaluation des opportunités disponibles en différents points de l'espace migratoire. Depuis l'objectif de survie jusqu'à la perspective de constitution d'un capital, d'un patrimoine ou d'un projet productif engageant plusieurs membres de la famille, le retour vient se placer -dans la mesure où il est choisi- de façon à correspondre à une certaine visée, à une intention, à un but quant à l'évolution matérielle, productive et fonctionnelle du foyer ou de la famille plus élargie. Pour une large proportion des cas de retour observés ou déclarés, celui-ci s'est effectué quand l'objectif productif ou la constitution d'un patrimoine ont été atteints, permettant ainsi au migrant et à sa famille de se maintenir dans le milieu rural en poursuivant l'effort de continuité ou de création de l'activité dans le lieu de vie d'origine, tout en n'excluant pas nécessairement l'éventualité d'un nouveau départ dans le futur de la part d'un des membres.

Toutefois, on a aussi pu percevoir que la prolongation de la durée de séjour à l'étranger et donc le report du retour ne sont pas toujours le fait de la seule initiative du migrant qui évaluerait seul les risques, les objectifs et les opportunités que représente l'élargissement de l'économie familiale aux autres espaces et marchés de l'emploi. Les épouses sont en effet largement impliquées dans ces décisions quant à l'orientation des trajectoires et aux temporalités du *jeu* de la présence/absence.

Lors d'une discussion sur la perspective de retour de son mari parti depuis plusieurs années aux États-Unis, une femme nicaraguayenne nous permettait ainsi de mieux

200Ibid.

comprendre les mécanismes d'évaluation des logiques de retour : tout en reconnaissant le poids de l'éloignement et de la séparation sur la structure et la stabilité familiale, elle insistait néanmoins sur la nécessité de poursuivre le processus migratoire en cours, l'apport financier représenté par les remises étant alors presque le seul moyen de subsistance du foyer et les perspectives de retour à l'emploi étant quasi nulles dans le milieu rural d'origine.

3. Systèmes de mobilité familiaux: gestions de l'absence et étirements des économies familiales dispersées

Dans cette troisième section, nous polarisons l'analyse sur l'objet au cœur de notre étude : la famille rurale, structure sociale et productive dont l'économie se distend et se disperse autour de systèmes de mobilité et d'une distribution plus ou moins éclatée de la force de travail. Notre angle d'analyse se centre en effet sur le fonctionnement familial, la combinaison et l'articulation des divers parcours migratoires, et sur le lieu d'origine comme plate-forme qui vient organiser et centraliser à différents degrés les trajectoires, les rythmes et les rapports aux différents espaces appropriés.

Les modèles migratoires tels qu'ils sont décrits par G. Cortes décrivent la répartition et l'organisation dans l'espace des différents lieux de vie pratiqués par le groupe familial. Dans chacun de nos cas d'étude, les situations de répartition des membres actifs entre le lieu d'origine et les différents lieux de migration relèvent très précisément du scénario des « espaces éclatés »²⁰¹, c'est à dire d'une organisation productive familiale pour laquelle l'intégration aux espaces du marché du travail et les temporalités de la mobilité sont mis en place selon des modalités très diverses pour chacun des membres mais tout à la fois articulés autour du noyau familial ancré dans l'espace d'origine. Autrement dit, les membres de ces familles rurales sont répartis dans différents espaces du marché du travail qui répondent à des logiques de distance et de durée de séjour très diverses mais se maintiennent structurés par et au travers de la famille sédentaire basée dans le village d'origine, en jouant à différents degrés d'intensité sur des retours ou des connectivités dans la distance.

Le scénario de l'« espace dédoublé »²⁰², pour lequel toute la famille se déplace entre deux espaces de vie, est peu fréquent dans les familles que nous avons rencontrées. Le phénomène des *familles transnationales* partagées et structurées autour de deux lieux de référence existe incontestablement et est d'ailleurs largement étudié (notamment dans le cas des

201G. Cortes, « Migrations, systèmes de mobilité, espaces de vie: à la recherche de modèles », *Espace géographique* 27, n° 3 (1998): 253-265.

202Ibid.

familles nicaraguayennes pour lesquelles le statut migratoire stable et anciennement acquis par ses membres au Costa Rica permet une pratique de la mobilité plus fluide et une organisation de la vie familiale et professionnelle ancrées dans les deux espaces nationaux). Toutefois, l'orientation adoptée dès l'origine par notre démarche de recherche implique une approche par le lieu d'ancrage, par la famille dans son rôle de plate-forme et de relais, par *ceux qui restent* dans le milieu rural.

Notre entrée par le terrain oriente donc notre analyse vers la compréhension des organisations familiales en espaces « éclatés » mais néanmoins structurants qui s'articulent autour de la famille et de l'espace d'origine parce qu'ils sont complémentaires et interdépendants. En considérant toutes les dimensions spatiales et temporelles qu'impliquent les divers pratiques de ces espaces du marché du travail, il s'agit donc de dessiner et saisir les pulsations de ces *sphères socio-spatiales* en nous concentrant tout particulièrement sur les logiques de salariat, de production, de distension et d'étirement des espaces économiques sur la base desquels les familles organisent leur subsistance ou leurs projets. S'inspirant des « sphères socio-spatiales de vie » proposées par G. Cortes et fondées sur le lien social et intergénérationnel familial, nous cherchons donc à prolonger cette approche en analysant davantage par la suite (troisième partie) les liens économiques et productifs qui solidarisent ou rendent interdépendants les différents membres d'une famille élargie autour des capitaux, des emplois et des patrimoines qui façonnent les *sphères socio-spatiales de production* dans des contextes de mobilité.

Après avoir décrit et décliné les différentes trajectoires et temporalités migratoires expérimentées par les individus migrants dans nos contextes d'étude, nous poursuivons le travail de compréhension des rapports entre ruralité et migration en portant plus particulièrement le regard sur les structures familiales dans leur ensemble afin de replacer les parcours individuels dans leur environnement socio-productifs mais surtout d'aborder notre thématique centrale au prisme des systèmes de mobilité familiaux gérés dans des contextes de multilocalisation des membres actifs et de situations d'absences plus ou moins prolongées. Les systèmes d'allers-retours ou de circulation pratiqués selon diverses modalités temporelles permettent ainsi différents degrés d'articulation socio-spatiale

reposant sur «la mise en réseau de liens et de lieux dans un espace de circulation élargi »²⁰³. Ce premier panorama nous permettra par la suite de densifier l'analyse en cherchant à expliquer l'orientation de ces parcours individuels et familiaux et à mieux comprendre la façon dont les rapports au territoire d'origine se tissent aux travers de la gestion des patrimoines, des transferts, des projets et des solidarités.

Au cœur de nos sources, les enquêtes et les entretiens approfondis constituent alors la matière qui nous permet de saisir cette complexité migratoire en s'appuyant sur les déclarations et les récits²⁰⁴, et en recomposant les diverses formes d'agencement et d'articulation des parcours migratoires au sein des familles. À partir de l'observation des dynamiques de mobilité et des divers scénarios qui sont en jeu dans le cadre des organisations familiales, nous présentons ici quatre types de configurations familiales en prêtant particulièrement attention aux *morphologies* de l'étirement comme de la dispersion, ainsi qu'aux temporalités associées, aux rythmes de la mobilité et aux diverses modalités de présence et d'absence depuis le lieu rural d'origine. Différents exemples de systèmes de mobilité familiaux viennent donc illustrer cette typologie afin d'éclairer la compréhension des processus de réversibilité, d'éloignement, de diversification des espaces et d'articulation des trajectoires.

203V. Baby-Collin et al., « Une approche comparée des circulations migratoires latino-américaines: les cas bolivien et mexicain », in Cortes G. et Faret L.: *Les circulations transnationales: lire les turbulences migratoires contemporaines* (Paris: A. Colin, 2009), 91.

204Selon que ces données soient tirées d'entretiens approfondis ou de questionnaires d'enquête, mais aussi selon les conditions parfois aléatoires de collecte de l'information, la nature des données présentées dans ces schémas n'est pas toujours homogène (âge, précisions sur les dates exactes de voyage, conditions de travail, etc.).

3.1. Des mobilités repoussant les limites spatiales de la pluriactivité rurale : le temps court des absences

Pour ce premier type de familles, l'économie rurale se structure autour d'une mise à profit régulière ou exceptionnelle des marchés de l'emploi traditionnels de proximité. La part essentielle de l'activité et du temps de travail se concentre et se développe dans l'espace d'origine, autour de la production vivrière, du petit commerce informel, de l'artisanat ou de divers emplois salariés plus ou moins précaires. Les conditions de reproduction sont largement instables, ne laissant que peu de place aux possibilités d'accumulation ou d'anticipation.

Les pratiques de mobilité s'effectuent sur la base d'une captation des opportunités d'emploi dans un périmètre proche et accessible, permettant la rapidité et la flexibilité de l'intégration au marché du travail. En se déplaçant dans des espaces pour lesquels l'obtention de documents migratoires n'est pas nécessaire ou bien relativement aisée, le coût du voyage faible et la possibilité de circulation facilitée par les réseaux de communication sur de courtes distances, les individus actifs de la famille peuvent jouer sur une activité productive multisectorielle et multilocalisée à grande échelle.

Dans une partie de ces familles, les temporalités migratoires de plusieurs membres s'agentent de manière complémentaire en permettant un apport de revenus salariés à différents moments du calendrier annuel mais aussi à différentes étapes du cycle de vie. Cette complémentarité peut être le résultat d'une forme de stratégie économique familiale plus ou moins anticipée pour laquelle la participation productive de chacun des membres est évaluée et impulsée par un certain noyau centralisateur des ressources et dépenses familiales. Mais elle peut aussi- et souvent- être assez peu planifiée, relevant surtout d'initiatives individuelles et de circonstances ponctuelles permettant la sortie temporaire du milieu d'origine et le bénéfice d'un emploi salarié dans un espace de mobilité proche.

Ces mobilités réversibles, qu'elles soient le fait d'un seul membre migrant ou qu'elles soient multipliées au travers de diverses trajectoires individuelles de ces ruraux pluriactifs, impliquent des absences courtes et/ou des retours fréquents. Elles n'entraînent pas de

modification significative du système de production ou de la structure fonctionnelle et familiale. Elles n'affectent pas l'organisation du travail agricole et peuvent parfois même permettre son maintien.

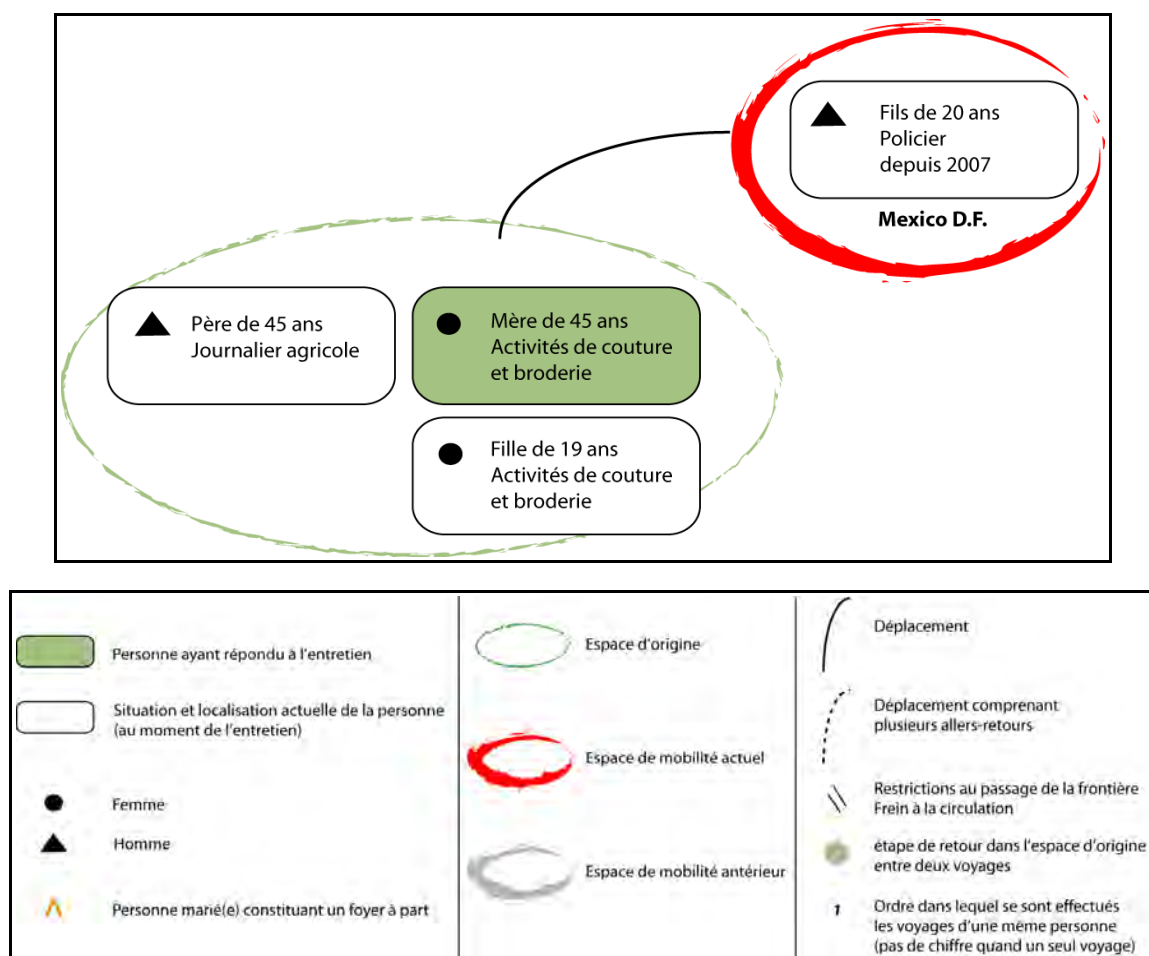


Figure 1.
Questionnaire d'enquête n. 415 - août 2009.
Communauté de Ocotlán, municipio de San Juan Guichicovi, Mexique.

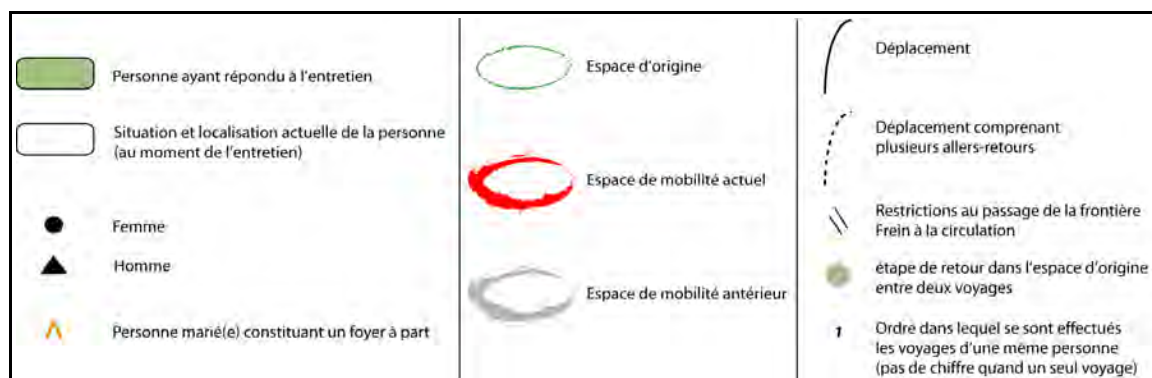
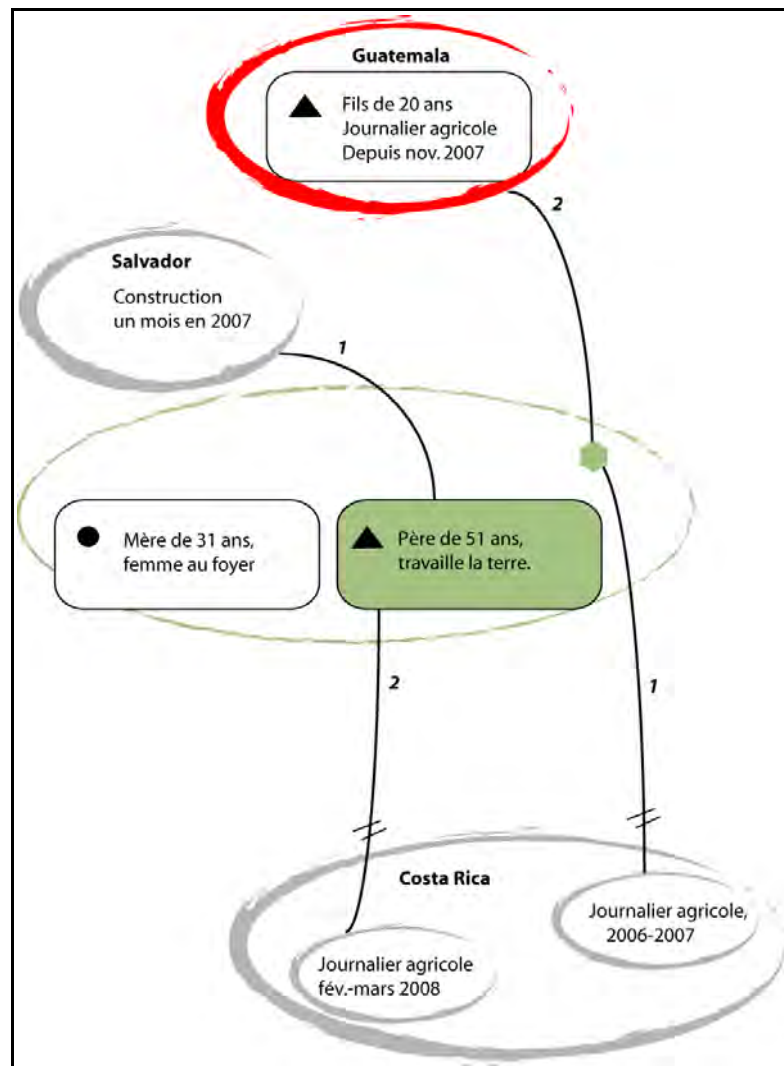


Figure 2.
Questionnaire d'enquête n. 375 - janvier 2009.
Communauté de Santa María, municpe de Posoltega, Nicaragua.

3.2. Progression des trajectoires et chaînons intergénérationnels

En mobilisant dans un premier temps un ou plusieurs espace(s) de mobilité, les trajectoires individuelles et familiales des migrants vont dans certains cas se distorsionner, se démultiplier ou s'étendre vers de nouveaux périmètres. L'héritage migratoire d'un membre *pionnier* pourra ainsi donner lieu à des configurations spatiales, temporelles et productives qui évoluent en fonction des opportunités, des démarches individuelles, des réseaux tissés au fil des séjours et des étapes du cycle de vie de chacun des membres ainsi mobiles, depuis l'espace d'origine jusqu'aux différents marchés de l'emploi. Lorsque la voie de la mobilité est ouverte puis stabilisée par un individu, la mobilité des fils ou des filles, des frères ou des sœurs plus jeunes sera parfois facilitée, activée, soutenue voire encouragée. De cette manière, on a pu observer deux processus majeurs du point de vue des temporalités de séjour mais aussi des pratiques de retour.

D'un côté, les trajectoires migratoires peuvent s'étendre et les temps de séjours se prolonger lorsque le tissu familial se consolide dans l'espace de destination, l'installation durable et stabilisée de certains membres amenant à la venue de migrants plus jeunes et à la mise en place d'une sorte de noyau familial secondaire qui formera une base pour l'accès à l'emploi, la résidence et la constitution d'un espace de vie. L'étirement de la durée de vie en migration se réalisera aussi dans certains cas au travers de nouveaux déplacements vers des marchés du travail plus éloignés, impliquant souvent le passage de frontières internationales plus restrictives.

Que cette nouvelle étape de mobilité se fasse directement depuis le premier lieu de travail en migration ou bien avec un étape intermédiaire de retour au lieu d'origine, la mobilisation de nouvelles opportunités d'emplois dans des espaces plus lointains est rendue possible par la constitution d'un capital au cours de la première étape migratoire dans une logique de mutualisation familiale du projet et de *l'investissement* migratoire. La poursuite de l'activité professionnelle, de la captation de revenus salariés et des pratiques fréquentes de circulation vers le lieu d'origine de la part d'un ou plusieurs migrants est, dans ce cas de figure, articulée et intégrée au pari de l'étirement de la trajectoire porté par

le membre de la famille qui se trouvera en meilleure position de migrer vers le lointain (de par son âge, son sexe, ses capacités ou son étape du cycle de vie). Ce nouveau point d'ancrage sera valorisé par et pour l'ensemble de la famille -tant du point de vue de l'appui financier et logistique ayant permis le voyage et l'installation, que du point de vue des retours financiers attendus- et pourra éventuellement donner lieu à la formation d'un autre noyau familial vers lequel pourront se diriger de nouvelles générations de candidats à la migration.

D'un autre côté, la complémentarité des trajectoires et des temporalités est un élément déterminant qui conditionne les pratiques et les conditions de retour. Au sein de la famille, l'agencement de la configuration migratoire familiale se joue au travers des nouveaux départs mais aussi des retours au lieu d'origine, notamment pour les générations les plus anciennes qui ferment ainsi l'étape de vie en migration et continuent de faire évoluer la base socio-productive familiale en demeurant au village, en réceptionnant parfois les revenus de la migration et en continuant de faire partie d'un système de mobilité familial se développant dans la dispersion. La figure suivante illustre ce type de configuration.

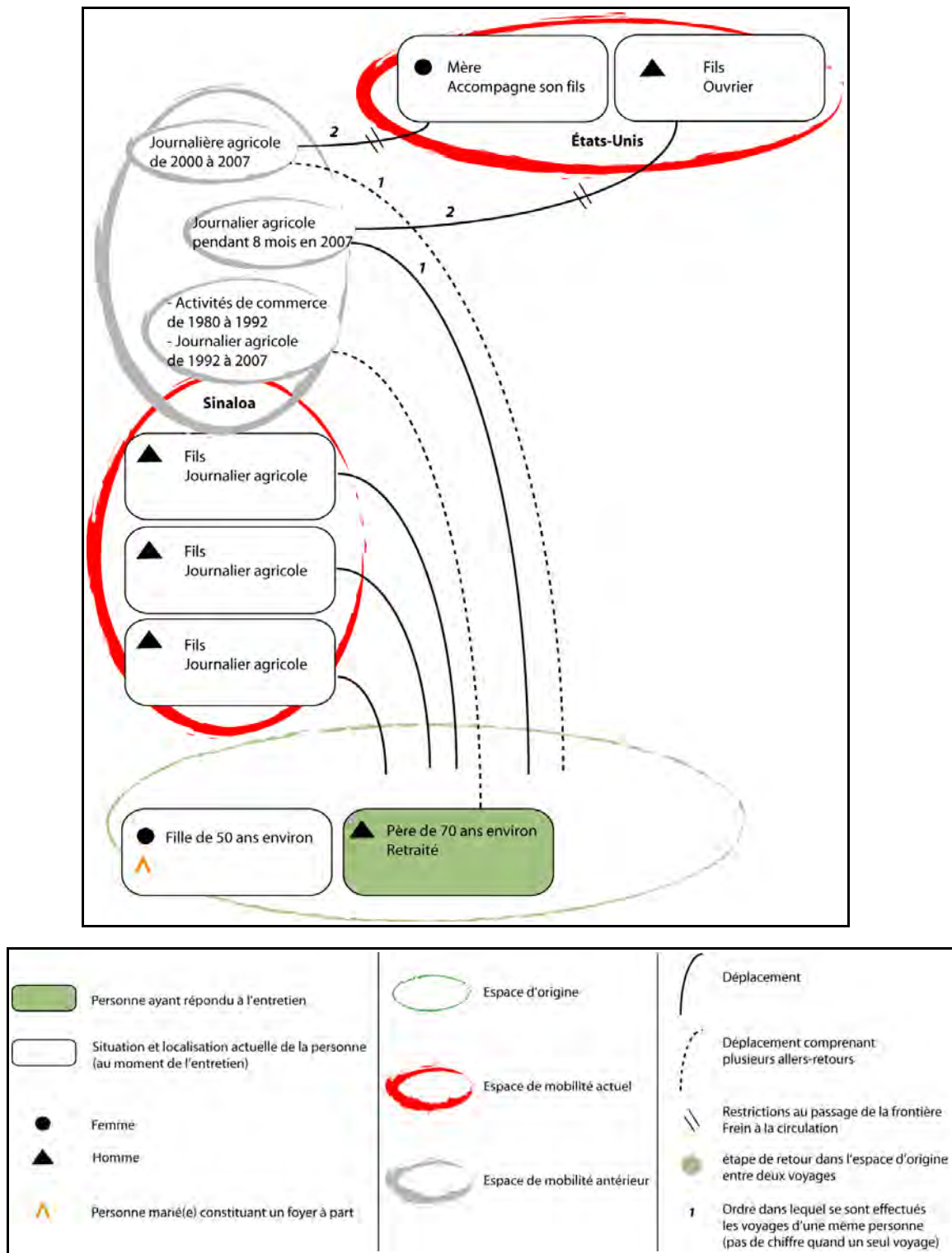


Figure 3.
Entretien avec Don Julian - novembre 2009.
Communauté de Estación Mogoñe, municpe de San Juan Guichicovi, Mexique.

3.3. Dispersion de la force de travail et complémentarité des modalités de présence dans le milieu rural

La dispersion de la force de travail se présente dans certaines familles de façon particulièrement nette, avec une multiplication des espaces du marché du travail mais aussi une diversification des types d'espaces de mobilité tels que nous les avons présentés dans le chapitre précédent. Différents membres de la famille investissent donc en même temps ou à des périodes espacées, des espaces de mobilité distincts et constituent ainsi des *archipels* d'activité sur différents niveaux d'échelle. Ils leur permettent à la fois de distribuer les ressources spatiales et de jouer sur diverses conditions de migration, de mise à distance, de durée de séjour et de pratiques de circulation.

Ces espaces peuvent ainsi avoir été expérimentés dans le passé par un ou plusieurs migrants de la famille avant que d'autres ne viennent les rejoindre ou bien prennent le relais en accédant à leur tour à un emploi et en bénéficiant éventuellement des mêmes réseaux facilitant l'installation et la recherche de travail. Les villes nationales ou régionales, les régions frontalières ou de proximité, ainsi que les espaces de migration plus lointains sont ainsi les lieux d'accueil de différents membres de la famille qui viendront chacun selon leurs initiatives, leurs objectifs individuels et leur niveau de participation à l'économie familiale tirer au mieux les bénéfices d'une mobilisation des ressources ainsi diversifiées.

En termes de temporalités, il est ici très intéressant d'observer et d'évaluer les possibilités de complémentarité des trajectoires migratoires et donc de saisir dans quelle mesure la multiplication des modalités de l'absence vient influencer sur le rôle de chacun en direction de l'espace rural d'origine. En jouant sur cette pluralité des rythmes et des pulsations migratoires, la présence dans le milieu rural continue de marquer le territoire dans des conditions très diverses, selon que les mobilités se fassent au travers d'une circulation intense ou qu'au contraire elles correspondent à un rapport de longue distance dans l'espace et dans le temps.

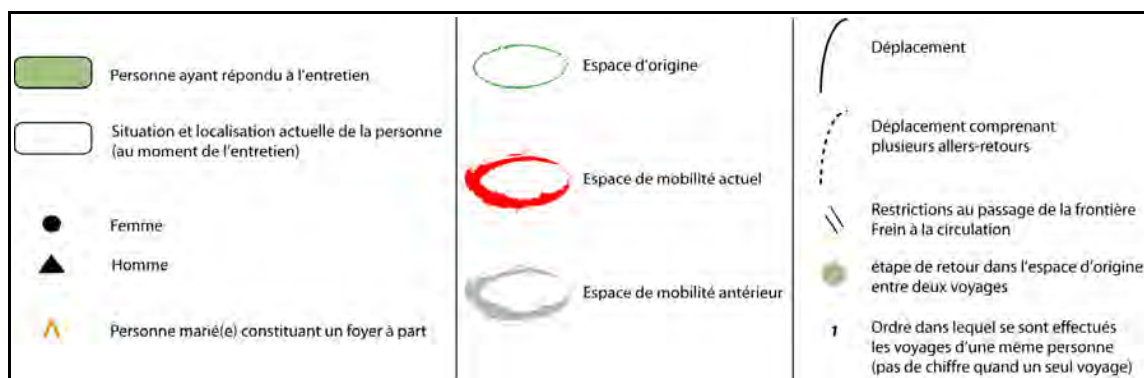
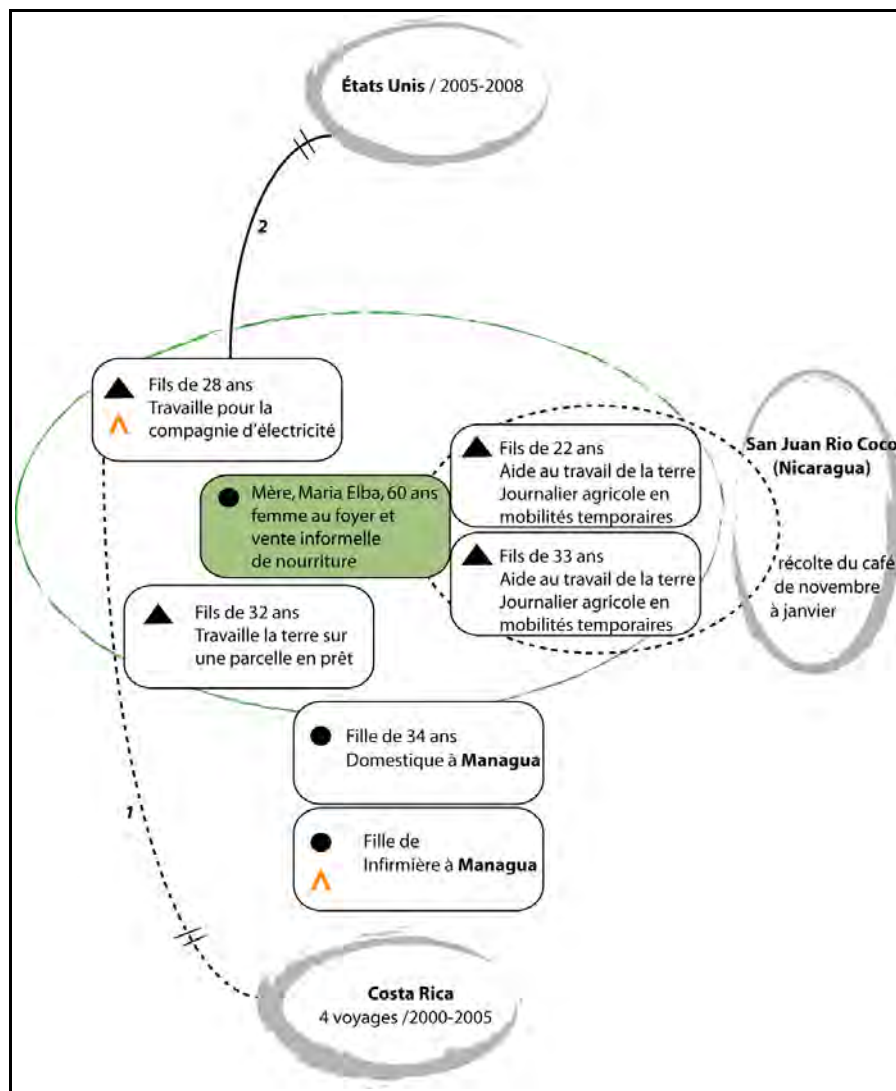


Figure 4.
Questionnaire d'enquête n.181 – janvier 2009- et entretien avec Maria Elba C. -janvier 2010-.
Communauté de El Riito, municpe de Palacagüina, Nicaragua.

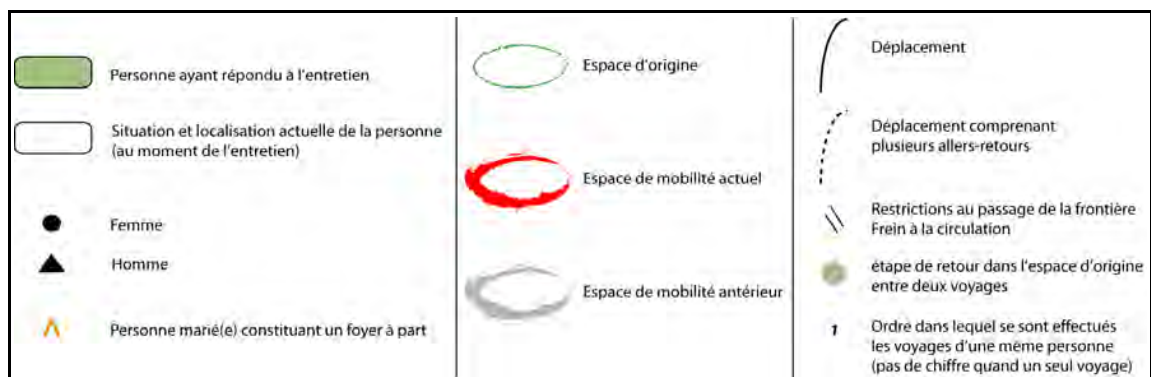
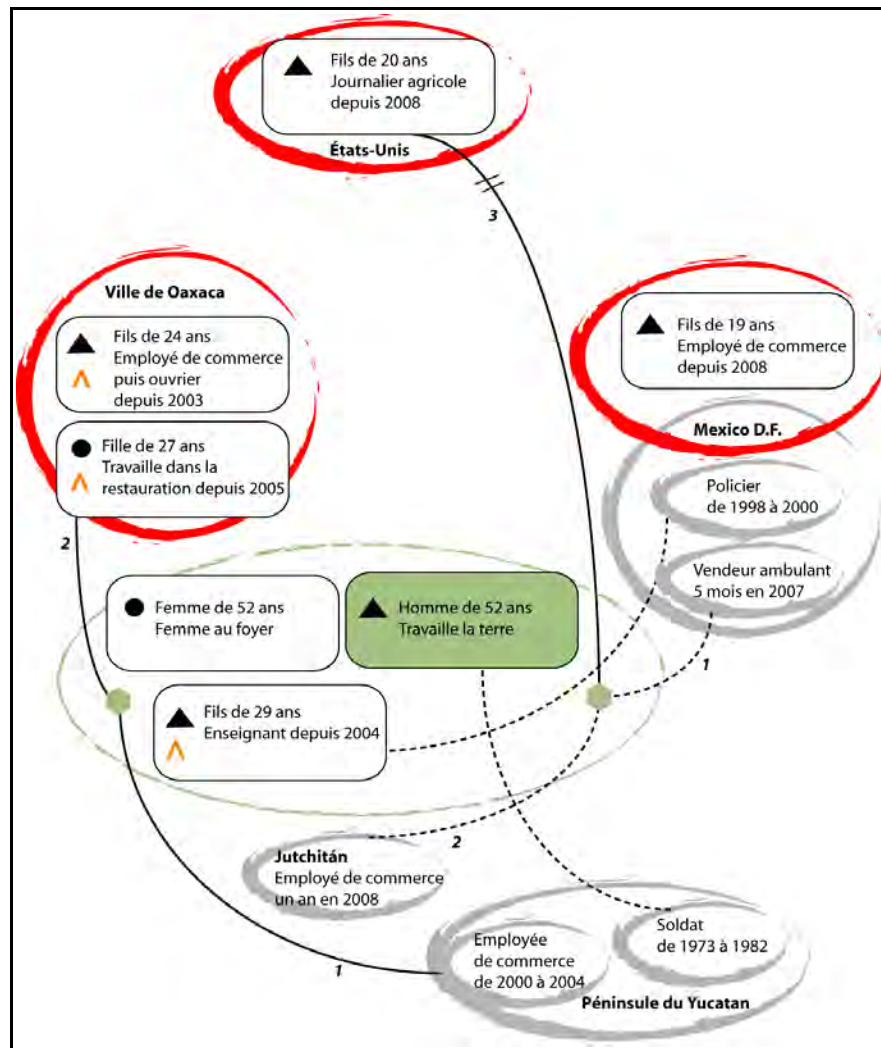


Figure 5.
Questionnaire d'enquête n.371 - août 2009.
Centre urbain du municipe de San Juan Guichicovi, Mexique.

3.4. Investir les marchés du travail lointains : les absences prolongées

La recherche d'emploi et de revenus salariés conduit un certain nombre de familles à orienter leurs parcours de mobilité vers les marchés du travail les plus lointains au sein desquels ils espèrent pouvoir s'intégrer dans des niches professionnelles spécifiques et bénéficier du fort différentiel salarial qui leur permettra d'épargner, d'envoyer de l'argent à la famille et de réaliser les investissements projetés.

Comme nous l'avons souligné précédemment au travers de la question des objectifs de départ, des moments du cycle de vie et de la question des retours, la migration vers un espace lointain impliquant une possibilité de circulation très restreinte peut correspondre à toute une déclinaison de configurations socio-productives et familiales. En fonction du degré de responsabilité familiale et économique du migrant par rapport au milieu d'origine mais aussi des conditions légales de séjour (nouveau ou ancienneté de la migration, acquisition de documents migratoires, possibilité de passer les frontières pour les visites et les retours vers l'espace de travail, etc.), les conditions de la mise à distance peuvent être très diverses et donc engager des relations plus ou moins intenses au territoire d'origine. On pourra ainsi bien sûr différencier les individus migrants qui partent *seul(e)s* et mettent en œuvre un parcours migratoire dont l'unique objectif est l'accumulation d'épargne destinée à la famille restée au village (sans chercher à développer un tissu social et économique pour l'installation dans l'espace de migration) des individus migrants qui sont partis en famille ou en ont constitué une au cours de leur parcours migratoire. Ceux-ci, tout en entretenant éventuellement des relations et des engagements vis à vis de la famille et du milieu rural d'origine, se situent davantage dans une démarche d'établissement durable et de reproduction sociale localisée dans le lieu de migration.

En tout état de cause, la question de la temporalité structure fortement les configurations familiales dans le cas de ces systèmes de mobilité fondés sur l'étirement et la mise en tension du périmètre entourant l'organisation de la famille. La gestion de l'absence repose ainsi sur des temps très longs, sur une séparation prolongée des membres de la famille et sur l'impossibilité d'aller et venir entre les deux espaces. Dans ces contextes, les migrants et

leur famille négocient donc un certain étirement des rapports au groupe et à la territorialité, entre l'absence et la volonté, l'engagement ou encore le projet de *faire présence* dans le milieu rural.

Photo 8. Juan Iglesias M., El Riito, Palacagüina.
Janvier 2009



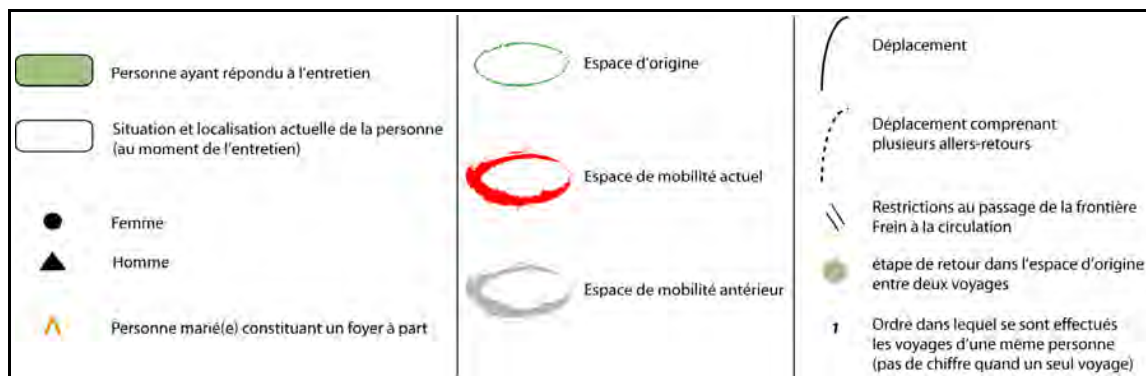
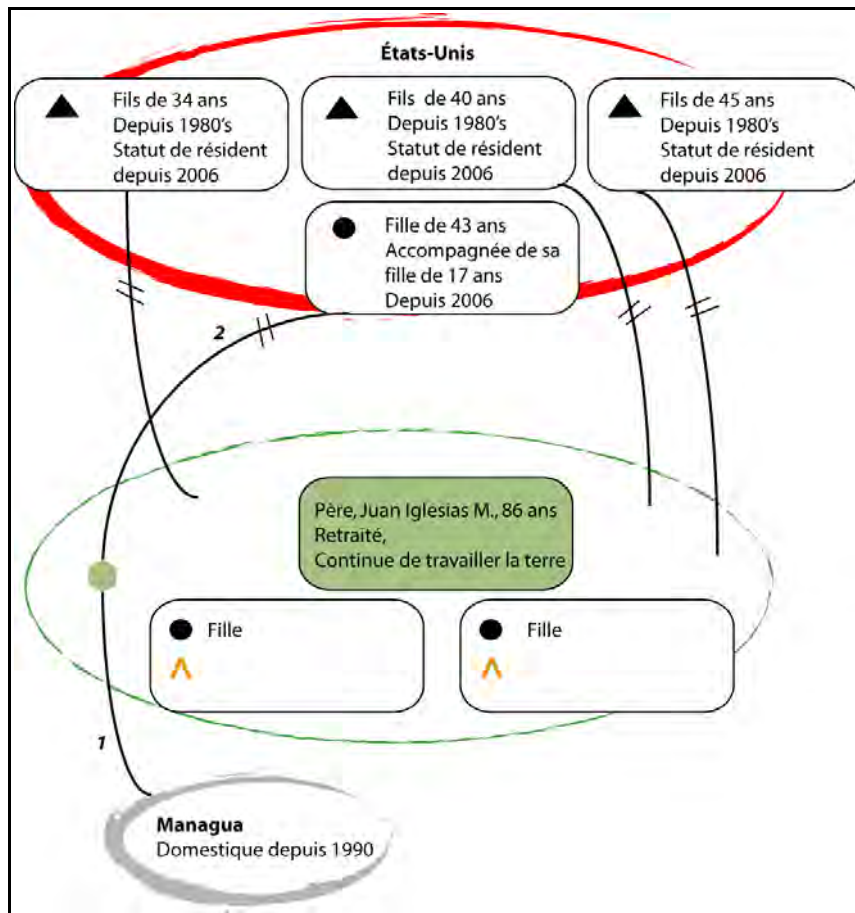


Figure 6.
Questionnaire d'enquête n.136 – janvier 2009- et entretien avec Juan Iglesias M. -janvier 2010.
Communauté de El Riito, municpe de Palacagüina, Nicaragua

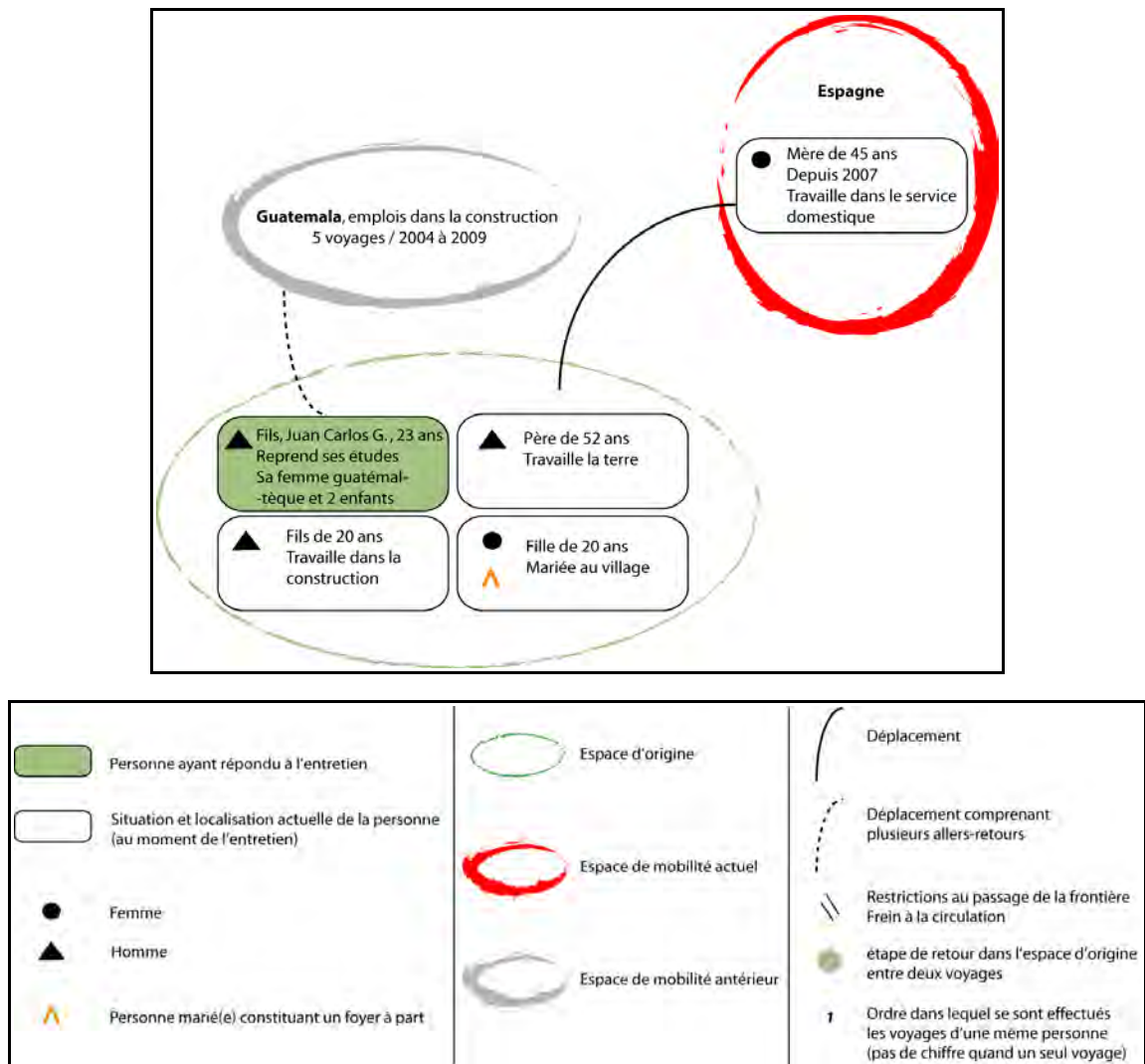


Figure 7.
Questionnaire d'enquête n.139 - janvier 2009- et entretien avec Juan Corlos G. - janvier 2010.
Centre urbain du municpe de Palacagüina, Nicaragua.

Conclusion

L'exercice de la comparaison s'avère particulièrement difficile à l'heure de la mise en regard entre deux contextes nationaux distincts. Nous avons en effet dû tester les limites de la méthodologie quantitative pour l'analyse des rythmes et temporalités propres aux dynamiques de mobilité dans les différents cas centraméricains.

En premier lieu, cette difficulté tient aux conditions historiques de formation et de transformation des espaces migratoires dans nos deux zones d'études: dans le sud du Mexique et au Nicaragua, l'intégration aux cadres de la production et de l'échange globaux ou transnationaux se sont effectués selon des modalités spécifiques, liées aux configurations locales ou régionales mais aussi aux rapports entretenus avec le puissant et polarisateur marché de l'emploi et de la consommation nord-américain. Ces facteurs de localisation et d'incorporation spatio-économique sont bien entendu fondamentaux pour l'acquisition et l'évolution au long terme d'un certain héritage, constitutif de l'originalité des mouvements et des temps migratoires.

En second lieu, c'est l'agencement géopolitique des espaces de mobilités organisant chacun des territoires ruraux d'origine qui nous oblige à l'adoption de grilles de lectures distinctes pour les deux contextes nationaux. Les temporalités migratoires sont en grande mesure associées aux pulsations des marchés du travail polarisant ainsi qu'à l'existence ou aux conditions de franchissement des frontières internationales : c'est ainsi qu'on a pu constater que les pratiques de circulation -tout comme leur perception- sont de nature bien distinctes dans les deux pays. Mobilités essentiellement nationales réalisées dans des conditions hétérogènes de franchissement de la distance et d'accès à l'emploi d'un côté, et mobilités jouant des degrés de restriction au passage de frontières internationales ainsi que des niveaux d'échelle de l'intégration régionale de l'autre : au delà des singularités quant à la *fabrication* de ces systèmes migratoires, ce sont bien de modèles de dispersion et de stratégies de résistance à la marginalisation des territoires dont il s'agit.

C'est donc justement en mettant en relief les caractéristiques spatiales et temporelles

propres aux différents terrains que les données de l'enquête nous ont permis de cerner les degrés d'intensité, conditions et significations des mobilités expérimentées par les familles rurales : n'ayant pas vocation, dans le cadre de cette recherche, à être étudiées en soi ou pour soi, elles doivent au contraire nous guider vers la construction d'une réflexion ample et multidimensionnelle sur les rapports temporels et fonctionnels à l'espace d'origine.

Au travers du suivi des trajectoires individuelles de chacun des individus migrants enquêtés mais surtout d'un effort constant pour situer ces parcours dans le cadre de la création et de l'entretien de relations socio-spatiales, ce sont la mobilité et les dynamiques circulatoires associées, organisées par l'effet du temps, en tant que « reflet des rapports au territoire »²⁰⁵ que nous choisissons d'aborder ici.

Les rythmes de la mobilité apparaissent donc comme une facette, une contrainte ou bien un outil de la dispersion spatiale que les systèmes familiaux doivent gérer pour mieux se fixer, se transformer et continuer à interagir, le lien étant « certaines fois plus que le contexte économique, [créateur] de mobilité »²⁰⁶.

Il s'agit donc tout à la fois de saisir la force des relations et des modes de résistance à la distance -permettant de faire perdurer la ruralité ancrée et distendue- et de toucher du doigt les tensions et les tiraillements qui mettent cette ruralité à l'épreuve. M. Poinard a par exemple amplement contribué à la compréhension du jeu de la distance espace-temps dans l'évolution des enjeux de la migration portugaise pendant la deuxième moitié du 20e siècle, en dessinant les contours d'une construction sociale de l'entre-deux et d'une « géographie de l'absence » :

« Pourtant, des ruptures imperceptibles surgissent, de légers malentendus vite effacés, sur le coup, dans l'agitation générale. Mais avec le recul, ces petits riens, ces sensations fugitives de décalage s'éditionnent, accroissent le sentiment de ne plus être à sa place, de ne plus vibrer à l'unisson »²⁰⁷.

Pour les migrants comme pour leur famille, pour ceux qui s'éloignent, ceux qui circulent,

205Baby-Collin et al., « Une approche comparée des circulations migratoires latino-américaines: les cas bolivien et mexicain », 108.

206D. Diminescu, « Le migrant dans un système global des mobilités », in Cortes G. et Faret L.: *Les circulations transnationales: lire les turbulences migratoires contemporaines* (Paris: A. Colin, 2009), 216.

207M. Poinard, « Les portugais dans l'emigration une géographie de l'absence » (sous la direction de B. Kayser, Toulouse-Le Mirail, 1991), 534.

ceux qui reviennent et ceux qui ne partent jamais, les temps de l'absence comme de la présence demandent à être administrés et parfois négociés, ils fondent en tous cas en grande mesure la morphologie de l'économie familiale dispersée, au cœur de la gestion des ressources rurales.

PARTIE III. VIVRE LA RURALITÉ PAR LA GESTION FAMILIALE DES RESSOURCES

Les espaces migratoires que nous avons décrit correspondent pour les migrants comme pour leurs familles aux espaces pratiqués, d'origine, d'arrivée, de passage ou de circulation qui fonctionnent en continuum et à des niveaux d'échelle enchâssés. Il sont organisés et hiérarchisés par une gestion individuelle et collective des distances et des temporalités qui définit la constitution du parcours, la perception du mouvement, les conditions d'intégration ou encore le vécu transnational, mais aussi, et c'est ce qui nous intéresse en premier lieu, le rapport des uns et des autres à l'espace rural d'origine.

La « capacité évocatoire » des champs migratoires²⁰⁸ entre à présent en jeu pour nous permettre de saisir la structuration de ces espaces par un ensemble de flux plus ou moins denses et stables qui *font lien* entre les individus et entre les lieux. Il s'agit donc de détecter les ressources et les relations qui sont mises sous tension dans la distance et dans le temps pour pouvoir comprendre l'étirement et la recomposition de l'organisation de l'économie familiale alors régie par la dispersion et la diversification.

Les dynamiques de mobilité que nous avons observé correspondent à un certain degré de calcul et de stratégie anticipée, en particulier au niveau de la gestion des temporalités de la migration circulaire. Mais la migration intervient aussi dans bien des cas comme un pari, accompagné d'aléas et de circonstances imprévues qu'il faut apprendre à intégrer au projet originel. Cet effort constant d'adaptation, de limitation des risques et de développement des capacités à remodeler les plate-formes de ressources est l'affaire de tous : il n'est pas le seul fait des individus *en mobilité* mais doit bien être entretenu et activé par les membres de la famille qui ne migrent pas, qui sont revenus, qui projettent de (re)partir.

Il est donc question d'obligations réciproques et de mise en commun des ressources mais aussi de projections individuelles, de contournement du poids du groupe et de déséquilibre des rapports de force. Loin d'être des processus propres aux familles engagées dans la

208G. Simon, « Migrations, la spatialisation du regard », *Revue européenne des migrations internationales* 22, n° 2 (2006): 7.

migration, ils doivent néanmoins être administrés, amortis ou compensés pour ces familles dans le cadre d'un archipel familial étiré, jouant des bénéfices de la diversification des espaces-sources comme des contraintes de la séparation régulière, temporaire ou prolongée.

Dans le cadre des dynamiques de mobilité individuelles et des systèmes de mobilité familiaux tels que nous les avons cernés dans les trois zones d'étude, nous cherchons à comprendre comment la ruralité est vécue, maintenue, voire partagée ? Quels sont les éléments dynamiques et les capitaux ancrés au territoire d'origine qui *font base* en milieu rural, qui permettent de perpétuer la vie rurale ?

La dynamique migratoire ici n'est pas envisagée comme le principal élément dynamique qui impulserait les transformations sociales, productives ou territoriales dans les campagnes centraméricaines. On sait en effet que les familles concernées par la mobilité restent minoritaires -entre 10 et 30%- et , on l'a vu dans le chapitre précédent, que les rapports de force se jouent largement à l'échelle locale, constituant ainsi les facteurs principaux d'inégalités, d'organisation territoriale et de différenciation socio-productive. Dans cette troisième partie, on cherche surtout à saisir de quelle manière la mobilité vient participer à la mutation du rapport des économies familiales au tissu rural? Comment elle se positionne et interfère par rapport aux multiples dynamiques de transformation qui font coïncider ancrage et dispersion?

L'analyse se place et se renforce au travers de trois types de ressources constitutives de la territorialité rurale et mobilisées au delà des contraintes de la séparation, de la distance et de l'absence. Les modalités d'ancrage et de lien à l'espace rural sont ainsi articulées en premier lieu à la valeur et à la fonction de la terre dans ces espaces où l'agriculture de subsistance ou d'exportation demeurent de puissants régulateurs des systèmes d'activité familiaux mais aussi des liens sociaux et économiques entre les groupes (chapitre 5). En second lieu, nous opérons à la caractérisation et à l'évaluation de l'ensemble des ressources, agricoles et non-agricoles, autour desquelles les familles dispersées construisent la base de la mutualisation et l'outil de canalisation des différents apports ou projets individuels. Un questionnement sur la constitution et l'échange de ressources tant locales que migratoires doit en effet être envisagé pour mieux percevoir les degrés de

stabilité ou au contraire de fragilité des bases productives potentiellement valorisables qui fondent le rapport au territoire rural dans la présence comme dans l'absence (chapitre 6). On cherchera enfin à densifier cette approche en prenant en compte l'organisation familiale comme une ressource en tant que telle, implantée dans le milieu rural mais qui dispose également d'une forte aptitude à se déployer, se contracter ou se redimensionner pour maîtriser les enjeux de la dispersion (chapitre 7).

CHAPITRE 5. Valeur et fonction de la ressource foncière: production, travail et patrimoine

J'aime les paysans, ils ne sont pas assez savants pour raisonner de travers.

Montesquieu -- « *Mes pensées* »

Dans un milieu rural centraméricain en pleine mutation, la diversification des activités et l'élargissement des espaces-sources pour la captation de revenus constituent des dynamiques centrales et sans cesse renouvelées qui organisent l'économie familiale comme le territoire. Un des principaux objectifs de ce travail est donc de mieux comprendre les fonctions et ressources du milieu rural, en commençant par cerner l'évolution des dynamiques foncières dans un environnement toujours plus intégré à des périmètres spatiaux élargis et à des secteurs productifs diversifiés.

Si la fragilité de l'activité agricole pousse les familles à multiplier les alternatives économiques pour la survie et pour l'amélioration des conditions de vie en investissant de manière accélérée les espaces urbains, les secteurs productifs non-agricoles et les marchés du travail plus ou moins lointains, la terre conserve néanmoins, dans les familles paysannes, un rôle clé dans la constitution des ressources, dans les stratégies de production et de reproduction. Le capital foncier occupe par ailleurs, au delà de son caractère agricole, une fonction d'importance majeure pour la mise en place des stratégies de *positionnement* territorial et de construction des liens spatio-économique vers l'urbain.

L'étude de l'organisation socio-productive des familles et des territoires ruraux n'a cessé de mettre en lumière, durant les 40 dernières années, la reformulation du rôle de la terre dans les processus de transformation d'un tissu rural qui conserve ses dynamiques propres tout en s'adaptant aux pulsations des espaces centraux²⁰⁹. Mais la place qu'occupe la terre dans

209B. Kayser, *L'agriculture et la société rurale des régions tropicales*. (Paris: Société d'édition d'enseignement supérieur, 1969); N. Demyk, *Agriculture et paysannerie en Amérique latine* (Paris: Documentation Française, 1986); Appendini et Torres-Mazuera, *¿Ruralidad sin agricultura?: perspectivas multidisciplinarias de una realidad fragmentada*; E. Barragán López, *Gente de campo: patrimonios y dinámicas rurales en México* (Zamora: Colegio de Michoacán, 2005); Bonnamour, *Agricultures et*

les impulsions migratoires, dans la démarche individuelle ou collective de mobilité, et dans les stratégies de diversification des ressources n'a été que trop peu cernée, les champs de recherche des mobilités et des ruralités restant en général faiblement articulés.

Les interrelations entre ces deux ressources centrales pour les familles centraméricaines occupées dans le domaine agricole -terre et mobilité- nous semblent en effet se donner, à des degrés d'intensité plus ou moins forts, selon deux axes majeurs. D'une part, le système de production et le système d'activité, organisés autour des différentes générations d'actifs et des conditions d'intégration au tissu rural local, orientent les parcours migratoires, les directions et les temporalités des mobilités entreprises (voir chapitre 2). Dans le même temps et dans une logique réciproque de répercussion, ce sont les conditions de séjour, les possibilités de circulation, les durées de l'absence, les potentiels d'épargne et de transfert qui sont déterminants dans la transformation des dynamiques économiques et productives familiales : les parcours de mobilités tels que nous avons pu les décrire dans les deux précédents chapitres s'associent de manière souple, réversible et articulée aux multiples ressources rurales garantes de la persistance et du renouvellement de l'ancrage territorial. Dans les familles paysannes, l'organisation des mobilités et la gestion de la multi-localisation des membres actifs sont par conséquent intimement liées aux différentes fonctions attribuées à la terre, fonctions continuellement redéfinies et réévaluées selon les projets du ou des foyers qui constituent la famille élargie, selon les cycles de vie et aussi selon la répartition du poids des activités agricoles et non-agricoles spatialement distribuées. Pour A. Quesnel, une nouvelle problématique s'impose dans l'organisation sociale des familles paysannes : « le patrimoine foncier se convertit en une monnaie -réévaluée, actualisée- de l'échange entre les différents acteurs* »²¹⁰.

Nous choisissons donc de consacrer ce chapitre à la valeur sociale et productive de la terre, facteur déterminant pour les dynamiques d'ancrage à l'espace d'origine, élément central pour la constitution et la reproduction de la territorialité rurale dans les contextes de

campagnes dans le monde; H. Carton de Grammont et H. Tejera Gaona, *La sociedad rural mexicana frente al nuevo Milenio* (México DF: Plaza y Valdés, 1996); Clemens et Rubén, *Nueva ruralidad y política agraria: una alternativa neoinstitucional para Centroamérica*; M. Dufumier, *Agricultures et paysanneries des Tiers mondes* (Paris: Karthala, 2004).

210A. Quesnel, « Poblamiento, regulaciones agrarias y movilidad en el sur del estado de Veracruz, México », in Léonard et al.: *Políticas y regulaciones agrarias: Dinámicas de poder y juegos de actores en torno a la tenencia de la Tierra* (México: Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, 2003), 43.

mobilité.

Il s'agit de savoir dans quelle mesure la migration parvient à compenser ou à réguler les modes d'accès au foncier pour les différentes catégories de familles rurales qui mobilisent un espace de mobilité régional, national ou international. Dans le rapport entre revenus de la migration et développement de l'activité agricole (salarisée, vivrière ou commerciale), les familles mobilisent diverses capacités pour minimiser les risques et jouer sur la complémentarité des ressources et des espaces. La relation entre mobilité et ruralité pourra donc être abordée en commençant par saisir les transformations des fonctions attribuées à la terre, ressource associée à une activité agricole dévalorisée mais qui continue pourtant de représenter un enjeu fort dans la sédentarité comme dans l'absence et la distance.

Comment la fonction de la ressource foncière évolue-t-elle dans les stratégies familiales quand une partie de la force de travail familiale s'éloigne du milieu rural ? S'agit-il d'un élément productif et patrimonial qui fait partir, revenir ou rester ?

Les conditions d'ancrage au territoire rural seront donc ici déclinées au travers de trois scénarios qui associent les dynamiques de mobilités aux modalités et à l'évolution des usages du foncier. La reproduction de la précarité caractérise un premier type de familles qui accèdent difficilement à la terre et ne parviennent pas, parallèlement, à transformer la mobilité en une ressource qui garantit un certain degré de stabilité ou qui favorise la constitution d'une base économique et patrimoniale localement ancrée. Les actifs engageant des dynamiques de mobilité demeurent en effet souvent enfermés dans le statut de « travailleurs éventuels* »²¹¹ sur l'ensemble des espaces de production investis. Le deuxième type de famille fait valoir différentes modalités d'articulation entre répartition spatiale de la force de travail et fonctionnement de l'exploitation vivrière (moyens de production et force de travail) en jouant notamment sur les moments du cycle de vie familiale et donc sur différentes temporalités, besoins et potentialités de chacun des individus actifs, permettant ainsi de maintenir la production agricole, la sécurité et la transmission foncière. Enfin, une dernière configuration familiale, productive et migratoire tend à accélérer l'élévation de la valeur de la terre et le changement des fonctions qui lui sont attribuées, en particulier lorsque la migration parvient à se constituer comme une

211S. Gómez et E. Klein, *Los pobres del campo: el trabajador eventual* (Santiago: FLACSO, 1993).

ressource solide et fructueuse qui s'intègre à un système de production et de solidarité familiale déjà fermement ancré à l'espace rural qui fait alors *base*.

1. Insécurité foncière, condition de journalier et reproduction de la précarité

La modernisation de l'agriculture, l'expansion du secteur de l'agro-exportation et les logiques productives de localisation de l'activité (disponibilité de la main d'œuvre, connectivité des espaces de production, existence de réseaux de commercialisation, conditions climatiques ou topographiques, etc.) impliquent une répartition différenciée des exploitations agricoles dans toute la région de l'Amérique du Nord et de l'Amérique centrale, dans des espaces plus ou moins proches des marchés de consommation de la production de fruits, de légumes, de café, de sucre ou de tabac. De ces logiques spatio-productives découlent dans le même temps des modèles d'organisation et de division du travail créateurs de dynamiques de mobilité propres à la force de travail journalière et mobile qui intègrent ainsi des niches spécifiques du marché de l'emploi dans l'ensemble du sous continent²¹². Ainsi, dans le sous-continent centraméricain,

« les migrations intra-régionales, inter-régionales et internationales stimulent le développement du capitalisme en assurant la disponibilité d'une force de travail flexible et sa rencontre avec les demandes saisonnières du secteur de l'agriculture capitaliste*»²¹³.

Les travailleurs temporaires, salariés du secteur de l'agro-exportation, participent donc aux mécanismes de l'intégration régionale en se déplaçant régulièrement ou occasionnellement, de façon circulaire, définitive ou itinérante, sur des distances plus ou moins grandes. Pour P. Arias,

« l'apogée de l'agriculture d'exportation a déclenché, comme jamais auparavant, l'expansion du travail journalier et sa conversion en une forme de travail et de vie à long terme. La production pour l'exportation a amplifié la demande de travailleurs pour les

212]J.L. Seefoo Luján, « Ser jornalero agrícola hoy », in Barragán López E.: *Gente de campo: patrimonios y dinámicas rurales en México*, vol. 1 (Zamora: Colegio de Michoacán, 2005), 610; Carton de Grammont et Lara Flores, *Encuesta a hogares de jornaleros migrantes en regiones hortícolas de México Sinaloa, Sonora, Baja California Sur y Jalisco*; Lara Flores, « Características de las migraciones rurales hacia regiones hortícolas en el noroeste de México »; Lara Flores, *Nuevas experiencias productivas y nuevas formas de organización flexible del trabajo en la agricultura mexicana*.

213S. C. Stonich, « Rural families and income from migration: Honduran households in the world economy », *Journal of Latin American Studies* 23, n° 01 (1991): 159.

travaux industriels (empaquetage et réfrigération), mais surtout pour les nouveaux travaux dans les champs* ».

Ces travaux des champs et de transformation requièrent des hommes et des femmes « sur des postes de travail flexibles, généralement temporaires, de courte durée, mal payés, sans rétribution ni protection légales et, dans la plupart des cas, exposés à des conditions de travail dangereuses pour la santé des travailleurs* »²¹⁴.

1.1. Le manque d'accès à la terre et à la mobilité.

Les journaliers -souvent en marge de l'ejido ou de l'accès à la propriété privée (voir chapitre 2)- réalisent de manière temporaire des travaux agricoles rémunérés dans des espaces proches ou lointains par rapport à leur lieu de résidence. Les revenus salariés tirés du travail agricole structurent entièrement ou en partie l'économie familiale pour ces paysans-prolétaires. Dans sa « chronique du salariat », R. Castel évoque ainsi la constitution et l'évolution des sociétés salariales et décrit la catégorie des paysans-prolétaires comme

« une masse misérable d'ouvriers agricoles qui n'ont d'autre ressource que de s'employer sur des exploitations étrangères, soit comme domestiques agricoles à plein temps, soit -et sans doute plus misérables encore- pour des travaux intermittents, saisonniers. Le manouvrier doit alors se louer à la tâche et subir les aléas des saisons, des récoltes, du bon vouloir du propriétaire qui l'emploie, alors même que cette location de sa personne est la condition de sa survie. Il ne pourra guère non plus "s'installer" au sens de tisser des liens familiaux, d'entretenir des relations stables avec une communauté. Se vérifie pour lui ce qui était apparu de la situation du vagabond, dans laquelle il est d'ailleurs toujours menacé de tomber: que la mobilité est l'attribut négatif de la liberté pour ceux qui n'ont rien à perdre faute de posséder quoi que ce soit. »²¹⁵

Le rapport entre l'accès à la terre et les dynamiques de mobilité se pose donc pour ces

214P. Arias, *Del arraigo a la diáspora: dilemas de la familia rural* (México DF: Estados Unidos Mexicanos, Cámara de Diputados, LX Legislatura, Consejo Editorial, 2009), 163.

215R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale: une chronique du salariat* (Paris: Gallimard, 1999), 145.

familles les plus marginalisées qui ne sont pas titulaires de la ressource foncière mais dépendent pourtant des activités agricoles pour leur survie quotidienne, soit par des transactions leur permettant la production de subsistance, soit par le salariat dans le cadre de la production agricole commerciale.

Dans le contexte des régions traditionnelles d'émigration mexicaines, on associe souvent la question du manque d'accès à la terre aux pratiques de mobilité et de salariat dans le secteur de l'agro-exportation au sein des frontières nationales comme dans les grandes exploitations agricoles nord-américaines. Cette question s'est notamment ravivée au moment de la réforme de l'article 27 de la Réforme agraire et des premières observations sur les impacts de la marchandisation des terres pour les familles et les individus n'y ayant pas accès. Le problème de la répartition des ressources foncières et de la capacité du milieu rural à accueillir, permettre la production et la reproduction sociale des familles est donc vif :

« L'expansion du travail journalier est associé, en grande partie, au manque de terre ; ce qui ne diffère pas beaucoup de ce qui s'est passé avant la révolution de 1910 et la répartition foncière*», estime P. Arias²¹⁶.

Dans nombre de régions mexicaines de tradition migratoire ancienne ou même plus récente (les États du Veracruz, Guerrero ou Oaxaca étant par exemple fortement représentés depuis les années 2000), les paysans sans terre constituent l'*armée de réserve* du secteur agro-industriel et viennent nourrir un marché du travail régionalement intégré, localisé tant au Mexique qu'aux États-Unis. Les recrutements effectués au travers du système des *contratistas* -personnages intermédiaires employés par l'exploitant agricole ou l'industrie agro-alimentaire qui recrutent une équipe de travailleurs, se chargent du trajet entre leur lieu d'origine et le lieu de travail, et souvent de superviser le travail des champs- s'orientent particulièrement vers les régions rurales les plus marginalisées dans lesquelles une grande partie de la population active est exclue de l'accès au foncier comme au marché du travail local.

Dans nos terrains d'étude, cette observation est également valable et on peut associer le manque d'accès à la terre aux dynamiques de mobilité entreprises par les travailleurs

²¹⁶Arias, *Del arraigo a la diáspora: dilemas de la familia rural*, 172.

journaliers qui dédoublent ce statut tant dans leur lieu d'origine que dans divers lieux de migration.

A Posoltega par exemple, municipe dans lequel l'accès à la terre est le plus restreint par le rapport de force exercé entre les petites paysanneries et les grands exploitants, près de la moitié des migrants absents déclarant travailler la terre ne disposent pas de la terre en propriété. Dans le lieu d'origine, ces actifs agricoles réalisent la production vivrière, en fermage ou en métayage, tout en complétant le plus souvent leur activité par le travail journalier dans la coupe de la canne à sucre. Organisant l'activité en fonction d'un certain calendrier mais aussi des accidents, des urgences ou des opportunités, ils représentent le prolétariat rural qui peut parfois étendre sa logique de reproduction sur un espace de mobilité proche. Les journaliers de la canne à sucre font partie de cette catégorie de travailleurs agricoles qui évoluent sur un marché du travail susceptible de s'étirer ou au contraire de se contracter, sans que l'appropriation aléatoire de ces espaces du marché du travail temporaire ne permettent de modifier les conditions de production et d'ancrage dans l'espace d'origine à l'occasion des retours fréquents ou même dans le cadre de logiques de transferts ou de transmission du capital, ceux-ci demeurant bien souvent minces ou volatiles.

La condition précaire de paysan sans capital et de salarié temporaire ne permet donc pas non plus d'assumer le coût d'une migration de longue distance susceptible de fournir davantage de capacité d'envoi de remises et de transformation des conditions de production locale.

Ainsi, parmi les 51 individus originaires de Posoltega avec expérience migratoire et ayant déclaré une activité de journalier avant leur départ en migration, un seul est parti aux États-Unis et tous les autres se sont engagés dans une mobilité saisonnière vers les espaces régionaux les plus proches et accessibles : le Costa Rica en premier lieu, puis le Salvador et le Honduras. Leur condition salariale et journalière se prolonge alors en migration puisqu'ils se répartissent presque équitablement entre deux types d'emplois : journaliers de la canne à sucre à Posoltega, ils poursuivent le même type d'activité dans la production d'exportation (café, ananas, orange, etc.) des pays voisins ou bien deviennent temporairement maçons (le secteur de la construction fonctionnant lui aussi essentiellement sur une logique précaire de salariat à la journée, avec ou sans contrat de

travail).

Dans un contexte foncier et socio-économique distinct, où les conditions d'intégration au tissu agraire et politique dépendent essentiellement du positionnement vis à vis des modes de propriété sociale de l'ejido, le manque d'accès à la terre va de pair, de façon plus nette encore, avec un faible potentiel à mobiliser la ressource migratoire : à San Juan Guichicovi, les familles se trouvant à la marge de l'accès au foncier sont en effet, là aussi, celles qui ont le moins accès à la mobilité.

Dans ces familles, l'agriculture de subsistance occupe un ou deux membres actifs et chacun développe des stratégies diverses pour compléter les revenus familiaux au sein du milieu rural autour de travaux agricoles journaliers (essentiellement garde du bétail ou entretien des pâturages) ou d'emplois temporaires de construction, de commerce ou d'artisanat. Le départ en migration ou la sortie -même temporaire- du milieu d'origine restent assez peu envisagés et la reproduction socio-économique se réalise dans le cadre d'une précarité structurelle, d'un mode de vie caractérisé par la survie et l'absence de perspectives visant à accumuler ou à se projeter de façon collective.

Le rapport à la terre, au travail et au salariat agricole est ainsi directement associé à un certain degré d'intégration à l'ejido et à une relation contractuelle avec un titulaire qui permettra au travailleur journalier d'accéder à la terre pour subvenir aux besoins alimentaires de sa famille ou bien pour percevoir un revenu salarié.

Marco Antonio E., instituteur à la retraite et ejidataire de El Ocotál dans le municipio de San Juan Guichicovi, recrute par exemple deux à trois travailleurs temporaires pour travailler sur sa parcelle, son emploi l'occupant une grande partie de la semaine et ne lui permettant de se dédier à ses cultures que les samedis. Ses ouvriers agricoles ne savent ni lire ni écrire et parlent exclusivement la langue *mixe*. Aucun d'entre eux n'est sorti du municipio pour engager une mobilité. Pour Marco Antonio, « ceux qui ne sont pas allés à l'école ont beaucoup de difficultés, ils ne partent pas, ils sont de langue *mixe*...S'en aller comme ça à la ville... là bas notre langue n'est pas valide.»

Entretien réalisé le 19 mai 2010,
Communauté de El Ocotál, municipio de San Juan Guichicovi, Mexique

Ainsi, d'après notre enquête, parmi les 118 personnes recensées comme se trouvant en migration au moment de l'enquête et appartenant à une famille travaillant la terre à San

Juan Guichicovi, seules 23 ne disposent pas dans leur capital familial de ressource foncière stable et cultivent donc sous le régime du métayage, du prêt ou de la location. On remarque que la grande majorité d'entre elles (19) sont installées dans la région du District Fédéral et occupent des emplois dans le secteur du commerce.

D'après une enquête réalisée auprès des foyers de travailleurs journaliers dans les exploitations agricoles du Nord-Ouest du Mexique²¹⁷, plus de la moitié des familles disposaient de terres dans leur lieu d'origine. Ces données nous encouragent à nous intéresser à présent aux dynamiques productives et temporelles qui organisent la mobilité des familles paysannes qui disposent de la ressource foncière dans leur village d'origine, et dont l'économie familiale repose en partie sur l'agriculture de subsistance.

1.2. « Uno se arriesga a sembrar. A veces gana, a veces pierde ». Production vivrière aléatoire et étirement du mode de vie journalier

Au Nicaragua, nos régions d'étude ont la particularité d'être elles mêmes des espaces de production de l'agriculture d'exportation et de constituer ainsi des espaces ruraux dans lesquels le travail agricole salarié occupe une place centrale. Dans ce contexte, le bénéfice de la possession de la terre en propriété est loin d'être en mesure d'éloigner les familles paysannes de la condition de journalier et les logiques de salariat impliquant des espaces plus ou moins lointains s'articulent dans de nombreux cas aux besoins de la production domestique.

D'abord, et comme nous l'avons montré précédemment, les structures de production technicisées déplacent progressivement les exploitations paysannes et transforment les petits producteurs en travailleurs journaliers qui orientent l'économie familiale vers la perception d'un salaire agricole tout en maintenant l'agriculture vivrière. Localement, les journaliers vivent ainsi de leur salaire saisonnier dans les cultures de tabac, du café ou de

²¹⁷Carton de Grammont et Lara Flores, *Encuesta a hogares de jornaleros migrantes en regiones hortícolas de México Sinaloa, Sonora, Baja California Sur y Jalisco.*

canne à sucre par exemple, et dans certains cas de ce qu'ils reçoivent pour la location de leurs parcelles. La perception de ce revenu tiré de la location des terres de la petite propriété est un complément qui place les familles détentrices d'un capital foncier en situation privilégiée par rapport à celles qui ne détiennent pas de parcelle, situation qui ne les écarte pas pour autant de la condition de travailleur journalier temporaire, dépendant des grandes exploitations commerciales. Ce mécanisme fait coïncider le statut de titulaire à celui journalier et pose la question du poids des revenus considérés comme stables (salaire d'ouvrier agricole et location de la terre) par rapport à la production domestique de subsistance, garante d'un certain niveau d'autonomie et d'assurance en terme de sécurité alimentaire familiale. Cette configuration particulière entre mode de propriété et d'usage de la terre est spécialement visible dans le municipe de Palacagüina.

Hilario A. a 52 ans. Il vit avec sa femme et ses 5 enfants âgés de 16 à 24 ans, tous célibataires, dans la communauté de Río Arriba à Palacagüina. Il déclare être propriétaire de 15 *manzanas*, dont trois réservées à la mise en culture, le reste des parcelles servant à nourrir les 5 têtes de bétail qu'il possède.

Dans l'enquête à laquelle il a répondu en janvier 2009, il déclare cultiver sur trois *manzanas* du mil pour son bétail, du maïs et des haricots pour la consommation quotidienne familiale. Sa femme et son fils âgé de 18 ans viennent assurer avec lui la main d'œuvre familiale. Lorsque nous le rencontrons un an plus tard, il dit avoir loué pour le dernier cycle deux *manzanas* à un exploitant de tabac et avoir travaillé en tant que gérant de la production pendant quatre mois, ce qui a représenté pour lui une bonne opportunité d'entrée de liquidités. Après le cycle de tabac, il peut poursuivre la production de la *milpa* (maïs et haricots) sur la même parcelle et mobiliser les revenus obtenus par la location de la terre et de sa force de travail pour s'approvisionner en semences et ainsi soutenir l'exploitation domestique. Ces revenus interviennent donc dans l'économie familiale et peuvent la consolider mais sont dans le même temps tout à fait aléatoires et irréguliers. Hilario n'aura par exemple pas pu louer de nouveau ses terres au cycle suivant, les exploitants cubains ayant estimé que cette production test n'avait pas été suffisamment rentable.

Hilario et sa femme n'ont jamais migré et leur vie active est entièrement ancrée à Palacagüina. Mais pour deux de leurs fils, âgés de 22 et 24 ans, ni la parcelle familiale ni le marché du travail local ne permettent d'envisager de rester au village. Depuis peu, ils ont commencé à entreprendre de courtes périodes de mobilité au sein du marché du travail régional en travaillant dans le secteur de la construction, au Salvador et au Costa Rica. N'ayant pas de foyer propre à leur charge, ils contribuent, au travers de l'argent qu'ils apportent à chaque retour, à l'économie familiale du foyer parental (dépenses

quotidiennes et frais d'entretien de la parcelle).

Questionnaire d'enquête n.176 -janvier 2009- et entretien avec Hilario A. -janvier 2010-.
Communauté de Río Arriba, municipe de Palacagüina, Nicaragua.

Dans de nombreuses familles paysannes, on observe que l'agriculture vivrière se conjugue aux logiques de salariat multi-localisées, impliquant une intégration des différentes générations d'actifs au marché du travail agricole et non-agricole sur des distances et des périodes plus ou moins longues. Le municipe de Palacagüina est ainsi un archétype de cette dispersion de la force de travail et de la diversification des activités dans une logique d'emplois saisonniers et précaires. Dans la région, les chefs de famille mais surtout les générations les plus jeunes multiplient les alternatives de captation de revenus complémentaires avec des emplois de journaliers locaux tout en élargissant cette dynamique à l'espace de mobilité régional sur des temps courts (région caféière des montagnes intérieures, pays voisins du C4 et Costa Rica). Dans ce contexte, la condition de journalier s'étire et se reproduit comme une condition de travail et de vie, depuis le milieu rural d'origine jusqu'aux espaces de mobilité de proximité, à l'intérieur du pays ou dans la région proche. Elle recouvre à la fois les emplois saisonniers agricoles et les emplois correspondant à d'autres secteurs, notamment celui de la construction dont le fonctionnement est, lui aussi, en grande partie basé sur l'exploitation temporaire d'une force de travail flexible et sur une certaine division du travail qui joue des bénéfices du marché de l'emploi et des flux migratoires régionaux^{218 219}.

L'économie familiale est ainsi rythmée par les opportunités et les instabilités du marché du travail saisonnier qui régit en grande mesure les temporalités et les conditions d'emploi pour les actifs ruraux, qu'ils soient sujets ou non à engager une mobilité. La stratégie de diversification par la mobilité de courte distance et de courte durée constitue donc la

218 Dans le cadre du programme TRANSITER, Emilia Velázquez a montré de quelle manière les mobilités des populations indiennes de la région de Santa Marta, dans la région nord de l'Isthme (sud du Veracruz) se répartissent entre les espaces de production agricole d'exportation du Sinaloa et les espaces de production industrielle de la *maquiladora* dans la zone frontalière du nord du pays. Ces dynamiques de mobilité et les circulations qui les accompagnent participent également dans ce contexte aux mutations des conditions d'accès au foncier et plus généralement aux transformations des territoires ruraux d'origine.

219 Velázquez H., « Migración indígena desde una región del Istmo veracruzano: movilidades y reconfiguración de territorios ».

réponse aux situations de précarité rurale mais, loin de les résoudre, elle tend plutôt à les entretenir. Autrement dit, la condition de journalier peut venir étayer la production domestique mais elle peut aussi se substituer à elle en faisant passer le salariat en premier plan dans la constitution des revenus de la famille.

Aura Elena G., 43 ans et Carlos M., 45 ans vivent avec leurs trois enfants d'une vingtaine d'années et le père de Carlos, âgé de 90 ans, dans la communauté de El Riito, dans le municipio de Palacagüina.

Carlos et ses 5 frères disposent des terres du grand père et tous ont une expérience migratoire au Costa Rica. Carlos déclare avoir voyagé cinq fois pour des périodes allant de cinq à sept mois et avoir toujours travaillé en migration dans le secteur de la construction. En réponse au questionnaire, il dit être sans activité au Nicaragua même si, lors de l'entretien réalisé un an plus tard, son épouse explique plutôt qu'il profite de ses retours pour « se reposer » mais aussi poursuivre son travail sur les chantiers de construction de façon occasionnelle.

Face aux mauvais niveaux de rendement de la production agricole, Carlos et ses frères avaient décidé de ne plus semer depuis plusieurs années et de se consacrer davantage à l'élevage pour la vente du lait à Palacagüina. Cette année, entre deux étapes de migration au Costa Rica, il a pourtant cultivé du maïs, des haricots et du sorgho mais « l'hiver n'a rien donné » : la production vivrière reste très fragile, les moyens de production sont insuffisants et les revenus tirés de la migration ne parviennent pas à les renforcer. En fait, ces revenus (dont Aura Elena ne connaît pas le montant exact) sont en très grande majorité consacrés à la consommation quotidienne, au frais de scolarité des deux filles et, pour le dernier cycle, à l'achat des semences et intrants. La famille ne parvient que de façon très marginale à épargner ou à investir et malgré le salaire d'institutrice de Aura Elena, la dépendance vis à vis des revenus extérieurs semble s'accroître : « s'il ne trouve pas de travail ici, oui, bien sûr, il faut qu'il parte ».

Leur fils de 24 ans, Lenin, a travaillé au Salvador de 2005 à 2008, tantôt dans la construction, tantôt en tant que journalier dans une exploitation bovine, revenant au village à trois reprises. En 2009, il a entamé son premier voyage au Costa Rica. « Il aide son père quand il est ici, mais il pense toujours à repartir, il n'aime pas être ici », nous dit Aura Elena.

Questionnaire d'enquête n.186 -janvier 2009- et entretien avec Aura Elena G. -janvier 2010.
Communauté de El Riito, municipio de Palacagüina, Nicaragua.

Pour la génération des enfants de petits producteurs, le développement et parfois le prolongement des itinéraires individuels et indépendants amènent souvent à reformuler leur engagement vis à vis de la famille au fur et à mesure de leurs étapes dans le cycle de

vie. Les jeunes migrants pour lesquels les perspectives de retour dans le milieu rural d'origine ne s'articulent que trop fragilement aux structures productives domestiques ont en effet tendance à allonger les distances de mobilité, à prolonger l'itinérance ou à s'installer de façon plus définitive dans la migration. Même si l'activité agricole demeure un secteur qui dynamise et organise le paysage socio-productif rural, sa « périclisation » s'accroît au niveau de l'échafaudage de la structure productive de la famille paysanne, en termes de revenus obtenus mais aussi de temps consacré²²⁰. Les parcours et les rythmes de mobilité ainsi étirés dans le temps comme dans l'espace posent la question du retour et du potentiel de réancrage dans le milieu rural, notamment lorsque le calendrier agricole n'est pas l'élément moteur de l'organisation des trajectoires et des pratiques de circulation. Ils interrogent aussi sur la transformation de la perception de la valeur de la terre, moyen de production pour la subsistance familiale mais aussi objet d'un travail dur et symbole d'un mode de vie paysan qu'on cherche à préserver ou, au contraire, à fuir.

²²⁰Vaillant, « Formas espaciales y laborales de la movilidad campesina de Hatun Cañar: de la microverticalidad agro-ecológica o los archipiélagos de actividades », 130.

2. La terre : lieu de dur labeur, moyen de production et de subsistance

2.1. Des mobilités qui éloignent du travail agricole

La génération des jeunes adultes, issus de familles en situation de précarité par rapport à l'accès aux ressources agraires (à la terre comme aux moyens de production) mais aussi dans certains cas enfants de titulaires bénéficiant d'un capital foncier, peut s'éloigner progressivement des perspectives du monde agricole même si elle continue d'y participer pendant l'étape du cycle de vie durant lequel elle est attachée au foyer parental. Elle fait ainsi face à ce que J.P. Colin, H. de Château-Thierry, C. Rouy et H. Navarro qualifient de « systèmes de production non reproductibles »²²¹, c'est à dire à une production agricole déficitaire et plus généralement à une exploitation domestique non viable indépendamment des autres activités productives. On observe alors une prolongation des parcours migratoires, l'affirmation d'un ancrage à l'extérieur du milieu rural d'origine et la propension à développer toute une série d'alternatives qui tendent à installer l'univers personnel et professionnel à l'extérieur, dans une logique de salariat impliquant divers degrés de mobilité.

C'est particulièrement le cas des jeunes actifs qui engagent une mobilité en couple et fondent leur foyer dans les lieux de destination en se détachant petit à petit des engagements ou des projets liés au travail agricole et à l'exploitation familiale. Ce scénario est donc assez fréquent quand le ou la migrant(e) part seul(e) puis se marie dans le lieu de destination, mais aussi quand un jeune couple marié au village réussit à obtenir deux salaires en migration. A San Juan Guichicovi, on recense ainsi de nombreuses situations pour lesquelles l'homme et la femme sont occupés dans le secteur du commerce à Mexico, la vie quotidienne, la scolarité des enfants et la construction de la maison s'établissant ainsi durablement en dehors des exigences productives et temporelles de l'activité agricole

²²¹J-P Colin et al., « Systèmes de production et migration dans un village mexicain », in *Gastellu J.M. et Marchal J.Y.: La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle* (Paris: Orstom, 1997), 564.

portée par les grands-parents. De la même manière, depuis le Nicaragua, c'est par exemple quand la femme travaille en tant que domestique et l'homme dans le secteur de la construction ou de la sécurité privée au Costa Rica que l'installation dans le milieu urbain à l'étranger se fait pour une durée indéterminée sans que la perspective d'un retour vers le travail agricole, le patrimoine foncier ou la vie rurale n'intervienne vraiment dans le projet du couple et du foyer ainsi constitué.

Le rapport à la terre est donc transformé et réorienté ; les générations d'actifs qui s'engagent dans un parcours de mobilité redéfinissent le lien fonctionnel et symbolique qui les associe au monde rural et plus particulièrement au monde agricole. Bien souvent, la découverte de nouveaux modes de vie et de consommation, mais surtout la volonté de ne pas dépendre d'une production aléatoire et risquée, pousse les migrants à poursuivre la logique de salariat en étendant la durée et parfois la distance dans les parcours de mobilité, à assurer le quotidien et les projets futurs en cherchant une meilleure insertion dans le marché du travail régional, à s'éloigner du travail agricole et de la ressource foncière qu'on évalue peu viable. Dans le discours, on remarque aussi une dévaluation du travail paysan, la tâche agricole étant qualifiée par les jeunes migrants mais également par leurs parents comme trop laborieuse et peu valorisée (en termes économiques mais aussi symboliques) :

« Beaucoup considèrent le travail agricole comme indigne ou trop dur, et au fur et à mesure qu'ils s'insèrent dans les marchés du travail urbains, ils perdent l'intérêt et l'accès aux connaissances nécessaires pour mener les tâches paysannes* »²²².

Les transferts de connaissances et les interactions socio-productives liées à la production agricole diminuent donc, mais ce frein à la transmission intergénérationnelle n'est pas uniquement le fait des jeunes générations migrantes qui fuiraient le monde agricole : les parents souvent ancrés dans le milieu rural et poursuivant la production de subsistance expriment eux aussi cette volonté de donner toutes les chances à leurs enfants de pouvoir éviter les conditions de vie paysannes, le labeur des champs et l'insécurité économique. A San Juan Guichicovi, un paysan ejidataire évoque le futur de ses enfants, les efforts de la famille pour prolonger le temps d'étude de chacun, et la tradition de les faire participer aux tâches agricoles les samedis et les dimanches.

222R. Córdoba Plaza, C. Núñez Madrazo, et D. Skerritt Gardner, *Migración internacional, crisis agrícola y transformaciones culturales en la región central de Veracruz* (México DF: Universidad de Veracruz, 2008), 134.

« Quand le cerveau est bon, il faut batailler à l'université et le papa doit faire beaucoup d'efforts. Parce que moi, je ne voudrais pas que mes enfants travaillent aux champs, les champs ça ne donne rien, il faut qu'ils cherchent d'autres sources de revenus. »²²³

Dans le cas mexicain, cet éloignement du monde agricole fait évidemment débat dans le cadre particulier de la structure agraire communautaire. Comme pour ce qui a été observé dans l'ejido de Erícuaró, Michoacán, pour la période des années 1980-90²²⁴, la prolongation et l'étirement des parcours migratoires vers le Nord et vers les États-Unis peut mener à deux types de problématiques : 1) les perspectives de vie des migrants ne se concentrent pas sur un retour à court ou moyen terme vers le village, ni sur le travail des terres -même quand la famille dispose d'un titre agraire-, ni sur la participation à la vie politique de l'ejido, 2) l'envoi de remises diminue et la durée entre les étapes de retour augmente.

Si les modèles et les trajectoire migratoires demeurent aujourd'hui, pour la zone de l'Isthme de Tehuantepec, bien distinctes des situations propres aux régions de longue tradition migratoire et de forts taux d'installation durable aux États-Unis, on peut néanmoins engager une réflexion sur le futur de l'ejido en se projetant et en analysant les mutations naissantes dans le municipio de San Juan Guichicovi. L'évaluation, de la part des nouvelles générations -dans leur ensemble, mais tout particulièrement de celles et ceux qui sont impliqués dans un parcours de mobilité- concernant la valeur de l'ejido est donc en cause. Au delà de la question du travail agricole et du rapport à la terre comme moyen de production, c'est donc la redéfinition des « compromis pragmatiques*»²²⁵ qui est amorcée et l'engagement quotidien avec la structure agraire qui est reformulé au travers de l'évaluation des bénéfices, des intérêts, des coûts, des identités collectives et des nouveaux champs de la participation politique. À San Juan Guichicovi, l'accentuation du phénomène de mobilité, l'étirement des distances parcourues comme des durées de séjour, mais aussi la rupture socio-professionnelle qu'implique l'insertion massive des jeunes hommes dans le secteur des forces armées transforment en effet les mécanismes de production et de développement de l'économie familiale mais aussi la vie politique rurale dans un contexte de vieillissement structurel de la moyenne d'âge des tenants de l'ejido.

223 Entretien réalisé en mai 2010, communauté de El Ocotal, San Juan Guichicovi.

224 Zendejas, « Emigración a los Estados Unidos y el futuro del ejido: redefinición de compromisos para el ejido en un poblado michoacano ».

225 Ibid., 406.

2.2. Des mobilités qui permettent d'accéder à la terre

Si la démarche migratoire est donc associée pour beaucoup de jeunes migrants à un projet de sortie du domaine agricole correspondant à une initiative individuelle, à une étape du cycle de vie ou encore à une situation familiale ne permettant pas d'envisager la réception et le bénéfice d'un patrimoine foncier suffisamment fructueux, elle peut aussi correspondre, dans les familles paysannes, à un objectif de capitalisation permettant la constitution d'une exploitation agricole à moyen terme. L'initiative individuelle du migrant est donc en cause dans cette volonté de se consacrer au travail de la terre mais la différenciation se joue également au niveau du fonctionnement productif familial qui pourra privilégier un des fils ou au contraire leur donner les mêmes opportunités pour la participation à la production domestique, pour la construction ou la consolidation d'un patrimoine foncier propre ou intégré au noyau familial de base²²⁶.

La migration se place donc parfois dans le cycle de vie en amont de l'étape d'accès à la terre, soit avant que la répartition de la terre entre les enfants ne se fasse par le processus d'héritage, soit avant que l'achat d'une parcelle ne soit financièrement possible.

Le premier cas correspond à une temporalité de l'itinéraire migratoire qui dépend de l'étape du cycle de vie et qui s'articule à une stratégie de consolidation des ressources, telle que nous avons pu la présenter dans le chapitre 4, avec les parcours de migration et les conditions de retour de Eugenio I. à San Juan Guichicovi et Adolfo G. à Posoltega par exemple²²⁷. Ils ont en effet tous deux passé plusieurs années en migration dans des régions proches et accessibles, leur permettant ainsi de circuler facilement, de se déplacer au sein de l'espace de mobilité et de revenir au village de façon régulière, notamment pour participer à la main d'œuvre familiale pendant les travaux agricoles. L'héritage et la répartition de la terre ont marqué pour eux la fin de cette étape du parcours migratoire (de nouveaux départs ne sont bien sur pas exclus pour les années à venir) en leur permettant de bénéficier de la ressource foncière et de développer la production agricole. A San Juan

²²⁶ Quesnel, « Poblamiento, regulaciones agrarias y movilidad en el sur del estado de Veracruz, México ».

²²⁷ Voir chapitre 4, pages 209-210.

Guichicovi, Eugenio se consacre à la production vivrière en mutualisant la force de travail et les récoltes avec son père et ses frères. A Posoltega, Adolfo continue pour sa part à semer « le maïs de toujours » tout en développant, avec l'appui d'une organisation non gouvernementale, une production maraîchère de bananes, tomates, manioc et piments qu'il vend localement, accédant ainsi à des revenus supplémentaires grâce auxquels il dit pouvoir soutenir l'économie familiale et se maintenir au village.

Le deuxième cas correspond à une période de mobilité qui précède l'acquisition d'une parcelle. L'objectif de la migration est alors associé à une logique d'épargne puis d'investissement dans le foncier qui donne la possibilité de développer l'activité agricole: celle-ci sera alors menée de manière exclusive par le migrant et sa famille s'il décide de s'y consacrer -en complétant éventuellement les ressources par un salaire dans le milieu rural- ou elle pourra encore s'associer à l'activité en migration, jouant ainsi sur un calendrier agricole complémentaire qui permet d'aller et venir selon les offres du marché de l'emploi de l'espace régional proche et les exigences saisonnières de la production vivrière.

La constitution d'un capital permettant l'accès à la terre est néanmoins secondaire dans l'ordre des priorités d'un jeune ménage récemment installé : les dépenses quotidiennes, la construction de la maison et la scolarité des enfants demeurent en effet durant de nombreuses années les principaux postes de dépenses auxquels on consacre les remises. L'achat d'une parcelle peut en revanche intervenir plus rapidement lorsque le couple bénéficie déjà d'un toit sur le terrain d'habitation de la famille élargie ou encore dans le cas des migrants célibataires qui, n'ayant pas de foyer propre à leur charge, peuvent investir dans la terre dès les premières années de migration.

Comme nous pourrions le voir par la suite, ces investissements dans le foncier sont loin d'être systématiquement synonymes d'un retour au lieu d'origine et au travail de la terre : la terre peut constituer un capital, un patrimoine, une ressource qu'on n'exploite pas toujours de façon directe.

Toutefois, pour la plupart des familles paysannes, la terre continue d'être un moyen de production, un capital central pour le système de production porté par la mise en valeur du foncier et la gestion de la force de travail familiale.

2.3. Une migration qui s'intègre au système d'activité paysan

Si la dépendance aux revenus extérieurs à l'exploitation agricole s'accroît indéniablement, l'émergence d'un « prolétariat à temps plein » n'apparaît pourtant que limitée²²⁸ et la production agricole domestique continue de régir une grande partie des économies familiales paysannes. En tant que patrimoine familial transmis par héritage ou acquis à un certain moment du cycle de vie, la terre se place donc comme une ressource centrale intégrée au développement de l'économie familiale, entre système de mobilité et système de production²²⁹. Moyen de production pour la subsistance alimentaire et le développement d'une production dont la famille pourra éventuellement tirer des surplus pour la vente, la terre constitue une ressource qui ancre au territoire d'origine mais qui s'articule dans le même temps aux logiques spatiales et temporelles d'un système d'activité impliquant des logiques de migrations circulaires.

2.3.1. Diversifier et disperser les ressources

Par des mécanismes sans cesse renouvelés de « résistance à l'appauvrissement »²³⁰, le maintien de la production agricole vivrière s'associe aux dynamiques de mobilité temporaires et de circulation entre les différents espaces appropriés dans l'objectif d'assurer un degré de stabilité, d'auto-suffisance et de diversification des ressources.

Les théories classiques concernant les déterminants de la migration pointent l'importance de la stratégie individuelle vers la recherche de revenus plus élevés -en fonction de l'effet frontière sur les différentiels de salaires et de niveaux de vie- ainsi que l'objectif moteur de la sortie du milieu rural pour échapper au mode de vie paysan, bénéficier de l'ascension sociale et accéder aux modèles urbains de consommation. Mais de nombreux travaux

228 Stonich, « Rural families and income from migration: Honduran households in the world economy ».

229 Colin et al., « Systèmes de production et migration dans un village mexicain ».

230 G. Cortes, « L'accès aux ressources foncières, enjeu de l'émigration rurale andine. Essai de lecture systémique à partir de l'exemple bolivien », *Revue européenne des migrations internationales* 18, n° 2 (2002): 97.

viennent compléter ces perspectives en orientant davantage l'analyse vers l'hypothèse selon laquelle la migration constitue en premier lieu un moyen alternatif contre le risque et une stratégie globale de diversification²³¹.

Dans nos contextes d'étude particulièrement marqués par les mobilités de courte distance et de courte durée et par les pratiques de circulation qui permettent une présence entrecoupée mais régulière en milieu rural, la stratégie de migration s'inscrit donc très fortement dans une logique de répartition de la force de travail familiale entre des activités et des marchés du travail géographiquement dispersés, permettant ainsi la multiplication des ressources. La famille cherche donc à diversifier les activités au sein même du milieu rural d'origine -ses membres s'engageant bien souvent dans la pluri-activité (production vivrière, salariat agricole ou non-agricole, artisanat, etc.)- mais aussi à travailler dans d'autres espaces, au cours de périodes de mobilités temporaires.

Il s'agit de stratégies de dispersion et de diversification en même temps que de partage des risques : face à l'absence de crédit, d'assurance ou de sécurité sociale, l'unité de production familiale adopte des mécanismes de mutualisation des risques et des opportunités pour contrer les instabilités d'une production agricole fragile et d'un milieu économique rural qui ne parvient pas à garantir les nécessités de revenus pour la satisfaction des besoins quotidiens ou imprévus (accidents, problèmes de santé, ruptures familiales, etc.)²³². En mobilisant la force de travail d'un ou plusieurs membres de la famille sur des destinations plus ou moins proches, on pourra indemniser une partie du groupe lorsqu'elle subit un dommage et développer une logique de coassurance et de partage des gains entre ceux qui partent et ceux qui restent.

Les familles paysannes dont le système de production reste fragile maintiennent la culture du maïs et du haricot pour la subsistance quotidienne et ce sont souvent les générations les plus âgées qui assurent cette activité tandis que les générations de jeunes actifs sont celles qui sont poussées vers les dynamiques de mobilité pour compléter les revenus et limiter les risques.

231Gubert, « Migration et gestion collective des risques. L'exemple de la région de Kayes (Mali) »; Cortes, *Partir pour rester : survie et mutations de sociétés paysannes andines, Bolivie*; Ma Mung, « La dispersion comme ressource »; Szasz Pianta, *Migración temporal en Malinalco: la agricultura de subsistencia en tiempos de crisis*.

2320. Stark, *Economic-demographic Interactions in Agricultural Development: The Case of Rural-to-urban Migration* (Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations, 1978); Szasz Pianta, *Migración temporal en Malinalco: la agricultura de subsistencia en tiempos de crisis*.

« Vous savez bien, les vieux gardent toujours en tête l'idée de semer... Les migrants, eux, apportent de l'argent et payent les dettes des mauvaises récoltes. », estime Felipa J., responsable communautaire de Musuli, dans le municpe de Palacagüina.

Les risques étant similaires si on concentre l'activité dans un espace restreint, les dynamiques de mobilité et de circulation jouent donc sur différents profils de risque en fonction de l'étape du cycle de vie et des responsabilités familiales des actifs -migrants ou sédentaires- mais aussi au fil du temps, selon les pulsations du marché du travail régional.

2.3.2. Migration, transferts financiers et maintien de la production agricole

D'après les données de l'enquête pour l'ensemble de l'échantillon (au Mexique et au Nicaragua), seules 15% des familles déclarant travailler la terre et recevoir de l'argent de la part d'un ou plusieurs membres de la famille en migration ont déclaré dans le même temps utiliser ces revenus pour les investir dans l'activité agricole. Dans ces familles, le premier domaine d'investissement visé est celui de l'achat de semences et d'intrants, suivi de l'achat de terres ou de matériels, puis de bétail tandis qu'un petit nombre de familles dit avoir utilisé l'argent pour payer les salaires d'ouvriers agricoles.

On peut pourtant considérer que cette valeur est sous-estimée et que l'importance des revenus extérieurs dans l'effort de maintien de la production agricole domestique doit être davantage prise en compte, même si les mécanismes complexes d'interrelations entre l'autosuffisance alimentaire et les dynamiques de mobilité apparaissent ne tenir qu'un poids modéré dans les réponses fournies par les chefs de famille. Les revenus de la migration semblent en effet permettre aux familles d'assurer en premier lieu les dépenses quotidiennes (87% des familles privilégient ce poste de dépense²³³) tout en assurant un certain degré d'investissement dans l'activité agricole. Elles n'ont donc pas systématiquement considéré que les revenus de la migration s'orientaient directement vers la production agricole même si son fonctionnement a en fait pu continuer à être viable dans le cadre d'une économie familiale diversifiée et d'une captation de ressources multi-

233 Dans le questionnaire, les chefs de famille pouvaient donner jusqu'à trois possibilités de réponses en les plaçant par ordre de priorité. Les pourcentages additionnés des différents postes de dépense dépassent donc 100.

localisée et multi-sectorielle. Ainsi donc,

« la sécurité apportée par les remises permet, en partie, que certains membres de la famille qui restent ici aient la possibilité de se consacrer à l'activité agricole, laquelle, de par son caractère cyclique, ne garantit pas les revenus quotidiens pour l'alimentation de la famille* »²³⁴.

Autrement dit, au delà d'un placement direct des revenus migratoires dans l'entretien de l'exploitation, l'approvisionnement en semences ou engrais, ou encore dans le salaire des ouvriers agricoles temporaires, la production vivrière est bien souvent maintenue et développée parce que les ressources migratoires sont mobilisées par ailleurs dans d'autres domaines. Elles permettent la subsistance au quotidien, une certaine sécurité concernant l'entrée plus ou moins régulière de liquidités dans le budget du foyer et la résolution des problématiques les plus fréquentes ou les plus urgentes en terme d'alimentation, de scolarité et de santé. Elles rendent donc possible le maintien voire le développement de la production agricole dans le cadre de l'unité de production et de consommation domestique puisque cette production vivrière peut se concentrer sur les besoins alimentaires sans devoir porter dans le même temps le poids des nécessités financières parallèles.

Il faut donc souligner l'importance des transferts de ressources entre les espaces de mobilité et les espaces de production et de vie du milieu rural : selon D. Barkin, la survie du Mexique rural est le résultat d'un « programme d'auto-défense solide et concerté* » (D. Barkin, 2001, cité dans²³⁵) permettant aux communautés rurales de survivre mais aussi de demeurer dans leur lieu d'origine en mobilisant un ensemble de ressources extérieures, diversifiées et spatialement dispersées.

A Palacagüina par exemple, la famille de Jaime se maintient dans le milieu rural et son économie reste en grande mesure centrée autour de la production de subsistance. Cet ancrage à l'espace d'origine est de caractère à la fois résidentiel et productif même si les revenus provenant de l'espace de mobilité proche sont essentiels pour le budget familial.

234Córdova Plaza, Núñez Madrazo, et Skerritt Gardner, *Migración internacional, crisis agrícola y transformaciones culturales en la región central de Veracruz*, 132.

235Ibid.

Jaime C. a 44 ans, il vit avec sa femme dans la communauté de El Riito à Palacagüina.

Depuis 1994, il voyage régulièrement au Costa Rica de manière temporaire, alternant des périodes de mobilité d'environ 7 à 8 mois avec des périodes de retour au moment de la saison des pluies pour se consacrer à son exploitation (maïs, haricots, sorgho et café).

Après avoir longtemps semé sur les terres de son père ou en fermage, il a pu en 2008 devenir propriétaire de 8 manzanas en investissant une partie de l'argent gagné en migration. Il cultive à présent sur la moitié de cette superficie avec son fils le plus âgé et continue de semer 2 manzanas sur les terres de son père transmises en héritage, partageant le travail et la récolte avec son frère.

Trois des enfants de Jaime sont eux aussi engagés dans un parcours migratoire de circulation entre le village et le Costa Rica, unique destination dans l'espace de mobilité de cette famille.

Sa fille âgée de 20 ans a voyagé trois fois depuis 2007 et était présente au moment de l'entretien, étant revenue auprès de sa famille pendant sa première grossesse et prévoyant de repartir après la naissance de son enfant.

Ses deux fils âgés de 17 et 19 ans ont effectué leur premier départ en 2007 et sont employés dans le secteur de la construction dans la même région que leur père. Ils participent néanmoins à l'exploitation agricole au moment des retours et l'un d'entre eux possède de son côté une vache et un cheval qu'il a pu acheter grâce à ses premiers salaires.

Les temporalités de mobilité des deux fils semblent davantage s'organiser en fonction des opportunités de travail au Costa Rica que du calendrier agricole de la production de subsistance. Ils déclarent en effet être revenus au village parce que le chantier de construction prenait fin et être dans l'attente d'un appel de la part d'un contact qui les préviendra de la possibilité de reprendre le travail dans le même secteur.

Quand la force de travail manque ou pendant la haute saison, Jaime peut embaucher jusqu'à 6 ouvriers agricoles sur son exploitation.

Jaime considère que son pays « va de plus en plus mal », que le Nicaragua est « foutu » et regrette l'époque à laquelle le Costa Rica voisin assurait systématiquement l'apport de revenus extérieurs au travers de la migration temporaire : « ça regorgeait de travail à cette époque ! ».

Aujourd'hui, la famille continue de produire, d'assurer le quotidien, de se maintenir et de se développer dans le milieu rural en comptant sur les revenus de la migration de plus de la moitié de la force de travail et en étant toujours attentive aux évolutions de la conjoncture économique et des conditions restrictives en termes de déplacement et de circulation. Jaime sait que les transformations de son foyer dépendent et continueront de dépendre de l'extérieur et que d'autres horizons lui sont inaccessibles : « bien sûr que je voudrais envoyer un de mes enfants en Espagne ou aux États-Unis... ».

Questionnaire d'enquête n.180 -janvier 2009- et entretien avec Jaime C. -janvier 2010.
Communauté de El Riito, municpe de Palacagüina, Nicaragua.

Entre un espace migratoire proche et uni-directionnel et le noyau du foyer ancré au village, Jaime et sa famille se maintiennent dans le milieu rural en continuant de développer la production agricole. La vie quotidienne a pu être améliorée par l'achat de matériel et d'un terrain de construction voisin pour agrandir la maison et procurer plus d'espace de vie dans ce foyer où tous les enfants sont célibataires.

L'économie familiale et l'organisation de la force de travail sont gérées dans le cadre de mobilités régulières et répétées, au travers d'une division du travail prenant en compte à la fois les projets des différentes générations qui cohabitent et les temporalités du calendrier des activités multi-localisées. Au contraire de ce qui a pu être signalé dans d'autres travaux, la migration d'une partie des membres actifs ne semble pas entraîner dans nos espaces d'étude de problèmes de disponibilité de main d'œuvre sur l'exploitation agricole, et encore moins la mobilisation accrue d'une force de travail traditionnellement dispensée des travaux agricoles (enfants ou personnes âgées ; les femmes participant quant à elles aux tâches agricoles dans la grande majorité des familles paysannes, engagées ou non dans la migration). Elle s'organise plutôt dans un objectif de complémentarité entre la temporalité des parcours et les besoins saisonniers de la production vivrière en faisant en sorte de maximiser au mieux l'accumulation de ressources tant agricoles que salariées.

On privilégiera par exemple parfois la prolongation de la période d'activité en migration -et donc l'apport de revenus extérieurs plus importants- sur la possibilité d'un retour dans le lieu d'origine aux moments clés de l'activité agricole en assurant l'entretien de la parcelle, les semis ou la récolte par le recours à une main d'œuvre locale salariée, sous le contrôle des membres présents dans le foyer²³⁶.

Selon les « principes fondamentaux de l'organisation de l'exploitation paysanne » exposés par A. Tchayanov²³⁷, la répartition de la force de travail s'effectue en fonction des moyens de production dont la famille dispose mais aussi des autres formes « d'application de son travail » : l'élément *main d'oeuvre* est ainsi directement lié à la composition de la famille et on cherche donc en premier lieu un rapport optimal entre les facteurs extérieurs à l'exploitation domestique et la force de travail disponible. La notion d'« avantage » telle

236Colin et al., « Systèmes de production et migration dans un village mexicain ».

237Tchayanov, *L'organisation de l'économie paysanne*.

qu'elle est mobilisée par Tchayanov se réfère principalement à une certaine idée de rentabilité.

« Tchayanov établit une distinction entre la rentabilité pour l'entreprise agricole de type capitaliste qui doit dégager des profits et les « avantages » pour l'exploitation paysanne à main d'œuvre familiale où un travail est jugé en fonction de la balance travail/consommation. Le travail est jugé « avantageux » par le paysan s'il permet d'améliorer l'équilibre entre pénibilité du travail et satisfaction des besoins. » (Lexique de l'édition Librairie du Regard²³⁸)

Le « produit du travail paysan » ou les « revenus de l'exploitation paysanne » permettent ainsi de désigner l'ensemble des revenus obtenus par la famille, qu'ils viennent d'activités agricoles ou non-agricoles. La théorie de l'organisation de l'économie paysanne porte donc sur la balance travail/consommation pour l'ensemble de l'unité économique, sur « l'activité économique d'une famille vivant de son travail » et pas seulement sur l'effort de la main d'œuvre dans le cadre de la production agricole. Il est donc important d'essayer d'établir

« les fondements de l'activité économique d'une famille laborieuse, qui, parmi d'autres facteurs comme le marché, les conditions naturelles et la technologie, exercent également une influence sur l'organisation de la production agricole paysanne. »²³⁹

La gestion des temporalités et des *efforts* productifs par l'ensemble des individus actifs de la famille est a fortiori un enjeu majeur dans les exploitations agricoles qui investissent un espace de mobilité aux périmètres et aux conditions d'accès variables : l'évaluation des coûts et des « avantages » du travail à fournir pour maintenir la présence et la reproduction rurale s'effectue en termes de rendements économiques mais aussi de durée d'absence ou de modalités de présence dans le lieu d'origine.

Enfin, c'est en termes de productivité et d'orientation de la production que les transferts financiers peuvent influencer : dans les travaux menés au Mali par F. Gubert²⁴⁰ par exemple, l'enquête a montré une corrélation positive entre implication de la famille paysanne dans la migration (nombre de migrants, type de destination et importance des transferts) et la possession d'actifs productifs agricoles. Dans nos contextes d'étude, si l'argent de la

238Ibid., 327.

239Ibid., 76.

240Gubert, « Migration et gestion collective des risques. L'exemple de la région de Kayes (Mali) ».

migration favorise un approvisionnement autonome en matériel mais surtout en intrants permettant d'éviter les pertes ou encore d'augmenter les rendements de la production vivrière, on a, en revanche, très peu observé l'adoption de nouvelles techniques de production ou une transformation significative des moyens de production. L'apport de revenus extérieurs permet de préserver l'agriculture vivrière et d'assurer l'autosuffisance alimentaire sans moderniser en profondeur les structures de production ni engendrer une diversification des cultures (pour la consommation familiale ou pour la commercialisation). Peu consacrés aux investissements productifs, on peut même souvent pointer l'effet négatif de ces transferts sur la productivité agricole puisqu'ils permettent de bénéficier d'un certain niveau de revenus en produisant autant, voire moins, sur l'exploitation domestique: les conditions d'échange et de commercialisation demeurant largement défavorables aux petites structures paysannes, l'effort de production agricole se concentre sur les besoins alimentaires de la famille et sur l'approvisionnement en céréales pour le bétail mais une transformation plus profonde de la production et une commercialisation rentable sur le marché reste hors de portée. Aux vues des conditions des termes de l'échange pour la production agricole paysanne et de l'organisation structurelle du marché du travail de la région intégrée et libéralisée, la grande majorité des familles paysannes répartissent la force de travail familiale, ainsi que les risques et les ressources en opérant à des choix rationnels, évaluant les coûts et les bénéfices de la production domestique comme de l'intégration aux logiques de salariat sur un espace de mobilité aux limites fluctuantes.

3. Réussite du pari migratoire et rapport à la terre

Dans d'autres contextes, plus exceptionnels mais aussi plus importants en termes de potentiel de transformation du territoire rural et de l'appareil productif, les revenus de la migration permettent d'agrandir l'exploitation, de concentrer la ressource foncière et d'engager des transactions sur les sols agricoles comme sur la force de travail, affectant à la terre d'autres types de fonctions. Au-delà de la production vivrière, la terre constitue dans un troisième type de scénario, un patrimoine, un objet d'investissements, une marque de distinction, une ressource qui gagne (aussi) en valeur.

3.1. Ressources migratoires et valeur du foncier

3.1.1. Capacité à migrer et potentiel de valorisation de la ressource migratoire

Au-delà d'une nécessité à migrer, c'est la capacité à migrer qu'il faut souligner dans ces familles. La question du potentiel de mobilisation et d'accumulation des ressources multi-localisées nous permet donc de pointer le rapport réciproque entre terre et mobilité en comprenant les conditions dans lesquelles la mobilisation d'une ressource permet la valorisation de l'autre, et vice et versa.

Deux mécanismes combinés permettent aux familles les plus favorisées et les plus ancrées au tissu socio-productif local de renforcer le système de production et le système migratoire familial tout en articulant dans le même temps ces deux piliers de l'économie familiale paysanne :

-d'une part, comme nous l'avons vu dans le second chapitre, c'est le bénéfice d'un capital foncier qui favorise l'accès à des espaces de mobilité plus lointains²⁴¹, généralement

241Del Rey et Quesnel, « Migración interna y migración internacional en las estrategias familiares de reproducción. El caso de las poblaciones rurales del sur del estado de Veracruz, México »; Quesnel et Del Rey, « Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural (Etat du Veracruz, Mexique) ».

synonymes d'un différentiel de salaires bien plus important entre l'espace rural d'origine et l'espace de migration : en s'engageant dans une migration en Amérique du Nord, en Espagne ou encore dans certains cas au Costa Rica (selon les conditions d'emploi, d'installation et de statut migratoire), les membres de la famille ont un meilleur potentiel de valorisation des ressources migratoires parce qu'ils captent des revenus largement supérieurs à ceux correspondant aux espaces de mobilité proches. Leur capacité d'envoi de remises en est mécaniquement augmentée.

-d'autre part, et dans une dynamique intimement associée, cette capacité de transfert vient nourrir l'appareil productif familial qui peut alors, lorsque un ensemble de conditions est réuni, se consolider, se déployer et accroître son niveau de rentabilité. A partir d'une situation foncière et agricole déjà solide, les familles bénéficiant de revenus extérieurs sont en mesure d'investir, de renforcer leur patrimoine, d'améliorer leur productivité et de développer une production plus fructueuse. Les effets multiplicateurs de la ressource migratoire sur l'appareil productif agricole ne transforment que marginalement les conditions de la production vivrière mais accentuent en revanche le poids des activités d'élevage tout en conférant une nouvelle valeur à la terre, objet d'investissements et capital central pour des systèmes de production économiquement plus rentables²⁴².

3.1.2. Les nouvelles valeurs du foncier : de la production vivrière à la production commerciale, de l'appareil productif au placement de capital

Une certaine transformation de l'équilibre entre production et besoins vivriers apparaît ainsi dans les familles qui se trouvent soutenues par les revenus de la migration et pour lesquelles la dépendance vis à vis de la production domestique pour la consommation quotidienne diminue. Dans les cas de migration *réussie*²⁴³, le soutien financier des transferts peut provoquer un « comportement de collecte de rente »²⁴⁴ et donc de moindres investissements dans les besoins d'auto-provisionnement vivriers. La modification du mode d'usage des terres dans les familles choisissant de valoriser les revenus de la

242Cortes, « L'accès aux ressources foncières, enjeu de l'émigration rurale andine.. Essai de lecture systémique à partir de l'exemple bolivien ».

243 Dans le sens d'un apport régulier et/ou important de transferts monétaires et d'une continuité des relations de production et de solidarité entre les membres dispersés, la *réussite* étant alors davantage envisagée du point de vue du groupe plus que du projet individuel du migrant.

244Gubert, « Migration et gestion collective des risques. L'exemple de la région de Kayes (Mali) », 208.

migration dans le domaine agricole est donc remarquable dans nos espaces d'étude : l'élevage et le foncier gagnent en valeur et constituent les capitaux les plus recherchés.

Des dynamiques foncières et des configurations territoriales particulières à chacun de nos zones d'étude nous permettent de distinguer des tendances et des logiques spatio-productives originales et significatives d'une certaine organisation locale de l'espace, tout en nous amenant à dégager la portée générale des dynamiques de transformation d'usage et de valorisation du foncier dans la région.

Dans l'Isthme de Tehuantepec, les terres agricoles sont toutes occupées et mises en valeur depuis les années 1960-70. La pression agraire est forte et le mode de gestion du foncier reste contrôlé en grande mesure par les structures ejidales. D'après Marco Eugenio I. de l'ejido de El Ocotal, les terrains parcellisés et vendus depuis l'application du PROCEDA sont souvent achetés par les ejidataires de l'ejido voisin du Chocolate, dans lequel la titularisation n'a pas encore été actée :

« Oui, je m'en rends compte, la plupart de ceux qui achètent sont ceux qui ont leurs enfants dehors, et ce sont eux qui envoient l'argent à leurs pères...Ils ont même des camionnettes, mais ceux-là, ils savent mettre de l'argent de côté. [...] Bien sûr, ceux qui partent, ce sont eux qui achètent...Ici, regarde, si on reste les bras croisés dans la communauté, il n'y a pas de source de revenus ! Comment est-ce qu'on pourrait acheter une parcelle ? Mais par contre, ceux qui partent, petit à petit, ils épargnent...une petite partie pour manger, et une autre partie pour épargner, pour le jour où ils reviennent... ».

Dans les familles bénéficiant d'une meilleure intégration à la structure ejidale, et donc par conséquent des situations les plus stables en terme de patrimoine et d'appareil productif, la réception d'argent de la migration entraîne ainsi l'engagement d'investissements dont le potentiel de transformation des conditions de production et de capitalisation de la ressource foncière est fort. Ils correspondent à une valorisation de la terre liée à une certaine spéculation sur le capital foncier mais aussi à une expansion de l'activité d'élevage.

Une dynamique similaire d'orientation des investissements s'observe dans le municipale nicaraguayen de Palacagüina, avec de nouvelles fonctions attribuées aux ressources

foncières et impulsées par la réception de sommes d'argent importantes dans certaines familles de migrants. La valeur de la terre se joue tant dans les espaces connectés des bourgs et petits centres urbains que dans les espaces plus reculés, bien adaptés aux cultures de café ou de fourrage, ou encore aux prairies naturelles pour l'élevage extensif. L'avancée de la frontière agricole est encore en effet partiellement à l'œuvre dans la zone des montagnes intérieures au centre-nord du pays et on observe une concentration des investissements fonciers dans cette région considérée comme productive et détentrice d'un bon potentiel de développement agricole.

L'expérience migratoire de Fernando C., les logiques de transferts qu'il a entreprises avec sa famille et l'ensemble des investissements qu'il a engagé pendant et après sa migration aux États-Unis donnent un exemple représentatif des scénarios de mise à distance prolongée débouchant sur un réancrage dans le milieu rural. Dans ce cas, l'achat de terres et de bétail a été une priorité du projet migratoire : il a forgé les plates-formes productives à partir desquelles Fernando a constitué un appareil productif solide pour les besoins de son foyer, un capital pour la mise en valeur agricole dans le secteur bovin et un patrimoine articulé à celui de la famille élargie.

Fernando C. a environ 35 ans. Il habite avec sa femme et ses deux filles de 1 et 15 ans à Palacagüina.

Six ans après son mariage, il part aux États-Unis en février 2000 en invoquant les conséquences de l'ouragan Mitch sur l'appareil productif comme raison principale de ce départ. Grâce à des contacts, il parvient à obtenir un visa puis s'installe dans la région de Miami auprès de membres de la famille et d'amis de Palacagüina, et s'installe seul dans un studio avec les 1000 dollars qu'il avait épargné depuis le Nicaragua.

A cette époque, « tu arrives aujourd'hui, tu travailles demain » : il trouve rapidement du travail dans une exploitation de fraises et de tomates avant de devenir jardinier, travail grâce auquel il apprendra l'anglais et gagnera jusqu'à 15 dollars de l'heure à la fin de son séjour. En décembre 2007, il décide de rentrer : « c'était déjà long, en tous cas suffisant pour travailler ici », dit-il.

Avant cette étape de migration, Fernando était instituteur, poursuivait ses études et cultivait la terre pour une production vivrière. En 1997, il abandonne l'enseignement pour se consacrer à une exploitation alliant élevage et maraîchage. Il travaillait alors sur les terres de son grand père, pas encore réparties et sur lesquelles plusieurs frères,

oncles ou cousins pouvaient cultiver.

Pendant qu'il travaillait aux États-Unis, ses remises étaient destinées à différents usages. Il envoyait d'une part 200 dollars par mois à son épouse restée au village avec leur fille et exerçant alors le métier d'infirmière. Il épargnait par ailleurs sur deux comptes bancaires : 1000 dollars par mois au Nicaragua et une somme moindre aux États-Unis (il déclare avoir voulu éviter les impôts et ne pas avoir voulu risquer de perdre son argent en cas d'expulsion du territoire). Il dit avoir effectué toutes ces transactions par l'intermédiaire de son père, « plus consciencieux que sa femme » qui, par ailleurs, « gagnait son propre argent de son côté ».

Trois ans avant son retour, son père a commencé à investir dans la terre en fonction des meilleures conditions pour l'élevage (sols, disponibilités en eau, accessibilité, etc.). Il dit avoir alors discuté de ses projets par téléphone avec ses frères, son épouse mais surtout son père qui était le mieux à même de disposer des informations, contacts et connaissances pour prendre les décisions appropriées. Il a donc acheté 80 manzanas à une vieille dame qui se rapprochait de la ville dans le municipe de Telpaneca, à une vingtaine de kilomètres de Palacagüina, en direction des montagnes intérieures, ainsi que 10 manzanas supplémentaires à son grand père, plus proches du village et destinées à la traite.

Sur une partie des 80 manzanas de pâturage, son père avait déjà commencé à semer de la canne, du sorgho et d'autres types de fourrages pour les premières têtes de bétail, avant le retour de Fernando. Aujourd'hui, il possède 40 têtes (viande et lait) et dit ne plus avoir besoin de louer des parcelles de pâturage grâce à une bonne gestion des terres qu'il a pu acquérir.

Fernando souhaite acheter d'autres terres, plus plates et avec une meilleure disponibilité en eau mais les prix sont trop élevés. A plus de 500 dollars par manzanas pour les bonnes terres adaptées à l'élevage, le marché foncier semble avoir pris en valeur depuis les dernières années et Fernando en fait en partie porter la responsabilité aux migrants « qui rapportent de l'argent dur » : « Nous autres qui sommes partis avons rendu la terre de plus en plus chère ».

Deux ans après son retour, Fernando vit à Palacagüina de son exploitation bovine. Trois ouvriers agricoles y travaillent, tant pour l'entretien des pâturages que pour la traite quotidienne. Ils gagnent 60 córdobas par jour et disposent d'une manzana chacun pour semer, « pour qu'ils s'en sortent », nous dit Fernando.

Âgés d'une trentaine d'années, deux d'entre eux sont mariés et ont des enfants, l'autre est célibataire. Ils partent régulièrement dans la région de San Juan Rio Coco pour la récolte du café où ils perçoivent temporairement un meilleur salaire. Pour Fernando, « c'est difficile de garder un travailleur permanent, ils partent au Costa Rica, au Salvador ou au Honduras de temps en temps. Il faut embaucher quelqu'un d'autre. »

Entretien réalisé le 12 janvier 2010
Centre urbain du municipe de Palacagüina, Nicaragua

3.2. « *Tener una finca* », « *trabajar la tierra* »

L'idée de posséder une *finca*, d'être propriétaire de la terre et d'étendre les superficies de pâturage pour l'élevage est valorisée dans le discours des familles rurales. Si on cherche à fuir la situation de dépendance vis à vis de la terre comme moyen de production instable et peu rentable (considérant la mauvaise qualité des sols pour la culture vivrière, les probabilités de perte de la récolte et la pénibilité du travail des champs), on vise en revanche à constituer un capital foncier dont la valeur représente une garantie et un patrimoine pour la famille tout en développant la commercialisation de lait et/ou de viande, activité qui permet la captation de revenus plus conséquents. Bien plus que le statut de *campesino* (paysan), celui de *ganadero* (éleveur) est valorisé et représente une ascension sociale notable dans le milieu rural. Depuis l'étranger, les migrants en mesure d'investir dans la terre et de soutenir une exploitation bovine voient donc dans cette démarche une progression de la situation économique qui va de pair avec une amélioration de la position sociale reflétée par l'installation de la *finca*.

Richard C., migrant dont nous avons décrit le parcours dans le chapitre précédent, a quitté Palacagüina depuis 2004 mais y revient régulièrement grâce à un statut migratoire lui permettant de circuler librement entre le Nicaragua et les États-Unis. Dans le village, la présence de Richard est remarquée : pendant ces quelques semaines de vacances, il parcourt les rues du bourg au volant de sa camionnette dont les plaques arborent les couleurs étasuniennes, ne quitte pas ses lunettes de soleil (accessoire bien rarement usité par le reste de la population) et ses habitudes de langage comme ses vêtements ne laissent aucun doute sur l'adoption du mode de vie nord-américain. Il consacre aussi une partie de son temps à visiter et superviser les tâches quotidiennes et les travaux de construction (enclos autour des parcelles, transformation des maisons ou des bâtiments de l'exploitation, etc.) qui ont été engagés à l'occasion de son retour. Son père, ses frères et ses sœurs, avec qui il est associé pour la constitution du capital foncier comme pour le développement du cheptel, vivent tous, chacun dans leur foyer, dans le centre urbain du municpe ou dans des villes moyennes du pays. Ils ont chacun un emploi qui leur assure un salaire et l'exploitation agricole représente pour eux un investissement, un placement

productif pour lequel ils engagent davantage en capital qu'en temps de travail.

Photo 9 . Richard C., Palacagüina.
Janvier 2009.



La valeur de la terre comme patrimoine et capital productif ne cesse d'augmenter et les investissements des familles rurales dont les systèmes d'activité et les socles économiques sont les plus solides continuent de se diriger vers la ressource foncière en valorisant parfois les espaces les plus isolés lorsqu'ils sont adaptés à l'élevage. Dans le même temps, la localisation et l'orientation productive de ces investissements s'articulent à un renforcement du positionnement social et économique des familles concernées dans le tissu urbain. Les migrants de retour ou leurs familles, co-responsables des initiatives productives sur la ressource foncière, vivent en effet le plus souvent dans un espace intégrant à la fois le village rural et la(les) ville(s) moyenne(s) proche(s), s'éloignant toujours davantage du travail agricole.

Lorsque le système de production s'oriente vers l'élevage et que l'exploitation se développe au travers de l'achat et la concentration de superficies de terres moyennes ou grandes, on observe dans la grande majorité des cas la mise en place de relations de faire-valoir indirect. Pour la production vivrière, mais plus encore dans le domaine de l'élevage, les

familles propriétaires qui tiennent l'exploitation bovine et investissent dans la ressource foncière sont davantage dans une logique entrepreneuriale de placement et de commercialisation que dans une dynamique productive impliquant le travail de la terre de la part de la main d'œuvre familiale.

Pour ces familles valorisant les revenus de la migration dans le patrimoine foncier, si les espaces marginaux sont appropriés par le capital et l'investissement dans l'appareil productif, ils le sont beaucoup moins en termes de présence de la force de travail et d'espace vécu. Les tâches agricoles, la responsabilité de la surveillance des troupeaux et de la traite ainsi que l'entretien régulier des pâturages sont, dans tous les cas que nous avons pu rencontrer, au Nicaragua comme au Mexique, délégués à d'autres groupes. En général, les propriétaires construisent ou conservent dans les exploitations les plus reculées des maisons dans lesquelles vivent, seuls ou avec leur famille, les ouvriers agricoles chargés d'assurer au quotidien le travail de la ferme. Parallèlement au salaire reçu, ceux-ci disposent d'une parcelle pour l'auto-provisionnement (maïs, haricots, volailles, etc.) et engagent, selon diverses conditions, des mobilités temporaires sur un espace de proximité. Ils constituent le groupe des paysans-précaires devant faire face à une insécurité tant foncière que migratoire : pour eux, le manque d'accès à la terre s'articule aux logiques de salariat dans le milieu rural mais aussi sur les marchés du travail régionaux.

Conclusion

Au Nicaragua, la proximité des marchés du travail de l'agriculture d'exportation active des mécanismes de mobilités temporaires et circulaires structurant en profondeur les espaces nationaux et régionaux. Dans le même temps, les logiques de localisation et le fonctionnement productif de ces secteurs agricoles commerciaux influent largement sur l'organisation interne des espaces ruraux d'origine en attribuant à la terre comme au travail agricole une certaine valeur économique. A Palacagüina et à Posoltega, les familles rurales -généralement paysannes- gèrent la distribution de la force et du temps de travail entre divers secteurs et espaces de la production agricole, alliant une production vivrière instable et dévalorisée à la vente de la force de travail dans les lieux proches ou lointains de la production agricole globalisée dévoreuse de main d'œuvre flexible. La valeur et la fonction de la terre sont donc déterminées avant tout dans ces contextes par les rapports de forces inhérents au tissu économique rural, l'asymétrie des structures de production et la configuration foncière locales. C'est particulièrement à Posoltega, dans cette région des plaines du Pacifique traditionnellement marquée par la domination et l'exploitation transnationales des ressources, que le rapport des populations rurales à la terre est régi par les modalités du salariat et de la contractualisation du capital foncier, laissant une place très restreinte pour le positionnement social et productif des petits exploitants. Dans la région de Palacagüina, la distribution foncière est moins inégalitaire et le rapport de force entre les différents acteurs du secteur agricole moins brutal. Si la terre représente un capital convoité pour la production de tabac, de café ou bien encore pour l'expansion de l'élevage, les petites et moyennes exploitations paysannes demeurent et parviennent à bénéficier du développement des secteurs commerciaux au travers de la vente de la force de travail, de la location de la terre ou même encore d'investissements à petite échelle.

Côté mexicain, dans le municpe de San Juan Guichicovi, la terre n'est pas l'objet d'une valorisation ni d'une logique de transnationalisation de la part de structures de production capitalisées et extérieures au tissu rural local. Dans le cadre des ejidos -et notamment de

l'ejido principal de San Juan Guichicovi, pas encore concerné par les réformes de marchandisation du foncier- l'accès à la terre et le rapport au travail agricole restent fortement régulés dans un cadre local, par la détention (ou la carence) de pouvoirs politiques ainsi que par les rapports de production et de faire valoir indirect mis en place entre les différents acteurs ruraux²⁴⁵.

En considérant les mécanismes d'organisation et de hiérarchisation socio-productive dans ces différentes configurations foncières locales, on comprend que ce sont avant tout les inégalités consécutives des territorialités rurales qui déterminent le rapport au foncier, le type d'accès à la ressource et aux moyens de production mais aussi l'attribution d'une valeur et d'une fonction à la terre dans le cadre des systèmes d'activités familiaux. Ces rapports de force installés et reproduits ne se trouvent pas bouleversés par les dynamiques de mobilité ou par la circulation de ressources migratoires.

Les principaux investissements pesant avec force sur la valeur et l'exploitation du foncier ne sont en effet, dans aucun des trois terrains d'étude, le fait des familles paysannes ou plus généralement rurales développant des parcours migratoires tels que nous avons pu les décrire. Ils sont plutôt à l'origine des familles les plus puissantes, concentrant à la fois capitaux et pouvoirs politiques au niveau local, ou bien de structures financières ou productives étrangères ou transnationales. Ces acteurs ne dépendent pas de la ressource migratoire pour engager des investissements, consolider l'appareil productif et maintenir l'expression territoriale du pouvoir.

De son côté, la petite frange des producteurs qui réussissent à valoriser la ressource migratoire pour accumuler dans le domaine agricole (« réussite du pari migratoire ») continue d'être largement dépendante des autres secteurs d'activité qu'elle développe amplement en parallèle : leurs exploitations sont souvent déficitaires d'un point de vue monétaire²⁴⁶ et ils restent tributaires des ressources non agricoles engendrées dans les espaces urbains et migratoires.

Dans les trois municipes, le phénomène de concentration du foncier s'articule donc à des

245A. Michel, D. Prunier, et L. Faret, « Familles migrantes et ancrages locaux au Mexique: trajectoires et patrimoines migratoires dans la région de Tehuantepec », *Autrepart* n° 57-58 (2011): 77-94.

246Colin et al., « Systèmes de production et migration dans un village mexicain ».

mécanismes d'accumulation du pouvoir pour lesquels l'enjeu de la migration reste mineur²⁴⁷. Pour la grande majorité des familles, l'accélération du processus de paupérisation et le manque d'accès au moyens de production comme à l'emploi sont les principaux facteurs d'expulsion vers les marchés du travail plus ou moins distants. Le rapport à la terre dans le lieu d'origine est de plus en plus lié à un rapport de travail salarié et à la contractualisation du capital foncier tandis que le maintien de la production vivrière reste en grande mesure possible grâce aux mécanismes de diversification, de circulation et de dispersion des ressources.

Dans ces sociétés rurales, la terre et l'agriculture gardent une place importante dans la définition et l'évolution du rapport à la ruralité, notamment au travers de la transformation des modalités de l'interdépendance entre les exploitations paysannes et les structures de production capitalisées, impliquant divers niveaux d'échelle et conditions de mobilité.

Mais on voit bien que le foncier et la production domestique ne régissent plus les fonctionnements sociaux et productifs paysans, alors que, parallèlement, une part de plus en plus importante de la population rurale n'entretient plus aucun lien productif avec le secteur agricole. La question de la place donnée au modèle paysan dans la compréhension des dynamiques rurales est donc centrale²⁴⁸ et nous tenterons à présent de contribuer à une approche renouvelée en considérant un éventail large de ressources structurant l'espace rural. Le potentiel à capter les ressources variées et dispersées nous semble en effet central pour permettre l'ancrage et la reproduction de la vie rurale.

247E. Léonard, *Una historia de vacas y golondrinas: ganaderos y campesinos temporeros del trópico seco mexicano* (Zamora: El Colegio de Michoacán, 1995).

248Kayser, *Paysans et ruraux : la nécessité de l'alliance*.

CHAPITRE 6. Les systèmes de ressources ruraux : activités multi-localisées, transferts et socles productifs

La question de la place et de la fonction du milieu rural dans les processus de développement économique national et de transformation des cadres socio-culturels s'est continuellement posée depuis la deuxième moitié du 20^e siècle. En Amérique centrale, depuis trois décennies environ, de nouvelles conditions d'intégration aux dynamiques globales et néolibérales ont violemment bouleversé les possibilités d'articuler le développement rural à l'économie de marché, à la fois créatrice de pôles de richesses et d'espaces à la marge. Aujourd'hui, c'est justement la problématique de la marginalisation des espaces ruraux et de la force de travail ne parvenant pas à obtenir les ressources suffisantes en demeurant dans son lieu d'origine qui semble s'imposer. Pour K. Appendini et G. Torres-Mazuera,

« Les paysans et le milieu rural sont perçus comme des facteurs résiduels d'une économie globale, compétitive, de haute technologie, dans laquelle les petits producteurs ruraux n'ont plus leur place, étant qualifiés d'inefficaces et de non-compétitifs* »²⁴⁹.

Les dynamiques sociales et productives développées au sein du milieu rural ne cessent pourtant de faire preuve d'une capacité sans cesse renouvelée à s'insérer, depuis la marge, dans les logiques les plus poussées de l'économie globalisée, participant de la polarisation des flux de personnes et de richesses comme de l'activation de réseaux structurants et créateurs de nouvelles formes de territorialité.

En sciences sociales, les questionnements sur le monde rural se sont le plus souvent portés sur la question foncière et agricole comme éléments déterminants des transformations productives, des pratiques culturelles et politiques mais aussi des organisations économiques familiales, en faisant apparaître la figure paysanne comme indissociable du monde rural. L'économie familiale tournée sur la petite exploitation agricole englobe

²⁴⁹Appendini et Torres-Mazuera, *¿Ruralidad sin agricultura?: perspectivas multidisciplinares de una realidad fragmentada*, 13-14.

pourtant de plus en plus la perception de revenus extérieurs variés, d'origine commerciale, artisanale, salariée ou encore agricole dans le cas d'emplois journaliers de l'agriculture d'exportation. D'ailleurs, l'unité économique paysanne considérée par A. Tchayanov en 1925 comme une unité de consommation et de production se construit et se développe déjà dans l'ensemble de ses travaux et des activités économiques réalisées par la main d'œuvre familiale²⁵⁰, que ce soit au sein de l'exploitation domestique ou par la vente de la force de travail en échange d'un salaire.

Si l'organisation économique des familles liées à la ressource foncière inclut une part toujours plus importante d'activités et de revenus non agricoles, il est à fortiori indispensable de considérer le milieu rural au delà de son caractère agricole en ayant à l'esprit la part de la population active qui ne dépend pas de la terre mais développe néanmoins un mode de vie et de reproduction rural. Dans nos espaces d'étude, rappelons que plus de la moitié des familles enquêtées ne travaillent pas la terre mais vivent néanmoins la ruralité au travers de l'intégration au marché du travail local, de l'appartenance à un lieu de résidence et à un groupe de référence communs.

En Amérique centrale comme dans de nombreuses régions du monde, les conditions de production et de commercialisation ainsi que l'évolution des rapports de force entre les structures et les espaces de la production agricole ont en effet transformé en profondeur les dynamiques d'occupation de la main d'œuvre rurale qui a dû réorienter ses stratégies de subsistance et de développement en élargissant le champs des secteurs d'activité mais aussi des espaces fournisseurs d'emplois. Une tradition de mobilité ancienne est donc articulée au mode de vie et de reproduction rurale, permettant de flexibiliser l'organisation économique et de maintenir la présence dans l'espace de référence, notamment au travers des pratiques de circulation et de mobilités temporaires²⁵¹.

Mais au cours de la dernière décennie, les sociétés centraméricaines ont vécu un tournant décisif concernant la gestion de la dispersion de la force de travail familiale en accélérant

²⁵⁰Tchayanov, *L'organisation de l'économie paysanne*.

²⁵¹Roberts, « Agrarian structure and labor mobility in rural Mexico »; J. Dandler et C. Medeiros, « Migración temporaria de Cochabamba, Bolivia, a la Argentina: patrones e impactos en las areas de envío », in *Pessar P: Fronteras permeables: migración laboral y movimientos de refugiados en América* (Université du Texas: Planeta, 1991), 19-53; Marchal et Quesnel, « Dans les vallées du Burkina Faso, l'installation de la mobilité »; Gubert, « Migration et gestion collective des risques. L'exemple de la région de Kayes (Mali) »; Cortes, *Partir pour rester : survie et mutations de sociétés paysannes andines, Bolivie*.

l'intégration aux marchés du travail plus lointains et en expérimentant ainsi des conditions de voyage, de séjour, de travail et de circulation tout à fait distinctes. Tout à la fois intégrées et marginalisées par rapport à ces dynamiques d'internationalisation de la force de travail, les familles rurales doivent redéfinir l'organisation de l'unité de production en adaptant les systèmes de solidarité, de responsabilité et de transmission des ressources (agraires, productives, patrimoniales, mais aussi migratoires) aux nouvelles conditions de distribution de la main d'œuvre.

Les logiques d'usage des transferts, les pratiques de circulation et donc l'ensemble des modalités de participation aux dynamiques sociales et productives de l'espace rural d'origine diffèrent selon le lieu de destination et les conditions d'intégration à la société d'accueil et au marché du travail pour le migrant, mais aussi selon l'intensité des relations tissées et entretenues avec le reste de la famille. L'impact financier, productif et social de la migration est ainsi largement associé « aux formes et aux modalités spatio-temporelles de la mobilité »²⁵².

L'étirement de l'espace familial et de la territorialité rurale est donc clairement en marche ; il doit être administré, négocié et maîtrisé selon de nouvelles modalités, entraînant la réorganisation de la distribution, de la canalisation et de la transmission des ressources dans les espaces ruraux d'origine.

La circulation migratoire, créatrice de territoires, est activée par des logiques spatiales et temporelles (des territoires ou des nations s'emboîtent au travers d'une certaine articulation des temps de séjour et des pratiques flexibles de mobilité) mais aussi par une part essentielle de décision, d'initiative et de projection : « posant la question du politique, [la circulation migratoire] est un va-et-vient permanent entre les différents lieux de l'espace migratoire »²⁵³. En s'adaptant à l'étirement des distances parcourues et des temps de l'absence qui séparent les membres de la famille, c'est bien la « disposition transversale » et la « capacité de multi-présence »²⁵⁴ qui doivent être mobilisées pour que la ruralité soit maintenue, mais aussi générée et transmise. De la même manière que dans les

252V. Baby-Collin, G. Cortes, et L. Faret, « Transferts migratoires, trajectoires de mobilité et développement. Approche comparée en Bolivie et au Mexique », in *Baby-Collin V., Cortes G., Faret L. et Guetat-Barnard H.: Migrants des suds* (Marseille: IRD ; Presses universitaires de la Méditerranée, 2009).

253Dorai et al., « Bilan des travaux sur la circulation migratoire », 77.

254A. Tarius, « Intérêt et faisabilité de l'approche des territoires des circulations transnationales », in *Cortes G. et Faret L.: Les circulations transnationales: lire les turbulences migratoires contemporaines* (Paris: A. Colin, 2009), 43.

contextes de migration européennes²⁵⁵, c'est donc la dynamique de circulation -et par conséquent la dynamique de non-circulation, les mécanismes de frein à la circulation et l'accentuation des difficultés à aller et venir- qui constituent les éléments clés de la formation comme de la réorganisation des logiques d'interdépendance, de subsistance et de reproduction dans les campagnes centraméricaines.

Ce chapitre a pour objectif la compréhension des articulations spatiales et temporelles qui permettent aux familles rurales dispersées de maintenir dans le lieu d'origine une structure socio-productive, des relations de solidarité et l'établissement d'un ancrage territorial garant de l'appartenance au monde rural. C'est donc depuis la perspective de l'espace d'origine, de l'espace rural constitué en plate-forme de diffusion et de polarisation des circulations migratoires, que l'on choisit d'observer la gestion des ressources multi-localisées. Comment la migration intervient-elle dans l'ensemble des mécanismes de gestion des ressources rurales, et ce au travers de la mobilisation de multiples niveaux d'échelle spatiale ? Comment l'organisation des ressources, gérée *sur place* permet-elle de se lier, de s'associer, de s'ancrer ?

Deux axes majeurs nous permettent d'éclairer cette perspective. Dans un premier temps, c'est au travers de l'observation des modalités de transfert et d'usage des revenus de la migration que l'émergence de nouvelles dynamiques territoriales et productives seront mises en lumière. Des priorités s'établissent et des projets individuels ou collectifs se formulent en effet dans le lieu d'origine, attribuant aux remises un rôle spécifique dans l'établissement des échanges, des accords et des négociations entre les membres de la familles qui contribuent tous, selon diverses modalités de présence et d'absence, à transformer le tissu rural.

Dans un deuxième temps, la question des *capacités* et des ressources mobilisées par la famille dans la distance, dans le temps et dans l'organisation productive nous permettra de mieux saisir la densité des liens entre les ressources issues de différents degrés de mobilité et les configurations socio-productives constitutives des conditions d'ancrage et de

255Y. Charbit, M.A. Hily, et M. Poinard, *Le va-et-vient identitaire: migrants portugais et villages d'origine* (Paris: Presses universitaires de France, 1997); Arab, *Les Aït Ayad: la circulation migratoire des marocains entre la France, l'Espagne et l'Italie*; S. De Tapia, « Le champ migratoire turc et l'Europe », in Jund A., Dumont P. et De Tapia S.: *Enjeux de l'immigration turque en Europe. Les Turcs en France et en Europe* (Paris: L'Harmattan, 1995), 15-38.

positionnement au sein de l'espace d'origine. Il s'agit donc d'évaluer le potentiel d'agrégation et de consolidation des patrimoines et des ressources de nature variée autour de *socles productifs* susceptibles d'être valorisés dans un espace qui peut être symbolisé comme *l'île au cœur du réseau*, garante de la cohésion et de la résistance face à la discontinuité de l'« archipel familial »²⁵⁶. La famille existe et se reproduit donc dans sa forme réticulaire et malléable ; elle participe à la transformation du territoire rural par la mobilisation et la modélisation flexible d'un *système de ressources* aux multiples points d'ancrage.

256E. Léonard, A. Del Rey, et A. Quesnel, « De la comunidad territorial al archipiélago familiar. Movilidad, contractualización de las relaciones intergeneracionales y desarrollo local en el estado de Veracruz. », *Estudios sociológicos* 22, n° 3 (2004): 557-589; A. Quesnel, « El concepto de archipiélago: una aproximación al estudio de la movilidad de la población y a la construcción de lugares y espacios de vida », in *Lara Flores S.M.: Migraciones de trabajo y movilidad territorial* (Mexico DF: Estados Unidos Mexicanos, LXI Legislatura, Cámara de Diputados : Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología : Miguel Ángel Porrúa, 2010), 19-46.

1. Investissements et projections dans le milieu rural

Les revenus de l'émigration représentent une des thématiques centrales dans les études des dynamiques migratoires et des organisations économiques familiales, dans le cadre des relations et échanges transnationaux²⁵⁷. L'évaluation du montant des remises mais aussi l'analyse des conditions de transferts et d'usage des devises extérieures alimentent bien sûr de très nombreux travaux au Mexique²⁵⁸, tout comme dans plusieurs contextes nationaux de l'isthme centraméricain²⁵⁹.

Dans cette région, l'intérêt porté à la question, par les recherches universitaires mais aussi par les institutions internationales ou les organisations non gouvernementales, est en soi fortement évocateur de la place donnée à ces revenus par les politiques publiques, les discours des agences internationales ou des institutions nationales, dans une perspective de développement des sociétés et des territoires d'origine des migrants. Il est donc question d'une ressource qui se place effectivement au cœur des processus de transfert pour les groupes socio-économiques évoluant dans le champ migratoire et, parallèlement, d'un phénomène relevant des échanges financiers, des dynamiques de mondialisation et

257 Delgado Wise et Cypher, « The Strategic role of Labor in Mexico's Subordinated Integration into the us Production System Under nafta »; R. Delgado Wise, R. García Zamora, et H. Márquez Covarrubias, « México en la órbita de la economía global del trabajo barato: dependencia crítica de las remesas », *Theomai Journal* n° 14 (2006).

258 R. Corona Vázquez, « Monto y uso de las remesas en México », in *Tuirán R.: Migración México - Estados Unidos. Opciones de política* (México: Secretaría de Gobernación, CONAPO, Secretaría de Relaciones Exteriores, 2000), 334; J. Cohen H. et L. Rodríguez, « Consecuencias de las remesas en las zonas rurales de Oaxaca, México: retos, opciones, y oportunidades para los hogares de emigrantes », in *Aguirre Ochoa J.I. et Pedraza Rendón O.H.: Migración internacional y remesas en México* (México: Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo, Instituto de investigaciones económicas y empresariales, Universidad Autónoma de Zacatecas, 2004), 359; F. Torres, *Las remesas y el desarrollo rural en las zonas de alta intensidad migratoria de México*. (México DF: Naciones Unidas, CEPAL, 2001); E. Janssen et A. Escobar Latapí, « Remesas y costo de oportunidad. El caso mexicano », in *Escobar Latapí A.: Pobreza y migración internacional* (México: CIESAS, 2008).

259 M. Orozco, « The impact of migration in the Caribbean and Central American region » (FOCAL, 2003); CEPAL, « Informe de la reunión de expertos sobre uso productivo de las remesas en Nicaragua » (CEPAL, 1999); R. Castellón Zamora, « Investigación del impacto de las remesas en la economía local de la zona seca de Chinandega, Carazo y Managua » (FOA, Ford foundation, 2003); R. Castellón Zamora, « Investigación de modelo de usos de remesas en el municipio de El Sauce. » (Organización de las Naciones Unidas para la agricultura y la alimentación, 2004); FAO, « Proyecto piloto: "uso de remesas", como una herramienta de apoyo para la toma de decisiones en proyectos productivos, la seguridad alimentaria y el apalancamiento de inversiones para el desarrollo agropecuario en Nicaragua » (FAO, 2004); R. Monge González, O. Céspedes Torres, et J.C. Vargas Aguilar, « Remesas Sur-Sur: Importancia del corredor Costa Rica-Nicaragua » (Academia de Centroamérica, 2009).

d'exportation de la main d'œuvre familiale depuis les régions les plus marginalisées, étant ainsi bien souvent observé et considéré comme une opportunité, un outil de développement.

Qu'en est-il du point de vue des structures familiales dispersées et de l'économie rurale déterritorialisée ? Au-delà de la problématique de l'alimentation des économies des régions émettrices de main d'œuvre aux échelles tant micro que macro, nous faisons l'hypothèse d'une articulation différenciée entre la réception de revenus de la migration et l'ensemble des fonctionnalités socio-productives rurales, selon les configurations familiales administrées dans le temps et dans l'espace.

1.1. Transferts financiers et postes de dépense privilégiés

1.1.1. Modalités de réception des remises

Les débats sont vifs quant à l'importance des revenus migratoires tant au niveau des économies nationales ou locales²⁶⁰ que du point de vue du rôle des pouvoirs publics dans leur mise en valeur²⁶¹ ou de l'utilisation qui en est faite au sein des familles²⁶². Entre exportation de la force de travail et dépendance des transferts monétaires, ce sont donc les questions d'intégration des espaces d'origine des migrants ainsi que de modèles de développement qui semblent se poser, notamment quand la fragilité ou l'instabilité de ces

260F. Lozano Ascencio, « Experiencias internacionales en el envío y uso de remesas », in *Tuirán R.: Migración México – Estados Unidos. Opciones de política* (México: Secretaría de Gobernación, CONAPO, Secretaría de Relaciones Exteriores, 2000), 334; M. Orozco, « Globalization and Migration: The Impact of Family Remittances in Latin America », *Latin American Politics and Society* 44, n° 2 (2002): 41-66; E. Montoya Zavala, « Experiencias internacionales en el uso productivo de las remesas », *Migración y Desarrollo* n° num.6 (2006): 131-150; Banque Mondiale, « Global economic prospects 2006 : economic implications of remittances and migration », 2006.

261J. Carling, « Interrogar las remesas: preguntas centrales para reflexiones más profundas y políticas más adecuadas », in *Castels S. et Delgado Wise R.: Migración y desarrollo: perspectivas desde el sur* (México: Universidad Autónoma de Zacatecas, Miguel Ángel Porrúa, INM, 2007); C. Stefoni, « Migración, remesas y desarrollo Estado del arte de la discusión y perspectivas » (RIMISP - Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural, 2011).

262L.R. Morán Quiroz, « El impacto material y cultural de los envíos de los migrantes: la jerarquía en las contribuciones al cambio y mantenimiento del imaginario local » (*Migración y Desarrollo*, novembre 15, 2010); T. Cruz Cruz, « ¿Pueden las remesas abatir la pobreza? Efecto económico y modelos distributivos de las remesas en una comunidad de la región chatina », in *Escobar Latapí A.: Pobreza y migración internacional* (México: CIESAS, 2008).

revenus extérieurs sont mis en lumière, avec par exemple l'importante diminution des remises reçues au Mexique depuis les États-Unis à partir de la crise de 2008²⁶³.

Dans nos cas d'étude caractérisés par la multi-polarisation des espaces migratoires et par des contextes très divers en termes de potentiels et de conditions d'envoi des remises, l'analyse de la place des revenus extérieurs dans le budget familial nous mène à l'observation de situations largement hétérogènes. Selon le lieu de destination du ou des migrants du foyer, mais aussi selon ses conditions d'intégration au marché du travail et le type de relations économiques et productives entretenues avec la partie de la famille *qui reste*, le montant des remises reçues dans le lieu d'origine est en effet très variable²⁶⁴. L'évaluation précise de ces transferts reste délicate au travers des méthodologies de l'enquête mais on peut dans un premier temps saisir les inégalités qui se dessinent entre les familles au niveau de la réception de ces revenus extérieurs.

ENCADRÉ METHODOLOGIQUE N.3
- Évaluation de la réception des remises -

Dans le questionnaire d'enquête, chaque famille déclare le nombre de migrants (qu'il(s) soi(en)t membre(s) du foyer ou non) qui envoie -ou bien qui apporte lors des périodes de retour- des remises depuis la dernière année. Pour les familles qui reçoivent ces remises, elles indiquent pour chacun des individus émetteurs :

-son sexe,

-son lieu de migration,

-le montant moyen par envoi (montant exprimé par tranche pour éviter d'avoir à évoquer des sommes brutes, et en dollars pour permettre la comparaison entre les situations mexicaines et nicaraguayennes) : moins de 50 \$ / de 50 à 75 \$ / de 75 à 120 \$ / plus de 120 \$.

-la fréquence des envois : hebdomadaire / bimensuel / mensuel / trois fois par an / une

263R. Alarcón et al., « La crisis financiera en Estados Unidos y su impacto en la migración mexicana », *Migraciones internacionales* 5, n° 1 (2009): 193-210.

264D. Prunier, « Los impactos de la migración internacional en el campo nicaraguense: las transformaciones de la organización productiva familiar », *Trace* n° 60 (2011): 54-68.

fois par an.

Les possibilités de mesurer de façon exacte le montant et la part des remises dans le budget familial sont donc limitées par l'instabilité de ces pratiques mais surtout par la réserve des chefs de familles quant à la déclaration de ces revenus. Nous cherchons ainsi, tout en prenant en compte les problèmes de validité de ces informations, à différencier les familles selon qu'elles perçoivent ou non des remises dans **la tranche des montants élevés et/ou de manière régulière.**

De nouvelles valeurs ont donc été créées pour déterminer

- d'une part, que la famille reçoit de la part d'au moins un migrant un montant de plus de 75 dollars par envoi (correspondant à environ 1000 pesos mexicains et 1800 córdobas nicaraguayens), ce qui nous permet de détecter une capacité d'envoi importante et un certain potentiel dans l'usage quotidien ou productif des revenus extérieurs ;
- d'autre part, que la réception des remises ne se fait pas de manière exceptionnelle, c'est à dire au moins tous les mois, ce qui nous permet d'attribuer à ces familles le bénéfice d'un revenu stable -même si le montant est faible- sur lequel elles peuvent compter à moyen ou long terme.

Les données présentées dans le tableau suivant nous permettent de détecter une partie des facteurs de différenciation entre les familles engagées dans la migration mais aussi de repérer les distinctions qui se font jour entre les trois municipes étudiés, en terme de réception de remises.

Tableau 21. Situation des familles par rapport à la réception de remises, en pourcentage du total des familles enquêtées

	Pas de remises	Perception de remises dans la tranche des montants élevés (au moins 75 dollars/envoi)	Fréquence d'envoi régulière (au moins tous les mois)
San Juan Guichicovi	57,6	8,9	25,8
Palacagüina	26,5	47,2	56,3
Posoltega	27,3	25,9	64

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

En premier lieu, il faut souligner que l'engagement d'un foyer dans la migration, c'est à dire la présence d'un ou plusieurs membre(s) à l'extérieur est loin d'impliquer automatiquement la réception de revenus provenant du(es) salaire(s) obtenu(s) en migration. On voit ainsi que dans les deux municipes nicaraguayens, plus d'un quart des familles engagées dans la migration déclarent ne recevoir aucune remise, et que, à San Juan Guichicovi, cette part dépasse la moitié de l'échantillon.

Pour cette région de l'Isthme, ces données viennent confirmer la part importante de parcours migratoires qui s'effectuent au moment du cycle de vie correspondant à la constitution d'un foyer propre et pour lesquels les revenus de la migration sont consacrés à la construction de la maison dans le village d'origine ou encore aux dépenses de la vie quotidienne, quand le couple et éventuellement les enfants résident ensemble dans le lieu de destination. Dans le questionnaire, ce sont en effet souvent les parents (génération antérieure) qui ont déclaré le ou les migrant(s) comme faisant partie du foyer, ou de la famille²⁶⁵ en les considérant donc comme membres intégrés à la structure socio-économique et au fonctionnement organique de l'économie familiale sans que ceux-ci n'y contribuent proprement en termes de remises.

Ces données complètent ainsi ce qui a été vu précédemment au travers de la distribution des périodes de mobilité par rapport aux étapes du cycle de vie et des secteurs d'occupation des actifs dans les différents espaces de mobilité : pour les deux profils majoritaires à San Juan Guichicovi par exemple (employé(e) de commerce dans la ville de

²⁶⁵ Les questions de définition de ces entités -foyer et famille- se posent nettement ici et seront l'objet du chapitre 7.

Mexico et agent des forces armées dans le nord du pays ou dans la capitale), la migration intervient en effet dans un contexte où les jeunes générations d'actifs ne parviennent pas à s'intégrer aux structures productives de l'ejido ou plus généralement du tissu économique rural et constituent donc à l'extérieur (majoritairement au sein des frontières nationales) les bases de leur propre foyer.

Dans un deuxième temps, la variable attribuant aux familles la perception de remises situées dans la tranche des montants élevés vient apporter un élément supplémentaire sur les conditions et les potentiels d'envoi de revenus extérieurs.

Si moins d'un dixième des familles de San Juan Guichicovi déclare recevoir plus de 1000 pesos de la part d'un des membres migrants rattaché au foyer, c'est aussi en partie parce que les salaires obtenus en migration permettent souvent de subvenir aux besoins quotidiens et/ou aux projets d'amélioration des conditions de vie (dans l'espace d'origine ou de migration) sans permettre de dégager de surplus. Dans les principaux espaces de mobilité appropriés depuis San Juan Guichicovi (ville de Mexico, région du Centre-Sud ou du Nord-Ouest du pays), les différentiels de salaires restent faibles et la migration constitue davantage un élargissement temporaire ou durable des espaces du marché du travail, un étirement ou une distension de l'économie familiale rurale, qu'une opportunité garantissant la constitution d'une épargne, la possibilité de transferts importants vers le lieu d'origine ou la disponibilité de revenus élevés qu'on pourra consacrer à des projets productifs.

Dans les municipes nicaraguayens, la part des familles recevant des sommes élevées est largement plus haute : avec un quart pour Posoltega et presque la moitié pour Palacagüina, on peut établir un lien direct entre cette capacité d'envoi de remises située dans la tranche des montants élevés et l'obtention de salaires plus conséquents en migration, notamment depuis le marché du travail nord-américain. La part des migrants travaillant aux États-Unis au moment de l'enquête (15,5 pour Posoltega et 38,6 pour Palacagüina) est nettement associée à la disponibilité de revenus extérieurs dégagés pour les transferts vers la famille dans le milieu rural d'origine.

Enfin, c'est en termes de fréquence des envois que l'on peut percevoir une distinction entre

les familles pour la réception des remises.

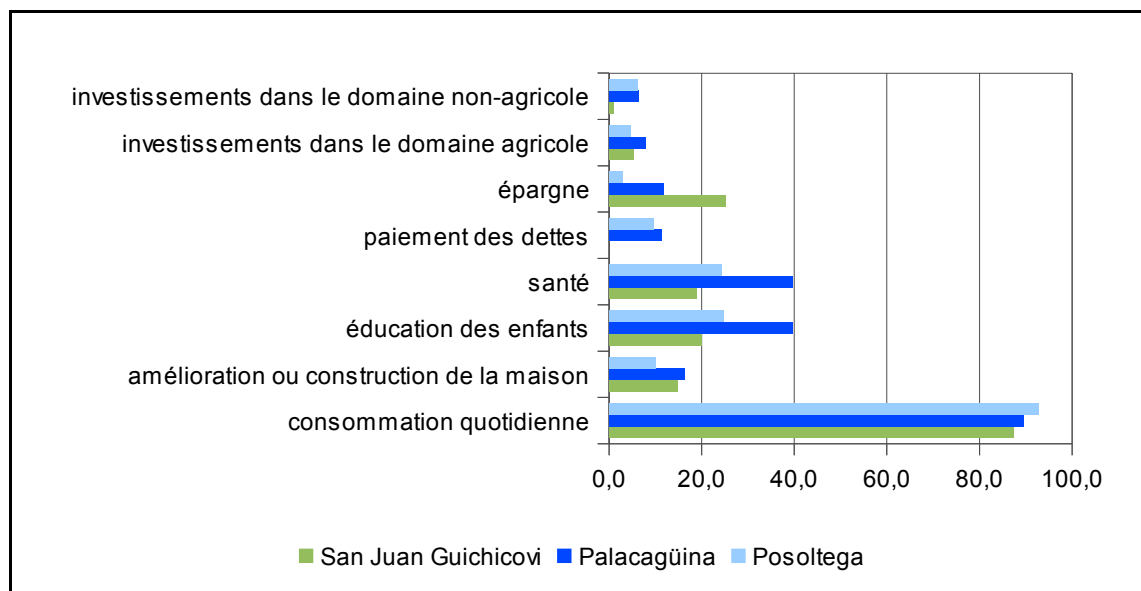
La part des familles pouvant compter sur un apport financier extérieur régulier n'est que de 25% à San Juan Guichicovi tandis qu'elle s'élève à 56,3% pour Palacagüina et 64% à Posoltega. De la même manière, ces chiffres témoignent de l'importance limitée des revenus de la migration dans les économies familiales des foyers de l'Isthme pour lesquelles les dynamiques de mobilité ne correspondent que rarement à des mécanismes de soutien stable et constant du budget familial pour les besoins de la vie quotidienne ou pour l'établissement de projets productifs à plus long terme. En revanche, les migrations circulaires qui sont à l'œuvre au Nicaragua s'associent pour leur part à des logiques de contribution régulière aux dépenses de la famille *qui reste*. Pour ces deux municipes, et tout particulièrement à Posoltega pour lequel plus de 80% des voyages s'effectuent vers le Costa Rica -souvent dans le cadre de mobilités saisonnières-, l'intégration temporaire aux marchés du travail régionaux et les pratiques de va-et-vient entre les lieux de destination et le village d'origine garantissent en effet dans de nombreux cas l'apport de ressources migratoires qui constituent un des socles de l'économie familiale rurale, même si le montant des remises reste modéré.

1.1.2. Usages des remises

Pour les familles qui déclarent recevoir des revenus extérieurs de la part du ou des membre(s) en migration, on cherche à préciser de quelle manière ces ressources ont été utilisées en demandant au chef de famille d'énoncer le ou les poste(s) de dépense -au maximum trois, et par ordre de priorité (voir questionnaire en annexe 1). Dans le graphique suivant, on voit que, pour les trois municipes, les revenus migratoires sont utilisés en totalité ou en partie pour la consommation quotidienne dans 80 à 90% des familles. L'éducation et la santé constituent les deux postes de dépenses suivants, avec entre 20 et 40% des familles qui déclarent y consacrer une partie des remises. Viennent ensuite l'amélioration ou la construction de la maison, l'épargne (poste particulièrement cité par les familles de l'Isthme), et le paiement de la dette (pour les familles nicaraguayennes qui doivent dans les premières années de migration rembourser les frais de passeur correspondant au voyage vers les États-Unis). Les investissements productifs,

eux, ne constituent un poste de dépense que pour une minorité de familles.

Graphique 34. Part des familles déclarant consacrer une partie de leur remises à un poste de dépense, en pourcentage du total des familles recevant des remises



Source : Enquête TRANSITER, 2009.

L'évaluation du montant des remises et la qualification des postes de dépense qui y sont associés nous permettent de cerner les modalités des transferts migratoires et leur place parmi l'ensemble des mécanismes d'échanges et de circulations qui forment les champs migratoires, sans pour autant constituer pour nous l'objet central de la recherche. Par notre approche, nous prétendons moins apporter des éléments nouveaux en termes de mesure ou de caractérisation des modes de transferts monétaires de la migration (thématiques déjà très étudiées et alimentées par de nombreux travaux dans différents contextes migratoires) que contribuer, par une perspective plus étendue et combinée, à la compréhension des logiques de perception de ressources diverses et complémentaires qui structurent les économies familiales rurales engagées dans des dynamiques de mobilité. Nous cherchons donc à saisir comment les ressources migratoires -en tant que revenu mais aussi en tant que stratégie- s'intègrent aux logiques de développement et de maintien des activités et de la vie rurale, s'articulent aux perspectives de production, de travail et de vie familiale, et s'associent enfin aux ressources locales qui composent le tissu social et

économique des espaces d'origine des migrants.

1.2. Le rapport au rural dans la dispersion : valorisations des ressources migratoires et mise à l'épreuve de la famille face à l'absence

L'influence de la dynamique migratoire sur l'espace d'origine correspond souvent au scénario du « partir pour rester » -exposé pour le contexte bolivien dans la thèse doctorale de G. Cortes²⁶⁶- et à de nouveaux rapports d'interdépendance entre les espaces appropriés par les migrants et leurs familles, dans des conditions d'absence et de mise à distance très diverses. Dans cette configuration faisant écho à nos régions d'étude centraméricaines, l'élargissement de la « sphère socio-spatiale de vie »²⁶⁷ des populations rurales est mise en œuvre sans que l'éloignement (spatial, social et symbolique) n'implique de rupture brutale ni de phénomènes de désolidarisation, mais plutôt dans un objectif de maintien et de reproduction à long terme dans le lieu d'origine, porté de manière tant individuelle que collective sur un espace réticulaire qui peut se rétracter ou se déployer au fil du temps, selon les urgences, les besoins et les opportunités. En étirant dans l'espace et dans le temps les systèmes d'activité familiaux, on reformule depuis l'extérieur (les espaces de mobilité) mais aussi depuis l'intérieur (le lieu d'origine, où vivent et travaillent *ceux qui restent*), l'appartenance à un milieu rural distendu, en modelant des stratégies de reproduction qui permettent de se maintenir, c'est à dire de produire, travailler et résider dans cet espace rural de référence.

1.2.1. « Ya tiene bastante de estar allá, y no se ve la diferencia ». Des remises pour élargir les alternatives de subsistance : persistance de l'insécurité, résistance et maintien

Le maintien des conditions de la ruralité a pour fonction principale de permettre l'activité

²⁶⁶Cortes, *Partir pour rester : survie et mutations de sociétés paysannes andines, Bolivie.*

²⁶⁷Ibid., 317.

et d'assurer le quotidien de ceux qui ne partent pas, tout comme de ceux qui engagent des parcours de mobilité mais projettent le retour, qu'il soit fréquent ou qu'il soit envisagé sur un temps plus long.

Mais la migration ne parvient que très rarement à modifier en profondeur les conditions de production et de développement du tissu économique dans l'espace d'origine : si l'insécurité de la production -tant agricole que commerciale, artisanale ou de services- n'est pas réduite, c'est parce que les revenus de la migration ne sont pas en mesure de combler ou d'atténuer véritablement les déficiences structurelles dans les territoires ruraux. Il s'agit donc pour les familles rurales -qu'elles soient d'ailleurs engagées ou non dans une dynamique migratoire- de jouer sur différentes alternatives productives et de diversifier les sources de revenus afin de parvenir à conserver dans l'espace de vie les moyens financiers, les structures et les réseaux socio-productifs sur lesquels peuvent se baser les stratégies de reproduction. Dans ce contexte de marginalisation structurelle des espaces ruraux centraméricains, la migration est loin de constituer un remède et les revenus obtenus à l'extérieur ne se transforment que marginalement en un levier efficace pour une amélioration substantielle des conditions de vie et de production.

Dans nos espaces d'étude, et particulièrement dans les contextes migratoires de circulation au sein des espaces de mobilité de proximité, les revenus de la migration ne peuvent être envisagés comme des instruments de développement de l'appareil productif des familles ou comme une source de revenus complémentaires solide qui permettrait d'étendre automatiquement les possibilités de dépense et d'épargne. Au contraire, dans une grande majorité des familles rurales dont au moins un membre exerce un emploi en migration, les revenus obtenus à l'extérieur proviennent des espaces de mobilité régionaux pour lesquels le différentiel de salaire reste modéré et correspondent souvent par ailleurs à des périodes de mobilité saisonnières, et par conséquent à des apports financiers non pérennes : comme on l'a vu dans le chapitre 4, les temps de séjour au sein des frontières nationales sont majoritairement inférieurs à 3 ans pour le municpe de San Juan Guichicovi, et les voyages vers le Costa Rica, principale destination des nicaraguayens, sont à plus de 80% d'une durée inférieures à 1 an. Rares sont donc les familles qui peuvent compter sur un transfert monétaire conséquent et surtout régulier ; les revenus de la migration qui constituent la plupart du temps les ressources permettant d'assurer le quotidien ne parviennent

généralement qu'à remplacer les revenus qui ne peuvent être captés dans le milieu rural, à combler le manque d'alternative et la faiblesse des ressources locales.

A. Canales Cerón pose ainsi la question de la nature réelle de ces revenus migratoires transférés aux familles et insiste sur leur faible potentiel d'épargne ou de constitution d'un capital pour l'assurance ou la mise en place d'effets multiplicateurs :

« Comme épargne externe, on a tendance à leur attribuer un pouvoir qu'elles n'ont pas, en les considérant comme une possible source de financement des processus d'investissement et de transformation productive dans les communautés d'origine. [...] Il est clair qu'en tant que salaire, les remises n'ont aucun pouvoir ou capacité de développement et de transformation économique et productive dont ne disposent pas les autres types de salaire.*»²⁶⁸

Dans un grand nombre de cas observés au cours de cette recherche, les remises viennent en effet remplacer plus que compléter les revenus locaux. Bien plus qu'une ressource supplémentaire, une forme d'épargne ou un *bonus* dont pourraient bénéficier les familles pour mener à bien divers types de projets -pour l'amélioration de la qualité de vie (habitation, santé, éducation, etc.) ou pour le développement de l'activité- les revenus de la migration relèvent souvent simplement du revenu salarié, sans détenir de potentiel supplémentaire sur la transformation de la structure économique familiale et plus largement rurale. En diversifiant les secteurs d'activité et les espaces de mobilité, les familles engagées dans la migration captent des revenus dont la fonction et l'attribution ne diffèrent que très peu des revenus obtenus depuis le milieu rural d'origine : les remises ne sont alors que « la forme adoptée par le salaire dans le cas des travailleurs migrants*»²⁶⁹.

Avec Fabio T, dont nous avons décrit l'itinéraire de mobilité dispersé et sectionné vers les trois pays voisins du Nicaragua²⁷⁰, nous avons décortiqué le fonctionnement du budget familial et la gestion des périodes d'absence, de retour, de chômage, ainsi que les potentiels

268A. Canales, « Las remesas de los migrantes: ¿fondos para el ahorro o ingresos salariales? », in *Zárate Hoyos G.A.: Remesas de los Mexicanos y centroamericanos en Estados Unidos. Problemas y perspectivas* (México: COLEF, 2004), 124.

269Ibid., 123.

270 Voir chapitre 3, pages 176-177.

économiques dont dispose sa famille à partir de l'utilisation des revenus migratoires.

Fabio a effectué une dizaine de voyages au total entre 2002 et 2009, principalement au Costa Rica, mais aussi au Salvador et au Guatemala.

Il dit avoir réussi à envoyer ou à rapporter lors de ses fréquents retours à Posoltega en moyenne 300 dollars, entièrement consacrés aux dépenses quotidiennes du foyer. Par ailleurs, avant chaque départ, il devait s'assurer que sa famille disposait de 2 à 3 000 córdobas (environ 100 à 150 dollars) de « provisions » pour pouvoir se maintenir en attendant le prochain apport de revenus depuis son lieu de migration.

Au moment de notre entretien, peu de temps après son dernier contrat dans le secteur de la construction au Costa Rica, il est de retour dans son foyer et déclare disposer de 1 200 dollars correspondant à ce qu'il a pu mettre de côté durant les derniers 18 mois de migration (salaire + prime de vacances). Cette somme, déjà utilisée en partie, est destinée à la consommation quotidienne, au paiement des dettes contractées auprès de l'épicerie et auprès de la banque (pour un prêt ayant permis de financer les frais de voyage vers le Costa Rica).

Fabio estime faire partie de la grande majorité de migrants de la région qui font survivre leur famille au rythme des contrats temporaires obtenus en migration mais qui ne sont absolument pas en mesure d'investir ou de développer des moyens de production autonomes.

Les terres qu'il souhaiterait acheter, de qualité moyenne et en proximité de la communauté et des voies de communication coûtent d'après lui plus de 1 000 dollars par manzana tandis que les moins chères (600-700 dollars) sont les terres infertiles, mises en vente par les propriétaires des anciennes communautés sinistrées par l'ouragan.

Entretien réalisé le 30 juillet 2010,
Communauté de Santa Maria, municipe de Posoltega, Nicaragua

Il s'agit donc bien ici d'un élargissement spatial du périmètre du marché du travail qui permet au foyer d'obtenir des revenus salariés en palliant ainsi au manque d'emploi dans le lieu d'origine sans parvenir à établir de situation économique stable, ni à dégager une part des revenus pour la constitution d'une épargne ou pour l'investissement dans le tissu productif local. Les départs réguliers, sur des espaces de mobilité uniques ou dispersés, peuvent donc être réalisés sur de courtes distances selon une dynamique qui relève davantage de l'étirement instable et temporaire des opportunités d'emploi que de

l'obtention de revenus correspondant à l'assurance d'une sécurité économique ou à des potentiels singuliers en termes d'effets multiplicateurs.

Si cette persistance de l'insécurité est particulièrement associée aux dynamiques de mobilité circulaires et aux espaces de destination proches, on observe néanmoins qu'elle est loin d'être étrangère aux contextes familiaux impliquant une migration vers les espaces plus lointains pour lesquels le différentiel de salaire avec le lieu d'origine est fort.

Le parcours de Carlos N.²⁷¹, migrant originaire de San Juan Guichicovi ayant parcouru depuis les années 1980 un espace de mobilité ample, depuis la ville de Mexico jusqu'à la Californie est représentatif de ces situations pour lesquelles l'obtention d'un salaire élevé en migration n'est pas articulée à la stabilisation ou au développement de l'appareil productif dans le milieu rural d'origine.

Durant les dernières années de migration, Carlos gagnait un salaire mensuel d'environ 1700 dollars et envoyait 200 dollars par semaine à son épouse restée au village avec leurs enfants. Dans cette famille, on attribue donc aux remises les fonctions d'un salaire, c'est à dire l'apport régulier de revenus consacrés à trois postes de dépenses privilégiés : la consommation quotidienne (principalement alimentation, transport et éducation), l'amélioration de la maison et l'épargne.

Le couple déclare en effet avoir pu mettre de l'argent de côté grâce à la perception d'un salaire bien plus élevé pendant la période de migration : les 200 dollars hebdomadaires reçus sous forme de remises représentent en effet environ quatre fois le salaire d'un instituteur à San Juan Guichicovi ou deux fois le salaire d'un ouvrier ou d'un employé de commerce dans la ville de Mexico, pour une semaine de travail.

Carlos et sa femme disent donc avoir épargné cet argent en prévision des mois à venir, anticipant le retour de Carlos et la situation de chômage dans laquelle il allait se trouver au village.

Entretien réalisé le 3 novembre 2009,
Communauté de Encinal Colorado, municipe de San Juan Guichicovi, Mexique

Bien que l'obtention d'un salaire aux États-Unis permette le plus souvent de dégager des montants élevés pour les transferts financiers vers la famille, on voit que les remises opèrent essentiellement comme un élément central pour la reproduction, le maintien et la

²⁷¹ Voir chapitre 3, page 185.

constitution (matérielle et symbolique) du foyer, notamment lorsque la migration intervient à l'étape du cycle de vie qui suit la mise en couple et l'agrandissement de la famille nucléaire. C'est donc en tant qu'unité de consommation que le foyer utilise et valorise les remises dans ce type de configuration sans que le développement de l'activité productive ne semble prioritaire ou même envisageable dans le milieu rural de résidence.

Pour ces familles, la ruralité est donc maintenue comme le lieu de vie et le territoire d'appartenance ; le fonctionnement de l'économie familiale se base sur l'obtention d'un salaire extérieur lorsque l'intégration au tissu économique ne peut être menée à bien dans le milieu rural. L'absence de projets d'investissements, de perspectives professionnelle et productive installe ainsi les familles comme celle de Carlos dans des mécanismes de dépendance forte par rapport aux ressources extérieures²⁷² et la suspension des transferts représente un facteur de risque majeur.

Si la rupture de cet équilibre entre l'espace de migration et l'espace de résidence, entre revenus salariés et consommation, apparaît comme la conséquence du licenciement de Carlos, de l'arrêt brutal de son expérience migratoire sur le marché du travail nord-américain et de son retour au chômage dans le lieu d'origine, elle est aussi, dans d'autres cas, directement associée à une rupture familiale, intime et fonctionnelle engendrée dans les situations d'absence et de mise à distance prolongée. Dans les campagnes nicaraguayennes en particulier, les situations de dépendance extrême par rapport à la réception de remises sont fréquentes pour la subsistance quotidienne des femmes et des enfants qui demeurent au foyer tandis que les époux et pères fournissent les revenus de la migration. La responsabilité économique, le lien financier et l'organisation dispersée du foyer se trouvent parfois mis à l'épreuve de la distance et de la séparation. De façon brutale ou au contraire lente et étouffée, la relation affective et économique se distend, se fissure ou se rompt lorsque le temps de migration se prolonge et que le moment du retour est sans cesse reporté : quand le père de famille, seul responsable de l'entrée de revenus, se défait

272Córdova Plaza, Núñez Madrazo, et Skerritt Gardner, *Migración internacional, crisis agrícola y transformaciones culturales en la región central de Veracruz*; D. Khoudour-Castéras, « Las remesas en los países andinos: un regalo envenenado? », in Godard H.R., Sandoval G.: *Migración transnacional de los Andes a Europa y Estados Unidos* (Lima: Actes et Mémoires n°17, IFEA, PIEB, IRD, 2008), 250; K. Appendini, « La transformación de la vida rural en tres ejidos del centro de México », in Appendini K. et Torres Mazuera G.: *¿Ruralidad sin agricultura?: perspectivas multidisciplinarias de una realidad fragmentada*, Colegio de México (México, 2008), 255.

de son engagement en diminuant le montant ou en stoppant les envois, qu'il constitue un autre foyer dans l'espace de migration devenu alors espace de vie et de projection, la rupture familiale va de pair avec l'implosion d'un système économique basé sur la dépendance extrême vis à vis des revenus migratoires et l'isolement structurel d'un milieu rural résidentiel au faible potentiel productif²⁷³.

Les campagnes centraméricaines deviennent ainsi des espaces de réception de remises dépendants dans lesquels les familles vivant l'expérience migratoire cessent parfois de donner la priorité à la recherche d'options productives autonomes.

Mais nous ne considérons pas pour autant qu'elles aient perdu tout caractère d'espace productif : ce sont surtout les transformations du type d'activité et du rapport au territoire rural qui doivent être pointés au travers des différents usages des revenus migratoires.

1.2.2. Des remises pour investir : nouvelles fonctions rurales mises en lumière par l'orientation des revenus migratoires

La crise des espaces ruraux et la faiblesse des opportunités économiques viables -dans les secteurs agricoles mais aussi non-agricoles- marquent en profondeur les stratégies économiques familiales et influent sur les projections socio-productives qu'elles peuvent opérer sur le territoire d'origine. Si on a pu souligner la nature précaire et instable des remises et l'importance de leur fonction de substitution aux revenus salariés pour la garantie des dépenses quotidiennes, il s'agit à présent de comprendre dans quelle mesure l'utilisation des revenus migratoires peut aussi permettre aux familles de solidifier les ressources, de s'assurer d'un certain degré de production autonome ou encore de modifier les pratiques territoriales dans l'espace d'origine.

Le milieu rural reste en effet un espace de production et d'activité économique qui continue d'être dynamisé et organisé par les échanges commerciaux qui le traversent à différentes échelles (villes régionales, marchés nationaux, filières internationales) mais aussi par des dynamiques propres : de par son caractère résidentiel, l'espace rural présente des logiques

²⁷³ Ce type de situation de rupture associée à une dépendance économique extrême pourra faire l'objet d'une réflexion annexe à cette thèse.

d'offres et de demandes de plus en plus orientées vers la consommation de biens et de services, la constitution de patrimoines (matériels, productifs, culturels et symboliques) et l'urbanisation.

Si on considère ainsi l'émergence de ce type de demandes -notamment alimentées par la réception de revenus extérieurs dédiés à la consommation évoquée précédemment- on peut saisir les nouvelles dynamiques de création d'activités qui modèlent le tissu économique rural : les secteurs du transport (pour la connexion avec les centres urbains reliant le marché de l'emploi, l'offre éducative, les services de santé et les échanges commerciaux), du petit commerce, des services de proximité ou de la construction par exemple sont particulièrement structurants pour le territoire rural comme pour l'économie familiale d'un certain nombre de familles.

Mais la constitution de l'appareil productif, l'investissement dans les moyens de production, machines, véhicules, bâtiments, outils, etc. représentent une étape préliminaire avant le développement de l'activité, parfois inaccessible pour les actifs et leurs familles ne pouvant compter que sur les ressources locales, le salariat précaire et/ou la production agricole de subsistance. Le bénéfice de revenus migratoires intervient alors comme un élément déterminant dans la capacité à établir une activité productive lorsqu'une part du ou des salaire(s) obtenu(s) en migration parvient à être dégagée pour l'épargne et l'investissement.

L'expérience migratoire de Juan Francisco et Davis²⁷⁴ a ainsi permis aux deux frères de transformer leur condition économique, leur rapport à l'activité et à l'emploi dans leur village d'origine. Avant le départ aux États-Unis, ils ne disposaient en effet d'aucun moyen de production et circulaient sur le marché du travail régional, enchaînant les contrats temporaires entre Palacagüina et le Costa Rica.

274 Voir chapitre 3, pages 184-185.

Photo 10. Juan Francisco et Davis et le camion qu'ils ont acheté au retour des États-Unis, Palacagüina. Janvier 2009



Juan Francisco et Davis C. sont deux frères âgés d'environ 40-45 ans, ils vivent à Palacagüina, leur village de naissance, après avoir travaillé pendant quatre ans et demi aux États Unis.

Au mieux, lors de ce séjour, ils pouvaient gagner jusqu'à 2 000-2 500 dollars par mois et, malgré le coût de la vie (location d'un appartement, alimentation, transport, loisirs, etc.), ils étaient en mesure de consacrer une part importante de leurs revenus à l'épargne et aux transferts vers la famille.

Au travers d'un de leur frère vivant au village, ils envoyaient environ 1 000 dollars par mois sur un compte épargne, somme qui était utilisée en partie pour les besoins quotidiens de leur père, de leurs sœurs et de leurs enfants respectifs. La distribution de chacun des montants étant décidée par eux depuis les États-Unis mais confiée au frère qui « pouvait se mobiliser » et avait donc la charge de l'attribution concrète de l'argent aux différents foyers liés à Juan Francisco et Davis.

Par ailleurs, les frères étant tous deux séparés des mères de leurs enfants, ils ont acheté un terrain pour la construction d'une maison dans laquelle ils habiteront ensemble à présent.

Parallèlement, ils alimentaient pendant toute la durée du séjour en migration, un compte épargne localisé aux États-Unis. Ils déclarent y avoir déposé environ 200 dollars par mois et avoir ainsi constitué une somme d'argent qui leur a permis l'achat de deux camions et deux camionnettes qu'ils ont fait acheminer vers Palacagüina un mois avant leur retour. Au volant de ces véhicules et au travers de l'embauche d'un ou deux employés, Juan Francisco et Davis développent ainsi depuis leur retour une auto-entreprise de transport de marchandises, de matériels ou de productions agricoles.

Ils disent profiter notamment de la construction d'une route vers les montagnes

intérieures par la mairie pour transporter chaque jour le matériel et les ouvriers vers le chantier, et compter sur les trois mois d'activité annuels de récolte du café dans la région de San Juan Rio Coco pour acheminer la production en direction de la route panaméricaine, puis vers les ports ou les villes régionales. « Nous sommes rentrés pour travailler, disent-ils, pas seulement pour investir ».

En complément de ces projets, Davis a investi en métayage dans la production de café en assurant 1 000 dollars par cycle pour les plants, les intrants et la main d'œuvre tandis qu'un de ses compagnons de migration avait, lui, investi dans une parcelle de 10 hectares. C'est le père de ce dernier qui assurait sur place la production.

Davis a pour projet d'acheter ses propres terres. « J'aime bien l'idée d'avoir une ferme, je vais chercher dans des endroits plus frais, où il y a plus de pluie... et puis comme ça, ça donnera du travail à quelqu'un d'autre, pour surveiller les bêtes ».

Entretien réalisé le 4 janvier 2010,
Centre urbain du municipe de Palacagüina, Nicaragua

Dans le secteur des transports, du commerce ou des services, mais aussi dans le domaine de l'immobilier, les investissements engendrés à partir des revenus de la migration vont ainsi de plus en plus dans le sens d'une urbanisation des pratiques et des fonctions du milieu rural.

L'orientation constante des activités vers les secteurs non-agricoles, vers les activités destinées à la satisfaction des demandes de consommation quotidienne et vers le tertiaire a un effet direct sur les dynamiques territoriales liées aux nouvelles ruralités. Ainsi, si les mutations économiques et productives à l'œuvre impliquent une évolution des fonctions attribuées aux espaces ruraux, elles engendrent dans le même temps de nouveaux types de relations entre ces espaces et les centres urbains régionaux qui polarisent de plus en plus les activités, les échanges, les relations de production, les pratiques de consommation et de sociabilisation ainsi que les placements de capitaux.

C'est donc sur la base de ces nouvelles logiques économiques et territoriales que les investissements productifs mis en œuvre par les migrants et/ou leurs familles s'orientent toujours davantage vers le marché et l'espace de vie urbains. Concrètement, on a pu observer dans chacun de nos espaces d'étude une accentuation de l'intérêt des familles rurales à mobiliser les ressources, les moyens de production et l'activité au sein du tissu économique des villes proches, avec par exemple le développement d'ateliers de mécanique, l'achat d'un camion ou d'un bus effectuant la liaison entre le village et une des

villes de référence de la région, ou encore la construction d'une maison en ville (que ce soit pour tirer les revenus d'une location, pour le projet de retour du migrant ou bien pour permettre aux plus jeunes d'étudier en ville dans de bonnes conditions).

Par ailleurs, les stratégies d'investissement s'orientent également, on l'a vu dans le chapitre précédent, vers le secteur agricole vivrier ou commercial. Qu'il s'agisse d'investissements qui permettent le maintien de l'exploitation, l'accès au foncier ou la capitalisation dans le secteur de la production bovine, les revenus de la migration ont dans ces situations une fonction de soutien à l'économie familiale pour la mise en place et la consolidation de cadres productifs permettant l'activité dans le milieu rural.

Quelque soit le secteur d'activité concerné, les logiques d'investissement et les stratégies de développement de l'activité dans le milieu rural d'origine interviennent dans le cadre d'un certain rapport au lieu d'origine, aux temporalités du cycle de vie familial et aux projets formulés individuellement ou collectivement. On peut dans ce sens distinguer deux types de mécanismes :

-D'une part, le migrant entre dans une démarche de mobilité alors qu'il se trouve dans une situation économique ou professionnelle dans le milieu rural qui ne lui permet pas de stabiliser ou de développer l'économie familiale (problèmes d'accès au marché du travail local, d'accès au foncier ou aux moyens de production). Le projet migratoire s'établit ainsi avec l'objectif de constituer un capital ou de s'approprier des moyens de production nécessaires au développement d'une activité autonome dans le domaine agricole, commercial ou des services. Le retour de l'expérience migratoire correspond donc au moment où les conditions d'épargne, d'investissement ou de constitution d'un patrimoine sont estimées suffisantes pour pouvoir exercer une activité viable dans le lieu d'origine. On peut qualifier ce type de scénario de « partir pour revenir » ou « partir pour travailler » : il va dans le sens d'une étape migratoire qui précède, prépare et parfois conditionne le retour à l'activité et au mode de vie rural par la mise en valeur de revenus obtenus dans les conditions exceptionnelles de la migration (absence et parcours plus ou moins longs, insertion à un marché de l'emploi extérieur, changement de mode de vie et de conditions de travail, perception d'un salaire mensuel équivalent à plusieurs mois ou années de travail dans le lieu d'origine, etc.). Ce scénario correspond par exemple à la trajectoire de Juan Francisco et Davis vers les États-Unis, mais aussi à celles des deux migrants dont nous

avons pu évoquer les parcours de migration et les conditions de retour²⁷⁵, ayant pu accéder à la terre après une période de succession de mobilités dans l'espace régional.

-Dans d'autres contextes, les mécanismes de transferts, d'investissement et de développement d'activités productives dans le milieu rural s'articulent à des situations plus complexes, à des logiques fonctionnelles, économiques et de solidarité qui impliquent divers membres de la famille, générations et cadres spatio-temporels. Lorsque les ressources migratoires sont gérées dans la distance, les rôles du migrant mais aussi de ceux qui restent sont sans cesse redéfinis selon l'évolution du parcours migratoire et du temps de l'absence, selon la nature des projets productifs mais aussi des relations d'interdépendance entre les individus de la famille. Dans le cadre de cette circulation migratoire, il s'agit de cerner les nouvelles formes de ruralité qui s'engagent, la place du lieu d'origine dans la dispersion des acteurs de l'économie familiale, et enfin les modalités de formulation collective des projets. Entre production, résidence, patrimoine et appartenance, nous adoptons dans cette recherche la perspective de ceux qui restent, qui détiennent un pouvoir de décision et d'action fort, qui influent, projettent, attendent et espèrent loin des réalités quotidiennes ou des projets individuels forgés au fil du temps par le ou les membres migrant(s).

1.2.3. La ruralité comme point d'ancrage dans la distance : des projets partagés ?

Au sein des systèmes migratoires familiaux, l'analyse des pratiques de transferts et plus généralement des circulations migratoires permet de « réinterpréter le "champ d'expérience" et l'"horizon d'attentes" des migrants, [...] de reposer à nouveaux frais la question des temporalités sociales, des rapports des hommes à l'espace et à leur histoire identitaire»²⁷⁶.

Nous cherchons donc à cette étape à saisir quelles sont les fonctions du milieu rural qui sont mises en tension, valorisées, entretenues ou érodées par la mise à distance entre les membres de la famille et par l'organisation réticulaire des structures de production et de solidarité dans les contextes migratoires.

275 Eugenio I. à San Juan Guichicovi et Adolfo G. à Posoltega, voir chapitre 4, pages 209-210.

276 Hily, « L'usage de la notion de "circulation migratoire" », 24.

L'espace rural intervient d'abord, on l'a vu, comme *espace base*, lieu de référence et de résidence. Dans les configurations familiales faisant intervenir plusieurs générations dans le système d'activité multi-localisé mais aussi dans le système de solidarité, le lieu d'origine est bien souvent mobilisé et exploité comme le *lieu de vie* : l'importance de cette fonction est nette si on observe les intenses pratiques de circulation et de retour des migrants qui disposent d'un espace de stabilité et de lien social indispensable pour pouvoir continuer à évoluer sur l'espace de mobilité sans basculer dans une logique d'itinérance dépourvue de repères spatiaux, sociaux et culturels.

Mais c'est aussi en tant qu'espace-base pour les membres non-actifs et/ou non-mobiles que le lieu d'origine permet de préserver et de transmettre le mode de vie rurale, adoptant ainsi la fonction essentielle d'espace garant d'une certaine sécurité, notamment pour l'assurance sociale, l'éducation, la vie familiale et la fin de vie. L'importance de la construction d'une maison (« la casa de campo ») est ainsi significative dans la définition des priorités par les migrants, qu'ils soient engagés dans des mobilités circulaires ou de longue distance²⁷⁷.

L'histoire de Don Julian illustre par exemple ce mécanisme de solidarité et ces conditions de retour aux campagnes d'origine, directement associés à un système de mobilité familial structuré par des chaînons intergénérationnels²⁷⁸.

²⁷⁷López Castro, *La casa dividida. Un estudio sobre la migración a Estados Unidos en un pueblo michoacano*.

²⁷⁸ Voir chapitre 4, page 232.

**Photo 11 . Don Julian, Estación Mogoñe, San Juan Guichicovi
Novembre 2009.**



Don Julian a voyagé entre l'Isthme de Tehuantepec et le Sinaloa pendant presque 30 ans, d'abord pour des activités de commerce, puis pour travailler comme journalier dans les grandes exploitations de fruits et légumes dirigés à l'exportation. En 2007, il met un terme à cette longue trajectoire de circulation et revient définitivement à Estación Mogoñe, communauté de San Juan Guichicovi, à l'âge de 70 ans environ.

Le parcours migratoire de Don Julian n'a pas été solitaire, quatre de ses fils et sa femme ont travaillé avec lui dans les champs du Sinaloa. Dans son sillon, c'est donc une famille dispersée et ancrée en différents points qui s'est créée : trois fils sont mariés et installés dans le Sinaloa tandis que Juan, son plus jeune fils, a gagné les États-Unis après avoir travaillé quelques mois dans le Sinaloa pour pouvoir payer le passage de la frontière.

Accompagné de sa mère (bien plus jeune que Don Julian et qui ne travaille pas pour se consacrer à « s'occuper de son fils »), Juan travaille donc depuis 2008 aux États-Unis et envoie à son père environ 2 000 pesos (≈ 150 dollars) toutes les deux semaines pour qu'il puisse rapidement améliorer la maison et installer une salle de bain, projet prioritaire pour Don Julian et sa femme, dont l'âge avancé implique de nouveaux besoins de confort domestique.

Selon Don Julian, Juan reviendra dans un an. Il a déjà acheté une camionnette là-bas et prévoit d'acheter une voiture dès son retour, pour effectuer un service de taxi entre la communauté, la route transisthmique et le centre du municpe.

Entretien réalisé le 26 novembre 2009,
Communauté de Estación Mogoñe, municpe de San Juan Guichicovi, Mexique

En plus de sa caractéristique principale de *lieu de vie*, l'espace rural d'origine constitue également un *espace plate-forme* qui permet la mise en commun, l'interconnectivité, la mise en place de relais et de tremplins entre les membres absents et les membres présents, entre ceux qui sont loin, ceux qui circulent, ceux qui reviennent et ceux qui ne partent pas.

Cette plate-forme intervient tant pour la prise en charge des générations dépendantes (soin des personnes âgées, éducation des enfants dont les parents sont absents par exemple) que pour la mise en place de cadres productifs et patrimoniaux engageant différents membres (maintien de l'agriculture vivrière, développement d'activités non-agricoles, investissements productifs à partir des remises, achat d'un capital immobilier, etc.). Ces cadres permettent de structurer, de maintenir ou de consolider l'économie familiale dans sa dynamique réticulaire mais aussi dans son caractère d'organisation territoriale ancrée. Ils sont susceptibles d'être partagés et matérialisent souvent une relation d'interdépendance et de solidarité entre les individus de la famille qui, en partant ou au contraire en restant immobiles, participent au maintien d'une ruralité distendue.

Les configurations familiales, migratoires et productives de Reyna U. et de Miguel Ángel G. et leurs familles, rencontrés à Palacagüina, nous permettent de visualiser quels types d'engagements, de systèmes d'entre-aide, de dépendance productive, mais aussi de conditions de séparation et d'éloignement jouent sur l'évolution et la gestion des dynamiques rurales, depuis le point de vue des membres qui demeurent dans les campagnes, dans ce cas depuis la génération des parents de migrants. Liés par des rapports économiques, fonctionnels et affectifs à leurs enfants qui entreprennent ou sont installés dans des itinéraires migratoires de longue durée et de longue distance, les personnes plus âgées sont les principaux acteurs du maintien et de la transformation du tissu rural. Elles continuent de vivre et de produire au village en assurant toute une série de responsabilités et en jouant un rôle central de soutien aux projets et trajectoires des absents dont les parcours migratoires restent réversibles.

Reyna U. a 60 ans. Elle vit avec son mari et un de ses fils à Ducuali, une des communautés de Palacagüina.

Reyna et son mari sont paysans et ont 7 enfants :

-Darwin, âgé de 24 ans et célibataire, vit dans leur foyer et partage son temps de travail entre l'activité agricole domestique et des emplois temporaires.

-Norlan, âgé de 35 ans et célibataire, circule régulièrement entre le village et le Costa Rica où il est journalier agricole dans le secteur de l'agro-exportation pour des périodes de 6 à 18 mois.

-Deux autres fils vivent dans le municpe, dans des foyers propres. Ils travaillent dans les champs de tabac.

-Angela, âgée de 43 ans, est la première à être partie aux États-Unis en 1998. Elle vit avec sa fille étudiante. Elle a régularisé ses documents migratoires et a pu rendre visite à sa famille deux fois depuis lors.

-Janeth, âgée de 33 ans, est partie en 2000 aux États-Unis. Elle est mariée à un citoyen américain et a deux enfants. Ils reviennent tous les 3 ou 4 ans.

-Alexander, âgé de 37 ans, est parti en 2006 et n'est pas revenu depuis. Il vit aux États-Unis avec sa femme et sa fille, et a trois enfants de deux mères différentes au village, pour lesquelles il continue de participer financièrement.

Par ailleurs, deux petits fils -fils de Angela- sont mariés aux États-Unis et cités dans l'enquête comme membres du foyer par Reyna.

Reyna et son mari cultivent sur 6 manzanas du maïs, du haricot et du mil pour leurs quelques têtes de bétail.

Ils reçoivent de l'argent de manière irrégulière de la part de leurs petits-enfants, pour les anniversaires par exemple. Leurs enfants, en revanche, leur envoient chacun environ 100 dollars par mois pour les dépenses d'alimentation ou de santé, mais aussi pour financer les semences et intrants nécessaires à chaque cycle agricole.

Janeth finance en grande partie l'amélioration et l'agrandissement de la maison où vivent ses parents mais Reyna regrette que les autres enfants n'aient pas fait construire de maison au village ou dans la région : « Ils n'investissent dans rien ici...Moi je trouve que ce serait bien qu'ils achètent un terrain, là bas rien n'est à eux ! »

Questionnaire d'enquête n.154 -janvier 2009- et entretien réalisé le 5 janvier 2010,
Communauté de Ducuali, municpe de Palacagüina, Nicaragua.

Miguel Ángel G. a 68 ans. Il vit à Musuli, une des communautés de Palacagüina, avec sa femme, une de ses filles et un petit fils.

Miguel Ángel a 6 enfants :

-la plus jeune, âgée de 23 ans vit dans son foyer,

-deux filles sont mariées et femmes au foyer dans la région,

-deux fils et une fille vivent aux États-Unis. Les deux hommes (Sergio et Ivan) sont partis à la fin des années 1980 tandis que la fille (Marcia) est partie en 1995. Son fils âgé de 18 ans (Osman) vit avec ses grands parents à Palacagüina et sa fille, plus jeune, vit avec elle aux États-Unis.

Ivan est le seul à avoir régularisé ses documents migratoires et à être revenu après 10 ans d'éloignement, pour rendre visite à la famille. Les autres ne peuvent pas quitter leur lieu de migration sans risquer de perdre leur emploi et menacer leur vie sociale et familiale, installée dans la longue durée aux États-Unis.

Miguel Ángel cultive la terre et développe parallèlement une activité de commerce de bétail et de céréales. Il déclare recevoir entre 200 et 500 dollars, tous les deux mois environ, de la part de ses trois enfants. « C'est pour que je puisse travailler », dit-il : avec cet argent, il a acheté une camionnette pour ses livraisons ainsi que 7 manzanas de terres.

Il déclare aussi consacrer une partie des remises pour des dépenses de santé et avoir acheté il y a quelques années une maison dans la ville voisine d'Ocotol, dans laquelle vit une de ses filles et sa famille.

Il dit décider des dépenses ou investissements selon ses propres projets. Des trois enfants aux États-Unis, aucun n'a acheté un terrain ou une maison en vue d'un retour, ni prévu la mise en place d'une activité économique à Palacagüina: « C'est comme un cadeau, ils me laissent tout gérer. Eux n'achètent rien ici, ils ont leur famille là bas ».

Marcia est celle qui envoie le moins d'argent à son père : célibataire élevant seule sa fille, elle doit gérer un coût de la vie élevé aux États-Unis tout en envoyant de l'argent à son père avec qui vit son fils Osman. D'après Miguel Ángel, les transferts ne suffisent pas pour pouvoir envoyer Osman à l'université et celui-ci veut partir aux États-Unis pour rejoindre sa mère, ou son père qui vit dans une autre ville du pays.

Miguel Ángel évoque aussi un possible retour pour sa fille Marcia, et semble réfléchir à haute voix : « pour la petite qui a grandi aux États-Unis, ça serait un problème pour aller à l'école ici... ».

Questionnaire d'enquête n.93 -janvier 2009- et entretien réalisé le 31 décembre 2009,
Communauté de Musuli, municipe de Palacagüina, Nicaragua.

On comprend enfin, au travers de ces entretiens, que les dynamiques de transferts, les mécanismes de réciprocité, d'interdépendance et de solidarité ainsi que les logiques d'ancrage dans les différents points de l'espace de mobilité appropriés par les membres mobiles et sédentaires ne sont pas toujours conduits de façon coordonnée et conciliée. Dans les familles, qu'il s'agisse de l'organisation familiale élargie ou de la famille nucléaire, les relations sociales et économiques sont en grande mesure régies par des tensions et des contrats sans cesse réétablis qui conditionnent la mise en œuvre des projets sur le court

comme le long terme (de la consommation quotidienne à la mise en œuvre d'investissements productifs). Dans les contextes migratoires, lorsque l'éloignement et l'absence s'imposent aux familles comme des éléments clés de l'organisation des réciprocitys, les conditions de négociation et d'échanges se trouvent transformées : elles doivent s'adapter à la distance, à la séparation, à d'autres modes de communication et au développement de réalités distinctes qui s'implantent dans différents espaces.

Si les transferts de remises et les dynamiques de circulation migratoire matérialisent la formulation de projets communs et la persistance d'un patrimoine, d'un espace ou d'un intérêt partagé, l'évolution des parcours migratoires et des relations affectives et pragmatiques entre les membres de la famille dispersée pose également la question des perceptions et des projections faites par les uns et les autres sur le milieu rural d'origine. En prolongeant leurs parcours migratoires, en installant leur vie familiale, sociale et professionnelle à l'extérieur, on voit que les migrants font évoluer dans le même temps leur rapport au monde rural, aux structures familiales et productives d'origine, mais aussi à l'idée du retour.

Bien que notre recherche n'intègre pas de travail de terrain auprès des migrants établis à l'extérieur, la compréhension des diverses configurations familiales nous mène bien sûr à pointer cette situation de *coexistence* au sein d'une même famille, entre différents projets et projections vis à vis de l'espace rural. Difficile à décrire ou à systématiser, cette situation de tension, de non-dits, de contradictions ou d'attente de la part des membres de la famille avec qui nous avons échangé dans les espaces d'origine est pourtant palpable. Dans le cadre de ces mécanismes de transferts et d'interdépendances, la (non)réalisation de projets productifs ou d'investissements joue aussi le rôle de message, de signal qui permet à ceux qui restent de se situer et de s'adapter en fonction de ce que les migrants semblent projeter sur cet espace d'origine.

Soumise à des malentendus et des divergences, ou au contraire régie par des points d'accord fréquemment discutés et négociés, la détermination de la place du milieu rural pour chacun des membres de la famille se voit en effet être confrontée aux dilemmes de l'indépendance, de la solidarité et de la définition de l'espace de référence, d'appartenance et de reproduction.

À San Juan Guichicovi, un homme d'une soixantaine d'années nous parle de la génération des jeunes qui partent du village : « Ils ne s'en vont pas pour toute la vie, il doivent revenir à

un moment ou à un autre... » ; puis, au sujet de sa fille, partie à Guadalajara et revenant lui rendre visite une fois par an, il ajoute : « non, elle ne vit pas là-bas, elle y travaille seulement ».

L'envoi de remises à la famille ou la constitution d'un capital représentent toujours l'objectif premier de la démarche migratoire, même si, on l'a vu, ils sont loin d'y être automatiquement associés une fois la migration engagée. Les revenus de la migration, selon les conditions d'envoi et les modalités d'usage, peuvent jouer un rôle de pilier ou d'accélérateur pour l'économie familiale ; ils interviennent en tous cas dans la gestion des ressources et dans l'organisation des relations familiales, accompagnant ou conduisant ainsi en partie l'évolution de l'emprise exercée par chacun des membres dispersés sur les territorialités rurales.

2. Les socles de l'économie familiale et les ressources migratoires

Au-delà du rapport entre la réception de remises et leur utilisation, entre la perception de revenus extérieurs et leur mise en valeur différenciée dans le milieu rural, c'est surtout la manière dont ces ressources migratoires s'articulent au reste de l'économie et de l'organisation sociale familiale qui nous semble être déterminante. Nous tentons donc à présent de comprendre comment la valorisation des ressources migratoires est associée au bénéfice de *socles productifs* dans les familles rurales, et de déterminer si ces ressources migratoires constituent elles-mêmes un socle sur lequel la famille dispersée peut compter dans ses stratégies de survie, de reproduction et/ou d'ancrage.

2.1. Les socles productifs

2.1.1. Définition et évaluation

Pour évaluer le degré de stabilité ou au contraire de vulnérabilité des foyers enquêtés, il nous faut déterminer le niveau de ressources sur lequel peut compter chacun des individus d'un foyer rural en prenant en compte les logiques de mutualisation qui forgent et solidifient le groupe familial. On considère en effet que les ressources et les patrimoines sont mis en commun au sein du foyer et que les mécanismes de répartition des opportunités et de partage des risques structurent en profondeur l'appareil productif et le système d'activité familial.

Une nouvelle variable a été créée (voir encadré méthodologique n.4) : elle permet de détecter la détention d'un capital, le développement d'une activité économique ou la captation d'un revenu dans l'espace rural d'origine -revenu considéré comme stable- par un

ou plusieurs membres du foyer. Ces ressources de nature variable bénéficient à l'ensemble du groupe dans la mesure où elles sont mobilisées et susceptibles d'être valorisées dans toutes les démarches productives de la famille, et particulièrement dans le projet migratoire. Il s'agit donc ici de capter la force ou au contraire la vulnérabilité du foyer en termes d'accumulation des ressources dans le milieu rural de résidence, c'est à dire son potentiel de mobilisation de capitaux qui se complètent et éventuellement se renforcent. La disponibilité de ces ressources correspond à l'existence de *socles* sur lesquels la famille, et plus particulièrement le migrant, peuvent se reposer pour engager une démarche de mobilité qui viendra elle-même étayer cette logique d'agglomération, de mise en commun, d'assurance et d'organisation réticulaire.

Les socles productifs constituent donc des patrimoines ou des plates-formes économiques qui se présentent comme stables (au sens d'un potentiel durable de rentabilité et de fructification ou de possession d'un capital détenant une certaine valeur) et qui sont donc structurants pour l'économie familiale sur le territoire rural d'origine. Nous posons le postulat selon lequel le fait de bénéficier de ces socles, mais surtout de les cumuler, représente pour les familles un enjeu majeur. L'accumulation et la solidité -ou au contraire la carence et la fragilité- de ses ressources établies dans le territoire rural sont déterminantes pour résoudre les différentes problématiques économiques qui surgissent à chacune des étapes de développement du ou des foyers, et donc par extension pour mener à bien un parcours migratoire et assurer des retombées productives ou patrimoniales favorables.

Il s'agit à cette étape de l'analyse de saisir les différenciations socio-économiques qui structurent le milieu rural et d'examiner dans quelle mesure celles-ci influent sur les potentiels migratoires, sur les trajectoires et les rythmes de mobilité, ainsi que sur les mécanismes d'ancrage au territoire. Autrement dit, c'est par l'articulation des ressources locales (ressources foncières, agricoles, commerciales, salariées, etc.) avec les différents parcours migratoires (les mobilités étant considérées elles aussi comme des ressources mobilisées dans le cadre de l'économie familiale) que les familles tentent de se structurer et de maintenir une base solide dans le milieu rural.

ENCADRÉ METHODOLOGIQUE N.4**- Évaluation des socles productifs -**

A partir des questionnaires d'enquête, de la prise en compte des conditions de saisie des informations relevant de l'économie familiale et de la connaissance acquise sur les mécanismes de production, de capitalisation et de consommation, il semble vain de tenter une évaluation chiffrée des *revenus* des foyers enquêtés. Le fonctionnement de l'économie familiale paysanne, ou plus généralement rurale, repose en partie sur les revenus salariés et sur les bénéfices tirés de la vente de biens, de marchandises ou de produits agricoles mais la mesure d'un niveau de *richesse* ne peut se suffire à ces éléments, tout d'abord, parce qu'ils ne sont que partiellement captés par l'enquête (on ne peut pas prétendre que le passage, somme toute rapide et parfois surprenant d'un enquêteur dans un foyer, permette d'assurer une connaissance exacte et précise sur la constitution des revenus monétaires) et en second lieu parce qu'ils ne représentent qu'une partie des ressources mobilisées par le foyer. Pour les besoins quotidiens mais aussi pour le développement à long terme de l'unité de production et de consommation qu'est le foyer, c'est en effet un ensemble de ressources de natures diverses qui sont appropriées et mises en valeur par chacun des individus et par le groupe domestique dans son fonctionnement commun.

Cinq variables ont donc été retenues pour nous permettre de détecter l'existence de ressources stables et d'estimer un potentiel de valorisation du capital dans le milieu rural. On attribue la présence d'un socle pour tous les membres du foyer (tel qu'il est défini dans le cadre de l'enquête, c'est à dire par la personne qui répond au questionnaire, généralement le chef de famille) quand :

1. Un des individus actifs du foyer déclare exercer un emploi et obtenir un **salaire fixe**, à l'exception des domaines d'activité suivant (pour lesquels l'activité est aléatoire et/ou temporaire): agriculture journalière, construction et commerce ambulancier.

L'obtention d'un salaire par un des membres représente une entrée d'argent considérée

comme stable qui participe au budget du foyer et sur lequel l'ensemble des membres peuvent compter puisqu'il permet d'assurer la satisfaction d'un certain nombre de besoins matériels, alimentaires, scolaires ou de santé par exemple.

2. Un des membres du foyer est **titulaire de la ressource foncière**, qu'il soit ejidataire ou titulaire d'une parcelle en propriété privée.

3. Un des individus actifs du foyer déclare exercer la **profession de commerçant** (dans son acceptation large au moment de la saisie, par exemple propriétaire d'un magasin d'alimentation, d'un atelier de mécanique ou auto-entrepreneur dans l'acheminement et le commerce de productions agricoles, de viandes bovines, de bois, etc.). Cette activité constitue un apport de revenus et atteste surtout de la détention d'un capital et/ou d'un moyen de production non agricole qui joue fortement sur la différenciation et le positionnement des familles au sein du tissu économique rural. De la même manière que pour le salaire fixe, il s'agit d'une activité exercée par un seul ou plusieurs membres du foyer mais qui constitue pour tous un socle, une ressource sur laquelle on peut compter.

4. Le chef de famille déclare la **possession d'au moins 10 têtes de bovins** dans l'exploitation agricole. Le seuil à partir duquel on considère la présence d'un socle solide a été fixé à 10 parce que la production de viande ou de lait permet à ce niveau de détacher des surplus pour la vente et qu'on considère la possession de ce bétail comme une ressource éventuellement mobilisée comme patrimoine, garantie ou capital qui peut être mis en vente en cas d'urgence ou de besoins spécifiques (notamment pour financer un départ en migration). En dessous de ce seuil, il s'agit davantage d'une production pour la consommation du foyer et d'un capital sujet à plus d'instabilité.

5. Le chef de famille déclare la **perception d'un programme fédéral** d'aide à la production, d'aide sociale ou de subvention (PROCAMPO, TERCER EDAD ou OPORTUNIDADES), qui assure une entrée de revenus régulière. Cette variable n'est présente que dans le cas mexicain²⁷⁹.

Lorsqu'un individu détient une des ressources ci-dessus, l'existence de cette ressource est donc attribuée à tous les membres du foyer. Tous les individus d'un même foyer

279 Les « paquets » ou « bons productifs » (*bonos productivos*) nicaraguayens, eux, ne constituent pas une ressource régulière ni stable et sont plutôt attribués sous forme de prêts à taux zéro ou d'animaux de basse-cour pour la consommation familiale.

pour lequel on dispose d'un questionnaire d'enquête ont donc le même nombre de socles cumulés (de 1 à 4 pour le Nicaragua, de 1 à 5 pour le Mexique).

2.1.2. Des facteurs de différenciation entre les foyers : situations dans les trois municipes d'étude

Dans chacun des trois municipes d'étude, la lecture de la distribution des foyers en fonction du cumul des socles productifs (voir tableau 22) nous permet d'aborder la structure socio-économique locale et de saisir les niveaux de différenciation qui sont à l'œuvre du point de vue du bénéfice des patrimoines ruraux. Si ces données nous fournissent un certain panorama de la composition des sociétés rurales locales et nous permettent surtout d'avancer des éléments de comparaison entre elles, il faut dans le même temps garder à l'esprit que l'échantillon des foyers concernées par l'enquête porte le filtre de l'engagement par au moins un des membres dans une dynamique de mobilité²⁸⁰.

280 On ne peut donc pas tirer de ces données de tendances ou conclusions générales valables pour chacun des espaces ruraux dans leur ensemble, mais bien saisir les dynamiques de développement rural qui sont à l'œuvre dans les familles engagées à divers degrés dans la migration.

En revanche, d'autres types d'interrelations peuvent être détectés entre la situation socio-économique et patrimoniale locale et le fait de ne pas engager de mobilité, de rester dans le territoire rural. Cette question ferait bien sur l'objet d'une recherche à part, mais on peut toutefois avancer quelques pistes sur la base des observations de terrains. Deux profils de familles en particulier ont retenu notre attention parmi ceux qui restent.

D'une part, les familles très vulnérables du point de vue des conditions de production, des liens sociaux et/ou du niveau d'éducation qui ne peuvent envisager une sortie du milieu rural ni la démarche d'*investissement* dans la migration ; c'est le cas par exemple de certaines familles *mixes* à San Juan Guichicovi qui vivent dans les communautés les plus isolées et ne parlent pas le castillan, rendant bien plus difficiles l'entrée et l'intégration dans les dynamiques de mobilité, même nationales.

D'autre part, ce sont les familles les plus stables et les mieux intégrées au tissu social, politique et productif local qui peuvent en quelque sorte s'épargner le coût de la migration, de l'éloignement et de la recherche d'un revenu extérieur ; c'est par exemple le cas de certaines familles d'*ejidatarios* qui bénéficient du patrimoine agricole et de l'intégration politique, et dont l'économie familiale est solide et diversifiée (agriculture, commerce, salaire d'enseignant, etc.) ou bien de familles au sein desquelles la génération des jeunes actifs a pu bénéficier d'un bon niveau de scolarité et d'insertion professionnelle dans les villes régionales et a pu jouer sur un certain degré de cohésion, de complémentarité et de solidarité productive entre les membres de la fratrie, organisés autour du noyau-base de la génération des parents, souvent dépendants économiquement mais détenteurs d'un certain capital ou patrimoine. Le fait de ne pas migrer est alors revendiqué, présenté comme un choix et un attachement au lieu d'origine, un signal fort de résistance aux logiques d'exploitation ou à la domination nord-américaine, particulièrement au Nicaragua.

Tableau 22. Distribution des foyers selon le nombre de socles productifs cumulés

Nombre de socles cumulés	San Juan Guichicovi		Palacagüina		Posoltega	
	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage
0	64	28,57	102	37,09	119	41,18
1	81	36,16	107	38,91	124	42,91
2	53	23,66	60	21,82	43	14,88
3	24	10,71	5	1,82	3	1,04
4	2	0,89	1	0,36	0	0
TOTAL	224	100	275	100	289	100

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

A San Juan Guichicovi, on voit que presque les trois quarts des foyers disposent d'au moins un socle productif, ce qui nous renvoie au phénomène de captation des programmes gouvernementaux en direction des campagnes mis en place par les autorités fédérales mexicaines. La plupart des foyers reçoivent en effet un revenu fixe en étant bénéficiaires d'aides financières pour la scolarisation des enfants et les dépenses quotidiennes (OPORTUNIDADES), pour la subsistance des personnes âgées (TERCER EDAD) ou pour la production agricole (PROCAMPO).

Aux vues du pourcentage des foyers disposant d'au moins deux socles productifs (plus d'un tiers), on peut ici souligner les logiques de positionnement politique et productif caractéristiques des campagnes mexicaines : c'est en effet au travers d'un mécanisme de cumul des patrimoines et des ressources de différentes natures que certaines familles rurales parviennent à se distinguer, en valorisant notamment un bon niveau d'intégration à l'ejido. Parmi les 10% de foyers disposant de trois socles productifs, le travail de terrain nous permet de discerner la présence majoritaire de foyers pour lesquels un profil similaire a fréquemment été observé : il s'agit des ejidataires (socle correspondant à la possession de terres) qui bénéficient de PROCAMPO en tant que titulaires de la terre (socle correspondant à un programme fédéral) et qui exercent par ailleurs le métier d'enseignants -statut particulièrement valorisé puisque, en plus de l'assurance d'un salaire (troisième socle), il fait l'objet d'une possibilité de transmission par héritage de la *place* à un des fils ou

filles.

On peut distinguer, au Nicaragua, une situation de différenciation économique sensiblement différente. La part de foyers qu'on pourra qualifier de vulnérables du point de vue de leur capacité à détenir patrimoines et capitaux, c'est à dire ceux qui ne parviennent pas à cumuler deux socles productifs s'élève à plus de trois quarts pour Palacagüina, et atteint même près de 85% pour Posoltega (contre moins de 65% à San Juan Guichicovi).

Par ailleurs, si le poids de chacune des principales catégories (zéro, un et deux socles) est relativement équilibré à Palacagüina, on remarque une situation de polarisation socio-économique d'avantage marquée à Posoltega, avec presque trois fois plus de foyers dans la catégorie ne bénéficiant d'aucun socle que dans la catégorie en cumulant au moins deux. Ceci reflète une vulnérabilité des familles plus aiguë ainsi qu'une incapacité du milieu rural à fournir ou à distribuer les ressources permettant aux unités de reproduction de s'ancrer au territoire par l'activité productive locale et la mise en valeur du patrimoine.

2.1.3. Socles productifs et itinéraires de mobilité

Pour mieux saisir l'importance des articulations entre les ressources mobilisées localement et les ressources spécifiques liées aux dynamiques de mobilité, les données de l'enquête nous permettent de mettre en lumière le caractère déterminant du positionnement socio-économique des foyers dans le territoire rural d'origine (évalué en termes de socles productifs) dans l'orientation des parcours migratoires.

Parmi les hypothèses de recherche qui ont conduit et animé cette analyse des dynamiques rurales centraméricaines, celle qui met en avant différents degrés de *capacité* à migrer et à capter les potentielles ressources migratoires prend une place déterminante pour la compréhension des logiques de gestion de la mobilité. En s'interrogeant sur les conditions de la mise en place des itinéraires migratoires et, par extension, sur les modalités d'administration des ressources et dynamiques socio-économiques correspondantes, on cherche en fait à cerner les facteurs locaux qui entrent en compte dans l'organisation

réticulaire (du point de vue social et spatial) des familles.

La série de trois tableaux suivante nous permet de confirmer l'importance de cette hypothèse et d'éclairer ces interrelations entre cumul de socles productifs et lieu de destination des migrants. On peut ainsi avancer deux dynamiques majeures en mettant en relief les données les plus significatives qui ressortent des résultats de l'enquête.

**Tableau 23. Distribution des migrants absents
selon le nombre de socles productifs cumulés disponibles dans le foyer,
par espace de mobilité
San Juan Guichicovi**

Nombre de socles cumulés	Mexico DF	Mexico Centre-Sud	Mexico Nord-Ouest	États-Unis	Autres	TOTAL
0	59	11	3	5	1	79
	40,97	24,44	10	38,46	7,1	32,11
1	35	15	5	4	9	68
	24,31	33,33	16,67	30,77	64,2	27,64
2	32	16	14	3	2	67
	22,22	35,56	46,67	23,08	14,2	27,24
3	18	3	8	1	1	31
	12,5	6,67	26,67	7,69	7,1	12,6
4	0	0	0	0	1	1
	0	0	0	0	7,1	0,41
TOTAL	144	45	30	13	5	246
	100	100	100	100	100	100

Lecture : parmi les 144 individus se trouvant au DF au moment de l'enquête, 35 (24,31%) sont membres d'une famille détenant 1 « socle productif stable ».

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

**Tableau 24. Distribution des migrants absents
selon le nombre de socles productifs cumulés disponibles dans le foyer,
par espace de mobilité
Palacagüina**

Nombre de socles cumulés	Costa Rica	Amérique du Nord	Amérique centrale -C4	Autres	TOTAL
0	41	14	8	1	64
	38,32	15,22	40	5,2	26,89
1	39	35	6	10	90
	36,45	38,04	30	52,6	37,82
2	25	28	6	6	65
	23,36	30,43	30	31,5	27,31
3	2	15	0	2	19
	1,87	16,3	0	10,4	7,98
TOTAL	107	92	20	19	238
	100	100	100	100	100

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

**Tableau 25. Distribution des migrants absents
selon le nombre de socles productifs cumulés disponibles dans le foyer,
par espace de mobilité
Posoltega**

Nombre de socles cumulés	Costa Rica	Amérique du Nord	Amérique centrale -C4	Autres	TOTAL
0	98	13	7	9	127
	40,16	25	35	50	38,02
1	113	23	10	8	154
	46,31	44,23	50	44,4	46,11
2	32	16	3	1	52
	13,11	30,76	15	5,5	15,57
3	1	0	0	0	1
	0,41	0	0	0	0,3
TOTAL	244	52	20	18	334
	100	100	100	100	100

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

D'une part, ce sont les migrants disposant d'un meilleur niveau de stabilité en termes de socles productifs qui peuvent le plus engager une mobilité vers les espaces les plus distants pour lesquels le coût de la migration est fort (en termes de coût du voyage, de conditions sociale, économique et même éducative pour l'installation, mais aussi en termes de coût de la séparation et de la mise à distance de longue durée pour l'organisation sociale et productive familiale).

On voit ainsi par exemple que 46,7% des migrants originaires de Palacagüina se trouvant en Amérique du Nord disposent d'au moins deux socles productifs dans leur foyer tandis que cette part ne s'élève qu'à 35,2% si l'on considère l'ensemble des lieux de destination. De la même manière, à Posoltega, ces parts représentent respectivement 30,7 et 15,8%.

Dans l'Isthme, c'est plus particulièrement sur l'espace de mobilité correspondant aux États du nord du pays que cette différenciation est visible, avec 73,3% des migrants présents dans cet espace qui disposent d'au moins deux socles productifs dans le foyer contre 40,2% dans cette catégorie pour l'ensemble des migrants absents.

Pour les migrants se trouvant aux États-Unis en revanche, les chiffres portent sur un échantillon très réduit (13 individus) mais font cependant apparaître une dynamique spécifique concernant l'articulation entre les patrimoines disponibles et les logiques migratoires : ce sont en effet en majorité (9 sur 13) des individus qui disposent de seulement un ou aucun socle productif qui se sont dirigés vers le pays voisin, laissant supposer qu'il s'agit dans ces cas particuliers d'une stratégie individuelle et collective distincte, comme nous pourrions l'expliquer plus en avant²⁸¹.

D'autre part, les données de l'enquête montrent que les migrants appartenant aux foyers les plus vulnérables, c'est à dire dépourvus de socles productifs ou bénéficiaires d'un seul type de socle, se dirigent davantage vers les espaces de mobilité proches, plus accessibles en termes de coût du voyage, d'éventuel passage de frontière et de conditions d'installation. On observe que la part des migrants dont le foyer ne parvient pas à cumuler de socles productifs est en général légèrement plus élevée parmi les individus se dirigeant vers les espaces de mobilité proches que parmi l'ensemble des individus absents : pour les migrants ne disposant dans leur foyer d'aucun socle productif, on a par exemple 40,9%

281 Voir 2.2.2 de ce chapitre.

pour le premier indicateur, contre 32,1% pour le second à San Juan Guichicovi, 38,3% contre 26,8% à Palacagüina et 40,1% contre 38% à Posoltega.

Mais c'est en observant le phénomène depuis la perspective inverse que cette dynamique est mise en relief de façon plus nette encore. Ainsi, à San Juan Guichicovi par exemple, si les individus appartenant à la catégorie des foyers les plus vulnérables représentent 32,1% de l'ensemble des migrants, leur part atteint seulement 10% parmi les migrants travaillant dans le nord du Mexique au moment de l'enquête. Au Nicaragua, si on considère l'espace le plus difficile d'accès, c'est à dire le marché du travail nord-américain, seulement 15,2% des migrants ne peuvent compter sur aucun socle productif alors qu'ils représentent 26,8% pour l'ensemble des espaces de mobilité à Palacagüina, et respectivement 25% contre 38% à Posoltega. La mise en regard de ces deux parts reflète en effet la même logique de difficulté des foyers les moins solides à envoyer un membre en migration dans un espace de mobilité dont l'accessibilité est fortement restreinte.

Malgré les spécificités locales concernant les configurations socio-productives rurales mais aussi les champs migratoires traditionnellement appropriés dans chacun des espaces d'origine observés, on peut donc déterminer l'existence de tendances communes fortes quant à l'orientation des parcours migratoires en fonction d'une situation de cumul ou au contraire de manque de socles productifs. Ces socles générés et administrés dans le territoire rural d'origine constituent des éléments de patrimoine, des moyens de production ou des capitaux ; ils déterminent un certain degré d'ancrage et de force qui seront mobilisés pour la mise en place de la stratégie de mobilité.

Pour aller plus loin et comprendre les modalités d'organisation et de gestion des ressources multi-situées, il s'agit à présent de décortiquer les mécanismes de combinaison, de solidification, de préservation instable ou au contraire de fragmentation des ressources au sein de la famille, au travers et au delà du foyer. La famille est ainsi envisagée comme un système réticulaire et souple qui s'adapte aux conjonctures économiques, aux opportunités du marché du travail, aux configurations temporelles et spatiales stimulées et transformées par les dynamiques de mobilité.

2.2. Les systèmes de ressources

Au travers des indicateurs fournis par l'enquête sur les liens existants, au niveau du foyer, entre différentes ressources (socles productifs locaux et revenus de la migration), mais également au travers des multiples entretiens qui nous permettent de cerner les dynamiques de production, de solidarité, d'indépendance ou de complémentarité organisées à une échelle familiale plus ample et complexe, nous pouvons ici mettre en lumière trois types de **trames pour lesquelles la dimension sociale et productive locale s'articule aux stratégies migratoires familiales**, formant ainsi des typologies différenciées de *systèmes de ressources* qui sont au cœur des mutations du milieu rural centraméricain.

Pour étayer et outiller cette réflexion, nous mobilisons la description des étapes du « cycle de développement du groupe domestique » réalisée par A. Del Rey dans sa thèse doctorale sur les dynamiques familiales intergénérationnelles dans la région du Sotavento mexicain²⁸². Elle permet de qualifier les différentes phases de formation et d'évolution du groupe familial et du ou des foyer(s) qui le constituent, afin de comprendre comment ces phases peuvent correspondre aux différents moments de la composition et de la mutation des systèmes de ressources.

Après une première étape d'« union et constitution d'un groupe domestique étendu de descendance », c'est à dire de formation du couple avec la venue des premiers enfants -au sein du foyer parental dans un premier temps-, puis une deuxième étape de « constitution du foyer propre et d'un groupe domestique nucléaire », c'est à dire d'indépendance du jeune couple qui forme alors un nouveau foyer avec des enfants célibataires, le groupe domestique passe à la troisième étape de « constitution des foyers étendus de descendance » correspondant au moment du cycle de développement à partir duquel les enfants atteignent l'âge de se mettre eux même en couple et de reproduire ainsi le

282A. Del Rey, « Movilidad y longevidad en las dinámicas familiares multigeneracionales. Aplicación al medio rural del Sotavento veracruzano, México » (sous la direction de A. Quesnel et A. Cabré, Departamento de geografía de la Universidad Autónoma de Barcelona. Centro de Estudios demográficos, 2004), 253.

processus décrit ci-dessus.

Sur la base de cette distinction des phases de développement du groupe familial selon le groupe d'âge ou l'étape du cycle familial des chefs de famille, nous pouvons ainsi exposer les différentes modalités d'organisation des systèmes de ressources.

Nous pouvons d'ors et déjà souligner que les deux premiers types de trames représentent la grande majorité des configurations rencontrées dans le milieu rural tandis que la dernière, même si elle se distingue par une certaine forme de dynamisme et d'intensité en termes de production d'effets multiplicateurs, ne concerne qu'une proportion limitée des familles rurales.

2.2.1 Dispersion des membres actifs et désintégration du système de ressources

Le premier type de trame observé correspond à un processus de dispersion peu coordonnée ou diffuse des membres actifs du foyer en différents points de l'espace de mobilité régional ou international. Dans ces familles, les individus qui quittent l'espace d'origine se trouvent dans une situation de vulnérabilité et d'instabilité économique qui a tendance à se reproduire aux différents moments du parcours migratoire (avant la première migration, aux multiples étapes de déplacement sur l'espace migratoire et au moment des retours, qu'ils soient temporaires ou indéfinis). Souvent marginalisés dans la société et le marché du travail du lieu de destination, ces migrants ne parviennent pas à convertir la migration en ressource, que ce soit sous forme de transferts financiers vers le milieu d'origine, sous forme de stratégie de complémentarité entre secteurs ou espaces d'activité, ou encore sous forme de dynamiques d'installation ou de stabilisation dans le lieu de destination permettant la consolidation et la valorisation de la démarche de mobilité. En effet, les conditions d'intégration des migrants aux dynamiques de production et à l'économie régionale ou transnationale sont marquées par des logiques de flexibilisation intense de la main d'œuvre mobile et d'exploitation précaire de leur force de travail.

Les migrants et leurs familles évoluant dans de tels cadres sont par conséquent mis à l'épreuve dans leur capacité à *faire système* dans des conditions spatio-temporelles

éclatées : ils réagissent et souvent subissent une désarticulation accélérée entre les espaces d'emploi, de reproduction et de constitution des ressources.

Dans la constitution du système de ressource familial (au sens large, c'est à dire au niveau du foyer mais aussi des interdépendances diverses entre générations), les remises ne constituent pas, dans ces cas de figure, une source de revenus stable, une ressource plateforme. Elles sont parfois inexistantes, très irrégulières ou bien encore représentent des sommes minimales que les récepteurs comparent souvent à de l'argent de poche²⁸³.

Le témoignage de Marta P. illustre par exemple cette dynamique de fragilisation et de dissolution du système de ressources familial.

Martita P. a 67 ans, elle vit dans la communauté de El Riito, à Palacagüina, avec son mari, âgé de 77 ans et deux fils âgés de 42 et 29 ans.

Ses fils ont tous les deux effectué une succession de mobilités vers le Costa Rica, avec environ 10 voyages au total pour le premier et 5 pour le second, sur des périodes toujours inférieures à deux ans. Ils ont trouvé un emploi dans les secteurs de la construction essentiellement, mais aussi du petit commerce ou de l'administration. Aujourd'hui, tous deux sont de retour à Palacagüina et vivent dans le foyer familial ; le plus jeune a voyagé pour la dernière fois en octobre 2009 mais n'a pas trouvé de travail et est revenu. Il travaille à présent dans les champs de tabac.

Pour Martita, « ça ne donne plus rien maintenant, ça n'est plus valable de migrer là-bas à cause des dépenses quotidiennes trop chères au Costa Rica ».

Martita a trois filles. L'une est mariée et vit dans le village, tandis qu'une autre, âgée de 24 ans, est partie au Costa Rica depuis 2008 après avoir terminé ses études d'administration et d'informatique. Elle ne trouvait pas d'emploi dans la région et est à présent domestique dans le pays voisin. La troisième fille est partie en Allemagne dans les années 1990, bénéficiant d'un programme destiné aux blessés de guerre puis d'une bourse d'étude ; elle n'établit plus aucun lien avec sa famille depuis plusieurs années.

Martita et son mari cultivent du maïs et des haricots sur une petite parcelle de terre, mais la récolte a été presque totalement perdue cette année... « alors on cherche ailleurs » dit-elle.

Pour Martita, il n'y a plus aucun intérêt à partir au Costa Rica, sauf pour les femmes qui peuvent être hébergées et même nourries sur leur lieu de travail quand elles obtiennent un emploi de domestique. Les hommes, eux, ne parviennent jamais à

283 Beaucoup vont jusqu'à tourner la situation en dérision, estimant qu'il s'agit en fait de « petits cadeaux » ou de montants qui suffisent à peine à payer le soda, le *petit plus* (« *alcanza a penas pa'l refresco !* »).

épargner et dépensent tout leur argent dans l'alcool et « le vice », selon elle. Dans le foyer, le seul salaire représentant une entrée fixe d'argent est apporté par sa belle fille, qui reçoit 2 000 córdobas de son emploi d'enseignante.

Questionnaire d'enquête n.135 -janvier 2009- et entretien réalisé le 29 décembre 2009, Communauté de El Riito, municipe de Palacagüina, Nicaragua.

Ces configurations liées à un certain démembrement du système de ressource semblent s'appliquer particulièrement lorsque le cycle de développement du groupe familial correspond à l'étape de « constitution des foyers étendus de descendance » et donc à la naissance de nouveaux foyers indépendants lorsque les enfants du foyer nucléaire (parfois seulement une partie d'entre eux) se marient ou se mettent en couple.

Du point de vue du démographe²⁸⁴, deux scénarios peuvent alors émerger : l' « extinction » ou le « remplacement ». C'est pour l'instant le premier qui permet d'alimenter notre analyse sur la dissolution ou la désintégration des systèmes de ressources dans les contextes migratoires. Il s'agit de l'étape du « nid vide » qui précède l'étape de dissolution du groupe familial et durant laquelle les enfants qui ont constitué leur propre foyer quittent progressivement le foyer parental qui se réduit ainsi au couple-base et disparaît par la suite lorsque les parents meurent ou intègrent le foyer d'un de leurs enfants.

Ce processus est évidemment long et loin d'être linéaire dans les faits : si une partie des enfants peuvent effectivement se marier et former un foyer indépendant de façon stable -à proximité ou dans un lieu plus éloigné dans le cas d'une mobilité-, d'autres peuvent tisser avec le noyau parental des liens plus flexibles et modulables, en fonction des possibilités économiques, des événements personnels, des « bifurcations »²⁸⁵ ou des renversements de situations professionnelles ou intimes. C'est par exemple le cas des jeunes couples avec ou sans enfants qui continuent de vivre sous le toit des parents à cause du manque de moyens économiques leur permettant de construire un foyer à part, des mères célibataires qui demeurent auprès de leurs parents ou encore des hommes, mariés et/ou pères de familles, puis séparés, qui réintègrent le foyer parental.

Dans tous les cas, le groupe familial d'origine reste une plate-forme centrale pour la gestion

284Del Rey, « Movilidad y longevidad en las dinámicas familiares multigeneracionales. Aplicación al medio rural del Sotavento veracruzano, México ».

285Bidart, « Crises, décisions et temporalités: autour des bifurcations biographiques ».

des ressources, plate-forme à laquelle on continue d'avoir recours pour la mise en place d'un certain nombre de solidarités réciproques. Toutefois, lorsqu'il n'existe que peu de patrimoines et capitaux à faire valoir localement, le système de ressource ne parvient pas à être alimenté par les contributions des jeunes générations d'actifs, migrants ou non, mais il a au contraire tendance à se contracter, voire à se désagréger.

Pour la génération des parents qui restent dans le milieu rural en établissant éventuellement des itinéraires de mobilités circulaires sur un espace proche, la problématique du maintien de la vie et de la production rurale repose ainsi en grande mesure sur la gestion de la distance, de la séparation, des tensions ou des accords informels liés aux relations d'interdépendances entretenues avec la générations des jeunes adultes qui, selon diverses circonstances, s'éloignent du « nid ». L'absence ou la faiblesse de socles productifs ancrés dans le milieu rural ne permettent pas de peser dans la négociation des relations de solidarité ni d'attirer les ressources de la migration : la mobilité des jeunes actifs, qu'elle soit temporaire ou durable, ne se transforme pas en ressource du point de vue de ces générations puisqu'elles ne disposent pas de socles productifs suffisamment solides et potentiellement valorisables sur lesquels faire reposer une économie familiale complexe, multi-générationnelle et multi-localisée.

Au travers de l'histoire de Angelina et sa famille et de l'adoption d'un point de vue méthodologique justement centré sur les décisions économiques, les perceptions et les contributions au système familial depuis l'espace d'origine, on peut cerner plus précisément ces processus de dispersion des membres actifs, de redéfinition ou même de désactivation des liens fonctionnels entre générations et espaces distants. Une forme de désintégration du système de ressource s'effectue alors au niveau des activités productives et des patrimoines collectifs tandis que l'espace familial et l'espace rural d'origine continuent pour leur part de constituer un point d'ancrage pour remédier à l'instabilité économique et à la réversibilité des expériences migratoires.

Angelina J. et son mari Fernando ont 50 ans et vivent dans la communauté rurale de La Calera, à Palacagüina.

Trois de leurs fils, âgés de 23 à 28 ans, ont une expérience migratoire aux États-Unis :

- José est parti en 2003 et a travaillé dans le secteur de la construction pendant 6 ans. En décembre 2009, quelques semaines avant notre entretien avec Angelina, il est revenu au village parce qu'il avait perdu son emploi. Il est célibataire et a donc réintégré le foyer familial. D'après Angelina, il doit reprendre le travail dans les champs de tabac ou de café.

- Antonio, lui aussi célibataire, est également parti en 2003. Il travaille dans la construction et demeure aux États-Unis depuis lors.

- Edwin est parti plus tard, en 2007. D'après Angelina qui élève son fils de 5 ans, Edwin n'a pas d'emploi fixe aux États-Unis et se trouve dans une situation économique fragile.

Rodemberto, le quatrième fils du couple, a 24 ans. Il a effectué un séjour de deux mois au Honduras en 2008, à partir d'un contrat dans la construction passé depuis Esteli, la ville voisine. Il est maintenant de retour et vit dans le foyer parental avec sa femme et un bébé.

Il travaille de façon irrégulière en tant que maçon ou chauffeur de taxi mais aide aussi son père pour les travaux agricoles.

Fernando possède en effet 10 manzanas de terres, desquelles il déclare semer 5 manzanas en maïs, haricots et café. Il possède également 3 têtes de bétail et s'emploie occasionnellement sur les chantiers de construction de routes.

Il a lui aussi voyagé une fois dans l'espace de mobilité proche, au Salvador, pour un contrat de seulement un mois en tant qu'ouvrier industriel.

D'après Angelina, ses enfants envoient « un petit peu, de temps en temps » (une fois par an et pour une somme inférieure à 50 dollars chacun selon le questionnaire d'enquête). « Ils ne peuvent pas mettre de côté, dit-elle, et ce qu'ils envoient sert surtout à la construction de la maison, mais il manque encore beaucoup. »

Quand ils reviendront, Angelina pense qu'ils travailleront « dans ce qu'il y a ici » et « peut être avec leur père, dans les champs ».

Questionnaire d'enquête n.171 -janvier 2009- et entretien réalisé le 14 janvier 2010
Communauté de La Calera, municpe de Palacagüina, Nicaragua.

2.2.2. Des systèmes de ressource fragiles où la migration vient consolider les stratégies de résistance

Un second type de trame renvoie au rôle joué par les revenus de la migration dans les dynamiques d'élargissement des alternatives de subsistance pour la résistance et le maintien en milieu rural²⁸⁶. Dans ce type de configuration, les remises peuvent atteindre des sommes importantes et/ou être perçues de manière régulière tandis que les ressources locales sont pour leur part fragiles et assez peu fortifiées en termes de socles productifs.

On voit en effet sur la base des données de l'enquête que la distribution du total des foyers en fonction du nombre de socles productifs cumulés est très similaire à cette même distribution effectuée seulement pour les familles recevant à chaque envoi un montant supérieur à 75 dollars -montant considéré comme la tranche élevée par rapport à l'ensemble des montants déclarés. La même chose s'observe de façon aussi nette pour les familles qui perçoivent des remises de façon régulière (voir tableau 26).

On peut donc supposer que le bénéfice de ces deux types de pratiques concernant le transfert de remises (l'importance des sommes et la régularité) se répartit équitablement entre toutes les catégories de foyers, qu'ils jouissent ou non du cumul de socles productifs. Autrement dit, le fait de cumuler les socles productifs ne donne pas plus de chances de disposer de revenus migratoires élevés et stables et on peut donc considérer que les familles les plus fragiles en termes de ressources locales sont aussi propices à pouvoir compter sur ces modalités de perception de revenus extérieurs.

286 Voir 1.2.1 de ce chapitre.

Tableau 26. Distribution des foyers selon le nombre de socles productifs cumulés, par condition de réception des remises (1)

	San Juan Guichicovi			Palacagüina			Posoltega		
	Réception de plus de 75 dollars par envoi	Réception de remises au moins tous les mois	Total	Réception de plus de 75 dollars par envoi	Réception de remises au moins tous les mois	Total	Réception de plus de 75 dollars par envoi	Réception de remises au moins tous les mois	Total
0	40	27,6	28,6	37,7	37,4	37,1	40	45,9	41,2
1	30	41,4	36,2	36,9	38,7	38,9	41,3	40,5	42,9
2	5	24,2	23,6	22,3	20,7	21,8	18,7	12,5	14,9
3	25	5,1	10,7	2,4	2,6	1,8	0	1,1	1
4	0	1,7	0,9	0,7	0,6	0,4	0	0	0
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Nombre de foyers concernés	20	58	224	130	155	275	75	185	289

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Bien que notre hypothèse de départ allait à priori dans le sens d'un meilleur niveau de captation de remises dans la tranche des montants élevés pour les foyers disposant de plusieurs socles cumulés, les données ci-dessus nous amènent à faire davantage la lumière sur la part des familles qui se présentent comme très vulnérables du point de vue de l'ancrage économique local mais qui ont en quelques sortes *investi* dans la migration : engageant un ou plusieurs membres sur des espaces de mobilité parfois lointains, elles font face à un coût de voyage élevé et souvent à une situation d'endettement, et escomptent en retour le bénéfice de transferts monétaires recouvrant une fonction de salaire extérieur pour assurer les dépenses quotidiennes. Ce type de scénario correspond en partie à la situation des migrants originaires de San Juan Guichicovi qui ont engagé une migration vers les États-Unis sans disposer du cumul de socles productifs locaux dans leur foyer.

Parmi les familles les plus dépourvues de socles productifs dans le milieu rural d'origine, on a même pu observer qu'une grande partie pouvait non seulement compter sur la réception de revenus extérieurs élevés et réguliers, mais faisaient surtout reposer le

fonctionnement de l'économie familiale sur l'entrée de ces revenus dans le budget familial, notamment pour les dépenses de consommation courante, la santé, la scolarisation des enfants et l'amélioration des conditions de logement. Ce phénomène s'applique tout particulièrement dans les deux municipes nicaraguayens dans lesquels on peut noter que plus de la moitié des foyers (quelque soit le degré de cumul des socles productifs) peut intégrer à son organisation économique familiale l'assurance du versement mensuel d'une partie d'un salaire provenant d'au moins un membre en migration.

Par conséquent, une des caractéristiques majeures du fonctionnement de ces systèmes de ressources multi-localisés réside dans la très forte dépendance vis à vis de la réception de revenus extérieurs et dans une grande vulnérabilité face aux accidents migratoires : fin de contrats de travail, expulsion du territoire, diminution brutale ou progressive des envois, rupture ou dislocation des liens dans la distance sont autant d'événements qui peuvent ébranler l'économie familiale rurale lorsque l'ancrage économique et patrimonial local est faible et que la subsistance quotidienne repose sur l'absence et l'éloignement d'un membre du foyer.

Dans l'étude consacrée aux dynamiques migratoires de quatre communautés rurales de l'ouest mexicain, D. Massey, R. Alarcón, J. Duran et H. González montraient déjà comment le processus social et économique de la migration vers les États-Unis était intimement lié aux étapes du cycle de vie familial, reflétant des « niveaux de dépendance et de besoins économiques sans cesse renouvelés au sein du foyer* »²⁸⁷.

Pour mieux comprendre dans quelles configurations familiales peuvent se jouer ces relations de dépendance et de gestion en flux tendu des ressources instables locales ou extérieures, on peut à présent dégager trois figures qui, selon l'étape du cycle de développement du groupe domestique et le degré d'interrelations entre générations, déclinent de différentes manières ces stratégies de résistance par la mobilisation de ressources migratoires, la gestion de l'absence et l'organisation de la dispersion.

a) Dans les groupes domestiques nucléaires ou dans les familles en phase de constitution des foyers étendus de descendance, ces stratégies de résistance sont particulièrement

²⁸⁷Massey et al., *Return to Aztlan: The Social Process of International Migration from Western Mexico*, 198.

mobilisées dans une dynamique de maintien de la résidence et de la production rurale par l'apport, qu'il soit inconstant ou au contraire plus robuste, des revenus de la migration.

C'est le cas des femmes célibataires qui confient leurs enfants aux grands-mères ou aux tantes et font reposer la totalité du budget familial sur le salaire obtenu en migration, les socles productifs locaux étant généralement presque nuls.

C'est aussi le cas des foyers pour lesquels la migration constitue une ressource intégrée au système d'activité paysan²⁸⁸, lorsque les trajectoires et les temporalités des mobilités ainsi que les transferts monétaires correspondant à l'intégration au marché du travail extérieur -souvent régional- permettent le maintien de la production agricole vivrière. Comme nous l'avons vu avec le foyer de Jaime C. à Palacagüina²⁸⁹, l'articulation des ressources locales et migratoires se joue spécialement dans les cas de migrations temporaires ou saisonnières, au travers de la circulation des revenus au moment des allers-retours et de leur utilisation, répartie entre consommation, amélioration des conditions de vie rurale et auto-provisionnement pour l'exploitation agricole. Mais elle est également activée par une certaine conjugaison des temporalités et des fonctions exercée par chacun des membres actifs qui participent de manière différenciée à alimenter le système de ressources familial selon leur âge, leur sexe et leurs responsabilités socio-économiques (parfois enchâssées sur différents foyers, pour les générations d'actifs qui commencent à constituer un nouveau foyer mais continuent de participer dans le même temps aux activités productives et/ou aux relations de solidarités avec leurs parents).

Au travers des dynamiques de mobilité mais aussi de la continuité de l'effort de production et du mode de vie rural, c'est donc la gestion multi-localisée et multi-sectorielle de la force de travail familiale entre les générations qui vient soutenir la résistance d'un système de ressources rural vulnérable.

b) La ressource migratoire vient également étayer les ressources locales fragiles à l'étape de la constitution du foyer propre et du groupe domestique nucléaire. Pour parvenir à s'ancrer au territoire rural et à obtenir les conditions matérielles et symboliques permettant l'intégration indépendante au tissu social et productif rural, la démarche migratoire se place dans de nombreux cas avant ou durant les premières années de mariage pour la construction et la consolidation du foyer (au travers de la maison surtout),

²⁸⁸ Voir chapitre 5, 3.3.

²⁸⁹ Voir chapitre 5, page 272.

permettant la mise en place de l'*espace base* dans le milieu rural, lieu de référence et de résidence pour le migrant comme pour les membres de son foyer qui restent.

Au fur et à mesure du déroulement des étapes du cycle de développement du groupe domestique, la possibilité de migrer reste d'actualité pour les membres du foyer et elle pourra alors correspondre à d'autres objectifs, portés par le père de famille ou par les jeunes générations d'actifs. Ceux-ci chercheront à soutenir l'activité de production locale ou encore à s'émanciper en construisant une trajectoire plus individuelle, installant alors déjà les bases de la négociation des relations d'interdépendance et de la redéfinition des liens fonctionnels entre les ressources tirées de leur démarche de mobilité et les patrimoines et activités locales correspondant au système de ressource du foyer parental.

La ressource migratoire se présente donc comme un élément dont la fonction est sans cesse redéterminée au sein du groupe domestique ; même si elle est fragile, elle contribue aux stratégies de résistance pour le maintien dans les campagnes et est remobilisable à tout moment.

c) Enfin, ce sont les familles multi-générationnelles qui peuvent dans certains cas assurer la continuité des activités et des conditions de résidence en milieu rural au travers d'un troisième type de trame mêlant organisation réticulaire de la famille et système de ressources fragile ou aléatoire.

Qu'elles vivent ou non en corésidence avec la génération de leurs enfants, les personnes les plus âgées demeurent dans le milieu rural en exploitant à la fois sa fonction de plate-forme productive et sa fonction de lieu de résidence. Si ces foyers, constitués par un couple ou un seul adulte d'âge avancé et éventuellement d'un ou plusieurs enfants mariés ou célibataires, ne peuvent se reposer sur la force de patrimoines ou de socles productifs locaux cumulés, ils pourront en revanche baser leur stratégies de maintien et de résistance sur la ressource migratoire détenue et transmise par leurs enfants. Ceux-ci, en intégrant les marchés du travail régionaux ou lointains, peuvent apporter un soutien financier à leurs parents et contribuer ainsi à la pérennité et à la préservation des conditions sanitaires, alimentaires ou productives pour ces ruraux qui continuent souvent d'exploiter la terre et sont dans le même temps de plus en plus en demande de services, notamment médicaux (qui ne peuvent être fournis que dans les espaces urbains, centres des municipales ou villes

moyennes régionales).

On peut par ailleurs souligner ici que les enfants migrants, parfois mariés et responsables d'un foyer propre, sont intégrés dans le foyer des personnes enquêtées en tant que membres et donc en tant qu'actifs participant à l'organisation de l'économie familiale, tandis que leurs frères ou sœurs dans la même situation de responsabilité et d'indépendance mais demeurant dans le village d'origine ne sont pas cités au moment de répondre au questionnaire. Lors des discussions plus approfondies que nous avons pu mener par la suite et sur la base des questionnaires d'enquête remplis un an plus tôt dans le municpe de Palacagüina, ces derniers (notamment des femmes, filles, sœurs ou belles-filles) apparaissent pourtant comme ayant une importance clé dans les mécanismes de soutien à l'activité productive et à la vie quotidienne dans le lieu de résidence²⁹⁰.

On peut alors supposer que la prise en compte des membres migrants, ou du moins leur intégration dans la liste des membres appartenant au foyer, renvoie à un certain degré d'attente et de bénéfices escomptés concernant la transmission, la circulation et la complémentarité des ressources : aussi modestes et incertaines qu'elles soient, les remises potentielles qui pourront être envoyées par les membres de la famille engagés dans une mobilité constituent bien une ressource et tissent des liens fonctionnels majeurs entre les générations spatialement dispersées. Le migrant est donc particulièrement intégré au système de ressource collectif au delà de la structure du foyer parce qu'il y contribue par l'apport (ou l'apport escompté) de revenus salariés extérieurs et se trouve ainsi en position d'alimenter les mécanismes de cumul des socles, au travers des ressources qu'il engendre en dehors du territoire rural.

On voit donc apparaître dans le milieu rural centraméricain une déclinaison de stratégies visant à intégrer la ressource migratoire aux dynamiques productives et territoriales en gérant au mieux la dispersion et la diminution des risques. Dans le contexte hondurien exposé par S. Stonich, on comprend de la même façon que l'administration des ressources migratoires influe sur les conditions de maintien dans le milieu rural mais qu'elle accompagne aussi les distinctions structurelles des sociétés rurales :

²⁹⁰ Cette partie de la réflexion scientifique et méthodologique sera plus précisément détaillée dans le chapitre 7.

« Ces foyers ruraux semi-prolétaires combinent des revenus agricoles et non-agricoles dans le cadre de stratégies de production familiales complexes et flexibles. La migration, depuis le point de vue de l'individu et du foyer, en est une composante vitale. Pour les populations rurales aux faibles ressources, la migration est un outil majeur pour générer les revenus nécessaires ; pour les plus influentes, la migration permet l'accès au groupe des classes moyennes basées en milieu urbain.* »²⁹¹

2.2.3. Cumul des patrimoines et diversification des revenus : se renforcer par la mise en commun du système de ressource

Le troisième type de trame est activé lorsque le bénéfice de socles productifs variés et solides dans le milieu rural s'articule à la perception de revenus extérieurs qui favorisent la consolidation du système de ressources. Dans les trois municipes d'étude, la part des familles concernées par cette configuration est restreinte mais elle met en relief toute une série de mécanismes d'organisation socio-productive et de transformations territoriales qui sont à l'œuvre dans les campagnes centraméricaines intégrées aux dynamiques de mobilité régionales ou internationales.

Dans un premier temps, on peut souligner à partir des données de l'enquête le rapport existant entre la capacité à mobiliser des ressources provenant des espaces du marché du travail à *plus fort potentiel* et la situation de cumul des socles productifs. On a en effet déterminé une distinction entre les espaces de mobilité traditionnellement appropriés dans chacune des régions d'étude, en fonction du différentiel de salaire existant sur le marché du travail entre ces espaces et la région d'origine : depuis le Nicaragua, c'est sur le marché de l'emploi nord-américain et européen que ce différentiel se présente comme très élevé, tandis que depuis l'Isthme de Tehuantepec, c'est également aux États-Unis mais aussi dans les États du nord du Mexique que les salaires perçus en migration seront les plus importants, notamment dans l'industrie de la maquila et dans le secteur des forces armées²⁹².

En observant la répartition des foyers selon qu'ils reçoivent ou non des revenus tirés d'un

291 Stonich, « Rural families and income from migration: Honduran households in the world economy », 158.

292 Avec, semble-t-il, un salaire proportionnel au degré d'insécurité auquel devront faire face les agents.

salaires perçus dans un de ces espaces à fort différentiel de salaire, on s'aperçoit qu'il existe une relation assez nette avec la répartition des foyers en fonction du cumul des socles productifs. Ainsi, le pourcentage des foyers ne disposant d'aucun socle productif dans le milieu d'origine est systématiquement moins élevé parmi ceux qui peuvent escompter des remises depuis un espace à fort différentiel de salaire que parmi le total des foyers. Au contraire, si on compare la répartition pour les foyers qui disposent de deux socles productifs ou plus, ils sont toujours plus représentés parmi les foyers qui reçoivent des remises provenant d'un espace à fort différentiel de salaires que parmi le total des foyers (voir tableau 27).

Autrement dit, les foyers qui intègrent à leur économie familiale des revenus de la migration provenant des marchés du travail les plus lointains et potentiellement rémunérateurs montrent une plus forte tendance à être dotés d'une situation socio-économique locale solide et d'un ancrage stable au tissu rural.

Tableau 27. Distribution des foyers selon le nombre de socles productifs cumulés, par condition de réception des remises (2)

	San Juan Guichicovi		Palacagüina		Posoltega	
	Avec remises provenant d'un espace à fort différentiel de salaires	Total	Avec remises provenant d'un espace à fort différentiel de salaires	Total	Avec remises provenant d'un espace à fort différentiel de salaires	Total
0	23,8	28,6	21,4	37,1	27	41,2
1	28,6	36,2	41,4	38,9	48,7	42,9
2	33,3	23,6	31,4	21,8	24,3	14,9
3	14,3	10,7	5,8	1,8	0	1
4	0	0,9	0	0,4	0	0
TOTAL	100	100	100	100	100	100
Nombre de foyers concernés	21	224	70	275	37	289

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

On a donc dans chacun des espaces d'étude une petite quantité de foyers (environ 5 à 10% des foyers avec expérience migratoire) qui fait fonctionner son système de ressources sur une dynamique d'agglomération et de complémentarité, en investissant à la fois l'espace rural d'origine et les différents espaces de mobilité de manière à cumuler un maximum de ressources diversifiées et spatialement distribuées.

Comme on a pu le voir dans le chapitre précédent, le rapport à la ressource foncière détient une place centrale dans les logiques de positionnement socio-économique des familles au sein de l'environnement rural d'origine. L'articulation entre ce socle productif -le patrimoine foncier- et le parcours migratoire d'un ou plusieurs membre(s) de la famille doit en effet être abordé selon deux angles associés et aux influences réciproques :

D'une part, et comme ont déjà pu le mettre en lumière les travaux de A. Quesnel et A. Del Rey dans le Veracruz²⁹³, la possibilité ou « le risque » de migrer (aux États-Unis dans ce cas) est plus élevé lorsqu'on appartient à une famille qui dispose d'un titre agraire dans le cadre de l'ejido, et plus encore lorsqu'il s'agit d'une parcelle en propriété privée. Dans nos régions d'étude, ce caractère déterminant de la possession d'un patrimoine foncier est en fait surtout sensible dans l'orientation des parcours migratoire : dans l'Isthme comme au Nicaragua, toutes les familles -même les plus vulnérables en termes de socles et de patrimoines- peuvent engager des mobilités sur les espaces de mobilité proches et accessibles et au travers de dynamiques de circulation, mais ce sont en revanche les familles les plus favorisées qui peuvent particulièrement envoyer un ou plusieurs membres dans un des espaces de mobilité lointains, avec lesquels le différentiel de salaire est fort.

D'autre part et dans une certaine logique de réciprocité, les familles bénéficiant de remises depuis ces espaces rémunérateurs détiennent souvent une meilleure capacité d'investissements et de consolidation du patrimoine et des moyens de production dans le domaine agricole, comme cela a pu être démontré précédemment.

Mais c'est aussi dans les secteurs d'activités non-agricoles, constitutifs des dynamiques

²⁹³Quesnel, « Poblamiento, regulaciones agrarias y movilidad en el sur del estado de Veracruz, México »; Quesnel et Del Rey, « Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural (Etat du Veracruz, Mexique) »; Del Rey et Quesnel, « Migración interna y migración internacional en las estrategias familiares de reproducción. El caso de las poblaciones rurales del sur del estado de Veracruz, México ».

économiques et productives liées aux nouvelles formes de ruralité, que les investissements ayant pour origine des transferts financiers élevés se dirigent. Les investissements immobiliers par exemple sont en effet révélateurs d'une logique qui consiste à valoriser les ressources migratoires en maintenant la présence et l'ancrage au milieu rural au travers d'une bonne connectivité aux espaces urbains. La localisation des investissements est ainsi tout à fait significative de la capacité des familles à mobiliser les capitaux sur un territoire intégré aux dynamiques urbaines et à structurer ces projets autour d'une gestion des ressources et de la force de travail multi-localisée. On remarque donc très fréquemment que les systèmes de ressources les plus solides, forgés à la fois par le cumul des ressources locales et l'apport des ressources migratoires, ont tendance à renforcer leur ancrage territorial en intensifiant les échanges et les implantations résidentielles ou productives dans le tissu urbain régional.

La structure agraire, sociale et politique de l'ejido mexicain est particulièrement porteuse de ce type de dynamique avec la mise en place de stratégies de cumul des patrimoines, des fonctions (politiques, traditionnelles et cérémonielles) et des titres destinés à être transmis par héritage et associés au bénéfice d'aides ou de cadres institutionnels garantis par l'État (essentiellement le titre agraire et le poste d'instituteur)²⁹⁴. Pour les familles ainsi positionnées au cœur de l'ejido et donc particulièrement bien intégrées au tissu social, politique et économique rural, la migration dans des espaces du marché du travail les plus favorables est donc non seulement accessible, mais également porteuse d'une plus grande capacité à se développer, à se solidifier en tant que structure de production et plate-forme de solidarités, à contenir les risques émanant d'un espace marginalisé et à mettre en commun les socles de l'espace familial et productif rural.

Les quelques familles les mieux dotées en divers capitaux et patrimoines réussissent donc à maintenir leur position dans l'espace de référence en combinant activités agricoles (vivrières, commerciales, bovines) et activités non-agricoles à caractère urbain, allant parfois jusqu'à engendrer de nouvelles logiques de localisation du système d'activité, en investissant l'espace des villes proches. C'est bien le capital humain qui permet de « décompartmenter les catégories socio-professionnelles et de favoriser l'accès à une

294A. Michel et A. López, « Structuration historique et familiale des mobilités dans l'isthme de Tehuantepec » (présenté à Colloque international TRANSITER - Dynamiques transnationales et territoires: la région centraméricaine en perspective, San José, décembre 2009).

meilleure rémunération du travail »²⁹⁵ en jouant sur une optimisation de la diversification des ressources, sur la maîtrise des « archipels d'activités »²⁹⁶ et donc sur une emprise territoriale mieux étayée.

Aux vues des trames familiales et productives qui permettent aux familles les mieux intégrées au tissu institutionnel, économique et social du monde rural d'articuler les ressources multi-localisées, on comprend que le potentiel productif ne réside pas seulement dans les modalités de transfert et d'usage des remises, mais bien dans les caractéristiques des familles qui portent et activent les chaînons du système de ressources.

A. Canales abonde également dans ce sens :

« le potentiel d'investissement et de développement « entrepreneurial » ne réside pas dans les remises mêmes mais dans le caractère « entrepreneurial » partagé par certains migrants avec une multitude de personnes qui sont complètement éloignées de la migration [...]»²⁹⁷.

La capacité à entreprendre, investir, développer l'activité et s'ancrer au tissu rural en tant que groupe familial gérant en commun un ensemble de ressources nous semble ainsi liée aux conditions d'articulation des trajectoires individuelles et collectives (a fortiori dans la distance) mais aussi à un certain degré de force ou de faiblesse dans le positionnement ou l'intégration au tissu local.

La mise en regard des deux municipes nicaraguayens nous permet de souligner l'importance des situations de différenciations socio-économiques et d'inégalités productives inhérentes aux contextes locaux. Comme on l'a vu, le panorama économique et productif se montre plus inégalitaire dans le municipe de Posoltega que dans celui de Palacagüina, aux vues de la distribution des foyers selon la possession de socles productifs mais aussi du rapport de force exercé par les grosses structures d'exploitation agricoles commerciales sur les petites paysanneries. Le travail de terrain et les multiples entretiens menés auprès des familles engagées dans une dynamique de mobilité montrent bien que la migration, loin d'atténuer ces déséquilibres, tend plutôt à les accentuer et à reproduire les

295Vaillant, « Formas espaciales y laborales de la movilidad campesina de Hatun Cañar: de la microverticalidad agro-ecológica o los archipiélagos de actividades », 130.

296Ibid.

297Canales, « Las remesas de los migrantes: ¿fondos para el ahorro o ingresos salariales? », 125.

mécanismes de concentration des ressources.

Ainsi, dans le municipe de Posoltega, marqué par la dépossession progressive du capital foncier et des moyens de production pour les petites paysanneries et par la montée en puissance des logiques d'exploitation mécanisées, flexibles et transnationales, on ne détecte que peu de cas de familles pour lesquelles le système de ressource se présente comme stable et consolidé par les bénéfices des ressources migratoires. De fait, les mobilités sont en grande majorité engagées sur l'espace régional et les stratégies de reproduction se présentent essentiellement comme un étirement saccadé et fragile d'un mode de vie précaire. Centré sur la vente temporaire de la force de travail, les systèmes de ressources distribués sur différents secteurs d'activité et espaces du marché du travail sont majoritairement vulnérables et la mobilité ne se transforme pas en une ressource capable de s'agréger à des socles pour l'ancrage local.

En revanche, à Palacagüina, la place occupée par les petits paysans propriétaires conserve un poids considérable, les secteurs de production du café et de l'élevage structurent l'organisation du territoire et hiérarchisent entre elles les unités de production, tandis que l'intégration aux réseaux urbains ou commerciaux semble plus dynamique. C'est donc sur la base de cette configuration rurale qu'un certain nombre de familles se distinguent en parvenant à cumuler et diversifier socles productifs et patrimoines. Dans ce municipe, on peut à nouveau souligner que la migration vers l'Amérique du Nord est forte (près de 40% des migrants absents au moment de l'enquête) et que les ressources de la migration parviennent davantage à étayer les dynamiques de solidification des systèmes de ressources locaux. Le cumul des patrimoines et la diversification des revenus permet ainsi de façon plus fréquente la consolidation du système de ressources au travers d'une forme de valeur ajoutée apportée par les ressources migratoires : l'intensification et la valorisation commerciale de la production agricole ainsi que l'accentuation de l'orientation des investissements vers les secteurs des services et de l'urbain constituent ainsi, pour ces familles les plus favorisées, les principales tendances de cette articulation fructueuse entre ressources complémentaires.

Conclusion

Les conditions d'intégration aux logiques de vente de la force de travail sur les espaces de l'économie transnationale et, plus largement, d'accès à la ressource migratoire sont donc inégales pour les familles qui doivent administrer dans la distance les stratégies tant individuelles que collectives. Si les familles les mieux dotées combinent les secteurs d'activités et parviennent à accéder à une meilleure rémunération du travail en condition de migration, pour la part majoritaire des familles les plus vulnérables, la recherche d'un salaire en dehors de l'espace de référence est souvent vitale et le groupe domestique se trouve dans son ensemble subordonné à la violence des conditions d'insertion sur le marché de l'emploi international, exposé à la précarité et aux faibles rémunérations.

La complexité du contexte migratoire dans chacun de nos espaces d'étude fait donc émerger un large éventail de possibilités mais aussi de restrictions et de difficultés liées à la captation d'un salaire sur le marché du travail régional ou international. Les mécanismes de transfert et les modalités d'usage de ces revenus extérieurs sont donc loin d'être homogènes et mettent en relief la variabilité des impacts de la ressource migratoire sur les mutations des espaces ruraux d'origine.

Dans les contextes de migration et de circulation de modèles urbains, l'évolution des formes de la ruralité semble en tout cas accélérée, donnant lieu à des reconfigurations tant territoriales, que productives ou culturelles²⁹⁸. Une série de processus et de dynamiques de transformation profondes a pu être mise en lumière :

D'une part, c'est la diminution de l'autoconsommation et la marchandisation de l'approvisionnement alimentaire ainsi que l'importance du milieu rural comme espace de référence dont la fonction résidentielle est accentuée qui sont particulièrement mis en relief dans les contextes de mobilité. D'autre part, l'intensification des connexions aux villes pour l'éducation, les services ou l'accès à l'emploi renvoient à la transformation des

²⁹⁸Linck, « La ruralité en miettes? Globalisation et fragmentation des territoires et sociétés rurales du Mexique »; Barkin, « Hacia una comprensión de la nueva ruralidad »; Carton de Grammont, « La nueva ruralidad en América Latina ».

paysages et des cadres socio-productifs ruraux qui impriment la marque de l'urbanité et du transnational, au travers des transferts et circulations entre les membres de la famille mobiles et l'ensemble des acteurs et structures politiques, économiques ou sociales, ancrées et hiérarchisées au sein du tissu rural d'origine.

Les bases de l'économie familiale se réajustent et de nouvelles formes de complémentarité entre les ressources, les espaces et les secteurs de production se construisent. Nous avons mis à jour l'existence d'impacts différenciés de la ressource migratoire sur les systèmes de ressources selon les modalités de mise en œuvre des parcours de mobilité ainsi que différents degrés de *capacité* des familles à faire évoluer l'organisation réticulaire de la production et des relations d'interdépendance. D'un côté, les ressources de la migration bouleversent peu les mécanismes de reproduction socio-économique dans le milieu rural et les socles productifs ne sont pas solidifiés ; au mieux ils sont maintenus et soutiennent des stratégies de résistance sans cesse remodulables. De l'autre côté de la hiérarchie socio-productive locale, les ressources migratoires caractérisées par un meilleur potentiel sont mobilisées dans le sens d'une orientation de la résidence et de la production vers le milieu urbanisé tandis qu'une transformation de la valeur de la terre s'opère dans le secteur paysan, avec l'importance primordiale de la ressource foncière pour la capitalisation et la constitution d'un patrimoine à transmettre.

Nous cherchons ainsi à contribuer à la compréhension des mutations rurales en établissant une grille de lecture qui prenne en compte la complexité et le caractère dynamique des systèmes de ressources mobilisés par les familles engagées dans la mobilité, au travers mais aussi au delà du secteur paysan des sociétés et territoires ruraux.

Dans ses travaux sur les mobilités paysannes en Bolivie, G. Cortes démontre que la migration « tend à renforcer la différenciation initiale d'accès aux ressources [car] de façon paradoxale, ce sont les familles qui ont initialement les meilleures ressources en terres qui peuvent accéder « sans risque » à la migration* »²⁹⁹. Nos recherches ont pour leur part permis de saisir le processus hétérogène et sélectif qu'est la migration en mettant en relief l'existence d'une base productive domestique qui permet d'assurer la mise en place des projets de mobilité, une certaine maîtrise des risques spatialement distribués ainsi que la

²⁹⁹Cortes, « Une ruralidad de la ausencia. Dinámicas migratorias internacionales en los valles interandinos de Bolivia en un contexto de crisis », 192.

plate-forme qui pourra accueillir d'éventuels investissements. Le capital foncier est, on l'a vu, central dans la constitution de ces mécanismes de solidarité et de gestion de l'archipel d'activités, mais c'est aussi à un niveau plus large et selon des dynamiques enchâssées que la reproduction des structures socio-économiques s'effectue. Les systèmes de ressources diversifiés et réticulaires constituent donc le facteur déterminant des transformations socio-productives rurales : ils exercent une forte influence sur les logiques de patrimonialisation, de mobilisation différenciée de la force de travail familiale et de valorisation des revenus captés sur différents espaces.

Au travers de ce chapitre, c'est donc la thèse d'un système de ressource administré depuis le lieu d'origine qui est retenue : la migration, lorsqu'elle parvient à *faire ressource*, s'intègre à ce système de ressources et est, elle aussi, administrée depuis l'espace de référence ou d'origine, de façon à faire le lien, articuler et solidariser des processus productifs et sociaux distendus ou éclatés.

Pour la persistance de la vie rurale, c'est donc toujours la famille qui doit opérer à la mise en place, la préservation ou la solidification du système de ressources en sachant s'adapter aux pulsations du marché de l'emploi, aux évolutions structurelles du territoire rural et aux évolutions du cycle de développement du groupe domestique inter-générationnel, processus dynamiques fonctionnant chacun selon des cadres spatiaux et temporels propres.

L'équilibre économique et le maintien des relations réciproques de solidarité sont donc dépendants de cette gestion de l'absence et de la distance entre les membres, mais aussi du potentiel des ressources migratoires qui bouleversent, stabilisent ou consolident les systèmes de ressources sur lesquels se basent les stratégies de résistance dans le milieu rural. La famille est donc mise à l'épreuve, transformée, étirée et redéfinie dans sa capacité à administrer une organisation réticulaire à la fois mouvante et robuste. « L'élasticité des structures familiales »³⁰⁰ doit donc être observée et révélée comme une ressource à part entière, permettant aux migrants et à leurs familles de vivre la ruralité au travers d'un enchâssement complexe de cadres dont les fonctions s'ajustent et se complètent.

300 Guetat-Bernard, « Nouvelles articulations villes/campagnes : pluri-appartenance et mobilité spatiale et professionnelle des ruraux (du delta du Nil) », 258.

CHAPITRE 7. Les contours mouvants de l'organisation familiale

L'économie familiale doit être perçue au travers de toutes ses dimensions pour nous permettre la compréhension de son caractère opératoire. L'unité domestique constituée par le foyer -au sens statistique et socio-démographique du groupe de personnes partageant le même toit et généralement liés par des liens de parenté proches au chef de famille- constitue une base solide de l'organisation productive et sociale. Mais la « grande famille »³⁰¹, la « grande famille trigénérationnelle »³⁰² ou plus généralement le groupe de proches et de parents³⁰³, formant ce que l'on nommera la famille élargie et regroupant au sein d'unités non résidentielles plusieurs générations d'ascendants, descendants et collatéraux, représentent eux aussi un cadre robuste et surtout malléable permettant aux individus de structurer voire de consolider les systèmes de ressources, de se maintenir et de se projeter dans le milieu rural.

Si de nombreux travaux récents tendent à développer une analyse de la fragmentation sociale, de la démarche individuelle d'émancipation, des rapports de force genrés et des nouvelles modalités de répartition du pouvoir entre les générations, notamment dans le contexte mexicain³⁰⁴, nous positionnons ici notre recherche autour de la perspective du

301L. Lomnitz et M. Pérez Lizaur, « Dynastic growth and survival strategies: the solidarity of mexican gran-families », in *Jelin E.: Family, household and gender relations in latin America* (Londres: Kegan Paul International/UNESCO, 1991), 229.

302M.L. Coubès, « Los vínculos familiares fuera de la coresidencia: geografía de residencia, intensidad de los contactos y lazos afectivos en la parentela », in *Rabell Romero C.: Tramas familiares en el México contemporáneo: una perspectiva sociodemográfica* (México: Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Sociales, 2009), 99.

303C. Bonvalet et al., « Proches et parents », *Population* n° 1 (1993): 83-110.

304Córdova Plaza, Núñez Madrazo, et Skerritt Gardner, *Migración internacional, crisis agrícola y transformaciones culturales en la región central de Veracruz*; M. Ariza, « Itinerario de los estudios de género », in *Ariza M. et Portes A.: El país transnacional. Migración mexicana y cambio social a través de la frontera* (México DF: UNAM, 2007), 453-511; P. Arias, « Migración, economía campesina y ciclo de desarrollo doméstico. Discusiones y estudios recientes », *Estudios Demográficos y Urbanos* 28, n° 82 (paraître 2013); M.E. D'Aubeterre et M.L. Rivermar Pérez, « Migración a Estados Unidos y estructura de los hogares en tres localidades del Estado de Puebla », in *Rivermar Pérez M.L. et Cordero Díaz B.L.: El Norte como destino. Circuitos migratorios Puebla-Estados Unidos* (Puebla: Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, 2008), 187-213; F. Lestage, « Evolución de los modelos de unión matrimonial en un contexto de migración generalizada. Los mixtecos en Tijuana a finales del siglo XX », in *Mummert G.: Fronteras*

maintien de la force et du renouvellement des fonctionnalités attribuées aux liens familiaux larges³⁰⁵: ils concentrent et catalysent les mutations des sociétés globalisées, réduisent les coûts, favorisent la mutualisation des risques de la migration et permettent la diversification des sources de revenus.

Sans nier l'intensification des dynamiques d'individualisation des trajectoires et des projections dans le cadre des nouvelles pratiques de consommation, de sociabilisation et de mobilité, nous fondons nos hypothèses de réflexion sur le rôle clé de la famille dans un contexte d'inégalités croissantes face aux conditions d'intégration au marché du travail et d'incapacité des États à inclure et protéger les populations les plus vulnérables. La structure socio-productive familiale, sous toutes les formes qu'elle peut inclure, reste la pierre angulaire des organisations et hiérarchisations de l'échange : elle permet de mutualiser, de compter sur une plate-forme (aux degrés de stabilité variables) et de transmettre ; elle peut amortir les accidents ou les risques et contribue à solutionner les problématiques d'accès aux ressources.

Le « réseau familial »³⁰⁶ est par conséquent l'objet d'une forme d'investissement: les réseaux (de tous types) ne sont en effet pas constitués de façon naturelle ni assurés de perdurer de manière institutionnelle, ils sont le produit d'un travail, d'un intérêt, d'une dynamique résolue pour produire et reproduire des liens durables et utiles qui favorisent chacun, d'un point de vue matériel et symbolique³⁰⁷. Les réseaux familiaux ne sont donc pas figés ni consensuels, ils sont structurés par des rapports de force et de profondes asymétries, et doivent être entretenus pour être fructueux.

Par ailleurs, toutes les familles ne disposent pas de la même capacité à cultiver ces réseaux de façon intense et renouvelée dans le temps, en fonction des étapes d'expansion et de contraction dans le cycle de vie familial mais aussi en fonction des modalités de séparation qu'impliquent les distinctes dynamiques de mobilité. Le rapport entre la constitution du

fragmentadas (Zamora: El Colegio de Michoacán, 2009), 299-310.

305A. Pitrou, « Le soutien familial dans la société urbaine », *Revue française de sociologie* 18, n° 1 (1977): 47-84; E. Wolf, « Relaciones de parentesco, de amistad y de patronazgo en las sociedades complejas », in *Banton M.: Antropología social de las sociedades complejas* (Madrid: Alianza Editorial, 1999), 19-39; M. Segalen, *Sociologie de la famille* (Paris: Armand Colin, 2010); C. Rabell Romero et M.E. D'Aubeterre, « Aislados o solidarios? Ayudas y redes familiares en el México contemporáneo », in *Rabell Romero C.: Tramas familiares en el México contemporáneo: una perspectiva sociodemográfica* (México: Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Sociales, 2009), 598.

306C. Gokalp, « Le réseau familial », *Population* 33, n° 6 (1978): 1077-1094.

307P. Bourdieu, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales* 31, n° 1 (1980): 2-3; J. Field, *Social capital* (London; New York: Routledge, 2003).

système de mobilité familial et la disponibilité d'un certain nombre de ressources multisituées doit donc être creusé.

L'interaction entre les différentes générations de la famille, leurs trajectoires et leurs comportements, et les espaces géographiques qu'ils investissent doit nous mener à mettre en lumière la complexité des configurations socio-spatiales et temporelles que la famille doit administrer. Les relations familiales étant largement régies autour d'une certaine proximité (au sein ou en dehors de la coresidence) et d'une gestion des solidarités et des conflits au quotidien, le phénomène migratoire -et tout particulièrement l'élargissement des distances parcourues et des durées d'absence- viennent bouleverser les modalités de relations et les modes de régulations au sein des familles qui doivent alors s'adapter à la diminution de la fréquence des échanges ou du moins à la transformation des conditions d'échange. Autrement dit, il est surtout question du bouleversement des conditions d'interactions et de support à la vie économique, politique, culturelle et intime pour les familles expérimentant des périodes de séparation plus ou moins longues mais aussi des formes de participation financière et productive en mutation.

La migration constitue en tout état de cause une ressource mobilisable par la famille, un capital spatial fabriqué et valorisé de façon collective. Pour nourrir la compréhension du monde rural centraméricain, l'évolution des mécanismes de distribution des ressources -agraires, salariés, migratoires, etc.- doit donc être envisagée autour de la structure familiale, nœud de l'articulation entre différentes échelles de décision et de stratégies, permettant à celles-ci de se rencontrer, de se compléter, de faire ressource.

Nous cherchons ici à décortiquer les enjeux de la mobilisation des ressources rurales et la fonctionnalité de la matrice familiale dans la gestion d'une multi-localisation aux configurations temporelles complexes.

Dans ce chapitre, la gestion de la constitution, de la valorisation et de la transmission du système de ressources est observée au travers du prisme de la famille élargie et des relations intra et inter générationnelles remodelées par la fragmentation et la dispersion spatiale³⁰⁸. La morphologie des dispositifs d'administration familiale des systèmes de

308D. Bryceson et U. Vuorela, *The Transnational Family: New European Frontiers and Global Networks* (New

ressources, marqués par différents degrés de mobilité (qualifiés dans d'autres travaux de « familles transnationales »³⁰⁹, de « configurations familiales »³¹⁰ ou d'« archipels »³¹¹), nous semble constituer un élément structurant au travers duquel se joue, d'une part, la mise en œuvre de stratégies de résistance et d'adaptation aux conditions d'intégration -et de marginalisation- des espaces ruraux centraméricains, mais aussi, d'autre part, l'émergence d'une série de mécanismes socio-productifs qui soulèvent et engendrent ces mutations.

Ainsi, dans quelle mesure les familles rurales disposent-elles de ressources leur permettant de se protéger, de maintenir une assise sociale et territoriale malgré la dispersion? Comment les relations tissées et entretenues dans la distance entre les membres de différentes générations peuvent-elles constituer un fondement du rapport à la ruralité?

Nous examinerons dans un premier temps la constitution et la répartition des foyers ruraux tels qu'ils ont pu être *visualisés* dans le cadre du questionnaire TRANSITER en portant une attention particulière au positionnement du fait migratoire dans la formation tant fonctionnelle que subjective de ces unités familiales de résidence. Afin de compléter cette approche, nous engagerons dans la deuxième partie du chapitre une tentative de compréhension affinée des enjeux de l'organisation familiale élargie en déployant les cadres autour desquels différentes générations peuvent s'associer au fil du temps et des besoins de réciprocité : les contours des sphères économiques constituant le réseau familial ample permettront alors de cerner la complexité des imbrications et des implications résidentielles, productives, sociales et patrimoniales sur lesquelles la ruralité se (re)construit. Enfin, c'est au travers d'une mise en lumière graphique sur différentes configurations familiales alliant système de mobilité et système de ressources que nous

York: Berg Publishers, 2002).

309N. Glick Schiller, L. Basch, et C. Blanc-Santon, *Towards a transnational perspective on migration: race, class, ethnicity, and nationalism reconsidered* (New York: New York Academy of Sciences, 1992); L. Guarnizo, « The emergence of a transnational social formation and the mirage of return migration among Dominican transmigrants », *Identities Global Studies in Culture and Power* 4, n° 2 (1997): 281-322; Bryceson et Vuorela, *The Transnational Family: New European Frontiers and Global Networks*; Cortes, « La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes ».

310H. Carton de Grammont, S.M. Lara Flores, et M.J. Sánchez Gómez, « Migración rural temporal y configuraciones familiares », in *Ariza M. et De Oliveira O.: Imágenes de la familia en el cambio de siglo*, UNAM (México, 2004).

311Léonard, Del Rey, et Quesnel, « De la comunidad territorial al archipiélago familiar. Movilidad, contractualización de las relaciones intergeneracionales y desarrollo local en el estado de Veracruz. »; Quesnel, « El concepto de archipiélago: una aproximación al estudio de la movilidad de la población y a la construcción de lugares y espacios de vida ».

CHAPITRE 7. Les contours mouvants de l'organisation familiale

montrons l'articulation des capacités d'ancrage à la mobilisation de ressources migratoires partagées, dessinant ainsi les contours mouvants d'une organisation familiale avant tout régie par un accès inégal à la ruralité.

1. Le cycle de vie des familles : une enquête qui porte le filtre de la migration

L'enquête TRANSITER a été menée dans les trois municipes d'étude autour de la même méthodologie. Deux caractéristiques principales à la mise en place de cet outil quantitatif doivent être soulignées pour pouvoir comprendre ses apports et sa portée.

Tout d'abord, rappelons que les questionnaires d'enquête ont été remplis dans les familles « avec expérience migratoire », c'est à dire dans lesquelles la personne à laquelle se présentait dans un premier temps l'enquêteur répondait « oui » à la question suivante : « Dans votre foyer, un ou plusieurs membres sont-ils déjà partis pour travailler, ou bien vivent et travaillent actuellement à l'extérieur ? ».

L'échantillon à partir duquel nous engageons la description et l'analyse est donc déterminé par cette condition ; il ne prétend pas représenter un panorama social, économique et démographique de l'ensemble de la société locale correspondant à chacun des municipes mais plutôt fournir un aperçu représentatif des familles rurales pour lesquelles la migration joue un rôle à un moment donné (passé ou présent) dans l'organisation familiale.

Il faut ensuite revenir sur la question de la définition du foyer et de la famille telle qu'elle a été faite à la fois par l'équipe de chercheurs ayant participé à ce projet (et plus spécifiquement par moi même dans le cadre de ce travail) et par les personnes ayant répondu aux questions portant sur leur organisation familiale au Mexique et au Nicaragua. Pour allier au mieux les objectifs scientifiques et les difficultés d'assignation d'un sens précis à l'idée de « foyer » aux réalités des pratiques et des représentations portées par les personnes avec lesquelles nous avons échangé, il fallait privilégier leur point de vue et leur donner la responsabilité de trancher.

En considérant les limites du foyer posées par les chefs de famille eux-mêmes, nous avons fait reposer l'analyse sur une unité domestique correspondant au mieux aux contours fonctionnels et symboliques que ces familles rurales s'attribuent. De cette manière, nous cherchons à saisir la perspective de l'espace d'origine et donc toute la subjectivité correspondant à la (non)prise en compte des individus mobiles et immobiles par les chefs

de famille. Ils donnent ainsi sens à la mobilité comme élément de solidarité et comme ressource économique intégrée à l'organisation familiale.

La typologie des foyers tels qu'ils ont été déterminés dans l'enquête TRANSITER porte donc le filtre de la migration dans le sens où les foyers qu'elle fait apparaître sont, au moins en partie, organisés autour d'une dynamique de mobilité et de ces impacts sociaux et/ou économiques. Nous avons tenté de différencier ces foyers en fonction de leur étape du cycle de vie démographique³¹² ou cycle de développement du groupe domestique³¹³ en privilégiant ici, à la lecture des données fournies par l'enquête, le rapport entre les membres actifs et les membres « dépendants » ainsi que les situations de corésidence entre différentes générations.

ENCADRÉ METHODOLOGIQUE N. 5

- Typologie des foyers -

Pour la mise en place de la typologie, on considère la présence d'individus actifs (dans l'espace d'origine ou de migration), la présence de membres économiquement dépendants ainsi que le nombre de générations formant le foyer.

Précisons que les femmes déclarées comme « femmes au foyer » ont été comptabilisées comme actives : participant amplement à l'économie familiale -même si elles ne sont pas intégrées formellement au marché du travail- elles réalisent fréquemment des activités de vente, artisanat, petit commerce, etc... même si cela n'apparaît que trop peu dans l'enquête³¹⁴.

Les adultes d'âge avancé (génération des grands parents) sont considérés comme actifs car ils continuent dans la plupart des cas à participer aux activités économiques du

312A. Quesnel et S. Lerner, « El espacio familiar en la reproducción social: grupos domésticos residenciales y grupos de interacción (algunas reflexiones a partir del estudio de la zona henequenera) », in *De Oliveira O., Pepin Leahleur M. et Salles V.: Grupos domésticos y reproducción cotidiana* (México: UNAM-El Colegio de México-Miguel Ángel Porrúa, 1989), 39-79.

313 Del Rey, « Movilidad y longevidad en las dinámicas familiares multigeneracionales. Aplicación al medio rural del Sotavento veracruzano, México ».

314 Bien qu'une attention particulière ait été portée à la saisie de toutes les activités économiques et sources de revenus familiales, on a pu constater au cours de la levée de l'enquête que de nombreuses femmes se déclaraient exclusivement femmes au foyer alors qu'elles exerçaient également une ou plusieurs activités parallèles génératrices de revenus pour le foyer.

foyer, au sein ou en dehors de l'exploitation agricole. Leur place dans l'organisation productive familiale tient par ailleurs à la détention du capital (notamment le capital foncier) qu'ils conservent jusqu'à la fin de leur vie.

La catégorie des dépendants regroupe donc les personnes âgées déclarées « sans activité » ou « à la retraite », les enfants de moins de 13 ans et les individus de plus de 13 ans déclarés « étudiants » ou « au chômage ».

Neuf types de famille se distinguent après un traitement statistique prenant en compte les trois critères cités ci-dessus :

- 1- couple actif + membre(s) dépendant(s)
- 2- femme seule + membre(s) dépendant(s)
- 3- couple actif sans membre dépendant
- 4- couple actif + membre(s) dépendant(s) + autre génération d'actifs
- 5- femme seule + membre(s) dépendant(s) + autre génération d'actifs
- 6- couple actif sans membre dépendant + autre génération d'actifs
- 7- femmes seule sans membre dépendant + autre génération d'actifs
- 8- homme seul sans membre dépendant + autre génération d'actifs
- 9- homme seul + membre(s) dépendant(s) + autre génération d'actifs

À partir de ce traitement statistique, trois grands types de famille ressortent pour l'analyse ; nous pouvons voir ici l'importance relative de chacun d'eux dans les trois municipes d'étude pour pouvoir par la suite présenter l'étape du cycle de vie à laquelle ils se placent et comprendre ainsi comment la mobilité peut entrer en jeu dans les événements et transformations de l'organisation familiale au travers du temps.

Tableau 28. Répartition des types de foyers dans les trois municipes d'étude

Types de foyers	San Juan Guichicovi	Palacagüina	Posoltega
1	22,8	24,4	28,7
2	0	4,4	1
A (1 et 2)	22,8	28,8	29,7
4	28,1	39,6	35,3
5	10,7	20,4	21,8
B (4 et 5)	38,8	60	57,1
6	25,9	4,4	5,2
7	7,1	2,2	2,1
C (6 et 7)	33	6,6	7,3
Autres	5,4	4,6	5,9
TOTAL	100	100	100

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

1.1. Des foyers nucléaires à l'étape de l'expansion (type A)

Le premier type de foyers mis en lumière par les données de l'enquête représente environ un quart de l'échantillon pour les trois municipes. Il correspond aux foyers composés d'un couple ou d'une femme seule (veuve, divorcée, séparée ou mère célibataire) et de membres dépendants, généralement des enfants en bas âge.

Tableau 29. Quatre exemples de foyers nucléaires à l'étape de l'expansion (type A)

Localité et numéro du questionnaire d'enquête	A1. Palacagüina - 72	A2. Posoltega - 465	A3. San Juan Guichicovi - 398	A4. San Juan Guichicovi - 386
Tranche d'âge du couple chef(s) de famille	45-55	30-35	30	30-35
Génération base	Couple	Couple	Couple	Couple
Activités développées dans le lieu d'origine par le(s) chef(s) de famille, avant, après ou entre les étapes migratoires	Mère au foyer Journalier agricole	Mère au foyer Ouvrier industrie cacahuète	Mère au foyer Paysan non titulaire	Commerçante Paysan ejidataire
Dynamique de mobilité réalisée par le ou les individus constituant le couple chef(s) de famille	<i>Père :</i> Circulaire, 3 voyages au Costa Rica	<i>Père :</i> migration longue, aux États-Unis depuis 2006 Circulation, 2 voyages de courte durée en 2002 et 2004 <i>Mère :</i> Circulation, 3 voyages courts au Costa Rica de 2000 à 2006	<i>Père :</i> militaire dans l'État de Chihuahua depuis 2004	<i>Père :</i> Ouvrier <i>Mère :</i> Femme au foyer Tous deux, dans la ville de Mexico de 2002 à 2006
Nombre d'individus dépendants	3 (1 enfant, 2 étudiants)	1 (enfant)	3 (enfants)	4 (enfants)
Deuxième génération active : activités uniquement dans le lieu d'origine	X	X	X	X
Deuxième génération active : mobilités temporaires et activités multilocalisées	X	X	X	X
Deuxième génération active : activités dans l'espace de migration	X	X	X	X

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Comme on le voit au travers des quatre exemples retenus dans le tableau ci-dessus³¹⁵, la migration peut intervenir à différentes étapes de développement du foyer.

Dans le cas de la famille A4, elle intervient avant ou pendant les premières années de l'extension du foyer, avec pour objectif la constitution d'un capital permettant l'installation et la construction de la maison. Même si elle pourra être remobilisée par la suite pour différents types de projets ou situations d'urgence, cette étape de mobilité du couple dans la ville de Mexico constitue un moyen d'entrer sur le marché du travail, de contourner ou de reporter les difficultés d'accès aux moyens de production ou à l'emploi dans le lieu d'origine, afin de construire les bases du jeune foyer.

Dans les situations des foyers A2 et A3, le départ en migration du père de famille se place au début du cycle de vie du foyer, au moment de la naissance des enfants et/ou de l'extension du foyer avec l'agrandissement de la génération des descendants. Il représente l'alternative à une situation de chômage, de mauvais accès à la terre ou à l'emploi, en tous cas à un manque de revenus et de stabilité productive dans le lieu d'origine. L'absence du migrant est dans ces cas là de relativement longue durée et la distance parcourue s'associe à la fois à une situation de séparation prolongée et de potentiel d'envoi de remise assez élevé (marché du travail étasunien pour le foyer A2 et marché du travail de la région frontalière pour le foyer mexicain A3) qui correspond à un besoin financier spécifiquement orienté à la consolidation du foyer et à l'assurance des nécessités quotidiennes, notamment pour les jeunes enfants. Soulignons par ailleurs que dans le foyer A2, cette étape de migration de longue distance et de longue durée réalisée par le père de famille fait suite à une étape de mobilités circulaires vers le Costa Rica de la part des deux membres du couple.

Enfin, le foyer A1 illustre un scénario très fréquemment rencontré dans les campagnes nicaraguayennes, celui de la complémentarité entre une économie précaire dans l'espace rural d'origine et un parcours de succession de mobilité vers le marché du travail du pays voisin. Le manque d'accès à la terre comme à la mobilité se conjuguent alors pour ces foyers qui se reproduisent dans le cadre d'un étirement du mode de vie journalier au sein

315 Ces exemples ont été retenus pour leur valeur représentative comme pour leur valeur illustrative du *visage* et des configurations démographique, générationnelle, productive et migratoire des familles rurales rencontrées.

et au delà de l'espace rural de résidence³¹⁶. Dans ce foyer, la mobilité constitue une ressource précaire et régulièrement mobilisée pour faire face à la faiblesse des revenus du travail agricole journalier dans le lieu d'origine et permettre la survie de la famille nucléaire dont le système de ressources local est fragile.

1.2. Des foyers entre éducation, soins et fission : faire coïncider la dépendance et la force de travail (type B)

Le deuxième type de foyer représente presque 40% des foyers enquêtés à San Juan Guichicovi, 60 et 57% des foyers de l'échantillon à Palacagüina et Posoltega. Dans ces foyers, deux générations d'actifs contribuent à l'économie familiale et côtoient des membres dépendants, jeunes enfants, jeunes adultes étudiants ou sans emploi, ou encore personnes âgées n'exerçant plus d'activité productive. Les exemples suivants nous permettent de visualiser les différentes configurations dans lesquelles les générations d'actifs peuvent se répartir les responsabilités économiques au travers de l'occupation des espaces de production et des moments du cycle de vie de l'unité domestique, afin d'assurer le maintien et la reproduction du foyer dans son ensemble et de ses membres dépendants en particulier.

316 Voir chapitre 5, 1.1. et 1.2.

Tableau 30. Quatre exemples de foyers entre éducation, soins et fission (type B)

Localité et numéro du questionnaire d'enquête	B1. Palacagüina - 2	B2. Posoltega - 564	B3. San Juan Guichicovi - 302	B4. San Juan Guichicovi - 300
Tranche d'âge du couple chef(s) de famille	50-55	54	40-45	63
Génération base	Couple	Femme veuve	Couple	Femme veuve
Activités développées dans le lieu d'origine par le(s) chef(s) de famille	Femme au foyer Paysan titulaire	Couturière	Commerçante Policier municipal + activité agricole	Paysanne ejidataire
Dynamique de mobilité réalisée par le ou les individus constituant le couple chef(s) de famille	X	X	<i>Père :</i> période mobilité avec circulation, de 1983 à 1993 à Mexico DF	X
Nombre d'individus dépendants	3 (enfants)	3 (enfants)	3 (2 enfants, 1 grand mère)	1 (enfant)
Deuxième génération active : activités uniquement dans le lieu d'origine	<i>1 fils</i> de 28 ans, célibataire, ingénieur	<i>1 fille</i> de 28 ans, en couple, femme au foyer	<i>1 grand père</i> , 80 ans, actif au sens de la participation à l'activité productive et de la détention d'une parcelle ejidale	X
Deuxième génération active : mobilités temporaires et activités multilocalisées	X	<i>4 fils</i> , 25-35 ans, célibataires ou en couple, entre 1 et 14 voyages au Costa Rica	X	X
Deuxième génération active : activités dans l'espace de migration	<i>1 fille</i> de 30 ans, mère célibataire, aux États-Unis depuis janvier 2008		X	1 fils de 25 ans, marié, militaire dans l'État de Chihuahua depuis 2002

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Sans les foyers B1 et B4, la génération des parents âgés de 50-60 ans assure l'ancrage et le maintien de la résidence comme de la production dans le lieu d'origine. Titulaire de la ressource foncière et active dans les secteurs agricoles et non-agricoles, cette génération généralement peu mobile est garante de la préservation, de l'administration et de la reproduction du système de ressource ancré au territoire rural. Dans le cas du foyer B1, un membre de la deuxième génération contribue également au système de ressources local avec un emploi et un salaire fixe dans la communauté (étant célibataire, il participe à l'entrée d'argent dans le budget familial).

On peut supposer dans ces deux cas que le degré de stabilité de l'économie et du patrimoine rural familial a permis ou au moins favorisé le départ en migration (d'un membre dans ces cas) de la génération descendante. L'articulation se joue ici à la fois sur une capacité et sur une nécessité à migrer : les ressources locales détenues par le foyer, bien que relativement solides et valorisables, ne permettent cependant pas aux jeunes générations de demeurer dans le lieu d'origine et de constituer leur propre foyer sans avoir recours à un élargissement de l'espace familial et du périmètre du marché du travail. La mobilité se présente donc ces générations comme une alternative parfois pressante (pour s'émanciper, préparer ou consolider la formation d'un foyer propre) mais dans le même temps comme une option pour laquelle l'éventail des choix et des possibles est davantage ouvert que dans d'autres configurations où le système de ressources est plus fragile. Le coût d'une migration plus lointaine mais aussi potentiellement plus fructueuse peut ainsi être assuré dans ces foyers.

Dans d'autres cas, la configuration productive et migratoire correspond à la fois à une forte dépendance économique pour la(les) génération(s) qui demeure(nt) au village et à un système de ressources local fragile. La génération des jeunes actifs peut alors entreprendre des itinéraires de mobilité aux dynamiques circulaires qui permettent d'intégrer le marché du travail de proximité tout en continuant éventuellement de participer à la production domestique ou de percevoir un salaire temporaire dans le lieu d'origine entre les étapes de mobilité. Les logiques de reproduction se présentent alors souvent comme instables et aléatoires pour les membres de la famille qui ne sont pas mobiles et ne peuvent pas compter sur une source de revenus pérenne dans la communauté. C'est particulièrement le

cas des femmes veuves ou célibataires qui se maintiennent au foyer avec des enfants en bas âge et gèrent une économie familiale dépendante des envois ou apports d'argent réalisés par les migrants. Dans ce type d'économie familiale, les rapports fonctionnels entretenus avec les jeunes adultes -surtout les jeunes femmes- célibataires, en couple ou mariées et restées au village, sont eux aussi fondamentaux pour l'administration des ressources, des tâches quotidiennes mais aussi du temps (foyer B2).

Ces familles multi-générationnelles sont alors mises sous tensions à différents moments du cycle de vie ; elles doivent résoudre le besoin de revenus salariés en jouant sur la répartition de la main d'œuvre familiale (notamment avec les membres actifs les plus jeunes, célibataires et sans responsabilité familiale propre) tout en négociant dans le même temps l'étape de fission, c'est à dire de désolidarisation des adultes sortant progressivement du « nid parental ». Au travers des processus dissociés ou combinés d'éloignement par la mobilité et de constitution d'un foyer à part, le groupe familial alors en transformation doit reformuler et redéfinir les liens de solidarité, les relations économiques et les conditions de l'interdépendance.

Le troisième scénario fréquemment observé et appartenant au type B est celui du foyer composé d'adultes actifs, de leurs jeunes enfants et de la génération des ascendants. Les adultes de la génération intermédiaire développent l'activité productive dans le lieu d'origine et/ou dans les espaces de migration appropriés à certains moments du cycle : dans le cas du foyer B3, il s'agit de la période d'extension du foyer et, on peut le supposer, d'attente quant à la possibilité de bénéficier des ressources foncières du grand père. L'intégration à l'ejido est par la suite effective et est associée à l'exploitation des terres familiales dans une gestion de la production et des revenus mutualisée entre les deux générations. Elle s'accompagne alors dans ce foyer d'une diversification des activités rurales permettant la captation de revenus non-agricoles et salariés.

Si la problématique de construction et de consolidation du foyer a été résolue en partie par la démarche de mobilité vers la capitale nationale à un certain moment du cycle de développement, ce foyer se trouve « photographié » par l'enquête à une étape correspondant davantage à une dynamique de maintien de la résidence, d'assurance face à la dépendance, à la vieillesse et à l'éducation, mais aussi de partage des ressources et du travail entre les ascendants et les descendants dans l'espace rural d'origine. On peut

CHAPITRE 7. Les contours mouvants de l'organisation familiale

imaginer que la configuration productive familiale et la négociation des relations de solidarité se verra transformée par le processus de transmission du patrimoine et l'entrée en activité des enfants ; la ressource migratoire pourra alors à nouveau être mobilisée pour équilibrer et accompagner la mutation du foyer.

1.3. Perspectives et stratégies des foyers à l'étape du remplacement ou de l'extinction: du sens de l'intégration des membres actifs aux périmètres de l'organisation familiale (type C)

Les foyers de type C correspondent aux structures d'organisation familiale pour lesquelles deux générations d'actifs cohabitent sans la présence de membres dépendants (enfants, étudiants, personnes âgées).

Tableau 31. Trois exemples de foyers nucléaires à l'étape du remplacement (type C)

Localité et numéro du questionnaire d'enquête	C1. San Juan Guichicovi - 326	C2. San Juan Guichicovi - 422	C3. Posoltega - 586
Tranche d'âge du couple chef(s) de famille	60-65	64	60-70
Génération base	Couple	Femme veuve	Couple
Activités développées dans le lieu d'origine par le(s) chef(s) de famille	Femme au foyer Paysan ejidataire	Femme au foyer	Femme au foyer Homme au chômage
Dynamique de mobilité réalisée par le ou les individus constituant le couple chef(s) de famille	X	X	X
Nombre d'individus dépendants	X	X	X
Deuxième génération active : activités uniquement dans le lieu d'origine	1 fille, 23 ans Couturière	X	X
Deuxième génération active : mobilités temporaires et activités multilocalisées	X	X	2 fils : 40-43 ans, en couple 3 et 12 voyages au total au Costa Rica depuis 2003 et 2008 ouvrier et journalier agricole
Deuxième génération active : activités dans l'espace de migration	3 fils : de 30 à 40 ans, mariés Militaires 1 dans le Nord Ouest du Mexique 2 à Mexico DF	1 fils et 2 filles : de 20 à 25 ans, célibataires Commerçants et Domestique à Mexico DF	X

Source : Enquête TRANSITER, 2009.

Dans la majorité des cas, une partie des membres de la génération des jeunes adultes -célibataires, en couple ou mariés- s'engage dans une démarche de mobilité tandis que les parents demeurent dans l'espace rural d'origine avec un ou deux fils/fille(s) participant alors au système de ressource local et/ou aux tâches quotidiennes au sein du foyer parental (par exemple dans le foyer C1).

Comme dans la configuration des foyers de type B, les dynamiques de mobilité peuvent se caractériser par une absence prolongée (foyers C1 ou C2 avec des migrants à Mexico ou dans le nord du pays, ou encore aux États Unis dans d'autres cas), ou bien par des pratiques de mobilités temporaires et de circulation régulière (foyer C3 par exemple avec deux fils intégrant fréquemment le marché du travail costaricien).

On peut noter une nette différence entre la part des foyers concernés par ce type de configuration dans l'Isthme et au Nicaragua. Si moins de 10% des foyers se trouvent représentés dans cette catégorie à Palacagüina et à Posoltega, ils sont un tiers à en faire partie à San Juan Guichicovi.

Cet écart peut s'expliquer au moins en partie par les mécanismes d'accès aux terrains de construction et à l'habitat dans chacune des localités : la structure communautaire de l'ejido procure en effet au Mexique une possibilité plus large pour les jeunes couples de s'installer en constituant un foyer propre dans une maison à part de celle des parents ou beaux parents. Par le biais de l'institution agraire ejidale, la distribution des droits fonciers favorise l'accès aux terrains constructibles dans la partie la plus densément peuplée du municipe (appartenant à l'ejido de San Juan Guchicovi) ou dans le village de la communauté de El Ocotal (secteur dans lequel nous avons aussi mené une partie de l'enquête, appartenant à l'ejido du même nom). Au contraire, l'achat d'un terrain en propriété privée pour la construction d'une maison est beaucoup plus difficile dans les deux municipes nicaraguayens et la présence de jeunes couples avec enfants dans le foyer des parents est beaucoup plus fréquente puisque l'accès à une maison indépendante ne peut généralement se faire que plus tard dans le cycle de vie démographique (notamment au travers de la stratégie migratoire, avec pour objectif un apport financier permettant de construire ou de consolider un foyer propre).

Cette pression démographique sur les terrains d'habitation est particulièrement forte à

Posoltega, depuis la catastrophe naturelle de 1998, avec les problèmes de détérioration des sols et de relogement des communautés affectées.

La faible représentation des foyers de type C au Nicaragua est donc à associer à une part beaucoup plus conséquente de foyers tri-générationnels (type B).

Ces foyers se trouvent typiquement à l'étape du cycle de vie domestique du remplacement ou de l'extinction, consécutive de la « constitution des foyers étendus de descendance »³¹⁷, c'est à dire du moment où les jeunes adultes -la génération des enfants du « couple base »- se mettent en couple, se marient, font des enfants et en viennent à former leur propre foyer, sans que de jeunes enfants ne continuent de vivre dans le foyer parental de la première génération. Le foyer des parents se transforme alors petit à petit, au travers de deux types de scénarios : soit il perd son statut de « foyer étendu de descendance » et s'intègre à un « foyer étendu d'origine » (la génération des parents âgés devenant dépendants du ou des foyers de leurs enfants adultes et actifs) - c'est le remplacement ; soit il devient foyer nucléaire avant la dernière phase de dissolution du groupe familial - c'est l'extinction³¹⁸.

La prise en considération des enfants migrants de la part du chef de famille, même lorsqu'ils se trouvent à l'étape d'indépendantisation et de *décrochement* par rapport au foyer parental, est alors tout à fait significative. Leur intégration aux périmètres du foyer dans le cadre de la discussion et de la levée de l'enquête renvoie à un certain degré de relations et d'échanges escomptés, à la perspective spécifique des membres du foyer *qui restent* et pour qui le maintien des liens économiques, fonctionnels, productifs ou de solidarité, qu'ils soient tangibles ou espérés³¹⁹, est un objectif vers lequel on essaye toujours de tendre. Même si le maintien de la ruralité n'est pas associé dans ces foyers au besoin d'éducation, de soins ou de services liés aux nécessités quotidiennes de membres économiquement dépendants, la prise en compte des individus migrants correspond à une certaine stratégie d'articulation entre la reproduction du système de ressources local et les parcours de mobilité réalisés par certains membres actifs, dans différents espaces et selon

317 Del Rey, « Movilidad y longevidad en las dinámicas familiares multigeneracionales. Aplicación al medio rural del Sotavento veracruzano, México », 253.

318 Ibid.

319 Voir les réflexions menées sur les notions d'attente et d'espoir (*espera/esperanza*) par Ana María Fernández Poncela (Universidad Uam Xotchimilco), Nancy Green (EHESS) ou Margarita Theesz Poschner (UNAM) dans le cadre du Programme ANR TERRIAT - « Les territoires de l'attente » (Congrès international, Mexico DF, octobre 2012).

différentes temporalités.

Il peut ainsi s'agir d'une logique de renforcement d'un système de ressources local déjà relativement solide (c'est le cas du foyer C1 qui bénéficie de deux socles productifs ancrés au territoire rural : le titre ejidal et le bénéfice de deux programmes fédéraux) ou bien au contraire d'une configuration pour laquelle l'ancrage local et le système de ressources sont fragiles (foyers C2 et C3 par exemple), les revenus migratoires, effectivement perçus ou en tous cas escomptés, constituant alors une ressource garante d'un degré minimum de sécurité.

Pour les trois types de foyers déclinés ici, c'est précisément au travers des enjeux liés à la transformation de la structure familiale et à la mise en tension des liens de dépendance comme de solidarité que nous devons questionner l'entité sociale, économique et statistique du « foyer ». Le travail de terrain et les entretiens qualitatifs approfondis nous ont en effet mené à repenser et surtout à *redimensionner* le périmètre des familles rurales qui doivent s'adapter aux temporalités du cycle de vie, à la distribution différenciée de la force de travail familiale et aux mécanismes de constitution, partage et transmission des ressources.

Dans de nombreuses configurations rurales et paysannes, les relations économiques, productives et sociales dépassent en effet le plus souvent les murs du foyer, considéré comme unité au sein duquel les membres vivent sous le même toit, partagent le budget quotidien, *au même pot et au même feu*: la continuité des liens exercés dans le cadre d'un réseau familial extensible et modulable s'associe alors au processus de transformation et de séparation des foyers³²⁰.

Mais c'est en particulier le processus de mobilité, en tant que dynamique spatiale et temporelle portée par les membres migrants comme par leurs parents et proches restés

320G. Ancey, « Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain » (Note Amira n.3, 1975); Quesnel et Lerner, « El espacio familiar en la reproducción social: grupos domésticos residenciales y grupos de interacción (algunas reflexiones a partir del estudio de la zona henequenera) »; V. Salles, « Cuando hablamos de familia, ¿de qué familia estamos hablando? », *Nueva antropología* n° 39 (1991); Robichaux, « ¿Dónde está el hogar? Retos metodológicos para el estudio del grupo doméstico en la mesoamérica contemporánea ».

dans l'espace rural d'origine, que nous cherchons à éclairer et à exploiter pour mieux saisir les transformations qui régissent l'organisation territoriale et socio-productive des ruralités en Amérique centrale. Considérée comme élément dynamique associé aux flux et aux freins de la globalisation, la mobilité et la (non)circulation permettent de mettre en lumière les stratégies de gestion des ressources spatiales³²¹, de construction, modification et complexification de l'organisation familiale en archipel³²².

321M. Lussault, *L'homme spatial: la construction sociale de l'espace humain* (Paris: Seuil, 2007).

322Léonard, Del Rey, et Quesnel, « De la comunidad territorial al archipiélago familiar. Movilidad, contractualización de las relaciones intergeneracionales y desarrollo local en el estado de Veracruz. »; Quesnel, « El concepto de archipiélago: una aproximación al estudio de la movilidad de la población y a la construcción de lugares y espacios de vida »; Quesnel et Del Rey, « Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural (Etat du Veracruz, Mexique) ».

2. Déterminer le périmètre des sphères économiques. Une tentative de compréhension des enjeux de l'organisation familiale élargie

Pour mieux saisir les évolutions récentes des territoires et des sociétés rurales centraméricaines ainsi que les enjeux de l'organisation familiale qui recompose et administre les systèmes de ressources, il nous faut faire l'effort de compléter les apports de l'outil statistique qui a pu nourrir l'analyse autour de l'unité domestique déterminée par les chefs de famille. Pour favoriser une meilleure approche de la complexité socio-économique, c'est donc l'ensemble des dimensions et des mécanismes de fonctionnement structurant l'espace familial ample qui doit être observé. Cette démarche de définition et de délimitation des différentes sphères qui opèrent au sein mais aussi au delà du groupe résidentiel a déjà été menée dans d'autres travaux en considérant les « niveaux de décision »³²³ ou les « groupes domestiques d'interaction »³²⁴ qui structurent les réseaux de relations familiales multidimensionnelles.

L'objectif principal se pose alors autour de la prise en compte d'un espace familial plus large permettant de dépasser les limites de l'utilisation conceptuelle du groupe domestique résidentiel, notion qui,

« en plus de refléter une apparente nucléarisation soulignée comme tendance générale dans la majeure partie des études, ne rend pas compte du sens et de l'importance de la formation des accords familiaux et des relations sociales entre groupes de parenté* »³²⁵.

Sur le terrain, la préoccupation pour définir les unités fondamentales et dessiner les contours de la morphologie économique des familles a très vite surgit, au fil des discussions, des observations, mais surtout des entretiens menés auprès des chefs de familles (ou de leurs époux(se), fils, fille, etc.) plusieurs mois après qu'ils aient répondu à l'enquête TRANSITER. Munie du questionnaire et après un exercice spatio-ethnologique

323Ancy, « Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain ».

324Quesnel et Lerner, « El espacio familiar en la reproducción social: grupos domésticos residenciales y grupos de interacción (algunas reflexiones a partir del estudio de la zona henequenera) ».

325Ibid., 43-44.

m'ayant permis de localiser le-dit foyer, j'ai pu reprendre dans une trentaine de familles (la majorité à Palacagüina) les différentes trajectoires de mobilité entreprises par les membres mobiles, les actualiser ou les préciser, mais aussi revenir sur les modalités de constitution et d'organisation des systèmes de production et d'activité en proposant un questionnaire plus ouvert et plus lesté sur l'exploitation agricole, l'accès à la terre, l'accès à l'emploi salarié, les conditions de perception de revenus non-agricoles, la répartition de la force de travail familiale, les besoins quotidiens ou la formulation de projets individuels comme collectifs³²⁶.

À cette étape de la recherche, deux traits majeurs de la réflexion se sont dessinés de façon plus nette. D'abord, la nécessité de ne pas limiter l'analyse de l'organisation économique familiale au fonctionnement de l'exploitation domestique (agricole ou non) et ne pas se concentrer uniquement sur les mécanismes d'équilibre entre travail et consommation au sein du foyer -qui serait alors considéré comme une unité économique cohérente en soi, indépendante et suffisante pour l'analyse. Il fallait surtout mettre en relief les logiques productives multi-sectorielles et multi-localisées qui sont justement à l'origine de la transformation des paysanneries et des ruralités dans la région. En second lieu, et de manière articulée au premier point, ce sont les relations complexes, fluctuantes et enchâssées se faisant jour au delà des limites du groupe résidentiel qui nous ont portés vers la compréhension d'une famille élargie, au périmètre ample et aux contours mouvants. Cette famille élargie fait système dans la gestion de l'appareil productif et du réseau de réciprocités, tout en étant fondamentalement régie par des rapports de pouvoir liés à la génération comme au bénéfice des ressources locales et/ou migratoires.

Dans ce sens, les travaux menés dans le contexte ouest-africain à la fin des années 1970 par J.M Gastellu³²⁷ se sont présentés comme une proposition méthodologique riche et comme un outil pertinent pour cerner la morphologie de la famille rurale en fonction des ressources mobilisées, des contraintes, du cycle de vie et des liens de parenté. Gastellu

326 Si cet exercice de mise en regard systématique du questionnaire d'enquête avec un entretien approfondi un an plus tard n'a pas pu être mené de la même manière à Posoltega et à San Juan Guichicovi, les entretiens menés dans ces municipes ont toutefois permis de compléter et de confirmer cette tendance des familles rurales à s'organiser dans le cadre de relations intra et inter générationnelles élargies.

327 J.M. Gastellu, « Mais, où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique? », *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines* XVII, n° 1-2 (1980): 3-11.

distingue ainsi quatre types de « communautés » sur la base desquelles fonctionnent les unités économiques familiales - résidence / production / consommation / accumulation – et fonde son analyse sur la parenté, «apport essentiel pour comprendre la composition des unités économiques »³²⁸.

Si nous ne mobilisons pas cette grille de lecture en l'état, nous y trouvons toutefois un angle d'analyse permettant de décomposer l'organisation socio-productive des familles dans l'ensemble des dimensions qu'elles peuvent adopter en nous concentrant particulièrement sur l'appropriation d'espaces de production multi-situés, sur les situations d'absences longues ou sporadiques et sur les circulations associées à ces mobilités. Il s'agit pour nous de développer la compréhension des structures familiales et de leur fonctionnement dans le cadre des différents agencements qui jouent sur les stratégies de subsistance, de production, de reproduction des foyers, d'assurance, de solidarité et de transmission dans le contexte particulier d'engagement de la famille dans une démarche de mobilité. Plus que d' « unités » ou de « communautés » économiques, il s'agit pour nous de « sphères » autour desquelles les membres de la famille se situent, gravitent et interagissent, adoptant au fil du temps une certaine logique de sélection des collaborateurs clés et des ressources en jeu.

Ainsi, dans le cadre de ces dynamiques migratoires, quelles ressources et quels patrimoines sont mis en jeu selon le niveau de solidarité et de fonctionnalité productive qui se dessine à l'intérieur de la famille élargie ? Comment et quand les individus s'intègrent et participent-ils à une ou plusieurs sphères économiques ? De quelle manière ces différentes sphères peuvent-elles se dissocier ou bien se combiner, en jouant sur la superposition et l'enchâssement des contours de l'organisation familiale?

2.1. Sphères de résidence : pratiques et fonctions du vivre ensemble

Il s'agit le plus souvent des individus, liés entre eux par des relations de parenté proches,

³²⁸Ibid., 3.

qui vivent au quotidien dans une même espace délimité par les murs de la maison. Les liens de parenté à l'intérieur de cette sphère permettent ainsi de situer chaque individu selon son statut au sein du groupe domestique habitant sous un même toit et donc de repérer les individus qui activent les supports de l'activité économique.

Les autres sphères économiques lui sont internes (pour J.M. Gastellu, la « communauté » de résidence n'a pas de finalité économique directe mais permet de saisir le fonctionnement des trois autres unités parce qu'elle constitue d'abord une plate-forme de vie en commun et de partage de l'environnement quotidien). Même si elle est insuffisante pour comprendre l'ensemble des interactions économiques et sociales qui se jouent à l'échelle de la famille élargie et qui assurent le maintien et la reproduction du groupe dans et au delà du territoire rural, cette sphère reste fondamentale pour l'analyse car elle permet de saisir la constitution et la hiérarchisation des sous-ensembles formant le système familial et le système de ressources. La maison constitue la matérialisation par excellence de ce lien social.

Cette notion de sphère de résidence peut également être associée à celle de « groupe domestique résidentiel » mise en avant par A. Quesnel et S. Lerner³²⁹, qui se dessine selon des critères de corésidence, de relations de parenté avec le chef de famille, de budget commun et de participation à différentes pratiques pour la satisfaction des besoins quotidiens. Mobilisée dans le cadre des études socio-démographiques classiques, elle représente la famille en tant qu'unité pour la levée de recensements ou d'enquêtes et correspond ainsi aux limites du foyer tel qu'il a été abordé dans la démarche quantitative du programme TRANSITER.

Notre enquête se caractérise cependant par « l'entrée » ou le filtre de l'existence, passée ou actuelle, de mouvements migratoires par au moins un des membres du foyer. Cette particularité implique déjà une forme de distorsion de la sphère de résidence puisque les chefs de famille ont en fait inclus les personnes habitant « habituellement » dans le foyer à l'intérieur du cadre statistique. Cette évaluation effectuée par les chefs de famille -qui, parmi les migrants de la famille (nucléaire ou élargie) fait partie du foyer ? y vit habituellement ? en est parti ? y reviendra ? etc.- est donc subjective et sujette à être modifiée au cours du temps. Ainsi, le fait d'intégrer au cadre du foyer des membres engagés

³²⁹Quesnel et Lerner, « El espacio familiar en la reproducción social: grupos domésticos residenciales y grupos de interacción (algunas reflexiones a partir del estudio de la zona henequenera) ».

dans des trajectoires de mobilité longue impose le renouvellement ou la redéfinition de la notion de sphère de résidence : il est important pour nous de saisir la composition du foyer en tant que cadre de vie quotidienne, de partage des besoins de consommation et de distribution de la force de travail, tout en prenant en compte l'absence et la mise à distance vis à vis de certains membres mobiles qui adoptent alors un statut spécifique, de manière temporaire ou prolongée.

Nous optons donc dans ce travail pour une perspective qui permette de considérer les membres migrants -absents à un moment T- comme faisant partie de la sphère de résidence (puisqu'ils ont été déclarés comme tel par les chefs de famille) tout en insistant sur le caractère spécifique de leur positionnement par rapport aux autres membres *présents*, par rapport à ceux qui restent. Cette spécificité tient finalement à deux éléments : premièrement, à la situation d'absence et donc de rupture -au moins momentanée- dans la dynamique de corésidence ; deuxièmement, à l'évolution de la situation du migrant par rapport à son foyer d'origine au fil de l'expérience migratoire, l'appartenance à un foyer pouvant être dédoublée ou transférée lorsque le migrant est installé à moyen ou long terme dans l'espace de destination.

Mais pour nous, c'est la prise en compte des membres absents par le groupe familial ancré dans l'espace rural d'origine qui prime et qui oriente l'analyse des transformations de l'organisation productive. En effet, si le groupe domestique a vu ses fonctions productives se transformer, voire diminuer, la « maison rurale a augmenté sa vocation et sa malléabilité en tant qu'environnement de refuge et d'appartenance*»³³⁰.

Depuis le point de vue des espaces de départ, nous cherchons à saisir le sens et les modalités de l'intégration des membres mobiles aux diverses dimensions du système de ressources rural. Dans la famille élargie, les interactions s'effectuent en fonction d'intérêts, de capacités et de temporalités complémentaires, au sein des trois sphères économiques que nous décrivons à présent.

330Arias, *Del arraigo a la diáspora: dilemas de la familia rural*, 26.

2.2. Sphères de production : activités et revenus multi-localisés

La sphère de production correspond au système d'activités construit et constamment transformé par les membres actifs de la famille qui mettent en commun ou articulent le produit de leur force de travail. Ils peuvent participer à différents secteurs d'activité (production agricole vivrière, salariat agricole ou non agricole, activité commerciale de biens ou de services, artisanat, etc.) et mobiliser cette force de travail dans différents espaces de production, qu'il s'agisse du lieu de résidence ou d'espaces plus ou moins lointains, impliquant ainsi des dynamiques de mobilités et de circulation spécifiques ainsi que diverses modalités de présence et de participation à l'appareil productif familial.

Dans le cadre de ces complémentarités productives et des interactions financières qui en découlent, la question de l'intérêt partagé, de la mutualisation et de la mise en place de *contrats* économiques entre un certain nombre de membres actifs se pose.

Depuis la perspective de la *New Economics of Labor Migration*, les remises, comme l'ensemble des flux économiques ou productifs circulant au sein du groupe familial, constituent un apport majeur à une économie familiale qui doit diversifier les risques et jouer sur les complémentarités des ressources fournies par l'ensemble des individus contribuant au capital et à la force de travail. Ces transferts se présentent donc comme une forme de contrat temporaire entre le migrant et sa famille dans le cadre d'un système de ressources mutualisé et négocié, de manière à obtenir un certain degré d'efficacité et de flexibilité au sein de l'unité de production, au travers de « ce qu'on pourrait appeler la dynamique des avantages comparatifs de la famille* »³³¹. Dans cette optique, la migration n'est pas associée à la désintégration familiale ni à la rupture des liens économiques ou fonctionnels entre les membres actifs et dépendants, ou entre les membres mobiles et immobiles. Au contraire, l'unité de production s'adapte pour résister aux tensions et aux contraintes d'un monde rural marginalisé ou instable et la migration représente davantage une « stratégie calculée [qu'un] acte de désespoir ou d'optimisme sans borne* »³³².

Dans ce sens, il faut insister sur la répartition des rôles productifs entre les membres actifs

3310. Stark, *The migration of labor* (Oxford: Basil Blackwell, 1993), 25.

332Ibid., 26.

et en particulier entre les différentes générations de corésidents (comme nous avons pu le voir au travers des trois types de foyers dans la partie précédente), mais aussi entre les différentes générations de la famille élargie ne partageant pas le même foyer.

Les jeunes actifs occupent une place clé dans la constitution et l'articulation des systèmes de ressources et du capital productif mais, dans le même temps, cette place est particulièrement encline à évoluer et à se redéfinir au fur et à mesure de l'avancée des étapes du cycle de vie et de la prise d'indépendance de ces jeunes adultes, qu'ils entreprennent ou non une démarche de mobilité.

La force de travail et plus particulièrement la capacité à être mobiles des jeunes³³³ constituent un potentiel fondamental pour les familles qui misent alors sur un accord qui devra être entretenu et/ou modifié. La mobilité d'un ou plusieurs membres à l'âge de la « jeunesse productive »³³⁴ est en effet un investissement effectué par la famille (dans sa dimension de foyer nucléaire comme de famille élargie comprenant par exemple les frères et sœurs plus âgés déjà mariés et économiquement indépendants, supports de l'appareil productif mutualisé) mais aussi une démarche pouvant déclencher une série de répercussions bénéfiques en termes de qualité de vie et de solidification des socles productifs, le potentiel d'envoi de remises étant parmi les plus élevés de la part de ces jeunes n'ayant pas à assumer de dépenses correspondant à l'émergence d'un foyer propre.

Mais pour s'assurer de la stabilité et de la durabilité de ces transferts, la famille, en tant que structure ample, gestionnaire du système de ressources, développe et reconstruit sans cesse la plate-forme sociale et productive sur laquelle le ou les migrants pourront se projeter pour déterminer les modalités de transferts financiers, de participation aux investissements (logement, éducation, exploitation agricole, commerce, etc.) mais aussi de retour temporaire ou définitif. La mise en place de ces contrats de réciprocité et de ces articulations entre les trajectoires individuelles et collectives se présente sous des degrés plus ou moins solides dans les différentes familles qui parviennent alors plus ou moins à intégrer la ressource migratoire à l'ensemble des ressources permettant l'ancrage.

C'est notamment au moment de l'indépendantisation des jeunes actifs et de la formation de

333 La jeunesse peut être considérée dans ces contextes ruraux comme l'étape intermédiaire entre la sortie du système scolaire et l'étape de constitution d'un foyer indépendant impliquant une responsabilité économique nouvelle.

334 J.A. Hernández Ramírez, « Los jóvenes rurales: ¿nuevos actores de la migración a Estados Unidos? », in *Escobar Latapí A.: Pobreza y migración internacional* (México: CIESAS, 2008), 183.

familles élargies tri-générationnelles (ne vivant pas nécessairement dans le même foyer) que l'enjeu de la participation à un certain périmètre de la sphère de production se fait majeur : on détermine alors les membres de la famille élargie avec qui on partage les fruits de la force de travail, qu'elle soit localisée de manière temporaire ou prolongée dans un espace de production d'origine ou lié à la mobilité.

En fonction de l'avancée des étapes du cycle de vie familial, la construction, le renouvellement ou bien la rupture de ces accords fondant la sphère de production seront associés aux nécessités tant individuelles que mutuelles de reproduction ainsi qu'aux perspectives d'accumulation et de transmission entre les générations de la famille élargie.

2.3. Sphères de consommation : besoins quotidiens, reproduction de la vie de famille et prise en charge des membres dépendants

Si les travaux de J.M. Gastellu font apparaître la communauté de consommation dans les sociétés paysannes ouest-africaines des années 1970 comme « le groupe de personnes qui participent à la destruction d'une partie du produit en vue de la reconstruction de la force de travail »³³⁵, c'est à dire comme l'unité économique autour de laquelle s'administre l'auto-consommation alimentaire, nous attribuons ici à la sphère de consommation une fonction plus large, correspondant à un ensemble de pratiques et de besoins spécifiques au monde rural centraméricain contemporain.

Nous prenons donc en compte la sphère de consommation dans le cadre des familles élargies en observant tant les dépenses quotidiennes associées à l'alimentation, l'éducation, la santé ou la vieillesse (réalisées pour l'essentiel dans l'espace rural de résidence), que les pratiques de consommation liées aux biens matériels et aux services de l'économie urbaine et capitalisée (renvoyant pour leur part au degré de connectivité des familles rurales aux villes moyennes et donc à d'autres types de territorialités rural-urbain). Nous y intégrons tant les membres de la famille *consommateurs* que les membres *fournisseurs* afin de bien

³³⁵Gastellu, « Mais, où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique? », 4.

saisir les enjeux et les modalités de ces relations d'interdépendance.

On distingue quatre grandes catégories de dépenses pour lesquelles les familles rurales cherchent à constituer des sphères économiques fonctionnelles articulées autour de la résidence mais aussi de la responsabilité par lien de parenté (vie quotidienne, engagement, solidarité dans la proximité ou la distance). Pour ces quatre catégories en particulier, les transferts de revenus extérieurs peuvent venir modifier les comportements de consommation ou, en tous cas, redéfinir les modalités de constitution de la sphère de consommation, alors redimensionnée par la dynamique migratoire.

- La consommation quotidienne pour l'alimentation, nous semble être la catégorie pour laquelle les dimensions de la sphère de consommation sont peu altérées par les comportements migratoires et les envois de remises: la règle de la « marmite commune » dans les murs de la maison abritant les membres du foyer reste vraie dans la grande majorité des cas et les fournisseurs peuvent pourvoir aux revenus tant depuis l'espace d'origine que depuis l'espace de mobilité. Comme nous l'avons souligné au sujet des modalités d'usage des remises dans les familles paysannes³³⁶, la réception de revenus extérieurs permet souvent de préserver un certain niveau de production vivrière et d'approvisionnement alimentaire en sécurisant les autres postes de dépenses impératives, par l'apport de liquidités.

- L'acquisition de biens de consommation durables est en revanche davantage liée aux conditions de perception des revenus extérieurs, notamment pour l'électroménager, les produits électroniques (télévisions, chaînes hifi, téléphones, etc.) ou plus largement pour les matériaux divers utilisés pour la construction ou l'amélioration de la maison d'habitation. Les comportements de consommation pour ces postes de dépense se voient en effet plus nettement modifiés dans les familles bénéficiant de revenus extérieurs et le périmètre de l'unité de consommation ne correspond alors pas toujours aux limites du foyer, surtout lorsque l'envoi de remises se présente sous la forme de *cadeaux* ou d'appui financier aux membres de la famille élargie (parents, frères ou sœurs constitués dans des foyers distincts à celui du migrant émetteur de remises).

- La prise en charge des enfants scolarisés (matériel, vêtements, transports, santé, etc...) constitue le troisième élément pour lequel la sphère de consommation est mobilisée. Le

336 Voir Chapitre 5, 2.3.2.

plus souvent, ce sont les parents ou la mère seule qui se charge(nt) de cette responsabilité et le périmètre de la sphère de consommation est alors confiné pour ce poste de dépense au cadre du foyer. L'effet de la migration est dans certains cas visible, dans le sens d'une possibilité accrue de reculer le moment de la sortie du système scolaire et de l'entrée sur le marché du travail. On notera en particulier les cas de familles dans lesquelles l'appui financier de la part du migrant a permis la poursuite d'études supérieures, impliquant alors une mobilité du jeune étudiant vers une ville proche ainsi qu'un ensemble de dépenses et pratiques territoriales associées (achat ou location d'un logement en ville ou déplacements fréquents entre l'espace rural et l'espace urbain par exemple).

- Enfin, ce sont les frais correspondant à l'allongement de la vie des générations les plus âgées ainsi qu'à l'augmentation du nombre de personnes souffrant de maladies chroniques (par définition dont on ne meurt pas et nécessitant donc un traitement et une prise en charge de longue durée) qui viennent influencer sur le fonctionnement et la transformation de la sphère de consommation.

Photo 12 . Jeune fille et son grand-père, Palacagüina, Janvier 2009.



Dans les familles pluri-générationnelles, le rôle de la génération intermédiaire (en particulier des filles ou des belles-filles) qui demeure auprès des parents âgés et se charge de leur accompagnement quotidien a été souligné dans plusieurs travaux³³⁷, précisant ainsi les modalités de répartition des fonctions socio-économiques entre les membres présents et absents, entre les hommes et les femmes, ainsi qu'entre les candidats à l'héritage, notamment dans les familles engagées dans les processus de migration. P. Arias³³⁸ a par exemple montré à quel point les nouvelles conditions d'accompagnement à la vieillesse et à la fin de vie pouvaient influencer sur la modification du modèle de coresidence virilocal (le jeune couple s'installe dans la maison des parents du mari), c'est à dire sur l'installation indépendante des jeunes couples et donc la diminution des foyers tri-générationnels dans lesquels les personnes âgées vivent sous le même toit qu'un de leurs enfants.

« La vie des beaux-parents s'est allongée de façon indéfinie et leur prise en charge s'avère coûteuse et invasive »³³⁹ ; elle doit donc être administrée et renégociée, au sein du couple comme de la fratrie, par les générations d'actifs qui évoluent dans le cadre de configurations spatiales et temporaires où s'articulent présence et absence, prise en charge quotidienne et prise en charge financière.

Les membres de la famille engageant une migration peuvent alors assumer une responsabilité forte dans le cadre de l'unité économique de consommation en dirigeant une partie des remises aux dépenses de soin tandis qu'un ou plusieurs autre(s) membre(s) de la fratrie se joignent à la sphère de consommation en assurant une attention de proximité, que les foyers soient dissociés ou en commun.

C'est donc la question de la responsabilité des adultes actifs face à leur propre foyer mais aussi face à l'ensemble des générations liées par la famille élargie qui est constamment associée à la relation entretenue, escomptée ou projetée avec l'espace rural d'origine et par conséquent articulée au réseau familial ample qui forme le support des socles productifs et sociaux ancrés à ce territoire. La sphère de consommation s'ajuste et se combine -sans pour

337A. Del Rey Poveda, « El nuevo marco de relaciones intergeneracionales en las familias ejidales: migración y herencia en el sur de Veracruz », *Estudios Agrarios* 28 (2005): 151-193; A. Kraler et al., *Gender, Generations and the Family in International Migration* (Amsterdam: Amsterdam University Press, 2011); Rabell Romero et D'Aubeterre, « Aislados o solidarios? Ayudas y redes familiares en el México contemporáneo »; Robichaux, « Principios patrilineales en un sistema bilateral de parentesco: residencia, herencia y el sistema familiar mesoamericano »; P. Arias, « Herencia, familia y migración en el campo mexicano », *Trace* n° 61 (juin 2012): 76-90.

338Arias, *Del arraigo a la diáspora: dilemas de la familia rural*.

339Ibid., 219.

autant se superposer- au périmètre des sphères de production et d'accumulation dans le sens où elles fondent ensemble le système de ressources de l'archipel familial.

2.4. Sphères d'accumulation : construire, valoriser et transmettre les socles productifs

Une fois les dépenses de consommation pour la subsistance et la reconstitution de la force de travail complétées, le surplus restant est destiné à l'accumulation, dans l'objectif d' « amasser une réserve de biens qui permet d'affronter l'avenir »^{340 341}.

Cette logique nous semble valable à tous les niveaux de richesse du groupe, ces richesses -au sens de socles productifs sujets à être mis en valeur et partagés- devant dans tous les cas être transmises pour permettre de faire face à l'insécurité économique, aux nouvelles conditions de renouvellement et valorisation de l'appareil productif et aux besoins de solidarité en termes de prise en charge des individus dépendants. La notion d'héritage est donc centrale pour comprendre la fonctionnalité et la rationalité des sphères économiques. Autrement dit, il nous faut saisir ces logiques de transmission et de réciprocité mises en place tout au long du cycle de vie de la famille pour comprendre « quelles sont les personnes qui mettent en commun leur surplus économique »³⁴² et dans quelle mesure la mobilité constitue un pilier des stratégies d'accumulation et de mutualisation au travers des temporalités et territorialités d'une ruralité distendue.

La sphère d'accumulation est constituée par les membres de la famille qui mettent en place des contrats à la fois structurants et flexibles qui permettent d'associer l'engagement et la responsabilité (solidarités face à la dépendance et échanges économiques) à la contrepartie du transfert d'une partie des ressources. Elle se structure essentiellement au travers des rapports générationnels et s'ajuste selon le déroulement des étapes du cycle de vie.

Ces contrats sont amenés à être recomposés au travers de l'émergence d'une série de

340Gastellu, « Mais, où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique? », 9.

341 Dans le cas d'étude africain, il s'agit d'une accumulation en biens lignagers (biens productifs et femmes -correspondant à l'acquisition de la force de travail).

342Gastellu, « Mais, où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique? », 10.

processus démographiques et socio-productifs nouveaux :

En premier lieu, c'est l'étirement vertical de la famille, c'est à dire le processus d'allongement de la vie de la génération des grands-parents et de rétrécissement des fratries, qui transforme les configurations familiales et les stratégies de partage des ressources. Alors que seulement deux générations devaient auparavant se distribuer les moyens de production, capitaux et patrimoines et jouer sur les temporalités des cycle de vie -expansion, fission et remplacement-, elles sont aujourd'hui trois voire parfois quatre générations d'actifs, cherchant chacune à peser sur l'accès aux ressources³⁴³. Du grand-père détenteur du titre foncier ou au contraire dépourvu de tout capital *monnayable* jusqu'aux petits enfants terminant leur parcours scolaire et cherchant à intégrer le marché de l'emploi, les générations de la famille élargie doivent décomposer et mettre en commun les systèmes de ressources : elles doivent se répartir dans le temps le bénéfice des socles productifs.

Si les jeunes générations (célibataires ou couples mariés à l'étape de l'expansion) basent leurs stratégies d'émancipation, de survie et de reproduction sur la recherche d'alternatives face à l'indisponibilité des ressources familiales et locales (terre, emploi, patrimoine), les cohortes plus âgées -leurs parents constituant des foyers à l'étape de la fission- continuent de devoir élargir et diversifier les sources de revenus dans l'objectif d'atténuer les risques et de compenser l'accès restreint ou reporté au patrimoine. À toutes les étapes du cycle de vie, il s'agit de développer des alternatives de travail, de production et d'accumulation en affrontant le manque d'accès aux ressources, à la terre, aux moyens de production et à l'emploi tout en évitant le fractionnement de la plate-forme familiale garante d'un certain niveau d'entre-aide et de complémentarité économique.

Dans ces configurations familiales plus *allongées* et *étroites*, chacun des membres, selon le panorama de ses besoins (économiques, éducatifs, médicaux, etc.), des ressources qui lui sont accessibles et du capital qu'il peut fournir (force de travail, patrimoine, remises, prise en charge, etc), choisit de s'intégrer à un certain périmètre de sphère d'accumulation pour contribuer à la constitution du système de ressources et pour négocier un ensemble de relations d'interdépendances familiales.

343 Quesnel et Del Rey, « Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural (Etat du Veracruz, Mexique) »; Del Rey et Quesnel, « Migración interna y migración internacional en las estrategias familiares de reproducción. El caso de las poblaciones rurales del sur del estado de Veracruz, México »; Robichaux, « Principios patrilineales en un sistema bilateral de parentesco: residencia, herencia y el sistema familiar mesoamericano ».

En second lieu, il faut souligner la mutation des logiques d'accumulation dans un milieu rural de moins en moins dépendant des dynamiques agraires. Les territoires ruraux et les économies familiales rurales évoluent en faisant diminuer l'importance de la production agricole et en jouant davantage sur des stratégies de diversification des sources de revenus liées à la multiplication des secteurs d'activité et à l'intégration croissante aux pulsations des marchés urbains ou étrangers. La principale ressource *en compétition* au sein des familles et des espaces ruraux n'est donc plus la terre et les efforts d'accumulation comme de valorisation de l'appareil productif commun se trouvent toujours plus orientés vers la constitution et le partage de ressources correspondant à l'ensemble des capitaux productifs et sociaux non-agricoles. Ces ressources sont avant tout garantes d'un certain degré d'ancrage au monde rural.

Les infrastructures, les moyens de production mais aussi les réseaux fournisseurs de stabilité et d'opportunités dans le tissu économique local sont surtout activés, valorisés et transmis dans le domaine du petit commerce, des services ou encore des fonctions institutionnalisées et *titrées*³⁴⁴: la valeur prise par le titre agraire dans le cadre de l'*ejido* ou encore par la place d'instituteur nous semble particulièrement visible et en constante augmentation dans le milieu rural mexicain, attestant d'une part du poids persistant de l'État (notamment en comparaison du contexte nicaraguayen) et, d'autre part, de l'importance renouvelée des ressources rurales correspondant au domaine du politique, de l'assurance et de l'héritage des statuts.

Enfin, ce sont l'intensification des dynamiques de mobilité et la complexification des parcours migratoires menés par les membres des familles rurales qui viennent modifier les contours de la sphère économique d'accumulation. La migration, dans les différentes dynamiques spatiales et temporelles qu'elle adopte, vient changer les conditions de composition du système de ressource à partager et à transmettre ainsi que les conditions de négociation qui accompagnent ces dynamiques productives et patrimoniales.

D'une part, la distribution de la force de travail familiale implique différents niveaux de participation financière au processus d'accumulation : la constitution et l'entretien de l'appareil productif mis en commun dans le cadre d'un certain périmètre économique

344 Michel et López, « Structuration historique et familiale des mobilités dans l'isthme de Tehuantepec ».

rassemblant différentes générations est à associer, dans de nombreuses familles engagées dans un processus de mobilité, à la capacité de circulation des ressources financières entre les membres migrants et les membres présents dans le milieu rural. Les stratégies d'investissement, de mise en valeur et de mutualisation du capital productif sont en effet souvent impulsées par les rythmes et les modalités d'envoi des remises qui permettent d'alimenter et de planifier le développement de la plate-forme productive et patrimoniale sur laquelle se basent les stratégies de maintien et de positionnement socio-économique dans le monde rural d'origine. Qu'il s'agisse de transferts monétaires réguliers ou sporadiques, minimes ou conséquents, leur intégration à la stratégie d'accumulation est décisive pour la constitution de la sphère économique qui permet aux membres ainsi associés de jouer sur la mise en commun et la complémentarité des ressources stables, durables et transmissibles. Pour solidifier le système de ressources locales, c'est avant tout l'assurance d'une base patrimoniale et productive ancrée à l'espace d'origine qui est en jeu : elle est requise pour le maintien de la résidence et pour la reproduction socio-économique de *ceux qui restent* mais aussi pour que chacun des individus, à un certain moment du cycle de vie, puisse compter sur un capital favorisant la valorisation des opportunités, l'atténuation des risques et surtout la perspective d'un retour.

D'autre part, c'est en termes d'absence et de présence qu'il faut penser l'émergence, les mutations et le mode de fonctionnement des unités d'accumulation. Au delà des contributions financières liées à la migration et au placement de remises, la participation effective à la production et aux mécanismes de décision économiques est redéfinie dans les contextes de mobilité : les rapports de force entre les générations associées par la constitution du patrimoine sont largement déterminés par la localisation, la position, la participation (temporaire, rotative ou durable) de chacun des membres pour l'administration et à l'arbitrage concernant les ressources localisées dans l'espace d'origine. En somme, si les membres migrants détiennent une capacité à négocier, faire pression ou engager des logiques de contrepartie avec le reste de la famille par leur potentiel d'appui financier et d'investissement dans le cadre des processus de solidification des systèmes de ressources cumulables et transmissibles, les membres sédentaires comme les membres circulants (moindres détenteurs du potentiel de transferts monétaires mais plus aptes à développer une activité productive multi-localisée et à maintenir une participation économique de long terme -entrecoupée mais continue- dans le lieu d'origine) développent

CHAPITRE 7. Les contours mouvants de l'organisation familiale

eux aussi ces facultés à peser sur les mécanismes d'échange et de contre-partie pour l'accumulation, la valorisation et la transmission.

3. Des configurations familiales aux dimensions fluctuantes : espaces sociaux et productifs des ruralités distendues

Nous proposons ici de tester l'association entre les systèmes de mobilité et les dispositifs familiaux fonctionnant comme matrice de l'ancrage rural, en cherchant à mieux définir dans quelle mesure le lien entre la mise à distance temporaire ou prolongée (par le processus migratoire) et l'entretien des besoins et intérêts réciproques est dépendant du type de configuration familiale et du degré de stabilité du système de ressources en jeu. Pour cela, nous partons du postulat avancé par G. Cortes selon lequel la migration « nécessite une mobilisation de ressources sociales et économiques à la hauteur des risques, du coût et des difficultés imposés »³⁴⁵ par la mobilité et les circulations associées : nous choisissons de tenter une meilleure compréhension des mutations du monde rural en les observant au prisme de la famille, « structure sociale fondamentale de la solidarité et de l'entraide, [...] figure centrale des logiques de mobilité ».³⁴⁶

On l'a vu, les configurations agraires, productives et culturelles engendrent de nouvelles pratiques dans la formation des groupes résidentiels³⁴⁷ : les jeunes générations installent le plus souvent leur foyer de manière indépendante et on observe ainsi la « multiplication et la dispersion spatiale des groupes domestiques apparentés »³⁴⁸. Notre objectif est alors de comprendre les échanges et les ressources qui sont en jeu entre ces groupes pour pouvoir cerner les mécanismes de fonctionnement, d'évolution, de renforcement ou d'affaiblissement des différentes sphères économiques qui structurent l'« économie de groupe »³⁴⁹ de la famille rurale élargie.

C'est pourquoi nous tentons à présent, au travers de l'observation de différentes

345Cortes, « La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes », 107.

346Ibid.

347Córdova Plaza, Núñez Madrazo, et Skerritt Gardner, *Migración internacional, crisis agrícola y transformaciones culturales en la región central de Veracruz*.

348Quesnel et Lerner, « El espacio familiar en la reproducción social: grupos domésticos residenciales y grupos de interacción (algunas reflexiones a partir del estudio de la zona henequenera) », 58.

349J. M. Gastellu, *Individualisme, ethnocentrisme, réflexions sur l'économie rurale de l'Afrique de l'Ouest* (Bordeaux: Centre d'étude d'Afrique noire, Institut d'études politiques de Bordeaux, 1988), 3.

configurations socio-productives familiales, de dessiner les contours de la famille telle qu'elle peut être mobilisée et *fabriquée* par l'ensemble des membres, mobiles et immobiles, tous concernés par les stratégies de dispersion comme d'ancrage des ressources.

Les figures présentées ci-après naissent d'entretiens longs menés dans des familles rurales aux *dimensions* plus ou moins amples et aux degrés de circulation migratoire plus ou moins intenses. Pour représenter le périmètre de l'espace familial mais aussi les interactions qui le construisent et le dynamisent, nous nous risquons à un exercice graphique visant à mettre en lumière deux éléments permettant selon nous de comprendre les enjeux des « disposition[s] spatiale[s] »³⁵⁰ incluant à la fois mobilité, circulation et territorialité : il s'agit, d'une part, des principaux vecteurs de la constitution des unités économiques familiales -les *types d'échange en jeu*- et, d'autre part, des capitaux, moyens de production, patrimoines et plate-formes de reproduction qui sont localisés et entretenus dans l'espace d'origine -les *ressources en jeu*.

Les échanges et les ressources associant les individus entre eux -migrants et non-migrants, appartenant à des unités de résidence communes ou distinctes- ne sont pas tous représentés. Si le souci de lisibilité explique bien sûr en partie cette représentation sélective, ce sont surtout le fil narratif et le processus de délimitation de l'espace familial effectué par la personne avec qui nous avons échangé que nous avons tenu à respecter. Nous poursuivons ainsi une logique subjective de compréhension des organisations familiales, portée par l'observation des liens et des lieux qui tissent les articulations et les fonctionnalités des sphères sociaux-productives familiales depuis la perspective du milieu rural. La disposition et le périmètre des familles *racontées* ici ainsi que les circulations qui se réalisent en leur sein ne doivent pas être lus comme un objet figé et existant en soi, mais bien comme un espace, une configuration familiale perçue, expérimentée, éprouvée et constamment réformée.

350Ma Mung, « La dispersion comme ressource », 90.

3.1. Mobilité et subsistance précaires de la famille restreinte : ancrage fragile, faiblesse des ressources familiales et productives

Pour une partie des familles rurales, la fragilité de l'ancrage tient à la fois à la contraction du réseau familial et à la difficulté d'accumuler des ressources locales productives et valorisables.

Il semble que ces deux types de restrictions soient largement articulées, puisque, comme on l'a vu, c'est tout particulièrement la mise en commun d'un ensemble de ressources, de capitaux et de mécanismes de protection qui favorise les relations intra et intergénérationnelles, garantes de stabilité et d'assurance face aux risques que doivent affronter les populations rurales.

Ainsi, dans le processus de formation des groupes familiaux et de fonctionnement économique évoluant tout au long du cycle de vie, les unités de résidence qui administrent leurs efforts de production et de maintien de la vie quotidienne dans le cadre réduit du foyer doivent gérer la vulnérabilité sans pouvoir recourir à un périmètre familial potentiellement plus robuste. Elles doivent constituer et faire évoluer les distinctes sphères économiques qui les structurent en se reposant exclusivement sur les relations unissant la génération du couple base à celle des enfants ou jeunes adultes : il s'agit de gérer l'étape de l'expansion puis de la fission sans pouvoir compter sur la force des contrats ou négociations liés aux socles productifs valorisables et par conséquent transmissibles.

Une certaine forme d'isolement par rapport à la famille élargie (du point de vue fonctionnel, productif et patrimonial surtout, les relations quotidiennes et affectives pouvant parallèlement rester denses) constitue ainsi pour nous le cadre d'une fragilité accrue de l'ancrage en milieu rural. Cette fragilité réside essentiellement dans la difficulté à accumuler des socles productifs durables, partageables et activateurs d'échanges et, par conséquent, à s'assurer d'un certain niveau de sécurité économique mais aussi d'une certaine préservation des relations de solidarité (notamment pour les adultes vieillissants et dépendants).

Dans ce contexte, les dynamiques de mobilité correspondent premièrement à une réaction

face à l'insécurité : elles permettent de diversifier les risques et les ressources mais aussi de palier au manque d'accès à celles-ci, puisqu'elles ne peuvent être fournies ni par le tissu économique local ni par la structure productive familiale. En second lieu, elles permettent d'assurer la prise en charge des membres dépendants (éducation, vieillesse, dépenses quotidiennes), le maintien de la résidence de la famille dans le milieu rural -pour les non-migrants, les circulants et les migrants de retour- et dans de nombreux cas, l'amélioration du niveau de vie et de l'accès à la consommation. La maison adopte alors une place centrale dans la logique de reproduction de la famille, d'ancrage, d'appartenance et d'établissement d'un support patrimonial.

Mais comme on peut le voir dans les deux figures suivantes, la migration, qu'elle soit circulaire dans un espace de mobilité proche (figure 8) ou bien de longue distance et longue durée (figure 9), ne parvient pas à constituer une ressource favorisant la multiplication ou la transmission du capital. Elle accompagne un système de reproduction fragile -en soutenant les efforts de production locale et/ou les mécanismes de survie et de maintien des sphères de résidence et de consommation- mais ne modifie pas la composition du système de ressources : celui-ci reste finalement peu articulé aux dimensions de production et d'accumulation de la sphère économique familiale territorialisée et aux stratégies de circulation transrégionales ou transnationales.

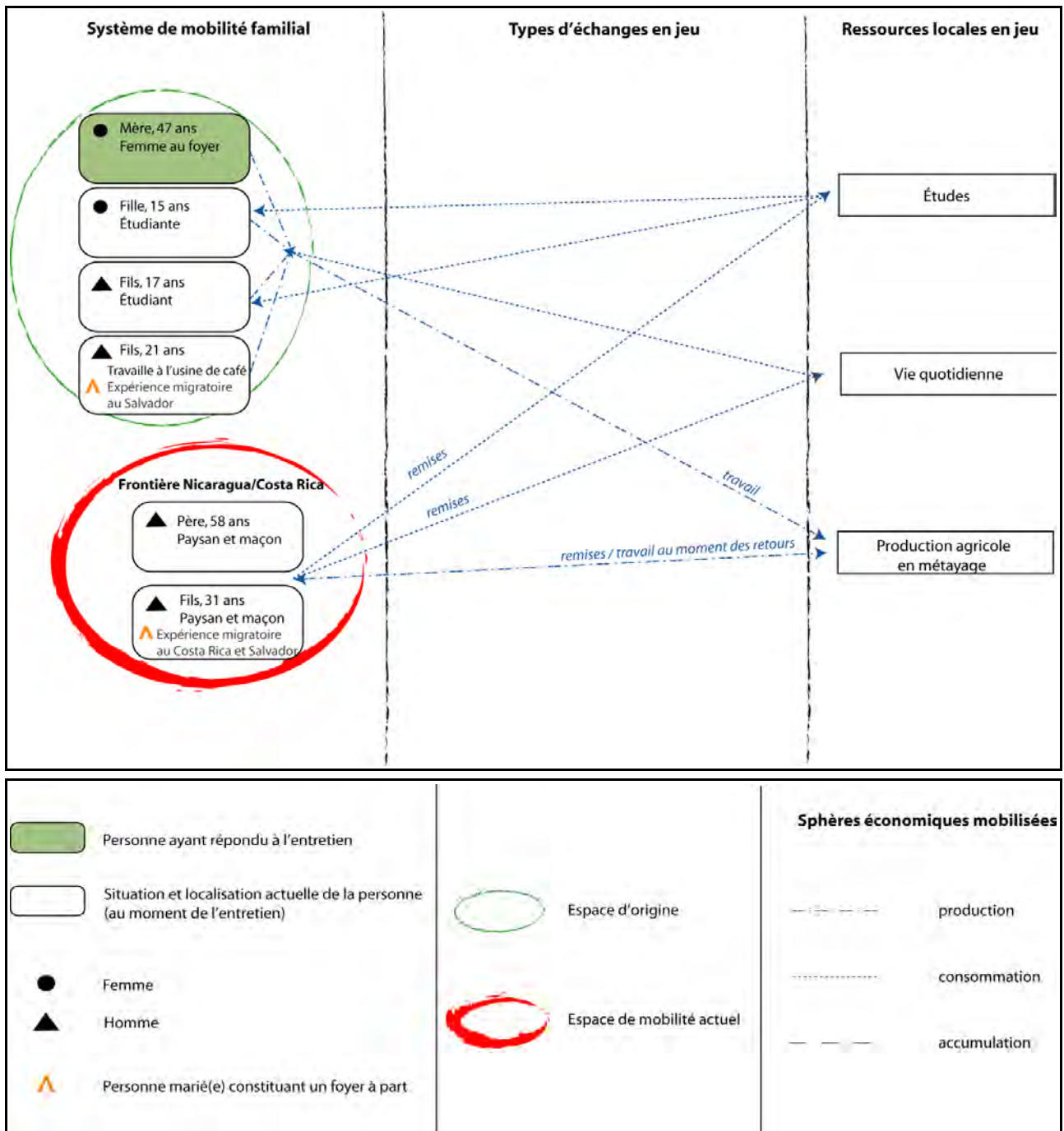


Figure 8.
Questionnaire d'enquête n.119 - janvier 2009- et entretien avec Ángela R. -janvier 2010-.
Communauté de La Calera, municipe de Palacagüina, Nicaragua.

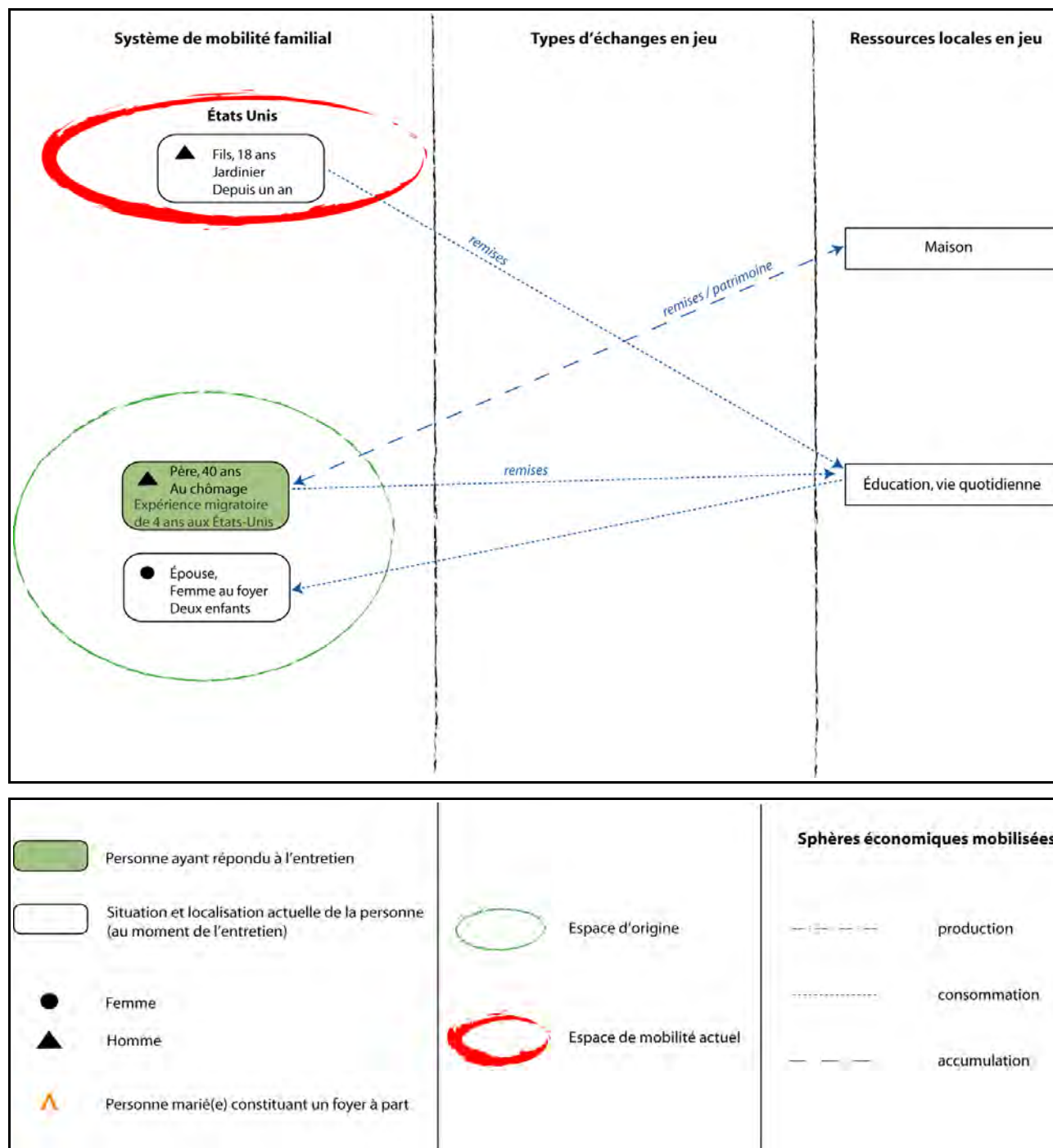


Figure 9.
Entretien avec Carlos N. - novembre 2009,
Encinal Colorado, municipale de San Juan Guichicovi, Mexique³⁵¹

351 (Re)voir la trajectoire migratoire de Carlos N., chapitre 3, page 185.

3.2. Jouer de l'étendue, de la flexibilité et de la circulation des ressources familiales : la force du cumul et de l'enchevêtrement

La famille élargie gagne en capacité opérationnelle, distributive et protectrice dans la mesure où ses membres parviennent à maximiser la division du travail et la complémentarité des activités réparties entre les secteurs et les espaces. C'est par ailleurs au niveau de cet espace familial étendu que se contrôlent les patrimoines fonciers et immobiliers, « trampolines stratégiques » pour les opérations qui devront être activées et négociées par et entre les membres de différentes générations³⁵².

Autrement dit, les sphères de production et d'accumulation sont engendrées et partagées dans la famille élargie par un réseau de membres actifs aux besoins, aptitudes et forces variées, produisant ainsi les contours de sphères économiques que l'unité familiale fragmentée et isolée ne peut fournir à ses membres.

Ce sont donc la mise en valeur commune des socles productifs (selon des temporalités simultanées ou successives) mais aussi les tensions, engagements et transactions pour la disponibilité des ressources qui dynamisent l'archipel familial, a fortiori dans le cadre des circulations migratoires engendrées par les différentes générations qui le composent.

Les transferts financiers sont largement vecteurs de ces interactions mais celles-ci se construisent et se transforment également en fonction des logiques de présence et d'absence des membres, c'est à dire en fonction du degré et des modalités de participation productive, d'engagement et de pressions que les membres présents, absents ou circulants sont en capacité d'exercer sur le corps familial distendu.

Au travers des trois figures suivantes, on voit par exemple que le rôle des membres âgés demeurant dans l'espace d'origine et détenteurs du patrimoine familial ainsi que des membres présents dans l'espace rural de vie, de production et d'accumulation, et activateurs de capital travail, d'investissements ou de décisions stratégiques est central pour la persistance et le développement des systèmes de ressources ancrés.

C'est en particulier autour de la maison, de la terre et des activités de commerce que la complémentarité entre les membres est la plus visible et que la ressource migratoire vient

352 Wolf, *Peasants*.

se positionner comme une monnaie d'échange, une contre-partie, un tremplin pour la circulation, la solidification et l'élargissement des ressources de la famille.

On comprend enfin au travers de ces multiples entretiens que le rôle des membres garants de la prise en charge sociale, de l'assurance du maintien du mode de vie et de production rurale ne doit pas être dissocié des stratégies mises en œuvre par les migrants eux-mêmes. La place occupée par les membres de la fratrie exerçant de façon durable ou temporaire les fonctions de reproduction et de régulation socio-productive doit alors être soulignée puisqu'ils sont les garants du tissu d'interactions permettant l'entraide et la transmission sur le long terme. On remarque alors souvent le rapport proportionnel entre l'intensité des contacts avec les parents et l'intensité des contacts avec les frères et sœurs³⁵³, témoignant de l'articulation entre la nécessité d'entretenir les contrats avec les générations d'ascendants et le besoin de compléter les compétences, les ressources et les intérêts avec les membres collatéraux de la famille élargie.

353Coubès, « Los vínculos familiares fuera de la coresidencia: geografía de residencia, intensidad de los contactos y lazos afectivos en la parentela »; Pitrou, « Le soutien familial dans la société urbaine ».

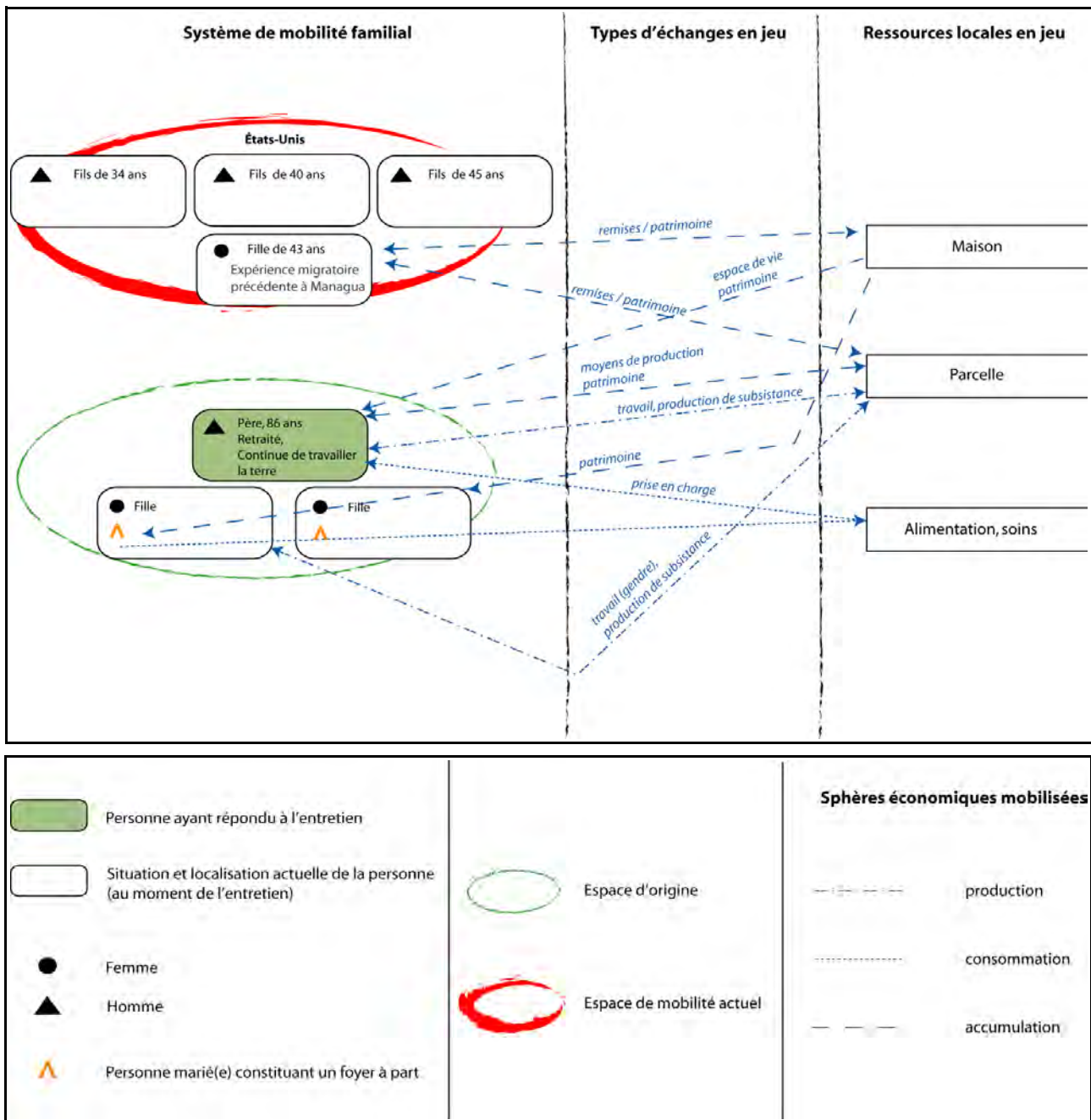


Figure 10.
Questionnaire d'enquête n.136 – janvier 2009- et entretien avec Juan Iglesias M. -janvier 2010.
Communauté de El Riito, municpe de Palacagüina, Nicaragua³⁵⁴

354 (Re)voir le système de mobilité de cette famille, chapitre 4, page 238.

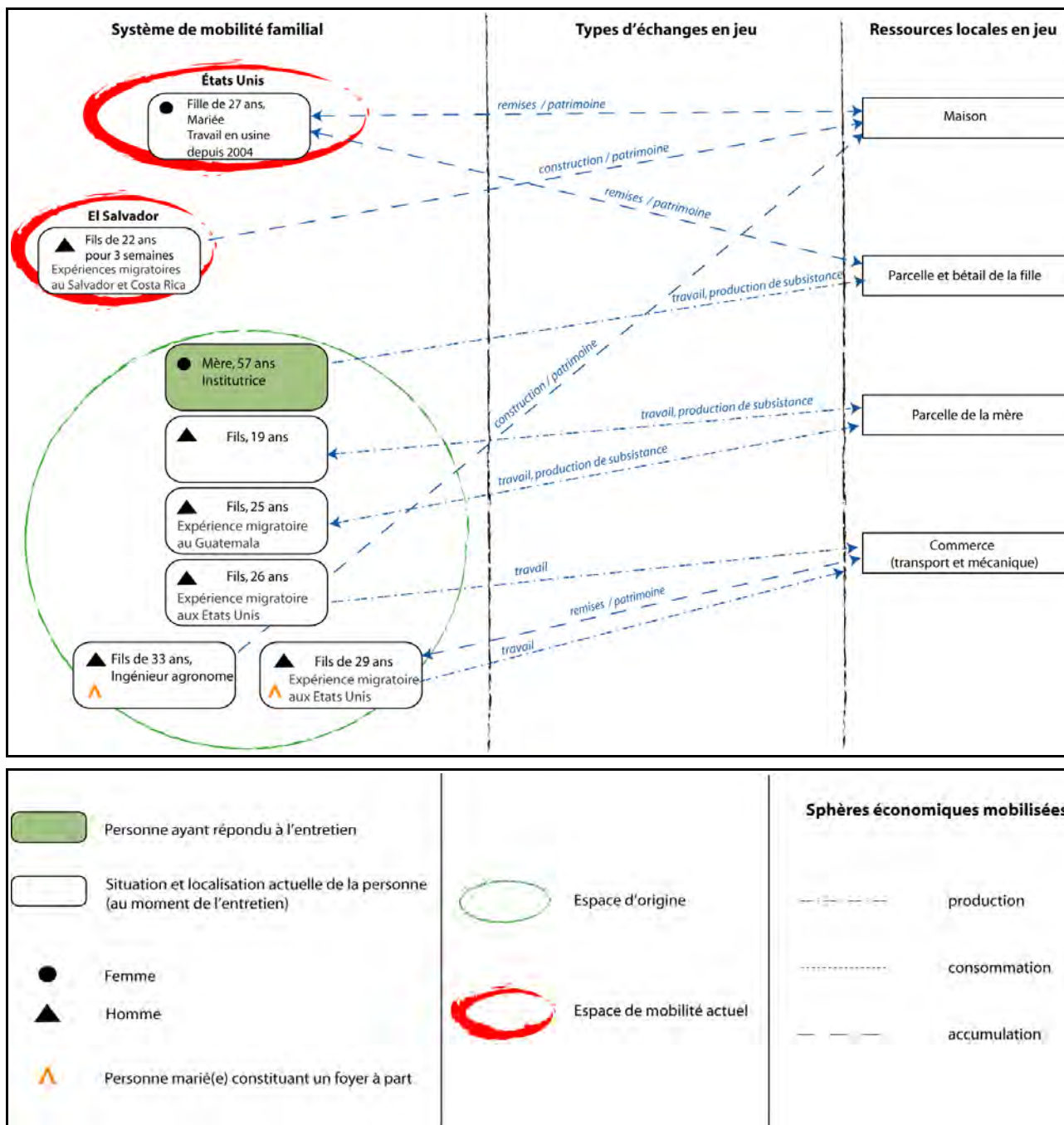


Figure 11.
Questionnaire d'enquête n.170 – janvier 2009- et entretien avec Alba Nubia G. -janvier 2010.
Communauté de El Riito, municpe de Palacagüina, Nicaragua

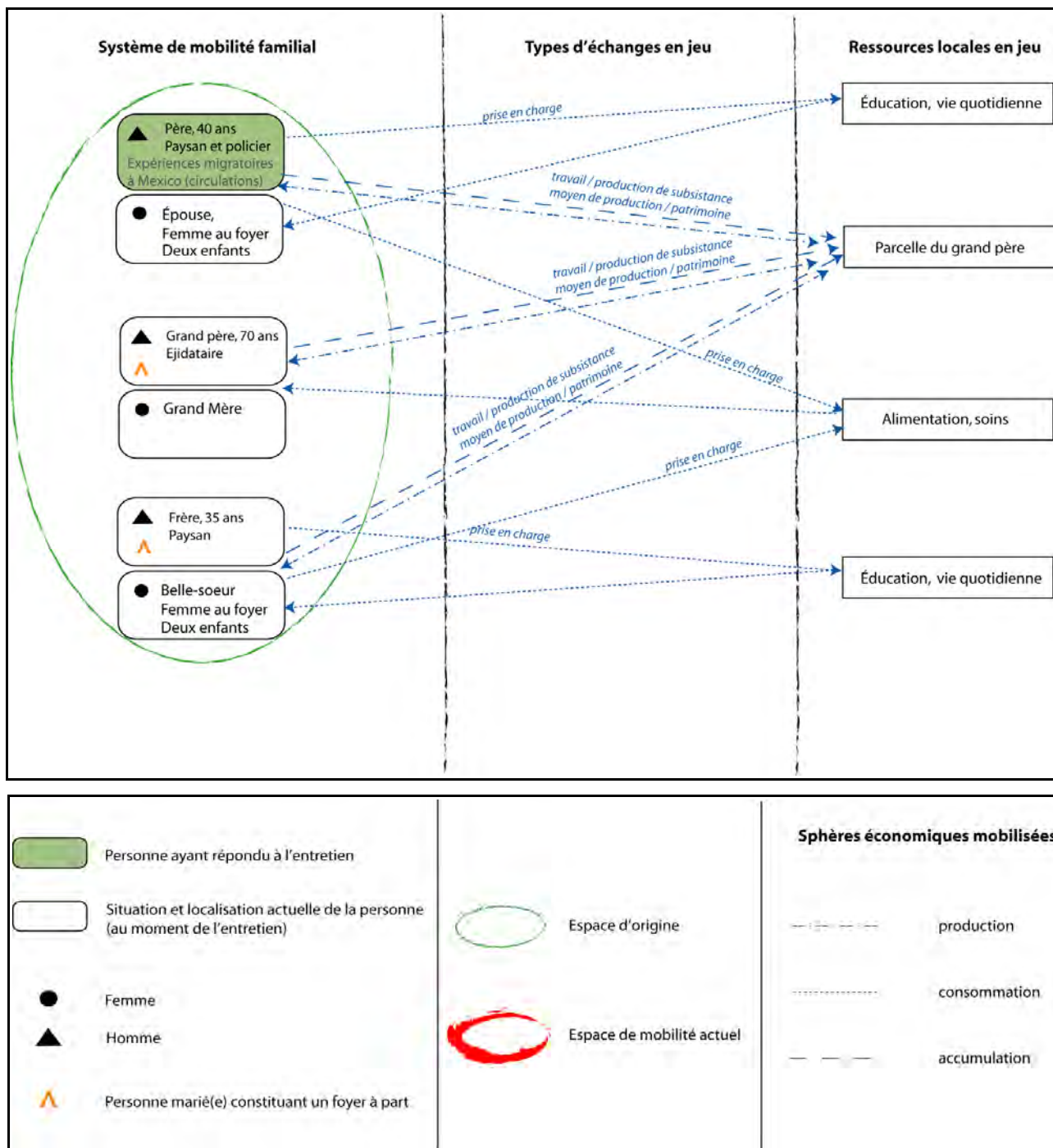


Figure 12. Entretien réalisé avec Eugenio I. - novembre 2009, Communauté de Encinal Colorado, municipio de San Juan Guichicovi, Mexique³⁵⁵

355 (Re)voir le parcours de mobilité de Eugenio et la gestion des ressources familiales, chapitre 4, page 209 et chapitre 5, pages 266-267.

Conclusion

Questionner la délimitation et la morphologie des familles rurales engagées dans des stratégies de mobilité ne participe pas ici de la démarche proprement sociologique ou anthropologique mais vise bien à comprendre quels sont les processus économiques et spatiaux qui mettent en tension la famille dispersée et réinventent son rapport à la territorialité rurale. Notre préoccupation tend à favoriser une compréhension dynamique des systèmes de mobilité et des mutations territoriales profondes qui découlent de l'étirement des liens entre les membres de la famille.

C'est en effet au niveau familial que se jouent les enjeux de la mobilisation, de la valorisation et de la diversification des ressources, au travers de logiques coopératives qui permettent à la fois la mise en valeur des démarches individuelles de mobilité et l'assurance d'une certaine transmissibilité de l'ancrage à l'espace d'appartenance.

Dans le cadre de sphères familiales qui tendent de plus en plus à l'allongement de la durée de vie et à la contraction des fratries, différentes générations doivent se partager les capitaux, les moyens de production, les opportunités, les stratégies d'assurance : elles doivent en fait administrer ensemble les responsabilités et les bénéfices de l'entretien des réciprocitys économiques, mais aussi leur carence.

Les unités familiales ne se succèdent plus chronologiquement mais plutôt se chevauchent et doivent coexister, faire fonctionner la sphère familiale selon une morphologie nouvelle. Même si le réseau familial s'étire de manière verticale, son ampleur reste cependant large et ses membres continuent donc d'opérer à une sélection dans la construction et l'entretien des relations. Chacun des individus engage des contrats et des solidarités avec une portion du réseau de la famille élargie, et différentes portions peuvent être mobilisées, plus ou moins concentrées ou étendues, selon les ressources et les capitaux en jeu.

Le processus migratoire, porté par l'ensemble des membres de la famille, depuis les différents espaces de production et de reproduction, influe largement sur l'intérêt de

chacun à participer aux différents périmètres des sphères économiques. La solidarité familiale entre les générations, entre les présents et les absents, n'est donc pas régie par des règles naturelles liées à la parenté ni par une série d'équations coûts-bénéfices n'obéissant qu'à une rationalité économique. Elle est plutôt activée par des mécanismes d'équilibre, concertations, tractations et transactions pour lesquelles la gestion de la vieillesse, du patrimoine, et de l'appareil productif s'articulent à une certaine forme d'*efforts* individuels visant à fabriquer ou maintenir les contours des sphères économiques garantes de l'interaction.

On a pu voir que c'est l'échange qui produit le groupe et définit ses limites et que, par conséquent, la privation de ressources, la faiblesse des circulations et l'insécurité économique peuvent devenir des obstacles pour la mise en œuvre et le maintien de relations de réciprocité, de soutien et de transmission, elles-mêmes garanties de l'ancrage. La densité des relations à l'intérieur de la famille élargie peut donc, dans certains cas, faire partie des facteurs qui assurent la stabilité productive et la capacité à accumuler, notamment lorsque la distance et la séparation entre les membres viennent complexifier la disposition spatiale et temporelle de l'économie familiale.

On retient surtout la fonction de canalisateur et de distributeur qu'exercent les membres ou les générations détentrices des ressources. Qu'il s'agisse de socles productifs locaux ou de ressources migratoires -exerçant de toutes manières entre elles des processus d'activation réciproques- c'est bien dans les familles disposant de patrimoines, revenus ou moyens de production autour desquels s'organiser de façon réticulaire que les échanges s'articulent de manière dense, en particulier au sein de la fratrie -jouant des avantages de l'absence comme de la présence des uns et des autres.

Au contraire, dans d'autres types de configurations, les ressources ancrées à l'espace rural et permettant de *faire le lien* entre les membres de la famille dispersée sont minces ou fragiles parce que la migration constitue un moyen de subvenir aux besoins les plus pressants ou de *décrocher* du milieu rural : elle ne s'articule pas à la possibilité de faire valoir un socle productif préalablement existant et encore moins d'engendrer la constitution ou l'accumulation de ces socles. On remarque alors davantage une fragmentation des unités domestiques qui se contractent, n'ont pas (ou plus) à gérer la concurrence, et ont finalement peu d'intérêt à fonctionner en interdépendance.

CONCLUSION GENERALE

« Globalement, la mobilité apparaît comme une accumulation de capital spatial cohérente avec l'accumulation d'autres formes de capitaux, et peut être rapportée à des projets individuels ou familiaux qui portent en eux la logique d'une valorisation plus ou moins réussie de ressources héritées »³⁵⁶

Au cœur de ces cinq années de travail et de ces pages, ce sont les familles rurales qui constituent le vecteur de l'observation et de l'analyse. La question de l'articulation entre les dynamiques de mobilité et l'organisation de l'économie familiale se présente donc à l'origine de notre démarche et nous amène à mieux saisir les enjeux des mutations du monde rural dans une région en situation périphérique.

La migration, à tous les niveaux d'échelle qu'elle engage, fait partie d'un ensemble de mécanismes qui permettent de limiter ce qui peut être qualifié de « risques »³⁵⁷, en tous cas de gérer les aléas et les instabilités de la vie rurale. Notre recherche contribue à la compréhension des dynamiques socio-économiques qui se structurent et évoluent dans des contextes de vulnérabilité productive et de participation accrue aux flux et polarisations d'un monde globalisé. Nos trois zones d'étude en Amérique centrale sont ici les espaces d'observation privilégiés des logiques d'intégration comme de marginalisation des territoires et des sociétés qui participent, au travers de formes d'inclusion mais aussi d'exclusion, aux pulsations de la mondialisation.

En prêtant une attention particulière aux dynamiques de mobilité qui associent les lieux, les ressources et les individus dans la dispersion, nous contribuons à définir les modalités d'intégration des populations rurales géographiquement et économiquement placées à la marge. Nous saisissons également les conditions d'organisation des structures sociales et

356J. Bourdieu et al., « Migrations et transmissions intergénérationnelles dans la France du XIXe et du début du XXe siècle », *Annales HSS* 55, n° 4 (2000): 784.

357Gubert, « Migration et gestion collective des risques. L'exemple de la région de Kayes (Mali) ».

CONCLUSION GENERALE

productives depuis les espaces d'origine : loin de toujours se renforcer et s'articuler, les liens à l'épreuve de l'étirement sont aussi souvent soumis à la fragilisation voire à l'altération.

La mobilité constitue alors l'un des processus majeurs qui influent puissamment sur les recompositions territoriales, sur le positionnement géopolitique et sur le rôle productif d'une partie des campagnes centraméricaines qui se placent -coûte que coûte- au cœur de dynamiques globales, englobantes et réticulaires.

Des mobilités complexes et articulées

En insistant sur l'articulation entre les migrations temporaires ou circulaires et les mouvements impliquant davantage de distances, de barrières et de temps d'absence, la complexité et la diversité des dynamiques de mobilité caractéristiques du monde rural ont été mises en lumière. La spécificité de cette recherche tient en effet d'abord à la prise en compte de types de mobilité variés contribuant chacun de différentes manières à l'établissement des territorialités rurales dans les zones d'étude et à l'organisation économique des familles ancrées dans les espaces en marge de l'Amérique centrale.

Alors qu'une distinction s'opère généralement entre les migrations internes et les migrations internationales, et que leur articulation a le plus souvent été étudiée au travers des trajectoires migratoires individuelles ou communautaires³⁵⁸, cette recherche a permis de mettre en avant l'imbrication des dynamiques migratoires nationales, régionales et internationales depuis le point de vue des transformations du milieu rural d'origine. Au travers des parcours migratoires mis en relief par l'enquête comme au travers des systèmes de mobilité familiaux saisis au niveau de l'articulation des parcours de chacun des membres, différentes formes de rapport au lieu d'origine se mêlent, créant ainsi tout un éventail de liens, de réseaux, de circulation, de dispositions spatiales et temporelles. Que des frontières nationales restrictives soient ou non en jeu, c'est depuis l'espace rural, depuis l'origine et l'ancrage qu'est visible l'articulation entre les mutations du milieu rural

358S. Souchaud et R. Baeninger, « Étudier les liens entre les migrations intérieures et internationales en suivant les trajectoires migratoires des Boliviens au Brésil », *Revue européenne des migrations internationales* 25, n° 1 (2009): 195-213; A. Perraudin, « Ethnicité et mobilité. L'expérience migratoire des Indiens mexicains, entre migration interne et internationale » (sous la direction de Y. Le Bot, EHESS, 2011).

CONCLUSION GENERALE

et la gestion de la distance, de l'absence, du retour, de l'interdépendance des liens et des lieux.

Depuis un même espace d'expulsion migratoire, au sein d'une même famille mais aussi au fil d'une expérience migratoire personnelle, divers degrés de franchissements de la distance et des frontières, diverses conditions de circulation et diverses modalités de participation socio-économique au système d'activité ancré dans l'espace d'origine peuvent se combiner. C'est précisément cette capacité de modulation, d'adaptation et d'ajustement qui a été relevée dans ce travail : elle tient une place centrale dans les processus d'appropriation des espaces économiques dispersés et d'activation des fonctions du monde rural.

Paysans et ruraux : la famille, une ressource opératoire aux contours mouvants

La démarche réflexive et méthodologique s'est vue orientée par la volonté de ne pas envisager les foyers comme les unités fondamentales d'une économie paysanne régie par les logiques d'autorégulation production/consommation, mais plutôt de les considérer comme des « entités économiques flexibles qui élaborent des stratégies de survie et de développement * »³⁵⁹ portées par la diversification des activités, des sources de revenus et des espaces investis. Il apparaît que les économies familiales rurales sont en mesure de s'adapter aux transformations économiques rapides et souvent brutales et font émerger, selon leur taille, leur composition et les ressources dont elles disposent (terre, travail, capital, migration), des stratégies modulables qui permettent d'articuler au mieux les potentiels productifs, territoriaux et sociaux³⁶⁰.

Un dispositif d'enquête mêlant données quantitatives recueillies au niveau du foyer et informations qualitatives mobilisant des cadres familiaux bien plus amples et diffus a permis de tester les dimensions et les fonctionnalités des organisations familiales et de

359 Massey et al., *Return to Aztlan: The Social Process of International Migration from Western Mexico*, 175.

360 C.D. Deere et A. De Janvry, « A conceptual framework for the empirical analysis of peasants », *American Journal of Agricultural Economics* (1979): 601-611; C.H. Wood, « Structural changes and household strategies: a conceptual framework for the study of rural migration », *Human Organization* 40, n° 4 (1981): 338-344; P. R. Pessar, « The role of households in international migration and the case of US-bound migration from the Dominican Republic », *International Migration Review* (1982): 342-364; Bryceson et Vuorela, *The Transnational Family: New European Frontiers and Global Networks*.

CONCLUSION GENERALE

cerner les ressources qu'elles devaient fournir, activer, renouveler, faire circuler et territorialiser. Sans adopter de grille de lecture qui ferait valoir un schéma échec/réussite ou encore rupture/consolidation, il s'agit surtout de montrer comment les mécanismes de dispersion et de (dis)continuité des liens jouent sur la reconfiguration des rapports et des structures de production dans les espaces d'origine des migrants.

La famille rurale, objet social et économique, continue de montrer une aptitude à faire coexister les trajectoires et les projets individuels. Dans le cadre d'un ensemble de dynamiques consécutives, coordonnées ou bien encore ajustées au fil du temps et des conjonctures, la famille continue d'entretenir une de ses fonctions, celle de plate-forme. Au sein de celle-ci et de manière plus ou moins coordonnée, anticipée ou improvisée, les membres organisent la réalisation de leurs parcours tout au long des étapes du cycle de vie, tout en assurant la reproduction du groupe, le maintien des interactions et le bénéfice des ressources communes. Si les individus migrants dans des contextes de rupture familiale, de démarche individuelle non guidée par la rationalité économique ou encore de projets portés exclusivement vers l'ailleurs ne doivent pas être occultés, notre travail a souligné à quel point la famille peut, dans certains cas et selon de nombreuses modalités de fonctionnement, constituer une unité socio-productive garante de l'ancrage et résistant aux forces de l'étirement spatial et temporel.

Mobilités et organisations familiales. Des inégalités d'accès aux ressources constitutives des ruralités centraméricaines

Si la citation qui ouvre cette conclusion générale semble soulever les enjeux portés par ce que nous avons ici qualifié de « systèmes de ressources » administrés au travers de la dispersion de la force de travail en même temps qu'au travers du processus d'ancrage des socles productifs, elle renvoie pourtant à une analyse de la gestion intergénérationnelle de la migration depuis les campagnes françaises dans le contexte de l'industrialisation entre 1800 et 1940³⁶¹. C'est dire si l'idée de partage des risques par la diversification des espaces et des activités ainsi que « l'hypothèse d'une mise en commun des ressources à l'intérieur

³⁶¹Bourdieu et al., « Migrations et transmissions intergénérationnelles dans la France du XIXe et du début du XXe siècle ».

CONCLUSION GENERALE

de la famille »³⁶² transcende les particularismes locaux, les séquences historiques et les frontières Nord/Sud. Nous avons donc pris le parti d'étudier le phénomène migratoire dans une perspective familiale et depuis le point de vue de l'espace d'origine en considérant l'importance d'un savoir-faire familial pour l'utilisation du capital accumulé, partagé et dispersé. La mobilité est une ressource mobilisable par l'ensemble des membres de la famille, constitués en réseaux et organisés en fonction de formes spécifiques d'utilisation des ressources localement ancrées. Dans l'ancrage comme dans la dispersion, l'inscription géographique de la famille paraît primordiale : le capital spatial³⁶³ est collectif dans sa constitution comme dans son usage. En fonction de la relation entre l'espace géographique (ici l'espace de mobilité) et le tissu familial organisé autour de socles productifs, on a pu détecter des effets de trajectoire, des cloisonnements, des opportunités et finalement la mise en place de va-et-vient, de circulations, de retours autour desquels se vit et se poursuit l'expérience de la ruralité. Dans ce travail, la démarche migratoire n'a pas été observée au prisme de l'individu mais davantage autour des logiques d'autorégulation des économies rurales et d'accumulation familiale. Ceci nous a permis de comprendre à quel point le rapport à la mobilité se joue avant tout selon la nature et la densité des liens économiques qui associent les individus de la famille -mobiles comme sédentaires- entre eux. Il est donc apparu une réciprocité entre la valorisation des ressources ancrées aux territoires d'origine et la valorisation des ressources migratoires, ce qui a de la même façon été signalé dans le cas des mobilités rurales françaises au 19e siècle :

« L'effet du patrimoine sur les migrations dépend de l'attitude de l'individu par rapport au capital économique familial, des conditions de transmission ou de vente éventuelle, en particulier des conflits qui peuvent surgir entre héritiers; il dépend aussi à la fois des possibilités de migrations que permet de réaliser ce patrimoine et de l'intérêt économique de celles-ci, c'est à dire de leur aptitude à faire fructifier le capital. »³⁶⁴

Placée au cœur de l'analyse, la hiérarchisation socio-productive locale met en évidence le caractère primordial du positionnement des familles rurales en termes de bases économiques, de solidarités et de patrimoines communs, à l'heure de s'engager dans le

362Ibid., 759.

363Lévy, *L'espace légitime: sur la dimension géographique de la fonction politique*.

364Bourdieu et al., « Migrations et transmissions intergénérationnelles dans la France du XIXe et du début du XXe siècle », 761.

CONCLUSION GENERALE

processus migratoire. Saisir les liens réciproques entre captation de ressources migratoires et disponibilité en ressources locales reste tout à fait délicat. La question du rôle de la démarche migratoire par rapport à l'émergence ou la consolidation des socles productifs est alors centrale et il s'agit de savoir si les inégalités structurelles (exprimées par la différenciation en termes de bénéfice des socles productifs) se situent en amont ou en aval des mécanismes de distinction liés aux circulations migratoires (capacités d'investissements dans la migration, potentiels pour capter les ressources sur des espaces éclatés, impacts positifs des transferts monétaires de la migration, etc.).

Il est apparu que les parcours migratoires et les systèmes de mobilité familiaux sont dans une large mesure orientés par la situation socio-productive élémentaire des familles : on retiendra que ce sont les migrants disposant d'un meilleur niveau de stabilité en termes de socles productifs qui peuvent d'avantage engager une mobilité vers les espaces les plus distants pour lesquels le coût de la migration est fort. A l'inverse, avec un faible cumul de socles, on observe une plus forte tendance à circuler sur l'espace de mobilité proche, bien que dans un certain nombre de cas, la fragilité des socles et de l'ancrage entraîne, ou en tous cas accompagne, une forme de décrochage avec le milieu d'origine, avec un investissement migratoire fort et risqué vers une destination lointaine.

La migration n'est en revanche pas en mesure de remettre en cause les inégalités locales ni de bouleverser les conditions d'accès aux ressources : elle renforce les processus de différenciation plus qu'elle ne les amortit. En effet, les revenus de la migration ne sont pas en mesure de combler ou d'atténuer véritablement les déficiences structurelles des territoires ruraux. Si on peut leur donner une fonction de salaire permettant dans de nombreux cas un apport financier qu'il n'est pas possible de capter dans l'espace d'origine, les remises ne représentent cependant pas de potentiel spécifique pour l'investissement ou l'impulsion d'effets multiplicateurs. Le rôle d'activateur de développement souvent attribué aux migrants est donc loin de correspondre à la véritable marge de manœuvre dont ils bénéficient, a fortiori lorsque le droit à la circulation n'est pas assuré.

Ensemble, les ressources de la migration (activés, ressources immatérielles et revenus mis en circulation au sein des espaces de mobilité) et les socles productifs locaux composent le système de ressources de la famille. Dans ce cadre, la dimension sociale et productive locale s'articule aux stratégies migratoires familiales, et l'administration du système de ressources dépend en partie de l'étape du cycle de vie familial. On a pu dans la thèse

CONCLUSION GENERALE

distinguer trois scénarios pour comprendre que la migration, loin d'atténuer les déséquilibres d'accès aux ressources, aux moyens de production, au foncier ou à l'emploi, tend plutôt à les accentuer et à reproduire les mécanismes de concentration des ressources. Les inégalités d'accès à la mobilité sont donc intimement articulées aux inégalités d'accès aux ressources productives locales.

C'est donc avant tout la manière dont les ressources migratoires s'articulent au reste de l'économie et de l'organisation sociale familiale qui est déterminante.

Questionnements et postures de la recherche. Des pistes de réflexions à creuser

Au terme de cette recherche, trois points nous semblent émerger et constituer des pistes de réflexion permettant d'approfondir la compréhension des dynamiques rurales et familiales en contextes de mobilité. Il s'agit aussi de bien cerner les contours de notre travail, de déterminer ses limites et de dégager les versants qui pourront à l'avenir être davantage fouillés.

Le premier point renvoie à la perspective que nous avons adoptée dans l'objectif de saisir les mécanismes qui permettent aux familles de s'étirer, se maintenir et résister face à la distance et aux conditions de vulnérabilité répétées dans les différents espaces appropriés, mais qui permettent également aux individus de demeurer affiliés à ces cadres familiaux. En prenant le parti de se centrer sur les « stratégies » (au sens de dynamiques d'association et de coordination plus que de consensus et de planification ordonnée et anticipée) et sur les « systèmes » autour desquels s'articulent les espaces, les interdépendances et les capitaux, nous avons mis en lumière la manière dont les ressources locales, sociales, productives et migratoires étaient administrées autour et en fonction des structures familiales. Cette vision systématique peut donner lieu à discussion parce qu'elle tend à faire passer la perspective individuelle au second plan et parce qu'on pourrait y entrevoir la survalorisation d'un fonctionnement cohérent, homogène voire harmonieux des relations familiales au travers de la distance et du temps. Il n'en est pourtant rien et ce que nous avons au contraire voulu soulever dans ce travail tient finalement à une capacité à réunir de façon plus ou moins conséquente les trajectoires, les ressources et les projections

CONCLUSION GENERALE

individuelles, autrement dit à une capacité d'assemblage au fil du temps. Ce sont donc en premier lieu les inégalités qui font système³⁶⁵ et la famille apparaît comme un environnement en mesure de favoriser la coordination, la négociation, l'arbitrage, la prise de positions et de décisions, de manière étroitement liée à l'existence et à l'évolution d'intérêts divergents, voire conflictuels.

En second lieu, ce sont la particularité et l'essence du monde rural mais aussi les imaginaires et le regard scientifique qui est posé sur lui qui sont à questionner. La rationalité économique prime-t-elle ? La gestion des ressources, le rapport à la terre et l'enracinement aux lieux relèvent-ils d'autres types de logiques ou de visions ?

Alors que nombres d'études ont souvent privilégié l'observation des pratiques rituelles, croyances ou même des mécanismes de subalternité propres aux populations paysannes ou indiennes (citons par exemple le travail de P. Pitrou³⁶⁶ dans la sierra mixe de Oaxaca), notre travail a porté l'accent sur les rapports de force productifs, les déterminants matériels et patrimoniaux ainsi que sur les modalités d'insertion et de marginalisation par rapport aux espaces polarisés et hiérarchisés. Sans rejeter en bloc l'idée de perceptions et de pratiques liées au territoire, à la terre ou à un ensemble de facteurs que les observateurs modernes ont pu qualifier de « cosmovision », nous croyons que la compréhension du rapport aux espaces d'origine comme aux espaces de circulation est plus pertinente et plus stimulante si on s'attelle à l'observation des mécanismes à l'œuvre dans les économies familiales, du point de vue de la production et de la fonctionnalité des relations entre les membres.

Reste alors à discuter ce positionnement scientifique, à l'assouplir ou à maintenir ce cap en développant par exemple une étude similaire visant à déterminer le mode d'accumulation des socles productifs et le fonctionnement des systèmes de ressources dans les périphéries ou les espaces marginaux urbains. Nous pourrions ainsi espérer confronter les rationalités et les fonctionnalités familiales des villes et des campagnes et mieux mesurer alors quelle place doit être attribuée aux comportements culturels ou conduites liées à l'appartenance indienne et/ou paysanne.

Enfin, cette recherche ouvre des pistes pour une appréhension plus pointue des rapports

365A. Bihr et R. Pfefferkorn, *Le système des inégalités* (Paris: La Découverte, 2008).

366P. Pitrou, « Figuration des processus vitaux et co-activité dans la Sierra Mixe de Oaxaca (Mexique) », *L'Homme* 202, n° 2 (2012): 77-111.

CONCLUSION GENERALE

sociaux et des conflictualités qui régissent les organisations socio-économiques familiales. Si la compréhension des mécanismes socio-productifs étirés et dispersés a ici surtout été réalisée au prisme des ressources en jeu et des inégalités qui structurent les territoires, il faudra compléter cette perspective en se penchant davantage sur les tensions, les rapports de force et les logiques de division du travail. Les rapports sociaux de sexe et de genre³⁶⁷ ainsi que les liens fonctionnels et négociés entre les générations sont en effet adaptés dans l'absence et la distance ; ils sont surtout porteurs de changements sociaux puissants. C'est par exemple la conjugalité à distance par laquelle « de façon paradoxale, les couples doivent vivre séparés pour rendre viable un projet de vie commune*»³⁶⁸ ou bien encore le rapport à l'âge adulte, à la responsabilité économique ou à la vieillesse qui pourront fournir des pistes nouvelles pour une approche renouvelée des mutations rurales dans les contextes de mobilités et de circulations.

Saisir les conditions de sortie, de maintien, de retour et de projection associées à diverses formes d'appartenance au milieu rural est essentiel pour parvenir à cerner les modalités de participation des sociétés et des territoires qui sont mis à la marge des dynamiques de mondialisation polarisante en même temps que précipités dans les turbulences que ces mêmes dynamiques provoquent. L'économie rurale, sa ou plutôt ses familles, leurs rationalités, ressources, outils et agents font vaciller les imaginaires et les regards en ne cessant de se recentrer et de se déployer. La mobilité constitue alors le processus le plus marquant de cette capacité à miser sur une certaine continuité productive entre les lieux investis tout en gérant divers degrés de rupture qui participent à la reconfiguration des territorialités et des fonctionnalités rurales.

367M.E. D'Aubeterre Buznego, « Mujeres trabajando por el pueblo: género y ciudadanía en una comunidad de transmigrantes oriundos del estado de Puebla », *Estudios sociológicos* 23, n° 67 (2005): 185-216; C. Bueno et M. Hernández Cáliz, « La reproducción compartida: Las familias de los trabajadores de la construcción en la ciudad de México », in *Robichaux D.: Familia y parentesco en México y Mesoamérica (3)* (México: Universidad Iberoamericana, 2007), 252-275; M. Ariza et M.E. D'Aubeterre, « Contigo en la distancia... Dimensiones de la conyugalidad en migrantes mexicanos internos e internacionales », in *Rabell Romero C.: Tramas familiares en el México contemporáneo: una perspectiva sociodemográfica* (México: Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Sociales, 2009), 598.

368Ariza et D'Aubeterre, « Contigo en la distancia... Dimensiones de la conyugalidad en migrantes mexicanos internos e internacionales », 354.

CONCLUSION GENERALE

ANNEXES

Annexe 1.

Questionnaires d'enquête TRANSITER

La levée s'est effectuée à 6 mois d'intervalle (janvier et juillet 2009) et les questionnaires sont légèrement différents dans la forme. Les mêmes informations ont cependant été relevées dans tous les municipes et les variables ont été homogénéisées au moment de la saisie.

12. ¿De las personas que viven en este momento en el hogar, alguna ya ha trabajado en el extranjero?

SI ¿cuántos? NO

13 ¿En este momento, tiene algún miembro de su hogar viviendo en el extranjero?

SI ¿cuántos? NO

➔ UTILIZAR LA BOLETA DE “ENCUESTA A NIVEL INDIVIDUAL” PARA CADA UNO DE LOS MIEMBROS QUE VIVE AHORA EN EL EXTRANJERO O QUE HA IDO AL EXTRANJERO.

SECCIÓN 2. CARACTERISTICAS DEL HOGAR

21 ¿Esta casa es : propia alquilada otro (precisar)

↳ 21.1 ¿Fue : comprada o construida heredada

22 ¿En la casa, hay separaciones para dormir? SI NO

23 ¿De que material es el piso?

Tierra Ladrillo Concreto/cemento Cerámica

24 ¿Tiene carro(s)? NO SI ¿ ¿Cuántos?

25 ¿Tiene otra casa? NO SI ¿Dónde?

SECCIÓN 3. ACTIVIDADES ECONOMICAS

30 ¿Alguien en el hogar trabaja la tierra (sea su propia tierra o como jornalero)?

NO SI ➔ Seguir con la parte 3.A/

↳ 30.1 ¿Alguien en el hogar tiene tierra aunque no la trabaja?

SI NO ➔ Pasar a la parte 3.B/

↳ 31 ¿Cuántas manzanas de tierra tiene?

35 ¿Dan a media, dan a alquilar o prestan una parte de sus tierras? NO SI, una parte SI, todas

➔ Pasar a la parte 3.B/

3. A/ ACTIVIDADES AGRICOLAS

31 ¿Cuántas manzanas de tierra tiene y/o trabaja?

- En propiedad
- Alquiladas
- A media
- Prestadas
- Cuidadas

32 ¿En el último ciclo, cuántas manzanas en total sembró?

33 ¿Cuántas personas en total trabajan en la finca familiar?

34 ¿Todas las personas que trabajan en la finca pertenecen al hogar ?

SI

NO



34.1 ¿Cuántos asalariados contratan?

34.2 ¿Cuántos parientes o conocidos trabajan sin pago?

35 ¿Dan a media, dan a alquilar o prestan una parte de sus tierras? NO SI, una parte SI, todas

36 ¿Hay miembros de su hogar que trabajan de jornalero en otra finca? NO SI

36.1 ¿Quién? (posición en la familia y sexo)	36.2 ¿Dónde? (municipio y departamento)	36.3 ¿En qué tipo de cultivo?	36.4 ¿Todo el año?	36.5 ¿Temporal?	36.6 ¿Cuál es su ingreso por día?

(poner una cruz en una de las dos columnas)

37 Ahora, vamos a describir los diferentes cultivos de su explotación

37.1 ¿Que tipos de cultivos produce?					
37.2 Por cada cultivo, ¿Cuántas manzanas siembra?					
37.3 ¿Como ha evolucionado la producción de cada cultivo en los tres últimos años? (indicar con +, =, o -)					

38 Vamos a describir su producción ganadera

	Bovino solo para leche	Bovino solo para carne	Bovino para carne y leche	Cerdo	Cabra	Aves	Otro animal
38.1 ¿Cuántas cabezas tiene de ...?							
38.2 ¿Ha cambiado la importancia de esta actividad en los 3 últimos años? (indicar con +, =, -)							

39 ¿Vende una parte de su producción?

SI

NO



39.1 ¿Podría indicar las producciones (cultivo o ganado) que tienen más importancia como ingreso de la familia? (indicar de 1 a 3 en el orden)

1.
2.
3.

310 Para la actividad agrícola, ¿utiliza...

310.1 Tractor NO SI **➔** propio alquilado

310.2 Yunta NO SI **➔** propia alquilada

310.3 Tracción animal NO SI **➔** propia alquilada

310.4 Sistema de riego NO SI

310.5 Otro instrumento

311 ¿Es usted propietario de un tractor, yunta, u otra herramienta agrícola que da a alquilar a otros productores?
NO SI

Para la producción más importante de su finca (lo que menciona la persona

313 Si disminuyó la producción, ¿porqué? (precisar 1 y 2)

- falta de mano de obra
- falta de crédito
- disminución del uso de insumo
- mala calidad de semillas
- malas condiciones climáticas/ plagas
- se usó parte de la superficie para otro cultivo
- por mal estado de los caminos
- otro

314 Si aumentó la producción, ¿porqué? (precisar 1 y 2)

- aumento de la mano de obra
- mejoramiento técnico
- beneficio de un crédito
- aumentación o mejoramiento de las semillas
- aumentación o mejoramiento de los insumos (abono, pesticidas...)
- buenas condiciones climáticas
- se usó más superficie para este cultivo
- otro

3. B/ ACTIVIDADES NO AGRICOLAS

315 ¿Actualmente, algún miembro del hogar trabaja en una actividad no agrícola?

315.1 ¿Quien? Su nombre	315.2 ¿En que trabaja?	315.3 ¿Donde? (Municipio y departamento)	315.4 ¿Trabaja a su cuenta (C) o asalariado (A) ?	315.5 ¿Todo el año?	315.6 ¿Temp oral?	315.7 ¿Desde cuando?	315.8 ¿ingreso mensual promedio?

316 ¿Qué proporción del ingreso representan estas actividades para el hogar?

la minoría la mitad mas o menos la mayoría

4. ACCESO A CREDITO

41 ¿Algún miembro del hogar solicitó un crédito en los últimos 3 años?

SI NO

41.1 Si logró un préstamo, (contestar por el último que consiguió)

¿Qué banco u organismo le ofreció crédito?

¿Cuál fue el monto en córdobas?

¿Cuánto tiempo duró el plazo? (en meses)

¿Cómo lo utilizó?*

* 1: siembra; 2: insumo; 3: cosecha; 4: compra de ganado; 5: casa; 6: consumo; 7: cancelar deudas; 8: inversión en actividad no agrícola ; 9: otro

5. REMESAS Y TRANSFORMACIONES

51 ¿Recibe remesas de uno o varios migrantes? (para el último año)

SI NO ➔ Seguir con la 54.

51.1 Sexo		51.2 ¿Desde donde envía o trae?						51.3 Monto promedio por envío En dólares				51.4 Frecuencia				
H	M	EU	Esp.	CR	Salv.	Hond.	Otro	Menos de 50	50-75	76-120	Más de 120	Sem.	Quinc.	Mens.	3 veces al año	1 vez al año

(Indicar también el dinero que los migrantes traen cuando regresan)

52 ¿En que se utilizaron estas remesas este último año? (precisar de 1 a 3)

.... Consumo cotidiano (comida, ropa, facturas...)

.... Mejorar o ampliar la casa

.... La educación de los niños

.... La salud

.... Pagar deudas

.... Ahorro

.... Inversión en la actividad agrícola

.... Inversión en otro sector

.... Otro.....

52.1 Si contestó la "Inversión en la actividad agrícola", seguir:

¿Las remesas han sido invertidas en (precisar 1 y 2)

.... compra de semillas y abono

.... compra de tierras (precisar para que cultivo)

.... compra de animales (¿que?)

.... compra o alquiler de material, mejoramiento de técnicas (yunta, tractor)

.... contrato de mano de obra exterior

.... Otro

**52.2 Si contestó la "Inversión en otro sector", seguir:
¿Las remesas han sido invertidas en (precisar 1 y 2)**

- creación de un comercio o un taller
- inversión en un comercio o un taller ya existente
- un vehículo para comercio/servicio
- material para desarrollar una producción casera (alimento, artesanía...)
- Otro

53¿Hablando de la forma en que se utilizan las remesas, hubo cambio en el uso desde que empezaron a emigrar?

SI NO

Explicar.....

54 Para terminar este cuestionario, si hablamos del futuro (es decir los 2 próximos años), cual seria su prioridad para mejorar su situación económica? (precisar 1 y 2)

- Cultivar más tierra
- Comprar tierras
- Ser propietario (de otra casa)
- Mejorar sus técnicas de producción
- Desarrollar otra producción agrícola
- Desarrollar otra actividad económica no agrícola
- Alguien en el hogar fuera a trabajar en otro país
- Alguien en el hogar fuera a trabajar en otra región del país
- Mejorar la casa
- Estudiar
- Otro

GRACIAS POR SU COLABORACIÓN

➤ **Grado de cooperación de la familia**

Bien Más o menos No muy bien

En el marco de este estudio, hacemos también entrevistas más profundas para entender el proceso migratorio. Estaría Usted dispuesto a platicar con un investigador encargado del proyecto?

SI NO

Precisar nombre, ubicación de la casa y, si lo hay, un número de teléfono

Número de la encuesta

Encuesta al nivel individual – individuos migrantes, presentes o ausentes

NOMBRE DEL MIEMBRO QUE HA MIGRADO

11 ¿Se encuentra en el extranjero en este momento? SI NO

11.1 Si contesta la persona misma (migrante) anotar lo aquí

12 ¿Es Hombre Mujer

13 ¿Cuántos años tiene?

14 ¿Cuál es su posición en la familia?

1 marido o padre, 2 mujer o madre, 3 hijo, hija, 4 nieto, nieta, 5 hermano, hermana, 6 otro (precisar el lazo de parentesco con el jefe de hogar)

15 ¿Es Casado Soltero Viudo Acompañado Madre soltera

16 ¿Cuál es su nivel de estudio máximo?

17 ¿En que trabajaba en Nicaragua antes de irse? No trabajaba

Si esta en el extranjero ➔ 18 ¿dónde está? (Ciudad y país)

19 ¿Cuándo ha salido al extranjero por última vez? mes.....año.....

Si ha regresado, hablando del último viaje

➔ 20 ¿Dónde estuvo? (Ciudad y país)

21 ¿Cuándo se fue? mes.....año.....

22 ¿Cuándo regresó? mes.....año.....

Vamos a hablar con respecto a su último viaje (el actual si se encuentra en el extranjero o el último si ha regresado):

23 ¿Vivía o vive sólo(a) allá? SI NO ➔ 24 ¿con quién?

25 ¿En qué trabajaba o trabaja? No trabajaba/No trabaja

26 Cuando viajó, ¿cruzo la frontera con :

visa temporal o de turista documentos de residencia sin documento cédula o pasaporte

27 ¿Cómo se eligió el lugar de migración? (precisar 1 y 2)

.... Tiene parientes o conocidos allá

.... Hay oportunidades de trabajo

.... Hay mejores sueldos

.... Viajar y cruzar la frontera no son tan difíciles

.... Otro.....

Si ha regresado ➔ 28 ¿Por qué ha regresado? (precisar de 1 a 3)

.... participar en tareas agrícolas

.... no había trabajo allá

.... se acabó el trabajo allá

.... vacaciones en el trabajo

.... visita a la familia

.... razones de salud

.... traer dinero a la familia

.... participar en fiestas

.... desempeñar otro trabajo aquí

.... otro

Si ha salido más de una vez al extranjero, vamos a hablar de los viajes anteriores

Si es su primer viaje  pasar a la 33

Para cada uno de los anteriores viajes al extranjero (sin contar el último), me puede indicar:

El cuadro debe llenarse para los cinco precedentes viajes como máximo

29 ¿Cuándo salió? mes y año <i>El más reciente arriba, El más antiguo abajo</i>	30 ¿Dónde fue? (país, ciudad)	31 ¿Cuánto tiempo estuvo allá sin volver al pueblo?	32 ¿En qué trabajó?

33 ¿Qué edad tenía cuando hizo su primer viaje?

Si el primer viaje que ha hecho en su vida no está incluido en el cuadro

34 ¿A dónde fue?

35 ¿A qué fue? a trabajar precisar en qué otro

36 ¿Se prestó alguna vez dinero para viajar al extranjero? SI NO

37 ¿Para ir a dónde?

Si se encuentra aquí 38 ¿En los seis próximos meses, piensa volver a salir al extranjero? SI NO

39 ¿Si vuelve a salir, a dónde irá?

Al mismo lugar que la última vez A otro lugar ¿cuál y porque?

.....

40 ¿Considera Usted que las condiciones actuales para salir al extranjero son : (puede escoger los dos, y explicar en los dos casos)

Desfavorables ¿hacia cuál país o región... y porqué?

.....

Favorables ¿hacia cuál país o región... y porqué?

.....

VOLVER A LA BOLETA PRINCIPAL

O SEGUIR LLENANDO BOLETA INDIVIDUAL PARA OTRO MIEMBRO QUE HA MIGRADO

ENCUESTA ISTMO - PROGRAMA TRANSITER

Encuesta al nivel del hogar

Buenos días, soy y estoy haciendo un trabajo de encuesta para la Universidad de Paris y el CIESAS. Hacemos un estudio en varios municipios sobre la organización de la familia en sus actividades economicas.

“¿En su hogar, algunos miembros ya se quedaron a fuera de la región para trabajar, o viven y trabajan actualmente a fuera de la región?”

NO ► agradecer a la persona y pasar a otro hogar.

SI ► *Asegurarse que esta persona es parte del hogar, o sea que vive normalmente en esta casa.*

“¿Podría alguien de su hogar contestar a algunas preguntas? No tardará mucho, algo así como una media hora.”

(no pueden contestar las personas que tienen menos de 16 años de edad, ni tampoco algún pariente o amigo que se encuentre de pasada en el hogar. En la medida de lo posible, es preferible que sea el jefe o jefa de hogar)

Esta encuesta es anónima, no se citará su nombre. Este estudio no se hace por parte del Gobierno, sino como trabajo de una Universidad con motivo de conocer a las condiciones de vida en esta región. Si alguna pregunta le molesta, tiene siempre la posibilidad de no contestar.

Número de encuesta	<input style="width: 80%;" type="text"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/>	
Fecha de encuesta:	Localidad de encuesta:		
Persona que contesta (padre, madre, hijo, hija..) indicar el nombre (y el apellido solo si se menciona de manera voluntaria) :			

1. IDENTIFICACIÓN DE LA FAMILIA

11. ¿Cuántas personas viven en este momento en el hogar?

12. ¿Cuántos niños de menos de 13 años?

13. Ascendientes:

	Para la persona más grande del hogar?	¿Para su pareja?
¿ Dónde nació su mama?		
¿ En qué trabaja o trabajaba su mama?		
¿ En dónde?		
¿ Dónde nació su papa?		
¿ En qué trabaja o trabajaba su papa?		
¿ En dónde?		

14. ¿De las personas que viven en este momento en el hogar, alguna ya ha trabajado a fuera o en el extranjero?

SI ¿cuántos? NO

15 ¿En este momento, tiene algún miembro de su hogar viviendo a fuera o en el extranjero?

SI ¿cuántos? NO

Utilizar una boleta de “Encuesta al nivel individual” para cada uno de los miembros del hogar

(dependiendo de si ha salido a fuera para trabajar o no)

2. CARACTERISTICAS DEL HOGAR

21 ¿Esta casa es : propia alquilada otro (precisar)

↳ 21.1 ¿Fue : comprada construida heredada

22 ¿En la casa, hay separaciones para dormir? SI NO

23 ¿De que material es el piso? Tierra Ladrillo Concreto/cemento Cerámica

24 ¿Tiene carro(s)? NO SI ¿Cuantos?

25 ¿Tiene otra casa? NO SI ¿Dónde?

3. ACTIVIDADES AGROPECUARIAS

31 ¿Alguien en el hogar trabaja la tierra?

NO SI → Seguir con la pregunta 33.

↳ 31.1 ¿Alguien en el hogar tiene tierra aunque no la trabaja?

SI NO → Pasar a la parte 4.

↳ 32 ¿Cuántas hectáreas de tierra tiene en total?

36 ¿Dan a media, dan a alquilar o prestan una parte de sus tierras? NO SI, una parte SI, todas

33 ¿Cuántas hectáreas de tierra tiene y/o trabaja?

- En propiedad
- En parcela ejidal.....
- En parcela comunal.....
- Alquiladas
- A media
- Prestadas
- Cuidadas

34 ¿En el último ciclo, cuántas hectáreas en total sembró?

35 ¿ Hay personas que no son de su hogar que trabajan su tierra? NO asalariados

36 ¿Dan a media, dan a alquilar o prestan una parte de sus tierras? NO SI, una parte SI, todas

37 Ahora, vamos a describir los diferentes cultivos de su explotación

37.1 ¿Que tipos de cultivos produce?					
37.2 Por cada cultivo, ¿Cuántas hectáreas siembra?					
37.3 ¿Como ha evolucionado la producción de cada cultivo en los tres últimos años? (indicar con +, =, o -)					

38. Vamos a describir su producción ganadera

	Bovino solo para leche	Bovino solo para carne	Bovino para carne y leche	Cerdo	Cabra	Aves	Otro animal
38.1 ¿Cuántas cabezas tiene de ...?							
38.2 ¿Ha cambiado la importancia de esta actividad en los 3 últimos años? (indicar con +, =, -)							

39 ¿Vende una parte de su producción? NO SI **➔** 39.1 ¿Podría indicar las producciones (cultivo o ganado) que tienen más importancia como ingreso de la familia? (indicar de 1 a 3 en el orden)

1.
2.
3.

310. Para la actividad agrícola, ¿utiliza...

310.1 Tractor NO SI **➔** propio alquilado

310.2 Yunta NO SI **➔** propia alquilada

310.3 Tracción animal NO SI **➔** propia alquilada

310.4 Sistema de riego NO SI

310.5 Otro instrumento

311 ¿Es usted propietario de un tractor, yunta, u otra herramienta agrícola que da a alquilar a otros productores?
 NO SI

Para la producción más importante de su finca (lo que menciona la persona

312 Si disminuyó la producción, ¿porqué? (precisar 1 y 2)

- falta de mano de obra
- falta de crédito
- disminución del uso de insumo
- mala calidad de semillas
- malas condiciones climáticas/ plagas
- se usó parte de la superficie para otro cultivo
- por mal estado de los caminos
-otro

313 Si aumentó la producción, ¿porqué? (precisar 1 y 2)

- aumento de la mano de obra
- mejoramiento técnico
- beneficio de un crédito
- aumentación o mejoramiento de las semillas
- aumentación o mejoramiento de los insumos (abono, pesticidas...)
- buenas condiciones climáticas
- se usó más superficie para este cultivo
- otro

314 ¿Qué proporción del ingreso representa la actividad agrícola para el hogar?

la minoría la mitad mas o menos la mayoría

4. PROGRAMAS FEDERALES

41. ¿Ha sido beneficiario de algún programa de parte del Estado federal? NO SI

42. ¿Cual?

43. ¿Cómo lo utilizó?*

* 1: siembra; 2: insumo; 3: cosecha; 4: compra de ganado; 5: casa; 6: consumo; 7: cancelar deudas; 8: inversión en actividad no agrícola ; 9: inversion en material agrícola ; 10: salud; 11: educacion; 12: otro

5. ACCESO A CREDITO

51. ¿Algún miembro del hogar solicitó un crédito en los últimos 3 años?

SI NO

Si logró un préstamo,
(contestar por el último que consiguió)

52. ¿Qué banco u organismo le ofreció crédito?

53. ¿Cuál fue el monto en pesos?

54. ¿Cómo lo utilizó?*

* 1: siembra; 2: insumo; 3: cosecha; 4: compra de ganado; 5: casa; 6: consumo; 7: cancelar deudas; 8: inversión en actividad no agrícola ; 9: inversion en material agricola ; 10: salud; 11: educacion; 12: otro

6. REMESAS Y TRANSFORMACIONES

61. ¿Recibe remesas de uno o varios migrantes? (para el último año)

SI NO  Seguir con la 68

62. Sexo		63. ¿Desde dónde envía o trae?			64. Monto promedio por envío. En dólares (convertir si lo dice en pesos)				65. Frecuencia				
H	M	EEUU	Otro lugar de México	Otro país (¿cuál?)	Menos de 50	50-75	75-120	Más de 120	Sem.	Quinc.	Mens.	3 veces al año	1 vez al año
												
												
												
												
												

(Indicar también el dinero que los migrantes traen cuando regresan)

66. Desde que empezó a recibir remesas, en que se utilizarán? (precisar de 1 a 3 en orden de tiempo)

- Consumo cotidiano (comida, ropa, facturas...)
- Mejorar o ampliar la casa
- La educación de los niños
- La salud
- Pagar deudas
- Ahorro
- Inversión en la actividad agrícola
- Inversión en otro sector
- Otro.....

67. ¿ Este último año, en que se utilizarán estas remesas? (precisar de 1 a 3 en orden de prioridad)

- Consumo cotidiano (comida, ropa, facturas...)
- Mejorar o ampliar la casa
- La educación de los niños
- La salud
- Pagar deudas
- Ahorro
- Inversión en la actividad agrícola
- Inversión en otro sector
- Otro.....

67.1 Si contestó la "Inversión en la actividad agrícola", seguir:
¿Las remesas han sido invertidas en...? (precisar 1 y 2)

- compra de semillas y abono
- compra de tierras (cultivo)
- compra de animales (¿que?)
- compra o alquiler de material, mejoramiento de técnicas
- contrato de mano de obra exterior
- Otro

67.2 Si contestó la "Inversión en otro sector", seguir:
¿Las remesas han sido invertidas en...? (precisar 1 y 2)

- creación de un comercio o un taller
- inversión en un comercio o un taller ya existente
- un vehiculo para comercio/servicio
- material para desarrollar una producción casera
- Otro.....

68. Para terminar este cuestionario, si hablamos del futuro (es decir los 2 próximos años), cual seria su prioridad para mejorar su situación económica? (precisar 1 y 2)

- | | | |
|---|---|---|
| Cultivar más tierra | Desarrollar otra producción agrícola | Alguien en el hogar fuera a trabajar en otro país |
| Comprar tierras | Desarrollar otra actividad económica no agrícola | Alguien en el hogar fuera a trabajar en otra región del país |
| Ser propietario (de otra casa) | Mejorar la casa | Otro |
| Mejorar sus técnicas de producción | Estudiar | |

Número de la encuesta

Encuesta al nivel individual – con migración (presentes o ausentes)

11 ¿Se encuentra a fuera en este momento? SI NO

11.1 Si contesta la persona misma (migrante) anotarlo aquí

12 ¿Es Hombre Mujer

13 ¿Cuántos años tiene?

14. ¿ Dónde nació?

15 ¿Cuál es su posición en la familia?

1 marido o padre, 2 mujer o madre, 3 hijo, hija, 4 nieto, nieta, 5 hermano, hermana, 6 abuelo, abuela, 7 otro (precisar el lazo de parentesco con el jefe de hogar)

16 ¿Es Casado Soltero Viudo Con pareja Madre soltera

17 ¿Cuál es su nivel de estudio máximo?

18 ¿Qué fue su primer trabajo (que sea aquí o a fuera)? No trabaja

19 ¿ Cuándo empezó este trabajo (el año)?

Descripcion de la situacion laboral actual y anteriores:

	EL ULTIMO	EL PENULTIMO	EL ANTEPENULTIMO
20 ¿ En que trabaja o trabajaba?			
21 ¿ Dónde ? (Ciudad y Estado o país)			
22 ¿ Cuándo empezó ? (el año, y el mes si posible)			
23 ¿ Cuánto tiempo?			
24 ¿A su cuenta (C) o Asalariado (A)?			
25 ¿ Es titular (T) con contrato (CC) o sin contrato (SC)?			
26 ¿ Trabaja todo el año (TA) o Temporal (TE).			
27 ¿Cuál es su ingreso mensual promedio?			

 Si su primer viaje **no está incluido en el cuadro**, 28 ¿Cuándo se fue por primera vez?
 29 ¿Dónde (ciudad y Estado o país)?.....
 30 ¿ En que trabajó?

Para todos:

31 ¿ Cuántas veces en total ha ido a trabajar **a otro lugar en México**?

31.1 ¿ Cuánto tiempo duró en total?
 (precisar en mese o años)

32 ¿ Cuántas veces en total ha migrado **al extranjero**?

32.2 ¿ Cuánto tiempo duró en total?
 (precisar en mese o años)

Vamos a hablar con respecto a su último viaje (el actual si se encuentra a fuera o el último si ha regresado):

Si está en Estados Unidos:

35 ¿Si cruzó la frontera, era con :

visa temporal o de turista documentos de residencia sin documento

Para todos:

36 ¿Se prestó alguna vez dinero para viajar al extranjero? SI NO

33 ¿Vivía o vive sólo(a) allá? SI NO ➔ 34 ¿con quién?.....

37 ¿Cómo se eligió el lugar de migración? (precisar 1 y 2)

.... Tiene parientes o conocidos allá
 Hay oportunidades de trabajo

.... Hay mejores sueldos
 Viajar y cruzar la frontera no son tan difíciles
 Otro.....

Si ha regresado ➔

38 ¿Por qué ha regresado? (precisar de 1 a 3)

.... participar en tareas agrícolas
 no había trabajo allá
 se acabó el trabajo allá
 vacaciones en el trabajo
 visita a la familia

.... razones de salud
 traer dinero a la familia
 participar en fiestas
 desempeñar otro trabajo aquí
 otro

Si se encuentra aquí

39 ¿En los seis próximos meses, piensa volver a salir al extranjero? SI NO

40 ¿Si vuelve a salir, a dónde irá?

Al mismo lugar que la última vez A otro lugar ¿cuál y porque?

Número de la encuesta

Encuesta al nivel individual – sin experiencia migratoria

12 ¿Es Hombre Mujer

13 ¿Cuántos años tiene?

14. ¿ Dónde nació?

15 ¿Cuál es su posición en la familia?

1 marido o padre, 2 mujer o madre, 3 hijo, hija, 4 nieto, nieta, 5 hermano, hermana, 6 abuelo, abuela, 7 otro (precisar el lazo de parentesco con el jefe de hogar)

16 ¿Es Casado Soltero Viudo Con pareja Madre soltera

17 ¿Cuál es su nivel de estudio máximo?

18 ¿Qué fue su primer trabajo (que sea aquí o a fuera)? No trabaja

19 ¿ Cuándo empezó este trabajo (el año)?

Descripcion de la situacion laboral actual y anteriores:

	EL ULTIMO	EL PENULTIMO	EL ANTEPENULTIMO
20 ¿ En que trabaja o trabajaba?			
21 ¿ Dónde ? (Ciudad y Estado o país)			
22 ¿ Cuándo empezó ? (el año, y el mes si posible)			
23 ¿ Cuánto tiempo?			
24 ¿A su cuenta (C) o Asalariado (A)?			
25 ¿ Es titular (T) con contrato (CC) o sin contrato (SC)?			
26 ¿ Trabaja todo el año (TA) o Temporal (TE).			
27 ¿Cuál es su ingreso mensual promedio?			

Gracias por su colaboración!

Grado de cooperación de la familia:

BIEN MAS O MENOS NO MUY BIEN

PARA EL JEFE O JEFA DE FAMILIA:

En el marco de este estudio, hacemos también entrevistas más profundas para entender el proceso migratorio. ¿Estaría Usted dispuesto a platicar con un investigador?

Indicar el nombre completo, la ubicación de la casa y/o un número de teléfono:

Annexe 2.**Éléments de l'échantillon de l'enquête TRANSITER, 2009**

	San Juan Guichicovi	Palacagüina	Posoltega
Nombre de foyers enquêtés	224	275	289
Dans la partie urbaine du municpe	157	142	120
Dans les communautés plus isolées du municpe	67	115	169
Nombre d'individus	788	1290	1308
Individus avec expérience migratoire	365	493	538
Migrants absents au moment de l'enquête	246	238	334
Part de foyers exerçant une activité agricole en %	43,3	42,5	35,6

Annexe 3.**Typologie des types de producteurs de Maldidier et Marchetti, d'après Ruiz García A. et Marin Lopez Y., *Revisando el agro nicaragüense*, 2005**

	Accès à la terre	Force de travail	Système de production agricole
Paysans-salariés (semicampesinos)	<ul style="list-style-type: none"> -En location, métayage ou petites propriété (1 à 10 mz) -Fragmentation des terres par dynamiques d'héritage 	Vente de la force de travail en dehors de l'exploitation familiale : journaliers agricoles, commerce informel, artisanat, etc.	<ul style="list-style-type: none"> -Manque de moyens de production, de capitaux, de capacité d'accumulation -Production vivrière
Paysans intensifs	<ul style="list-style-type: none"> -Relativement bon accès, souvent petits propriétaires (10-25 mz) -Fragmentation des terres par dynamiques d'héritage 	Utilisation de la force de travail familiale dans l'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> -Intégration aux marchés -Intensification de la production sur de petites surfaces -Petites systèmes d'irrigation -Cultures vivrières et de haute valeur commerciale (légumes, sorgo millón, café, banane) -Élevage semi-intensif (10 à 25 têtes)
Paysans extensifs	<ul style="list-style-type: none"> - Bon accès en propriété (entre 30 et 200 mz) - Qualité moyenne ou mauvaise 	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation de la force de travail familiale pour l'essentiel - Embauche de main d'œuvre temporaire pour l'entretien des zones de pâturage et la traite des vaches 	<ul style="list-style-type: none"> - Production extensive avec élevage (viande et lait) comme principale source d'accumulation (20 à 30 têtes) - Quelques cultures vivrières et de haute valeur commerciale -Utilisation des zones de jachère (<i>tacotal</i>) pour pâtures -Niveaux d'équipement et d'infrastructures moyens

ANNEXES

<p>Petits entrepreneurs <i>(finqueros)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Bon accès en propriété (entre 40 et 400 mz) - Extension de l'exploitation par l'achat de terres bon marché, notamment dans les zones de frontière agricole 	<ul style="list-style-type: none"> - Force de travail familiale - Embauche de main d'œuvre extérieure salariée et souvent temporaire comme fonctionnement principal 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon accès aux moyens de production grâce à des processus d'accumulation liés aux activités agricoles et non-agricoles - Cultures rentables et plus ou moins mécanisées (soja, sésame, riz, cacahuète; canne à sucre, café) - Élevage (50 à 130 têtes)
<p>Grands entrepreneurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Très grandes extensions de terres (200 à 1500 mz) 	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion familiale de l'entreprise - Embauche de main d'œuvre extérieure salariée et souvent temporaire comme fonctionnement principal 	<ul style="list-style-type: none"> - Mode de production très extensif tant en force de travail qu'en unité de superficie - Forte disponibilité en intrants chimiques, moyens de production mécanisés - Combinaison ou spécialisation avec élevage (jusqu'à 400 têtes) et/ou monoculture (pour le marché national ou l'exportation: coton, soja, sorgo, cacahuète, café) - Puissante intégration aux filières agro-industrielles pour la transformation, emballage, etc.

Annexe 4.

**Insertion des migrants originaires de San Juan Guichicovi
sur le marché du travail mexicain et étasunien
au moment de l'enquête**

	femme au foyer	Employé (e) domestique	Employé (e) hotellerie /restauration	ouvrier	policier	militaire	Employé (e) commerce ou services	autre	sans réponse	TOTAL
Mexico DF	20	8	5	5	12	21	52	15	6	144
	13,89	5,56	3,47	3,47	8,33	14,58	36,11	10,04	4,17	100
Mexique Centre-Sud	4	0	2	1	7	19	4	7	1	45
	8,89	0	4,44	2,22	15,56	42,22	8,89	15,55	2,22	100
Mexique Nord-Ouest	4	0	0	8	1	9	0	1	7	30
	13,33	0	0	26,67	3,33	30	0	3,33	23,33	100
États-Unis	0	0	1	0	0	0	1	2	9	13
	0	0	7,69	0	0	0	7,69	15,38	69,23	100
Mexique Isthme	3	0	0	0	2	4	0	0	0	9
	33,33	0	0	0	22,22	44,44	0	0	0	100
Mexique sans précision	1	0	0	0	0	1	1	0	2	5
	20	0	0	0	0	20	20	0	40	100
TOTAL	32	8	8	14	22	54	58	25	25	246

Exemple de lecture : Parmi les 144 migrants se trouvant dans la ville de Mexico au moment de l'enquête, 52 (soit 36,11%) sont employés dans le secteur du commerce ou des services.

**Insertion des migrants originaires de San Juan Guichicovi
sur le marché du travail mexicain et étasunien
total des voyages**

	femme au foyer	Employé (e) domestique	Employé (e) hotellerie /restauration	ouvrier	policier	militaire	Employé (e) commerce ou services	autre	sans réponse	TOTAL
Mexico DF	29	14	14	10	18	30	85	30	10	240
	12,08	5,83	5,83	4,17	7,5	12,5	35,42	12,5	4,17	100
Mexique Centre-Sud	11	1	6	3	10	26	13	17	3	90
	12,22	1,11	6,67	3,33	11,11	28,89	14,44	18,88	3,33	100
Mexique Nord-Ouest	7	1	0	15	1	10	0	5	7	46
	15,22	2,17	0	32,61	2,17	21,74	0	10,87	15,22	100
États-Unis	0	0	1	0	0	0	1	3	10	15
	0	0	6,67	0	0	0	6,67	20	66,67	100
Mexique Isthme	5	0	1	1	2	12	5	6	0	32
	15,63	0	3,13	3,13	6,25	37,5	15,63	18,78	0	100
Mexique sans précision	1	0	0	0	0	1	1	0	2	5
	20	0	0	0	0	20	20	0	40	100
TOTAL	53	16	22	29	31	79	105	61	32	428

**Insertion des migrants originaires de Palacagüina
sur le marché du travail régional et international
au moment de l'enquête**

	Journalier agricole	Chauffeur	Construction	Employé (e) domestique	Commerçant	sécurité	Mécanicien	ouvrier	agent nettoyage	autre	sans réponse	TOTAL
Costa Rica	9	2	30	17	7	10	0	4	1	25	2	107
	8,41	1,87	28,04	15,89	6,54	9,35	0	3,74	0,93	23,34	1,87	100
Amérique du Nord	0	3	22	5	0	0	8	11	7	22	14	92
	0	3,26	23,91	5,43	0	0	8,7	11,96	7,61	23,92	15,22	100
Amérique Centrale C4	2	3	1	0	1	1	1	1	0	8	2	20
	10	15	5		5	5	5	5		40	10	100
Mexique	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	100
Espagne	0	0	0	7	0	0	0	1	0	1	0	9
	0	0	0	77,78	0	0	0	11,11	0	11,11	0	100
Autres	0	0	0	1	0	0	0	0	0	2	0	3
				33,33						66,66		100
Sans réponse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	6
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	100
TOTAL	11	8	53	30	8	11	9	18	8	82	24	238

**Insertion des migrants originaires de Palacagüina
sur le marché du travail régional et international
total des voyages**

	Journalier agricole	Chauffeur	Construction	Employé (e) domestique	Commerçant	sécurité	Mécanicien	ouvrier	agent nettoyage	autre	sans réponse	TOTAL
Costa Rica	75	8	278	126	24	39	4	20	8	121	4	707
	10,61	1,13	39,32	17,82	3,39	5,52	0,57	2,83	1,13	17,12	0,57	100
Amérique du Nord	0	15	35	15	7	0	11	15	11	45	14	168
	0	8,93	20,83	8,93	4,17	0	6,55	8,93	6,55	26,81	8,33	100
Amérique Centrale C4	95	11	95	31	10	1	8	25	0	45	3	324
	29,32	3,39	29,32	9,56	3,08	0,3	2,46	7,71	0	13,88	0,92	100
Mexique	0	0	0	1	0	0	0	4	0	1	0	6
	0	0	0	16,67	0	0	0	66,67	0	16,67	0	100
Espagne	0	0	0	8	0	0	0	1	0	2	0	11
	0	0	0	72,73	0	0	0	9,09	0	18,18	0	100
Autres	0	0	0	1	0	0	0	0	0	16	0	17
	0	0	0	5,88	0	0	0	0	0	94,11	0	100
Sans réponse	0	0	0	4	0	0	0	0	0	2	6	12
	0	0	0	33,33	0	0	0	0	0	16,66	50	100
TOTAL	170	34	408	186	41	40	23	65	19	232	27	1245

ANNEXES

**Insertion des migrants originaires de Posoltega
sur le marché du travail régional et international
au moment de l'enquête**

	nalier agricole	chauffeur	Construc-tion	Employé (e) domes-tique	Commerçant	Employé (e) hôtellerie /restauration	Mécani-que	Employé (e) commerce	vendeur ambulants	autre	sans réponse	TOTAL
Costa Rica	61	1	88	28	1	14	3	1	0	36	10	244
	25	0,41	36,07	11,48	0,41	5,74	1,23	0,41	0	14,76	4,1	
Amérique du Nord	0	0	14	3	1	3	7	5	1	13	5	52
	0	0	26,92	5,76	1,92	5,76	13,46	9,61	1,92	25	9,61	
Amérique Centrale C4	1	2	2	1	5	1	1	3	3	1	0	20
	5	10	10	5	25	5	5	15	15	5	0	
Mexique	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	3
	0	0	66,67	33,33	0	0	0	0	0	0	0	
Espagne	0	0	3	2	0	0	0	0	0	0	4	9
	0	0	33,33	22,22	0	0	0	0	0	0	44,44	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	
Sans réponse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	4	5
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	80	
TOTAL	62	3	109	35	7	18	11	9	4	52	23	334

**Insertion des migrants originaires de Posoltega
sur le marché du travail régional et international
total des voyages**

	journalier agricole	chauffeur	Construc-tion	Employé (e) domes-tique	Commerçant	Employé (e) hôtellerie /restauration	Mécani-que	Employé (e) commerce	vendeur ambulant	autre	sans réponse	TOTAL
Costa Rica	361	6	456	134	8	74	10	11	0	130	47	1237
	29,18	0,49	36,86	10,83	0,65	5,98	0,81	0,89	0	10,49	3,8	
Amérique du Nord	0	7	41	4	2	6	19	7	2	34	6	128
	0	5,46	32,03	3,12	1,56	4,68	14,84	5,46	1,56	26,56	4,68	
Amérique Centrale C4	5	6	10	9	14	13	8	12	10	29	2	118
	4,23	5,08	8,47	7,62	11,86	11,01	6,77	10,16	8,47	24,57	1,69	
Mexique	0	0	2	1	1	0	0	0	0	2	0	6
	0	0	33,33	16,67	16,67	0	0	0	0	33,34	0	
Espagne	0	0	3	2	0	0	0	0	0	0	4	9
	0	0	33,33	22,22	0	0	0	0	0	0	44,44	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	7
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	
Sans réponse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	6	9
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33,33	66,67	
TOTAL	366	19	512	150	25	93	37	30	12	205	65	1514

ANNEXES

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE

- Alarcón, R., R. Cruz, A. Díaz-Bautista, G. González-König, A. Izquierdo, G. Yrizar, et R. Zenteno. « La crisis financiera en Estados Unidos y su impacto en la migración mexicana ». *Migraciones internacionales* 5, n° 1 (2009): 193-210.
- Alphandéry, P., et J.P. Billaud. « La sociologie rurale en questions ». *études rurales* n.183, 2009.
- Amīn, S. *Modern migrations in western Africa*. Oxford: Published for the International African Institute by Oxford University Press, 1974.
- Ancey, G. « Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain ». *Note Amira* n.3, 1975.
- Appendini, K. « La transformación de la vida rural en tres ejidos del centro de México ». In *Appendini K. et Torres Mazuera G.: ¿Ruralidad sin agricultura?: perspectivas multidisciplinares de una realidad fragmentada*, 255. Colegio de México. México, 2008.
- Appendini, K., et G. Torres Mazuera. « Perspectivas multidisciplinares de una realidad fragmentada ». In *Appendini K. et Torres Mazuera G.: ¿Ruralidad sin agricultura?: perspectivas multidisciplinares de una realidad fragmentada*, 255. Colegio de México. México, 2008.
- Appendini, K., et G. Torres-Mazuera. *¿Ruralidad sin agricultura?: perspectivas multidisciplinares de una realidad fragmentada*. México DF: Colegio de México, 2008.
- Arab, C. *Les Aït Ayad: la circulation migratoire des marocains entre la France, l'Espagne et l'Italie*. Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2009.
- Arias, P. *Del arraigo a la diáspora: dilemas de la familia rural*. México DF: Estados Unidos Mexicanos, Cámara de Diputados, LX Legislatura, Consejo Editorial, 2009.
- . « Herencia, familia y migración en el campo mexicano ». *Trace* n° 61 (juin 2012): 76-90.
- . « Migración, economía campesina y ciclo de desarrollo doméstico. Discusiones y estudios recientes ». *Estudios Demográficos y Urbanos* 28, n° 82 (paraître 2013).
- Ariza, M. « Itinerario de los estudios de género ». In *Ariza M. et Portes A.: El país*

BIBLIOGRAPHIE

- transnacional. Migración mexicana y cambio social a través de la frontera*, 453-511. México DF: UNAM, 2007.
- Ariza, M., et M.E. D'Aubeterre. « Contigo en la distancia... Dimensiones de la conyugalidad en migrantes mexicanos internos e internacionales ». In *Rabell Romero C.: Tramas familiares en el México contemporáneo: una perspectiva sociodemográfica*, 598. México: Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Sociales, 2009.
- Arizpe, L. *La migración por relevos y la reproducción social del campesinado*. México DF: Colegio del Mexico, Centro de Estudios Sociológicos, 1980.
- Baby-Collin, V., G. Cortes, et L. Faret. « Transferts migratoires, trajectoires de mobilité et développement. Approche comparée en Bolivie et au Mexique ». In *Baby-Collin V., Cortes G., Faret L. et Guetat-Barnard H.: Migrants des suds*. Marseille: IRD ; Presses universitaires de la Méditerranée, 2009.
- Baby-Collin, V., G. Cortes, L. Faret, et S. Sassone. « Une approche comparée des circulations migratoires latino-américaines: les cas bolivien et mexicain ». In *Cortes G. et Faret L.: Les circulations transnationales: lire les turbulences migratoires contemporaines*, 91-108. Paris: A. Colin, 2009.
- Banque Mondiale. « Global economic prospects 2006: economic implications of remittances and migration », 2006.
- Barkin, D. « Hacia una comprensión de la nueva ruralidad ». In *Hernández Moreno M. del C. et Maya Ambia C.: Nueva ruralidad, viejos problemas, tomo 2 de Massieu Trigo Y, Chauvet Sánchez M., García Zamora R.: Los actores sociales frente al desarrollo rural*. México: AMER / Editorial Praxis, 2005.
- . « Las nuevas ruralidades. Forjando alternativas viables frente a la globalización ». In *Barragán López E., Gente de campo: patrimonios y dinámicas rurales en México*, 2:610. Zamora: Colegio de Michoacán, 2005.
- Barragán López, E. *Gente de campo: patrimonios y dinámicas rurales en México*. Zamora: Colegio de Michoacán, 2005.
- Baumeister, E. « Las reformas agrarias en Centroamérica: un balance de sus resultados al finalizar los años 90 ». In *Clemens H. et Ruben R.: Nueva ruralidad y política agraria: una alternativa neoinstitucional para Centroamérica*, 260. Caracas: Centro de Estudios para el Desarrollo Rural, Vrije Universiteit te Amsterdam, 2001.
- . « Tendencia de la agricultura centroamericana en los años ochenta ». In *Gitli E.: Centroamérica: los desafíos, los intereses, las realidades*, 288. México: Universidad Autónoma Metropolitana-Azcapotzalco, Gernika, 1989.
- Baumeister, E., E. Fernández, et G. Acuña. *Estudio sobre las migraciones regionales de los nicaragüenses*. Guatemala: Editorial de Ciencias Sociales, 2008.
- Berger, A., P. Chevalier, G. Cortes, et M. Dedeire. *Héritages et trajectoires rurales en Europe*.

BIBLIOGRAPHIE

- Paris: Harmattan, 2009.
- Bidart, C. « Crises, décisions et temporalités: autour des bifurcations biographiques ». *Cahiers internationaux de sociologie* 1, n° 120 (2006): 29-57.
- Bihl, A., et R. Pfefferkorn. *Le système des inégalités*. Paris: La Découverte, 2008.
- Bonfil Batalla, G. *México profundo: una civilización negada*. México DF: Grijalbo, 1987.
- Bonnamour, J. *Agricultures et campagnes dans le monde*. Paris: SEDES, 1996.
- Bonvalet, C., D. Maison, H. Le Bras, et L. Charles. « Proches et parents ». *Population* n° 1 (1993): 83-110.
- Bouquet, E., et J.P. Colin. « L'Etat, l'ejido et les droits fonciers : ruptures et continuités du cadre institutionnel formel au Mexique ». In *Colin J-P, Le Meur P.Y. et Léonard E.: Les politiques d'enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales*, 299-332. Paris: Karthala, 2009.
- Bourdieu, J., G. Postel-Vinay, P.A. Rosental, et A. Suwa-Eisenmann. « Migrations et transmissions intergénérationnelles dans la France du XIXe et du début du XXe siècle ». *Annales HSS* 55, n° 4 (2000): 749-789.
- Bourdieu, P. « Le capital social ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 31, n° 1 (1980): 2-3.
- Bredeloup, S. « L'aventurier, une figure de la migration africaine ». *Cahiers internationaux de sociologie* n° 2 (2008): 281-306.
- Breviglieri, M. « De la cohésion de vie du migrant: déplacement migratoire et orientation existentielle ». *Revue européenne des migrations internationales* 26, n° 2 (2010): 57-76.
- Brun, V. « La petite agriculture mexicaine face à l'ouverture des marchés agricole ». In *Exbalin A.: Enseigner le Mexique en un clic, catalogue de dossiers thématiques sur le Mexique ancien et contemporain*. Mexico: CEMCA, à paraître.
- . « Secteur privé et céréaliculture familiale dans le Mexique du libre-échange ». *Économie rurale* n° 1 (2008): 90-107.
- Brunet, R., R. Ferras, et H. Théry. *Les mots de la géographie: dictionnaire critique*. Paris: RECLUS-La Documentation française, 1993.
- Bryceson, D., et U. Vuorela. *The Transnational Family: New European Frontiers and Global Networks*. New York: Berg Publishers, 2002.
- Bueno, C., et M. Hernández Cáliz. « La reproducción compartida: Las familias de los trabajadores de la construcción en la ciudad de México ». In *Robichaux D.: Familia y parentesco en México y Mesoamérica (3)*, 252-275. México: Universidad Iberoamericana, 2007.

BIBLIOGRAPHIE

- Canales, A. « Las remesas de los migrantes: ¿fondos para el ahorro o ingresos salariales? » In *Zárate Hoyos G.A.: Remesas de los Mexicanos y centroamericanos en Estados Unidos. Problemas y perspectivas*, 232. México: COLEF, 2004.
- . « Periodicidad, estacionalidad, duración y retorno. Los distintos tiempos en la migración México-Estados Unidos ». *Papeles de población* 22 (1999): 11-41.
- Carling, J. « Interrogar las remesas: preguntas centrales para reflexiones más profundas y políticas más adecuadas ». In *Castels S. et Delgado Wise R.: Migración y desarrollo: perspectivas desde el sur*. México: Universidad Autónoma de Zacatecas, Miguel Ángel Porrúa, INM, 2007.
- Carton de Grammont, H. « La nueva ruralidad en América Latina ». *Revista Mexicana de Sociología* 66, n° Número especial (2004): 279-300.
- Carton de Grammont, H., et S.M. Lara Flores. *Encuesta a hogares de jornaleros migrantes en regiones hortícolas de México Sinaloa, Sonora, Baja California Sur y Jalisco*. México DF: Instituto de Investigaciones Sociales, Universidad Nacional Autónoma de México, 2005.
- Carton de Grammont, H., S.M. Lara Flores, et M.J. Sánchez Gómez. « Migración rural temporal y configuraciones familiares ». In *Ariza M. et De Oliveira O.: Imágenes de la familia en el cambio de siglo*. UNAM. México, 2004.
- Carton de Grammont, H., et H. Tejera Gaona. *La sociedad rural mexicana frente al nuevo Milenio*. México DF: Plaza y Valdés, 1996.
- Castel, R. *Les métamorphoses de la question sociale: une chronique du salariat*. Paris: Gallimard, 1999.
- Castellón Zamora, R. « Investigación de modelo de usos de remesas en el municipio de El Sauce. » Organización de las Naciones Unidas para la agricultura y la alimentación, 2004.
- . « Investigación del impacto de las remesas en la economía local de la zona seca de Chinandega, Carazo y Managua ». FOA, Ford foundation, 2003.
- CEPAL. « Informe de la reunión de expertos sobre uso productivo de las remesas en Nicaragua ». CEPAL, 1999.
- Chaléard, J.L. « Les grandes mutations des territoires ruraux dans les pays du Sud: problèmes et enjeux ». In *Rakoto Ramiarantsoa H. et al: Ruralités Nords-Suds: inégalités conflits, innovations*, 19-30. Paris: L'Harmattan, 2008.
- Chaléard, J.L., et A. Dubresson. *Villes et campagnes dans les pays du Sud*. Paris: Karthala, 1999.
- Charbit, Y., M.A. Hily, et M. Poinard. *Le va-et-vient identitaire: migrants portugais et villages d'origine*. Paris: Presses universitaires de France, 1997.

BIBLIOGRAPHIE

- Chonchol, J. *Sistemas agrarios en América Latina: de la etapa prehispánica a la modernización conservadora*. Santiago de Chile: Fondo de Cultura Económica, 1994.
- CIESAS, et SEDESOL. « Desarrollo regional sustentable del Istmo de Tehuantepec. Informe final », 2007.
- Clemens, H., et R. Rubén. *Nueva ruralidad y política agraria: una alternativa neoinstitucional para Centroamérica*. Amsterdam: Centro de Estudios para el Desarrollo Rural, Vrije Universiteit, 2001.
- Cohen H., J., et L. Rodríguez. « Consecuencias de las remesas en las zonas rurales de Oaxaca, México: retos, opciones, y oportunidades para los hogares de emigrantes ». In *Aguirre Ochoa J.I. et Pedraza Rendón O.H.: Migración internacional y remesas en México*, 359. México: Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo, Instituto de investigaciones económicas y empresariales, Universidad Autónoma de Zacatecas, 2004.
- Colin, J-P, H. de Chateau-Thierry, C. Rouy, et H. Navarro. « Systèmes de production et migration dans un village mexicain ». In *Gastellu J.M. et Marchal J.Y.: La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle*, 553-574. Paris: Orstom, 1997.
- Córdova Plaza, R., C. Núñez Madrazo, et D. Skerritt Gardner. *Migración internacional, crisis agrícola y transformaciones culturales en la región central de Veracruz*. México DF: Universidad de Veracruz, 2008.
- Cornelius, W. A., D. Fitzgerald, et P. Lewin Fischer. *Caminantes del Mayab: los nuevos migrantes de Yucatán a los Estados Unidos*. México DF: Instituto de Cultura de Yucatán, Instituto Nacional de Antropología e Historia, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, 2008.
- Corona Vázquez, R. « Monto y uso de las remesas en México ». In *Tuirán R.: Migración México - Estados Unidos. Opciones de política*, 334. México: Secretaría de Gobernación, CONAPO, Secretaría de Relaciones Exteriores, 2000.
- Corral, L., et T. Reardon. « Rural nonfarm incomes in Nicaragua ». *World development* 29, n° 3 (2001): 427-442.
- Cortes, G. « L'accès aux ressources foncières, enjeu de l'émigration rurale andine.. Essai de lecture systémique à partir de l'exemple bolivien ». *Revue européenne des migrations internationales* 18, n° 2 (2002): 83-104.
- . « La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes ». *Autrepart* n° 57-58 (2011): 95-110.
- . « Migrations, systèmes de mobilité, espaces de vie: à la recherche de modèles ». *Espace géographique* 27, n° 3 (1998): 253-265.
- . *Partir pour rester : survie et mutations de sociétés paysannes andines, Bolivie*. Paris: Éd. de l'IRD, 2000.

BIBLIOGRAPHIE

- . « Une ruralidad de la ausencia. Dinámicas migratorias internacionales en los valles interandinos de Bolivia en un contexto de crisis ». In *Hinojosa Gordonava A.: Migraciones transnacionales: visiones de Norte y Sudamérica*, 167-196. La Paz: Centro de Estudios Fronterizos, 2004.
- Cortes, G., et L. Faret. *Les circulations transnationales: lire les turbulences migratoires contemporaines*. Paris: A. Colin, 2009.
- Coubès, M.L. « Los vínculos familiares fuera de la coresidencia: geografía de residencia, intensidad de los contactos y lazos afectivos en la parentela ». In *Rabell Romero C.: Tramas familiares en el México contemporáneo: una perspectiva sociodemográfica*, 598. México: Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Sociales, 2009.
- Cruz Cruz, T. « ¿Pueden las remesas abatir la pobreza? Efecto económico y modelos distributivos de las remesas en una comunidad de la región chatina ». In *Escobar Latapí A.: Pobreza y migración internacional*. México: CIESAS, 2008.
- D'Andrade, R. *The development of cognitive anthropology*. Cambridge: Cambridge University Press, 1995.
- D'Aubeterre Buznego, M.E. « Mujeres trabajando por el pueblo: género y ciudadanía en una comunidad de transmigrantes oriundos del estado de Puebla ». *Estudios sociológicos* 23, n° 67 (2005): 185-216.
- D'Aubeterre, M.E., et M.L. Rivermar Pérez. « Migración a Estados Unidos y estructura de los hogares en tres localidades del Estado de Puebla ». In *Rivermar Pérez M.L. et Cordero Díaz B.L.: El Norte como destino. Circuitos migratorios Puebla-Estados Unidos*, 187-213. Puebla: Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, 2008.
- Dandler, J., et C. Medeiros. « Migración temporaria de Cochabamba, Bolivia, a la Argentina: patrones e impactos en las áreas de envío ». In *Pessar P.: Fronteras permeables: migración laboral y movimientos de refugiados en América*, 19-53. Université du Texas: Planeta, 1991.
- Deere, C.D., et A. De Janvry. « A conceptual framework for the empirical analysis of peasants ». *American Journal of Agricultural Economics* (1979): 601-611.
- Delgado Wise, R., et J. Cypher. « The Strategic role of Labor in Mexico's Subordinated Integration into the us Production System Under nafta ». Documento de trabajo 12/11/2005, Doctorado en Estudios del Desarrollo-uaz., 2005.
- Delgado Wise, R., R. García Zamora, et H. Márquez Covarrubias. « México en la órbita de la economía global del trabajo barato: dependencia crítica de las remesas ». *Theomai Journal* n° 14 (2006).
- Delgado Wise, R., et H. Márquez Covarrubias. « El sistema migratorio México-Estados Unidos: dilemas de la integración regional, el desarrollo y la migración ». *Migración y Desarrollo* n° 7 (2006): 38-65.

BIBLIOGRAPHIE

- Delhom, J., et A. Musset. *En el ojo del huracán*. Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL); Instituto de Historia de Nicaragua y Centroamérica (IHNCA); Université de Bretagne-Sud (UBS). Volume 69 de Travaux & Mémoires de l'IHEAL. Paris, Managua, Lorient: Centre culturel et de coopération pour l'Amérique centrale, 2000.
- Demyk, N. *Agriculture et paysannerie en Amérique latine*. Paris: Documentation Française, 1986.
- . « Café et pouvoir en Amérique centrale ». *Etudes rurales* n° 180 (2007): 139-153.
- Diminescu, D. « Le migrant dans un système global des mobilités ». In *Cortes G. et Faret L.: Les circulations transnationales: lire les turbulences migratoires contemporaines*, 211-224. Paris: A. Colin, 2009.
- Dirven, M. « El empleo rural no agrícola y la disminución de la pobreza rural ¿Qué sabemos en América Latina en 2010? » RIMISP - Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural, 2011.
- Domenach, H., et M. Picquet. « Typologies et réversibilité migratoire ». In *L'Incidence des migrations internationales sur les pays en développement*, 459. Paris: OCDE, 1989.
- Dorai, M.K., M.A. Hily, F. Loyer, et E. Ma Mung. « Bilan des travaux sur la circulation migratoire ». Rapport à la direction de la population et des migrations, Ministère de la Solidarité et de l'Emploi, MIGRINTER, 1998.
- Dubar, C., et C. Rolle. « Les temporalités dans les sciences sociales: introduction ». *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines* n° 8 (2008): en ligne.
- Dufumier, M. *Agricultures et paysanneries des Tiers mondes*. Paris: Karthala, 2004.
- Durand, J. « Ensayo teórico sobre la emigración de retorno: el principio del rendimiento decreciente ». *Cuadernos geográficos de la Universidad de Granada* n° 35 (2004): 103-116.
- Escalona Lüttig, H. « Las relaciones interétnicas entre Mixes y Zapotecos 1900-1970. El caso de San Juan Guichicovi y Matias Romero (Las relaciones interétnicas y algunos impactos de la modernidad durante el siglo XX en San Juan Guichicovi, Oaxaca) ». Sous la direction de F. Navarrete Linares, UNAM, 2004.
- Escobar Latapí, A. « Pobreza y migración internacional en el México rural: un enfoque antropológico ». In *Escobar Latapí A.: Pobreza y migración internacional*. México: CIESAS, 2008.
- FAO. « Proyecto piloto: "uso de remesas", como una herramienta de apoyo para la toma de decisiones en proyectos productivos, la seguridad alimentaria y el apalancamiento de inversiones para el desarrollo agropecuario en Nicaragua ». FAO, 2004.
- Faret, L. *Les territoires de la mobilité: migration et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis*. Paris: CNRS, 2003.

BIBLIOGRAPHIE

- . « Mexique-Etats-Unis: processus migratoire et intégration régionale ». *Problèmes d'Amérique latine* 40 (2001): 93-118.
- . « Movilidades migratorias contemporáneas y recomposiciones territoriales: perspectivas multi-escala a partir del caso México-Estados Unidos ». In *Lara Flores S.M.: Migraciones de trabajo y movilidad territorial*, 373. México: Estados Unidos Mexicanos, LXI Legislatura, Cámara de Diputados : Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología : Miguel Ángel Porrúa, 2010.
- Field, J. *Social capital*. London; New York: Routledge, 2003.
- Fliche, B. « Le nomade, le saisonnier et le migrant. Une culture de la mobilité en anatolie centrale? » *Etudes rurales* n° 177 (janvier 2006): 109-120.
- Gastellu, J. M. *Individualisme, ethnocentrisme, réflexions sur l'économie rurale de l'Afrique de l'Ouest*. Bordeaux: Centre d'étude d'Afrique noire, Institut d'études politiques de Bordeaux, 1988.
- Gastellu, J.M. « Mais, où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique? » *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines* XVII, n° 1-2 (1980): 3-11.
- Gastellu, J.M., et J.Y. Marchal. *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle*. Paris: Orstom, 1997.
- George, P., et F. Verger. *Dictionnaire de la géographie*. Paris: Presses Universitaires de France - PUF, 2009.
- Giarracca, N. *Una nueva ruralidad en América Latina?* Buenos Aires: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, 2001.
- Gitli, E. « El proyecto de Estados Unidos en Centroamérica ». In *Gitli E.: Centroamérica: los desafíos, los intereses, las realidades*, 288. México: Universidad Autónoma Metropolitana-Azcapotzalco, Gernika, 1989.
- Glick Schiller, N., L. Basch, et C. Blanc-Santon. *Towards a transnational perspective on migration: race, class, ethnicity, and nationalism reconsidered*. New York: New York Academy of Sciences, 1992.
- Gokalp, C. « Le réseau familial ». *Population* 33, n° 6 (1978): 1077-1094.
- Gómez, S., et E. Klein. *Los pobres del campo: el trabajador eventual*. Santiago: FLACSO, 1993.
- De Groot, Jan P. « Transformación agraria en Nicaragua en los años ochenta y perspectiva actual ». In *Linck T: Agriculturas y campesinados de América Latina: mutaciones y recomposiciones*, 330-339. México: Fondo de Cultura Económica, ORSTOM, GRAL, 1994.
- Guarnizo, L. « The emergence of a transnational social formation and the mirage of return migration among Dominican transmigrants ». *Identities Global Studies in Culture and Power* 4, n° 2 (1997): 281-322.

BIBLIOGRAPHIE

- Gubert, F. « Migration et gestion collective des risques. L'exemple de la région de Kayes (Mali) ». Sous la direction de J.P. Azam, Clermont Ferrand, 2000.
- Guerra-Borges, A. « Mercado común y desarrollo industrial en Centroamérica ». In *Gitli E.: Centroamérica: los desafíos, los intereses, las realidades*, 288. México: Universidad Autónoma Metropolitana-Azcapotzalco, Gernika, 1989.
- Guetat-Bernard, H. « Nouvelles articulations villes/campagnes: pluri-appartenance et mobilité spatiale et professionnelle des ruraux (du delta du Nil) ». *Espace géographique* 27, n° 3 (1998): 253-265.
- Guibert, M., Y. Jean, et D. Andrieu. *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*. Paris: A. Colin, 2011.
- Hernández Ramírez, J.A. « Los jóvenes rurales: ¿nuevos actores de la migración a Estados Unidos? » In *Escobar Latapí A.: Pobreza y migración internacional*. México: CIESAS, 2008.
- Hily, M.A. « L'usage de la notion de "circulation migratoire" ». In *Cortes G. et Faret L.: Les circulations transnationales: lire les turbulences migratoires contemporaines*, 23-28. Paris: A. Colin, 2009.
- Hinojosa Gordanova, A. « Transnacionalismo y multipolaridad en los flujos migratorios de Bolivia. Familia, comunidad y nación en dinámicas globales ». In *Godard H.R., Sandoval G.: Migración transnacional de los Andes a Europa y Estados Unidos*, 250. Lima: Actes et Mémoires n°17, IFEA, PIEB, IRD, 2008.
- Hoffmann, O. « L'ejido, laboratoire des pratiques sociales et fondement de la ruralité contemporaine au Mexique ». In *Gastellu J.M. et Marchal J.Y.: La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle*, 401-416. Paris: Orstom, 1997.
- INEGI. « Censo Agropecuario 2007 », 2007.
- Instituto Nacional de Información de Desarrollo. *Encuesta de hogares sobre medición del nivel de vida 2009 (EMNV 2009)*. Managua: INIDE, mai 2011.
- IRAM. « Estudios sobre la tenencia de la tierra ». IRAM - Institut de Recherches et d'applications des Méthodes de Développement, 2000.
- Janssen, E., et A. Escobar Latapí. « Remesas y costo de oportunidad. El caso mexicano ». In *Escobar Latapí A.: Pobreza y migración internacional*. México: CIESAS, 2008.
- Kay, C. « Estudios rurales en América Latina en el periodo de globalización neoliberal: ¿una nueva ruralidad? » *Revista mexicana de sociología*. 71, n° 4 (2009): 607-645.
- Kayser, B. *L'agriculture et la société rurale des régions tropicales*. Paris: Société d'édition d'enseignement supérieur, 1969.
- . *Paysans et ruraux : la nécessité de l'alliance*. Toulouse: Institut de géographie Daniel Faucher, 1990.

BIBLIOGRAPHIE

- Kearney, M. *Reconceptualizing the peasantry: anthropology in global perspective*. Critical essays in anthropology. Boulder: Westview Press, 1996.
- Khoudour-Castéras, D. « Las remesas en los países andinos: un regalo envenenado? » In *Godard H.R., Sandoval G.: Migración transnacional de los Andes a Europa y Estados Unidos*, 250. Lima: Actes et Mémoires n°17, IFEA, PIEB, IRD, 2008.
- Kirchhoff, P. « Mesoamérica: sus límites geográficos, composición étnica y caracteres culturales ». *Suplemento de la revista Tlatoani, ENAH* n° 3 (1960): en ligne.
- Köbrich, C., et M. Dirven. *Características del empleo rural no agrícola en América Latina con énfasis en los servicios*. Santiago de Chile: CEPAL-Unidad de Desarrollo Agrícola, 2007.
- Kraler, A., E. Kofman, M. Kohli, et C. Schmoll. *Gender, Generations and the Family in International Migration*. Amsterdam: Amsterdam University Press, 2011.
- Krantz, L. « El campesino como concepto analítico ». *Nueva Antropología. Revista de Ciencias Sociales* n° 6 (1977): 87-98.
- Lara Flores, S.M. « Características de las migraciones rurales hacia regiones hortícolas en el noroeste de México ». In *Hernández Moreno M. del C. et Maya Ambia C.: Nueva ruralidad, viejos problemas, tomo 2 de Massieu Trigo Y, Chauvet Sánchez M., García Zamora R.: Los actores sociales frente al desarrollo rural*. México: AMER / Editorial Praxis, 2005.
- . « Espace et territorialité dans les migrations rurales: un exemple mexicain ». *Migrations Société, « Agriculture et migration en Amérique latine »* 20, n° 115 (2008): 107-123.
- . « Mercado de trabajo rural y organización laboral en el campo mexicano ». In *Carton de Grammont H.: Neoliberalismo y organización social en el campo mexicano*, 69-113. UNAM, Plaza y Valdés. México, 2002.
- . *Nuevas experiencias productivas y nuevas formas de organización flexible del trabajo en la agricultura mexicana*. México DF: Juan Pablos Editor, Procuraduría agraria, 1998.
- Léonard, E. « L'économie très politique d'un programme de titularisation foncière. Trajectoires locales d'endogénéisation du changement légal en milieu rural mexicain ». In *Colin J-P., Le Meur P.Y. et Léonard E.: Les politiques d'enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales*. Paris : Editions Karthala, pp. ., 365-403. Paris: Karthala, 2009.
- . *Una historia de vacas y golondrinas: ganaderos y campesinos temporeros del trópico seco mexicano*. Zamora: El Colegio de Michoacán, 1995.
- Léonard, E., A. Del Rey, et A. Quesnel. « De la comunidad territorial al archipiélago familiar. Movilidad, contractualización de las relaciones intergeneracionales y desarrollo local en el estado de Veracruz. » *Estudios sociológicos* 22, n° 3 (2004): 557-589.

BIBLIOGRAPHIE

- Léonard, E., et E. Velázquez H. *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*. México DF: CIESAS, IRD, 2000.
- Lesourd, M. « L'archipel rural africain en mouvement ». In *Gastellu J.M. et Marchal J.Y.: La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle*, 363-380. Paris: Orstom, 1997.
- Lestage, F. « Evolución de los modelos de unión matrimonial en un contexto de migración generalizada. Los mixtecos en Tijuana a finales del siglo XX ». In *Mummert G.: Fronteras fragmentadas*, 299-310. Zamora: El Colegio de Michoacán, 2009.
- Levard. « Nicaragua: los cambios técnicos bloqueados por las relaciones de fuerza política ». In *Linck T.: Agriculturas y campesinados de América Latina: mutaciones y recomposiciones*, 65-72. México: Fondo de Cultura Económica, ORSTOM, GRAL, 1994.
- Lévy, J. *L'espace légitime: sur la dimension géographique de la fonction politique*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994.
- Linck, T. « La ruralité en miettes? Globalisation et fragmentation des territoires et sociétés rurales du Mexique ». In *Gastellu J.M. et Marchal J.Y.: La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle*, 277-299. Paris: Orstom, 1997.
- Lomnitz, L., et M. Pérez Lizaur. « Dynastic growth and survival strategies: the solidarity of mexican gran-families ». In *Jelin E.: Family, household and gender relations in latin America*, 229. Londres: Kegan Paul International/UNESCO, 1991.
- López Castro, G. *La casa dividida. Un estudio sobre la migración a Estados Unidos en un pueblo michoacano*. Zamora: Colegio de Michoacán: Asociación Mexicana de Población, 1986.
- Lozano Ascencio, F. « Experiencias internacionales en el envío y uso de remesas ». In *Tuirán R.: Migración México – Estados Unidos. Opciones de política*, 334. México: Secretaría de Gobernación, CONAPO, Secretaría de Relaciones Exteriores, 2000.
- Lussault, M. *L'homme spatial: la construction sociale de l'espace humain*. Paris: Seuil, 2007.
- Ma Mung, E. « La dispersion comme ressource ». *Cultures et conflits* n° 33-34 (1999): 89-103.
- Marchal, J.Y., et A. Quesnel. « Dans les vallées du Burkina Faso, l'installation de la mobilité ». In *Gastellu J.M. et Marchal J.Y.: La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle*, 595-614. Paris: Orstom, 1997.
- Massey, D. S, R. Alarcon, J. Durand, et H. González. *Return to Aztlan: The Social Process of International Migration from Western Mexico*. Berkeley: University of California Press, 1990.
- Massey, D. S., et M. Sana. « Patterns of US migration from Mexico, the Caribbean, and Central America ». *Migraciones Internacionales* 2, n° 1 (2003): 5-39.
- Massey, D.S., K. A. Pren, et J. Durand. « Nuevos escenarios de la migración México-Estados

BIBLIOGRAPHIE

- Unidos: Las consecuencias de la guerra antiinmigrante ». *Papeles de población* 15, n° 61 (2009): 101-128.
- Mauss, M. « Essai sur le don: Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques ». *L'année sociologique* Seconde série (1924 1923).
- Mazurek, H. « Componentes de la migración, impactos territoriales y políticas: un análisis crítico ». In *Godard H.R.: Sandoval G., Migración transnacional de los Andes a Europa y Estados Unidos*, 250. Lima: Actes et Mémoires n°17, IFEA, PIEB, IRD, 2008.
- Mendras, H. *La fin des paysans: changement et innovations dans les sociétés rurales françaises*. Paris: A. Colin, 1970.
- . *Les Sociétés paysannes: éléments pour une théorie de la paysannerie*. Paris: Gallimard, 1995.
- Merlet, M. « Reformas agrarias, mercados de tierra y organizaciones campesinas en Nicaragua y Honduras: fracasos y retos ». In *Léonard et al.: Políticas y regulaciones agrarias: Dinámicas de poder y juegos de actores en torno a la tenencia de la Tierra*, 396. México: Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, 2003.
- Merlet, M., et C. Jamart. « Situation et devenir des agricultures familiales en Amérique latine ». AGTER, 2007.
- Michel, A. « Le modèle communautaire dans l'Etat-nation capitaliste. Etude des communautés de l'isthme de Tehuantepec (Mexique) au vingtième siècle ». Sous la direction de J. Piel, Université Paris Diderot, 2004.
- . « Los territorios de la reforma agraria. Construcción y deconstrucción de una ciudadanía rural en las comunidades del istmo oaxaqueño (1930-1984) ». In *Velásquez E., Schapira M.F., Léonard E.: El istmo Mexicano, una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales*. México DF: CIESAS, 2009.
- Michel, A., et A. López. « Structuration historique et familiale des mobilités dans l'isthme de Tehuantepec ». présenté à Colloque international TRANSITER - Dynamiques transnationales et territoires: la région centraméricaine en perspective, San José, décembre 2009.
- Michel, A., D. Prunier, et L. Faret. « Familles migrantes et ancrages locaux au Mexique: trajectoires et patrimoines migratoires dans la région de Tehuantepec ». *Autrepart* n° 57-58 (2011): 77-94.
- Mitchell, J. C. « Towards a situational sociology of wage-labour circulation ». In *Prothero R.M. et Chapman M.: Circulation in Third World Countries*, 30-53. Routledge. London, 1985.
- Monge González, R., O. Céspedes Torres, et J.C. Vargas Aguilar. « Remesas Sur-Sur: Importancia del corredor Costa Rica-Nicaragua ». Academia de Centroamérica, 2009.

BIBLIOGRAPHIE

- Montoya Zavala, E. « Experiencias internacionales en el uso productivo de las remesas ». *Migración y Desarrollo* n° num.6 (2006): 131-150.
- Morán Quiroz, L.R. « El impacto material y cultural de los envíos de los migrantes: la jerarquía en las contribuciones al cambio y mantenimiento del imaginario local ». *Migración y Desarrollo*, novembre 15, 2010.
- Musset, A. *Hombres nuevos en otro mundo: Nicaragua en 1980 en los diarios de la Cruzada Nacional de Alfabetización*. Managua: IHNCA-UCA, 2005.
- . *L'Amérique centrale et les Antilles: une approche géographique*. Paris: Armand Colin, 1998.
- ONU. « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture-2005 ». Rome, 2005.
- . « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture-2010-2011 ». Rome, 2011.
- Orozco, M. « Globalization and Migration: The Impact of Family Remittances in Latin America ». *Latin American Politics and Society* 44, n° 2 (2002): 41-66.
- . « The impact of migration in the Caribbean and Central American region ». FOCAL, 2003.
- Pépin Lehalleur, M. « Entre ruralidad y urbanidad, la fuerza del lugar ». In *Carton de Grammont H. et Tejera Gaona H.: La sociedad rural mexicana frente al nuevo milenio*, 2: La nueva relación campo:-ciudad y la pobreza rural:333. México: Plaza y Valdés, 1996.
- Peraldi, M. « Aventuriers du nouveau capitalisme marchand. Essai d'anthropologie de l'éthique mercantile ». In *Adelkhah F. et Bayart J.F.: Voyages du développement. Emigration, commerce, exil*, 368. Paris: Karthala, 2007.
- Pérez C., E. « Hacia una nueva visión de lo rural ». In *Giarracca N.: Una nueva ruralidad en América Latina?*, 17-29. Buenos Aires: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, 2001.
- Pérez C., E., M.A. Farah Q., et H. Carton de Grammont. *La nueva ruralidad en América Latina: avances teóricos y evidencias empíricas*. Bogotá: Pontificia Universidad Javeriana, CLASCO, 2008.
- Perraudin, A. « Ethnicité et mobilité. L'expérience migratoire des Indiens mexicains, entre migration interne et internationale ». Sous la direction de Y. Le Bot, EHESS, 2011.
- Pessar, P. R. « The role of households in international migration and the case of US-bound migration from the Dominican Republic ». *International Migration Review* (1982): 342-364.
- Pian, A. « Aventuriers et commerçants sénégalais à Casablanca: des parcours entrecroisés ». *Autrepart* n° 4 (2005): 167-182.

BIBLIOGRAPHIE

- Pitrou, A. « Le soutien familial dans la société urbaine ». *Revue française de sociologie* 18, n° 1 (1977): 47-84.
- Pitrou, P. « Figuration des processus vitaux et co-activité dans la Sierra Mixte de Oaxaca (Mexique) ». *L'Homme* 202, n° 2 (2012): 77-111.
- Poinard, M. « Les portugais dans l'émigration une géographie de l'absence ». Sous la direction de B. Kayser, Toulouse-Le Mirail, 1991.
- Prothero, R.M., et M. Chapman. *Circulation in Third World countries*. London, Boston: Routledge & K. Paul, 1985.
- Prunier, D. « Los impactos de la migración internacional en el campo nicaragüense: las transformaciones de la organización productiva familiar ». *Trace* n° 60 (2011): 54-68.
- . « Migrations internationales au Nicaragua. Les impacts socio-économiques au sein d'une communauté paysanne ». Sous la direction de L. Faret, Université Paris Diderot, 2007.
- Quesnel, A. « El concepto de archipiélago: una aproximación al estudio de la movilidad de la población y a la construcción de lugares y espacios de vida ». In *Lara Flores S.M.: Migraciones de trabajo y movilidad territorial*, 19-46. Mexico DF: Estados Unidos Mexicanos, LXI Legislatura, Cámara de Diputados : Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología : Miguel Ángel Porrúa, 2010.
- . « Poblamiento, regulaciones agrarias y movilidad en el sur del estado de Veracruz, México ». In *Léonard et al.: Políticas y regulaciones agrarias: Dinámicas de poder y juegos de actores en torno a la tenencia de la Tierra*, 396. México: Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, 2003.
- Quesnel, A., et S. Lerner. « El espacio familiar en la reproducción social: grupos domésticos residenciales y grupos de interacción (algunas reflexiones a partir del estudio de la zona henequenera) ». In *De Oliveira O., Pepin Leahlleur M. et Salles V.: Grupos domésticos y reproducción cotidiana*, 39-79. México: UNAM-El Colegio de México-Miguel Ángel Porrúa, 1989.
- Quesnel, A., et A. Del Rey. « Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural (Etat du Veracruz, Mexique) ». *Cahiers des Amériques latines* n° 45 (2004): 75-91.
- Rabell Romero, C., et M.E. D'Aubeterre. « Aislados o solidarios? Ayudas y redes familiares en el México contemporáneo ». In *Rabell Romero C.: Tramas familiares en el México contemporáneo: una perspectiva sociodemográfica*, 598. México: Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Sociales, 2009.
- Reardon, T., J. Berdegúé, et G. Escobar. « Rural nonfarm employment and incomes in Latin America. Overview and policy implications. » *World development* 29, n° 3 (2001): 395-409.

BIBLIOGRAPHIE

- Del Rey, A. « Movilidad y longevidad en las dinámicas familiares multigeneracionales. Aplicación al medio rural del Sotavento veracruzano, México ». Sous la direction de A. Quesnel et A. Cabré, Departamento de geografía de la Universidad Autónoma de Barcelona. Centro de Estudios demográficos, 2004.
- Del Rey, A., et A. Quesnel. « Migración interna y migración internacional en las estrategias familiares de reproducción. El caso de las poblaciones rurales del sur del estado de Veracruz, México ». *Papers de demografia* n° 259 (2005): 1-19.
- Del Rey Poveda, A. « El nuevo marco de relaciones intergeneracionales en las familias ejidales: migración y herencia en el sur de Veracruz ». *Estudios Agrarios* 28 (2005): 151-193.
- Roberts, K. D. « Agrarian structure and labor mobility in rural Mexico ». *Population and Development Review* 8, n° 2 (1982): 299-322.
- Robichaux, D. « ¿Dónde está el hogar? Retos metodológicos para el estudio del grupo doméstico en la mesoamérica contemporánea ». In *Robichaux D.: Familia y parentesco en México y Mesoamérica: unas miradas antropológicas*, 295-329. México: Universidad Iberoamericana, 2005.
- . « Principios patrilineales en un sistema bilateral de parentesco: residencia, herencia y el sistema familiar mesoamericano ». In *Robichaux D.: Familia y parentesco en México y Mesoamérica: unas miradas antropológicas*, 166-272. México: Universidad Iberoamericana, 2005.
- Rodríguez, M. T., et B. Tallet. *Historias de hombres y tierras: una lectura sobre la conformación territorial del Municipio de Playa Vicente, Veracruz*. México DF: CIESAS, 2009.
- Rodríguez, N. « Istmo de Tehuantepec: De lo regional a la globalización (o apuntes para pensar un quehacer) ». INI/PNUD, 2a versión 2003. www.nacionmulticultural.unam.mx.
- Rosa, H. *Accélération: Une critique sociale du temps*. Paris: Editions La Découverte, 2010.
- Rubio, B. *El sector agropecuario mexicano frente al nuevo milenio*. México DF: Universidad Nacional Autónoma de México, 2004.
- Ruiz García, A., et Y. Marin López. *Revisando el agro nicaragüense*. Managua: Magfor, Nitlapan, FAO, INEC, 2005.
- Salles, V. « Cuando hablamos de familia, ¿de qué familia estamos hablando? » *Nueva antropología* n° 39 (1991).
- Sánchez-Ancochea, D. « La globalización en países pequeños en desarrollo: Nicaragua en perspectiva comparada ». *Revista mexicana de sociología*. 69, n° 2 (2007): 199-242.
- Seefoo Luján, J.L. « Ser jornalero agrícola hoy ». In *Barragán López E.: Gente de campo: patrimonios y dinámicas rurales en México*, 1:610. Zamora: Colegio de Michoacán,

BIBLIOGRAPHIE

2005.

Segalen, M. *Sociologie de la famille*. Paris: Armand Colin, 2010.

Simon, G. *La planète migratoire dans la mondialisation*. Paris: A. Colin, 2008.

———. « Migrations, la spatialisation du regard ». *Revue européenne des migrations internationales* 22, n° 2 (2006): 9-21.

Souchaud, S., et R. Baeninger. « Étudier les liens entre les migrations intérieures et internationales en suivant les trajectoires migratoires des Boliviens au Brésil ». *Revue européenne des migrations internationales* 25, n° 1 (2009): 195-213.

Stark, O. *Economic-demographic Interactions in Agricultural Development: The Case of Rural-to-urban Migration*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations, 1978.

———. *The migration of labor*. Oxford: Basil Blackwell, 1993.

Stefoni, C. « Migración, remesas y desarrollo Estado del arte de la discusión y perspectivas ». RIMISP - Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural, 2011.

Stonich, S. C. « Rural families and income from migration: Honduran households in the world economy ». *Journal of Latin American Studies* 23, n° 01 (1991): 131-161.

Szasz Pianta, I. S. *Migración temporal en Malinalco: la agricultura de subsistencia en tiempos de crisis*. México DF: El Colegio de México, 1993.

Tallet, B., et R. Palma. « ¿Hacia un nuevo ordenamiento del espacio rural en el Sotavento veracruzano? » In *Estrada Igúniz M. et Labazée P.: Globalización y localidad: espacios, actores, movildades e identidades*, 369-394. México DF: CIESAS, 2007.

De Tapia, S. « Le champ migratoire turc et l'Europe ». In *Jund A., Dumont P. et De Tapia S.: Enjeux de l'immigration turque en Europe. Les Turcs en France et en Europe*, 15-38. Paris: L'Harmattan, 1995.

Tarrius, A. « Intérêt et faisabilité de l'approche des territoires des circulations transnationales ». In *Cortes G. et Faret L.: Les circulations transnationales: lire les turbulences migratoires contemporaines*, 43-51. Paris: A. Colin, 2009.

———. « Leer, describir, interpretar. Las circulaciones migratorias: conveniencia de la noción de territorio circulatorio. Los nuevos hábitos de la identidad ». *Relaciones* 21, n° 83 (2000): 37-66.

Tchayanov, A. V. *L'organisation de l'économie paysanne*. Paris: Librairie du Regard, 1990 (édition russe 1920).

Torres, F. *Las remesas y el desarrollo rural en las zonas de alta intensidad migratoria de México*. México DF: Naciones Unidas, CEPAL, 2001.

Vaillant, M. « Formas espaciales y laborales de la movilidad campesina de Hatun Cañar: de

BIBLIOGRAPHIE

- la microverticalidad agro-ecológica o los archipiélagos de actividades ». In *Godard H.R. et Sandoval G.: Migración transnacional de los Andes a Europa y Estados Unidos*, 250. Lima: Actes et Mémoires n°17, IFEA, PIEB, IRD, 2008.
- Vanneph, A. « Agriculture, paysannerie et ruralité en Amérique latine ». In *Lesourd M. et Dumortier B.: Crises et mutations des agricultures et des espaces ruraux*. Crises et mutations des agricultures et des espaces ruraux CAPES & agrégation d'histoire et géographie: Questions de géographie. Paris: Editions du Temps, 1997.
- Velázquez H., E. « Migración indígena desde una región del Istmo veracruzano: movi­lidades y reconfiguración de territorios ». *Inédit* (2012).
- Velázquez H., E., et L. Machuca Gallegos. *El Istmo mexicano: una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales*. México DF: CIESAS, 2009.
- Warman, A. « La reforma agraria mexicana: una visión de largo plazo ». *Land reform/Réforme agraire/Reforma agraria* n° 2 (2003): 84-94.
- Wolf, E. « Closed corporate peasant communities in Mesoamerica and Central Java ». *Southwestern Journal of Anthropology* 13 (1957): 1-18.
- . *Peasants*. Pearson: Prentice-Hall, 1966.
- . « Relaciones de parentesco, de amistad y de patronazgo en las sociedades complejas ». In *Banton M.: Antropología social de las sociedades complejas*, 19-39. Madrid: Alianza Editorial, 1999.
- Wood, C.H. « Structural changes and household strategies: a conceptual framework for the study of rural migration ». *Human Organization* 40, n° 4 (1981): 338-344.
- Zelinsky, W. « The hypothesis of the mobility transition ». *Geographical review* n° 61 (1971): 219-249.
- Zendejas, S. « Emigración a los Estados Unidos y el futuro del ejido: redefinición de compromisos para el ejido en un poblado michoacano ». In *Randall L.: Reformando la Reforma agraria mexicana*, 433. México: UAM Xochimilco, 1999.

TABLES DES ILLUSTRATIONS**Tableaux**

Tableau 1. Population rurale totale et part de la population rurale en 1980, 1995 et 2010 en Amérique centrale	28
Tableau 2. Indicateurs de la population rurale, agricole et de la population active dans l'agriculture en 2004	29
Tableau 3. Part des différentes sources de revenus selon la situation de pauvreté au Nicaragua en 2009	38
Tableau 4. Répartition (en %) de l'attribution des terres dans la première moitié des années 1980 au Nicaragua	67
Tableau 5. Situation de six ejidos du municpe de San Juan Guichicovi	88
Tableau 6. Activité agricole et statut foncier des familles paysannes au Nicaragua	107
Tableau 7. Synthèse des configurations agraires, productives et territoriales dans les trois municipes d'étude	109
Tableau 8. Situation foncière des migrants absents selon le lieu de destination, Nicaragua	114
Tableau 9. Distribution des migrants absents au moment de l'enquête, San Juan Guichicovi	131
Tableau 10. Principaux espaces d'attraction depuis San Juan Guichicovi, total des voyages	131
Tableau 11. Distribution des migrants absents au moment de l'enquête, Palacagüina	135
Tableau 12. Principaux espaces d'attraction depuis Palacagüina, total des voyages	135
Tableau 13. Distribution des migrants absents au moment de l'enquête, Posoltega	136
Tableau 14. Principaux espaces d'attraction depuis Posoltega, total des voyages	136
Tableau 15. Distribution par principaux secteurs d'activité des migrants nicaraguayens au Costa Rica et pourcentages correspondant pour les travailleurs costariciens, par sexe, en 2000	157
Tableau 16. Répartition par sexe selon l'année du premier voyage, ensemble des individus avec expérience migratoire, San Juan Guichicovi	164

TABLES DES ILLUSTRATIONS

Tableau 17. Répartition par sexe selon l'année du premier voyage, ensemble des individus avec expérience migratoire vers Mexico DF, San Juan Guichicovi	165
Tableau 18. Répartition par sexe selon l'année du premier voyage, ensemble des individus avec expérience migratoire vers le Nord Ouest du Mexique, San Juan Guichicovi	165
Tableau 19. Pourcentage d'hommes parmi les migrants absents au moment de l'enquête et selon le lieu de destination, Palacagüina et Posoltega	167
Tableau 20. Pourcentage d'hommes selon l'année du premier voyage et selon le lieu de destination, ensemble des individus avec expérience migratoire, Palacagüina et Posoltega	168
Tableau 21. Situation des familles par rapport à la réception de remises, en pourcentage du total des familles enquêtées	296
Tableau 22. Distribution des foyers selon le nombre de socles productifs cumulés	324
Tableau 23. Distribution des migrants absents selon le nombre de socles productifs cumulés disponibles dans le foyer, par espace de mobilité, San Juan Guichicovi	326
Tableau 24. Distribution des migrants absents selon le nombre de socles productifs cumulés disponibles dans le foyer, par espace de mobilité, Palacagüina	327
Tableau 25. Distribution des migrants absents selon le nombre de socles productifs cumulés disponibles dans le foyer, par espace de mobilité, Posoltega	327
Tableau 26. Distribution des foyers selon le nombre de socles productifs cumulés, par condition de réception des remises (1)	337
Tableau 27. Distribution des foyers selon le nombre de socles productifs cumulés, par condition de réception des remises (2)	343
Tableau 28 : Répartition des types de foyers dans les trois municipes d'étude	359
Tableau 29. Quatre exemples de foyers nucléaires à l'étape de l'expansion (typeA)	360
Tableau 30. Quatre exemples de foyers entre éducation, soins et fission (typeB)	363
Tableau 31. Trois exemples de foyers nucléaires à l'étape du remplacement (typeC)	367

Graphiques

Graphique 1. Croissance de la population rurale et urbaine depuis 1960 au Nicaragua.....	62
Graphique 2. Le Produit Intérieur Brut et le Produit Intérieur Brut Agricole nicaraguayens	

TABLES DES ILLUSTRATIONS

(en millions de cordobas constants) reportés au nombre d'habitants sont en chute dans les années 1980.....	68
Graphique 3. Valeur des exportations de 1970 à 1990 (en millions de dollars US) au Nicaragua.....	69
Graphique 4. Le modèle extensif de production agricole au Nicaragua.....	72
Graphique 5. Évolution du Produit Intérieur Brut Agricole (en millions de cordobas constants) et rapport à l'augmentation de la population nicaraguayenne.....	73
Graphique 6. Année de la première migration pour l'ensemble des migrants,dans les trois municipes d'étude.....	143
Graphique 7. Année du premier voyage selon le lieu de destination, San Juan Guichicovi,ensemble des individus migrants.....	145
Graphique 8. Année du premier voyage selon le lieu de destination, Palacagüina,ensemble des individus migrants.....	147
Graphique 9. Année du premier voyage selon le lieu de destination, Posoltega, ensemble des individus migrants.....	148
Graphique 10. Insertion des migrants originaires de San Juan Guichicovisur le marché du travail de la ville de Mexico (total des voyages recensés = 240),.....	153
Graphique 11. Insertion des migrants originaires de San Juan Guichicovisur le marché du travail du centre-sud du Mexique (total des voyages recensés = 90),.....	153
Graphique 12. Insertion des migrants originaires de San Juan Guichicovisur le marché du travail du nord-ouest du Mexique (total des voyages recensés = 46),.....	153
Graphique 13. Insertion des migrants originaires de Palacagüinasur le marché du travail costaricien (total des voyages recensés= 707),.....	161
Graphique 14. Insertion des migrants originaires de Palacagüinasur le marché du travail nord-américain (total des voyages recensés= 168).....	161
Graphique 15. Insertion des migrants originaires de Palacagüinasur le marché du travail centraméricain (total des voyages recensés= 324),.....	161
Graphique 16. Insertion des migrants originaires de Posoltegasur le marché du travail costaricien (total des voyages recensés = 1237),.....	162
Graphique 17. Insertion des migrants originaires de Posoltegasur le marché du travail nord-américain (total des voyages recensés= 128).....	162
Graphique 18. Insertion des migrants originaires de Posoltegasur le marché du travail	

TABLES DES ILLUSTRATIONS

centraméricain (total des voyages recensés = 118).....	162
Graphique 19. Répartition par classe d'âge (en %) des migrants absents au moment de l'enquête,selon l'espace du marché du travail,San Juan Guichicovi.....	166
Graphique 20. Répartition par classe d'âge (en %) des migrants absents au moment de l'enquête,selon l'espace du marché du travail, Palacagüina.....	170
Graphique 21. Répartition par classe d'âge (en %) des migrants absents au moment de l'enquête,selon l'espace du marché du travail, Posoltega.....	170
Graphique 22. Niveau de scolarité selon le lieu de destination pour les migrants absents,San Juan Guichicovi.....	172
Graphique 23. Niveau de scolarité selon le lieu de destination pour les migrants absents,Palacagüina.....	173
Graphique 24. Niveau de scolarité selon le lieu de destination pour les migrants absents,Posoltega.....	173
Graphique 25. Temps de séjour selon les espaces du marché du travail pour les migrants de San Juan Guichicovi,total des voyages (voyages en cours inclus).....	193
Graphique 26. Nombre de voyages effectués pour l'ensemble des individus avec expérience migratoire,San Juan Guichicovi.....	194
Graphique 27. Temps total passé en migration pour tous les individus avec expérience migratoire,San Juan Guichicovi.....	194
Graphique 28. Temps de séjour selon les espaces du marché du travailpour les migrants de Palacagüina,total des voyages (voyages en cours inclus).....	197
Graphique 29. Temps de séjour selon les espaces du marché du travailpour les migrants de Posoltega,total des voyages (voyages en cours inclus).....	198
Graphique 30. Nombre de voyages effectués pour l'ensemble des individus avec expérience migratoire,Palacagüina et Posoltega.....	199
Graphique 31. Distribution des individus avec expérience migratoire,par tranche d'âge en fonction du nombre de voyages effectués,Palacagüina et Posoltega.....	200
Graphique 32. Temps total passé en migration pour tous les individus avec expérience migratoire,Palacagüina et Posoltega.....	201
Graphique 33. Répartition du nombre de voyages en fonction du temps total de migration,pour l'ensemble des individus avec expérience migratoires,Palacagüina et Posoltega.....	202

TABLES DES ILLUSTRATIONS

Graphique 34. Part des familles déclarant consacrer une partie de leur remises à un poste de dépense, en pourcentage du total des familles recevant des remises.....299

Photos

Photo 1. Parcelle de maïs, San Juan Guichicovi, juillet 2009.....	93
Photos (série) 2. San Juan Guichicovi : Église ; Broderie sur huipil ; Récolte du maïs. Juillet et novembre 2009.....	96
Photos (série) 3. Palacagüina : Séchage du café ; Place centrale ; Travailleurs journaliers dans un champs de tabac. Janvier 2009 et Janvier 2010.....	102
Photo 4. Maisons fournies par le programme de relogement de la Croix Rouge Espagnole aux sinistrés de l'ouragan Mitch, communauté de La Virgen, Posoltega.....	104
Photos (série) 5. Posoltega : Le volcan Casitas ; Récoltants informels de la cacahuète ; Travailleurs journaliers de la canne à sucre. Janvier 2009.....	106
Photo 6. Wilbert G. et sa femme, Musuli, Palacagüina. Décembre 2009.....	178
Photo 7. Ancienne gare de Estación Mogoñe, San Juan Guichicovi. Novembre 2009.....	183
images22.....	228
Photo 8. Juan Iglesias M., El Riito, Palacagüina. Janvier 2009.....	237
Photo 9 . Richard C., Palacagüina. Janvier 2009.....	282
Photo 10. Juan Francisco et Davis et le camion qu'ils ont acheté au retour des États-Unis, Palacagüina. Janvier 2009.....	308
Photo 11 . Don Julian, Estación Mogoñe, San Juan Guichicovi. Novembre 2009.....	313
Photo 12 . Jeune fille et son grand-père, Palacagüina. Janvier 2009.....	381

Figures

Figure 1. Questionnaire d'enquête n. 415 - août 2009. Communauté de Ocotal, municpe de San Juan Guichicovi, Mexique.....	228
Figure 2. Questionnaire d'enquête n. 375 - janvier 2009. Communauté de Santa María, municpe de Posoltega, Nicaragua.....	229

TABLES DES ILLUSTRATIONS

Figure 3. Entretien avec Don Julian - novembre 2009. Communauté de Estación Mogoñe, municpe de San Juan Guichicovi, Mexique.....	232
Figure 4. Questionnaire d'enquête n.181 – janvier 2009- et entretien avec Maria Elba C. -janvier 2010-. Communauté de El Riito, municpe de Palacagüina, Nicaragua.....	234
Figure 5. Questionnaire d'enquête n.371 – août 2009. Centre urbain du municpe de San Juan Guichicovi, Mexique.....	235
Figure 6. Questionnaire d'enquête n.136 – janvier 2009- et entretien avec Juan Iglesias M. -janvier 2010. Communauté de El Riito, municpe de Palacagüina, Nicaragua.....	238
Figure 7. Questionnaire d'enquête n.139 - janvier 2009- et entretien avec Juan Corlos G. - janvier 2010. Centre urbain du municpe de Palacagüina, Nicaragua.....	239
Figure 8. Questionnaire d'enquête n.119 – janvier 2009- et entretien avec Ángela R. -janvier 2010-. Communauté de La Calera, municpe de Palacagüina, Nicaragua.....	392
Figure 9. Entretien avec Carlos N. - novembre 2009,Encinal Colorado, municpe de San Juan Guichicovi, Mexique.....	393
Figure 10. Questionnaire d'enquête n.136 – janvier 2009- et entretien avec Juan Iglesias M. -janvier 2010. Communauté de El Riito, municpe de Palacagüina, Nicaragua1.....	396
Figure 11. Questionnaire d'enquête n.170 – janvier 2009- et entretien avec Alba Nubia G. -janvier 2010. Communauté de El Riito, municpe de Palacagüina, Nicaragua.....	397
Figure 12. Entretien réalisé avec Eugenio I. - novembre 2009,Communauté de Encinal Colorado, municpe de San Juan Guichicovi, Mexique.....	398

Cartes

Carte 1. Localisation des trois cas d'étude en Amérique centrale.....	75
Carte 2. Environnement régional de San Juan Guichicovi	87
Carte 3. Environnements régionaux de Palacagüina et Posoltega	97
Carte 4. Distribution des migrants originaires de San Juan Guichicovi au moment de l'enquête.....	132
Carte 5. Distribution des migrants originaires de Palacagüina au moment de l'enquête....	137
Carte 6. Distribution des migrants originaires de Posoltega au moment de l'enquête.....	138

TABLES DES ILLUSTRATIONS

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	3
SOMMAIRE.....	6
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	9
La ruralité et l'impact des dynamiques de mobilité: questionnements et enjeux de la recherche.....	10
La grande région centraméricaine comme espace d'observation privilégié.....	14
Un dispositif d'enquête riche permettant la mise en regard.....	16
Organisation de la thèse.....	20
PARTIE I. RURALITÉ ET MIGRATION EN AMÉRIQUE CENTRALE.....	23
CHAPITRE 1. Une perspective transversale : considérer la mobilité comme une composante de la ruralité.....	25
1. Activités, sociétés et espaces ruraux.....	27
2. De « nouvelles » ruralités.....	30
3. La distension de l'économie rurale et familiale	36
Conclusion : Paysans, ruraux, travailleurs, migrants, circulants. De qui parle-t-on ?....	42
CHAPITRE 2. Les espaces d'étude : configurations des espaces productifs ruraux ...	45
1. Dynamiques rurales nationales. Histoire des territoires ruraux et de leur rapport à l'État.....	47
1.1. Au Mexique. Dualité des structures de production.....	48
1.1.1. L'ejido. Propriété sociale de la terre et marchandisation du foncier.....	48

TABLE DES MATIÈRES

1.1.2. Orientation et polarisation de l'agro-industrie d'exportation.....	54
1.2. Au Nicaragua. Histoire politique, place économique et vulnérabilité du secteur paysan.....	57
1.2.1. Oligarchies et paysanneries.....	58
1.2.2. Apogée, essoufflement et éviction du sandinisme, quelle place pour les acteurs ruraux ?.....	62
1.2.3. Panorama économique et productif actuel : résistance, vulnérabilité et place des paysanneries nicaraguayennes.....	71
2. Peuplement, productions et mobilités : l'organisation territoriale des environnements régionaux.....	74
2.1. L'Isthme de Tehuantepec.....	75
2.1.1. Les villes régionales.....	77
2.1.2. Les zones d'agriculture commerciale.....	78
2.1.3. Les zones d'agriculture de subsistance ou de commerce très local.....	79
2.2. Le Centre Nord du Nicaragua.....	80
2.2.1. La zone paysanne.....	81
2.2.2. La zone caféière paysanne	81
2.2.3. Production de café et élevage.....	82
2.2.4. Les centres urbains.....	83
2.3. Les plaines Pacifique du Nicaragua.....	83
2.3.1. La zone de plaines et de vallées irriguées.....	84
2.3.2. La zone paysanne du Pacifique.....	85
2.3.3. Les centres urbains.....	86
3. Structures agraires, exploitants et force de travail.....	87
3.1. San Juan Guichicovi : au cœur et à la marge de l'ejido.....	87
3.2. Les municipes nicaraguayens : louer sa terre, vendre sa force de travail.....	97
3.2.1. Palacagüina : coffee and cigarettes.....	97
3.2.2. Posoltega : caña brava.....	103
Conclusion	111

PARTIE II. PARCOURS MIGRATOIRES.....	117
CHAPITRE 3. Élargissement du marché du travail et trajectoires de mobilité.....	121
1. Héritages, construction et appropriation des espaces du marché du travail centre et nord-américains.....	125
1.1. Principaux espaces d'attraction.....	125
1.1.1. Pour les migrants originaires de San Juan Guichicovi.....	127
1.1.2. Pour les migrants originaire de Palacagüina et Posoltega.....	133
1.1.3. Enjeux et difficultés de la comparaison.....	139
1.2. Ancienneté et nouveauté de la migration.....	141
1.2.1. Tendances générales.....	141
1.2.2. Évolution de l'attraction des différents espaces de destination pour chacun des municipes.....	144
1.3. Niches d'emplois et réseaux.....	149
1.3.1. Pour les migrants originaires de San Juan Guichicovi.....	149
1.3.2. Pour les migrants originaires de Palacagüina et Posoltega.....	154
1.4. Profils des migrants : structures d'âge, sexe et niveau d'éducation des migrants sur les différents marchés du travail.....	163
1.4.1. La place des migrants dans le cycle de vie familial : âge, sexe et statut civil	163
1.4.2. Qualification et scolarité des migrants.....	171
2. Trajectoires et pratiques de mobilité : itinéraires de travailleurs migrants.....	174
2.1. Itinéraires de succession de mobilités.....	175
2.1.1. Les successions de mobilités diffuses et dispersées.....	176
2.1.2. Les successions de mobilités régulières et répétées.....	177
2.2. Itinéraires du pari vers le lointain.....	180
2.2.1. Le lointain comme première expérience migratoire.....	181
2.2.2. Le lointain comme étape culminant un parcours migratoire.....	183
Conclusion.....	186

CHAPITRE 4. Les rythmes et temporalités migratoires. Être absent et faire présence dans le milieu rural..... 189

1. Rythmes et temporalités des mobilités dans les espaces d'étude.....	192
2. Être absent et faire présence en milieu rural.....	203
2.1. Paysans prolétaires : circulation, pluriactivité et logique précaire de reproduction. Les temps d'une ruralité distendue.....	204
2.1.1. Les moments de l'activité dans le milieu rural d'origine : régularités et incertitudes.....	205
2.1.2. Étapes du cycle de vie et consolidation des ressources.....	208
2.2. S'éloigner du milieu rural : étapes du cycle de vie et objectifs de départ. Partir pour sortir ou pour s'ancrer ?.....	211
2.2.1. Étapes du cycle de vie.....	212
2.2.2. Statut migratoire.....	217
2.3. Le retour : facteurs déterminants, conditions et significations.....	219
3. Systèmes de mobilité familiaux: gestions de l'absence et étirements des économies familiales dispersées.....	224
3.1. Des mobilités repoussant les limites spatiales de la pluriactivité rurale : le temps court des absences.....	227
3.2. Progression des trajectoires et chaînons intergénérationnels.....	230
3.3. Dispersion de la force de travail et complémentarité des modalités de présence dans le milieu rural.....	233
3.4. Investir les marchés du travail lointains : les absences prolongées.....	236
Conclusion.....	240

PARTIE III. VIVRE LA RURALITÉ PAR LA GESTION FAMILIALE DES RESSOURCES.....245

CHAPITRE 5. Valeur et fonction de la ressource foncière: production, travail et patrimoine 249

1. Insécurité foncière, condition de journalier et reproduction de la précarité.....	253
1.1. Le manque d'accès à la terre et à la mobilité.....	254
1.2. « Uno se arriesga a sembrar. A veces gana, a veces pierde ». Production vivrière	

TABLE DES MATIÈRES

aléatoire et étirement du mode de vie journalier.....	258
2. La terre : lieu de dur labeur, moyen de production et de subsistance.....	263
2.1. Des mobilités qui éloignent du travail agricole.....	263
2.2. Des mobilités qui permettent d'accéder à la terre.....	266
2.3. Une migration qui s'intègre au système d'activité paysan.....	268
2.3.1. Diversifier et disperser les ressources.....	268
2.3.2. Migration, transferts financiers et maintien de la production agricole....	270
3. Réussite du pari migratoire et rapport à la terre.....	276
3.1. Ressources migratoires et valeur du foncier.....	276
3.1.1. Capacité à migrer et potentiel de valorisation de la ressource migratoire	276
3.1.2. Les nouvelles valeurs du foncier : de la production vivrière à la production commerciale, de l'appareil productif au placement de capital	277
3.2. « Tener una finca », « trabajar la tierra ».....	281
Conclusion	284

CHAPITRE 6. Les systèmes de ressources ruraux : activités multi-localisées, transferts et socles productifs

287

1. Investissements et projections dans le milieu rural.....	292
1.1. Transferts financiers et postes de dépense privilégiés.....	293
1.1.1. Modalités de réception des remises	293
1.1.2. Usages des remises.....	298
1.2. Le rapport au rural dans la dispersion : valorisations des ressources migratoires et mise à l'épreuve de la famille face à l'absence.....	300
1.2.1. « Ya tiene bastante de estar allá, y no se ve la diferencia ». Des remises pour élargir les alternatives de subsistance : persistance de l'insécurité, résistance et maintien	300
1.2.2. Des remises pour investir : nouvelles fonctions rurales mises en lumière par l'orientation des revenus migratoires.....	306
1.2.3. La ruralité comme point d'ancrage dans la distance : des projets partagés ?	311
2. Les socles de l'économie familiale et les ressources migratoires.....	319

TABLE DES MATIÈRES

2.1. Les socles productifs.....	319
2.1.1. Définition et évaluation.....	319
2.1.2. Des facteurs de différenciation entre les foyers : situations dans les trois municipales d'étude.....	323
2.1.3. Socles productifs et itinéraires de mobilité.....	325
2.2. Les systèmes de ressources.....	330
2.2.1 Dispersion des membres actifs et désintégration du système de ressources	331
2.2.2. Des systèmes de ressource fragiles où la migration vient consolider les stratégies de résistance	336
2.2.3. Cumul des patrimoines et diversification des revenus : se renforcer par la mise en commun du système de ressource	342
Conclusion.....	348

CHAPITRE 7. Les contours mouvants de l'organisation familiale.....351

1. Le cycle de vie des familles : une enquête qui porte le filtre de la migration.....	356
1.1. Des foyers nucléaires à l'étape de l'expansion (type A).....	360
1.2. Des foyers entre éducation, soins et fission : faire coïncider la dépendance et la force de travail (type B).....	362
1.3. Perspectives et stratégies des foyers à l'étape du remplacement ou de l'extinction: du sens de l'intégration des membres actifs aux périmètres de l'organisation familiale (type C).....	367
2. Déterminer le périmètre des sphères économiques. Une tentative de compréhension des enjeux de l'organisation familiale élargie.....	372
2.1. Sphères de résidence : pratiques et fonctions du vivre ensemble.....	374
2.2. Sphères de production : activités et revenus multi-localisés.....	377
2.3. Sphères de consommation : besoins quotidiens, reproduction de la vie de famille et prise en charge des membres dépendants.....	379
2.4. Sphères d'accumulation : construire, valoriser et transmettre les socles productifs.....	383
3. Des configurations familiales aux dimensions fluctuantes : espaces sociaux et productifs des ruralités distendues.....	388

TABLE DES MATIÈRES

3.1. Mobilité et subsistance précaires de la famille restreinte : ancrage fragile, faiblesse des ressources familiales et productives.....	390
3.2. Jouer de l'étendue, de la flexibilité et de la circulation des ressources familiales : la force du cumul et de l'enchevêtrement.....	394
Conclusion.....	399
CONCLUSION GENERALE.....	403
Des mobilités complexes et articulées.....	404
Paysans et ruraux : la famille, une ressource opératoire aux contours mouvants.	405
Mobilités et organisations familiales. Des inégalités d'accès aux ressources constitutives des ruralités centraméricaines.....	406
Questionnements et postures de la recherche. Des pistes de réflexions à creuser	409
ANNEXES.....	413
BIBLIOGRAPHIE.....	437
TABLES DES ILLUSTRATIONS.....	454

RÉSUMÉ

Inscrite dans la réflexion sur les nouvelles ruralités, cette thèse a pour objectif central la compréhension des transformations socio-productives en cours dans les campagnes centraméricaines, particulièrement dans les contextes de mobilités régionales et internationales. Elle vise à cerner les ressources spatiales, productives et sociales en jeu ainsi que les capacités d'ancrage et de dispersion permettant d'articuler les liens et les lieux lorsque la migration régit en partie l'économie familiale.

Cette thématique est analysée dans trois environnements locaux -deux localités nicaraguayennes et une de l'Isthme de Tehuantepec au Mexique- où les dynamiques de mobilités temporaires et circulaires se conjuguent à des trajectoires migratoires plus longues et moins réversibles. La compréhension de la façon dont les familles gèrent la dispersion, la production, la transmission et l'interdépendance entre et au sein des différentes générations s'appuie sur une analyse de l'articulation des multiples trajectoires et temporalités migratoires. Les individus partagent ainsi, selon diverses modalités d'absence, de présence et de participation socio-économique sur place ou à distance, un espace rural d'origine commun. La thèse vise à saisir la place occupée par la ressource migratoire au sein d'un système de ressources locales dont les familles bénéficient de manière inégale dans le milieu rural. De cette recherche émerge le caractère mouvant et malléable de l'organisation familiale dont les contours sont spécialement mis à l'épreuve de la migration, de la distance et de la séparation entre les membres ; ces contours s'adaptent, se fragilisent ou se renforcent et accompagnent ainsi les mutations des ruralités centraméricaines.

Mots clés : migrations, mobilités, ruralité, économie familiale, Amérique centrale, Mexique, Nicaragua

RESUMEN

En el marco de la reflexión sobre las nuevas ruralidades, esta tesis tiene como objetivo central la comprensión de las transformaciones socio-productivas actuales en el campo centroamericano, particularmente en los contextos de las movilidades regionales e internacionales. Intenta discernir los recursos espaciales, productivos y sociales en juego así como las capacidades de anclaje y de dispersión que permiten articular los lazos y los lugares cuando la migración rige en buena parte la economía familiar.

Esta temática está analizada en tres contextos locales -dos localidades nicaragüenses y una en el Istmo de Tehuantepec en México- donde las dinámicas de movilidades temporales y circulares se combinan con trayectorias migratorias más largas y menos reversibles. La comprensión de la manera en la cual las familias manejan la dispersión, la producción, la transmisión y la interdependencia entre las distintas generaciones y a su interior se basa en un análisis de la articulación de las múltiples trayectorias y temporalidades migratorias. Así, los individuos comparten, de acuerdo con diversas modalidades de ausencia, presencia y participación socio-económica *in situ* o a distancia, un espacio rural de origen común. La tesis tiende a entender el lugar ocupado por el recurso migratorio en el marco de un sistema de recursos locales, del que las familias se benefician de manera desigual dentro del medio rural. De esta investigación emerge el carácter flexible y maleable de la organización familiar cuyos contornos están especialmente puestos a prueba de la migración, de la distancia y de la separación entre los miembros; estos contornos se adaptan, se debilitan o se fortalecen y así acompañan las mutaciones de las ruralidades centroamericanas.

Palabras claves : migraciones, movilidades, ruralidad, economía familiar, América central, México, Nicaragua

ABSTRACT

Within the reflection on the new ruralities, the central aim of this thesis is the understanding of the ongoing socio-productive transformations in the Central American countryside, especially in the contexts of regional and international mobility. It aims to identify the spatial, social and productive resources at stake as well as the settling down and scattering capacities that enable to articulate the links and the places as migration governs partially the household economy.

This topic is discussed in three local environments - two Nicaraguan towns and one of the Isthmus of Tehuantepec in Mexico-where the dynamics of temporary and circular mobility combine with longer and less reversible migration trajectories. The understanding of how families manage dispersion, production, transmission and interdependence between and among different generations is based on an analysis of the articulation of numerous trajectories and migration temporalities. Individuals thus, share a common rural area of origin under various modes of absence, presence and socio-economic participation locally or remotely. The thesis aims to understand the place occupied by the migration resource within a system of local resources which benefits unevenly the families in rural areas. This research points out the changing and malleable character of the family organization whose contours are especially challenged by migration, distance and separation between members; these contours adjust to, get undermined or reinforced and therefore come along with the mutations in Central American ruralities.

Key words : migrations, mobilities, rurality, household economy, Central America, Mexico, Nicaragua